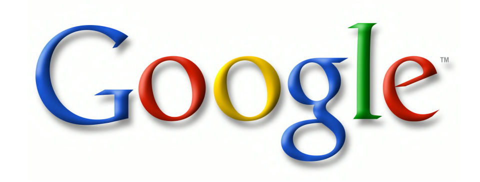
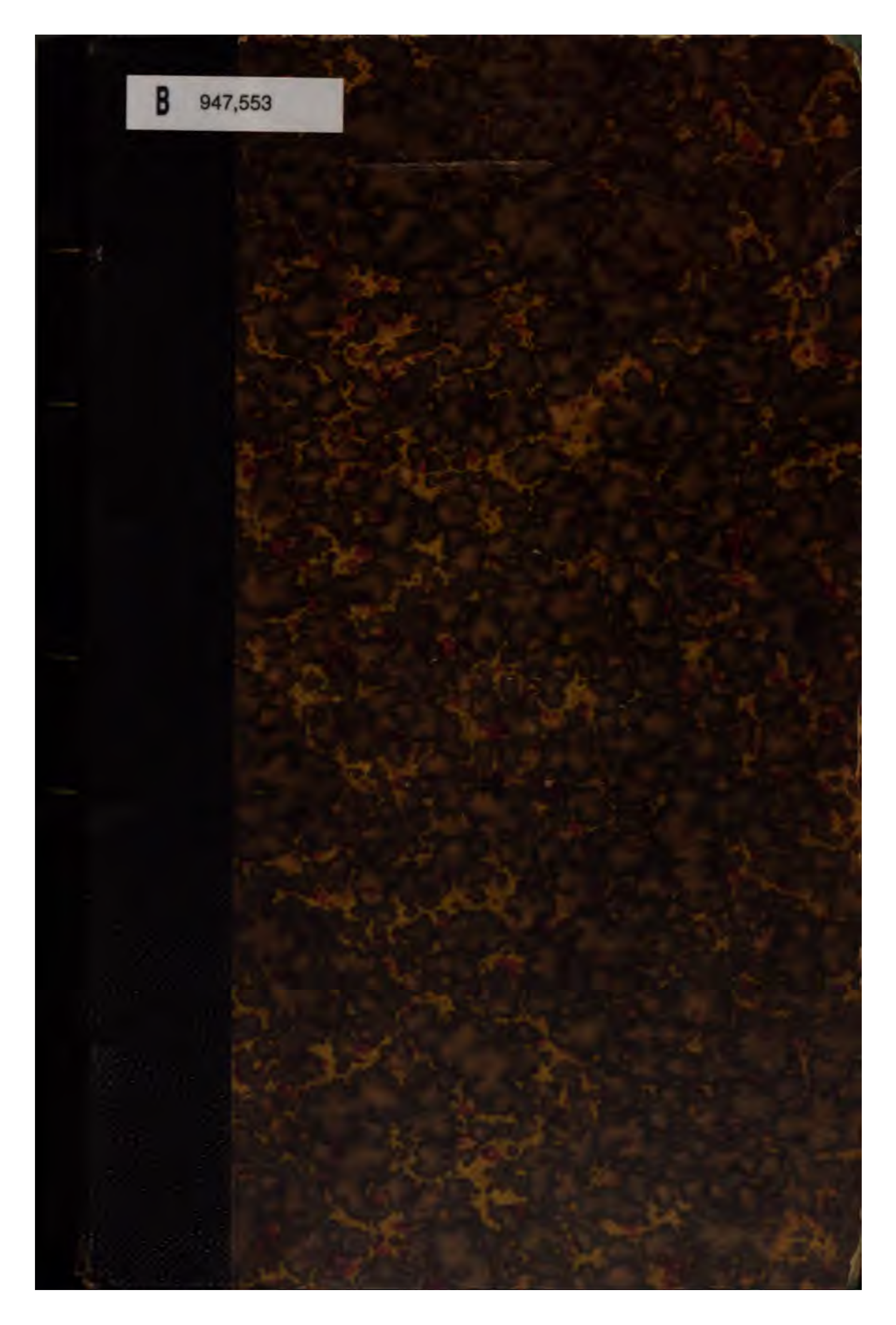
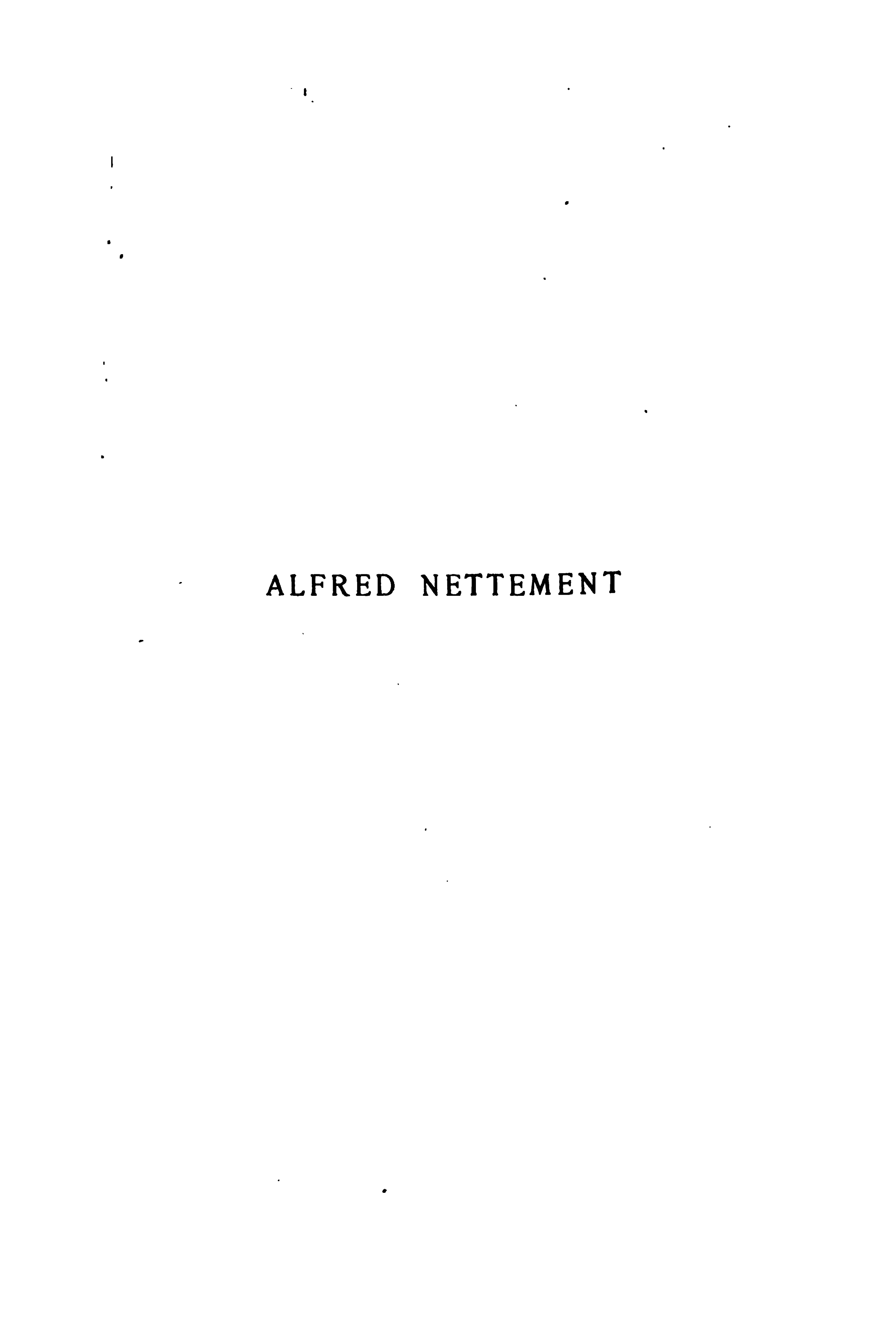




B 947,553


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR





ALFRED NETTEMENT



Alfred Nettement

NETT[illegible]

[illegible]a Vie et ses [illegible]



LA PRESSE ROYALISTE DE 1830 A 1852

Alfred NETTEMENT

Sa Vie et ses Œuvres

PAR

EDMOND BIRÉ



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

RUE BONAPARTE, 90

—

1901

CHAPITRE PREMIER

L'Enfance et les années de Collège

Naissance d'Alfred Nettement. — M. Philippe Nettement et l'ambassade de Londres. André Chénier et M. Barthélemy. — La duchesse d'Orléans. — Joseph Bonaparte et le Congrès d'Amiens. — La maison d'Aulnay-lez-Bondy. Monge et Barras. L'astronome Lalande et sa bonbonnière. Le marquis de Villevieille. — La maison de Chaillot et le palais du Roi de Rome. L'empereur Napoléon, l'intendant Daru et l'architecte Fontaine. — La pension Liautard et l'institution Nicolle. — La nuit du 29 septembre 1820. — Désiré Nisard et Jules Michelet. — Les vacances. La comtesse de Montmort et M. Babault. — Le Concours général et Félix Arvers. - *Discours sur les avantages de la Légitimité.* — Discours français et vers latins. – La politique et la religion au Collège Sainte-Barbe.

I

Le dix-neuvième siècle finissant n'a pas tenu, en littérature, les promesses de ses débuts. Sous la Restauration et sous le gouvernement de Juillet, pendant les trente-quatre années de la monarchie parlementaire, la France a été témoin d'une véritable renaissance, d'un admirable épanouissement littéraire. Si le mouvement intellectuel com-

mencé en 1814 cesse de se développer après 1848, il ne s'arrête pas cependant tout à fait et il se continue sous la seconde République et sous le second Empire. Des poètes, des historiens, des romanciers et des orateurs qui ont illustré la période précédente, plusieurs vivent encore; leur vieillesse se couronne d'œuvres nouvelles, dont quelques-unes sont dignes de leurs aînées. Avant de s'éteindre, le flambeau brille encore d'un vif et suprême éclat; mais après 1870 l'ombre se fait peu à peu. Pareils à des spectateurs restés dans un théâtre après la chute du rideau, nous avons vu les acteurs partir l'un après l'autre, les lumières pâlir, puis disparaître complètement, et voilà que nous sommes maintenant devant une scène vide, dans une salle envahie par l'ombre et le silence.

Revenons à la lumière, remontons vers le passé. Je suis de ceux, et je ne m'en cache pas, qui, mécontents du présent, peu confiants dans l'avenir, aiment à revivre les jours d'autrefois. Déjà dans *l'Année 1817* et dans *Victor Hugo avant 1830*, j'ai parlé tout à mon aise des hommes et des choses de la Restauration, ne me refusant pas le plaisir de m'arrêter aux anecdotes, aux petits faits, aux menus détails, composant ma gerbe des épis que les historiens avaient négligé de ramasser. Aussi bien, il m'en coûtait de m'arracher aux souvenirs d'une époque qui, au milieu de ses faiblesses et de ses misères, eut du moins l'honneur de se passionner pour de nobles causes. J'avais peine à m'éloigner de ces rives, où je me sentais retenu par un invincible attrait, celui des causes vaincues, des grandeurs tombées et des splendeurs évanouies — *ripæ ulterioris amore*.

Je voudrais entreprendre aujourd'hui, non plus sur la

Restauration, mais sur les années qui l'ont suivie, un travail analogue, — moins un livre savamment ordonné, moins une œuvre didactique, composée d'après toutes les règles de l'art, qu'une simple et modeste causerie, un peu longue, je l'avoue, une sorte de promenade à travers champs, dans le passé.

« Chaque siècle a sa jeunesse et comme son printemps », a dit un ingénieux moraliste[1]. Les quinze années de 1814 à 1830 ont été le printemps du XIXe siècle. Cette impression de fraîcheur et d'aurore qui pénètre jusqu'à l'âme et que l'on ressent aux premières heures quand la rosée réfléchit à l'œil la lumière du soleil qui se lève, quand les nids s'éveillent et que leur gazouillement faible et doux se mêle au frémissement des feuilles, ce charme de jeunesse et de nouveauté, propre à la littérature de la Restauration, nous ne le retrouverons plus dans les œuvres publiées de 1830 à 1848, dans la période qui va nous occuper maintenant. On est entré dans une saison nouvelle; le printemps a fait place à l'été. Les semences, jetées en terre durant la période précédente, couvrent le sol d'abondantes et riches moissons. Sur plus d'un point, cependant, le soleil a brûlé les fleurs et desséché les épis. Plus d'une espérance a été détruite, plus d'un champ est resté stérile; il y a dans l'air un souffle de révolution, et là même où la moisson est la plus belle, on se demande avec inquiétude si, avant que l'on ait eu le temps de rentrer les gerbes, elles ne seront pas balayées par l'orage qui s'annonce à l'horizon.

1. E. Caro, *Nouvelles etudes morales sur le temps présent*, p. 343. — 1869.

Cela est vrai, sans doute, et il ne faut pas l'oublier. Mais, pour grand qu'ait été le trouble produit par la Révolution de 1830, pour funestes qu'aient été ses conséquences, dans l'ordre littéraire comme dans l'ordre politique, il n'en reste pas moins que les dix-huit années de la monarchie de Juillet ont été pleines d'éclat et de fécondité. Quelle vie ! quel mouvement ! quel entrain ! quelle ardente et chaude mêlée ! Il y a plus d'un camp, hélas ! et plus d'un drapeau. Mais dans tous les rangs et sous toutes les bannières, quelle audace ! quelle confiance dans la bonté de sa cause ! Personne n'amène son drapeau, et s'il en est un que l'on défende avec plus de fierté, autour duquel on se presse avec plus de dévouement, ce n'est pas celui qui abrite les triomphateurs, c'est le drapeau vaincu !

C'est surtout dans la presse que ce mouvement atteignit son plus haut point de développement. Sous la Restauration elle-même, ni la tribune, cette improvisation parlée, ni le journal, cette improvisation écrite, n'avaient joué un rôle aussi considérable. La presse ne devint pas seulement, comme on l'a dit, un quatrième pouvoir dans l'Etat : elle fut le premier.

En un temps où le journal a tenu une si grande place, Alfred Nettement a été le type du journaliste, ardent, convaincu, passionné. Nul n'apporta, dans la défense de ses idées, une persévérance plus infatigable, un esprit plus chevaleresque, un dévouement plus désintéressé. Ecrire sa vie nous sera donc une occasion toute naturelle de grouper autour de lui les combattants, de rappeler les péripéties de la bataille et de saluer avec respect le drapeau qu'il a servi.

II

Alfred-François Nettement est né à Paris le 21 août 1805[1].

Son père, Philippe-François Nettement, appartenait à une bonne famille de Bourgogne. Il remplissait à Londres les fonctions d'attaché d'ambassade, sous les ordres de M. le comte d'Adhémar, lorsqu'au mois de janvier 1788, ce dernier fut remplacé par M. le marquis de la Luzerne. Le nouvel ambassadeur amenait avec lui, comme secrétaire particulier, André de Chénier. Le premier secrétaire était M. Barthélemy[2], neveu de l'auteur du *Voyage d'Anacharsis,* qui venait justement de paraître et d'obtenir un succès d'éclat[3]. On eût sans doute fort étonné le marquis

1. « *Diocèse de Paris. — Paroisse de Saint-Roch. — Extrait du Registre des Actes de baptême.*

« L'an mil-huit-cent-cinq, le dix-neuf septembre, a été baptisé Alfred-François Nettement, né le trois fructidor an treize (21 août 1805), fils de Philippe-François Nettement et de Anne-Honorine-Clotilde Granet, son épouse, demeurant rue Saint-Honoré, 323. — Le parrain a été Jean-Marie Nouail de la Villegille, rue des Mathurins, 72. La marraine a été Emilie-Louise-Gabrielle de Suzannet Villegille, épouse du parrain, lesquels ont signé avec nous. »

2. *Barthélemy* (François, marquis de), né le 20 octobre 1747 à Aubagne en Provence, mort à Paris le 3 avril 1830. Ministre de France en Suisse, il conclut à Bâle, en 1795, deux traités, l'un avec la Prusse, l'autre avec l'Espagne, qui furent deux grands succès diplomatiques. Elu membre du Directoire le 20 mai 1797, il fut déporté à la Guyane après le 18 fructidor (4 septembre 1797); ayant réussi à s'échapper, il se rendit en Angleterre, rentra en France sous le Consulat et devint membre du Sénat conservateur. Louis XVIII le nomma pair et le créa marquis.

3. Le *Voyage du Jeune Anacharsis en Grèce vers le milieu du*

de la Luzerne et son premier secrétaire, si on leur eût dit que la Grèce de l'abbé Barthélemy, vue à travers les livres ou du haut de la lanterne de Démosthène — celle qui se trouvait dans le parc de Saint-Cloud — n'était pas plus la Grèce véritable que la campagne de l'abbé Delille, vue à travers les vitres du château, n'était la vraie campagne ; que la poésie grecque allait se retrouver pourtant, dans toute sa fraîcheur et avec tout son parfum, non dans l'herbier du *Jeune Anarcharsis*, mais dans ces Idylles et ces Eglogues que griffonnait à leurs côtés, entre deux dépêches, le jeune André de Chénier.

En 1791, M. de la Luzerne, condamné par le mauvais état de sa santé à un repos absolu, désigna M. Barthélemy pour être chargé d'affaires et se rendit aux bains de Southampton. Pendant ce temps, André Chénier se hâtait de regagner Paris, si bien qu'à la fin de cette même année, M. Barthélemy ayant été nommé ambassadeur en Suisse, M. Philippe Nettement se trouva seul à Londres pour faire l'intérim, du 20 décembre 1791 au 1er mai 1792. A cette date, Dumouriez, ministre des Affaires étrangères, confia l'ambassade d'Angleterre à l'ex-marquis de Chauvelin, non sans lui donner pour aide et pour mentor M. de Talleyrand, qui ne pouvait, en sa qualité d'ancien membre de l'Assemblée Constituante, être employé à titre patent. Soupçonné sans doute d'être resté trop royaliste, M. Nettement fut rappelé en France et mis en disponibilité. Au lendemain des journées de Septembre, peu sou-

IVe siècle avant l'ère vulgaire parut en 1788. Le succès fut tel, qu'une place étant devenue vacante à l'Académie française, par la mort du grammairien Beauzée, l'abbé Barthélemy fut choisi tout d'une voix pour lui succéder.

cieux, on le pense bien, de reprendre du service, il se rendit au ministère des Affaires étrangères, qu'occupait alors le citoyen Lebrun-Tondu, afin de solliciter un passeport pour la Bourgogne, son pays natal. Il se rencontra dans l'antichambre du ministre avec M. de Talleyrand qui, de retour à Paris depuis les premiers jours d'août, demandait, en homme prudent, qu'il lui fût permis de revenir en Angleterre, d'où il devait bientôt passer en Amérique.

La Terreur une fois passée, la Convention arrivée au terme de ses séances, la Constitution de l'an III acceptée et mise en vigueur, le Directoire exécutif établi et les cinq Directeurs installés au Luxembourg[1], beaucoup d'honnêtes gens se laissèrent aller à croire que la France allait enfin, après tant de malheurs, entrer en possession d'un gouvernement régulier. Avec cet optimisme qui fait le fond de notre caractère national, ils se bercèrent de l'espoir que la République, après avoir été un régime d'oppression, de supplices et de famine, allait devenir un régime d'ordre et de liberté, de sécurité et de bien-être. Illusions naïves, que l'événement allait cruellement démentir ! M. Philippe Nettement les partagea comme tant d'autres, et à la fin de 1795 nous le retrouvons à Paris, investi du titre de commis principal au ministère des Affaires étrangères. Attaché, en 1796, au Commissariat institué pour l'échange des prisonniers français en Angleterre, il dut se rendre à Londres. La veille de son départ, un de ses amis le vint prendre, le conduisit au faubourg Saint-Antoine, et, arrivé devant une maison de la plus modeste apparence, le fit

1. 14 brumaire an IV (5 novembre 1795).

entrer. Cette maison servait d'asile à une princesse de la Maison de France, Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre, femme du feu duc d'Orléans, qui, arrêtée au mois de septembre 1793 et enfermée au Luxembourg, était sortie de prison après le 9 thermidor et avait depuis lors vécu à Paris, dans l'humble et obscure maison[1] qui remplaçait pour elle les splendeurs du Palais-Royal. Elle retint M. Nettement à déjeuner et lui remit une lettre pour son fils aîné, le futur roi des Français, alors en Angleterre. « Je sais, lui dit-elle, que je puis avoir en vous une entière confiance, que mon dépôt est en mains sûres et que le secret en sera fidèlement gardé. » Dès son arrivée, M. Nettement fit parvenir la lettre au duc d'Orléans, qui chargea M. de Graves, son chevalier d'honneur, de lui exprimer toute sa gratitude.

Durant ce second séjour en Angleterre, il fut assez heureux pour obtenir la rentrée en France de plusieurs émigrés, et, parmi eux, de l'abbé Lechevalier, auteur du *Voyage dans la Troade*, qui avait été le secrétaire particulier du comte de Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France à Constantinople.

Des négociations secrètes, en vue d'amener la paix entre la France et l'Angleterre, s'ouvrirent à cette époque entre les deux gouvernements. Chargé de correspondre confidentiellement avec le Ministre des relations extérieures, Charles Delacroix[2], M. Nettement eut, à cette occasion, plusieurs entretiens avec M. Pitt. Les négociations aux-

1. Dans une maison de santé (la maison Belhomme), rue Charonne, n° 70.

2. Père d'Eugène Delacroix.

quelles il se trouva ainsi mêlé aboutirent à la réunion du Congrès de Lille, ouvert le 6 juillet 1797.

En 1799, à la veille du 18 Brumaire, il ne remplissait plus aucunes fonctions, et sa carrière était, une seconde fois, brisée. Sous le Consulat, son ami M. Barthélemy l'ayant recommandé à Joseph Bonaparte, qui venait d'être nommé ministre plénipotentiaire au Congrès d'Amiens (15 novembre 1801), il fit partie de son cabinet, pendant toute la durée des négociations. Elles se terminèrent heureusement, le 25 mars 1802, par la signature du traité de paix qui mettait fin, entre l'Angleterre et la France, à une guerre de dix années. Ce fut M. Nettement qui eut mission d'en porter la nouvelle à M. Otto, ministre plénipotentiaire près la cour de Saint-James.

Avant de quitter Amiens, Joseph Bonaparte appela sur ses collaborateurs la bienveillance du ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand. Il lui écrivait, à la date des 26 et 27 mars :

« Citoyen ministre,.. .. le terme de la négociation est le moment de rendre justice aux citoyens qui ont fixé le choix du gouvernement...

J'ai expédié au citoyen Otto, avec la nouvelle de la paix, le citoyen Nettement, qui a été à Londres chargé des affaires des prisonniers. Ce citoyen estimable a été employé à des traductions anglaises durant la négociation; il avait été recommandé par le citoyen Barthélemy, sénateur; il a justifié tout le bien qui avait été dit de lui. Il désire de l'emploi.

Le citoyen Fleury, qui a été avec moi à Lunéville, a aussi travaillé avec moi durant la tenue du Congrès. Il désire d'être attaché aux relations extérieures, comme secrétaire de quelque légation, ou de toute autre manière. Je vous prie de faire prendre ces deux noms en note, comme portés par deux hommes

pleins de bonne volonté et de zèle, et susceptibles d'être employés dans les légations ou dans les commissions commerciales [1]. »

La recommandation de Joseph Bonaparte ne demeura pas sans effet. M. Philippe Nettement fut attaché au cabinet du premier Consul, en qualité de premier secrétaire-interprète, fonctions qu'il conserva plusieurs années et qui lui valurent d'être appelé quelquefois à suivre Napoléon dans ses courses victorieuses à travers l'Europe, notamment pendant la guerre de Prusse et la campagne de Pologne (octobre 1806 à juillet 1807).

L'année même de son entrée en fonctions, en 1802, il avait épousé, en secondes noces, Mlle Clotilde de Granet : il était veuf, en premier mariage, de Mlle de Bissy.

Mlle de Granet appartenait à une très ancienne famille de Provence. Son père, Marc-Antoine de Granet, juge royal en la sénéchaussée de Toulon avant 1789, président du Directoire du département du Var, en 1790, fut élu, l'année suivante, par ses concitoyens, député de l'Assemblée législative. Il s'y fit remarquer par la modération de ses idées et siégea dans les rangs des amis du roi et de la Constitution. Nommé, à l'unanimité, président du Comité de Marine, il en fut le rapporteur habituel. Non réélu à la Convention, arrêté, comme suspect, en 1794, et emprisonné au Luxembourg, il ne dut son salut qu'au Neuf Thermidor. Sous le Directoire, il devint chef du bureau des Colonies au ministère de la Marine, puis chef du

1. *Histoire des Négociations diplomatiques relatives aux traités de Morfontaine, de Lunéville et d'Amiens*, pour faire suite aux *Mémoires du roi Joseph*, par A. du Casse, T. III, p. 342. Paris, 1857.

Contentieux, poste qu'il occupait encore à l'époque du mariage de sa fille [1].

III

L'enfance d'Alfred Nettement se passa tout entière auprès de sa mère, qui ne le mit pas en pension et, pendant dix ans, jusqu'à la chute de l'Empire, ne s'en sépara pas un seul jour. Elle fut son premier professeur, étant elle-même très instruite. A ses leçons se vinrent ajouter bientôt celles de son mari, qui était un humaniste distingué, comme la plupart des hommes de sa génération. M. Philippe Nettement, à partir de 1808, avait cessé d'accompagner l'Empereur et ne s'éloignait plus de Paris. Il put donc s'occuper tout à son aise de l'éducation de son fils.

Le milieu dans lequel l'enfant était élevé, était d'ailleurs bien fait pour lui donner le goût des choses de l'esprit. Ses parents passaient la plus grande partie de l'année dans une propriété qu'ils possédaient à Aulnay-lez-Bondy [2]. Mme Nettement aimait à recevoir et elle comptait souvent parmi ses invités quelques-uns des hommes les plus célèbres du temps, l'ex-directeur Barras, compatriote et ami de M. de Granet, le mathématicien Monge, l'astronome Lalande. Ce dernier était aussi bizarre que savant. Quand il venait à Aulnay, il passait ordinairement la nuit dans un arbre, sans doute pour être plus près des

1. M. de Granet mourut à Toulon le 16 juin 1808.
2. Canton de Gonesse, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise).

astres. Il avait toujours à la main une bonbonnière remplie d'araignées, qu'il croquait en guise de pastilles de menthe. Nullement égoïste, du reste, il ne manquait jamais d'en offrir aux dames et aussi aux enfants, qui poussaient des cris d'horreur à la vue de la boîte où Lalande enfermait ses étranges pastilles. Un autre habitué de la maison, qui avait celui-là toutes les préférences d'Alfred et de ses deux frères [1], était un certain marquis de Villevieille, homme d'infiniment d'esprit, qui avait été secrétaire de Voltaire et qui remplissait des fonctions analogues auprès de Cambacérès, son camarade de collège.

Cette maison d'Aulnay, sauf peut-être les jours où Lalande y venait avec sa bonbonnière, était un vrai lieu de délices. Il y avait là un grand verger, que Mme Nettement appelait sa « Normandie » et où elle avait fait planter des pommiers nains, dont les fruits étaient à la portée de la main des enfants, — un bois rempli d'arbres exotiques, — et plus loin, au bas d'une prairie, un étang où l'on s'exerçait à la pêche. Pour Alfred et pour ses frères, c'était le paradis terrestre ; mais dans le paradis terrestre, on ne reste jamais longtemps. Vint bientôt le jour où il fallut sortir du paradis d'Aulnay. Ce fut Napoléon qui en ferma les portes sur les parents d'Alfred Nettement.

Ce petit épisode se rattache peut-être d'assez près à l'histoire même du régime impérial pour mériter d'être reproduit avec quelque détail.

Outre sa campagne d'Aulnay, M. Philippe Nettement possédait, sur les hauteurs de Chaillot, en face du Champ

1. Philippe et Francis Nettement.

de Mars, une vaste propriété qui occupait tout l'emplacement du Trocadéro. Elle renfermait vingt-trois arpents clos de murs [1], plusieurs bâtiments et une grande et belle maison, entièrement neuve, d'où l'on descendait à la Seine par des degrés de pierre, séparés de distance en distance par des grilles. La fertilité du sol et, dans une partie du terrain, une carrière de pierre de roc, à vue de ciel et d'une facile exploitation, la beauté de la perspective, le récent achèvement du pont d'Iéna, tout se réunissait pour donner à cette propriété une valeur considérable. « C'est ma maison d'Albe qui m'a perdu ! » s'écriait Cicéron, proscrit par les triumvirs. Sa maison de Chaillot perdit M. Nettement. Il l'habitait avec sa famille depuis quelques mois seulement, lorsque, le 2 février 1811, Napoléon, accompagné de M. Fontaine, son premier architecte, de M. Daru, intendant général de la Couronne, et de quelques autres personnes, s'arrêta devant l'enclos. On sonne, et comme la porte, qui donnait sur le boulevard extérieur, était fort éloignée de la maison, et que nul d'ailleurs ne se pouvait douter d'une si auguste visite, les gens du logis sont assez longtemps avant de répondre. Quand on apprend que l'Empereur est à la porte, un domestique ahuri se trompe de clef. Prévenu de ce qui se passe, M. Nettement arrive enfin, ouvre lui-même et s'incline devant l'Empereur qui, malgré cette longue attente, ne témoigne aucune impatience et lui fait un gracieux accueil. Il y avait trois marches à descendre pour passer du boulevard dans le clos ; toute la suite met pied à terre ; seul, Napoléon

1. L'arpent de Paris valait environ un tiers d'hectare : vingt-trois arpents représentent donc sep hectares deux tiers.

descend les degrés à cheval. Madame Nettement était accourue; l'Empereur, après quelques paroles aimables, lui adressa cette question : « Combien avez-vous de garçons ? » — « Sire, j'en ai trois. » On était allé chercher Alfred Nettement et ses deux frères, dont le plus jeune avait quatre ans. Tandis que les trois enfants, saisis de terreur,

> Contemplent ce héros dont on fait cent chimères [1],

Napoléon parcourt lentement l'enclos, suivi de M. Philippe Nettement qui, tout à coup, au milieu du silence qui s'est fait, entend M. Fontaine dire à son maître : « Sire, du péristyle de son palais, Votre Majesté verra ses troupes manœuvrer dans le Champ de Mars. » Le lendemain, appelé chez l'intendant de la Couronne, il apprenait de lui que l'Empereur avait décidé qu'un palais serait élevé sur sa propriété même et que ce palais serait celui du fils de Napoléon, du *Roi de Rome*. Les couches de l'Impératrice ne devaient avoir lieu que deux mois plus tard [2]. Sans attendre l'événement, et comme s'il commandait au destin, Napoléon avait décrété qu'il aurait un FILS et que ce fils serait *Roi de Rome*. Le destin allait lui obéir, mais c'était pour la dernière fois.

M. Nettement essaya bien quelques observations ; elles n'étaient pas pour arrêter l'intendant-général de la Couronne. Il n'y avait point de loi qui permît alors d'exproprier malgré lui un propriétaire; mais M. Daru et son maître n'étaient point à cela près. M. Daru, qui traduisait Horace à ses moments perdus, était intimement lié avec Andrieux,

1. Victor Hugo, LES FEUILLES D'AUTOMNE : *Souvenir d'enfance*.
2. Le 20 mars 1811.

l'auteur du *Meunier de Sans-Souci,* et nul doute qu'il eût trouvé charmants les vers de son ami, ceux-ci en particulier :

— « Allons, ton dernier mot, bonhomme, et prends-y garde.
— Faut-il vous parler clair ? — Oui. — C'est que je le garde...
....
Sire, je ne veux pas vous vendre ma maison :
Mon vieux père y mourut, mon fils y vient de naître ;
C'est mon Postdam à moi. Je suis têtu peut-être ;
Ne l'êtes-vous jamais ? Tenez, mille ducats
Au bout de vos discours ne me tenteraient pas.
Il faut vous en passer ; je l'ai dit, j'y persiste. »

Après cela, M. Daru pensait sans doute qu'un tel langage se pouvait bien tenir à un Roi, mais qu'il n'était pas de mise avec l'Empereur. Il le fit bien voir à M. Nettement. Commandement est fait à ce dernier d'avoir à choisir un expert qui, d'accord avec M. Fontaine, fixera le chiffre de l'indemnité. Le 15 février 1811, M. Fontaine se rend sur les lieux, et, après une visite qui dura tout au plus un quart d'heure : « C'est à tort, dit-il au malheureux propriétaire, que vous avez fait bâtir une maison, construire un grand escalier, planter des arbres : il ne vous en sera tenu aucun compte, attendu que l'Empereur *ne vous avait pas ordonné de faire ces dépenses !* » Et il ajouta : « On vous donnera 140,000 francs et le quart en sus comme *don impérial,* soit, au total, 175,000 francs. Si vous refusez de céder votre propriété à ce prix, on saura bien vous y forcer. »

Parbleu ! de ton moulin, c'est bien être entêté !
Je suis bon de vouloir t'engager à le vendre ;
Sais-tu que sans payer je pourrais bien le prendre ?
Je suis ton maître [1] !

1. *Le Meunier de Sans-Souci*, par Andrieux.

L'architecte que M. Nettement avait choisi comme expert, M. Boisard, fit son rapport, et il estima la propropriété, *non compris le quart en sus*, 534,919 francs. M. Daru se refusa à tenir compte de son travail. En vain M. Nettement insiste, se retranche derrière son droit incontestable; il expose en vain qu'il y va de son existence et de celle de sa famille. Le préfet de police et le préfet de la Seine lui signifient un arrêté d'expulsion; sa propriété est envahie; des ouvriers travaillaient à extraire des pierres de sa carrière, on les chasse en leur déclarant *que ce domaine appartient à l'Empereur*. Le 6 avril, M. Nettement est contraint de signer une prétendue vente de 175,000 francs.

Secrétaire du cabinet de l'Empereur, il a dû céder aux menaces qui lui étaient faites; père de famille, il défendra le patrimoine de ses enfants. Des amis courageux appuient ses légitimes revendications. Un avoué, Me Grand-Jean, se constitue pour lui et instruit l'affaire. Trois avocats, M. Berryer père, M. Roux-Laborie et M. Piet, rédigent une consultation. M. Piet se présente à la barre du tribunal de première instance et prouve que la vente, renfermant une lésion de plus des sept douzièmes, est radicalement nulle aux termes de l'article 1674 du Code Napoléon. Estimant sans doute qu'un citoyen avait mauvaise grâce à invoquer le Code Napoléon contre Napoléon lui-même, le tribunal repousse la demande de M. Nettement: il n'y avait pas de *juges à Berlin !*

M. Philippe Nettement était ruiné; dépossédé de sa maison de Chaillot, force lui fut de vendre sa campagne d'Aulnay. Odieusement dépouillé, atteint dans ce qu'il a de plus cher, l'avenir de sa jeune famille, il ne pardonna

point et, lorsque l'Empereur tomba, il ne fut pas des derniers à se réjouir de sa chute. Il se plaisait à faire remarquer que la spoliation dont il avait été victime avait été consommée le 6 avril 1811, et qu'à trois ans de là, jour pour jour, le 6 avril 1814, Napoléon s'était vu contraint à signer, lui aussi, son abdication. Et après avoir fait ce rapprochement, il ajoutait volontiers : « Cela n'a pas porté bonheur au roi Achab de s'emparer de la vigne de ce pauvre Naboth. »

Tout le monde, alors, accablait Napoléon d'invectives et d'outrages, même ceux qu'au temps de sa puissance il avait enrichis de ses dons et couverts de ses bienfaits. M. Nettement fut donc excusable de venir lui jeter la pierre. Aussi bien, n'avait-il pas là, sous la main, les belles pierres de son ancienne carrière de Chaillot ? Il publia, au mois d'avril 1814, deux brochures, moins violentes, d'ailleurs, que la plupart des autres écrits du temps. Ce sont moins des pamphlets que des documents historiques. La première de ces brochures est une traduction du Mémoire composé par l'ancien premier Secrétaire d'Etat du roi Ferdinand VII, M. de Cevallos, sous ce titre : *Exposé des moyens employés par Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne*. La seconde est la traduction d'une *Lettre sur les causes de la rupture du Traité d'Amiens,* lettre imprimée à Londres en 1804 et qui n'avait jamais pénétré en France. M. Nettement la fit précéder d'une *Introduction à l'histoire de Bonaparte,* où l'on trouve des pages énergiques, des appréciations qui, pour être empreintes d'une sévérité peut-être excessive, ne laissent pas cependant de renfermer un grand fonds de vérité, celle-ci, par exemple : « Bonaparte était un grand joueur, et il avait

surtout cet avantage qu'il trompait au jeu ; après avoir successivement trompé et ses ministres, et ses favoris, et ses généraux, et les peuples et les rois, il devait finir par se tromper lui-même. »

Au mois de juillet 1815, après les Cent-Jours, M. Philippe Nettement fit paraître une troisième brochure, intitulée : *Le second retour des Bourbons et la fin de la Révolution.*

Ces deux années, 1814 et 1815, eurent une influence considérable sur les sentiments et les idées de son fils. L'entrée à Paris de MONSIEUR, Comte d'Artois (12 avril 1814), l'entrée de Louis XVIII, de la Duchesse d'Angoulême, du Duc de Berry et du Prince de Condé (3 mai 1814), la seconde rentrée de Louis XVIII (8 juillet 1815) et celle de la Duchesse d'Angoulême (27 juillet) ; cette famille des Bourbons, qui avait fait la France et que la France avait oubliée, reparaissant, après vingt-cinq ans d'exil, et ramenant dans les plis de son vieux drapeau la liberté, la paix, la sécurité, tous ces biens depuis si longtemps perdus; ce roi sans armées, sans trésors, hier encore sans toit et sans asile, dont la seule présence sur le sol de la patrie relève la France abattue, arrête l'Europe victorieuse, et qui maintenant passe avant tous ces rois et tous ces empereurs qui traînent après eux un million de soldats, parce qu'il est BOURBON et que, comme Louis XIV, son aïeul, il est le ROI; cette Monarchie qu'une journée du mois de janvier avait vue mourir et qui renaît, avec le soleil et les fleurs, par une journée de printemps, dans ce mois de mai où le ciel sourit à la terre : tous ces grands spectacles imprimèrent dans l'âme du jeune Alfred Nettement des souvenirs ineffaçables. Il leur devra d'être, toute sa vie, non pas seulement un royaliste d'opinion, mais un

royaliste de sentiment, aussi ardent, aussi enthousiaste, aussi *bourbonien*, lorsqu'il écrira l'*Histoire de la Restauration*, un demi-siècle plus tard, qu'à l'heure où, enfant de dix ans, tenant son père par la main, il assistait dans le jardin des Tuileries à la rentrée du Comte d'Artois, et, mêlant sa voix aux acclamations de la foule, jetait aux échos du vieux palais ce cri que ses lèvres ne désapprendront plus : *Vive le Roi !*

IV

M. Philippe Nettement fut nommé, par le gouvernement de Louis XVIII, Chancelier du Consulat de France à Londres. Il n'hésita pas, dans l'intérêt de son fils, à le laisser à Paris pour y continuer ses études. Mme Nettement, qui avait tremblé si souvent à la pensée qu'il faudrait peut-être un jour se séparer de son enfant, s'était dit plus d'une fois : « Si Napoléon était renversé, si les Bourbons remontaient sur le trône, si la paix était rétablie, je garderais mon fils ! » Ses vœux s'étaient accomplis, son rêve s'était réalisé : l'Empereur était tombé, les Bourbons étaient revenus, et la paix avec eux, et c'était la paix qui lui arrachait son fils ! Elle se soumit au sacrifice qui lui était demandé, et dont elle ne prévoyait sans doute point toute l'étendue : la séparation allait durer vingt ans !

M. l'abbé Liautard avait fondé, en 1804, dans l'ancien hôtel Traversaire, au n° 28 de la rue Notre-Dame-des-Champs, une institution qui ne tarda pas, sous son habile direction, à prendre le premier rang parmi les maisons

d'éducation de Paris. Les meilleures familles de la noblesse et de la bourgeoisie parisiennes lui confiaient leurs enfants, pendant que, de toutes les parties de la France, les évêques lui adressaient leurs sujets les plus distingués, et que l'étranger lui-même, particulièrement la Belgique et le Piémont, lui envoyaient de nombreux élèves [1]. A la suite des événements de 1814, auxquels M. Liautard, ardent royaliste, avait pris une part assez active, sa pension avait vu s'accroître encore la faveur dont elle jouissait. M. Philippe Nettement n'hésita pas d'y mettre son fils, au mois d'octobre 1815, lorsqu'il dut aller en Angleterre prendre possession du poste auquel il venait d'être appelé.

La discipline sévère des collèges d'avant la Révolution était devenue plus dure encore sous l'influence du régime militaire mis à l'ordre du jour par l'Empire. Dans la plupart des pensions, les châtiments corporels étaient appliqués avec une rigueur qui allait jusqu'à la brutalité. M. Armand de Melun raconte, dans ses *Mémoires* inédits, que, placé en 1814 dans un pensionnat tenu par M. de Stadler et occupant les anciens et splendides appartements de l'hôtel Fleury [2], il y passa deux années : « De ces deux années de pension, écrit-il, j'ai gardé surtout le souvenir de mes retenues, de mes privations de congé, des coups que nous prodiguaient chaque jour les maîtres d'études. Parmi ceux-ci se distinguait un certain M. Raspail, qui

1. *Mémoires de M. l'abbé Liautard, fondateur du Collège Stanislas*, T. I, p. 54 et suiv. — 1844.

2. L'hôtel Fleury, acquis en 1815 par l'abbé Liautard, fut réuni par lui au petit hôtel Traversaire et au grand hôtel du même nom. C'est de cet ensemble de bâtiments que fut formé, en 1822, le collège Stanislas.

devait plus tard arriver à la fortune par le camphre, et à la célébrité par une série ininterrompue de conspirations. » M. de Melun, que nous retrouverons bientôt au collège Sainte-Barbe, dans la même classe qu'Alfred Nettement, fut retiré de chez M. de Stadler à la suite de coups portés par un maître d'écriture [1].

Encore bien qu'à la pension Liautard la discipline fût mieux entendue et que de si regrettables pratiques n'y fussent pas en honneur, elles ne laissaient pas de s'y produire à l'occasion. Le jeune Alfred Nettement en eut bientôt des preuves frappantes. Jeté sans transition dans un milieu si différent de celui qu'il avait connu jusqu'à ce moment; n'ayant pas même, comme ses camarades, pour égayer la tristesse des murs froids et nus du collège, la vision des vacances prochaines; n'entrevoyant l'Angleterre dans ses rêves d'enfant que comme un pays perdu, trop loin pour qu'il y pût aller avant d'avoir fini ses études, il fut saisi de découragement et prit le travail en dégoût. Il ne sortait de sa torpeur que pour se livrer au jeu avec une ardeur bruyante. Contre un si mauvais élève, la classique férule de cuir parut trop clémente : un jour, un de ses oncles, le baron de Bissy, le demande au parloir et remarque sur ses poignets la trace bleuie des cordes qui l'avaient attaché; il questionne l'enfant, mais celui-ci s'obstine à garder le silence. La vérité finit pourtant par être connue, et M. de Bissy emmène son neveu, pour le faire entrer, à quelque temps de là, dans l'Institution établie rue des Postes, n° 34, et qui portait alors le nom

1. *Le Vicomte Armand de Melun*, d'après ses Mémoires et sa Correspondance, par M. l'abbé Baunard, p. 10.

d'*Association des anciens élèves de la Communauté de Sainte-Barbe.*

Le directeur était M. Henri Nicolle, qui avait eu, pendant la Révolution, comme rédacteur du *Journal Français* et de l'*Éclair*, le rôle le plus honorable[1]. Emprisonné au mois de janvier 1793, proscrit après le 13 vendémiaire an IV, il avait été déporté après le 18 fructidor an V. La pension de la rue des Postes partageait avec celle de la rue Notre-Dame-des-Champs la confiance des familles royalistes. La discipline y était ferme mais sage, et les châtiments corporels y étaient inconnus. La douceur du régime de Sainte-Barbe fut vivement appréciée par le nouvel élève. Cependant, comme il avait peu travaillé chez M. Liautard, il trouva bon de ne pas travailler davantage chez M. Nicolle. Son professeur, M. Corbin, était un vieux maître de l'ancienne Université, un de ces maîtres d'autrefois qui renfermaient toute leur existence entre les murs de leur collège. Frappé de quelques-unes des réponses d'Alfred Nettement, qui dénotaient une rare intelligence, il lui proposa de lui donner, pendant les récréations, des leçons et des conseils. Cette marque d'intérêt, qui venait du cœur, émut profondément le pauvre écolier, depuis si longtemps sevré de toute affection. Ce fut son cœur qui répondit. Il accepta avec joie l'offre qui lui était faite, et, à partir de ce moment, tout en lui changea comme par enchantement. La rapidité de ses progrès surprit le bon M. Corbin lui-même; quelques mois lui suffirent pour passer du dernier rang au premier.

1. Voir, sur M. Henri Nicolle, le *Journal d'un Bourgeois de Paris*, par *Edmond Biré*, t. I, p. 332.

Il venait de terminer brillamment sa troisième et jouissait, à Paris même, de la fin de ses vacances, lorsqu'il fut témoin de l'enthousiasme et de l'allégresse qui éclatèrent à la naissance du duc de Bordeaux. Comme les journées du 3 mai 1814 et du 8 juillet 1815, cette matinée du 29 septembre 1820 ne devait jamais sortir de sa mémoire. Toutes les fois que, devant les triomphes répétés de la révolution, il sentira faiblir, non son courage, mais sa confiance, il se reportera, par la pensée, vers ce berceau où le fils du duc de Berry reposait sous la garde de la fille de Louis XVI, salué par la Religion du nom d'*Enfant de l'Europe* [1], salué par la Poésie du nom d'*Enfant du miracle* [2].

Il aimait à raconter comment, dans la famille où il se trouvait alors, rue de Rivoli, — chez sa tante, Mme de Granet, — tout le monde, maîtres et domestiques, était resté debout toute la nuit, dans l'attente du grand événement. Tout à coup, par les fenêtres ouvertes, — il était à ce moment quatre heures du matin, — on vit la façade de l'hôtel des gardes du corps, sur le quai d'Orsay, sortir de l'ombre, puis étinceler bientôt de mille feux au milieu des ténèbres. On s'embrasse avec transport, on pleure de joie, car on a compris que c'est un Prince qui vient de naître. A cinq heures, les vingt-quatre coups de canon tirés aux Invalides annonçaient à la ville entière l'heureuse nouvelle qu'Alfred Nettement et ses amis avaient ainsi connue les premiers.

Quelques jours plus tard, tout plein encore de la grande

1. « Cet enfant de souvenirs et de regrets est aussi l'enfant de l'Europe. » Paroles du Nonce prononcées au nom du corps diplomatique.
2. *Il est né, l'Enfant du miracle.* (Ode de Lamartine.)

joie qu'il venait d'éprouver, Alfred Nettement rentrait à sa pension. A cette époque, les élèves de Sainte-Barbe, en même temps qu'ils avaient une classe et des professeurs spéciaux à la pension même, suivaient les cours du collège Henri IV. Parmi les élèves de Henri IV qu'Alfred Nettement eut pour camarades, était Alphonse Gratry-Maillard, — celui qui sera l'abbé Gratry. Ils formèrent alors sur les bancs du collège, à l'ombre de la vieille tour de Clovis, les premiers liens d'une forte et durable amitié.

Bien qu'il eût, à la fin de son année de seconde, remporté plusieurs prix, tant au collège qu'à la pension, Alfred Nettement se vit arrêté, au seuil de la rhétorique, par M. Nicolle, qui adressait à ses parents la lettre suivante :

« Alfred annonce un bon rhétoricien pour l'année prochaine. Je voudrais pourtant que notre élève redoublât sa seconde, car il lui manque quelque chose pour faire de bonnes, de solides et de durables études, c'est de savoir le latin. Je vous assure que s'il avait eu plus de latinité, il aurait réussi dans le Concours général. Il est poète et il a du style en français ; mais cela ne suffit point. En poésie et en prose latine, l'expression propre manque, il y a des solécismes et des fautes de quantité. En version, on n'entend point le latin, les mots dans leur acception particulière... »

L'élève dont le maître disait : « En version, il n'entend point le latin », venait d'obtenir, justement en version latine, le quatrième accessit au Concours général et le premier prix au collège Henri IV et à Sainte-Barbe. On peut voir par là quelle importance les meilleurs esprits, les plus savants instituteurs, attachaient alors à la parfaite connaissance du latin, à ces études classiques qui portent et qui garderont, quoi qu'on fasse, le beau nom d'*Humanités, humaniores litteræ*.

L'avis de M. Nicolle ayant prévalu, Alfred Nettement dut redoubler sa seconde. Un arrêté du Conseil royal de l'instruction publique [1] venait justement d'ériger l'institition de la rue des Postes en maison de plein exercice, sous le nom de Collège de Sainte-Barbe et de l'assimiler aux cinq grands collèges royaux [2], particulièrement en ce qui regardait le Concours général. Parmi les professeurs dont s'enrichit à cette occasion le nouveau collège, se trouvait M. Jules Michelet, qui venait de subir, avec un éclat exceptionnel, les épreuves de l'agrégation pour l'histoire, et qui arrivait à Sainte-Barbe précédé de la réputation que lui avait value dans l'Université son célèbre discours français couronné au Concours général de 1816 et que les rhétoriciens de ce temps-là savaient tous par cœur : *Rome, sous les consuls, donnait des couronnes à la vertu ; elle était libre alors...* — Agé de vingt-trois ans à peine [3], il était

1. En date du 28 août 1821. L'Institution de la rue des Postes, ainsi devenue en 1821 le collège Sainte-Barbe, prit, après 1830, le nom de *Collège Rollin*. Il ne faut donc pas confondre le *Sainte-Barbe*, fondé par Henri Nicolle, avec le *Sainte-Barbe* qui porte encore aujourd'hui ce nom et qui fut fondé par Victor de Lanneau. Bien différent de M. Nicolle, Victor de Lanneau avait joué, pendant la Révolution, un rôle particulièrement odieux. Prêtre, il avait brûlé ses lettres de prêtrise et s'était marié. Premier vicaire de l'évêque constitutionnel de Saône-et-Loire, J.-L. Gouttes, il l'avait fait guillotiner. Maire d'Autun, agent national près du district, membre et parfois président de la Société populaire, rédacteur du journal *la Sentinelle*, il avait été dans son département, tant qu'avait duré la Terreur, son agent le plus actif. Cf. l'*Histoire de la persécution religieuse dans l'arrondissement d'Autun*, par l'abbé Paul Muguet, et *Jean-Louis Gouttes, évêque constitutionnel du département de Saône-et-Loire*, par Anatole de Charmasse.

2. Henri IV, Louis-le-Grand, Bourbon, Charlemagne et Saint-Louis.

3. Il était né le 21 août 1798.

déjà en possession de la plupart des qualités qui devaient faire de lui, sinon le plus sage, du moins le plus brillant de nos historiens. Alfred Nettement suivit son cours pendant trois années, et voici dans quels termes, en 1844, il rappelait les impressions que cet enseignement lui avait laissées :

« M. Michelet commençait sa carrière de professeur quand je terminais mes études d'écolier, et c'est ainsi que nous nous sommes pour la première fois rencontrés, lui dans la chaire, moi sur les bancs d'une classe. Nous admirions, je m'en souviens, ce jeune professeur à la vive et puissante imagination, à la parole éloquente, quoique un peu sententieuse, qui se jetait dans les profondeurs de l'érudition scolastique sans parvenir à éteindre ce rayon de lumière que Dieu lui avait allumé au front, et, après être descendu, comme un hardi mineur, dans les abîmes de l'étude, reparaissait tout à coup sans que la nuit de ces lieux sombres eût obscurci les clartés qui illuminaient son visage. Il était dès lors ce qu'il a été depuis, érudit et poète, savant et inspiré, d'une érudition quelquefois vraie, d'autres fois aussi gâtée par la poésie, d'un savoir quelquefois illuminé et d'autres fois aussi ébloui par l'inspiration [1]. »

V

Le 11 décembre 1822, — Alfred Nettement venait de commencer son année de rhétorique, — le collège Sainte-Barbe célébra la fête annuelle de sa patronne avec un éclat inaccoutumé. Devant un nombreux auditoire, où se

1. *Etudes critiques sur le Feuilleton-Roman*, par Alfred Nettement, t. II, p. 262.

pressaient, à côté des hauts dignitaires de l'Université, les élèves de l'ancienne Sainte-Barbe, dont beaucoup occupaient un rang distingué dans les lettres et les sciences, dans la politique et au barreau, les meilleurs élèves de rhétorique et de philosophie lurent différents morceaux d'éloquence et de poésie de leur composition. Les héros de la fête furent MM. Charlier, Noël de Wailly, Tripier, Désiré Nisard et Alfred Nettement. La pièce de vers latins, dont ce dernier donna lecture, eut les honneurs de la séance, et le *Journal des Débats*, dans son numéro du 13 décembre, en rendit compte en ces termes :

« M. Nettement a traité, dans une pièce de vers d'une assez grande étendue, l'établissement de l'Académie de Paris dans les bâtiments de la Sorbonne. Il a considéré ce sujet dans ses rapports avec la Religion et avec les sciences humaines, qui toutes ont trouvé un asile magnifique et un centre d'unité dans ces beaux bâtiments, qui semblent appeler les cendres exilées de leur fondateur [1] et celles de l'autre Richelieu [2] sous le ministère duquel la restauration de la Sorbonne a été ordonnée. L'éloge de M. le Grand-Maître de l'Université [3] et celui de M. le Recteur de l'Académie de Paris [4] étaient liés trop naturellement à ce sujet pour y être oubliés. »

A la fin de cette première année de rhétorique, au mois

1. Le cardinal de Richelieu.

2. Le duc de Richelieu, ministre de Louis XVIII. Il était mort le 17 mai 1822.

3. Mgr de Frayssinous.

4. L'abbé Nicolle, l'intime ami du duc de Richelieu et l'un de ses principaux collaborateurs à Odessa. Il était le frère de Henri Nicolle. En 1821, il avait été nommé recteur de l'Académie de Paris, mais il n'avait accepté cette dignité qu'à la condition de n'en pas toucher les émoluments. *Tempi passati !* (Voir la *Vie de l'abbé Nicolle*, par l'abbé *Frappaz*.)

d'août 1823, Alfred Nettement fut autorisé par ses parents à les aller rejoindre en Angleterre. Il ne les avait pas vus depuis huit ans. Si étrange que cela nous puisse paraître aujourd'hui, le fait n'avait alors rien d'anormal. Outre que le voyage de Paris à Londres était une grosse affaire en un temps où la vapeur et l'électricité n'avaient pas encore rapproché les distances, il n'était pas rare, à cette époque, de voir des enfants passer sept ou huit années en pension sans revenir à la maison paternelle. La règle même de certains collèges interdisait les vacances. Une fois entrés, les élèves ne sortaient qu'à la fin de leurs études. C'est ainsi que Balzac est resté sept ans au collège de Vendôme sans retourner chez ses parents, qui habitaient à Tours, c'est-à-dire à une distance de moins de quinze lieues [1].

Plus heureux que le célèbre romancier, dont il devait plus tard être l'ami, Alfred Nettement quittait chaque année son collège pendant deux mois, partageant ses vacances entre la famille de son père et celle de sa mère.

Je viens de nommer Balzac. Dans un de ses meilleurs romans, qui se passe précisément en 1823, il a décrit, avec un talent merveilleux, ce salon de province auquel les *libéraux* ont donné le sobriquet de *Cabinet des Antiques ;* ces survivants de la Révolution, le marquis d'Esgrignon, sa sœur, mademoiselle Armande, le notaire Chesnel, types d'honneur, de vertu, de loyauté, *ultras* incorrigibles qui aimaient d'un même et fidèle amour Dieu et le Roi. A leurs autres mérites ces braves gens joignaient celui de ne point ressembler à tout le monde, d'avoir un caractère

1. *Balzac, sa vie et ses œuvres,* par Mme Laure *Surville,* sa sœur, p. 19. — Voir aussi, sur cette question des vacances, le général de La Motte Rouge, *Souvenirs et Campagnes,* tome I.

et une physionomie propres. C'étaient des *originaux* dont, hélas ! nous n'avons plus même la copie. La petite ville de Châteauneuf-en-Thimerais [1], où Alfred Nettement passait une partie de ses vacances, avait, comme Alençon, son Cabinet des Antiques. Combien de fois ne lui est-il pas arrivé de faire revivre devant nous quelques-unes des figures de ce monde évanoui ! La moins intéressante n'était pas celle de la comtesse de Montmort, grand'mère d'une de ses tantes par alliance. Madame de Montmort, née de Comminges de Guitaut, avait été l'une des plus jolies femmes de la cour de Louis XVI. Au retour de l'émigration, elle avait eu l'âme assez forte pour ne pas craindre le voisinage de ses anciennes prospérités, et elle était venue demeurer à Châteauneuf, tout près de son ancien château, vendu nationalement et démoli. Elle était hautaine et familière à ses heures. Il y avait en elle de la grande dame et de la bonne femme. Aimable et avenante envers ceux qui la traitaient avec respect, elle regardait de son haut, en dépit de sa petite taille, ceux qui ne lui rendaient pas les devoirs dus à une femme de sa qualité. Jamais elle ne se plaignait des paysans qui avaient *acheté* ses terres ; en revanche, elle ne pouvait parler, sans un accent de colère et de mépris, de certain gentilhomme qui avait joué pendant la Révolution un rôle assez louche et qui, entre autres peccadilles, lors de la vente du château de la comtesse, avait acquis, *pour un morceau de pain*, le grand meuble en tapisserie, — vingt-quatre fauteuils, douze chaises et quatre canapés, — où elle avait reproduit, depuis la sonnerie du départ jusqu'à l'hallali,

1. Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir).

les divers épisodes des grandes chasses qui avaient eu lieu à l'occasion de son mariage. « Lui, gentilhomme ! » dit-elle un jour à Alfred Nettement, sur le ton de l'indignation la plus vive ; puis elle ajouta, en baissant la voix, et du ton d'un juge qui va prononcer un arrêt de mort : « C'est un manant ! » Elle avait deux passions : les Bourbons et la loterie. Dans sa jeunesse, une bohémienne lui avait prédit qu'elle ruinerait la loterie : ce fut la loterie qui la ruina, dévorant les restes d'une fortune qui était encore considérable. Elle ne manquait jamais un tirage. Plus imprudente encore que madame Descoings, « qui ne mettait que sur la roue de Paris[1] », elle poursuivait avec une égale ardeur les ternes de la province et ceux de la capitale[2].

Parmi les personnes qui fréquentaient habituellement le salon de la comtesse de Montmort se trouvait un bonhomme très particulier, M. François Babault. Il avait refusé de prendre l'étude de notaire, où son père avait fait fortune, afin de se pouvoir livrer tout entier à une passion presque aussi funeste que celle de la loterie, la passion des belles-lettres. Après avoir publié, en 1807, un poème intitulé la *Ligue du Nord*, il avait consacré plusieurs années à rédiger les *Annales dramatiques ou Dictionnaire général des théâtres anciens et modernes*. Cette énorme compilation ne forme pas moins de neuf volumes, qu'il fit imprimer à ses frais. L'édition entière resta dans

1. H. de Balzac, *Un Ménage de garçon*. Ce roman renferme une peinture, étonnante de vie et de vérité, de ce que fut, dans les premières années du siècle, cette passion de la loterie.

2. La loterie avait un tirage de cinq en cinq jours aux roues de Bordeaux, de Lyon, de Lille, de Strasbourg et de Paris.

son grenier, non sans lui avoir coûté une grosse somme. « C'est égal, disait-il en se frottant les mains, je suis enchanté du résultat ; j'ai fait voir à ces coquins d'éditeurs qu'après tout l'on pouvait très bien se passer d'eux [1]. »

Alfred Nettement retrouvait, chaque année, chez Mme de Montmort, qui adorait la jeunesse, plusieurs des nièces de la comtesse, et leur amie, Mlle Clotilde Babault, fille de l'auteur du *Dictionnaire des théâtres*. Il avait l'habitude, quand il entrait au salon, de jeter de loin des fleurs à ces demoiselles ; sa fleur préférée tombait toujours sur le métier à broder de Mlle Babault. Les jeunes filles croyaient au hasard, qui n'y était cependant pour rien, ainsi que l'avenir devait le leur apprendre.

Si agréables que fussent pour le jeune écolier, pour le lauréat de Sainte-Barbe, ces semaines de vacances passées tour à tour chez Mme de Montmort, chez son oncle de Bissy ou chez Mme de Granet, sa tante maternelle, dont la fille, la baronne de Gerdy, était une amie de Mme la duchesse de Berry et ne contribuait pas peu à développer chez lui le sentiment royaliste que ne pouvait entretenir sa famille absente, on comprend, néanmoins, combien grande dut être la joie d'Alfred Nettement, lorsqu'il fut appelé à Londres, ainsi qu'on l'a vu plus haut, pour y passer auprès de son père et de sa mère, avec ses frères et ses sœurs, les vacances de 1823. Au bonheur de revoir enfin sa famille se mêlait pourtant un regret, celui de ne pouvoir être présenté à l'ambassadeur de France, M. de Chateaubriand, l'ami de sa famille. L'illustre écrivain avait

1. Sur M. François Babault, voir la *Biographie des Contemporains*, par A. Rabbe et Vieilh de Boisjolin, t. I, p. 186.

quitté l'Angleterre à la fin de 1822, pour se rendre au Congrès de Vérone. Chateaubriand, qui appréciait le caractère et le mérite de M. Philippe Nettement, avait tenu à lui donner une marque de sympathie et l'avait nommé Vice-Consul de France. Il allait souvent le voir au Consulat, et s'il lui arrivait de trouver tout le monde sorti, à l'exception de la plus jeune des filles, âgée de cinq ans seulement, il ne laissait pas d'entrer quelques instants. Il avait pour cette enfant une affection particulière et se plaisait à dire quelquefois : « Je n'ai jamais été mieux reçu que par cette petite, en l'absence de ses parents. »

VI

A son retour d'Angleterre, au mois d'octobre 1823, Alfred Nettement, vétéran de rhétorique, se trouva en présence d'un *nouveau* qui menaçait de lui enlever le premier rang. Dans une note adressée à M. Philippe Nettement et datée du 2 janvier 1824, l'excellent M. Nicolle jetait ce cri d'alarme :

« Travail soutenu. Conduite quelquefois un peu bruyante pour un élève tel que lui. Il lui est arrivé un concurrent redoutable, qui lui a ravi la première place en discours français, place que M. Nettement ne lui laissera sans doute pas à la prochaine composition. »

M. Désiré Nisard [1], en réponse à la communication que

1. *Nisard* (Jean-Marie-Napoléon-Désiré), né à Châtillon-sur-Seine, le 20 mars 1806, mort à Monte-Carlo le 24 mars 1888, député de 1842 à

je lui avais faite de cette Note, voulut bien m'écrire une lettre d'où j'extrais les lignes suivantes :

« Le *concurrent redoutable,* dont parle ici M. Nicolle, c'est bien moi... Nous étions, en effet, mon ami Nettement et moi, deux concurrents pour le discours français, où quelquefois le nouveau l'emportait sur le vétéran, où plus souvent c'était le vétéran qui l'emportait sur le nouveau. Alfred Nettement avait déjà les principales qualités qui signalent ses écrits d'homme mûr, l'éclat, les traits heureux, l'effet quelquefois cherché, un peu à la manière de Chateaubriand, notre modèle d'alors, par moments une profondeur précoce de pensées. »

Au Concours général, le premier prix de discours français fut remporté par Félix Arvers, élève du collège Charlemagne; le second, par Alfred Nettement, et le troisième (premier prix des Nouveaux), par Désiré Nisard.

Félix Arvers [1], qui obtint à ce même concours le premier prix de discours latin, est mort en 1850, après avoir fait jouer quelques comédies et publié un volume de vers où se trouve le sonnet *sans défauts* si souvent cité :

Mon âme a son secret, ma vie a son mystère...

1848 ; sénateur du second Empire, membre de l'Académie française, où il remplaça l'abbé de Féletz (28 novembre 1850) ; auteur des *Poètes latins de la décadence* et d'une *Histoire de la littérature française.*

1. *Arvers* (Alexis-Félix), né à Paris le 23 juillet 1806, mort le 7 novembre 1850. Son volume de poésies, publié en 1833 sous ce titre : *Mes Heures perdues*, renferme, outre le fameux sonnet, une piquante comédie : *Plus de peur que de mal*, et un drame : *la Mort de François Ier*, qui, composé au mois de juin 1831, bien avant *le Roi s'amuse*, n'est pas sans avoir plus d'un rapport avec la pièce de Victor Hugo.

Alfred Nettement avait sur Félix Arvers et ses autres concurrents cette supériorité d'avoir été déjà imprimé. A la veille du Concours général, il avait fait paraître un *Discours sur les avantages de la Légitimité* [1], qui n'avait pas laissé d'être remarqué. Bien qu'il l'eût signé de son titre d'*Elève au Collège de Sainte-Barbe*, on l'avait, dans le public, attribué à son père.

Ses camarades de la rue des Postes, qui, eux, savaient à quoi s'en tenir, n'étaient pas peu fiers, même ceux qui se piquaient d'être *libéraux*, de compter dans leurs rangs un *auteur*, dont la copie (*mirabile dictu !*) avait trouvé un éditeur, et dont la brochure s'étalait, au Palais-Royal, à la devanture de Ladvocat; aussi fut-il le héros de la Sainte-Barbe de 1824. La fête du collège fut célébrée, cette année-là, le 5 décembre, avec plus d'éclat encore qu'en 1822. On remarquait dans l'assistance M. Guéneau de Mussy et l'abbé Nicolle, membres du Conseil royal de l'instruction publique, M. le procureur général Bellart, M. le comte de Pastoret, pair de France, quelques-uns des membres les plus éminents du barreau de Paris : MM. Bonnet, Chauveau-Lagarde, Billecocq, Berryer fils. Six pièces de vers latins, dont chacune avait trait à l'un des principaux événements de l'année, avaient été composées par les élèves les plus brillants de la maison, MM. Désiré Nisard, Alfred Nettement, tous deux élèves de philosophie, Edouard

1. *Discours sur les avantages de la Légitimité*, par *M. Nettement, élève du Collège de Sainte-Barbe*, brochure in-8° de deux feuilles 3/4. Imprimerie Le Normant fils, imprimeur du Roi, rue de Seine, n° 8. Paris, 1824. Le *Discours* est précédé d'une *Dédicace à Son Altesse royale MADAME, duchesse d'Angoulême.*

Bonnier [1], Alfred Magin [2], François Bellaguet [3] et Adolphe Lemoine [4]. Ce dernier avait décrit la visite de Charles X aux Invalides et à l'Hôtel Dieu. En applaudissant ses vers, pleins de goût et d'esprit, le bon abbé Nicolle se doutait-il que le jeune poète serait, vingt ans plus tard, sur la scène du Gymnase, le plus habile et le plus célèbre des directeurs de théâtre de la Capitale ?

La vie de Louis XVIII, son exil et son règne, sa dernière maladie et sa mort, tel était le sujet choisi par Alfred Nettement. Un passage de sa pièce fit une vive impression

1. Edouard-Louis-Joseph *Bonnier* (1808-1877), professeur de législation pénale et de procédure civile et criminelle à la Faculté de droit de Paris, auteur de nombreux ouvrages dont les principaux sont : *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et criminel* (1843) ; *Eléments de l'organisation judiciaire* (1847) ; *Commentaire théorique et pratique du Code civil* (1848) ; *Eléments de procédure civile* (1853) ; *Abélard et saint Bernard, la philosophie et l'Eglise au XII[e] siècle* (1862).

2. Alfred-Joseph-Auguste *Magin* (1806-1870), professeur d'histoire au collège Rollin, puis recteur des académies de Nancy, de Versailles, de Rennes et de Poitiers ; auteur d'une *Histoire de France abrégée*, souvent rééditée, et d'une traduction des *Comédies de Térence*, dans la collection des classiques latins de M. Désiré Nisard.

3. François-Louis *Bellaguet*, né le 9 mars 1807, professeur au collège Rollin et chef du bureau des bibliothèques au ministère de l'Instruction publique. Il a traduit de l'italien les *Mémoires du cardinal Pacca* (1833) et l'*Histoire du royaume de Naples*, par le général Colletta (1835). Sa traduction de la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, en six volumes in-4[e] (1839-1852) a été couronnée par l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

4. Adolphe *Lemoine*, dit *Lemoine-Montigny* (1805-1880), auteur dramatique et directeur du théâtre du Gymnase. Ses principales pièces sont : le *Doigt de Dieu* (1834) ; *Samuel le marchand* (1838) ; *Un Fils* (1839). Il avait épousé, en 1845, la célèbre artiste de son théâtre, M[lle] Rose Chéri, morte en 1861.

sur l'assemblée, celui où Madame, duchesse de Berry, présente son fils au roi qui va mourir :

Hunc genitrix, tantis heu! nata doloribus uxor,
Incertis lacrymans pavitantem amplectitur ulnis...
At puer, ut miseræ vidit lacrimantia matris
Lumina, maternos imitatur et ipse dolores,
Fletibus atque piis teneros suffundit ocellos.
Heu! qualis genitor pereat sibi nescius infans!
Ultima tum veluti deposceret oscula nati,
In puerum patriam Lodoix extendere dextram
Velle videtur; et in medio jam funere languens,
Sollicito nuper quæ tutabatur amore,
Gallorum tutanda Deo cunabula credit.

On le voit, la foi monarchique de l'auteur du *Discours sur les avantages de la Légitimité* était toujours aussi ardente. L'esprit d'opposition, qui soufflait partout à cette époque, avait pénétré dans la maison de la rue des Postes comme dans les autres collèges de Paris. On y était *libéral*, à la barbe du directeur, le très royaliste M. Nicolle. Pendant les récréations, au lieu de jouer aux barres ou à la balle, les grands se promenaient par bandes dans les cours et discutaient avec une ardeur sans pareille toutes les questions politiques à l'ordre du jour. On commentait avec passion les articles du *Constitutionnel* et du *Courrier Français*, les discours de Benjamin Constant et du général Foy. Pour ces fougueux rhétoriciens, ce n'était pas Catilina que visait Cicéron dans son fameux *Quousque tandem abutere patientia nostra*, c'était M. de Villèle et son long ministère. Si Alfred Nettement et ses amis essayaient de prendre leur revanche sur le terrain littéraire, s'ils opposaient à leurs adversaires les chefs-d'œuvre poétiques de Lamartine et de Victor Hugo, c'était un *tolle*

général. L'immense majorité de leurs camarades proclamaient bien haut la supériorité de Casimir Delavigne sur Lamartine, des *Messéniennes* sur les *Méditations*. Quant aux *Odes* de ce petit freluquet de Hugo, il fallait être un disciple de Loyola, un affilié de Montrouge, pour oser les comparer aux *Chansons* de l'immortel Béranger ! Je trouve, dans les *Mémoires* de M. Armand de Melun, la page suivante sur le collège de Sainte-Barbe en ces années 1824 et 1825 :

« Le monde politique n'était pas moins agité,... et le collège n'échappait pas au contre-coup des vives commotions de l'opinion. Chacun des partis qui divisaient le pays y était représenté par un premier de classe. Alfred Nettement soutenait, avec un talent précoce, la cause royaliste ; Désiré Nisard y était le tenant des idées libérales ; un autre, M. des Estangs, plus tard médecin distingué, se déclarait républicain, et il demeura constant dans ses convictions. Pour nous, fidèles à nos traditions de famille, nous étions dynastiques, et prenions hardiment la défense du droit, mais sans abandonner celle de la liberté. »

Alfred Nettement avait vaillamment soutenu l'assaut donné à ses convictions politiques ; l'intégrité de sa foi religieuse ne résista pas à l'influence du milieu où il grandissait.

Ce sera l'honneur de la Restauration d'avoir, au sortir de la Révolution et de l'Empire, donné le signal de la renaissance religieuse en même temps que de la renaissance littéraire. Aucune époque n'a été plus féconde en œuvres catholiques ; si la plupart n'ont acquis tout leur développement et n'ont donné tous leurs fruits que plus tard, la justice n'en commande pas moins de lui en reporter le principal mérite. Sur un point seulement ses efforts restèrent complètement infructueux, ses intentions et ses

actes demeurèrent frappés de stérilité. Dans son désir de réformer l'enseignement universitaire, le gouvernement royal confia la direction de l'Instruction publique à un évêque. Un prêtre, dont le zèle égalait le talent, l'abbé de Scorbiac, fut investi des fonctions d'aumônier général de l'Université, avec mission de visiter, tour à tour, tous les collèges de France et d'y donner des retraites. Le soin le plus attentif fut apporté au choix des recteurs et des proviseurs. Les aumôniers furent pris parmi les jeunes hommes les plus distingués du clergé, et c'est ainsi, par exemple, que de 1822 à 1830, le collège Henri IV eut pour aumôniers l'abbé de Salinis, l'abbé Gerbet et l'abbé Lacordaire. Mais c'est vainement que l'on sème, si « les grains tombent sur un terrain pierreux et parmi les épines qui croissent et les étouffent. » Ce qu'était à cette date l'état religieux et moral des collèges royaux de Paris, l'abbé Lacordaire l'exposa, un peu plus tard, dans un mémoire, signé par tous ses collègues et auquel j'emprunte seulement ce passage :

« Dans chaque collège, les classes réunies de mathématiques, philosophie, rhétorique et seconde, comptent à peine, sur quatre-vingt-dix ou cent, sept à huit élèves qui remplissent le devoir pascal.

» Or ce n'est ni l'indifférence, ni les passions seules qui les amènent à un oubli si général et si précoce de leur Dieu, mais une incrédulité positive..... Quand le cours de leurs études est achevé, parmi ceux qui sortent de rhétorique ou de philosophie, faut-il dire combien il en est dont la foi se soit conservée et qui la mettent en pratique ? Il en est environ, chaque année, UN par collège [1]. »

1. *Mémoire adressé à l'archevêque de Paris sur la situation religieuse et morale des collèges de sa ville métropolitaine.* Avril 1830.

Ce *Mémoire* était spécial aux cinq collèges royaux de Paris ; aussi n'était-il pas signé par les aumôniers de Sainte-Barbe et de Stanislas. Dans ces deux maisons, la situation était loin d'être aussi déplorable. Outre que la direction était hautement religieuse, sincèrement chrétienne, les élèves appartenaient, en général, à des familles où l'esprit de foi s'était conservé. Les deux aumôniers de Sainte-Barbe, l'abbé Faudet et l'abbé de Sénac, ne se heurtaient donc pas aux ignorances et aux préjugés qui, ailleurs, condamnaient à l'impuissance l'éloquence d'un Lacordaire. Mais, même à la rue des Postes, le mal était grand et bien peu d'élèves échappaient complètement à la contagion régnante : *ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés*. Ici encore, les *Mémoires* de M. Armand de Melun nous fournissent d'intéressants détails :

« Plusieurs de nos professeurs, hommes d'ailleurs instruits et d'une conduite privée irréprochable, étaient plus attachés aux doctrines philosophiques de l'Ecole Normale qu'aux croyances religieuses du chef de la maison...

« Le professeur de rhétorique [1], devenu depuis proviseur d'un des principaux collèges, ne se donnait pas la peine de dissimuler son incroyance et son irréligion. C'est ainsi qu'en nous faisant remarquer les beautés littéraires et oratoires des *Oraisons funèbres*, il avait soin de nous dire que, s'il recommandait le style de Bossuet à notre admiration, il n'en était pas de même des croyances surannées dont l'évêque de Meaux se faisait l'interprète...

« Le professeur de philosophie [2], très honnête homme égale-

— Lacordaire, qui en fut le rédacteur, était à ce moment second aumônier du collège Henri IV.

1. M. Rinn, qui fut plus tard proviseur de Louis-le-Grand.

2. Marie-Nicolas *Bouillet* (1798-1864), successivement professeur de

ment, était imbu du même esprit. Son cours acheva ce travail de démolition...

« Un jour, pendant que nous faisions notre philosophie, il nous prit fantaisie de discuter entre nous l'existence de Dieu. C'était pendant l'étude. Nous eûmes la délicatesse d'engager le surveillant à se retirer, pour nous laisser une plus entière liberté et n'avoir pas à se compromettre lui-même. La discussion fut vive et approfondie; et, lorsqu'on passa au vote, l'existence de Dieu obtint la majorité d'*une voix !* Je votai pour le bon Dieu. Telle était la religion des collèges de l'Etat dans les dernières années de la Restauration. »

Alfred Nettement vota, lui aussi, pour le bon Dieu. Il n'eût pas fallu lui demander davantage à ce moment. Les lettres qu'il écrivait à son père, à la veille de quitter Sainte-Barbe, nous le montrent professant, pour la Religion, du haut de sa jeune philosophie, une neutralité bienveillante, proche voisine du scepticisme. Mais il est facile de voir que le scepticisme n'est ici qu'à la surface; c'est un vernis léger qui ne tiendra pas longtemps. L'élève de l'abbé Nicolle avait l'esprit trop droit pour n'être pas chrétien. Bossuet, d'ailleurs, était déjà sa grande admiration; il ne cessait de le relire. Bossuet aidant, sa foi catholique sera bientôt aussi vive, aussi ardente que sa foi politique.

philosophie, proviseur, inspecteur général de l'instruction publique; traducteur des *Œuvres de Bacon* et des *Ennéades* de Plotin; — auteur du *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie,* qui porte son nom. Sur les Notes que M. Désiré Nisard a bien voulu me fournir, je lis ceci : « Notre professeur de philosophie était M. Bouillet, d'un grand mérite, mais, comme enseignement, peu goûté des élèves... »

CHAPITRE II

Les débuts du journaliste.

ALFRED NETTEMENT A L'ÉCOLE DE DROIT. — LES FUNÉRAILLES DU GÉNÉRAL FOY. — GARNIER-PAGÈS L'AINÉ. — LA *Société des Bonnes-Etudes* ET M. BAILLY DE SURCY. — LA *Société royale des Bonnes-Lettres* ET VICTOR HUGO. — TRADUCTIONS DE L'ANGLAIS. LE LIVRE DE CHARLES MAC-FARLANE SUR *Constantinople et la Turquie*. — M. SAINT-MARTIN ET LE JOURNAL L'*Universel*. — LE PRINCE DE POLIGNAC ET ALFRED NETTEMENT. — L'*Universel* ET LE *Moniteur*. L'ARTICLE DU 2 JUIN 1830. — COURS DE LITTÉRATURE FRANÇAISE A LA SOCIÉTÉ DES BONNES-LETTRES. — L'*Histoire de la littérature pendant la Révolution*.

I

Alfred Nettement quitta le collège de Sainte-Barbe au mois d'août 1825. Trois mois plus tard, il commençait son droit, non qu'il se sentît pour le barreau une vocation prononcée, mais parce qu'il était assuré de trouver dans la profession d'avocat un bien plus précieux, à ses yeux, que le succès et la fortune, l'indépendance. Le début de sa vie d'étudiant faillit être marqué par un duel avec un jeune homme destiné, comme lui, à devenir célèbre, Etienne Garnier-Pagès[1], qui sera, sous le gouvernement de Juillet,

1. L'aîné des deux frères Garnier-Pagès, celui qui avait du talent.

le principal orateur de l'opposition républicaine. Le général Foy était mort le 28 novembre 1825. Ses funérailles eurent lieu deux jours après. Le convoi, suivi d'un cortège immense évalué à cent mille personnes, se rendit de la rue de la Chaussée-d'Antin à l'église Saint-Jean, du faubourg Montmartre, où le service religieux fut célébré, et traversa ensuite les boulevards pour aller au Père-Lachaise. Alfred Nettement se trouvait parmi les spectateurs sur le bord de la chaussée. Comme une pluie fine et glaciale n'avait cessé de tomber depuis le matin, il restait couvert. Maigre, pâle, visiblement en proie à une irritation nerveuse, l'un des commissaires — c'était Garnier-Pagès — vient à lui et d'un ton de commandement le somme d'ôter son chapeau. Alfred Nettement s'y refuse. L'altercation menaçait de prendre une tournure fâcheuse, lorsque survint un autre commissaire, qui était justement un ancien élève de Sainte-Barbe, ami commun des deux adversaires, Albert des Etangs. Son intervention dénoua heureusement la querelle.

A l'époque où Alfred Nettement fréquentait l'Ecole de Droit, les étudiants royalistes se réunissaient dans un vaste établissement ouvert au centre du quartier latin, sous le titre de *Société des Bonnes-Etudes*, que lui avait donné son fondateur, M. Bailly de Surcy, un des hommes de notre siècle qui ont fait le moins de bruit et le plus de bien, dont l'action se retrouve à l'origine des principales œuvres catholiques de notre temps, et dont le nom modeste ne périra pas : c'est chez lui que la Société de Saint-Vincent-de-Paul a pris naissance, et il en a été le premier président. Les jeunes gens trouvaient aux *Bonnes-Etudes* une bibliothèque, un salon de lecture, une salle de travail.

Un amphithéâtre, qui pouvait contenir environ trois cents personnes, permettait de faire des conférences de droit ou de médecine et de donner des séances littéraires. Alfred Nettement y prit quelquefois la parole, non sans succès, ainsi qu'un de ses camarades de la rue des Postes, M. Armand de Melun. M. Louis de Carné, qui fut, lui aussi, l'un des orateurs de la Société des *Bonnes-Etudes*, en a parlé, dans ses *Souvenirs de jeunesse*, en des termes qui laissent peut-être un peu à désirer, au moins sous le rapport de l'exactitude : « Les conférences littéraires des *Bonnes-Etudes*, écrit-il, avaient lieu dans une salle sur laquelle flottait un large drapeau fleurdelisé et dont les bancs étaient garnis par une jeunesse considérée au pavillon Marsan comme la suprême espérance de l'avenir... Elles avaient commencé par des lectures sur les gloires de la vieille monarchie ; on y avait entendu des élégies nombreuses sur les malheurs de la famille royale, dont l'une, l'*Ode à Louis XVII*, était l'œuvre d'un inconnu à la veille de s'appeler Victor Hugo. » M. de Carné confond ici la *Société des Bonnes-Etudes* avec la *Société royale des Bonnes-Lettres* [1], où Victor Hugo donna, en effet, lecture de trois de ses Odes : le 28 février 1821, de son Ode sur *Quiberon ;* le 13 mars suivant, de celle qui a pour titre : *Vision*, et, le 10 décembre 1822, de son Ode sur *Louis XVII*. La *Société des Bonnes-Etudes* ne fut fondée qu'en 1823 ; les étudiants en droit ou en médecine y étaient seuls admis, et Victor Hugo, encore bien qu'il ait pris quelques inscriptions de droit, n'y parut jamais. Elle tenait ses séances

1. Sur la Société des Bonnes-Lettres, voir *Victor Hugo avant 1830*, par Edmond Biré, pages 237-242.

rue de l'Estrapade ; celles de la *Société royale des Bonnes-Lettres* avaient lieu, sur la rive droite, à l'ancien hôtel de Gèvres, rue Neuve-Saint-Augustin, nº 17. Nous y reviendrons, du reste, tout à l'heure, en compagnie d'Alfred Nettement.

En même temps qu'il suivait les cours de l'Ecole de Droit, désireux d'alléger les sacrifices que ses études imposaient à sa famille, il donnait quelques répétitions, et consacrait la plupart de ses soirées à des traductions de l'anglais. M. Defauconpret, le traducteur de Walter-Scott, qu'il avait eu, à Sainte-Barbe, pour préfet des Etudes, lui avait procuré un éditeur qui, du reste, ne le payait pas au poids de l'or. Il achevait précisément de traduire les trois gros volumes de Charles Mac-Farlane sur *Constantinople et la Turquie*, lorsqu'il vit entrer dans sa chambre d'étudiant, un soir du mois de décembre 1828, M. Saint-Martin [1], fondateur du journal l'*Universel*, qui venait lui demander sa collaboration.

L'*Universel* était, à l'origine, une feuille non politique, exclusivement littéraire et scientifique, qui exposait ainsi

1. Antoine *Saint-Martin* (1791-1832), bibliothécaire de l'Arsenal et inspecteur de la typographie orientale à l'Imprimerie royale. Il avait été élu, à 27 ans, membre de l'Académie des Inscriptions. On lui doit d'importants ouvrages, parmi lesquels ses Mémoires sur l'Arménie, ses Recherches sur l'époque de la mort d'Alexandre, et sur la Chronologie des Ptolémées, une Histoire des Arsacides et une Histoire de Palmyre. La révolution de 1830 lui fit perdre ses places et ses pensions. Saint-Martin avait eu pour associé dans la fondation de l'*Universel* un de ses collègues de l'Académie des Inscriptions, Abel Rémusat, qui était, comme lui, un profond érudit, un écrivain élégant et un ardent royaliste. Ces deux orientalistes s'intéressaient avec passion aux choses d'Occident.

son programme dans son premier numéro, publié le 1er janvier 1829 :

« Ce recueil sera consacré à la littérature, dans la plus noble acception de ce mot, c'est-à-dire, l'ensemble des connaissances humaines, en tant qu'elles ont droit d'occuper toutes les âmes élevées et tous les esprits judicieux.... Le titre adopté par les auteurs de l'*Universel* annonce assez qu'ils ne veulent donner l'exclusion à aucune idée utile, à aucune doctrine digne d'exercer l'esprit ou capable d'étendre le domaine de la raison. Seule, la politique en sera sévèrement bannie..... Quant à la publication, on n'a pas balancé à la rendre quotidienne, pensant qu'il n'y avait pas d'autre moyen de suivre constamment le mouvement de la littérature, de répondre aux premiers besoins de notre époque, de donner des nouvelles au moment où elles ont de l'intérêt, de parler des livres pendant qu'on s'en occupe..... Les rédacteurs de l'*Universel* donnent donc six numéros par semaine ; ils n'en publient pas le lundi, parce que le dimanche il n'y a ni publication nouvelle, ni première représentation, ni séance académique. »

Du mois de janvier au mois de décembre 1829, les rédacteurs soutinrent cette gageure de faire un journal quotidien qui ne s'occupait que de littérature. La critique de l'*Universel* est spirituelle, incisive et remarquablement impartiale. L'heure cependant était peu propice à ces études désintéressées. Le ministère Martignac avait disparu, faisant place à un ministère d'extrême droite, présidé par le prince de Polignac. La lutte des partis avait pris, alors, un caractère de violence passionnée. Les préoccupations publiques s'étaient portées tout entières vers la politique : une feuille qui la bannissait de ses colonnes ne pouvait plus espérer trouver des lecteurs. L'*Universel* le comprit, et, le 1er décembre 1829, devenu journal politique, il annoncait en ces termes sa transformation :

« L'attention qu'on accordait jadis exclusivement aux travaux de l'esprit, aux progrès de l'intelligence, aux jeux du théâtre, aux productions des beaux-arts, cette attention n'occupe plus qu'un rang secondaire dans notre société moderne..... Il est un intérêt qui prime tout dans la plupart des esprits, et cet intérêt, c'est la politique qui l'inspire. — Une fois la politique réintégrée dans un recueil, d'où l'amour des lettres avait tenté de l'exclure, une grave question se présente : quelle sera cette politique ? quelle bannière adopteront les rédacteurs de l'*Universel ?* Grossiront-ils le nombre des amis de la monarchie qu'on accuse de ne pas aimer la liberté, ou des amis de la liberté qu'on accuse d'être les ennemis de la monarchie ?..... Dans la carrière où ils entrent, ils ne voient point de modèles. Ils sont résolus à rester étrangers à toute question d'amour-propre ou d'ambition... . La religion, le roi, son auguste famille, les prérogatives de la couronne, le salut de la monarchie, la défense de l'ordre social, seront les seuls intérêts qui dirigeront leur plume.

» La publication ne sera pas changée, si ce n'est que le format sera doublé et qu'on ajoutera un numéro de plus, celui du lundi.

» En un mot, l'introduction de la politique dans l'*Universel* complètera seulement cette quadruple alliance du vrai, du beau, du juste et de l'utile, qui, seule, mérite de fixer l'attention de l'homme religieux, du littérateur, du philosophe et du citoyen [1]. »

L'*Universel*, ainsi que ce premier article le laissait clairement entrevoir, allait faire campagne pour le ministère. Celui-ci comptait bien déjà quelques défenseurs dans la presse, la *Gazette de France*, la *Quotidienne* et le *Drapeau blanc ;* mais la *Gazette de France,* tout en

1. L'*Universel* avait eu jusqu'alors pour sous-titre : *Journal de la Littérature, des Sciences et des Arts ;* ce sous-titre disparut à partir du 1er décembre 1829. Les bureaux étaient situés rue Coquillière, n° 33.

soutenant M. de Polignac, restait fidèle à M. de Villèle, en qui elle voyait toujours le véritable chef du parti royaliste. Le *Drapeau blanc* suivait surtout les inspirations de M. de la Bourdonnaye [1], qui avait cessé de faire partie du cabinet depuis le 18 novembre, et son rédacteur en chef, le fougueux Martainville [2], réclamait hautement un coup d'état immédiat, alors que M. de Polignac se flattait encore qu'il ne serait pas obligé d'y recourir. La *Quotidienne* était plus ministérielle, sans abdiquer pour cela son indépendance. Son directeur, le très spirituel M. Michaud [3], disait en souriant : « Je suis comme ces oiseaux qui sont assez apprivoisés pour se laisser approcher, pas assez pour se laisser prendre. »

Désireux d'avoir un interprète qui s'inspirât de son esprit, qui exprimât sa pensée, M. de Polignac chargea de ce soin l'*Universel* et lui réserva ses communications. M. Saint-Martin passait pour n'être point indifférent à la

1. Ministre de l'Intérieur dans le cabinet Polignac, formé le 9 août 1819. Le 17 novembre suivant, M. de Polignac ayant été nommé président du Conseil, M. de la Bourdonnaye donna sa démission. Un de ses amis lui demanda quel était le motif de sa retraite : « On voulait me faire jouer ma tête, répondit-il, j'ai désiré tenir les cartes. » (Papiers politiques de M. de Villèle.)

2. Alphonse-Louis-Dieudonné *Martainville*. Vaudevilliste spirituel et polémiste ardent, il était payé pour ne point aimer la Révolution, ayant été traduit devant le Tribunal révolutionnaire à l'âge de 18 ans (le 15 ventôse an II, — 5 mars 1794). Comme le président lui jouait le mauvais tour de l'appeler « citoyen de Martainville » : — « Citoyen président, répliqua l'accusé, tu es ici pour me raccourcir et non pour me rallonger. » Il mourut un mois après les journées de juillet, le 27 août 1830.

3. Joseph *Michaud* (1767-1839), fondateur de la *Quotidienne*, auteur du *Printemps d'un proscrit* et de l'*Histoire des Croisades*, membre de l'Académie française.

perspective d'ajouter à ses fonctions d'Administrateur de la bibliothèque de l'Arsenal et à son titre de membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres quelque autre fonction et quelque autre titre. On pouvait donc compter, de sa part, sur un dévouement d'autant plus absolu que ses idées étaient de tous points conformes à celles du président du Conseil et que son royalisme était aussi ardent que sincère, ainsi qu'il en avait donné plus d'une fois la preuve, notamment pendant les Cent-Jours, lorsque, en face de l'Empire renaissant, il avait fait imprimer et avait signé de son nom, à l'occasion du vote sur l'acte additionnel, une brochure intitulée : *Motifs de mon vote négatif*.

Il se borna, du reste, à inspirer son journal, à en surveiller la rédaction, sans jamais y écrire lui-même. Les principaux articles de l'*Universel* sont presque tous dus à Alfred Nettement. Pendant son ambassade à Londres, de 1822 à 1829, le prince de Polignac avait connu M. Philippe Nettement et, comme Chateaubriand, il avait conçu pour lui une haute estime. De retour à Paris et dès sa nomination au ministère, il avait fait venir Alfred Nettement et lui avait offert de l'attacher à son cabinet. Bien qu'il n'eût pas cru devoir accepter, le jeune écrivain n'en avait pas moins été très touché de la proposition qui lui était faite, et quand M. Saint-Martin lui demanda, pour l'*Universel*, non plus seulement des articles littéraires, mais des articles politiques, il fut heureux d'avoir à défendre l'ami de son père, le ministre qui lui avait témoigné à lui-même une si gracieuse bienveillance. A vingt-quatre ans, d'ailleurs, la lutte a des attraits irrésistibles, le danger a des séductions toutes puissantes, et le danger, s'il y

en avait un à ce moment, ceux-là s'y exposaient véritablement qui bravaient une opposition victorieuse et chaque jour grandissante, et non ceux qui, comme M. Thiers et ses amis du *National*, s'attaquaient au vieux roi Charles X, au plus clément, au plus débonnaire des princes !

Le 3 juin 1830, à la veille des élections qui allaient décider du sort de la Monarchie, un article d'Alfred Nettement, reproduit dans le *Moniteur*, eut un retentissement considérable : « Pour la première fois, s'écriait le *Journal des Débats*, le *Moniteur*, journal officiel, s'associe ouvertement aux menées de la faction ; c'est la préface du coup d'Etat. » *Le Roi peut-il céder ? Le Roi doit-il céder ?* Tel était le titre de cet article, très habilement fait, mais peut-être encore plus imprudent qu'habile. La thèse de l'*Universel* était celle-ci : Le Roi peut céder, sans doute, quand il s'agit d'une loi, d'une mesure, d'un système d'administration adopté par la Couronne et repoussé par les Chambres. « Dieu seul ne se trompe pas, et jusque sur le trône, il est beau de reconnaître et d'avouer une erreur. » Mais il en va autrement, s'il s'agit de quelqu'une des attributions de la puissance exécutive laissée tout entière au souverain, sous la condition de la responsabilité de ses ministres ; s'il s'agit surtout de l'exercice de cette prérogative, en vertu de laquelle, seul, librement, sans concours et sans contrôle, le Roi commande les armées de terre et de mer, nomme à tous les emplois, institue les magistrats et choisit ses ministres. Puisque le Roi, aux termes de la Charte, a seul le droit de choisir et de nommer ses ministres, refuser de les reconnaître et de concourir avec eux, ainsi que le faisait l'opposition, et cela avant même de les avoir vus à l'œuvre, n'est-ce pas les exclure contre

la volonté du Roi? Cette exclusion qui, en définitive, ne peut avoir pour but que de remplacer par des ministres au choix de la Chambre les ministres choisis par le monarque, ne constitue-t-elle pas un empiétement de la part du pouvoir qui se l'arroge? N'est-ce pas une attaque véritable à la prérogative royale? — Le Roi ne peut donc pas, ne doit donc pas céder... « Céder, ce serait effacer une disposition précise et formelle de la Charte... Ce serait fausser tout l'ensemble et l'équilibre de notre gouvernement représentatif, puisqu'en laissant le Roi sans action et sans défense, privé même du simple *veto*, on raye de la Charte l'un des trois pouvoirs, celui qui l'a donnée, et que l'aristocratie naissante, se trouvant seule, sans contre-poids, vis-à-vis des communes, serait bientôt écrasée, et que rien alors n'empêcherait la démocratie de nous conduire ou de se laisser entraîner vers la République [1]. »

L'insertion au *Moniteur* de plusieurs autres articles de l'*Universel* [2] consacra de plus en plus le caractère semi-officiel de la feuille de M. Saint-Martin, ce qui lui valut, de la part des journaux de l'opposition, depuis les *Débats* et le *Constitutionnel* jusqu'au *National* et à la *Tribune des Départements*, où débutait alors Armand Marrast, de violentes attaques et de furieuses invectives. Ce fut surtout Alfred Nettement qui soutint l'effort de ces polémiques. Lui qui devait être, pendant quarante ans, un journaliste d'opposition, il fut à ses débuts un journaliste ministériel, — en un moment, il est vrai, où les ennemis du ministère avaient pour eux le nombre, la faveur publique, la force et déjà la victoire...

1. L'*Universel*, n° du 2 juin 1830. — Le *Moniteur*, n° du 3 juin.
2. *Moniteur* des 2 mai, 26 mai et 5 juin 1830.

II

La jeunesse a des ressources infinies, et lorsqu'elle s'élance vers l'avenir, ayant pour compagnons de route le travail et l'espérance, il lui arrive souvent de faire double étape. En même temps qu'il prenait une part active à la rédaction de l'*Universel*, Alfred Nettement faisait un cours de littérature française à la Société royale des Bonnes-Lettres.

Créée, au mois de janvier 1821, par Chateaubriand, Berryer fils, le marquis de Fontanes, le duc de Fitz James, le comte François des Cars, le baron de Vitrolles, Pardessus, Le Normant fils, Michaud, le comte de Vaublanc, etc., la Société des Bonnes-Lettres donnait, deux fois par semaine, le mardi et le samedi, des séances publiques auxquelles les dames étaient admises et qui étaient remplies par des discours sur la morale, la littérature, l'histoire, les sciences et les arts, ainsi que par des lectures de fragments littéraires en tous genres. La liste des écrivains et des orateurs qui, de 1821 à 1830, prononcèrent, dans la salle des Bonnes-Lettres, une suite de discours sur les sujets qu'ils avaient choisis, ou donnèrent lecture de morceaux divers extraits de leurs portefeuilles, montre combien le parti royaliste était riche en hommes de talent.

Cette liste comprend dix-huit membres de l'Académie française: Auger, de Bonald, Brifaut, Campenon, Chateaubriand, de Féletz, Fontanes, Guiraud, Lacretelle, Michaud, Roger, Soumet; — Ancelot, Berryer, Biot, Victor Hugo, Charles Nodier, Patin, ces six derniers élus après 1830.

A côté des membres de l'Académie française, figurent six membres de l'Académie des Inscriptions-et-Belles-Lettres : Dureau de la Malle, Garcin de Tassy, Quatremère de Quincy, Raoul-Rochette, Abel Rémusat et Vanderbourg.

Après ces vingt-quatre académiciens, formant l'état-major de la Société des Bonnes-Lettres, viennent les noms suivants :

Edouard Alletz ; Audibert; Bergasse, ancien membre de l'Assemblée constituante; Bignan; Henri de Bonald; Capefigue ; Capo de Feuillide; Alissan de Chazet; Chênedollé; le marquis de Coriolis d'Espinouse ; Denain; Désaugiers; Després; Adrien Destailleur; Ducancel; Dussault et Duviquet, rédacteurs du *Journal des Débats ;* le baron d'Eckstein ; Fulchiron ; Eugène de Genoude ; Edmond Géraud; de Haller ; Hennequin ; Hennet, commissaire royal du cadastre ; le marquis d'Herbouville, pair de France ; Abel Hugo ; le comte Achille de Jouffroy ; Laurent de Jussieu; Laurentie; de Lourdoueix; Malitourne ; le comte de Marcellus ; Martainville ; Mazens ; Mély-Janin; Edouard Mennechet; Alfred Nettement; le docteur Pariset ; A. Roux-Laborie ; de Rougemont ; Corentin Royou ; Saint-Prosper ; le comte de Vaublanc.

Alfred Nettement choisit pour sujet du cours qu'il fit à la Société des Bonnes-Lettres, dans les derniers mois de 1829 et les premiers mois de 1830, l'histoire de la littérature française depuis 1800. Dans ses premières leçons, il parla de la littérature pendant la Révolution. La politique le sollicitait partout et le suivait même sur le terrain littéraire. Il était moins sage que son ami M. Patin, bibliothécaire du Roi, qui, à côté de lui, et devant le même au-

ditoire, donnait une série de leçons sur les Tragiques Grecs. Plus tard, au lendemain de 1830, tandis qu'Alfred Nettement se jettera à corps perdu dans la mêlée, M. Patin étudiera, commentera pendant deux ou trois lustres, à la Sorbonne, les poésies d'Horace, et arrivera sans bruit à l'Académie française : Alfred Nettement ne trouvera même pas le temps de poser sa candidature.

Quoi qu'il en soit, il réussit, à la Société des Bonnes-Lettres, au delà de ses espérances. On venait de tous les points de Paris entendre ce jeune homme, dont le langage passionné répondait si bien aux passions de son auditoire. Beaucoup, parmi ceux qui l'écoutaient, avaient été les témoins des temps qu'il évoquait, — les témoins et les victimes, — et ils applaudissaient avec transport aux brûlantes invectives de l'orateur. Sur un tel sujet, devant un tel auditoire, il ne se pouvait guère qu'un orateur de vingt-quatre ans évitât de tomber dans la déclamation ; du moins, Alfred Nettement rachète-t-il ce défaut par des traits heureux, par des pages émues, chaleureuses, presque éloquentes, celle-ci, par exemple, sur le culte de la déesse Raison et sur les saturnales dont la salle de la Convention fut, à cette occasion, le théâtre :

« Cette ronde de législateurs et de courtisanes, tournant autour de cette idole pétrie avec les vices de cette société et la boue de ses mœurs, n'est-ce pas un symbole exact et fidèle du dix-huitième siècle tout entier ?... L'alliance des sophismes et des vices, des rhéteurs et des roués de la Régence, se poursuivait jusqu'au bout ; mais, dans cette alliance, les mœurs de la Régence fournissaient la divinité, l'école philosophique avait la honte de fournir les adorateurs. Ainsi s'accomplissaient les conseils de Dieu, qui voulait avoir raison de cet orgueil insensé qui lui avait déclaré la guerre. La philosophie du dix-huitième

siècle avait commencé par proclamer la royauté des sens ; elle finissait, prosternée devant une courtisane, et laissant tomber sa tête, déjà alourdie par la mort, sur les genoux d'une créature souillée. Elle s'était écriée à son début : « Ecrasons l'infâme » ; et, à la fin du siècle, l'Infâme, elle l'adorait...

« Pendant que Chaumette préparait, dans la salle de la Convention, le programme de la fête impie qui devait le lendemain profaner l'enceinte de Notre-Dame, il y avait deux hommes qui souriaient dédaigneusement sur leurs bancs et échangeaient à voix basse de menaçantes paroles. L'un était Saint-Just, qui, trois mois plus tard, monta à la tribune pour lire son rapport contre la faction des athées; l'autre était Robespierre, qui envoya cette faction et Chaumette, son chef, à l'échafaud. Quelques mois après, Robespierre et Saint-Just périrent eux-mêmes, dévorés par leurs crimes. C'est ainsi que descendront de la scène tous ces sinistres acteurs, fléaux de Dieu, qui prouvaient l'existence de Dieu jusqu'en la niant.

« N'était-ce point là, en effet, le résultat marqué aux ambitieuses nouveautés de l'école philosophique? Bossuet n'avait-il pas indiqué au protestantisme le déisme pour transition et l'athéisme pour terme? Ces malheureux, qui dépensaient le peu d'instants qui leur restait en blasphèmes, qui bégayaient d'impuissantes injures contre l'éternité, étaient les vivants exemples de cette justice dont ils voulaient contester l'existence. Descendus jusqu'à une brutale idolâtrie, ils donnaient au monde des enseignements invisibles pour eux-mêmes. La Providence en usait avec eux comme les Scythes avec leurs esclaves et semblait avoir ôté la vue à ces maîtres de la France pour les rendre plus propres à leurs fonctions serviles ; et ces aveugles, choisis d'en-haut pour éclairer les hommes, marchaient à travers les événements, un flambeau dans les mains et un bandeau sur les yeux. »

Ces leçons sur la littérature française pendant la Révolution, une révolution nouvelle allait les interrompre. La Société des Bonnes-Lettres ne survécut pas à la chute du

roi Charles X. L'*Universel*, de son côté, cessa de paraître le 28 juillet 1830. A peine à ses débuts, Alfred Nettement voyait se fermer brusquement l'avenir qui avait paru s'ouvrir devant lui. Comme ces jeunes officiers de la garde royale, dont plusieurs étaient ses amis, il avait à peine eu le temps d'essayer son épée, que déjà la Révolution la brisait dans sa main. Une situation nouvelle lui était faite; de nouveaux devoirs s'imposaient à lui : nous verrons bientôt comment il sut les remplir.

Enfant à l'heure où la Restauration succédait à l'Empire, Alfred Nettement avait grandi avec elle. Il avait vu la France relevée par la royauté, cicatrisant ses blessures, à l'ombre du vieux trône, et reprenant ses forces avec une rapidité merveilleuse, déployant dans toutes les directions, sous la conduite de ministres intègres, une activité féconde, mêlant aux progrès de l'industrie et du commerce l'éclat de la poésie et des lettres, riche et prospère, libre et forte, à la fois pacifique et victorieuse, associant aux succès de son drapeau les intérêts de la civilisation, affranchissant la Grèce de la domination des Turcs, et, par la conquête d'Alger, délivrant la Méditerranée des pirates qui l'infestaient, préparant enfin par sa diplomatie l'extension de nos frontières jusqu'au Rhin. Ces admirables résultats, obtenus en si peu d'années, il n'avait pas hésité à en faire remonter l'honneur au principe même du gouvernement, à cette Légitimité dont il avait, dans son premier écrit, signalé les avantages. Mais son royalisme n'était pas seulement affaire de raison et de logique; le sentiment y jouait un grand rôle. A la veille de la Révolution de 1830, en plein triomphe des idées démocratiques

et égalitaires, il éprouvait pour la royauté ces sentiments de tendre et respectueuse affection qu'elle inspirait à nos pères avant la Révolution de 1789. Le jour où Louis XVI périt sur l'échafaud, plusieurs royalistes, des bourgeois, des hommes du peuple, moururent de douleur [1]. Alfred Nettement eût été digne d'être de ceux-là : il avait même fidélité, même dévouement, même cœur. Et c'est ce qui va donner à son talent, à sa polémique, un caractère particulier. Il ne sera pas seulement, dans la presse monarchique, le plus ardent, le plus infatigable. Il y aura, dans tous ses actes et dans tous ses écrits, quelque chose de chevaleresque. Il combattra, à la façon de ces Vendéens qui aimaient d'un égal amour le Roi et la France, et dont il se plaisait, en toute rencontre, à rappeler le souvenir ; il aura leur foi, leur enthousiasme, leur vaillance. Comme eux, il ne connaîtra ni le repos, ni la défaillance ; comme eux aussi, il sera sans ambition, et il eût dit volontiers, comme Henri de la Rochejaquelein, devisant autour d'un feu de bivouac, la veille d'une bataille : « Mes amis, si nous remettons le Roi sur son trône, j'espère que Sa Majesté m'accordera la faveur de commander l'un de ses régiments. »

1. « Un militaire, décoré de la croix de Saint-Louis, est mort de douleur en apprenant l'exécution du Roi. Une femme du peuple s'est, de désespoir, jetée dans la Seine. Le libraire Vente, autrefois attaché aux Menus-Plaisirs, en est devenu fou. Un perruquier de la rue Culture-Sainte-Catherine, royaliste ardent, s'est coupé la gorge avec un rasoir. La mère de Charles de Lézardière, retirée à Choisy-le-Roi, lorsque son fils est revenu de Paris, portant sur ses traits décomposés la nouvelle de la mort du Roi, est tombée morte. » (*Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, par Edmond Biré, t. I, p. 438).

CHAPITRE III

LA QUOTIDIENNE

La *Quotidienne*, M. Laurentie et le baron de Brian, Joseph Michaud et J.-T. Merle. Le caissier Levinho, Jean-Vincent Bully et César Birotteau. — Bilan judiciaire de la *Quotidienne*. Berryer avocat. — Duel d'Alfred Nettement. — *Histoire fantastique de la Révolution de Juillet*. — Charles de Colnet et les *Lettres à mon voisin*.

I

Tandis que l'*Universel*, qui affrontait pour la première fois la haute mer, sombrait, le 28 juillet 1830, et coulait à pic avec le brûlot des Ordonnances, la *Gazette de France* et la *Quotidienne*, habituées dès longtemps aux orages, résistaient cette fois encore à la tourmente. Le samedi 31 juillet, la *Gazette* reparaissait appès une interruption de deux jours; le dimanche 1er août, la *Quotidienne* reprenait, après trois jours d'interruption, le cours de sa publication.

La presse royaliste, au lendemain des journées de Juillet, se trouvait en face d'une situation pleine de difficultés et de périls. L'impopularité du gouvernement déchu était immense et le poids en retombait tout entier

sur les journaux qui avaient défendu sa politique. Les haines, les passions, acharnées pendant quinze ans au renversement de la branche aînée, se retournaient contre eux, d'autant plus violentes que les vainqueurs, dans l'enivrement de leur triomphe, étaient à la fois surpris et indignés de retrouver debout, frémissants, prêts à recommencer la lutte, ces vaincus qu'ils croyaient avoir écrasés pour jamais. Le trône était renversé, le convoi de la monarchie suivait, de Rambouillet à Cherbourg, son funèbre itinéraire; les ministres qui avaient signé les Ordonnances, renfermés au donjon de Vincennes, attendaient l'heure prochaine où ils comparaîtraient devant leurs juges; les barricades n'étaient pas encore démolies; les pavés de Juillet se dressaient encore à travers les rues de la ville, et la *Gazette de France*, le journal de Villèle, la *Quotidienne*, le journal de Polignac, avaient l'audace de relever la tête, de braver la colère du peuple! N'était-ce pas un scandale?

Alfred Nettement n'avait jamais écrit dans la *Quotidienne*, non plus que dans la *Gazette*. Sa collaboration à l'*Universel* avait duré quelques mois seulement, et, sauf pendant les dernières semaines, elle avait été plus littéraire que politique. Comme, à cette époque, les articles n'étaient pas signés, son nom était complètement inconnu du public. Son intérêt lui commandait donc de mettre à profit sa liberté reconquise, de se consacrer aux lettres, de leur demander un profit légitime, une renommée durable, dont ses fortes études, sa facilité et sa puissance de travail, la richesse et l'éclat de son imagination lui étaient d'avance un gage assuré. Si l'ardeur de ses convictions ne lui permettait pas de déserter tout à fait le champ de

bataille, si elle le poussait à se jeter dans la mêlée, il le ferait du moins à ses heures, en choisissant son moment, en prenant part à la lutte, non par des articles anonymes, mais par des brochures signées de son nom et qui ne seraient peut-être pas sans avoir quelque retentissement.

Certes, c'était là le parti le plus sage ; c'était celui que lui conseillaient sa famille et ses amis. Il ne le suivit pas.

Ecrire dans un journal, en l'an de grâce 1830, c'était se vouer à un dur et incessant labeur, sans espoir de fortune, puisque les feuilles d'alors, du moins les feuilles monarchiques, n'étaient pas riches, que les abonnés étaient rares et rares les annonces ; sans espoir de renommée, puisqu'il était de règle que les articles ne portaient jamais de signature et que le nom du directeur arrivait seul à être connu du grand public. Ecrire dans un journal royaliste, au lendemain d'une révolution qui avait renversé la royauté, c'était se résigner pour longtemps, pour toujours peut-être, au rôle de vaincu. Mais ce fut là précisément la séduction à laquelle Alfred Nettement ne sut pas résister. Assez d'autres suivaient le char de la révolution triomphante ; il lui parut doux d'embrasser la défaite, de s'enfermer, pour n'en plus sortir, dans le camp que venait de déserter la victoire.

Il n'hésita pas, et comme s'il eût voulu que son sacrifice fût complet, des deux journaux restés fidèles à la monarchie tombée, il choisit celui qui était le plus atteint par la chute du gouvernement royal, le plus menacé, le plus impopulaire et le plus pauvre, — il choisit la *Quotidienne*.

II

Lorsque éclata la révolution de Juillet, le directeur de la *Quotidienne*, M. Michaud, voyageait en Orient. Il était parti au mois de mai précédent, en compagnie de M. Poujoulat, l'un de ses plus jeunes collaborateurs, afin de vérifier sur place quelques-uns des points restés douteux de son *Histoire des Croisades* et de visiter Jérusalem et la Palestine sur la trace des pèlerins et des chevaliers que sa plume avait fait revivre. Il ne devait revenir en France qu'au mois d'août 1831. Avant son départ, il avait cédé la direction du journal à M. Laurentie.

Quelle ligne politique convenait-il d'adopter dans la situation nouvelle créée par les événements? C'est ce que les actionnaires de la *Quotidienne* furent appelés à décider dans une réunion qui eut lieu aux environs du 9 août, à la suite de la proclamation du duc d'Orléans comme *Roi des Français*. D'accord sur la question de principe, ils se divisèrent sur la question de conduite. M. Laurentie voyait dans le fait de Juillet un événement dont il était bien impossible de ne pas tenir compte, dans la révolution qui venait de s'accomplir et dans l'établissement qui en était issu, non sans doute une solution définitive et à laquelle on dût se résigner, non un dénouement qu'il fallait accepter, mais le commencement d'une épreuve nouvelle, qui serait longue à coup sûr, durable peut-être, et qui dictait aux royalistes la conduite à tenir. D'après lui, il fallait se placer hardiment sur le terrain même des adversaires. La

révolution avait été faite au nom des libertés publiques ; c'était au nom de ces libertés que l'on devait combattre. Il fallait lui demander la liberté de l'Eglise et son affranchissement de la loi civile ; lui demander la liberté des discussions religieuses ; lui demander la liberté des familles pour l'éducation de leurs enfants ; lui demander la liberté de la presse pour la défense des intérêts et des doctrines monarchiques. Il parut aux amis de M. Laurentie qu'une telle attitude pourrait être interprétée comme une quasi-acceptation de la quasi-légitimité. Ils ne répugnaient point à revendiquer toutes les libertés ; mais était-ce l'heure et le moment ? Ce qu'on leur proposait, qu'était-ce autre chose qu'une trêve accordée à l'ennemi ? Pour eux, ce qu'ils voulaient, c'était la lutte, la lutte immédiate sur le terrain de la presse, et, si les circonstances s'y prêtaient, sur un autre terrain. La Restauration était tombée, les mains pleines de ressources ; on avait de nombreuses intelligences dans l'administration et dans l'armée, de vives sympathies dans les provinces de l'Ouest et du Midi. Qui pouvait dire qu'un 20 mars monarchique ne réussirait pas ? Et s'il échouait, l'honneur du moins serait sauf !

Tels étaient les sentiments qui dominaient dans la réunion ; ne les partageant pas, M. Laurentie déclara qu'il abandonnait la direction du journal. Il annonça sa retraite à ses lecteurs dans le numéro du 18 août 1830 :

« Les lecteurs de la *Quotidienne*, écrivait-il, vont désormais trouver au bas du journal un nom nouveau, mais qui ne leur est pas étranger ; c'est celui de M. de Brian...

« Ceci n'est point un changement opéré dans la direction d'un journal qui doit rester, quoi qu'il arrive, toujours fidèle à lui-

même. Mais c'est une mesure de convenance et peut-être de nécessité, après les événements qui viennent d'avoir lieu...

« Je pense que la position la plus convenable, pour quiconque a quelque noble idée de la liberté humaine, c'est d'oser demander aux révolutions la conséquence des principes qui les produisent.

« Ceci pousse à des abîmes peut-être, mais aussi ramène forcément à l'ordre moral, le seul qui constitue en définitive la société [1]. »

Le baron de Brian, le nouveau directeur, était un ancien officier, très galant homme, énergique et bienveillant, d'une nature affable, de relations charmantes, mais qui ne pouvait prétendre, comme écrivain, à faire oublier ni M. Laurentie, ni M. Michaud. Son insuffisance à cet égard était d'autant plus fâcheuse que la *Quotidienne*, à cette date d'août 1830, avait perdu à peu près complètement sa brillante rédaction d'autrefois. Michaud, qui écrivait peu, mais dont les articles très courts étaient des modèles d'esprit et de goût, avait groupé autour de lui, à la première *Quotidienne* [2], de 1814 à 1822, Fiévée, Berchoux, Malte-Brun, Charles Nodier, le marquis de la

1. La *Quotidienne*, numéro du mercredi 18 août 1830.

2. Je ne parle ici, bien entendu, que de la *Quotidienne* de la Restauration. La *Quotidienne*, en effet, remontait à la Révolution ; elle avait commencé avec la Convention nationale, le 21 septembre 1792, pour cesser définitivement le 4 septembre 1797. Durant ces cinq années, elle fut proscrite trois fois : le 18 octobre 1793, deux jours après l'exécution de la reine Marie-Antoinette ; — le 5 octobre 1795, après la victoire de la Convention en vendémiaire ; — le 4 septembre 1797, après le coup d'Etat de fructidor. Cette dernière proscription n'atteignit pas seulement le journal, mais tous ses rédacteurs : Michaud, La Harpe, de Vauxelles, Suard, Gallais et Fontanes. Déjà, à la suite du 13 vendémiaire, Joseph Michaud avait été condamné à mort par contumace et exécuté en effigie sur la place de Grève.

Maisonfort, Merle, J.-B. Soulié, Mély-Janin, Laurentie. A partir de 1822, commence ce que Sainte-Beuve appelle « la Jeune *Quotidienne* », avec Malitourne, Véron, Audibert, Emile Morice, Capefigue et Bazin de Raucou, le futur historien de Louis XIII et de Mazarin[1]. A ces écrivains étaient venus se joindre, en 1828, quelques nouvelles recrues, MM. Poujoulat, Paulin Paris, Charles Rabou, Jules Janin, qui fit là ses premières armes. Jules Janin n'avait alors que vingt-quatre ans ; il nous a laissé, dans un de ses feuilletons des *Débats*, une fidèle esquisse des bureaux de la *Quotidienne* en ces heureuses années :

« Les amis de M. Michaud le comparaient, pour la simplicité et pour la facilité de son commerce, au bon La Fontaine en personne. Rien n'était charmant comme de l'entendre causer et sourire. Sa bienveillance était inépuisable comme son esprit... Celui qui écrit ces lignes, avec une douleur profonde et une conviction bien sentie, pourrait attester toute l'amitié que cet excellent homme portait à la jeunesse. Il m'avait rencontré comme j'étais en train d'essayer follement le peu de style et d'esprit que le ciel m'a pu donner, et tout de suite il m'avait offert un asile dans son journal, à côté d'écrivains de talent dont la mémoire me sera chère toujours... De ces premiers instants de ma vie littéraire, je n'ai rien oublié, ni ces écrivains ardents et convaincus, dont quelques-uns sont morts déjà sans avoir rien compris à la révolution qui les emportait ; ni la verve intarissable de Laurentie, cet homme tant attaqué, si savant, si spirituel et si bon ; ni l'indulgence affable de M. Michaud et ses conseils pleins de goût et de sagesse. Surtout, ce qui m'est resté de ces premières années, c'est un respect inaltérable pour le vieux roi, pour le vieux trône, pour l'antique monarchie[2]. »

1. Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. VII, p. 27.
2. *Critiques, portraits et caractères contemporains*, par Jules

Au mois de septembre 1830, de tous les écrivains de la première et de la seconde *Quotidienne*, deux ou trois à peine demeuraient encore attachés au journal de la rue Neuve-des-Bons-Enfants[1] : Emile Morice, Audibert et J.-T. Merle. Merle, à qui son royalisme avait valu d'être appelé un *Merle blanc*, avait presque autant d'esprit que M. Michaud. Quelques-uns de ses vaudevilles, *Préville et Taconnet*, *le Ci-devant jeune homme*, avaient eu cent représentations à une époque — *tempi passati*, — où les auteurs dramatiques se contentaient de toucher un louis par soirée. Il avait écrit les premiers chapitres, — les meilleurs, — de l'*Hermite de la Chaussée-d'Antin*, dont le succès devait conduire M. de Jouy à l'Académie française. L'Académie n'était point le fait de Merle, qui, bien qu'il eût très grand air et portât, avec une correction parfaite, le costume à la mode, habit bleu à boutons de métal, gilet jaune clair et pantalon gris-perle, était, au demeurant, un bohême, ou, comme on disait alors, un *panier percé*. Ancien directeur de la Porte-Saint-Martin, mari de Mme Dorval, il publiait chaque lundi dans la *Quotidienne* un feuilleton dramatique, le plus judicieux et le plus spirituel du monde. Très instruit, faisant mentir le proverbe : « Ignorant comme un vaudevilliste », il savait l'histoire aussi bien que le théâtre ; sur la société de son temps et du temps passé, il était plein de mots et d'anecdotes ; nul mieux que lui, surtout, ne connaissait, de source et

Janin, p. 221. — Jules Janin écrivait son article quelques jours après la mort de M. Michaud, arrivée le 30 septembre 1839.

1. Les bureaux de la *Quotidienne* étaient situés au n° 3 de cette rue, derrière la Banque de France.

d'original, la Comédie-Française, le vieux répertoire et la *tradition*.

Avec Merle, que sa spécialité confinait au rez-de-chaussée du journal, restait Emile Morice, qui avait aussi sa spécialité, les *affaires étrangères ;* restait encore M. Audibert, qui venait de donner sa démission de maître des requêtes au Conseil d'Etat, homme d'esprit, très capable d'écrire les *seconds articles politiques*, mais qui ne pouvait décemment se hausser jusqu'au *premier-Paris*, sans lequel, en ce temps-là, il n'y avait pas de journal. Le jeune frère d'Alfred Nettement, M. Francis Nettement, attaché, avant les journées de Juillet, au cabinet de M. de Polignac, était bien entré à la *Quotidienne* dès les premiers jours du mois d'août, mais le *premier-Paris* lui était interdit, aussi bien qu'à Merle et à Emile Morice, à M. Audibert et à M. de Brian lui-même. Et, cependant, en dehors d'eux, il n'y avait plus personne, sauf deux figures originales, deux types d'autrefois, que je me reprocherais d'oublier : le caissier et le garçon de bureau.

Levipho, le caissier, était un Israélite converti, qui avait eu pour marraine Mme la duchesse d'Angoulême. Entré au journal en 1816, il y devait rester plus de quarante ans. D'une fidélité et d'une obligeance à toute épreuve, il était la providence des rédacteurs, ayant toujours dans sa caisse quelques louis au service de ceux qui avaient besoin d'une avance sur le mois courant[1].

Si le nom de Levinho est oublié, celui du garçon de bureau est resté célèbre. Ce garçon de bureau, en effet,

1. *Indiscrétions contemporaines*, par Joseph d'Arçay (docteur J. de Malherbe), p. 190. — *A travers champs, Souvenirs et Causeries d'un journaliste*, par Théodore Muret, t. I, p. 69.

n'était autre que *Jean-Vincent Bully*, l'inventeur du fameux vinaigre de toilette. « Bully, dit M. Joseph d'Arçay dans ses *Souvenirs*, était un type curieux, parfaitement placé à la *Quotidienne*, très assidu à son poste ; c'était la première personne que l'on rencontrait lorsque l'on venait au journal, et il y rappelait à merveille, aussi bien par son costume que par ses allures, les bedeaux qui offrent de l'eau bénite à l'entrée des églises [1]. »

Sous la Restauration, Bully avait, dans la rue Saint-Honoré, près de la rue de Rohan, un magasin de parfumerie, voisin de celui que tenait, au nº 397 de la première de ces deux rues, près de la place Vendôme, CÉSAR BIROTTEAU, MARCHAND PARFUMEUR, SUCCESSEUR DE RAGON. Royaliste comme César, il avait donné asile, le 29 juillet 1830, à quelques soldats de la garde royale ; les vainqueurs avaient envahi et saccagé de fond en comble son magasin, sans oublier de vider complètement le tiroir où se trouvaient les fonds destinés aux échéances de la fin du mois. Ruiné du coup, il fut recueilli par la *Quotidienne*. Les événements l'avaient rendu philosophe. Un jour, c'était vers 1838, le gérant, le comte de Lostanges, qui était très soigné dans sa mise et faisait une assez grande consommation de vinaigre de Bully, le sonne et lui dit : « Mon cher Bully, vous devriez bien me donner la recette de votre vinaigre ; je le préparerais moi-même et cela me coûterait moins cher que celui que me vend le parfumeur. — Oh ! monsieur le comte, répondit Bully, c'est absolument impossible, j'ai vendu sa recette [2]. » Le pauvre Jean-Vincent avait vendu

1. *Indiscrétions contemporaines*, p. 191.
2. *Ibid.*, p. 192.

sa recette ; et c'est pourquoi il est mort garçon de bureau, pendant que le propriétaire de son vinaigre devenait plusieurs fois millionnaire.

III

La *Quotidienne*, après avoir tenu le premier rang dans la presse politique de la Restauration, en face du *Journal des Débats* et du *Constitutionnel*, était donc menacée de déchoir, peut-être même de disparaître et de finir, sinon faute de combattants, faute du moins d'un vrai rédacteur en chef, lorsque, au mois de septembre 1830, M. Francis Nettement présenta son frère Alfred au baron de Brian. Ce jour-là, la feuille de la rue Neuve-des-Bons-Enfants était sauvée. M. de Brian eut vite fait de reconnaître quelle bonne fortune c'était pour le journal qu'une telle recrue, et, sans hésiter, avec une abnégation bien rare, il s'effaça devant son jeune collaborateur. Alfred Nettement venait d'entrer, depuis quelques semaines seulement, dans sa vingt-cinquième année. Il fut convenu, au bout de peu de temps, qu'il ferait les grands articles politiques et qu'il serait chargé de la direction de la *Quotidienne* pendant les « absences » de M. le baron de Brian. Or ces « absences » allaient être fréquentes, et il leur arrivera de durer parfois une année entière. Est-ce donc qu'il allait, à son tour, à l'exemple de M. Michaud, « entreprendre un voyage en lointain pays » et pousser jusqu'à Jérusalem ? Point ; tout au plus poussera-t-il jusqu'à la rue de Jérusalem, se bornant à voyager « aux rives prochaines » ; c'est

Sainte-Pélagie que je veux dire. M. de Brian avait résolu, en effet, de signer lui-même la *Quotidienne* et de subir en personne les conséquences des procès qui ne pouvaient manquer de lui être intentés. Nous verrons tout à l'heure que ses prévisions, si pessimistes qu'elles fussent, devaient être singulièrement dépassées.

Alfred Nettement a donc été, pendant plus de cinq ans, du mois de septembre 1830 au mois de janvier 1836, époque à laquelle il quitta la *Quotidienne*, le rédacteur en chef et, au besoin, le directeur de cette feuille; grâce à son talent, à son courage, à son infatigable activité, il la maintint, au premier rang, à côté de la *Gazette de France*, du *Journal des Débats* et du *National*. Seulement, tandis qu'à la *Gazette de France*, M. de Genoude a deux lieutenants tels que M. de Lourdoueix et M. Lubis[1]; qu'aux *Débats*, M. de Sacy est doublé de M. Saint-Marc Girardin; qu'au *National*, Armand Carrel a pour collaborateur M. Fiévée[2], à la *Quotidienne*, Alfred Nettement est seul. Il est seul, et il lui faut faire face à tous, à Fiévée, à Carrel, à Sacy et à Saint-Marc Girardin, quelquefois même à Genoude et à Lourdoueix, qui luttent pour la même cause, mais avec d'autres armes et sur un autre

1. M. Lubis (1806-1859), rédacteur de la *Gazette de France*, de la *Quotidienne*, de la *France* et de l'*Union*, auteur d'une *Histoire de la Restauration* en six volumes, à laquelle Lamartine a fait de très larges emprunts.

2. « Fiévée, publiciste, moraliste, observateur, écrivain froid, aiguisé et mordant, très distingué », a dit Sainte-Beuve au tome v de ses *Causeries du lundi*. Correspondant de Bonaparte sous le Consulat et l'Empire, rédacteur de la *Quotidienne* et du *Conservateur* sous la Restauration, Fiévée devint, dans les derniers mois de 1830 et pendant les années 1831-1832, un des rédacteurs les plus assidus du *National*.

terrain. Il lui faut, presque à la même heure, repousser les attaques de ses adversaires, relever le courage de ses amis, envoyer à l'exil des paroles de consolation et d'espoir.

La chute de la monarchie traditionnelle avait inspiré à ses partisans des sentiments de douleur et de colère. Ils n'étaient pas seulement vaincus, ils étaient bafoués, taxés publiquement de lâcheté. On attaquait avec fureur le gouvernement qu'ils avaient servi; la tribune, la presse et le théâtre[1] déversaient l'outrage sur les princes, objets de leur affection et de leurs respects. Ce parti, en butte à tant de railleries et d'insultes, venait pourtant de donner des exemples de fidélité, de désintéressement et de sacrifice, dont aucun autre parti n'était capable, l'avenir l'a bien prouvé. On avait vu les officiers briser leur épée, les magistrats inamovibles descendre de leur siège, les pairs de France renoncer à leur titre héréditaire, les plus humbles fonctionnaires renoncer au modeste traitement qui était le pain de leur famille. C'était par milliers que se comptaient ces martyrs de la religion de l'honneur, d'autant plus grands que leur sacrifice était plus obscur. N'était-il pas besoin que ces braves gens eussent un vengeur, qu'une voix s'élevât pour glorifier leur dévouement, pour leur dire que la défaite, lorsqu'elle est accompagnée de tels actes de générosité et de grandeur morale, est triomphante à l'égal de la victoire? N'avaient-ils pas droit, à défaut d'une revanche matérielle, si elle était impossible, à une revanche morale? Et cette tâche n'était-elle pas faite pour tenter un homme de cœur de répondre aux attaques dont

1. Voy. *l'Histoire par le théâtre*, de Théodore Muret, t. III, ch. 1.

les journaux du parti vainqueur poursuivaient la Restauration tombée, les princes proscrits, les royalistes vaincus, en prenant à son tour l'offensive, en rendant à l'ennemi coup pour coup, en étant sans pitié pour ceux qui étaient sans merci?

Tel fut le rôle qui échut à Alfred Nettement, ou plutôt tel fut le rôle dont il s'empara et qui répondait admirablement à l'ardeur de ses convictions attisée par l'ardeur de son âge. Certes, il lui arriva plus d'une fois d'être injuste, violent, passionné; mais sa passion fut toujours sincère, son désintéressement complet, sa loyauté inattaquable; et c'est pourquoi, vingt ans plus tard, lorsque la poussière du combat était depuis longtemps tombée et que les événements l'avaient rapproché de plus d'un de ses adversaires de 1831, il pouvait se rappeler avec quelque orgueil ces années où sa voix, si jeune encore, était la voix d'un grand parti, il pouvait écrire, au souvenir des luttes d'autrefois : « Heures d'enthousiasme et de colère, d'espoir et d'impatience, où l'on saisissait, chaque matin, sa plume comme une épée, vous passâtes vite, mais en laissant dans l'âme de ceux qui vécurent de cette vie de conviction fervente et de dévouement passionné, d'ineffaçables souvenirs[1] ! »

IV

La *Quotidienne* n'avait pas seulement à soutenir le feu des journaux ministériels et des feuilles de gauche et

1. *Histoire de la littérature française sous le gouvernement de Juillet*, par Alfred Nettement, t. I, p. 290. — 1854.

d'extrême gauche; le parquet lui faisait une guerre sans merci. Voici quel fut, de novembre 1830 à décembre 1835, le bilan de ses condamnations, et encore je crois bien que j'en oublie quelques-unes :

Novembre 1830. — Deux condamnations : 7 mois de prison ; 2,500 francs d'amende.

1831. — Quatre condamnations : 11 mois de prison, 14,125 francs d'amende.

1832. — Trois condamnations : 7 mois et quinze jours de prison ; 2,500 francs d'amende.

1833. — Deux condamnations : 7 mois de prison ; 3,000 fr. d'amende.

1834. — Trois condamnations : 2 ans de prison ; 8,000 fr. d'amende.

1835. — Cinq condamnations : 2 ans et 11 mois de prison ; 22,000 fr. d'amende.

Total : sept ans, sept mois et quinze jours de prison, 52,125 fr. d'amende.

A ces condamnations, pour avoir au complet le bilan judiciaire de la *Quotidienne* en ces cinq années, il convient d'ajouter huit ou neuf autres procès, suivis ceux-là d'acquittement. Car, à cette singulière époque, tout arrivait, même l'impossible ; tout se voyait, même cette chose invraisemblable, un jury de *Juste-milieu* acquittant le principal organe des *Carlistes !* En quatre mois, du 27 février au 30 mai 1833, Berryer fit acquitter quatre fois de suite la *Quotidienne*.

Il est vrai qu'à cette date de 1833 Berryer était à l'apogée de son talent ; au barreau comme à la tribune, son éloquence était incomparable. Si même il me fallait absolument choisir entre Berryer avocat et Berryer orateur

politique, je mettrais peut-être le premier au-dessus du second. La vraie place de sa statue était bien au Palais de justice. Le lecteur me pardonnera-t-il si je rappelle ici un souvenir personnel, encore bien qu'il soit postérieur de plusieurs années à l'époque qui nous occupe? J'étais au collège, dans une ville de province, siège de l'une de nos principales cours d'appel. Berryer était venu plaider une affaire civile d'une importance exceptionnelle; il s'agissait d'une question d'Etat, à laquelle se rattachaient des intérêts pécuniaires considérables. Son client étant un ami de mon père, il me fut donné d'assister à l'audience. Son adversaire, professeur de la Faculté et bâtonnier de l'ordre, était un fort en thème... et en droit; il s'appliqua de son mieux, entassant arguments sur arguments, textes sur textes, arrêts sur arrêts. Cela dura trois jours. Lorsqu'il s'arrêta, le soir du troisième jour, il était plus de quatre heures, Berryer se leva. « Maître Berryer, lui dit le premier président, la Cour va renvoyer l'audience à demain, afin de ne pas scinder votre plaidoirie. — Si la Cour veut bien m'accorder une demi-heure, reprit Berryer, cela me suffira. Je suis attendu demain à Nantes, où je dois plaider devant la Cour d'assises, et je désirerais pouvoir partir ce soir. » Je vois encore la stupéfaction du client de Berryer et celle non moins grande de mon père. Comment, en une demi-heure, renverser cette forte et solide plaidoirie de l'avocat .. Limosin, cette plaidoirie qui avait duré dix heures? Comment, en trente minutes, démolir cette épaisse muraille bâtie à chaux et à sable? — Cependant, Berryer parlait. Sa voix harmonieuse et pure remplissait sans effort l'enceinte de la grande salle. Il avait pris un code, il avait lu un tout petit article, puis, avec son bon et loyal

sourire : « Messieurs, avait-il dit, ma cause est gagnée. » Et elle l'était, en effet. Point n'avait été besoin de démolir le mur, il avait suffi de quelques paroles pour montrer que ce mur, qui avait toutes les qualités, avait pourtant un léger défaut : il était en dehors du vrai terrain du débat, à côté de la vraie question. Cinq heures n'étaient point encore sonnées à l'horloge de la Cour, et Berryer se rasseyait, ayant porté dans tous les esprits la conviction la plus complète. Ainsi procédait, dans les affaires civiles, le puissant avocat, ne s'attardant jamais aux menus détails, mettant tout d'abord le doigt sur la vraie difficulté, sur le nœud de la question, puis le dénouant sans efforts, avec une aisance et une bonne grâce charmantes, et, quand il le fallait, le tranchant du glaive de sa parole.

Mais c'est surtout dans ses plaidoyers politiques, quand les circonstances amenaient sous son patronage ces augustes et nobles clientes, la Liberté et la Monarchie, que son éloquence s'élevait à une hauteur incomparable. Lorsqu'il développait, devant la Cour d'assises de la Seine, quelque grande thèse d'histoire ou de droit public, il était plus à son aise qu'à la tribune de la Chambre des députés. Ne se sentant plus gêné par les nécessités de la tactique parlementaire, s'abandonnant tout entier et sans réserve à son inspiration, s'adressant, non plus à des partis divers, mais à la conscience des jurés, ou plutôt à la conscience de la France, *il déployait les maitresses voiles de son éloquence*[1].

C'est en défendant la *Quotidienne* que Berryer a remporté quelques-uns de ses plus magnifiques triomphes.

1. Charron, *De la Sagesse*.

Son plaidoyer du 27 février 1833 est resté célèbre. « Tous ceux qui l'ont entendu, écrivait quelques années plus tard le journal *le Droit*, se souviennent de tout ce qu'il eut de sublime et de véritablement inspiré... Il y a eu, à sa voix, une de ces impressions électriques et involontaires qu'il n'est donné qu'au génie de produire[1] ». Chateaubriand, ce jour-là, était assis au banc des accusés, mais il n'avait voulu ni être défendu ni se défendre lui-même. Berryer ne plaidait donc pas pour lui, ce qui atténue singulièrement la valeur du reproche fréquemment adressé à Chateaubriand d'avoir passé sous silence, dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, le discours du grand orateur. Il est bien vrai que Berryer, dans sa plaidoirie, parla magnifiquement du grand écrivain, mais il n'était, en cette occasion, que l'avocat de la *Quotidienne* et des autres journaux poursuivis, comme elle, pour avoir reproduit le discours prononcé par un étudiant, M. Victor Thomas, en remettant à Chateaubriand, au nom d'une députation de la jeunesse des écoles, une médaille où étaient gravés ces mots de son *Mémoire sur la captivité de Madame la duchesse de Berry*: *MADAME, VOTRE FILS EST MON ROI*[2].

1. *Le Droit*, 20 juin 1838.

2. M. de Falloux, qui assistait à cette audience du 27 février 1833, nous en a laissé, au tome I de ses *Mémoires*, un très vif et très curieux croquis. J'y relèverai seulement une toute petite inexactitude: « M. de Chateaubriand, écrit M. de Falloux, n'était pas seul cité à la barre. Le journal *la Mode* était impliqué dans la même poursuite. M. Alfred du Fougerais, jeune avocat fort distingué, devait défendre le vicomte Walsh, gérant et rédacteur en chef de *la Mode*. » Le vicomte Walsh ne figurait point au procès du 27 février. Les prévenus qui eurent l'honneur de s'asseoir, ce jour-là, à côté de Chateaubriand étaient : le baron de Brian, gérant de la *Quotidienne ;* Aubry-Foucault, gérant de la *Gazette de France ;* Louis Martin, gérant de la *Mode;* Chauvin-

V

L'année précédente, à la suite de l'insurrection des 5 et 6 juin 1832, la *Quotidienne* avait failli être traduite, non plus devant la Cour d'assises, mais devant un conseil de guerre. Dans la nuit du 5 au 6 juin, un commissaire s'était présenté dans ses bureaux, porteur d'un ordre du préfet de police et assisté de nombreux agents. Les *formes* avaient été détruites; le scellé avait été apposé sur les presses. A défaut de M. de Brian, qui était, comme de raison, à Sainte-Pélagie, deux des rédacteurs du journal avaient été arrêtés. Le surlendemain, une ordonnance mettait Paris en état de siège, et, le 12 juin, la Chambre des mises en accusation de la Cour royale renvoyait la *Quotidienne* devant un Conseil de guerre, pour un article du 9 mai précédent, intitulé: *Encore Madame la duchesse de Berry*, et dont Alfred Nettement était l'auteur. « Considérant, disait la Cour, que cet article, publié à une époque rapprochée des actes séditieux par suite desquels la ville de Paris a été mise en état de siège, peut être con-

Belliard, gérant du *Courrier de l'Europe;* Théodore Goumy, rédacteur en chef de l'*Echo français;* Ménard de Rochecave, gérant du *Revenant;* Auguste Thomas, qui avait porté la parole, le 4 janvier 1833, au nom des douze cents jeunes gens réunis pour témoigner à Chateaubriand l'enthousiasme qu'avait excité en eux son *Mémoire sur la captivité de Madame la duchesse de Berry*. M. du Fougerais, qui défendit M. Martin, était le propriétaire et le directeur de la *Mode*, dont le vicomte Walsh, l'auteur des *Lettres vendéennes*, n'a jamais été ni le gérant ni le rédacteur en chef; c'est son fils, M. Edouard Walsh, qui est devenu, au mois de septembre 1885, le directeur de la *Mode*.

sidéré comme ayant eu pour but d'exciter ces actes séditieux, et comme constituant un délit connexe à ces actes; — considérant que, par la mise en état de siège de la ville de Paris, *l'autorité militaire est la seule investie de la connaissance de ces actes séditieux et des faits connexes*, se déclare incompétente. »

Il y avait là une violation flagrante du principe de la non-rétroactivité, puisque l'article incriminé avait précédé d'un mois la déclaration d'état de siège. Comme, en France, l'esprit ne perd jamais ses droits, cette jurisprudence de la Cour royale donna lieu à un bien joli mot de M. Hyde de Neuville. Arrêté, le 16 juin, en même temps que Chateaubriand et le duc de Fitz-James, il demanda à prendre connaissance des termes du mandat d'amener. Surpris de n'y voir indiqué aucun motif, il dit en souriant: « Je vois ce que c'est, le principe de la rétroactivité est admis : on m'arrête pour cette malheureuse affaire de la machine infernale[1]. »

Le 29 juin la Cour de cassation, sous la présidence de M. de Bastard, se refusa à reconnaître la constitutionnalité de l'ordonnance d'état de siège. Elle proclama que la Charte, en interdisant la création de tribunaux extraordinaires, en déclarant que nul ne pourrait être distrait de ses juges naturels, avait enlevé au gouvernement la faculté de déférer à la juridiction des conseils de guerre les individus non militaires ou non assimilés à des militaires.

Renvoyée, par suite de cet arrêt, devant ses juges natu-

1. A la suite de l'explosion de la machine infernale du 3 nivôse an IX (24 décembre 1800), Hyde de Neuville avait été très activement recherché par la police consulaire. (Voy. ses *Mémoires et Souvenirs*, t. I, p. 360.)

rels, la *Quotidienne* comparut devant la Cour d'assises pour répondre de son article du 9 mai 1832 sur *Madame la duchesse de Berry*. Je reproduirai quelques passages de cet article d'Alfred Nettement; il donnera au lecteur une idée assez exacte du ton de sa polémique, de la nature de son talent, jeune, élevé, brillant:

« ... Oui, il y a du courage au fond de l'action de *Madame*[1], quelque jugement politique qu'on en veuille porter, et c'est ce courage qui séduit et subjugue quiconque porte un cœur français. Les gens du ministère peuvent à loisir énumérer toutes les difficultés de l'entreprise, toute l'impuissance des moyens, toute la témérité de l'attaque ; ils ne voient pas qu'ils révèlent ce qu'il faudrait taire... Depuis assez de mois, Dieu merci, on nous étouffe de précautions, on nous assassine de prudence; laissez, laissez-nous, de grâce, admirer un acte de courage; laissez-nous voir à notre aise un peu d'audace et de témérité, ne fût-ce que pour nous rafraîchir et pour nous empêcher d'oublier tout à fait que nous sommes Français... Qu'on affecte maintenant de répéter jusqu'à satiété que la duchesse de Berry a péché par hardiesse, que l'art des précautions lui a manqué, qu'elle est coupable d'audace, d'intrépidité, de témérité; ce sont des crimes qui trouveront de nombreux complices dans la patrie de l'héroïsme... Ainsi, Madame la duchesse de Berry est téméraire, elle est Française jusqu'à avoir les défauts de la France, et vous, vous êtes prudents, hommes du *milieu*, qualité peu française, mais enfin c'est la vôtre. Madame la duchesse de Berry ne disposait d'aucune force, ne pouvait compter sur aucune (mettons le parti royaliste au néant si cela vous arrange); Madame la duchesse de Berry n'avait rien, et vous aviez tout: nos armées, nos trésors, nos flottes, votre police,

1. La duchesse de Berry s'était fait jeter, le 29 avril 1832, sur la côte de Provence, et, de là, s'était dirigée sur la Vendée, où elle devait arriver seulement le 16 mai; la prise d'armes eut lieu dans la nuit du 3 au 4 juin.

car ce n'est pas celle de la France; et avec ce peu de moyens, ou plutôt avec cette absence de moyens contre cette immensité de ressources, Madame la duchesse de Berry a tout osé concevoir, et elle a osé tenter ce qu'elle avait conçu... A ce fier caractère, à ce cœur héroïque, à cette femme que vous appelez l'*aventurière du Carlo Alberto*, donnez la France pour second dans ses aventures, et dites si, avec elle, vous ne retrouveriez point sur la carte d'Europe notre place si grande naguère et qui, grâce à vous, s'amoindrit de jour enjour[1]. »

Sainte-Beuve a dit du style d'Armand Carrel, qui, à la même heure, combattait sous un autre drapeau : « Dans cette rude guerre qu'il soutint durant près de six années, les soldats de Carrel sont vigoureux, fermes, adroits, infatigables, ils ne sont pas brillants; ils n'ont pas de casque au soleil. Son expression luit rarement, et ne rit jamais... Le rayon poétique lui a toujours manqué. Il avait parfois l'attitude d'Ajax; mais son casque était sans aigrette, et on n'y voyait pas, comme à celui de Manfred, l'aigle déployée aux ailes d'argent[2]. »

Solidité de la dialectique, trame serrée du raisonnement, propriété de termes exacte et forte, ces qualités du style d'Armand Carrel ne se rencontraient pas au même degré, il s'en faut bien, dans celui d'Alfred Nettement. Mais le rédacteur de la *Quotidienne*, en ces lendemains de Juillet, avait ce qui manquait au rédacteur du *National*, le rayon, l'éclair lumineux de l'épée, ce que Sainte-Beuve appelle l'aigrette.

Défendu par Berryer, l'article du 9 mai 1832 trouva grâce devant le jury; la *Quotidienne* fut acquittée.

1. *Quotidienne* du 9 mai 1832.
2. *Causeries du lundi*, t. VI, p. 109.

VI

Elle n'avait pas seulement à craindre les saisies et les répressions judiciaires, à redouter toutes les juridictions, depuis la Cour des pairs[1] jusqu'aux conseils de guerre ; à de certains moments, force lui était de tenir tête à des visiteurs plus incommodes que les gens de la police ou du parquet. Il lui arriva plus d'une fois d'entendre l'émeute hurler à ses portes, de voir ses bureaux envahis par une foule hostile et menaçante.

Le 15 février 1831, à la suite d'un service célébré à Saint-Germain l'Auxerrois pour le repos de l'âme du duc de Berry, le presbytère et l'église furent dévastés avec des circonstances où le grotesque se mêlait à l'impiété ; la *Parisienne* fut chantée au milieu du chœur et sur l'emplacement du lutrin. L'archevêché fut complètement détruit ; il n'en resta plus que les quatre murs. Meubles, tapisseries, aubes, missels, furent jetés à la Seine. Notre-Dame, Saint-Roch, Saint-Eustache, Bonne-Nouvelle, Saint-Gervais, furent assaillis à leur tour. La *Quotidienne* eut, elle aussi, l'honneur de recevoir la visite du *peuple*. Dans la soirée, un rassemblement pénétra dans sa cour et dans ses bureaux, proférant des menaces d'incendie, essayant de mettre le feu à des matières combustibles entassées sous une remise. La garde nationale parvint, non sans peine, à disperser les émeutiers.

1. Le 24 novembre 1830, M. de Brian fut condamné par la cour des pairs à un mois de prison et 1,500 francs d'amende. (Affaire de Kergorlay.)

Deux ans plus tard, au mois de février 1833, nouvelles émeutes contre la *Quotidienne*, celles-là d'un caractère plus grave.

L'échec de la prise d'armes de 1832 et la captivité de la duchesse de Berry avaient provoqué chez les royalistes des sentiments d'irritation et de douleur que surexcitèrent encore, dans les derniers jours de janvier 1833, l'envoi à Blaye par le gouvernement des docteurs Orfila et Auviti et les commentaires donnés à leur voyage par les feuilles républicaines, et en particulier par le *Corsaire*. Le gérant du *Revenant*, l'une des feuilles d'avant-garde du parti légitimiste, exigea une réparation ; le rédacteur du *Corsaire*, M. Eugène Briffaut, ne déclina point la rencontre et fut blessé. Quelques légitimistes, ayant voulu obtenir une nouvelle satisfaction, la *Tribune* et le *National* intervinrent dans la querelle, demandant qu'elle fût vidée de parti à parti et par une sorte de combat des Trente. La *Quotidienne* se refusa à les suivre sur ce terrain, et Alfred Nettement publia, le 2 février, un article qui se terminait ainsi :

« L'écrivain royaliste demandait une affaire individuelle, une rencontre d'homme à homme ; l'écrivain républicain offrait une affaire collective, une rencontre de parti à parti. C'était un point de droit dans le point d'honneur, et les négociations entamées depuis n'ont fait qu'envenimer et étendre la querelle sans la résoudre.

« Nous croirions au-dessous de nous de chercher dans cette divergence d'opinion un moyen d'inculper l'honneur et le courage de nos adversaires politiques. Le courage est une qualité si française qu'on le retrouve sous toutes les bannières et dans tous les rangs. D'ailleurs, il nous semble qu'il sied à des gens de cœur de reconnaître à leurs antagonistes les sentiments

qu'ils trouvent au fond de leur âme, et de rappeler que le courage croit toujours au courage.

« Mais nous n'en dirons pas moins avec notre franchise habituelle que, des deux modes de solution proposés, le premier, c'est-à-dire le duel individuel, nous paraît convenable et naturel, d'abord parce qu'il est seul usité, ensuite parce qu'il mène seul à un résultat, enfin, parce qu'il est seul possible. Les combats collectifs sont des anachronismes, dont le premier inconvénient, en présence d'une police toujours active et éveillée, est de ne pouvoir se réaliser. Or il entre peu dans le goût des gens de cœur d'entreprendre de ces sortes d'affaires avec la seule perspective d'amuser le pouvoir par l'enfantillage d'une démonstration qu'il est en mesure d'arrêter. Nous sommes dans un pays où le ridicule tue bien plus que l'épée, et une passe d'armes au dix-neuvième siècle est un ridicule.

« Quant aux listes des combattants qu'on propose de placer en regard, nous répondons que si l'on a par là l'intention de révoquer en doute la possibilité où serait le parti royaliste de fournir un nombre suffisant d'antagonistes, ce n'est point sérieusement qu'on met en avant une pareille opinion. Tout le monde sait bien que le parti royaliste est militaire par son essence, et qu'il a dans son sein les nobles cadres d'un corps d'officiers qui a fait ses preuves au service de la France. Ainsi, plus que tous les autres partis, le parti royaliste pourra, quand on le voudra, fournir son personnel de guerre. Mais c'est précisément à cause de cette composition qu'il ne fournira pas une liste d'aspirants à un combat qu'on rend impossible en voulant le rendre collectif. Les hommes sérieux aiment les affaires sérieuses, et il n'y a de duel pratique que le duel individuel ; avec notre système de gouvernement et d'administration, le duel collectif demeurera toujours dans les nuages de la théorie, et l'on peut n'être nullement touché de l'honneur de figurer dans une bataille de signatures et dans une rencontre de listes...

« Nous ajouterons une dernière observation. N'est-il pas à craindre que les feuilles du ministère ne trouvent là une occasion naturelle de médire des deux oppositions ? Ne pourront-elles pas dire avec quelque raison que plus les listes seront

longues, plus elles seront insignifiantes? Où il y a tant de *braves*, il n'y a plus de braves. Que serait-ce, de votre côté comme du nôtre, qu'un courage qui, lui, centième ou millième, viendrait audacieusement s'inscrire à l'abri d'une phalange de noms et demander en toute sécurité sa part d'un péril qui diminuerait en raison directe du nombre des souscripteurs? Que serait-ce qu'une coalition de bravoures qui, avant d'accepter le combat, commencerait par le rendre impossible? »

A l'heure même où Alfred Nettement écrivait cet article, la distinction qu'il établissait entre les provocations sérieuses et celles qui n'ont point ce caractère rencontrait son application. Armand Carrel, directeur du *National*, et M. Laborie fils, rédacteur du *Revenant*, allaient sur le terrain. Les deux adversaires étaient blessés; et Carrel, atteint d'un coup d'épée dans le bas-ventre, l'était assez grièvement pour que sa vie parût en danger.

L'émotion fut considérable et, le soir, un rassemblement de soixante à quatre-vingts personnes se porta sur les bureaux de la *Quotidienne*. Après avoir mis des factionnaires aux portes extérieures de la maison, les chefs pénétrèrent dans le cabinet de la rédaction; ils y trouvèrent, avec Alfred Nettement, M. de Brian, qui, d'aventure, n'était pas en prison ce jour-là; ils leur remirent une liste de combattants, portant seize signatures. Les rédacteurs de la *Quotidienne* maintinrent leur droit de n'accepter que des affaires individuelles; une vive discussion s'engagea, interrompue souvent par les vociférations de la portion la moins disciplinée de ces étranges visiteurs.

Le lendemain, un attroupement, plus nombreux encore que celui de la veille, se porta rue Neuve-des-Bons-Enfants et renouvela les scènes de la veille. Une espèce d'orateur

de club, à la taille élevée et à la voix éclatante, proclama que les carlistes avaient formé le dessein d'égorger les patriotes au bal des Variétés, affirma son dévouement à la liberté de la presse, après quoi il proposa d'accrocher au réverbère voisin les rédacteurs de la *Quotidienne*.

Le 4 février, pour la troisième fois en trois jours, la *Quotidienne* fut menacée, attaquée, envahie. Cette fois, les républicains se portèrent à des voies de fait. Un garçon de bureau, sans doute ce pauvre Jean-Vincent Bully, fut cruellement maltraité. C'était au milieu de ces agressions et de ce tumulte, avec l'émeute en permanence, qu'il fallait préparer les articles attendus, prendre les dispositions nécessaires pour la publication du journal; mais cela n'était point pour embarrasser Alfred Nettement, doué d'une facilité de plume prodigieuse et qui avait déjà pris l'habitude d'écrire ses *premier-Paris*, et quelquefois même deux ou trois articles de suite, non dans le silence du cabinet, mais au bruit des conversations, au milieu des allants et venants qui apportaient ou demandaient des nouvelles.

En annonçant à ses lecteurs la première descente des républicains dans les bureaux du journal, Alfred Nettement avait écrit : « Dans tous les cas, nous sommes bien sûrs de trouver dans nos amis, comme nous la trouvons dans nous-mêmes, une disposition ferme et franche à satisfaire à toutes les exigences d'une nécessité que les gens de cœur savent toujours subir, même en la déplorant. »

Ce n'étaient pas là paroles vaines. A la suite de l'article d'Alfred Nettement, dont j'ai reproduit plus haut les principaux passages, un cartel fut adressé à la *Quotidienne* ;

il fut convenu que M. de Brian, assisté de deux de ses collaborateurs, se rendrait sur le terrain où se trouveraient également trois républicains ; que le sort désignerait de chaque côté un combattant et que l'arme choisie serait l'épée. La rencontre eut lieu le matin du 4 février. Un des tenants de la *Quotidienne* ne pouvant, en raison de son état de santé, se mesurer avec l'adversaire dans des conditions d'égalité, une pièce de monnaie jetée en l'air décida, entre les deux autres royalistes, M. de Brian et Alfred Nettement, lequel des deux mettrait l'épée à la main. Le sort désigna Alfred Nettement. Il maniait sans doute l'épée moins habilement que la plume, et fut blessé au bras droit[1]. Sans être très grave, la blessure était assez sérieuse pour que les témoins déclarassent l'affaire terminée.

A quelques jours de là, il reprenait son vrai poste de combat, il revenait au journal et adressait la lettre suivante à sa mère, qui se trouvait alors en Angleterre, et qui était tombée malade en apprenant son duel et sa blessure :

« 20 février 1833.

« Je suis bien malheureux, ma chère maman, de penser que je suis la cause involontaire de ta maladie, et qu'au moment où je suis tout à fait guéri de ma blessure, tu es, toi, dans ton lit, souffrant des suites de l'émotion qu'elle t'a causée. Combien la lettre de notre cher Philippe[2] m'a fait déplorer la triste néces-

1. Son adversaire était un républicain à particule, M. de Bottrel.
2. Frère aîné d'Alfred Nettement.

sité qui, sans haine et sans colère, m'a forcé d'accepter une proposition qu'il était impossible de refuser! Combien je voudrais être auprès de toi pour être le garde-malade d'une maladie qui m'appartient, puisque c'est ta tendresse pour moi qui l'a causée! Pauvre maman, ta santé a un bien grand ennemi dans ton cœur. Mais maintenant que te voilà bien rassurée, bien tranquillisée, ne songe qu'à te guérir, qu'à te bien porter. Ta santé est notre bien, c'est à nous de la défendre, et par le malheur de ces tristes temps c'est nous qui la compromettons. Dieu merci, ces nécessités-là ne se rencontrent pas souvent dans la vie, et nous en voilà débarrassés. Cette affaire m'a valu d'une foule de personnes que je ne croyais pas connaître, des témoignages d'intérêt que j'aurais voulu mieux mériter. Je te dis cela, ma chère maman, parce que je sais te faire plaisir. J'ai repris tout à fait mes occupations, et j'attends avec une vive impatience la nouvelle que tu en as fini avec ton mal, car dans *notre* duel c'est toi qui as été la plus grièvement blessée. »

VII

Alfred Nettement était chaque matin sur la brèche. Il ne se passait guère de jour sans que la *Quotidienne* apportât à ses lecteurs, en tête de ses feuilles, un ou deux articles de lui, non signés, mais où l'auteur se dénonçait lui-même par l'ardeur des sentiments, la chaleur du style, la jeunesse et la vivacité de l'enthousiasme. Et comme si cette besogne quotidienne ne pouvait suffire à son activité, tous les lundis, sous le titre de VARIÉTÉS, à la troisième page, il publiait un grand article, qui portait, celui-là, non sa signature entière, mais, suivant l'usage du temps pour les articles littéraires, l'initiale de son nom, la lettre *N*.

Au mois de mars 1834, il réunit ses *Variétés* en deux volumes, auxquels il donna pour titre: *Histoire fantastique de la Révolution de Juillet, en soixante-dix articles*, ou *Recueil de* VARIÉTÉS *insérées dans la « Quotidienne*[1]. »

Je ne donne point cette histoire de la Révolution de Juillet pour aussi impartiale que celle de M. Thureau-Dangin. C'est une histoire... fantastique, l'auteur lui-même le confesse, une histoire où la satire et le pamphlet tiennent une large place, mais où revivent, avec leurs ardeurs et leurs passions, avec leurs violences et leurs injustices, avec leurs colères et leurs enthousiasmes, les deux années qui ont suivi les journées de Juillet, années étranges, mi-partie de république et de monarchie, d'ordre et de révolution, de *juste milieu* et de romantisme, qu'un autre écrivain de la *Quotidienne*, à la même heure, appelait *l'Epoque sans nom*[2]. C'est une suite d'esquisses, dont les couleurs ont pâli, sans doute, mais dont le cadre, perpétuellement renouvelé, témoigne d'une singulière fertilité d'imagination. Elles ont leur place marquée à côté des plus jolies chroniques de Colnet, l'auteur des *Lettres à mon voisin*.

Mais qui se souvient aujourd'hui de Colnet, lequel a pourtant écrit, d'un style excellent, des pages charmantes, modèles de goût, d'enjouement et de bonne plaisanterie? On a retenu quelques vers de son poème, *l'Art de diner en ville, à l'usage des gens de lettres*, mais on ne sait

1. 2 vol. in-8°, Paris, chez *G.-A Dentu*, imprimeur-libraire, rue d'Erfurth, n° 1 *bis*, et Palais-Royal, galerie vitrée n° 13. — 1834.

2. *L'Epoque sans nom, Esquisses de Paris* (1830-1833), par M. A. Bazin. 2 vol. in-8°, 1833.

guère qu'il a été un des meilleurs journalistes de la première partie de ce siècle.

Après avoir travaillé successivement au *Journal des arts* et au *Journal de Paris*, Charles de Colnet du Ravel s'attacha, en 1816, à la *Gazette de France*, qu'il ne devait plus quitter jusqu'à sa mort, arrivée le 29 mai 1832[1]. Pendant seize ans, il y fit paraître, tous les lundis, une *variété* politique, littéraire et satirique, dont il changeait, chaque semaine, la forme et le cadre, créant ainsi un genre nouveau, qu'il eut vite fait de porter à sa perfection. Bien qu'appartenant à une des plus anciennes familles de Picardie, il n'avait pas cru déroger en se faisant libraire. C'était en 1797. Sa boutique était située rue du Bac, près du Pont-Royal. En 1813, il réunit son magasin de la rue du Bac à celui qu'il avait déjà quai Malaquais, et qui n'était séparé que par un mur mitoyen du ministère de la police générale. Son cabinet, que ses amis appelaient *la caverne*, était, sous l'Empire, le rendez-vous des mécontents. Le conseiller d'Etat Réal y venait quelquefois et leur disait: « On sait que vous clabaudez ; mais vous n'êtes pas dangereux, on vous connaît pour des principiers. »

Principier sous l'Empire, Colnet, sous la Restauration, prit rang parmi les *ultras*, et, comme tel, fit campagne contre son *voisin* M. Decazes, ministre de la police. Il publia une série d'articles signés *le Voisin de Son Excellence*, dont le succès fut des plus vifs. Ceux qui ont pour titre *le Ministre et son voisin*, *les Etrennes du voisin*,

1. Colnet était profondément religieux. Il eut un jour une discussion assez vive avec un homme dont il aimait l'esprit, et il termina l'entretien par ces mots : « C'en est assez, monsieur, nous ne pouvons plus nous entendre ; je crois en Dieu, moi. »

les Adieux des voisins, sont de petits chefs-d'œuvre[1]. Ni son magasin, d'ailleurs, ni ses articles ne l'enrichissaient beaucoup, ce qui ne semble pas l'avoir affligé outre mesure. En ce temps-là, surtout dans la presse royaliste, on écrivait pour servir sa cause, non pour aider à sa fortune. Le sachant pauvre, un des ministres de la police qui se sont succédé rapidement en 1814 et en 1815, avant M. Decazes, lui envoya des émissaires qui s'introduisirent chez lui, sous prétexte d'acheter des livres, et ne négligèrent rien pour le gagner aux vues de Son Excellence. Il causa longuement avec eux et les remit au lendemain pour une réponse définitive. L'heure fixée pour le rendez-vous était justement celle de son dîner, qui consistait dans un potage, qu'il mangeait dans une écuelle de terre, et un morceau de bœuf. M. de L***, son ami intime, dont il avait exigé la présence, était témoin de l'entrevue. Les deux messagers du ministre le trouvèrent à table. « Eh bien, Monsieur Colnet, lui dirent-ils, avez-vous réfléchi à notre conversation d'hier? — Non, messieurs, parce qu'il n'y a qu'un homme corrompu qui puisse réfléchir en pareille occasion; mais je vous ai priés de revenir, pour vous donner devant un tiers la réponse que vous pouvez faire à votre maître. Dites-lui, de ma part, que vous m'avez vu dîner, et que mes repas n'annoncent guère que je puisse me laisser tenter par son or; ajoutez qu'après celui qui accepte des propositions semblables et celui qui les fait, l'homme le plus vil est celui qui se charge de les transmettre. » Temps

1. Les principaux articles de Charles Colnet ont été recueillis sous les titres de *l'Hermite du faubourg Saint-Germain* (2 vol. in-8°, 1825) et de *l'Hermite de Belleville* (2 vol. in-8°, 1833).

lointain et fabuleux, âge d'or, où les journalistes mangeaient leur soupe dans une écuelle de terre !

La *Variété*, telle que Colnet l'écrivait à la *Gazette de France* et Nettement à la *Quotidienne*, était très différente de ce que sera, quelques années plus tard, dans la *Presse*, le *Courrier de Paris* de Mme Emile de Girardin. Le *Courrier de Paris* parlera de tous les événements de la semaine, de la crise ministérielle, de la baisse de la Bourse, du bal Musard, de la chasse de Chantilly, de deux capotes de satin blanc aux Tuileries. La *Variété* n'a pas un champ si vaste. Elle s'interdit toute excursion en dehors de la politique. Comment donc fera-t-elle pour n'être pas une réédition du *premier-Paris* de la veille ? Elle dégagera de chaque incident l'élément comique qu'il renferme ; elle tirera parti de tout, même de l'almanach de l'an passé, elle rira même au nez de l'émeute, et ce jour-là elle fera jaillir des étincelles des pavés de la rue. Tandis que le *premier-Paris* se répète bravement pendant les trois cent soixante-cinq jours de l'année, elle variera sans cesse son cadre, tour à tour conte, dialogue, proverbe ou comédie. Elle dépensera sans compter, elle jettera à pleines mains l'esprit, l'ironie, l'épigramme, le bon mot et la bonne humeur. Le doge de Venise, lorsqu'il se mariait à la mer Adriatique, jetait à la mer son anneau tout constellé de pierreries ; mais cela ne lui arrivait qu'une fois par an. La *Variété* jetait le sien à la mer toutes les semaines. Le doge savait que son anneau tombait dans un filet placé à l'avant du *Bucentaure*. Hélas ! tous les deux, le vieillard et le jeune homme, Colnet et Alfred Nettement, savaient bien qu'il n'y avait pas de filet à l'avant de la *Gazette de France* et de la *Quotidienne*.

CHAPITRE IV

L'Echo de la Jeune France et le Nouveau Conservateur

NOUVEAUX JOURNAUX A PARIS ET DANS LES DÉPARTEMENTS. LES *bureaux* D'UNE GAZETTE DE PROVINCE EN 1834. — LE *Rénovateur*. BALZAC ROYALISTE. — L'*Echo de la Jeune France*. LES *Jeunes-France* DE THÉOPHILE GAUTIER ET LES *Jeunes-France* D'ALFRED NETTEMENT. LA RENAISSANCE RELIGIEUSE. L'ÉDUCATION DU DUC DE BORDEAUX. ALFRED NETTEMENT ET LES *Mémoires d'Outre-Tombe*. LETTRES DE CHATEAUBRIAND. — LE *Nouveau Conservateur*. LETTRES DE BALZAC. — LES *Variétés* DE LA *Gazette de France*.

I

Il semble que la *Quotidienne*, dont il était le principal rédacteur politique et littéraire, aurait dû suffire à l'activité d'Alfred Nettement. Bien loin qu'il en soit ainsi, il trouve encore du temps pour collaborer à la *Gazette de France*, au *Rénovateur*, au *Nouveau Conservateur*, — pour fonder et diriger l'*Echo de la Jeune France*.

Sous la Restauration, les royalistes n'avaient pas tiré parti de la presse autant qu'ils l'auraient pu faire. Lorsque éclatèrent les journées de Juillet, ils n'avaient dans la capitale que deux journaux quotidiens d'une sérieuse importance, la *Gazette de France* et la *Quotidienne*. Dans les

départements, c'est tout au plus si quatre ou cinq journaux défendaient leurs doctrines. On pouvait craindre, au lendemain de la révolution, de voir ces dernières feuilles emportées par l'ouragan. Il n'en fut rien. La défaite, au lieu d'abattre les royalistes, ne fit que réveiller leur ardeur et stimuler leur zèle. A Paris et en province, non contents de conserver les journaux qui existaient déjà, ils ne reculèrent devant aucun sacrifice pour en fonder partout de nouveaux. En dix-sept mois, du 29 juillet 1830 au 1er janvier 1832, on créa, à Paris, l'*Echo français*, le *Courrier de l'Europe*, la *Mode*, le *Revenant*, le *Brid'Oison*, *Bagatelle* ; — dans ce même temps, vingt-six feuilles nouvelles furent créées dans les départements.

La Picardie, le Bourbonnais, l'Anjou, l'Orléanais, le Berry, le Nivernais, la Bourgogne, le Languedoc, l'Auvergne, la Franche-Comté, virent paraître des feuilles monarchiques, dont chacune portait le nom de la province où elle se publiait.

La Flandre française avait la *Boussole* à Lille et la *Gazette de Cambrai*.

Dans la Normandie, on comptait l'*Ami de la Vérité* à Caen et la *Gazette de Normandie* à Rouen ; dans la Bretagne, l'*Ami de l'ordre* à Nantes et la *Gazette de Bretagne* à Rennes ; dans le Poitou, le *Véridique des Deux-Sèvres* à Niort et la *Gazette de l'Ouest* à Poitiers ; dans la Guienne, le *Mémorial agenais* à Agen et le *Journal de la Guienne* à Bordeaux ; dans le Lyonnais, la *Gazette de Lyon* et la *Revue provinciale ;* dans la Lorraine, la *Gazette de Metz ;* dans la Provence, la *Gazette du Midi ;* à Montpellier, les *Mélanges occitaniques ;* à Limoges, l'*Ami des lois*. Le mouvement ne devait pas s'arrêter là.

De 1832 à 1834, à ces vingt-six gazettes de province plusieurs autres vinrent s'ajouter, les *Gazettes du Périgord, du Rouergue, du Maine, du Limousin*, le *Journal du Poitou*, l'*Hermine* de Nantes, qui avait pour rédacteur Crétineau-Joly, le futur historien de la Vendée militaire.

J'ai connu dans mon enfance l'une de ces *Gazettes* d'antan ; j'allais quelquefois dans les *bureaux* avec mon père, qui était l'ami du directeur. Ce qu'on appelait les *bureaux* se réduisait en tout et pour tout à un pauvre petit cabinet, où il y avait place pour une table et trois ou quatre chaises. Au-dessus de la cheminée, entre le portrait de Berryer et celui du marquis de Dreux-Brézé, dont je crois voir encore la tête fine, la chevelure frisée, les favoris élégants, et aussi la redingote bien prise, avec collet de velours et manches à gigot, une grande lithographie représentant le duc de Bordeaux et sa sœur MADEMOISELLE, en costume écossais, dans un paysage de Walter Scott. A l'un des coins de la table, armé d'une paire de ciseaux, un brave homme, qui cumulait les fonctions de caissier et celles de secrétaire de la rédaction, pratiquait des coupures dans la *Quotidienne*, la *Gazette de France* et le *Journal des Villes et Campagnes*. A l'autre bout se tenait le rédacteur en chef. Il était à lui seul, bien entendu, toute la rédaction, les finances du journal ne lui permettant pas de se donner le luxe d'un collaborateur. C'était un ancien officier de la garde royale, démissionnaire en 1830, qui servait le roi de sa plume après l'avoir servi de son épée, qui trouvait tout simple de travailler comme quatre, de batailler d'un bout de l'année à l'autre, de se battre en duel à l'occasion, d'aller en prison au moins une fois l'an, — et de toucher pour ces diverses besognes des appointe-

ments dont ne se contenterait pas aujourd'hui un garçon de bureau. Après tout, c'était le bon temps : on allait en prison, mais on était défendu par Berryer !

Les royalistes ne se bornaient pas à créer des journaux; ils créaient aussi des Revues. Au mois de mars 1832, M. Laurentie, avec le concours du duc de Fitz-James, de M. de Bonald, de M. Félix de Conny, du marquis de Dreux-Brézé et du duc de Noailles, fonda le *Rénovateur*. Alfred Nettement prend place aussitôt parmi les rédacteurs, en compagnie de Balzac, dont il devient l'ami. Seulement, par une singulière interversion de rôles, c'est Balzac qui fera de la politique, abandonnant la littérature à Alfred Nettement. Voici deux articles *Sur la situation du parti royaliste*[1]; ils ne sont pas de Nettement, ils sont de Balzac. En voici un autre *Sur la destruction projetée du monument élevé au duc de Berry*[2]. Vous y remarquez ces lignes : « Pourquoi n'avoir pas continué le monument pour y élever un autel où les prêtres eussent prié Dieu de pardonner à l'assassin? Louvel eût protégé le duc de Berry; il eût dit : « Grâce pour le monument !... » comme le prince a dit : « Grâce pour l'homme ! » Cette fois, c'est bien Alfred Nettement qui tient la plume; vous vous trompez, c'est l'auteur de *La Peau de Chagrin*. Tandis que le romancier fait de la politique, l'écrivain de la *Quotidienne* fait, au *Rénovateur*, la *Revue littéraire*, rend compte des romans nouveaux et publie des articles sur *les Femmes depuis la révolution de 1830*.

Alfred Nettement voulut avoir une revue à lui. Il fonda

1. *Le Rénovateur*, 26 mai et 2 juin 1832.
2. *Le Rénovateur*, 31 mars 1832.

l'*Echo de la Jeune France*, dont le premier numéro parut le 15 avril 1833; il se proposait d'en faire une revue avant tout littéraire, où la politique cèderait le pas à la poésie et la critique à la philosophie et à l'histoire. Son but était d'ouvrir une tribune aux jeunes écrivains, son ambition de réunir sur le terrain religieux les jeunes gens des écoles. « C'est la jeunesse, lui écrivait Chateaubriand en lui envoyant son adhésion, c'est la jeunesse religieuse et libre qui fera l'avenir de la France ; c'est elle qui retrouvera, dans l'anarchie des idées où nous sommes plongés, le principe de la société nouvelle[1]. » S'inspirant de ces paroles de l'auteur du *Génie du Christianisme*, Alfred Nettement résumait en ces termes le programme de l'*Echo de la Jeune France:*

« ... C'est encore, c'est toujours la lutte de deux principes : la lumière et les ténèbres, les enfants de Seth et de Caïn, ceux de Sem et de Cham ; en un mot, ceux qui croient à Dieu et ceux qui croient aux hommes. Ceux-ci ne voient rien au delà des intérêts matériels, et tous leurs efforts tendent à en assurer le triomphe ; les autres veillent avec ardeur à la garde des intérêts moraux, certains que ce sont les seuls réels, et que de leur conservation dépend entièrement la libre jouissance, l'existence même des premiers. Telle est, du moins, notre conviction, à nous qui continuons cette garde avec persévérance, mais qui la confierons avec empressement à nos jeunes amis, quand leur temps sera venu de nous relever... Que si vous nous demandez, comme l'ont déjà fait quelques-uns d'entre vous, sous quel drapeau nous prétendons vous rassembler, nous vous répondrons : sous le drapeau de la France. Nimporte sa couleur, pourvu que sa pureté soit entière ; pourvu qu'il soit bien reconnu que, dans l'ère souverainement pacifique vers laquelle s'élance l'esprit

1. *Echo de la Jeune France*, t. I, p. 155.

humain, toute couleur de sang fait tache sur une bannière ; pourvu surtout, jeunes hommes du nouveau siècle, *pourvu que la CROIX le domine.*

« Oui, la CROIX, le seul *signe* qui soit demeuré *vainqueur*, de la Rédemption jusqu'à nous[1]. »

Cet appel fut entendu. Au mois de janvier 1834, après moins de dix mois d'existence, l'*Echo* avait réuni 9,650 souscripteurs. On comptait soixante *comités littéraires,* formés sous ses auspices et composés de jeunes gens qui se faisaient honneur du titre de *Jeunes-France.* On fit frapper une médaille destinée aux abonnés de la Revue. Elle représente un génie debout sur un globe, appuyé à un faisceau et gravant sur une table d'airain ces mots : *C'est à nous qu'appartient l'avenir !* A l'exergue : *Association de la Jeune France.* Au revers, dans une couronne de chêne et de laurier, on lit : *Christianisme, Franchises nationales.* Sur la tranche, le nom de la personne qui l'avait reçue, avec un numéro d'ordre.

A cette même date, d'autres jeunes gens se paraient aussi avec orgueil de ce même nom de *Jeunes-France*. Ceux-là se piquaient de mépriser la tradition, ce qui ne les empêchait pas de poser pour *l'Homme moyen-âge.* Ils étaient à la fois bousingots et romantiques. Ils s'appliquaient à paraître pâles, livides, verdâtres et ne se

1. *L'Echo de la Jeune France*, juillet 1833. — *L'Echo* paraissait une fois par mois en un cahier grand in-8°, avec une gravure hors texte ; il devint bi-mensuel en 1835. Il avait, au début, pour sous-titre : *Journal des progrès par le Christianisme*, sous-titre ainsi modifié, au mois d'avril 1835 : *Journal des réformes sociales par le Christianisme.* Au mois de janvier 1836, *l'Echo* prit de nouveaux développements et s'appela : *l'Echo de la Jeune France, Revue catholique de la littérature, des sciences et des arts.*

sentaient pas d'aise dès qu'il leur arrivait d'être un peu cadavéreux. Leur costume était tout un poème : jaquette à longs revers de velours, ample cravate à nœud bouffant, pourpoint de velours noir taillé en pointe emboîtant exactement la poitrine et se laçant par derrière[1]. En haine des Philistins, de l'épicier, du bourgeois, ce bourgeois fût-il leur père, quelques-uns quittaient leur nom pour en prendre un plus flamboyant et s'appelaient Petrus Borel[2], Jehan du Seigneur[3], Philothée O'Neddy[4], Augustus Mac-Keat[5]. Sans cesse à la veille d'enfanter un chef-d'œuvre, ils se bornaient le plus souvent à en colporter le titre, lequel avait toujours quelque chose de rare ; tel, par exemple, celui-ci dû à Jules Vabre : *Essai sur l'incommodité des commodes*. Religieux d'ailleurs à leur manière, ils faisaient, chaque dimanche, leurs dévotions au nº 6 de la place Royale, devant le buste de Victor Hugo; ils avaient en vénération les Psaumes, depuis que le MAITRE avait daigné s'en servir dans *Lucrèce Borgia*, et, dans les grands jours, aux agapes fraternelles du Petit-Moulin-Rouge, selon le rite en honneur dans la chapelle romantique, ils buvaient du *petit bleu* dans le crâne d'un mort !

Bons diables au demeurant, et que Théophile Gautier, leur peintre et leur historien, a défini d'un mot : « les

1. Théophile Gautier, *Histoire du Romantisme*, p. 32.

2. Petrus Borel le lycanthrope, de son vrai nom *Pierre Borel d'Hauterive ;* auteur de *Rhapsodies*, de *Champavert, contes immoraux*, et de *Madame Putiphar*.

3. *Jean Duseigneur*, sculpteur, auteur d'un buste de Victor Hugo et d'un groupe d'Esméralda donnant à boire à Quasimodo.

4. De son vrai nom *Théophile Dondey*, auteur de *Feu et Flamme*.

5. De son vrai nom *Auguste Maquet*, le futur collaborateur d'Alexandre Dumas.

précieuses ridicules du romantisme ». Qu'il me soit permis cependant de préférer aux *Jeunes-France* de Théophile Gautier les *Jeunes-France* d'Alfred Nettement. Si Victor Hugo, — le Victor Hugo du *Roi s'amuse,* — était le Dieu des premiers, Chateaubriand, — le Chateaubriand du *Génie du Christianisme*, — était le guide et le maître des seconds. Pendant que les uns allaient en bande, à la Porte-Saint-Martin, applaudir Frédérick Lemaître dans *Lucrèce Borgia* et Lockroy dans *Marie Tudor*, les autres se pressaient dans l'étroite chapelle du collège Stanislas pour entendre l'abbé Lacordaire. Parmi les adhésions envoyées à *l'Echo de la Jeune France*, je remarque celle de Frédéric Ozanam, qui, à cette heure-là même, créait avec quelques amis la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

De cette année 1833 date la renaissance religieuse dont le milieu de ce siècle a été le témoin. Ce sera l'honneur d'Alfred Nettement d'avoir contribué à ce mouvement, d'avoir aidé à ce réveil. Il écrivait au mois d'avril 1835, deux ans après la fondation de l'*Echo de la Jeune France :*

« ... L'heure où le mouvement intellectuel de la jeunesse française devait se tourner vers les idées religieuses, avait sonné, et il ne restait plus qu'un signal à donner, qu'une initiative à prendre. Et pourquoi n'aurions-nous point le droit de le rappeler? Nous prîmes cette initiative, nous donnâmes ce signal. Si l'*Echo de la Jeune France* a eu sa part d'utilité au milieu du mouvement actuel des esprits, c'est par là qu'il a été utile. Ce fut lui, qui, rompant le silence, apprit à cette jeunesse fatiguée de déceptions et d'utopies qu'elle était chrétienne, et la jeunesse écouta des voix amies qui murmuraient à ses oreilles la parole de l'avenir. Sans doute, cette tendance au christianisme a encore

quelque chose de vague et de confus, qui ne peut ni ne doit satisfaire les esprits austères; sans doute le christianisme n'entre encore dans la plupart de ces âmes que comme une puissante poésie, mais enfin, il y entre, et avec une invincible autorité...

« Ne dites point que ce mouvement qui commence à emporter les esprits signale ses premiers pas par d'incroyables chutes. Qu'importe que les individualités tombent si le monde marche et surtout s'il arrive ! Ne rappelez point les fatales erreurs de cet esprit superbe qui, en voulant rapprocher l'Évangile et le siècle, oublia que ce n'était point l'Évangile qui devait aller au siècle, mais le siècle qui devait aller à l'Évangile. Ne voyez-vous pas que tout sert la cause de la vérité, tout jusqu'à l'erreur ? M. de La Mennais et l'école qui marchait derrière lui ont imprimé une impulsion nouvelle au mouvement religieux quoique en l'égarant, et le résultat de ce grand égarement d'un homme qui voulait trouver la démagogie dans le christianisme a été de faire voir qu'on pouvait y trouver la liberté...

« Et voyez comme tout tend à favoriser cette cause de christianisme, de civilisation, d'ordre et de liberté ! Voyez comme peu à peu l'esprit de parti tombe et s'efface ; voyez comme tout ce qu'il y a de cœurs généreux se rallie dans un commun dévouement pour tout ce qui est beau et utile; voyez comme en se retrouvant autour du christianisme, au grand rendez-vous des intelligences, on abaisse les barrières des systèmes, barrières fatales qu'on oubliera un jour de relever. Chaque fois, un préjugé y meurt, une erreur y reste, une préoccupation y succombe, un ressentiment s'y éteint. Sans vouloir encore se l'avouer, les esprits se rapprochent, et le christianisme, réparant le crime de la philosophie voltairienne, se prépare ainsi à nous rendre une patrie ; car la patrie, ce n'est point la terre qu'on foule, ni l'air qu'on respire ; la patrie, c'est la communauté des sentiments, des convictions, des idées ; la patrie, c'est une croix dans le ciel et un drapeau sur la terre, une foi religieuse et une foi politique, un Dieu, un pouvoir, une liberté[1] ! »

1. *L'Echo de la Jeune France*, 30 avril 1835. Article d'Alfred Nettement sur *le Mouvement intellectuel*.

II

Il ne se pouvait guère cependant que la politique fût tout à fait absente de l'*Echo de la Jeune France*, et il lui arriva bien de s'y glisser, au moins une fois ou deux.

Alfred Nettement et ses jeunes amis avaient fait ce rêve de voir Chateaubriand appelé à diriger l'éducation du duc de Bordeaux. Grande fut donc leur déception lorsqu'au mois de juin 1833, la nouvelle se répandit que M. Barrande, le précepteur du jeune prince, s'étant retiré à la suite d'un conflit de direction, Charles X avait confié l'éducation de son petit-fils à deux membres de la Compagnie de Jésus, les PP. Etienne Deplace et Julien Druilhet. Si excellents que fussent ces choix en eux-mêmes, l'acte, à coup sûr, était impolitique au premier chef. L'empereur d'Autriche, le vieux François Ier, n'avait pu se défendre de dire : « Il n'y a pas de bourgeois allemand qui ne pût faire élever ses enfants par les Jésuites, l'empereur d'Autriche le pourrait aussi sans inconvénient, mais le roi de France ne le peut pas[1]. » L'impopularité des Jésuites était injuste, odieuse et bête ; mais, à cette date de 1833, elle n'était que trop réelle. C'était un fait, un fait brutal, que les bons esprits et les honnêtes gens devaient déplorer, mais dont la raison politique aussi bien que la prudence commandaient de tenir compte. La *Gazette de France*, la *Quotidienne*, la presse monarchique presque tout entière

1. *Henri de France, Histoire des Bourbons de la branche aînée pendant quarante ans d'exil*, par Alfred Nettement, t. II, p. 31.



firent entendre de respectueuses mais fermes protestations. Celle d'Alfred Nettement fut la plus énergique de toutes. Prenant texte d'une brochure absolutiste publiée par M. Bellemare sous le titre de *Méditations de Charles X, suivies du rappel de deux Jésuites*, il fit paraître, dans l'*Echo de la Jeune France*, un article qui fut comme le manifeste de la jeunesse royaliste. A son contradicteur, déclarant qu'après tout la Providence n'avait besoin de personne et saurait bien, sans aucune aide, rétablir la royauté, il opposait ces sages réflexions :

« La Providence ! c'est un beau mot que celui-là, Monsieur ; mais encore ne faut-il point en abuser. La Providence agit par des mains humaines et le vieux proverbe des nations vous l'a dit : *Aide-toi, Dieu t'aidera*. Quant à s'imaginer qu'un trône se relève de lui-même, qu'une victoire se gagne d'elle-même, sans qu'il soit besoin de l'habileté du chef ni de l'intrépidité des soldats, c'est encore une de ces belles idées que vous comptez sans doute intercaler dans votre cours d'histoire à l'usage du duc de Bordeaux. Cette idée-là vient en droite ligne du Bas-Empire et je vous dirai, quand vous voudrez, sa généalogie. Elle germa dans la tête de cet empereur qui occupait son armée bâtir un couvent, pendant que les Barbares inondaient ses Etats. Ce fut avec ce beau système que l'on réduisit l'empire d'Orient aux murs de Constantinople et puis à rien ; mais ce fut tout autrement que le grand Constantin fonda son pouvoir après avoir vaincu le tyran Maxence. Ce que vous prenez pour une confiance chrétienne, Monsieur, n'est que le fatalisme musulman, et, à force de vouloir être catholique, vous vous faites turc. C'est calomnier la religion que de lui prêter de pareilles inepties. Elle demande à chacun les vertus de son état ; elle veut que le moine soit moine et que le roi soit roi[1]. »

1. *L'Echo de la Jeune France*, août 1833. L'article est intitulé : *La Jeune France à la France caduque*.

En terminant son article, le fidèle royaliste s'écriait, avec cette chaleur de cœur, qui était la vie et l'âme de son talent :

« Ah ! plût au ciel que nous nous trouvassions en présence de l'aïeul du duc de Bordeaux. « Roi, lui dirions-nous, nous vénérons en vous la triple majesté de la royauté, de la vieillesse et du malheur ; l'infortune qui veille à votre porte vous rend encore plus sacré pour nous que l'imposant appareil qui vous entourait dans votre palais des Tuileries. Dieu nous garde de toute parole qui pourrait s'écarter du respect et ajouter une blessure aux blessures si nombreuses et si profondes qui ont déchiré votre cœur. Dieu nous garde d'oublier qui vous êtes et qui nous sommes ; mais vous entendrez comme un père nos prières et nos vœux. Ce prince, dont vous êtes l'aïeul, ce prince votre espoir, c'est aussi le nôtre. Comment serions-nous indifférents à cette éducation qui prépare non point une destinée privée mais publique ? Comment ne gémirions-nous point quand un nouvel obstacle vient s'interposer entre lui et nous, et quand cet obstacle existe, vers qui lèverions-nous les mains si ce n'est vers vous ? Eh bien ! c'est ce que nous faisons aujourd'hui. Lorsque votre sagesse donne la religion pour base à l'éducation du descendant des rois très chrétiens, qui ne vous remercierait de préparer ainsi le bonheur de la France ? Mais les Jésuites ne sont point le christianisme, et le clergé français renferme dans son sein une foule de vénérables et de savants pontifes. S'il y a des têtes sur lesquelles pèse une impopularité fatale que l'imprudence de leur apologiste semble prendre à tâche de justifier, vous nous pardonnerez de chercher à écarter de votre petit-fils ce qui appelle le danger et provoque la foudre. Là où la justice n'ordonne point, ne serait-il pas permis de s'occuper de ce que la politique défend ? La grandeur de l'intérêt excusera à vos yeux l'énergie de nos instances. Vous rendrez justice à la sincérité de nos respects, car nous ne sommes point venus ici pour forcer votre choix et vous imposer un homme, mais pour vous faire entendre de prévoyantes

alarmes et de respctueuses sollicitations, telles que vos aïeux d'illustre mémoire en écoutaient sur le trône. »

Ces paroles du jeune écrivain furent écoutées. Le 3 novembre 1833, le P. Deplace et le P. Druilhet s'éloignaient de Prague, où ils n'étaient restés que quatre mois et demi. Mgr Frayssinous, membre de l'Académie française, ancien ministre de l'Instruction publique, était désigné pour les remplacer. Il dirigea les études du duc de Bordeaux de 1833 à 1838. Quelque temps après avoir pris possession de son poste, il écrivait à Madame la duchesse de Berry : « Espérons que ce jeune prince tiendra ce qu'il promet ; il y a, dans son âme et dans son esprit, de quoi faire un honnête homme, un chrétien sincère et un grand prince. »

Avant de quitter l'*Echo de la Jeune France*, je signalerai deux autres articles, ceux-là purement littéraires.

Après Bossuet, auquel il avait voué un véritable culte, Chateaubriand était pour Alfred Nettement le maître, le chef, *duca e maestro*. Il ne négligeait donc aucune occasion de louer ses écrits. Au mois d'avril 1831, dans un article de la *Quotidienne*, non signé comme tous les articles d'alors, il avait été prompt à signaler la brochure que le grand écrivain venait de publier sous ce titre : *De la Restauration et de la Monarchie élective*. Chateaubriand l'en remercia en ces termes :

« Paris, ce 14 avril 1831.

« Je crois vous devoir, Monsieur, l'article obligeant que je viens de lire dans la *Quotidienne*. Je vous en remercie pour moi et je vous en félicite pour vous, non à cause des éloges que vous voulez bien me donner et que je ne mérite guère,

mais parce qu'il est bien conçu, bien pensé et écrit avec un rare talent. — Recevez de nouveau, Monsieur, je vous prie, mes remerciements sincères et mes compliments les plus empressés.

« CHATEAUBRIAND. »

En 1834, aux mois de février et de mars, eurent lieu à l'Abbaye-au-Bois, dans le salon de Mme Récamier, les lectures des *Mémoires d'Outre-Tombe*. Alfred Nettement n'y assista pas, mais il obtint de s'asseoir à la table même de l'auteur, dans son cabinet de travail, et de prendre connaissance du précieux manuscrit. Il lui fut donné de le feuilleter tout à son aise. La fête dura deux jours, d'autant plus complète que, lorsqu'il relevait les yeux, il apercevait Chateaubriand, assis en face de lui, le front incliné dans ses pensées, ou se promenant à pas lents dans son jardin, sous les arbres qu'il avait plantés. Rentré chez lui, il écrivit, pour l'*Echo de la Jeune France*, deux articles[1], qui furent aussitôt reproduits par la *Quotidienne*, et qui furent recueillis, à quelque temps de là, dans le volume publié sous ce titre : *Lecture des* MÉMOIRES *de M. de Chateaubriand, ou Recueil des articles publiés sur ces Mémoires, avec des fragments originaux*[2].

Après celui de Sainte-Beuve dans la *Revue des Deux Mondes*[3], ces deux articles, faits de verve, sont les plus remarquables qui aient paru alors sur les *Mémoires d'outre-tombe*. On y rencontre à chaque page des traits heureux, des lignes éloquentes, celles-ci, par exemple,

1. *L'Echo de la Jeune France*, mai et juin 1834.
2. Un vol. in-8°, Paris, 1834.
3. 15 avril 1834.

sur Mirabeau, à propos des périls que, à la veille de sa mort, il essayait de conjurer, et que vraisemblablement il n'aurait pu vaincre :

« Les grands hommes ont beau se coucher en travers d'une situation comme Attila en travers de la porte de son camp, les situations sont moins faciles à émouvoir que les armées. Il y eut un moment où Fouché fut plus puissant que Bonaparte, et où l'homme de la police put mettre insolemment aux arrêts, dans l'Elysée, l'homme de la victoire. Il y eut un moment où l'épée du vainqueur d'Austerlitz resta scellée dans son fourreau par une parole sortie de ce Sénat d'une bassesse si lâche en face de cette grande fortune, d'un courage plus lâche encore contre cette grande adversité. Eh bien, il fût advenu à Mirabeau ce qu'il advint à Bonaparte. Les trente voix lui eussent rejeté cette loi du silence sous laquelle il les courbait naguère ; les trente voix eussent crié : Silence à la grande voix ! « Sa vie, disent admirablement les *Mémoires*, eût montré sa faiblesse dans le bien ; sa mort l'a laissé en possession de sa force dans le mal. »

Chateaubriand lui écrivait, après avoir lu cet article :

« 21 mai 1834.

« Je viens de lire, Monsieur, dans la *Quotidienne*, l'article que j'avais lu dans l'*Echo de la Jeune France*. Louanges à part et le plaisir de mon amour-propre compté pour rien, votre article est admirable. Je prends un intérêt tout particulier à votre beau talent ; je vous regarde comme mon *élève*, et vous savez combien j'étais attaché à Monsieur votre père.

« Je vous remercie mille fois, Monsieur, je vous félicite en même temps et suis entièrement à vos ordres.

« CHATEAUBRIAND. »

III

Sous la Restauration, le *Conservateur*, rédigé par Chateaubriand, La Mennais, Fiévée, de Bonald, avait jeté, de 1818 à 1820, un incomparable éclat. Des royalistes voulurent, en 1835, sinon le faire revivre, du moins ressusciter son titre : ils fondèrent le *Nouveau Conservateur*[1]. Le *Conservateur* de 1818 avait pour devise : *Le Roi, la Charte et les Honnêtes Gens ;* devise que le *Nouveau Conservateur* modifia ainsi : *la liberté par l'ordre, l'ordre par la monarchie, la monarchie par les honnêtes gens*. Au premier rang de ceux qui avaient créé la nouvelle Revue, se trouvait Alfred Nettement. Lors de la fondation de l'*Echo de la Jeune France*, il avait fait appel à Balzac, et le grand romancier avait publié, dans la première livraison, sous le titre de : *Ne touchez pas à la hache*, le commencement du deuxième épisode de l'*Histoire des Treize*. Nettement lui demanda de collaborer également au *Nouveau Conservateur*. J'ai sous les yeux la réponse de Balzac. Elle est signée : *Veuve Durand*. *Rieur et bon enfant*, ainsi se définit lui-même quelque part l'auteur de la *Comédie humaine*. Il aimait les plaisanteries un peu fortes, les plaisanteries à la *Gaudissart*[2]. A cette époque, pour échapper aux importunités qui lui dérobaient une partie de son temps, et aussi pour se soustraire aux deux choses qu'il détestait le plus au

1. Journal hebdomadaire. Ses bureaux étaient rue Caumartin, 7.

2. *L'Illustre Gaudissart* parut pour la première fois dans le tome II de la première édition des *Scènes de la vie de province*, 1833.

monde, la garde nationale et les créanciers, il avait loué à Chaillot, au numéro 13 de la rue des Batailles, un appartement où il n'était connu que sous le nom de « Madame veuve Durand ». Voici sa lettre à Nettement :

« MONSIEUR,

« Il est dans le naturel des femmes de vivement s'intéresser aux jeunes choses, et je m'intéresse nécessairement beaucoup au *Nouveau Conservateur*. Je n'y puis pas faire ce que vous m'avez demandé. J'ai une armée à commander[1], je n'irai pas prendre les chaînes du général de brigade. Il est si bon pour une femme de faire à sa tête ! Mais j'ai beaucoup de choses à vous dire de la dernière inportance sur votre entreprise ; et encore une livraison, tout serait dit, du moins dans mon opinion Quant à ce que j'y puis faire, vous le savez, un morceau littéraire de temps en temps. Aujourd'hui, je remets mes publications à jour, et je n'ai pas moins de neuf volumes sous presse simultanément, sans compter les deux Revues. Ce que j'ai à vous dire est plus pressé que de la collaboration ; car c'est le *to be or not to be* mécanique et matériel. Les veuves qui sont depuis 1821 dans la trituration des journaux et qui en ont vu des milliers naître et mourir sont les sages-femmes de la partie, les médecins en jupe, et il est bien temps que l'on ne perde plus de capitaux irréfléchis.

« Bien à vous,

« Votre honorée servante,

« Veuve DURAND. »

Dans une autre lettre, sans date, mais qui doit être de juillet 1835, Balzac propose à Alfred Nettement de lui

1. Cette armée à commander, c'était la *Chronique de Paris*, que Balzac, en 1835, patronnait et dirigeait, et où il avait pour lieutenants de jeunes écrivains déjà célèbres ou en train de le devenir : Jules Sandeau, Gustave Planche, Charles de Bernard, Théophile Gautier.

donner, pour le *Nouveau Conservateur*, un de ses récits, l'*Interdiction*, dont le héros, le marquis d'Espard, est une des plus belles créations du romancier : « Faites-moi le plaisir, lui écrit-il, de venir lundi 20, à huit heures du matin ; vous aurez toute votre affaire. Cela ne fera même que sept feuilles ; nous ne ruinons pas les gens. » Et en *post-scriptum* :

« Faites-moi la grâce d'être bien exact. Vous serez attendu par une tasse de café à la crème comme en savent faire les veuves et je vous lirai tout le morceau. Cela ne vous prendra pas une heure, et j'aurai vraiment besoin d'un bon conseil, après avoir écrit une histoire de ce genre en si peu de temps. La raison de cette intempérance de cervelle est dans la dysurie de la bourse. Aussi vos critiques seront écoutées, bonnet à la main. Quant à l'esprit de parti, je ne devrais pas être l'objet d'un soupçon. En aucune œuvre, on n'aura vu plus beau caractère de grand seigneur, et l'effet général me semble vaste par réflexion, s'il est petit par les détails. — A lundi donc. »

Dans le *Nouveau Conservateur*, Alfred Nettement ne traita guère que des sujets politiques. Voici les titres des principaux articles qu'il y publia : *De la Restauration des trois pouvoirs de l'Etat* ; — *De l'Armée sous le régime actuel, à l'occasion de la Question espagnole ; — La Révolution d'août est-elle l'ouvrage et le triomphe de la classe moyenne ? — La légitimité et la souveraineté du peuple, jugées au cinquième anniversaire de Juillet ; — Position de Louis-Philippe depuis la Révolution de Juillet*.

Pour un peu, Nettement aurait eu, non pas neuf volumes, comme Balzac, mais neuf journaux à rédiger simultanément. Il est à la fois à la *Quotidienne*, au

Rénovateur, à l'*Echo de la Jeune France*, au *Nouveau Conservateur*, et cela ne lui suffit pas. Besoin est qu'il écrive dans une autre feuille, dans la *Gazette de France*. Ce n'est pas que la *Gazette de France* et la *Quotidienne* suivissent, à cette époque, exactement la même ligne et que leur programme fût absolument le même. Tandis que la *Quotidienne*, qui représentait, dans les opinions de la droite, le parti militaire, désirait un coup de force et le croyait possible, la *Gazette de France* repoussait l'action armée et s'en tenait à l'action légale ; elle estimait qu'il fallait avant tout agir sur les idées et par les idées, et qu'aucun résultat ne pouvait être obtenu dans l'ordre matériel avant d'avoir été préparé et accompli dans l'ordre intellectuel et moral. Malgré cette divergence, les deux journaux avaient, au fond, mêmes principes, mêmes sympathies, mêmes répulsions. Seulement l'un, le journal de M. de Brian, se cantonnait dans son camp, exerçait surtout son action dans le sein de son parti ; l'autre, le journal de M. de Genoude, s'efforçait d'exercer son action au dehors, de dissiper les préventions, de préparer un terrain commun sur lequel on pouvait se rencontrer avec honneur, de quelque point de l'horizon politique que l'on fût parti. Une femme d'esprit[1], avait trouvé un mot ingénieux pour caractériser ces deux méthodes ; elle disait que, dans le parti royaliste, la *Quotidienne* était l'apôtre saint Pierre, et la *Gazette de France*, l'apôtre saint Paul.

Il parut à Alfred Nettement qu'il pouvait, malgré le proverbe, couvrir saint Paul sans découvrir saint Pierre, écrire dans la *Gazette de France*, sans cesser pour cela

1. Mme de Genoude.

d'écrire dans la *Quotidienne*. Il mènera de front, pendant cinq ans, cette double collaboration. Dès le 4 octobre 1830, — il était depuis un mois le principal rédacteur de la *Quotidienne*, — il publie dans la *Gazette* un article intitulé : *Une visite au club des Amis du Peuple*[1]. Cet article était signé : *le Vaincu*. Sous cette signature, il donnera, jusqu'au mois de mai 1832, une série de feuilleons humoristiques : *Visite à la Chambre des députés Visite aux caricatures du passage Véro-Dodat ; le Vaincu en bonnes fortunes ; le Rêve du Vaincu ; Quand le Vaincu sera vainqueur ; Comment le Vaincu sera le vainqueur*, etc., etc.

Ce titre de *Vaincu*, que si peu de gens en France ont le courage d'accepter, ce nom dont on rougit, dans un pays où la foule est si empressée à saluer le succès, à prendre pour devise le vers du poète :

> Le parti qui triomphe est le seul légitime ;

ce nom, il le revendique, il s'en fait gloire. « Moi, vaincu entêté et incorrigible », écrit-il le 4 janvier 1831. Il ne se corrigera pas, en effet ; jusqu'au bout, il refusera, selon le mot de Montaigne, « d'être de la troupe », de « vaguer le train commun » ; jusqu'à la fin, et ce sera là son honneur, il restera le *vaincu*.

Les feuilletons du *Vaincu* cessent au mois de juin 1832; c'est qu'à ce moment Colnet vient de mourir et qu'Alfred Nettement a accepté de le remplacer. Il est ainsi amené à publier deux *Variétés* par semaine, le lundi dans la

1. Ce club tenait ses séances au manège Pellier, dans la rue Montmartre. Ses membres appartenaient à l'opinion républicaine.

Quotidienne, le mardi dans la *Gazette de France*. A la *Quotidienne*, il signait de l'initiale de son nom *N;* à la *Gazette*, il signe de l'initiale de son prénom, *A*. Chacune des deux lettres avait ses partisans, les uns tenant pour N, les autres pour A, ni les uns ni les autres ne se doutant que c'était le même écrivain qui, à vingt-quatre heures de distance, avait ainsi de l'esprit non pas seulement comme deux, mais comme quatre.

Entré à la *Quotidienne* au lendemain de la révolution de 1830, Alfred Nettement la quitta à la fin de 1835. Ce qu'avait été, pendant ces cinq années, sa vie de journaliste, l'activité de son zèle, l'énormité de son labeur, on vient de le voir ; il s'est dépensé sans compter, il a donné le meilleur de son talent et de sa jeunesse à une œuvre qui ne devait servir, il le savait bien, ni son nom ni sa fortune, — ni son nom, qui ne figurait jamais au bas de ses articles, ni sa fortune, — les journaux dans lesquels il écrivait payant plus que la dîme au fisc et à ses agents. Ces années, pourtant, lui étaient restées chères, car il avait reçu une récompense moins vaine que la fortune et plus précieuse que la renommée. Il avait fait pénétrer un rayon de joie et d'espoir à travers les barreaux de la prison de Blaye, au fond du château de Buschtirhad et du palais du Hradshin ; il avait parlé de la France aux proscrits ; ses articles, à certains jours, avaient été la fête de l'exil. Il avait confessé sa foi, il avait tenu haut son drapeau.

CHAPITRE V

La Gazette de France

ALFRED NETTEMENT QUITTE LA *Quotidienne*. LOUIS XIX ET HENRI V. LE DUC DE BLACAS ET LE JOURNAL *La France*. LETTRE DE LA DUCHESSE DE BERRY. — LES *Mercredis* DE LA *Gazette de France*, SAINTE-BEUVE ET NISARD.— *Discours sur l'avenir intellectuel de la Société. Etudes littéraires*. — LETTRES DE VICTOR HUGO, DE BALZAC ET DE MICHELET. — UN DISCOURS INÉDIT DE L'ABBÉ LACORDAIRE. LETTRE DE LA VICOMTESSE DE CHATEAUBRIAND. — LA TRAGÉDIE DE *Moïse* ET LA TRADUCTION DU *Paradis perdu*. LETTRES DE CHATEAUBRIAND.

I

Le 9 janvier 1836, on lisait, en tête de la *Gazette de France :*

« Nous avons vu avec une peine profonde des hommes du mérite de MM. de Brian et Nettement obligés de quitter la *Quotidienne*, que depuis près de six ans ils ont soutenue de leur talent et de leur courage. Des rapports de persécution nous attachaient particulièrement à M. de Brian, qui a été, avec nous, traduit devant la Cour des Pairs le lendemain de la révolution de Juillet, et jeté comme nous dans les prisons du juste-milieu, où il a subi 21 mois de captivité. M. Nettement avait déjà concouru à la rédaction de la *Gazette de France*.

« Nous nous faisons donc un plaisir de leur ouvrir nos colonnes pour continuer à défendre les principes qui nous sont communs.

Nos lecteurs seront charmés de cette bonne nouvelle. Ce sont de bonnes étrennes pour eux en 1836. »

Deux jours plus tard, la *Gazette de France* insérait la lettre suivante, adressée par Alfred Nettement à M. de Genoude :

« MONSIEUR,

« Puisque vous avez obligeamment pensé que le concours littéraire que vous avez bien voulu me demander avait assez d'importance pour être annoncé à vos lecteurs, l'expression des sentiments que m'ont fait éprouver vos offres toutes bienveillantes doit trouver place dans les colonnes de la *Gazette de France*.

« *Comme nous sommes complètement d'accord sur les grands principes et sur les deux abdications de Rambouillet considérées comme deux faits accomplis et sur lesquels il n'y a plus à revenir*, j'ai cru que, malgré les nuances qui existaient entre la *Gazette* et la *Quotidienne* de 1835, je devais accepter un asile littéraire sur le coin de terre où la grande question politique, celle qui domine et absorbe toutes les autres questions, est entendue comme je l'entends. Croyez bien, Monsieur, que je conserverai toujours un doux souvenir de cette hospitalité si gracieusement offerte et dont vous me permettrez de m'honorer comme d'un des témoignages d'estime les plus flatteurs que j'aie reçus, depuis que ma fidélité à ma nuance politique m'a fait un devoir de me réfugier dans la littérature[1]. »

Les lignes que j'ai soulignées dans cette lettre nous apprennent pour quels motifs Alfred Nettement, au commencement de 1836, se sépara de la *Quotidienne*.

Le 2 août 1830, le roi Charles X et son fils, le duc d'An-

1. *Gazette de France*, 11 janvier 1836.

goulême, avaient abdiqué en faveur du duc de Bordeaux. Cette abdication était consignée dans une lettre de Charles X à S. A. R. le Duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume, datée de Rambouillet et conçue en ces termes :

« MON COUSIN,

« Je suis trop profondément peiné des maux qui affligent et qui pourraient menacer mes peuples, pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir. J'ai donc pris la résolution d'abdiquer la couronne en faveur de mon petit-fils le duc de Bordeaux.

« Le Dauphin, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu.

« Vous aurez donc, en qualité de lieutenant-général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. Vous prendrez d'ailleurs toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes du gouvernement pendant la minorité du nouveau Roi. Ici je me borme à faire connaître ces dispositions. C'est un moyen d'éviter encore bien des maux.

« Vous communiquerez mes intentions au Corps diplomatique et vous me ferez connaître, le plus tôt possible, la proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu Roi sous le nom de Henri V..... »

Cette double abdication, Charles X et son fils la tenaient pour définitive, malgré que la Révolution n'eût pas fait état de la condition qu'ils y avaient mise. Charles X lui-même avait dit, un jour, à Prague, à M. le vicomte de La Rochefoucauld : « J'ai abdiqué et je ne reviendrai jamais sur cette abdication, renouvelée par moi sur le sol étranger. Je vous autorise à répéter mes paroles [1]. » C'était au

1. Lettre du vicomte de La Rochefoucauld. (*Gazette de France* du 13 janvier 1836.)

nom de Henri V que la duchesse de Berry avait fait appel, en 1832, aux royalistes de l'Ouest. C'était au cri de *Vive Henri V!* qu'étaient morts les derniers des Vendéens, les combattants du Chêne et de la Pénissière. Lorsque Chateaubriand avait terminé sa brochure sur la *Captivité de la duchesse de Berry* par ces mots: *Madame, votre fils est mon roi*, le parti royaliste tout entier avait fait écho à sa parole. Le 29 septembre 1833, le jour où le duc de Bordeaux était entré dans sa quatorzième année, époque à laquelle les anciennes lois de la monarchie fixaient la majorité des rois de France, plusieurs centaines de Français avaient fait le voyage de Prague pour saluer dans le jeune prince le successeur de Henri IV et de Louis XIV, le Roi. L'émotion fut donc vive parmi les royalistes lorsque, dans les derniers mois de 1835, la validité des deux abdications fut remise en question par le journal *La France*, qui avait pour inspirateur le duc de Blacas et passait par suite pour refléter les idées de la petite cour de Prague. Dans quel but une telle polémique? Entendait-on revenir sur des faits accomplis? Allait-on donner aux adversaires du parti monarchique le spectacle, si bien fait pour les réjouir, de princes se disputant, dans l'exil, un fantôme de pouvoir et une ombre de couronne? Certes, on savait bien que Charles X, inclinant son front royal sous la main de l'adversité, n'avait plus d'autre ambition que celle de mourir en Bourbon, en chrétien. On n'ignorait pas que le duc d'Angoulême, chez qui un grand courage personnel s'alliait à une extrême modestie, à une humilité profonde, n'avait jamais regretté sa renonciation au trône, s'estimant heureux, au contraire, de n'avoir pas à porter le poids d'une si lourde responsabilité. Si autour d'eux,

parmi les hommes honorables qui avaient tout sacrifié pour les suivre, si d'autres pensées s'agitaient, ce n'est pas, j'ai hâte de le dire, qu'ils fussent empressés de restaurer, au fond d'un vieux château de Bohême, un trône chimérique, une cour imaginaire; c'est qu'ils jugeaient utile, en prévision de la mort de Charles X, alors âgé de 78 ans, de donner au duc d'Angoulême un titre qui lui permît d'avoir autorité sur le duc de Bordeaux. Le duc de Blacas et ses amis étaient d'accord avec tous les royalistes sur la nécessité, le jour où le trône pourrait être relevé, d'y appeler Henri V et non Louis XIX; mais, en attendant ce jour, caché dans les secrets de Dieu, ils ne voulaient pas que le duc de Bordeaux pût, à la mort de son aïeul, parler en maître et en roi, échapper à la tutelle de son oncle pour aller se placer sous celle de sa mère. La campagne de *La France* visait donc surtout la duchesse de Berry, suspecte d'être trop favorable aux idées libérales, trop docile aux conseils de Chateaubriand. Fallait-il suivre le journal de M. de Blacas dans la voie où il s'engageait? Les royalistes de France, et en particulier Alfred Nettement, ne le pensèrent pas; il leur parut qu'ils ne pouvaient, sans dommage pour leur cause, sans péril pour leur honneur, renier le cri qui, depuis cinq ans, au milieu de tant de deuils et d'angoisses, n'avait cessé d'être sur leurs lèvres et dans leur cœur, — changer le nom qui, répété naguère dans le Bocage par ceux qui étaient tombés sur le dernier champ de bataille de la Vendée, avait désormais quelque chose d'irrévocable comme la mort.

Les membres du Comité de rédaction de la *Quotidienne* refusèrent de désavouer les théories de *La France* sur l'invalidité des abdications. Se taire, en pareil cas, c'est

adhérer. Qui ne dit mot consent. Alfred Nettement n'hésita pas à se retirer. A quelque temps de là, il recevait de Madame la duchesse de Berry la lettre suivante :

« Gratz, 18 juin 1836.

« Je suis charmée, Monsieur, d'avoir une occasion de vous exprimer directement les regrets que j'ai éprouvés en voyant Monsieur votre frère et vous éloignés de la rédaction d'un journal auquel vous aviez su imprimer une si heureuse impulsion...

« En repoussant les offres des nouveaux directeurs, vous avez fait des sacrifices dont je sais bien apprécier l'étendue.

« Les trois conditions que vous avez mises à votre coopération me donnent une juste mesure de votre dévouement aux intérêts de mon fils et à ma personne. Je n'en perdrai pas le souvenir. Ce serait pour nous une perte réelle si votre plume devait être longtemps condamnée à rester inactive. Aussi je suis disposée à faire ce qui dépend de moi pour vous faciliter l'exéeution du projet concerté entre vous et une autre personne qui partage vos convictions et vos sentiments. M. le vicomte de Saint-Priest est chargé de vous communiquer ma réponse à votre lettre collective, que je suppose être d'une date plus récente que les autres pièces que vous m'avez séparément adressées.

« Croyez à mes sentiments d'estime et de reconnaissance.

« MARIE CAROLINE. »

II

Hier encore rédacteur en chef de la *Quotidienne*, Alfred Nettement ne pouvait entrer au journal de M. de Genoude comme rédacteur en second; il y aurait eu à cela de l'évê-

que meunier. Il se renferma donc, au moins pour un temps, dans la littérature. Sous le titre d'*Etudes littéraires,* il publia dans la *Gazette de France*, le mercredi de chaque semaine, à partir du 27 janvier 1836, un article de critique, consacré quelquefois aux gloires du passé, et plus souvent, comme il était naturel, aux renommées du présent. C'est ainsi qu'il passa successivement en revue Honoré de Balzac, Victor Hugo, Lamartine, Béranger, Casimir Delavigne, Jules Janin, Mignet, Thiers, Michelet, George Sand. On était alors au plus fort de la mêlée romantique. La lutte entre les deux écoles littéraires était plus ardente que jamais, et force était bien à la critique de se ranger dans l'un ou l'autre camp. Les poètes de la nouvelle école avaient eu cette heureuse fortune de trouver dans Sainte-Beuve un défenseur armé de toutes pièces, zélé, vigilant, enthousiaste, qui criait *place* autour d'eux comme le héraut d'armes, marchait devant leur char comme l'écuyer:

Nous tiendrons, pour lutter dans l'arène lyrique,
Toi la lance, moi les coursiers[1].

Les tenants de l'école classique n'avaient personne à opposer à Sainte-Beuve, lorsque M. Désiré Nisard descendit à son tour *dans l'arène* et se fit leur champion. Son *Manifeste contre la littérature facile*, son grand article de la *Revue de Paris* sur *Victor Hugo en 1836* firent scandale. Cette fois, les romantiques avaient trouvé à qui parler.

Sous quelle bannière va se ranger Alfred Nettement?

1. Sainte-Beuve, *Portraits contemporains*, t. I, p. 278.

Comme M. Nisard, son ancien condisciple de Sainte-Barbe, il admire profondément les écrivains du XVIIe siècle, il a un culte pour Bossuet, et c'est par lui qu'il a tenu à inaugurer ses *Etudes littéraires*. Mais on peut admirer Bossuet sans se croire obligé pour cela de marcher avec Boileau. Alfred Nettement ne suivra donc pas M. Nisard jusqu'au bout; il s'arrête à mi-chemin, et lui qui, en politique, a fait une si rude guerre au *juste-milieu*, le voilà qui se range sans vergogne sous le drapeau du *juste-milieu* en littérature.

N'ayez crainte, d'ailleurs; le *juste-milieu* pour lui ne s'appelle point Casimir Delavigne ou Béranger; il s'appelle Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo, — le Victor Hugo des *Odes et Ballades* et des *Feuilles d'automne*. Son *Discours sur l'avenir intellectuel de la société*, publié en 1836, nous fait connaître sa doctrine littéraire, les principes qui vont diriger sa critique et qui se peuvent résumer ainsi.

Trois éléments ont concouru à la formation de la société française : l'assimilation romaine, l'influence germanique et le christianisme.

Nous les retrouvons, réunis ou séparés, dans les diverses phases parcourues par notre civilisation et notre littérature.

Dans la première phase, ces trois éléments fermentent et bouillonnent, en travail d'une société qui n'est pas encore. C'est une confusion pleine de séve et de vie, jusqu'au moment où l'esprit de l'antiquité, l'esprit grec et romain, l'emporte et règne seul. C'est la seconde phase, l'époque de la Renaissance.

La combinaison de l'élément romain et de l'élément

chrétien produit le XVIIe siècle. On a dit à tort que le siècle de Louis XIV était une immortelle contrefaçon du siècle d'Auguste. Racine est un Virgile, si l'on veut, mais un Virgile qui a lu la Bible et l'Evangile.

La littérature du XVIIIe siècle, au contraire, répudie l'élément chrétien. Elle fait comme Julien, elle apostasie le Christ et revient aux autels des faux dieux. C'est la quatrième phase. Elle aboutit, en politique, à la forme républicaine; en religion, au paganisme. Rome et Athènes règnent dans Paris, placent leur Olympe dans ses églises, leurs magistrats et leurs consuls dans ses palais. Mirabeau est un tribun des démocraties antiques plutôt qu'un orateur moderne. Lui-même l'a dit, il est le descendant des Gracques. Robespierre est grec par ses sophismes et romain par son mépris pour la vie des hommes. Napoléon est un César qui reparaît, à peine changé, à vingt siècles de distance.

Avec le XIXe siècle, commence la cinquième phase. L'élément chrétien reparaît le premier, et à sa suite l'élément gaulois et germanique, l'élément national, qui, exclu trop longtemps, vient prendre la place de l'élément antique, épuisé par ses excès mêmes. De l'alliance de l'élément germanique et de l'élément chrétien naît une littérature nouvelle, un mouvement intellectuel admirable, dont Chateaubriand, Lamartine et Victor Hugo sont les chefs.

Chateaubriand se sépare avec éclat du XVIIIe siècle; comme les grands écrivains du siècle de Louis XIV, il puise à ces deux sources immortelles, Homère et la Bible; mais en même temps il retrempe notre langue à sa source ponr la rajeunir. Il rappelle à la France de la Révolution les grandeurs de la vieille France, il restitue à notre

histoire le Moyen-Age et l'élément national à notre littérature. Lamartine bannit de ses vers les sentiments et les images du paganisme. Avec lui la poésie redevient chrétienne. Victor Hugo représente surtout l'élément germanique. Comme ces hommes du Nord qui entraient dans l'empire romain pour tout détruire, mais qui ne détruisaient que ce qui s'en allait en ruines, il a porté le fer et la flamme dans le camp des classiques. Son erreur a été de ne pas distinguer entre le XVII° et le XVIII° siècle, de confondre dans un même anathème Voltaire et Bossuet, Campistron et Racine. Mais ses exagérations et ses violences auront eu un salutaire effet. Il a rendu à notre poésie affaiblie, épuisée, la séve et la vigueur. Elle lui devra d'avoir recouvré cette qualité perdue depuis Corneille, l'énergie.

Telles sont les grandes lignes du *Discours* d'Alfred Nettement *sur l'avenir intellectuel de la société.* En littérature, comme en politique, il a des principes, une doctrine. Sans doute, et lui-même est le premier à en faire la remarque, ces classifications ne doivent point être prises d'une manière stricte et absolue ; dans chaque phase, l'élément sacrifié exerce pourtant une influence qui, pour être secondaire, n'en est pas moins réelle ; il est dominé, il n'est pas détruit. Mais, après avoir fait la part des exagérations, inévitables toutes les fois qu'il s'agit de systématiser une doctrine et de poser d'une manière dogmatique une théorie, il reste, je crois, qu'ici la théorie est exacte et que la doctrine est vraie.

C'est à la lumière de cette doctrine qu'Alfred Nettement jugera les écrivains de son temps. Le critique chez lui se double d'un historien et d'un moraliste. Historien, il se

plaît à rattacher la marche des idées à celle des événements. Moraliste, il indique comment le talent et le génie lui-même sont condamnés à l'erreur et à l'impuissance, s'ils ne reconnaissent d'autre loi que leur bon plaisir, s'ils n'acceptent d'autre guide que leur orgueil. C'est ainsi que, dès 1836, il signale chez Victor Hugo « cet orgueil intraitable qui est le fond du caractère du poète, orgueil si prodigieux qu'on se prend quelquefois à se reprocher de rendre justice au talent même de l'écrivain et à s'en vouloir de l'admirer ». Et il ajoute : « Depuis que le protestantisme proclame l'autorité individuelle de l'homme pardessus toutes les autorités, l'arrogance humaine, perdant toute retenue, a pris de jour en jour d'immenses développements. L'homme préféra d'abord sa faible raison à la loi des cœurs et des intelligences, et l'on vit Luther et la Réforme. L'homme préféra ensuite sa volonté à la loi des faits, c'est-à-dire à la loi sociale, et l'on vit Mirabeau et la Révolution. Quand tout l'édifice fut tombé, quand tous les principes furent mis à terre, épouvanté des ruines qui l'entouraient et de la solitude qu'il s'était faite, l'homme qui ne croyait plus ni à la puissance de la société, ni à la puissance de Dieu, et qui avait cependant besoin d'une croyance, car le scepticisme n'est qu'un instrument de destruction, l'homme crut à la puissance de l'homme, et l'on vit Napoléon et l'Empire. La foi en la puissance de l'homme, tel est donc le symbole du siècle[1] ».

On le voit, Alfred Nettement plaide ici les circonstances atténuantes pour Victor Hugo. Les trois autres articles qu'il lui a consacrés respirent, en effet, à côté d'une pro-

1. *Gazette de France*, 11 mai 1836.

fonde admiration pour le poète, une secrète sympathie pour l'homme. Et cependant, après avoir rappelé que le chantre de Louis XVII et du duc de Berry, de Louis XVIII et de Charles X a fait succéder sur sa lyre au *Chant du Sacre* l'*Hymne aux héros de Juillet,* il ne peut se défendre d'écrire ces lignes :

« Ainsi le cœur même de M. Victor Hugo est gâté par son esprit. Son fatal système n'agit plus seulement sur l'auteur, mais sur l'homme. Il a diminué les titres de l'écrivain à l'admiration de la postérité en souillant ses plus belles pages et en altérant l'harmonie de ses plus beaux vers ; mais ce n'est point tout encore. Il a détruit, chez M. Victor Hugo, la croyance religieuse et la croyance politique ; et une fois, dans cette circonstance que nous venons de rappeler, il a fait de l'auteur de *Marion Delorme* quelque chose de pire qu'un méchant poète : *un homme plein de petites passions, de petites colères et de petites rancunes;* que vous dirai-je? presque un *méchant homme*[1] *!* »

Je crois bien que Victor Hugo n'écrivit point à Nettement pour le remercier. Quelques mois auparavant, à la suite d'un article sur les *Chants du Crépuscule,* qui venaient de paraître, le poète avait adressé au critique la lettre suivante :

« Il y a, Monsieur, dans l'article que vous voulez bien consacrer à mon livre[2] trop de talent pour que vous n'en veniez pas enfin à une intelligence complète de ce que doivent être en ce siècle l'art, la poésie, la philosophie et le style. Vous êtes de ceux qui, ayant l'avenir, doivent comprendre l'avenir. C'est un

1. *Gazette de France,* 25 mai 1836.
2. Le volume des *Chants du Crépuscule* avait paru le 26 octobre 1835.

travail qui ne peut manquer de se faire tout naturellement et de lui-même dans un esprit aussi distingué que le vôtre ; pour moi, je ne suis rien dans ce siècle que le flot qui emporte les choses qui tombent et où se reflètent les choses qui restent.

« Je n'ai pas voulu vous envoyer un simple et banal compliment. Vous méritez mieux. J'ai lu votre article avec un extrême intérêt, moi qui lis bien peu d'articles. Je vous remercie de ce qu'il contient de bon pour moi, et je vous félicite de ce qu'il contient d'excellent pour tous.

« Agréez, etc.

« VICTOR HUGO.

« 24 novembre 1835. »

III

Si le génie de Victor Hugo, en 1836, était unanimement reconnu, salué même par ses adversaires, si la presse lui faisait cortège, il n'en allait pas de même de Balzac. Il lui fallait se pousser lui-même, se créer seul sa vogue et sa faveur auprès du public. La presse presque tout entière lui était hostile ; la critique affectait de ne le point prendre au sérieux. Sainte-Beuve se gaussait de son « vocabulaire incohérent » ; il lui faisait des chicanes de grammairien : « M. de Balzac ne connaît que le *en*... Cet *en* est partout employé à faux par M. de Balzac. Au lieu de dire : il y va de la vie, de la fortune, il ne manque pas de dire : *il s'y en va de la vie.* » Il l'appelle *M. Honoré Balzac* tout court, afin de bien marquer que si l'auteur d'*Eugénie Grandet* abuse du *en*, il abuse aussi du *de*.

L'article de Sainte-Beuve avait paru dans la *Revue des Deux Mondes* en 1834. En 1836, ce n'est plus seulement

la *Revue des Deux Mondes* que Balzac a contre lui, c'est aussi la *Revue de Paris*. Il est en procès avec cette dernière, qui a trouvé bon de livrer, sans son autorisation, à la *Revue étrangère de Saint-Pétersbourg* les épreuves du *Lys dans la vallée*, épreuves encore informes et non revêtues du *bon à tirer*. Ce procès, il le gagnera. Mais, en attendant, il est l'objet d'une levée de boucliers générale de la part de ses confrères, presque tous inféodés à l'une ou à l'autre des deux revues, qui appartiennent l'une et l'autre aux mêmes propriétaires, MM. Bonnaire et Buloz. Tous épousent la querelle de ses adversaires. Plusieurs même signent une Déclaration dans laquelle ils jurent leurs grands dieux que la contrefaçon, horrible à Bruxelles, est à Saint-Pétersbourg chose charmante. Cette pièce étrange porte les signatures d'*Alexandre Dumas*, *Léon Gozlan*, *Roger de Beauvoir*, *Frédéric Soulié*, *Eugène Sue*, *Méry*, *Jules Janin et Loëve-Veimars*. Un seul écrivain se leva pour défendre Balzac; ce fut Alfred Nettement. Voici comment Balzac parle de cet épisode de sa vie littéraire dans l'*Historique du procès auquel a donné lieu LE LYS DANS LA VALLÉE*:

« Dans la ville où cent quatorze notaires, cent neuf avoués, douze cents avocats, mille comédiens, tous ennemis les uns des autres, sont tous réunis en corps et se soutiennent, les artistes sont isolés; quand l'un d'eux est calomnié, tous les autres arrivent à l'œuvre, la pelle à la main, et lui creusent sa fosse, espérant qu'il succombera, tandis que le corps entier des avoués, des avocats, se lève si l'on touche à l'un d'eux... Ainsi, dans la lutte actuelle, où je défends les intérêts de *l'exploité* contre *l'exploitant*, de l'écrivain contre le marchand, je suis seul. Pas un de ceux qui devraient, comme les apprentis de la Cité dans *Nigel*, crier: *Aux bâtons !* pas un ne bouge. Non, pas

une sympathie ! Je dois même rendre justice à la presse, il y a chez elle une honorable unanimité contre moi. Toutefois, dans la *Gazette de France*, récemment, un homme d'un beau talent, un vigoureux critique, sans déguiser sa pensée sur mes œuvres, les condamnant ou les approuvant à son gré, a pris mon parti contre ces lâches, qui viennent effrontément s'asseoir chez moi sans y être jamais entrés, raconter ce qui s'y passe, ce qui s'y fait, y clouer de prétendus tapis, y poser des divans fantastiques, m'habiller des laquais, me vernir des carrosses, après avoir porté le désordre dans mes petites affaires. Critiquer les meubles de l'auteur, pour se dispenser de parler de ses livres, est une des faces de la polémique littéraire. Que M. Alfred Nettement trouve ici l'expression de ma reconnaissance pour sa politesse ! Et quelle épigramme contre le temps présent que de considérer comme une belle action l'observance des lois de la bonne compagnie ! Encore si la république des lettres se contentait de me laisser seul ; mais plusieurs véritables hommes de lettres sont intervenus, hier, en faveur de mon adversaire ; ils le secourent de toutes leurs forces. — *Abattez-le, nous l'achèverons*, a dit naguère un journaliste qui avouait m'avoir poursuivi d'injures pendant trois ans [1]. »

Injustement contesté de son vivant, le talent de Balzac a été, depuis sa mort, exalté sans mesure. *Ni si haut, ni si bas*. Alfred Nettement, dans ses articles de 1836, a trouvé la note juste.

Il n'accorde point à Balzac d'être un moraliste, ni un philosophe, malgré ses prétentions à ce double titre ; ce n'est qu'un peintre, mais un peintre inimitable, qu'il s'agisse de rendre la physionomie humaine, ou de saisir ce qu'on pourrait appeler l'individualité d'une maison, la physionomie d'un appartement, la personnalité d'une de ses pièces. Sainte-Beuve avait fait remarquer que « la

1. *Œuvres complètes de H. de Balzac*, t. XXII, p. 436.

plupart de ses commencements sont à ravir, mais que ses fins d'histoire dégénèrent ou deviennent excessives. » Alfred Nettement en donne la raison. « Le seul tort, dit-il, qu'on puisse lui reprocher au sujet de ses portraits de personnes, comme au sujet de ses descriptions de lieux, c'est que les uns comme les autres sont trop minutieusement fidèles. Ce tort est le résultat de la poétique de l'auteur. Quand on ne peint que pour peindre, on doit naturellement attacher une importance excessive à la ressemblance, et cela servira de réponse à ceux qui demandent pourquoi M. de Balzac, l'auteur des heureux commencements, est aussi l'auteur des dénouements brusques et malheureux. Lorsqu'il a montré ce qu'il avait à faire voir, la pièce est finie, la toile baisse, et il emmène, tant bien que mal, ses acteurs qui n'ont plus rien à faire sur la scène. »

On a souvent reproché à Balzac, et avec raison, d'exagérer les proportions de certains de ses personnages, de ceux-là surtout qu'il nous montre en lutte avec la société. Alfred Nettement n'a pas été le dernier à signaler cette tendance du grand romancier, mais ici encore il fournit l'explication. Il la trouve dans les années de jeunesse du grand romancier, si laborieuses et si dures, obstinément vouées à la poursuite de la fortune et de la gloire, et n'aboutissant qu'à le plonger de plus en plus dans l'obscurité et dans la misère. Comment cette lutte longtemps stérile, comment ces efforts, dont s'éloigna longtemps le succès, n'auraient-ils pas imprimé dans son esprit des souvenirs que rien n'effacera plus? « Il y a, dit Alfred Nettement, il y a de la rancune contre la société dans cet esprit qui a été long à se frayer sa route. Il est plus enclin

qu'un autre à croire que les mille portes de l'édifice où il est difficilement entré sont fermées pour les puissants caractères et les intelligences élevées, et il se venge à sa manière en revêtant de grandeurs et de magnificences toutes les natures anti-sociales. »

En étudiant Victor Hugo, Alfred Nettement a bien été obligé de parler de son « orgueil intraitable. » Voici qu'il rencontre chez Balzac le même défaut ; mais il a vite fait de reconnaître que ces deux orgueils sont de qualité bien différente. Celui de Balzac est un orgueil *bon enfant*, « une de ces bonnes natures d'orgueil, pleine de franchise et de rondeur, bien naïves et bien familières, qui se posent d'elles-mêmes sur leur piédestal sans avoir besoin de l'aide de personne. » Et, en moraliste indulgent, Alfred Nettement continuait ainsi : « On ne sait vraiment pas s'il faut en vouloir à M. de Balzac de ce défaut, qui, du reste, n'est chez lui ni incommode, ni importun. Il a eu besoin de son orgueil comme d'un compagnon fidèle pour le soutenir pendant la première période de sa carrière littéraire. C'était lui qui donnait à l'auteur inconnu les couronnes que le public lui refusait ; c'était lui qui le consolait lorsqu'il se repliait en lui-même pour demander au sentiment de sa supériorité un témoignage en sa faveur. »

Comme l'année précédente, Balzac était resté fidèle à sa signature de *Veuve Durand*. A l'occasion de ces articles de la *Gazette de France*, il écrivit à Alfred Nettement la lettre suivante :

« Mon cher Critique,

« Je vous envoie le *Médecin de campagne*, non pas pour vous dire que je ne peins pas exclusivement pour peindre, sans un

but, dans une pensée générale dont vous trouverez trace ici, mais pour vous remercier des efforts que vous avez faits en ma faveur et dont je vous sais un gré infini, je puis dire reconnaissant. Je ne suis pas de ceux qui ignorent qu'en semblable affaire il faut prendre son siècle et le public en travers. Je suis cloué par des travaux extraordinaires, mais je vous porterai moi-même un exemplaire des bonnes feuilles du *Lys dans la vallée*. Nous prendrons une matinée pour que je vous rende le désastreux déjeuner de chez Véry. J'aurai à vous parler d'affaires. Un journal quotidien est décidé.

« Une veuve tout à vous,

« V. DURAND.

« Je suis en ce moment à la rue Cassini pour deux mois. »

IV

Plus encore que les romanciers et les poètes, les historiens attirent Alfred Nettement. Il parle d'eux tout à son aise. Sur Michelet, par exemple, de 1836 à 1842, je ne trouve pas moins de sept grands articles. A la date où parurent les trois premiers (18 août, 7 septembre et 13 octobre 1836), Michelet avait publié la traductión de la *Science nouvelle* de Vico, le *Précis de l'histoire moderne*, l'*Introduction à l'histoire universelle*, l'*Histoire romaine* et les deux premiers volumes de l'*Histoire de France*. De l'ensemble de cette œuvre, déjà considérable, Alfred Nettement s'efforce de dégager la personnalité de l'auteur, sa physionomie propre. Si vive que soit la sympathie du critique pour celui qui avait été son maître, elle

ne l'empêche pas de voir les défauts qui obscurcissent ses brillantes qualités. Le prenant au début de ses travaux, il découvre chez lui non pas deux hommes seulement — *homo duplex,* — mais trois, un historien, un philosophe, un poète. Ces trois hommes cheminent ensemble, se prêtant appui quelquefois, mais souvent aussi luttant entre eux et ne laissant pas de se contrarier et de se nuire.

M. Michelet, dans ses primes années, a mené de front l'étude de l'histoire et celle de la philosophie ; il a traduit les *Essais* de Thomas Reid et la *Science nouvelle* de Vico. Il a puisé chez Reid le goût de la métaphysique, chez Vico la passion de la synthèse. A l'exemple du philosophe napolitain, il s'efforcera de systématiser l'histoire, de la conduire au lieu de la suivre. Il voudra tirer des faits toutes les idées qu'ils contiennent, au risque d'en tirer les idées qu'ils ne contiennent pas. Et comme si ce n'était pas assez pour l'historien, pour l'érudit, d'avoir à lutter contre le philosophe, voilà qu'il lui faut encore lutter contre le poète, car la qualité maîtresse de M. Michelet, c'est l'imagination. Ces faits qu'il voulait tout à l'heure régenter et conduire, le dominent à leur tour. Il s'exalte, il se passionne pour son sujet. Il appartient à l'époque qu'il raconte, elle le fascine. Le tumulte des événements, la variété des spectacles, la confusion de mille détails lui donnent une sorte de vertige ; les lignes se croisent et se confondent sur sa toile, mais les couleurs du tableau sont si vives, que le peintre, tout le premier, en est comme ébloui. Comment s'étonner, dès lors, de rencontrer chez M. Michelet, à côté des défauts les plus graves, les beautés les plus rares, tant de lacunes, tant de développements oiseux, tant de singularités de style, tant

de fantaisies d'imagination, et, en même temps, des pages admirables, des conceptions puissantes, des aperçus de génie [1] ?

Après avoir lu ces articles d'Alfred Nettement, et, en particulier, celui où, à propos de l'*Histoire romaine*, il était représenté comme un disciple de Vico, disciple libre autant que respectueux, traçant avec une fière indépendance son sillon à côté du sillon du maître, Michelet lui écrivait :

« Il est, Monsieur, dans votre article (au total très obligeant,) un point sur lequel j'ai besoin de m'expliquer avec vous.

« Je suis disciple de Vico, comme nos physiciens d'aujourd'hui sont disciples de Bacon, mais je sais fort bien que la *Scienza nuova* est un vieux livre tout comme le *Novum organum*. Tout cela est débordé depuis longtemps ; mais cela reste et restera parmi les plus belles et les plus étonnantes prophéties de la science.

« Vico et Niebuhr après lui ont cru que l'histoire romaine du premier siècle dérivait d'une poésie primitive. Moi, j'ai cru aussi cette histoire fort contestable ; mais j'ai dit que les Romains n'avaient pu guère avoir dans leurs premiers âges de poètes ni de poésie. (V. *Hist. rom.*, t. II, chap. VI). Cet exemple, entre autres, montre assez que, lors même que j'ai partagé les opinions de Vico ou des Allemands, je l'ai fait pour des raisons toutes différentes.

« Les parties de mes ouvrages qu'on a trouvées les plus remarquables ne relèvent ni de Vico, ni de l'Allemagne, ni de personne que je sache (*Annibal, César, Tableau géographique de la France* au commencement du second volume et à la fin le chapitre sur *l'Art chrétien*).

« Je vous remercie de nouveau et de vos éloges et de vos criti-

1. *Gazette de France* des 18 août, 7 septembre, 18 octobre 1836.

ques, celles-ci autorisant ceux-là et leur donnant plus de gravité.

« Recevez mes cordiales et affectueuses salutations.

« MICHELET. »

Le troisième volume de l'*Histoire de France*, qui va de la mort de saint Louis à la mort de Charles V (1270-1380), a paru en 1837. Au début de l'article qu'il lui consacra, Alfred Nettement mettait en regard M. Guizot et M. Michelet. Au talent du premier, à son style ferme et sobre, mais d'une sobriété qui fait songer parfois aux murailles de ces temples protestants, d'où un fanatisme puritain bannit tous les ornements, toutes les images, il oppose « le talent *plus catholique* du second ». M. Guizot, c'est la prose; M. Michelet, c'est la poésie de l'histoire; ce serait à merveille si l'auteur de l'*Histoire de France* ne péchait pas souvent par excès de poésie. « A force de découvrir l'histoire, dit Alfred Nettement, quelquefois l'historien l'invente. M. Michelet oublie peut-être trop fréquemment que l'imagination en histoire ne doit être que la lumière qui éclaire le fait, et non le rayon qui le colore..... Si M. Guizot a dans sa marche quelque chose de trop méthodique et de trop compassé, M. Michelet procède par sauts et par bonds, et se laisse aller à ses impétueuses saillies avec un abandon qui est loin d'être toujours irréprochable. On dirait vraiment, en maintes rencontres, qu'il écrit l'histoire pour son plaisir plutôt que pour l'instruction des autres, ralentissant ou précipitant sa marche en voyageur égoïste, suivant que les sites lui plaisent ou le fatiguent, et s'arrêtant quelquefois tout à fait pour réciter

une ode en face de quelque grande ruine qu'il aperçoit en passant[1]. »

A cet article, Michelet répondit par la curieuse lettre qu'on va lire :

« Quelque aimable et bienveillant que soit votre bel article, Monsieur, je ne puis me résigner sans réclamation au partage que vous faites entre M. Guizot et moi. Si poétique que la forme puisse être dans mes livres, j'ai ôté à une foule d'événements la teinte romanesque qu'on leur avait laissée. Ainsi, M. Guizot ne voit dans le règne de Charlemagne que le miracle du génie individuel. Moi, je l'explique tout naturellement et d'après les textes, par l'influence ecclésiastique et la civilisation religieuse.

« M. Thierry avait beaucoup parlé des *races*, les prenant comme élément primitif et non explicable. Moi, j'ai donné pour la France les circonstances *de sol et de climat* qui forment et dominent la race. J'ai précisé le premier nos diverses nationalités provinciales.

« Dans la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire[2], j'ai appelé votre attention sur le caractère *commercial* (et non chevaleresque) que j'ai assigné aux guerres du XIVe siècle. M. de Barante ne les avait pas jugées ainsi.

« Vous avez vu, dans mes *Origines du droit*, que j'ai présenté la France comme l'un des peuples les plus anti-symboliques qui aient existé.

« En cela, comme en une foule d'autres choses, j'ai été infiniment plus *positif* que tous les historiens de ce temps. Que la forme soit poétique ou non, le fonds n'en est pas moins sérieux.

« Croyez avec tout cela que je suis très reconnaissant de votre article, principalement de l'éloge que vous m'y donnez d'être, dans la forme et par le style, *l'historien catholique*.

1. *Gazette de France*, 12 juin 1837.

2. Cette lettre n'a pas été retrouvée dans les papiers d'Alfred Nettement.

« Mille remerciements encore une fois, mille compliments affectueux.

« MICHELET.

« Il a paru dans *le Monde*, au commencement de ce mois, un article où l'on compare assez bien le procédé de M. Guizot à celui de M. Cuvier, et le mien à celui de M. Geoffroy Saint-Hilaire. »

Au mois de mai 1840, Michelet publia son quatrième volume. A la suite de l'article qu'Alfred Nettement ne manqua pas de lui consacrer[1], l'illustre historien lui écrivit :

« MONSIEUR,

« Puisque vous voulez bien tenir compte de ce qui a coûté le plus dans ce volume, de la partie relative aux *Pays-Bas*, vous verrez que, tout en courant comme mon sujet m'obligeait de le faire, je n'en ai pas moins marqué les points capitaux :

« 1. *L'industrialisme mystique,* le pieux tisserand, etc., l'ouvrier religieux et niveleur.

« 2. L'hétérogénéité géographique et l'incurable discorde.

« 3. Discorde qui, dans l'art, devient harmonie. (Renaissance, Jean de Bruges, etc.)

« 4. Le procès de la Flandre avec l'Empire, avec la France.

« 5. Et ce qui est très neuf, la lutte du génie *symbolique* de l'Allemagne et de la Flandre dans le droit et du génie de la France *anti-symbolique*.

« Ceux qui m'ont cru poète et rêveur doivent être détrompés ici par le *positif* et la netteté de mes solutions. Je me suis du reste expliqué dans le même sens (donnant l'avantage à notre esprit de prose et de logique) à la fin de la préface de mes *Origines du droit.*

1. *Gazette de France* du 22 juin 1840.

« Recevez, avec tous mes remerciements, mes salutations affectueuses et l'assurance de mon dévouement.

« MICHELET,
« Rue des Postes, 12. »

La lettre qui va suivre, — sans date comme les précédentes, mais qui doit être de décembre 1843, — montrera en quelle estime Michelet tenait le critique de la *Gazette de France*, et quel prix il attachait à se le rendre favorable :

« MONSIEUR ET AMI,

« Si je dois être égorgé, je veux l'être d'une main amie, de la vôtre plus que d'aucune autre.

« L'Histoire de *Louis XI et de Charles le Téméraire*, que j'ai commencée il y a dix ans et terminée avant-hier, est un livre très neuf, en ce sens que l'auteur a puisé dans mille sources jusqu'ici négligées ou *inconnues*. C'est, j'ose le dire, une des œuvres qui témoigneront de la *patience* de notre temps où cette qualité n'est pas commune.

« De cette étude approfondie des sources et surtout des documents *inédits*, une chose est résultée : c'est que les figures *convenues* de Walter Scott et de M. de Barante ont disparu tout à fait. Les contemporains eux-mêmes se sont trompés sur bien des choses parce qu'ils ne parlaient pas comme nous pouvons le faire, *pièces en mains* ; les actes n'étaient pas centralisés comme ils le sont aujourd'hui, etc., etc.

« Peut-être y aurait-il moyen de dire cela dans la *Gazette*, en blâmant du reste, s'il y a lieu, la forme littéraire, les inégalités du style (qui est le plus souvent celui de la haute comédie), l'audacieuse nouveauté des vues et mille autres défauts.

« Tout à vous d'amitié,

« J. MICHELET.

« Je commence mon cours en janvier[1] ; si ces quelques lignes pouvaient paraître avant, j'en serais reconnaissant. Les ouvrages se perdent si souvent au bureau des journaux que j'ai pris la liberté de remettre chez vous l'exemplaire de la *Gazette*. Dois-je en envoyer d'autres ? »

V

Alfred Nettement ne s'occupait pas seulement, dans ses *Études littéraires*, des poètes, des romanciers et des historiens. Les orateurs trouvaient aussi place dans sa galerie, et il croyait avec raison ne pas excéder son cadre en montrant Berryer à la barre, Thiers à la tribune, l'abbé Lacordaire dans la chaire.

Son article du 8 avril 1836 est intitulé : *M. Lacordaire chez M. de Chateaubriand.*

Madame de Chateaubriand avait fondé, en 1819, avec le concours et sous les auspices de Madame la Dauphine, l'*Infirmerie de Marie-Thérèse*, destinée à recevoir un certain nombre de vieilles dames, ruinées par la Révolution, et d'ecclésiastiques âgés et privés d'asile. Situé au numéro 86 de la rue d'Enfer[2], cet hospice communiquait avec la maison habitée par l'auteur du *Génie du Christianisme*[3]. A la demande de ce dernier, qu'il avait beaucoup vu, l'été précédent, à Dieppe[4], où il s'était rendu sur

1. Michelet reprit en effet, au mois de janvier 1844, son cours du Collège de France.

2. Aujourd'hui n° 92, rue Denfert-Rochereau.

3. Au n° 84 de la rue d'Enfer.

4. « Les fatigues de la station quadragésimale de 1835 avaient ébranlé la complexion, fort délicate alors, de l'abbé Lacordaire. Le

l'ordre formel de son médecin, l'abbé Lacordaire avait consenti à prêcher, entre deux conférences, au profit de l'œuvre à laquelle Mme de Chateaubriand s'était consacrée avec tant de zèle. La cérémonie eut lieu le 24 mars 1836, dans la chapelle de l'Infirmerie, au milieu de la plus brillante assistance. Mgr de Quélen officiait et devait, après le salut, poser la première pierre d'un nouveau bâtiment destiné à agrandir l'hospice.

Ce confesseur de la foi, que la Révolution avait chassé de son palais et qui répondait à la proscription par des bienfaits, à la calomnie par des vertus ; ce jeune prêtre dont la gloire naissante avait l'éclat de l'aurore ; en face de lui, dans les splendeurs du couchant, le grand écrivain qui, au début du siècle, avait redressé la croix abattue et appelé la France au pied des autels relevés ; dans l'assemblée, les noms les plus illustres, splendeurs vivantes du passé de notre histoire ; au fond du sanctuaire, les hôtes de la maison : invalides du sacerdoce, pauvres dont la vie s'était usée au service des pauvres, — saintes et nobles femmes, filles indigentes de ces maisons jadis riches et puissantes qui ne connaissaient l'indigence que pour la secourir ; au frontispice de l'infirmerie, le nom auguste de la victime du Temple, de la fille de Louis XVI, de celle

médecin lui prescrivit les bains de mer et lui indiqua Dieppe. L'abbé y passa le mois de juillet; Mme Récamier s'y trouvait : elle fit au *Conférencier* de Notre-Dame les avances les plus gracieuses. Il passait presque toutes ses soirées chez elle avec M. de Chateaubriand, M. le duc de Noailles, M. Ampère fils, M. Ballanche... Quant à l'auteur du *Génie du Christianisme*, il se flattait, à bon droit, d'avoir teint de sa couleur la plupart des écrits de son temps. Il ne pouvait manquer de reconnaître dans Lacordaire un de ses plus glorieux élèves. Il lui demanda un sermon pour l'Œuvre de Marie-Thérèse... » *Vie du R. P. Lacordaire*, par M. Théophile Foisset, t. I, p. 359.

qui s'occupa des souffrances des autres toutes les fois qu'elle cessa de souffrir. Alfred Nettement retrouvait là, dans un cadre incomparable, tous les objets de son culte : la religion, la jeunesse, la monarchie.

Son article fut digne du sujet. J'en détache l'analyse du discours de Lacordaire, discours qui n'a pas été reproduit dans les Œuvres de l'illustre dominicain. Prêchant devant un auditoire où quelques hommes seulement avaient pu trouver accès, l'orateur s'était attaché surtout à montrer quels liens étroits rattachaient les besoins du sacerdoce et la charité des femmes :

« Ces luttes puissantes, disait-il, ces existences pleines de veilles et de travail, toutes ces laborieuses destinées du sacerdoce sont au-dessus des forces de votre sexe : il y a plus, elles sont, en quelque sorte, étrangères à vos douces et utiles destinées. Ces devoirs vous sont défendus par vos devoirs, ces vertus interdites par vos propres vertus. Et cependant, que ne devez-vous pas aux prêtres ? Dans toute société chrétienne, ce sont de nobles et de puissants intermédiaires entre vous et vos affections, les tuteurs de votre faiblesse, les gardiens de votre bonheur. Comme à tous, les prêtres vous ouvrent la vie de la religion dans le baptême, vous préparent aux saintes initiations des sacrements, consacrant, conseillant, éclairant quelquefois ces unions d'où dépend votre vie. Entre le voile blanc des épousées et le linceul des funérailles, la protection du prêtre vous suit sans vous abandonner un instant. La tendresse de vos enfants, l'affection de vos époux, ou leur retour, sont leur ouvrage, car ils prêchent tous les devoirs dont se compose votre félicité. Que ne devez-vous pas aux prêtres ? Aux prêtres ! De nouveaux et de touchants devoirs sont imposés envers eux dans les temps où nous sommes, devoirs inconnus aux siècles passés comme les nouveaux besoins du sacerdoce. Quand la voix de Vincent-de-Paul trouvait des mères pour ces milliers d'enfants qui lui doivent et qui lui devront la vie, et qui, à

deux pas de cette demeure, vivent du lait qu'il a fait couler pour eux, Vincent et ses dignes émules ne connaissaient que la pauvreté volontaire. Mais depuis que le ciel, dirai-je dans sa justice sévère, dirai-je dans sa bonté, a purifié le clergé de son opulence, le prêtre, brisé des fatigues de l'apostolat, éprouve au bout de sa carrière cette pauvreté qu'il assistait jadis et n'est pas sûr de trouver dans sa vieillesse le pain de ses dernières journées et le lit de mort de son agonie. Ce sont ces vénérables misères que vous devez secourir en ce moment. Quand ces vies si utiles et si nécessaires au monde, plus nécessaires aux riches qu'aux pauvres, car le riche a de plus grands devoirs et de plus difficiles vertus, quand ces vies sont épuisées de dévouements, usées de travail, dévorées par le zèle, il faut qu'elles puissent trouver dans ce séjour de repos et de prières un asile unique dont nul asile rival ne s'élève en France, une dernière retraite et un premier tombeau[1] ! »

L'abbé Lacordaire, qui prêchait depuis deux années à Notre-Dame avec un succès sans cesse grandissant, était alors à la veille de quitter Paris et de se rendre à Rome, pour y étudier, disait-on, en réalité pour s'y préparer à prendre l'habit de dominicain. Voici en quels termes Alfred Nettement annonçait le prochain départ du jeune et éloquent prédicateur :

« M. Lacordaire va descendre de cette chaire encore tout émue de son éloquence. Dans une époque où tout commence et où rien ne s'achève, où le talent prend ses premiers combats pour des victoires et ses premières fleurs pour des fruits, il rompt brusquement avec la gloire, il l'écarte de son chemin et va s'ensevelir dans la solitude et le recueillement. C'est que le succès, qui aveugle l'homme médiocre, éclaire et avertit l'homme supérieur. L'admiration de la foule lui découvre ce qui lui manque, car la foule admire bien plus les défauts que

1. *Gazette de France*, n° du 8 avril 1836.

les qualités. Son propre jugement lui est plus sévère que celui des autres, et, au lieu de jouir de sa gloire, il aime mieux s'occuper de la mériter. C'est ainsi qu'on vit un Bossuet descendre de la chaire où il était monté si jeune encore, et aller demander à l'étude et à la retraite cette vaste érudition et cet immortel génie qui devinrent plus tard l'un des remparts de l'Eglise et qui sont aujourd'hui l'une de ses gloires. Illustre exemple suivi par M. Lacordaire qui, lorsque tout le monde a soif de sa parole, se condamne au silence, et, se retirant pour plusieurs années à Rome, cette auguste solitude, va puiser à la source de la science sacrée et des immortelles inspirations[1]. »

C'est une bonne fortune de trouver une lettre inédite de la vicomtesse de Chateaubriand. Voici celle qu'elle écrivit à Alfred Nettement après avoir lu son article :

« Paris, 8 avril 1836.

« J'aurais voulu, Monsieur, vous remercier dès hier, en mon nom et en celui de M. de Chateaubriand, de votre admirable article sur l'Infirmerie de Marie-Thérèse ; mais j'étais extrêmement souffrante et j'ai même de la peine à dicter ce billet aujourd'hui. J'ai encore, Monsieur, une grâce à vous demander ; vous serait-il possible, quand vous en trouverez l'occasion, de dire une chose qui favoriserait vos bonnes intentions pour mon pauvre établissement ? L'Infirmerie de Marie-Thérèse est *légalement* reconnue, elle est indépendante des hospices; elle appartiendra, après ma mort et celle de M. de Chateaubriand, à l'archevêché de Paris : elle est, par conséquent, apte et autorisée à recevoir des legs, ce qui la mettra un jour à même de ne plus dépendre de la charité publique. C'est une chose très essentielle à faire connaître dans l'intérêt de cet établissement et vous accomplirez ainsi, Monsieur, l'œuvre charitable que votre talent a si bien commencée.

1. *Gazette de France*, n° du 8 avril 1836.

« Recevez de nouveau, je vous prie, Monsieur, mes remerciements les plus sincères. M. de Chateaubriand est plein de reconnaissance et trouve seulement que vous l'avez trop bien traité.

« V^tesse^ DE CHATEAUBRIAND.

« Oserai-je vous prier de remercier M. de Genoude d'avoir bien voulu permettre que la *Gazette de France* prît sous sa protection l'asile des vieux prêtres et des victimes de nos malheurs ? »

VI

J'ai déjà eu occasion de citer quelques-unes des lettres de Chateaubriand à Alfred Nettement. En voici deux autres. La première est de 1834; la seconde de 1835.

Si les *Mémoires d'Outre-Tombe* étaient l'œuvre de prédilection de Chateaubriand, il avait aussi un faible particulier pour sa tragédie de *Moïse*, composée pendant les derniers temps de l'Empire. La voir jouer par Talma avait été longtemps un de ses rêves. Talma mort, il se fût contenté de Lafon, mais les négociations avec la Comédie-Française n'aboutirent pas; c'est pourquoi le jeudi 2 octobre 1834, par une belle journée d'automne, tout ce qu'il y avait de carrosses revenus des châteaux à Paris roulait sur la route de Versailles. La ville de Louis XIV donnait asile, ce jour-là, à la tragédie sacrée, bannie des scènes parisiennes; le théâtre de Versailles jouait le *Moïse* de Chateaubriand. La pièce, certes, renfermait de beaux endroits et l'on y trouvait, çà et là, comme un écho, à demi voilé, des vers d'*Esther* ou d'*Athalie*. Malheureusement,

si l'œuvre était remaruqable au point de vue du style, si même la conception en était assez forte, elle ne laissait pas d'être très imparfaite au point de vue dramatique. Les décors étaient des décors de banlieue, les acteurs étaient des comédiens de troisième ordre. Dans ces conditions, la représentation ne pouvait être qu'un désastre. Si les loges firent bonne contenance, le parterre ne cacha pas son ennui. Tout le monde sortit triste, comme on sort d'une cérémonie funèbre. A la porte du théâtre, Mme Récamier, pressée et coudoyée par la foule, qui ne la reconnaissait pas sous son voile baissé, avait peine à retenir ses larmes ; il lui fallut attendre longtemps, au milieu de cette cohue, la voiture de louage que M. Ballanche cherchait en vain dans la rue. Cette fois, c'en était bien fait de *Moïse :* il était écrit qu'il n'entrerait jamais dans la terre promise.

Alfred Nettement rendit compte de la représentation dans la *Quotidienne* du 5 octobre, et il s'appliqua de son mieux à panser les blessures du poète ; il cita ses plus beaux vers ; il évoqua, pour consoler Chateaubriand, les grandes ombres de Louis XIV et de Racine. Chateaubriand lui écrivit :

« Paris, 6 octobre 1834.

« Il faut toujours, Monsieur, que je vous remercie, et je n'ose presque plus revenir sur le chapitre de ma reconnaissance, de peur d'être importun et ennuyeux. Vous aurez bien de la peine, Monsieur, à faire vivre mon pauvre *Moyse six vingt ans*[1] : le temps des longues séries est passé. Toujours dois-je vous dire combien je suis touché de votre bienveillance et vous félicite de

1. Moïse mourut à l'âge de 120 ans.

votre talent. Mille compliments empressés, Monsieur ; toutes mes amitiés à M. Brian.

« CHATEAUBRIAND. »

Pair de France, ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Berlin. à Londres et à Rome, Chateaubriand, fidèle à la devise de son vieil écusson, avait *semé l'or ;* il avait mangé consciencieusement ce que le roi lui avait donné ; il ne lui était pas resté deux sous. Le jour où, dans son exil de Prague, au fond d'un vieux château emprunté aux souverains de Bohême, Charles X lui avait dit : « Vous savez, mon cher Chateaubriand, que je garde toujours à votre disposition votre traitement de pair », il s'était incliné et avait répondu : « Non, Sire, je ne puis accepter, parce que vous avez des serviteurs plus malheureux que moi[1]. »

En 1835, pressé par le besoin, force lui fut de s'atteler à d'ingrates besognes. Vieux et cassé par l'âge, il traduisit, pour la librairie Gosselin, le *Paradis perdu*, comme, aux jours de sa jeunesse, à Londres, il faisait, pour l'imprimeur Baylis, « des traductions du latin et de l'anglais ». Le chantre des *Martyrs* réduit, pour vivre, à traduire le poème de Milton, il y avait là, pour Alfred Nettement, le sujet d'un bel article. Celui qu'il publia dans la *Quotidienne* lui valut de recevoir la lettre suivante :

« Vous m'avez rendu un vrai service, Monsieur, en n'imprimant pas mon triste billet. Je n'écris que pour gagner mon pain ; en dehors de ce but, je regarde toutes mes paroles comme des paroles inutiles dont je rendrai compte à Dieu. Je ne regrette

1. *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. VI.

de mes douze lignes que ce que je disais de vous et de votre talent. Du reste, je ne suis pas le moins du monde découragé, mais je pense que j'ai payé mon tribut par quarante ans de combats qui ont fini vers le terme de mes jours par me mettre aux gages d'un libraire. C'est assez pour les rois ; si je les avais trahis, ils m'aimeraient beaucoup mieux et je ne serais pas obligé de traduire du Milton à l'année. Je leur souhaite donc toutes les couronnes qu'ils portent à présent en Europe avec tant de gloire et d'honneur. Moi, je n'ai plus affaire qu'à ma tombe.

« Croyez, Monsieur, à mon sincère attachement et dévouement.

« Chateaubriand.

« 11 juin 1835. »

CHAPITRE VI

La Mode. — Les Ruines morales et intellectuelles. — Mémoires de la duchesse de Berry. — Le mariage d'Alfred Nettement.

La *Mode*, Emile de Girardin et H. de Balzac, Alfred Dufougerais et Edouard Mennechet. — M. Edouard Walsh, Lettre de la Duchesse de Berry. — Les *Ruines* de M. de Volney. *Les Ruines morales et intellectuelles*, Lettre de M. Saint-Marc Girardin. — *Mémoires de S. A. R. Madame, Duchesse de Berry*, Lettre de la Princesse. — Le mariage d'Alfred Nettement, Lette a sa mère.

I

La littérature n'était pas pour absorber à ce point Alfred Nettement, qu'il oubliât la politique. Ni la générosité de son caractère, ni l'ardeur de ses convictions ne lui permettaient de se tenir en dehors de la mêlée. Le moyen, d'ailleurs, pour l'ancien rédacteur en chef de la *Quotidienne*, après avoir été si longtemps sur la brèche, après avoir vécu pendant cinq ans de cette vie de fièvre et de combat, d'y renoncer tout-à-fait, de se désintéresser de la lutte, de se tenir en repos sur les hauteurs, pendant que ses amis bataillaient dans la plaine! En même temps donc

qu'il entrait à la *Gazette de France* pour y écrire des articles littéraires, et, dès le commencement de février 1836, il acceptait de donner à *la Mode* des articles politiques.

Créée en 1829 par Emile de Girardin, qui déjà, l'année précédente, avait fondé *le Voleur*, *la Mode, revue du monde élégant*[1], était à l'origine un simple journal de salon, ne s'occupant pas de politique, mais de modes, de littérature et de beaux-arts. Emile de Girardin avait obtenu pour sa revue le patronage de *S. A. R. MADAME*, duchesse de Berry, dont les armes, encadrées dans de gracieuses arabesques de Tony Johannot, décoraient la couverture. Le directeur était habile ; nombreux et brillants étaient les rédacteurs, parmi lesquels on comptait Charles Nodier, Jules Janin, Eugène Sue, Castil-Blaze, Audibert, Mlle Delphine Gay, qui sera quelques années plus tard Mme de Girardin, Balzac, qui publia dans les premiers numéros quelques-unes de ses meilleures nouvelles, *Adieu*, *El Verdugo*, *Etude de femme*. Le succès fut rapide. Il se dessinait de plus en plus, lorsque survint la Révolution, qui ferma les salons et jeta le trouble dans le *monde élégant*. Un homme d'esprit, M. Alfred Dufougerais[2], fils d'un député de la Vendée sous la Restauration,

1. La *Mode* avait ses bureaux rue du Helder, n° 25.

2. *Dufougerais* (Alfred-Xavier), né le 24 octobre 1804, mort au Mans (Sarthe), le 24 août 1874. Son grand-père, Daniel-François, avait été fusillé à Angers, comme royaliste, pendant la Terreur ; son père, Benjamin-François, directeur de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations, avait été, de 1811 à 1814, député de la Vendée au Corps législatif, et membre de la Chambre des Députés de 1815 à 1818. — Alfred Dufougerais était avocat à Paris, lorsqu'il devint, en 1828, l'un des propriétaires et l'un des rédacteurs de la *Quotidienne* ; mais il marqua surtout sa place au barreau. Dans le procès de Chateaubriand (27 février 1833), il défendit avec succès le gérant de *la Mode*. A peu

jugea le moment favorable pour transformer *la Mode* en revue politique, puisque aussi bien la politique était devenue une mode. Il s'en rendit acquéreur, au mois d'avril 1831, lui laissa son article et ses gravures de modes, pour justifier son titre et pour ne pas perdre le bénéfice de cette spécialité, mais il fit de la petite Revue une arme de guerre contre la monarchie de Juillet.

Avocat distingué, très capable de défendre avec éclat son journal à la barre de la Cour d'Assises, comme il eut de fréquentes occasions de le faire, le jeune directeur n'était pas écrivain. Sa plume n'avait pas les allures vives et faciles de sa parole.

Toujours le style te démange,

a dit du Bellay, traduisant l'*Adieu aux Muses* de Buchanan. C'est souvent un malheur pour un directeur de journal ou de revue d'avoir cette démangeaison. Qu'il sache trouver des idées, indiquer des sujets, et qu'il laisse à ses rédacteurs le soin de les traiter, les choses n'en iront que mieux. Ainsi faisait Alfred Dufougerais. Il avait, à un degré rare, l'instinct du journaliste, et, sous sa direction, *la Mode* eut vite fait de prendre le premier rang à l'avant-garde de la presse royaliste.

de temps de là, il plaidait pour les Vendéens devant la Cour d'Assises de Niort. Il devint bientôt l'avocat en titre des journaux royalistes en province comme à Paris. A Laval, il fit acquitter trois fois *l'Indépendant de l'Ouest*, ce qui lui valut d'obtenir dans la Mayenne, aux élections de 1848, plus de 30.000 voix. Il n'avait pas été nommé cependant. Aux élections de la Législative, l'année suivante, il fut envoyé à la Chambre par le département de la Vendée. Il vota constamment avec la droite et rentra dans la vie privée au 2 décembre 1851.

Au mois de septembre 1834, l'altération de sa santé l'obligea à céder la propriété de son journal à un ancien receveur particulier des Finances, M. Gouze, qui confia la rédaction en chef à M. Mennechet[1], poète et prosateur d'un vrai talent, couronné plusieurs fois par l'Académie Française et qui avait été secrétaire de la Chambre du roi, sous la Restauration. Au lendemain de la révolution de 1830, Mennechet, marié et père de famille, s'était trouvé sans position et sans fortune. Que faire? Accepter une place du gouvernement nouveau, qui lui en offrit une par deux fois? L'ancien lecteur des rois Louis XVIII et Charles X n'hésita pas à refuser. « Je vous croyais un homme d'esprit, » lui dit à cette occasion le prince de Talleyrand, qu'il avait vu quelquefois dans le salon de la duchesse de Duras et aux Tuileries. « Vous saurez que je suis un homme de cœur, » répondit le poète au diplomate[1].

La direction d'Edouard Mennechet dura un an, de sep-

1. Edouard *Mennechet* (1794-1845), secrétaire du duc de Duras en 1815, chef de bureau de la Chambre du roi en 1817, lecteur de Louis XVIII en 1820. L'Académie Française lui décerna deux fois le prix de poésie, en 1820 et en 1822. Le 7 mai 1825, il fit représenter, au Théâtre-Français, une comédie en cinq actes et en vers, *l'Héritage*. Ses *Contes en vers*, publiés en 1827, se lisent encore aujourd'hui avec agrément. De 1834 à 1841, il dirigea l'importante publication du *Plutarque français*, fut couronné en 1840 par l'Académie pour une *Histoire de France* en quatre volumes, ouvrage excellent, non moins remarquable par l'élégance du style que par l'élévation des jugements. Ses *Matinées littéraires*, leçons professées dans ses salons de la rue Duphot, avant d'être publiées en volumes, ont eu un succès de vogue. Pas un de ses auditeurs qui ne se plût à redire, en accommodant à son usage le vers de Malherbe :

Tout le plaisir des jours est en *ces Matinées*.

tembre 1834 à septembre 1835. En annonçant sa retraite à ses lecteurs, il fit suivre cette nouvelle de ces quelques lignes :

« Depuis un an que la direction de *la Mode* m'a été confiée, ce journal, saisi quatre fois par les hommes du pouvoir, a quatre fois triomphé de leurs accusations devant la magistrature indépendante. Cette rigueur et cette justice prouvent que nous n'avons manqué ni de courage ni de prudence, et j'ai la consolation de penser que ma direction n'a pas été sans quelque gloire, puisqu'elle n'a pas été sans quelque péril. J'avais succédé à un homme d'esprit et de cœur : un homme d'esprit et de cœur me succède. Je serais heureux de n'avoir pas trop fait regretter l'un et que l'autre ne me fit pas trop regretter. Placé entre M. Dufougerais et M. Édouard Walsh, c'est tout ce que je puis espérer [1]. »

M. Édouard Walsh prenait la direction de *la Mode* au lendemain des lois de septembre. Les rigueurs dont elles menaçaient les journaux n'étaient point, paraît-il, pour effrayer la revue de la rue du Helder, car elle continua d'être, comme par le passé, plus encore que par le passé, agressive, ardente, audacieuse, aussi vive, aussi passionnée dans l'expression de ses répugnances que dans l'expression de ses sympathies. Deux mois à peine après son entrée en fonctions, M. Édouard Walsh reçevait de Madame la Duchesse de Berry la lettre suivante :

« Gratz, le 3 décembre 1835.

« Les pages spirituelles et légères de *la Mode* pouvaient bien occuper un de mes loisirs aux temps heureux où le pavillon Marsan avait aussi pour moi ses fêtes et ses joies.

1. *La Mode*, n° du 25 septembre 1835.

« Aujourd'hui qu'un si long espace de temps et de lieu me sépare de la France, la *Revue du monde élégant*, si elle fût restée dans les limites définies par son titre, contrasterait d'une manière pénible avec mes pensers habituels et le douleureux état de mes esprits. Mais, à l'exemple des autres hommes de talent qui vous ont précédé, vous avez su donner à votre publication un mérite plus en harmonie avec les besoins de mon cœur : vous vous êtes fait l'interprète courageux des sentiments de fidélité.

« Vous avez donc acquis un nouveau titre à mon attention, et votre journal, qui m'apporte un parfum fugitif de la terre de nos regrets et de nos affections, laisse aussi dans mon âme l'empreinte plus solide de quelques douces consolations.

« Je serai heureuse d'apprendre que l'expression de l'intérêt justement fondé que je prends à vos travaux a pu contribuer à augmenter vos chances de succès.

« Croyez bien, Monsieur, à toute mon estime et amitié.

« MARIE-CAROLINE. »

Nul doute que *la Mode* n'ait procuré à la duchesse de Berry un plaisir plus vif encore et ne lui ait apporté de nouvelles consolations lorsque Alfred Nettement eut commencé d'y écrire, au mois de février 1836. A partir de ce moment et jusqu'en 1848, il ne cessera d'y faire, chaque semaine, l'article de tête. Sa collaboration donnera à cette Revue, en dépit de son titre et de sa forme légère, une importance sérieuse ; elle lui assurera, parmi les feuilles de l'opposition, une place considérable. C'est *la Mode* qui, plus encore que la *Quotidienne* et la *Gazette de France*, a entretenu, a nourri pendant dix-huit ans les répugnances, les rancunes, l'hostilité des royalistes contre le gouvernement de Juillet. Le raisonnement même y revêtait la forme du sentiment, à moins qu'il ne prît celle de l'épi-

gramme. Elle arrivait ainsi à une classe de lecteurs que la logique eût laissés froids et indifférents. Mordant, incisif, infatigable, ce petit pamphlet harcelait l'adversaire, sans lui laisser ni repos ni trève, jouant vis-à-vis du pouvoir, dans cette guerre de tous les jours, le rôle du Moucheron de la fable :

Un avorton de mouche en cent lieux le harcèle,
Tantôt pique l'échine et tantôt le museau,
Tantôt entre au fond du naseau.

On sait d'ailleurs que les choses se sont passées dans l'histoire comme dans la fable :

L'insecte du combat se retire avec gloire :
Comme il sonna la charge, il sonne la victoire,
Va partout l'annoncer, et rencontre en chemin
L'embuscade d'une araignée ;
Il y rencontre aussi sa fin.

La Mode a vu succomber son ennemi ; mais ce jour-là même, — c'était le 24 février 1848, — au moment où elle *sonnait la victoire*, elle rencontrait, elle aussi, *l'embuscade d'une araignée*, et elle y trouvait sa fin.

II

Depuis qu'il n'écrivait plus que deux articles par semaine, l'un pour *la Mode*, l'autre pour la *Gazette de France*, Alfred Nettement avait des loisirs. Il les mit à profit et publia, au mois d'octobre 1836, *les Ruines*, et, au mois de février 1837, les *Mémoires historiques de S. A. R. MADAME, duchesse de Berry*.

Au moment où s'achevait la Constitution de 1791, un de ses auteurs, le philosophe Volney, avait fait paraître un volume intitulé : *Les Ruines ou Méditations sur les Empires*. Dans son voyage en Orient et dans ses excursions au désert, il avait été extrêmement frappé des ruines de Palmyre, à ce point qu'il n'avait pu se défendre, lui le plus sec et le moins rêveur des hommes, de rêver longuement, « assis sur le tronc d'une colonne, le coude appuyé sur le genou, la tête soutenue sur la main, tantôt portant ses regards sur le désert, tantôt les fixant sur les ruines. » Un soir, tandis que sa vue errante s'égare, « dans le mélange du clair-obscur de la lune, au travers des colonnes d'un temple voisin», le Génie des tombeaux, « fantôme blanchâtre enveloppé d'une draperie immense, tel que l'on peint les spectres sortant du cercueil, » lui apparaît soudain, l'enlève dans les airs, et, lui montrant la terre sous ses pieds, lui explique alors de haut le principe des sociétés, l'origine des gouvernements et des lois, les causes des révolutions et de la ruine des états. Evoqués par le Génie, les siècles, les événements et les peuples divers ont passé tour à tour sous les yeux du voyageur ; et partout il n'a rencontré que fourberies, misères, représailles, haines, vengeances, perversité chez ceux qui gouvernent, avilissement chez ceux qui sont gouvernés, — partout le crime, l'ignorance et l'erreur, enfantés par la religion, source de tous les maux de l'humanité. Pénétré d'horreur à la vue de ce spectacle, le voyageur s'écrie : « O Génie, le désespoir est descendu dans mon âme : quand il n'est de choix que d'être complice ou victime de l'oppression, que reste-t-il à l'homme vertueux que de joindre sa cendre à celle des tombeaux ! » Mais ils sont arrivés au terme de leur

course ; commencé à Palmyre, le voyage s'achève à Versailles. Le Génie fait assister son jeune compagnon aux premières scènes de la Révolution, à la séance du Jeu de Paume, à la nuit du 4 août ; il lui montre dans l'Assemblée constituante *la première assemblée d'hommes raisonnables*. Autant le passé a été sombre, autant l'avenir sera brillant. La Superstition est vaincue par la Philosophie. Le législateur a dressé, non plus pour une seule nation, mais pour toutes les nations, le *Code immuable de la NATURE ;* il a tracé la ligne qui sépare le *monde des chimères* de *celui des réalités ;* il a enseigné aux peuples, après tant de religions et d'erreurs, *la religion de l'évidence et de la vérité*. Sur les débris du passé, s'élève un édifice indestructible, la Constitution de 91, qui bravera le temps et que respecteront les siècles.

Ainsi prophétisait Volney au mois d'août 1791, et voilà que, moins d'un demi-siècle après lui, un autre écrivain publie à son tour un livre intitulé : *Les Ruines morales et intellectuelles, Méditations sur la Philosophie et l'Histoire*. Est-ce à dire que la vision du poète se soit réalisée :

Oh ! dans ces jours lointains où l'on n'ose descendre,
Quand trois mille ans auront passé sur notre cendre,
A nous qui maintenant vivons, pensons, allons,
Quand nos fosses auront fait place à des sillons,
Si, vers le soir, un homme assis sur la colline
S'oublie à contempler cette Seine orpheline,
O Dieu ! de quel aspect triste et silencieux
Les lieux où fut Paris étonneront ses yeux[1] !

Non, Paris est encore plus beau, plus grand, plus rayonnant que jamais. Les palais et les temples sont toujours

1. Victor Hugo, *les Voix intérieures*.

debout. Du Panthéon à l'Arc-de-Triomphe, de Notre-Dame aux Tuileries, de la Madeleine à la Bourse, tout est rumeur, mouvement, joie. Nous sommes à mille lieues de Palmyre et de ses ruines ! Mais si toutes les formes extérieures subsistent, si les murailles sont restées fermes et hautes, que de ruines intellectuelles et morales ! La religion violemment attaquée, la puissance paternelle anéantie, les liens de la famille relâchés, l'éducation de l'enfant tournée tout entière vers la recherche de l'utile, le culte de la richesse et du bien-être substitué au culte de l'honneur et du devoir, le sentiment du respect détruit, les révolutions succédant aux révolutions, la rébellion dans les esprits et dans les cœurs, quand l'émeute n'est pas dans la rue ; plus d'unité de foi, plus de communauté de principes ; des drapeaux opposés, des divisions profondes, des inimitiés ardentes, et, au sein de la mère-patrie, en face l'une de l'autre, la menace à la bouche, la haine au cœur, deux nations peut-être irréconciliables !

S'inspirant des ruines qu'il a sous les yeux, Alfred Nettement refait le livre de Volney, un livre entre la philosophie de l'histoire et la poésie. Seulement, tandis que Volney essaie en vain de se guinder jusqu'à l'imagination qu'il n'avait pas, et ne réussit, suivant le mot de Sainte-Beuve, « qu'à produire, dans le genre sec, un livre fastueux, quelque chose comme du Raynal plus jeune, en turban et au clair de lune[1] », Alfred Nettement se montre vraiment poète. Si Volney péchait par un excès de sécheresse, il pèche, lui, par l'excès de l'imagination ; il ne se tient pas assez en garde contre la déclamation et contre

1. Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. VII, p. 326.

l'emphase, mais il rachète ces défauts par la jeunesse, la sincérité, la chaleur du sentiment. Dans ses derniers chapitres, Volney avait imaginé une assemblée générale des peuples où s'agite et se plaide contradictoirement la cause des différentes croyances religieuses. Alfred Nettement institue à son tour de solennelles assises, où se plaide aussi un grand et redoutable procès, celui de nos révolutions religieuses et politiques. Les accusés s'appellent Luther et Calvin, Voltaire et Diderot, Mirabeau et Robespierre. Le juge, celui qui prononce l'arrêt et qui en dicte les considérants, s'appelle Bossuet.

La tentative ne laissait pas d'être hardie, trop hardie à coup sûr. Faire parler Mirabeau et Bossuet, la jeunesse seule a de ces audaces. On ne gagne pas de telles parties; mais il faut bien de l'esprit et du talent, même pour les perdre.

Ni les critiques, ni les éloges ne manquèrent à l'ouvrage d'Alfred Nettement. De précieuses adhésions vinrent à l'auteur du côte même où il s'attendait le moins à les rencontrer. Saint-Marc Girardin, qui était alors un des principaux rédacteurs du *Journal des Débats*, lui écrivait, après la lecture de son livre :

« Monsieur,

« Nous sommes dans des camps opposés et je ne connais de vous que votre réputation et votre talent. Cependant nous avons, je crois, quelques rapports de pensée. C'est une illusion d'amour-propre peut-être que je me fais, mais je crois comme vous que nous vivons dans un temps où il y a beaucoup de ruines morales, et que le devoir de tout honnête homme qui tient une plume est de chercher à relever quelques-unes de ces ruines.

Vous avez peut-être plus de regrets que moi, mais j'ai une aussi grande tristesse que vous en regardant notre temps, et tout ce qui lui manque et tout ce qu'il a perdu.

« M. Mennechet s'est chargé de vous remettre et de vous recommander un livre de ma façon où vous retrouverez l'empreinte de quelques-unes de ces idées. Faites-en, Monsieur, ce que vous jugerez bon. Ce que je désire surtout, c'est que vous ayez le temps d'en lire quelques pages. Je renonce fort volontiers à vous avoir pour juge, et peut-être j'y gagne ; mais je renoncerais avec peine à l'idée de vous avoir pour lecteur pendant quelques instants.

« Agréez l'assurance de ma parfaite considération.

« St-Marc Girardin. »

III

Chateaubriand avait publié, en 1820, les *Mémoires sur le duc de Berry*. C'est peut-être le plus parfait de ses ouvrages, exempt des défauts qui se mêlaient dans ses premières œuvres à de si éclatantes beautés, exempt aussi de ceux qui marqueront sa dernière manière. Les *Mémoires de S. A. R. MADAME, duchesse de Berry*, sont le complément naturel du livre de Chateaubriand. En les écrivant, en s'attachant à suivre les traces du maître, Alfred Nettement, si loin qu'il soit resté de son modèle, n'en a pas moins fait une œuvre d'une réelle valeur historique.

Née à Naples, le 5 novembre 1798, de François-Xavier-Joseph, prince de Naples, petit-fils de Philippe V, roi d'Espagne, et de Marie-Clémentine, archiduchesse d'Autriche, Marie-Caroline-Ferdinande-Louise de Bourbon, celle qui

sera plus tard la duchesse de Berry, descendait directement de Louis XIV et de Henri IV. Moins de deux mois après sa naissance, le 24 décembre 1798, elle commençait sa carrière d'exil et de pénibles aventures. Les Bourbons de Naples étaient obligés de se réfugier à Palerme. Ils rentraient à Naples en 1800, mais pour reprendre, en 1806, le chemin de l'exil. L'absence, cette fois, devait durer dix ans.

L'enfance contient souvent toute la vie. A seize ans, Marie-Caroline avait déjà traversé quatre fois la mer, fuyant avec sa famille et revenant avec elle; elle avait vu son père perdre deux fois et deux fois reconquérir sa couronne ; comment de tels événements n'auraient-ils pas laissé dans son âme une trace profonde ? Ils ne sont pas seulement la préface de la tentative de 1832, ils en sont aussi l'explication.

La vie de la duchesse de Berry, mêlée à l'histoire de la Révolution et de l'Empire, par ses premières vicissitudes et ses premiers exils, se lie étroitement, dans sa seconde partie, à l'histoire de la Restauration, comme, après la chute du gouvernement royal, elle se rattache à l'histoire de la Monarchie de Juillet, par la prise d'armes de 1832.

Peu d'existences présentent un intérêt plus dramatique, des épisodes plus variés et de plus saisissants contrastes. Le roman y coudoie la tragédie. Le 29 septembre, succédant au 13 février, la naissance du duc de Bordeaux trompant le couteau de Louvel, font songer à Racine et à *Athalie :*

> Si du sang de nos rois quelque goutte échappée !...

Les courses de *Petit-Pierre* à travers le Bocage, cette existence errante qui se promène d'asile en asile et de

danger en danger, cette cachette de la maison du Guiny, autour de laquelle veille la fidélité vendéenne et que trahira seul un juif étranger, ces périlleuses et folles aventures font songer à Walter-Scott et à *Waverley*.

Alfred Nettement avait trouvé là un sujet selon son cœur. Sa passion royaliste et sa fidélité *jacobite* pouvaient s'y déployer à leur aise. Il a mis dans ces trois volumes le meilleur de son talent. La valeur historique de l'ouvrage n'était pas moins grande, d'ailleurs, que sa valeur littéraire. Seul le titre était inexact, ces *Mémoires* étant l'œuvre personnelle et exclusive d'Alfred Nettement, qui avait puisé aux meilleures sources les éléments de son travail, mais qui n'avait cependant reçu aucune communication directe, aucune note de la duchesse de Berry. Voici la lettre que la princesse lui écrivit, après la lecture de son livre :

« Gratz, 22 juin 1837.

« L'épreuve la plus difficile à subir pour votre livre, devait être de passer sous mes yeux, ligne par ligne ; il a très bien soutenu cet examen intéressé.

« Vous avez, Monsieur, écrit en général avec autant d'exactitude et de vérité que peut le faire un témoin des événements placé à l'extérieur et livré à ses propres observations. S'il a manqué des matériaux à votre ouvrage, ce sont ceux que, moi seule, j'aurais pu vous fournir. J'ai particulièrement remarqué la manière dont vous avez exposé la situation des partis et la nature des événements qui rendaient nécessaire l'expédition de 1832 et qui faisaient un devoir de cette tentative. Sous le point de vue politique, on ne saurait considérer les choses de plus haut.

« Vous avez aussi analysé avec beaucoup de justesse ce qui se passait en moi, à cette époque.

« Je confirme donc, en toute connaissance de cause, les remerciements que je vous avais adressés d'avance. Ce que je pouvais attendre de vos talents et de vos bonnes intentions, je le reconnais aujourd'hui dans les faits.

« M. de Barrande, qui vous remettra cette lettre, vous expliquera les raisons qui m'ont fait désirer un changement dans le titre de l'ouvrage [1].

« Croyez, Monsieur, à toute mon estime et affection.

« MARIE-CAROLINE. »

IV

« Les partis malheureux trouvent peu d'historiens. C'est chose si belle à raconter qu'un triomphe, chose si triste à retracer qu'une défaite ! Aussi, les plumes prévoyantes se tournent-elles du côté des épées victorieuses, et le parti le moins fort, accablé par la fortune, est déserté par ceux qui pourraient le relever dans l'avenir. Ses défenseurs eux-mêmes se lassent, et leur persévérance finit par plier sous la ténacité du malheur. Si, par un reste de pudeur, ils ne se renferment pas encore dans le silence, leur parole devient moins haute et moins hardie, leur attitude moins confiante, leur opposition moins fière. Ce n'est plus une mission qu'ils remplissent avec tout le zèle de l'espérance, c'est un devoir auquel ils se soumettent avec une résignation découragée... Nous ne demandons aucun éloge pour la différence qui existe entre les dispositions communes et les nôtres. La nature nous a fait un cœur qui s'est toujours laissé charmer aux saintes séductions de l'infortune et aux grandeurs de l'adversité, et nous trouvons, au fond de notre âme, je ne sais quel éloignement pour les insolences de la victoire, qui nous

1. Voici ce titre, que la duchesse désirait, avec raison, voir modifier un peu : *Mémoires historiques de S. A. R. MADAME, duchesse de Berri, depuis sa naissance jusqu'à ce jour, publiés par ALFRED NETTEMENT.*

rend éminemment propre à prendre le rôle d'historien d'un parti vaincu [1]. »

Alfred Nettement avait le droit de se rendre ce témoignage. Il n'était pas de ceux dont la conduite jure avec le langage. L'âme et le talent, le caractère et les écrits, tout en lui était d'accord, et on lui pourrait appliquer cette parole du comte Molé : « C'est une source abondante d'inspirations que l'honnêteté du cœur, que le désintéressement de la vie[2]. »

De ce désintéressement, l'époque de sa vie à laquelle nous sommes arrivés nous fournirait aisément plus d'une preuve. J'en citerai seulement deux exemples.

En ce temps-là (les choses ont-elles beaucoup changé depuis ?) la presse royaliste n'était pas riche et payait maigrement ses rédacteurs. Alfred Nettement et son frère Francis trouvaient cependant moyen d'envoyer chaque mois à leur père, qui avait vu diminuer ses appointements de vice-consul, une somme de trois cent cinquante francs. Ses parents s'étaient longtemps refusés à la recevoir ; leur résistance avait dû fléchir devant la lettre suivante qu'Alfred Nettement adressait à sa mère :

« 11 décembre 1833.

« ..... Les privations ne vous ont rien coûté pour que nous fussions à même d'avoir un avenir ; vous avez continué tout cela pendant quinze ans ; et aujourd'hui vous ne consentiriez

1. *Mémoires historiques de S. A. R. MADAME, duchesse de Berry*, t. III, p. 7.

2. *Réponse au discours prononcé par M. Vitet, pour sa réception à l'Académie Française*, le 26 mars 1846.

pas qu'enfin ce champ cultivé par vos mains vous rendit une simple dîme, que ce capital qui vous appartient vous produisît un pauvre petit intérêt ! Cela est mal, ma chère maman, parce que cela n'est pas logique. Tout ce que nous sommes nous le sommes par vous, tout ce que nous pouvons faire, c'est grâce à vous. Nous sommes les fils non de nos œuvres, mais des vôtres, les fils de vos sacrifices, de vos privations, de votre bonté si tendre, si infatigable, si pleine de sollicitude et de dévouement...

« Maintenant, il est convenu que tous les mois, à partir du mois de janvier prochain, nous te ferons passer les quatorze livres sterling nécessaires pour combler le déficit ouvert par la dernière ordonnance et pour représenter cette somme annuelle de quatre mille francs à laquelle tu bornes tes bien modestes calculs. Veux-tu que nous nous servions de l'entremise de M. Durand ? As-tu une autre voie à nous indiquer ? Voilà maintenant les deux seules questions que nous ayons à te faire, et puis cette grande petite affaire sera finie.

« Adieu, ma bonne maman, embrasse bien notre cher vice-consul. L'autre jour, notre oncle Jourdan m'a conté un trait de lui que j'ai été fier d'écouter. « Ton père, me disait-il, a été chargé de porter à Londres la nouvelle de la paix d'Amiens : s'il avait voulu en livrer le secret à un banquier, on lui aurait donné autant de millions qu'il en aurait voulus. » N'est-ce pas qu'il y a quelque chose de plus beau que d'avoir des millions, c'est de n'avoir pas voulu les gagner ainsi. »

Alfred Nettement se maria le 9 décembre 1837. Il épousa Mlle Clotilde Babault, dont l'image et le souvenir lui étaient restés chers depuis ses premières années de jeunesse, depuis ces heureuses journées de Châteauneuf-en-Thimerais, où il faisait pleuvoir sur le métier à broder de la jeune fille ses fleurs préférées : *manibus date lilia plenis*. La lettre suivante à sa mère, va nous dire les sentiments qui l'animaient, à l'heure où il contractait cette union :

« Samedi 26 août (1837).

« ..... Tu m'engages, tant en ton nom qu'en celui de M. L., à réfléchir sur le projet dont je t'ai parlé. Mes réflexions à ce sujet ont déjà été bien longues ; j'ai tourné et retourné ma résolution sous tous les points de vue, j'ai prié Dieu de m'éclairer et de m'inspirer ce qui serait le plus utile à *notre* bonheur, car je ne sépare pas le tien du mien, et toujours la même réponse m'est arrivée. Lorsque, dans cette nuit dont tu me parles, je te jetai ma confidence d'une manière si brusque, je n'eus ni le temps, ni le courage d'approfondir cette matière. Nous allions nous quitter ; d'après les idées générales, qui sont complètement contraires aux miennes, un fils qui se marie ne tient plus que par des liens relâchés à sa première famille : il semblait donc que je te quitasse deux fois en te confiant, en partant, mes projets de mariage. Cette idée qui pouvait naître dans ton esprit me causait une émotion qui m'ôta la parole. Maintenant je veux t'exposer les raisons qui m'ont amené à former ce projet que tu connais sans connaître les motifs que j'ai eus de le former. Je n'ai point sur le mariage les idées de tout le monde, mais enfin voici quelles sont mes idées :

« Ce qu'il y a de plus positif dans la vie, ce sont des devoirs à remplir. Ce qu'on offre de plus positif à la femme que l'on prend, c'est la moitié de ces devoirs. Ce que j'ai donc dû rechercher d'abord, c'est si la personne que je voulais épouser comprenait, comme moi, les devoirs qui nous deviendraient communs, si elle avait la bonté du cœur et l'élévation des sentiments, si elle était chrétienne de ce côté-ci de la vie comme de l'autre. C'est là ce que j'appelle le mariage chrétien, le mariage des intelligences et des âmes, le premier de tous les mariages.

« Je ne suis descendu qu'ensuite aux autres considérations, et, comme je te parle ici à cœur ouvert, je te dirai que c'est avec une joie secrète que j'ai vu que la femme que je voulais épouser n'était pas riche. Est-ce fierté, est-ce orgueil ? je ne le

décide point ; mais je serais blessé de l'idée qu'une femme m'apportât la richesse. J'aime la couronne de roses des fiancées de Normandie. Cette association pécuniaire venant gâter l'union morale et intellectuelle, cette espèce de rançon payée par devant notaire, ôte, suivant moi, de la dignité au mariage et détruit cette prééminence que doit avoir le mari. En créant l'homme fort et la femme faible, Dieu semble nous avoir indiqué que le travail du premier devait nourrir la seconde. Qu'importe que la force soit dans les mains ou dans l'intelligence, qu'il s'agisse d'une plume ou d'une charrue ? Je me connais moi-même, et que ce soit ou susceptibilité ou faiblesse, j'aurais été mal à mon aise avec une personne qui m'aurait apporté de la fortune. Il m'aurait semblé que les rôles étaient changés. Madame Walsh me disait une fois en me parlant de Jacques de Fitz-James, qui avait écrit à son mari que, dans le vieux temps, les châtelaines ne s'occupaient que de leur quenouille : « Je lui ai répondu de la bonne encre ; je lui ai écrit que, dans ce temps-là, c'étaient les châtelains qui garnissaient la quenouille des châtelaines. » Je suis persuadé que cette réponse est dans l'esprit de presque toutes les femmes qui enrichissent leur mari, et si j'avais aperçu l'ombre d'une pareille pensée dans l'esprit d'une femme à laquelle j'aurais donné mon nom en échange de sa fortune, nos liens eussent été à jamais rompus.

« Pour arriver à une appréciation plus particulière de la personne que j'ai le projet de prendre pour femme, je te dirai que la naissance de notre affection, qui a grandi avec les années, remonte à une époque où, entré à peine dans le monde, je n'avais pas devant moi cet avenir que ta tendresse maternelle rêve peut-être plus beau qu'il ne doit l'être. Cette inclination encore indécise, traversée de mon côté par les orages auxquels toute jeunesse est en proie, n'a, pour ainsi dire, point de date dans le cœur de celle dont je te parle. Elle m'a raconté souvent que, lorsqu'à l'époque des distributions de prix, les journaux publiaient mon nom, elle était émue sans savoir pourquoi. Elle était habituée à aimer ce nom, c'était celui d'un très jeune frère qu'elle aimait tendrement et qui est mort en bas-âge ; et

peut-être, par une de ces superstitions du cœur, qui existent à l'insu de ceux qui les éprouvent, continuait-elle sur ma tête ses destinées interrompues. Maintenant, ma bonne mère, je te le demande, parce que je suis parvenu à faire arriver mon nom à quelques oreilles qui ne le connaissaient pas, faut-il rompre ce lien d'affection qui réunit depuis longtemps nos deux vies ? Parce que ma carrière peut devenir un peu plus belle qu'elle ne semblait devoir l'être au premier abord, faut-il refuser de recevoir dans la communauté de ma destinée celle qui se sentait attirée vers l'obscurité de mes débuts? Je suis maintenant son espérance, son avenir: faut-il lui déclarer qu'il n'y a plus pour elle ni espérance, ni avenir ? Est-ce là le procédé d'un homme de cœur, d'un chrétien?

« Tu me parles de la richesse de l'avenir que je veux livrer et de la valeur des dons que j'ai reçus de Dieu. Je suis comme les autres hommes; souvent ces sentiments de vanité inhérents au cœur humain me sont montés à l'âme. Mais quand je descends au fond de moi, et que je cherche à m'apprécier, je trouve que le peu que je vaux tient au don de pouvoir exprimer, avec quelque chaleur, des sentiments un peu plus élevés que ceux des esprits ordinaires. Or, pour conserver ce don, il faut que j'agisse comme je parle, il faut que je préfère le beau à l'utile, le dévouement à l'égoïsme. Pour exprimer les sentiments élevés, j'ai besoin de les trouver dans mon cœur. Mon avenir sera ce que Dieu voudra; je me suis placé bien souvent, par la pensée, dans les positions brillantes que ceux qui les regardent d'en bas envient, et, au bout de quelques minutes de réflexion, l'ennui est venu m'y saisir. L'infini qui est le but de l'homme et le seul dont il ne se lasse pas, ne se rencontre que dans le royaume de la pensée. Si j'ai un avenir, c'est là que je le trouverai et je sens que je ne puis le trouver que là. En attendant, j'organise ma vie de manière à trouver le seul bonheur peut-être qui existe réellement dans le monde. Tu me parles de sacrifices, ma bonne mère, et j'ai bien peur de n'être qu'un égoïste. Passer une vie tranquille entre un père et une mère que j'aime comme je vous aime, et une femme que vous aimerez parce qu'elle vous aimera, c'est là mon bonheur à moi, bonheur

du foyer domestique, si nécessaire à ceux qui se livrent aux travaux de l'intelligence, et qui ont besoin de trouver sous leurs mains ces jouissances pures et tranquilles qui reposent des fatigues de la tête, les jouissances du cœur.

« Je n'éprouve aucune des craintes que tu exprimes au sujet de cette communauté de vie. Je connais depuis douze ans la personne dont je te parle. Je sais qu'elle t'honorera comme une mère, parce qu'elle te connaît par moi, et parce qu'elle sait d'ailleurs que ton bonheur est la première et la plus chère moitié du mien. Elle n'ignore pas, en outre, que son sort dépend de ta décision, car je te l'ai dit et je te le répète, jamais je n'épouserai une femme que tu ne voudrais pas pour fille. Elle te devra donc tout le bonheur qu'elle pourra trouver dans notre union, son rang dans le monde, son avenir. Elle a le cœur trop bien placé pour l'oublier, l'âme trop aimante pour ne pas te payer en affection.

« Après cela, nous arrangerons comme tu le voudras ces détails de vie intérieure et matérielle qui sont peu de chose quand on pense comme nous pensons. Nous ferons deux parts du revenu que Dieu nous enverra chaque année, la première pour le père bien-aimé et la mère chérie, la seconde pour les enfants. Nous serons, si tu veux, en pension chez toi, ou tu seras en pension chez nous. Nous aurons, du reste, deux appartements séparés dans la même maison, pour réunir à cette communauté de vie si douce cette indépendance personnelle qui est aussi un besoin.

« Voilà, ma bonne mère, mes projets d'avenir, projets bien raisonnés, bien mûris, qui ne sont point une improvisation du sentiment, mais le résultat de longues et sérieuses réflexions. Il ne manque que ton approbation pour les changer en réalités. Que votre place vous quitte ou que vous quittiez votre place, je vous tiens en garde la moitié de mon avenir. Puisque vous le partagerez, Dieu veuille le faire beau !

« Je te remercie de ta démarche auprès de M. de L. Je n'ai aucune répugnance pour le prêtre vénérable dont il a parlé. Je voudrais seulement que M. de L. lui écrivît pour lui demander si, à son tour, il n'éprouve aucune répugnance à se charger de

cette tâche. Quand j'en serai certain, alors je le verrai. Ces premières ouvertures sont difficiles à faire personnellement, et je voudrais trouver les voies préparées.

« Adieu, ma bonne mère, je t'embrasse comme je t'aime.

« ALFRED. »

CHAPITRE VII

Histoire du « Journal des Débats » — Le feuilleton dramatique

Descente de police a Auteuil. Berryer et M. de Genoude. *Complainte* sur la *Grande conspiration royaliste*. — Le *Couronnement de Joas*. Comment on paie une amende de 16,929 francs. — *Histoire politique, anecdotique et littéraire du Journal des Débats.* — Le feuilleton dramatique de la *Gazette de France*. Jules Janin et Théophile Gautier. — Débuts de Mlle Rachel. Racine et M. Granier de Cassagnac. — Mlle Mars et Mlle Doze. Mme Dorval. — Frédéric Soulié.

I

Lorsque Alfred Nettement écrivait à sa mère la lettre qu'on vient de lire et lui confiait ainsi ses projets d'avenir, caressant ce rêve de « deux appartements séparés dans la même maison, pour réunir à cette communauté de vie si douce cette indépendance personnelle qui est aussi un besoin », il était menacé d'avoir bientôt un « appartement séparé », non plus à sa maison d'Auteuil[1], non pas même à Sainte-Pélagie, comme journaliste, mais à Belle-Ile ou

1. Alfred Nettement demeurait, à cette époque, rue de La Fontaine, à Auteuil.

au Mont-Saint-Michel, comme prisonnier d'Etat. Il était prévenu, en effet, d'avoir organisé, de concert avec MM. Berryer, Édouard Walsh et de Genoude, un complot tendant à renverser le gouvernement.

Le 2 juillet 1837, M. Édouard Walsh, directeur de *la Mode*, se rendant de Paris en Allemagne auprès des princes de la branche aînée, avait été arrêté à Strasbourg, au moment où il arrivait à l'hôtel. On avait fouillé ses malles, on avait saisi ses papiers et envoyé à M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur, toutes les lettres cachetées que renfermait son portefeuille. Ces lettres avaient mis sans doute sur la trace de secrets importants, de révélations graves, car des visites domiciliaires furent faites chez M. Berryer, à Paris et à Augerville, chez M. de Genoude, à Paris et à son château du Plessis-les-Tournelles, près Provins, chez Alfred Nettement, à Auteuil. Ce dernier était alors à Londres, où il était allé passer auprès de son père et de sa mère quelques jours dérobés à la politique. Il écrivit aussitôt au journal *la Mode* une lettre, dont voici quelques extraits :

« ..... J'aime si peu à entretenir le public de ce qui me concerne, que j'ai hésité à vous parler de cette visite domiciliaire. Aussi bien, qu'a-t-elle eu de particulier ? Elle a ressemblé à toutes les mesures de ce genre : des papiers de famille fouillés et souillés par les mains de la police, les secrets de la vie intime violés et profanés, toute cette existence intérieure que Dieu seul a le droit de sonder du regard, violemment tirée de son sanctuaire et dépouillée de ses chastes draperies..... Si les bévues des gens du pouvoir n'étaient point passées en proverbe, je pourrais vous raconter comment une correspondance d'une vénérable personne, Mlle du Petit-Thouars, qui a bien voulu me prier de retracer la vie de son frère, si glorieu-

sement mort, il y a plus de trente ans, dans un combat naval livré aux flottes de l'Angleterre, comment cette correspondance a été prise pour une correspondance de son Altesse Royale Madame la duchesse de Berry. Ce n'est qu'après un long et minutieux examen qu'on a consenti à ne point emporter le carton qui contenait les documents nécessaires au travail que j'ai promis de faire... »

Après avoir rappelé que ni les opinions de M. Berryer, de M. de Genoude et de M. Walsh n'étaient mystérieuses, ni leurs sympathies équivoques ; que, pour les connaître, pas n'était besoin de violer leur domicile et de crocheter leurs tiroirs, il ajoutait :

« Il est toujours difficile de parler de soi-même ; pourtant je dirai que si la quatrième personne qui a été en butte aux dernières visites domiciliaires peut échapper par quelque endroit à l'obscurité dont elle a le goût, c'est par ses croyances et ses affections politiques. Peut-être avait-elle le droit de croire que le pouvoir n'avait rien à apprendre à ce sujet. Dans le temps où M. de Brian prit la direction de la *Quotidienne*, avec un si honorable courage, et lui imprima une impulsion si ferme, cette personne eut part à ses travaux. Un peu plus tard, quand le pouvoir réussit à lancer, l'une contre l'autre, les deux oppositions de droite et de gauche, cette personne fut assez heureuse pour marquer avec quelques gouttes de son sang la sincérité de ses convictions. Enfin, les Mémoires récemment publiés sous le titre de *Mémoires de la duchesse de Berry* ne laissaient aucun doute sur les sentiments d'admiration qu'éprouvait pour cette courageuse princesse celui qui écrit ces lignes.

« Dès lors, à quoi bon les visites domiciliaires ? Hommes de tribune ou de presse, nous n'agissons qu'en plein jour ; notre arme, c'est la parole que tout le monde entend, le journal que tout le monde lit. Etranges conspirateurs ! Loin de cacher notre pensée, nous la jetons aux échos des séances publiques, ou nous la livrons aux mille canaux de la presse, qui la porte dans

tous les coins de la France. En vérité, ceux qui viennent fouiller nos meubles, visiter nos papiers, scruter notre vie intime, pour découvrir notre opinion, nos projets, nos croyances, ceux-là ressemblent à des gens qui allumeraient une bougie pour mieux voir le soleil. »

Et il terminait par ces lignes :

« Je comptais faire un plus long séjour dans ce pays, où j'aurais été à même de trouver bien des lumières et bien des détails précieux. Mais quand on attaque l'armée, il faut que tous les soldats soient à leur poste [1].

L'instruction dura plusieurs mois et se termina, le 28 octobre 1837, par une ordonnance de non-lieu [2]. *La Mode* n'avait pas attendu ce dénouement pour mettre en chanson *la Grrrrrande conspiration carliste*. Son numéro du 1er octobre contenait une *complainte* en 43 couplets qui était naturellement *sur l'air de Fualdès*. Les couplets suivants disaient assez gaiement son fait à la police :

1. Cette lettre est datée de Londres, 25 juillet 1837. — *La Mode*, 1837, t. II, p. 124.

2. Cette ordonnance fut rendue par MM. d'Herbelot, juge, présidant la Chambre des Vacations, Boulloche et Fournerat, juges. — Voir, dans la *Gazette des Tribunaux* du 29 décembre 1837, l'*Instruction suivie contre MM. Berryer, de Genoude, Nettement, Walsh, etc., inculpés de complot. — Rapport du juge d'instruction. — Ordonnance de non-lieu.* — Voir aussi *Berryer et la Monarchie de Juillet*, par Charles de Lacombe, p. 217 et suivantes. M. de Lacombe, dans son très intéressant récit, a commis une petite erreur en faisant figurer ici, comme directeur de *la Mode* et comme impliqué dans le soi-disant complot, le vicomte Joseph Walsh, l'auteur des *Lettres vendéennes*. C'est son fils, M. Edouard Walsh, qui était, en 1837, directeur de *la Mode* et qui fut arrêté à Strasbourg, le 2 juillet.

Donc, par son ordre suprême,
La police brusquement
Envahit l'appartement
D'un royaliste quand même,
Qui, dans Londre, en ce moment,
Conspirait tranquillement.

Il est vrai que, trop tenace,
Cet écrivain plein d'orgueil,
En son repaire d'Auteuil,
Naguère avait eu l'audace
De dire assez *nettement*
Son fait au Gouvernement.

Puis, sur une autre ordonnance,
On rendit le même honneur
A ce coupable orateur,
Qui, par sa lâche éloquence,
Coupe si bien le sifflet
A Monsieur Montalivet.

Bref, pour compléter la chose,
On traita pareillement
Un publiciste éminent
Dont l'insidieuse prose
S'y prend de telle façon,
Qu'il a tort d'avoir raison[1].

II

Dextrum Scylla latus, lævum implacata Charybdis
Obsidet.

A peine déchargé de l'accusation de *complot*, Alfred Nettement se voyait menacé d'une autre poursuite, comme auteur d'un *attentat contre la sûreté de l'État.*

1. *La Mode*, 1837, t. II, p. 390.

Le 3 mars 1838, *la Mode* offrit à ses abonnés la gravure du *Couronnement de Joas*, d'après le tableau d'Antoine Coypel, qui représente le jeune Joas sur son trône, près de lui, Abner et Joad, et, au premier plan, Athalie emmenée hors du temple par les lévites armés. Au bas de la gravure se trouvaient les armes de la famille d'Orléans, peut-être parce que Coypel était peintre ordinaire de MONSIEUR, frère du roi Louis XIV; peut-être aussi pour quelque autre raison. Le Parquet eût sans doute été assez empêché de trouver motif à réquisitoire dans la reproduction d'un tableau vieux d'un siècle et demi et que chacun peut voir au Louvre; mais à la gravure était joint un texte explicatif, où le juge d'instruction, M. Zangiacomi[1], eut vite fait de découvrir les trois délits d'offense envers la personne du roi, d'attaque contre les droits qu'il tenait de la nation, d'adhésion à une autre forme de gouvernement. Certes, les trois délits étaient parfaitement caractérisés, et jusque-là, le juge d'instruction était dans son rôle et dans son droit. Malheureusement pour lui, il voulut aller plus loin. L'article n'étant pas signé, l'auteur, que tout le monde savait être Alfred Nettement, ne pouvait être impliqué dans la poursuite. Pour l'atteindre, M. Zangiacomi bapti-

1. *Zangiacomi* (Marie-Joseph-Prosper, baron), né à Paris, le 25 mars 1802, mort le 21 février 1877. Il était fils du conventionnel, baron de l'Empire, pair de France, président de chambre à la cour de Cassation et célèbre par sa résistance à la révision du procès Lesurques. Juge au tribunal de la Seine depuis 1832, M. Prosper Zangiacomi avait été chargé de l'instruction des affaires politiques les plus importantes : le procès de la Société des Droits de l'homme, celui des accusés d'avril, celui de Fieschi, etc. Conseiller à la Cour royale en 1841, président de chambre à la Cour impériale en 1853, il devint en 1858 conseiller à la Cour de cassation, où il siégea à la chambre criminelle.

sa l'article du 3 mars *Attentat à la sûreté de l'Etat*. Du moment qu'il s'agissait, non plus d'un simple délit de presse, mais d'un crime prévu par la loi du 9 septembre 1835 et entraînant, avec la *détention*, une amende de DIX MILLE A CINQUANTE MILLE FRANCS, force était bien que la justice en recherchât partout les *co-auteurs* et complices. Des visites domiciliaires furent opérées aux bureaux de *la Mode*, chez M. Edouard Walsh et chez Alfred Nettement; deux descentes de police eurent lieu chez ce dernier, l'une à son domicile, à Paris, l'autre à sa maison de campagne, à Auteuil.

Ces mesures provoquèrent une vive émotion. Les journaux les moins favorables à la presse de droite protestèrent avec énergie, et, au premier rang, le *Constitutionnel*, qui disait dans son numéro du 8 mars :

« D'après la loi de la presse, le délit, quelque nom qu'on lui donne, ne peut entraîner de poursuite que contre le gérant responsable, ou l'auteur s'il est connu. Et parce que la loi a fictivement nommé *attentat* un certain genre de délit de presse, vous vous croyez autorisé à employer la procédure criminelle suivie dans les attentats ordinaires ! Vous assimilez l'attentat nominal à l'attentat réel, le crime de la pensée au crime de l'action.

« Qu'a voulu le législateur en changeant la qualification de l'acte ? Elever la peine et changer facultativement la juridiction ; intimider, comme a dit M. Guizot; mais intimider qui ? Ce gérant responsable, celui-là seul sans lequel le délit ne peut se commettre. Si vous poursuivez ceux qui ont concouru ou peuvent être supposés avoir concouru au délit, il faut remonter à l'auteur de la pensée et à tous ceux qui se sont employés pour la traduire ou la répandre, depuis l'écrivain jusqu'au porteur du journal.

« Une telle procédure est inadmissible. Le pouvoir devait

laisser sommeiller les lois de Septembre. Il les réveille. C'est déjà quelque chose de déplorable. Mais du moins qu'il n'aille pas au delà des rigueurs judiciaires qu'elles consacrent. Qu'au moins les lois de Septembre soient une vérité. »

Eclairé par le *Constitutionnel*, M. Zangiacomi, qui était un homme d'esprit, passa condamnation sur l'*attentat,* et se contenta de retenir les délits d'offense au roi, d'attaque à ses droits constitutionnels et d'adhésion à une forme de gouvernement autre que celui établi. Le 21 mars, le gérant de *la Mode*, M. Voillet de Saint-Philbert, comparaissait devant la Cour d'Assises de la Seine, qui le condamnait, malgré l'habile défense de Me Hennequin, à un an de prison et à quinze mille francs d'amende.

Dans son réquisitoire, le substitut du procureur général, M. Nouguier[1], avait désigné Alfred Nettement comme l'auteur de l'article et lui avait reproché d'en décliner la responsabilité. Nettement lui adressa la lettre suivante:

« Monsieur,

« Comme le parquet, faisant un retour sur lui-même, suivant vos propres expressions, n'a pas jugé possible de me mettre en cause dans le dernier procès de *la Mode*, je n'ai pu relever à l'audience l'inexactitude d'une de vos paroles, qu'il m'importe cependant de ne pas laisser subsister. Après m'avoir prodigué des compliments, que vous me permettrez de ne pas vous rendre, car je crois les luttes de la politique trop graves pour pouvoir les faire descendre jusqu'à un de ces tournois de parole dans

1. *Nouguier* (Pierre-Charles), né à Montpellier en 1807, mort à Paris en 1868 ; substitut près le tribunal de la Seine en 1832, avocat général, puis conseiller à la Cour de Cassation ; auteur d'un ouvrage estimé sur *la Cour d'assises* (1860-1870, quatre volumes in-8°).

lesquels on couvre de fleurs le fer de la lame qu'on présente à l'ennemi, vous avez cru pouvoir dire que j'avais refusé la responsabilité d'un article incriminé par vous: cette assertion est inexacte, Monsieur; je n'ai eu rien à accepter, car on ne m'a rien proposé; rien à répondre, car on ne m'a pas interrogé. Je n'ai point reculé, j'ai attendu, et c'est le pouvoir, Monsieur, qui, après s'être avancé sur le terrain des visites domiciliaires, a trouvé plus prudent de reculer. S'il était curieux de savoir comment un écrivain défend, non sa propre liberté, ce qui est peu de chose. mais la liberté de la presse tout entière, quand on lui fait l'honneur de l'attaquer en sa personne, il fallait, Monsieur, avoir jusqu'au bout le courage de votre arbitraire... L'illégalité ministérielle n'a pas eu le cœur d'aller jusqu'au bout et de faire succéder aux visites domiciliaires qu'elle a pratiquées chez moi, un interrogatoire; les graves étourdis du réquisitoire ont rengaîné avant d'avoir croisé le fer, ce n'est point ma faute, c'est la vôtre, Monsieur.

« Ma lettre n'ayant d'autre but que cette demande en rectification, je la termine ici.

« Alfred NETTEMENT[1]. »

Restait à payer l'amende, qui s'élevait, avec les frais, à 16,929 francs 80 centimes. Ce fut l'affaire de trois lignes, dans le numéro du 24 mars : « Nous venons, disait *la Mode*, de faire tirer mille exemplaires de luxe du *Couronnement de Joas*: nous les céderons à nos amis au prix de 20 francs l'exemplaire ». Et voilà pourquoi, dans mon enfance, lorsque je faisais mes devoirs dans le cabinet de mon père, il y avait au-dessus de mon pupitre *Le Couronnement de Joas, dédié au duc d'Orléans*.

1. *La Mode*, n° du 24 mars 1838.

III

Les menaces du Parquet, les descentes de justice et les visites domiciliaires, n'étaient pas, on le pense bien, pour faire renoncer Alfred Nettement à la lutte. Précisément à l'heure où son nom retentissait à la Cour d'Assises, dans le procès de *la Mode,* il publiait un livre qui était encore un livre de combat, *l'Histoire politique, anecdotique et littéraire du Journal des Débats*[1]. Le *Journal des Débats* existe toujours, il n'a pas cessé d'être rédigé avec talent; aucune autre feuille n'est mieux faite, mieux imprimée, sur du papier plus solide, avec des caractères plus nets, avec une encre plus noire. Il a donc encore bon air, bon pied et bon œil. Seulement, que vous dirai-je? avec toutes les couleurs de la santé, avec toutes les apparences de la vie, il ne vit plus. Sa voix est forte, harmonieuse et pure, mais on ne l'entend plus, ses armes sont élégantes et bien fourbies, mais elles ne blessent plus. Il a si longtemps vécu dans la compagnie de Platon et de Cicéron, qu'il a retrouvé l'anneau merveilleux du berger Gygès[2] et l'a passé à son doigt : et voilà pourquoi aujourd'hui il a beau s'escrimer dans la mêlée des partis, nul n'y prend garde et ne s'émeut de ses grands coups d'épée: il est invisible.

En 1838, le *Journal des Débats* était une puissance.

1. Deux volumes in-8°. — 1838. — Paris, chez Dentu, galerie d'Orléans, au Palais-Royal.

2. Voy., sur la légende du berger Gygès, la *République* de Platon et les *Offices* de Cicéron.

Son directeur, M. Bertin aîné, faisait et défaisait les ministères. Sous la Restauration, il avait pu dire à M. de Villèle : « J'ai renversé le ministère Decazes, je vous renverserai ». Après 1830, son action était plus considérable encore. A l'Exposition des *Portraits du siècle*[1], une toile entre toutes faisait, pour un instant, revivre sous nos yeux les temps lointains de la Monarchie de Juillet, ces années, après tout prospères, qui virent le règne de la bourgeoisie triomphante ; et cette toile, ce n'était ni le portrait de M. Guizot, ni celui de M. Thiers, ni ceux de MM. Molé, Dupin, Casimir Perier, Duchâtel, c'était celui de M. Bertin aîné, roi des *Débats*. Dans cet admirable portrait, d'un si surprenant relief, d'une expression si intense et si profonde, où l'idéal manque, mais où la vie surabonde, Ingres a résumé le tableau d'une époque, d'une dynastie, d'une race ; il a écrit à sa façon l'histoire du *Journal des Débats*, et cette histoire est un chef-d'œuvre. Le livre d'Alfred Nettement n'est point un chef-d'œuvre sans doute, mais cette histoire particulière n'en est pas moins un intéressant chapitre de l'histoire générale. La littérature y tient d'ailleurs autant de place que la politique et on ne trouvera nulle part un tableau plus complet du mouvement intellectuel qui signala les premières années du siècle, de cette campagne en faveur des idées monarchiques et religieuses qui restera l'honneur du *Journal des Débats*. Sur le critique Geoffroy, en particulier, Alfred Nettement a des pages excellentes[2], comme il en aura de charmantes, dans son second volume, sur Jules Janin[3]. Quoi de plus

1. Ouverte, le 23 avril 1883, à l'Ecole des Beaux-Arts.
2. Tome I, p. 95 et suivantes.
3. Tome II, pages 99 et suivantes.

piquant, par exemple, que cette appréciation du style de Jules Janin, « ce style où chaque mot court après le mot qui le suit, comme s'il s'agissait de le gagner de vitesse..., où toutes les phrases commencent à la fois, se coudoient, s'empressent, parlent ensemble, comme les écoliers de la célèbre gravure anglaise qui représente le vacarme dans l'école[1] ? » Quoi de plus juste que ce mot sur la double impression que laissent au lecteur les feuilletons du célèbre *lundiste* : « Lorsqu'on est arrivé, on se réjouit à la fois d'être au terme d'une fatigue, et l'on regrette d'être à la fin d'un plaisir » ; ou encore ce mot sur les qualités d'esprit et de style qui servent si bien Jules Janin dans le journal, et qui deviennent des défauts, quand il veut écrire un livre : « Cette verve avec laquelle il vous entraîne, ce mouvement de phrases et d'idées qui vous pousse et vous porte dans le feuilleton, vous fatigue et vous épuise, quand la carrière est plus longue. *On traverse bien un bourg au pas de course, mais non pas une province ou un royaume* ».

IV

Lorsqu'il jugeait ainsi Jules Janin et ses prédécesseurs aux *Débats*, Geoffroy, Charles Nodier, Duvicquet, Alfred Nettement se doutait-il qu'à peu de temps de là, il serait chargé lui-même, à la *Gazette de France*, de l'article des théâtres ?

Le 4 août 1838, il prit possession du feuilleton drama-

1. *Uproar in the school.*

tique de la *Gazette* et le fit assez régulièrement chaque semaine pendant neuf ans, jusqu'au 24 février 1848.

Il semble tout d'abord qu'il va se trouver un peu dépaysé dans ce nouveau rôle. Il n'aura, en effet, ni la légèreté, ni la fantaisie, ni la grâce heureuse, ni l'agrément perpétuellement renouvelé de Jules Janin. Il lui manquera de s'intéresser, autant qu'il le faudrait peut-être, au mariage de l'ingénue et à l'adultère de la baronne, aux crimes de l'homme du grand monde et aux vertus de l'homme du peuple. En racontant le dernier vaudeville de M. Bayard, ou le dernier drame de M. Bouchardy, il ne croira pas assez *que c'est arrivé*. Lorsqu'il rencontrera, au Palais-Royal ou à la Porte-Saint-Martin, une comédienne qui débute ou un comédien qui fait ses adieux au public, il aura le tort de ne pas dire, comme Montesquieu arrivant à Alexandre: « Parlons-en tout à notre aise ».

Si Jules Janin était alors *le prince des critiques* dramatiques, à côté de lui, commençait à se faire place un jeune écrivain qui devait bientôt lui disputer le premier rang. Le 24 juin 1836, Théophile Gautier avait publié dans la *Presse* son premier feuilleton [1], et il ne lui avait pas fallu longtemps pour affirmer sa maîtrise. Avec une verve humoristique, dans une langue brillante, colorée, pittoresque, il racontait la pièce, il faisait le portrait des

1. Au début, Gérard de Nerval collabora régulièrement avec Théophile Gautier pour ces feuilletons dramatiques de la *Presse*, qu'ils signaient *G. G.*, à l'imitation du *J. J.* du *Journal des Débats*. Les choses allèrent ainsi jusqu'au 21 mai 1838. Après cette date, Gérard abandonna à peu près sa tâche et ne fit plus guère que suppléer Gautier à la *Presse*, lors des absences et des voyages de son ex-collaborateur. — *Histoire des œuvres de Théophile Gautier*, par le Vte de Spoelberch de Lovenjoul, t. I, p. 123.

acteurs, il décrivait les décorations, et sa plume, dans ce dernier cas, rivalisait avec le pinceau des décorateurs eux-mêmes, avec la brosse magique des Cicéri et des Séchan. Le décor avait du reste pour lui plus d'importance que le sujet de la pièce ou sa moralité. La question d'art primait tout à ses yeux, ou plutôt il n'y avait pas pour lui d'autre question. Il n'en ira pas de même avec Alfred Nettement. Dans ses Premiers-Paris, il ramenait toutes les questions à des questions de principes ; ainsi fera-t-il dans ses feuilletons. Il sait par cœur le petit ouvrage de l'évêque de Meaux, *Maximes et réflexions sur la comédie*. Il sait aussi que les dangers des spectacles sont infiniment plus grands à notre époque qu'ils ne l'étaient du temps de Bossuet. Au XVIIe siècle, alors que le théâtre était seulement une institution littéraire, ses dangers avaient par là même quelque chose de restreint et de circonscrit. Son action s'exerçait très faiblement sur le peuple, qui ne recherchait pas avec la même ardeur que de nos jours les distractions scéniques. Au XIXe siècle, ce ne sont plus seulement quelques privilégiés, gentilshommes ou bourgeois, qui fréquentent les spectacles ; le peuple s'y porte en foule et c'est là surtout que se fait son éducation. Le théâtre est devenu l'école du peuple. Quels enseignements y reçoit-il ? Comme tous, à la scène, auteurs, acteurs, directeurs, ne recherchent rien tant que le succès, et comme, d'autre part, la démocratie tient le haut du pavé, le théâtre flatte tous les penchants jaloux, tous les instincts envieux de la démocratie ; il humilie à ses pieds toutes les grandeurs sociales. S'il ne lui est pas permis — comme autrefois à Athènes — de désigner personnellement les meilleurs citoyens aux colères populaires, à défaut de la guerre aux individus, il

fera la guerre aux principes, aux mœurs, aux institutions. Au besoin, il refera l'Histoire de France à l'usage du nouveau Dauphin ; tout ce qui, dans notre glorieux passé, a été grand, illustre, honoré, il le livrera au mépris et à la risée de la foule.

N'avait-on pas vu, dans les années qui avaient immédiatement suivi la Révolution de Juillet, la religion insultée sur presque tous les théâtres, le clergé présenté sous les traits les plus odieux, la débauche, l'assassinat, l'incendie, mis au compte de ses actions les plus ordinaires ? C'est le temps où la Porte-Saint-Martin joue *L'Incendiaire ou la Cure et l'Archevêché*[1]. Les rois n'y sont pas mieux traités que les prêtres. Dans *Le Roi s'amuse*[2], du vainqueur de Marignan, de l'héroïque vaincu de Pavie, du Père des lettres, de l'ami de Primatice et de Léonard de Vinci, Victor Hugo fait un grossier soudard, un héros de taverne, un misérable, qui le matin, dans son Louvre, viole une fille de quinze ans, et qui, le soir, dans un bouge sans nom, trinque avec une ribaude. Et voici qu'à son tour, M. Félix Pyat, dans son drame d'*Ango*[3], fait un lâche de François Ier et le montre tremblant, se pâmant, se trouvant mal devant une épée nue. Mais ce n'était pas assez de traîner dans la fange le prêtre et le roi, il fallait mettre sur le pavois l'habileté souillée, le vice railleur et beau parleur, le crime qui a le mot pour rire et qui, non content de spo-

1. *L'Incendiaire ou la Cure et l'Archevêché*, drame en cinq actes et en prose, joué, pour la première fois, le 24 mars 1831, avait pour auteurs MM. Alexis Decomberousse et Benjamin Antier. Ce dernier était l'intime ami de Béranger.

2. Représenté à la Comédie-Française le 22 novembre 1832.

3. *Ango*, drame en cinq actes et en prose, par Félix Pyat et Auguste Luchet, joué le 25 juin 1835. La pièce eut un grand succès.

lier et d'ensanglanter la société, la persiffle et la bafoue. Cette fois, c'est l'heure de *Robert Macaire*[1], et le parterre s'éprend d'une véritable passion pour ce gibier de potence, plus fin que la police, plus fort que le gouvernement. — Comment s'y prendre maintenant pour réveiller les sens assoupis du public? L'auteur n'a plus qu'une ressource, c'est de faire appel aux pires passions et aux plus bas instincts, de matérialiser de plus en plus la scène, de substituer aux émotions généreuses de l'âme les sensations physiques, de braver enfin toute pudeur et de fouler aux pieds toute morale, et, après avoir glorifié l'adultère, d'exalter le suicide.

Alfred Nettement avait été le témoin attristé de ces excès et de ces scandales. En 1838, heureusement, cette fièvre de licence était un peu apaisée. Si les idées et les partis révolutionnaires étaient loin d'avoir disparu, ils n'étaient plus aussi puissants. Les émeutes étaient écrasées, les clubs fermés, les sociétés secrètes dissoutes. L'ordre ne régnait pas seulement dans la rue, il commençait à se refaire dans les esprits. Le Gouvernement avait reconquis son autorité matérielle et une partie de son autorité morale. La religion même voyait revenir à elle et à ses ministres, sinon la confiance, du moins le respect. Il ne se pouvait point que cette renaissance des idées conservatrices n'exerçât pas son influence sur les théâtres. Mais s'ils étaient devenus moins mauvais, il n'en était pas moins toujours nécessaire que la critique les surveillât. Si le théâtre est

1. *Robert Macaire*, comédie en trois actes, par MM. Benjamin, Saint-Amand, Maurice Alhoy, représenté, pour la première fois, aux Folies-Dramatiques, le 14 juin 1834.

un instrument qui peut servir à polir les esprits, il ne lui sera jamais donné, même aux époques régulières, même aux meilleurs jours, de purifier les cœurs. Ce serait une illusion de compter sur lui, en aucun temps, pour améliorer la morale publique ; mais on a le droit d'exiger que du moins il ne la pervertisse pas. On est également fondé à demander que l'art dramatique, même dans ses plus grandes hardiesses, respecte les lois du goût, que, pour obtenir de faciles succès, il ne se fasse pas un jeu de la vérité historique, des convenances sociales, des principes religieux. Il ne saurait lui être permis de corrompre et de dégrader les intelligences, sous prétexte d'égayer les loisirs de la société et d'amuser ses ennuis.

Le critique a donc le devoir de juger les pièces, non seulement au point de vue littéraire, mais aussi au point de vue moral. Il faut qu'il adopte nettement un parti, discute vivement le pour et le contre, ne craigne pas de *tuer* ce qui ne mérite pas de vivre. Il faut qu'il aille au besoin jusqu'aux *vertueuses colères* d'Alceste ; qu'il s'attache à réprimer la licence, à redresser les écarts ; qu'il s'efforce de ramener et de maintenir les théâtres dans les voies de la décence et de l'honnêteté, dans celles du bien et du beau.

V

C'est parce qu'il connaissait ces devoirs et qu'il était décidé à les remplir, qu'Alfred Nettement accepta de faire à la *Gazette de France* la critique théâtrale.

Par une heureuse fortune, il arriva que ses débuts

dans le feuilleton coïncidèrent avec ceux de Mlle Rachel à la Comédie-Française. Son premier article est du 8 août 1838 : le premier début de Mlle Rachel avait eu lieu, dans *Horace*, quelques semaines auparavant, le 12 juin. Le critique eut donc cette joie, dès ses premiers pas dans la carrière nouvelle où il entrait, de pouvoir saluer un nouveau talent, et de pouvoir, à la même heure, applaudir à une renaissance littéraire, qui répondait à ses plus anciennes et à ses plus vives admirations. Ces tragédies de Corneille et de Racine, que les romantiques se flattaient d'avoir à jamais reléguées dans l'oubli, voilà qu'elles réapparaissaient, et la foule se pressait maintenant au théâtre pour leur faire fête, confondant à la fois dans un même enthousiasme et les vieux chefs-d'œuvre et la jeune tragédienne.

Cette rentrée triomphale de la tragédie classique n'était pas pour plaire à Victor Hugo, doublement atteint et dans sa gloire et dans ses intérêts. Les recettes d'*Andromaque* étaient supérieures à celles de *Marion de Lorme*[1] ; *Mithridate* battait *Angelo* ; Jean Racine était applaudi comme jamais Victor Hugo ne l'avait été. Cela se pouvait-il

1. Les tout premiers débuts de Rachel, qui se produisaient au cœur de l'été, n'avaient pas attiré le public. Le 23 juin 1838, on jouait *Horace* et une comédie nouvelle, *Faute de s'entendre*. La recette ne s'élève qu'à 303 francs. Au mois d'août, elle monte péniblement à 423, à 715, à 800. Une fois, mais c'est un dimanche et avec *Horace* on donne *Tartuffe*, le chiffre atteint 1,225 francs. Au mois de novembre, il atteint 6,000 fr., et maintenant les recettes iront toujours en augmentant. Il n'en allait pas précisément de même, à cette époque, des recettes de Victor Hugo à la Comédie-Française. *Angelo* avait été joué cinq fois, du 2 avril au 22 septembre 1837 ; les recettes de ces cinq représentations avaient été inférieures aux frais, lesquels étaient de 1,500 francs par soirée.

souffrir ? M. Granier de Cassagnac se chargea de venger le Maître. Il fit, dans la *Presse*[1], une campagne en règle contre Racine et démolit l'une après l'autre toutes ses tragédies. Ce terrible homme démontrait, avec toutes sortes d'arguments, un jour, que « la tragédie de *Mithridate* est une des plus vides, des plus lentes et des plus avortées qui se voient » ; — un autre jour, qu'*Athalie* est une pièce médiocre, dont le plan dénote une absence complète de réflexion, dont le style est « mal venu », souvent « médiocrement exécuté», quelquefois même « particulièrement odieux » ; dont les « chœurs sont un ramassis de phrases communes et creuses, rimées avec des adjectifs et des infinitifs », et telles que « l'Opéra-Comique d'à présent y regarderait à deux fois avant de les admettre[2] ». A ces férocités, suivant le précepte du Maître, le critique mêlait parfois la note gaie : « Victor Hugo, écrivait-il, emploie toutes les portes qui existaient au palais d'Angelo Malipieri ; Racine invente au temple de Jérusalem des portes qui n'existaient pas. De quel côté est la simplicité dans la mise en scène[3] ? »

Tout a l'humeur gasconne en un auteur gascon.

Alfred Nettement répondit à Granier de Cassagnac. Ses feuilletons sur *Mithridate*[4] et sur *Athalie*[5], celui auquel

1. « C'est par Victor-Hugo que je devins, dans la *Presse*, collaborateur de M. de Girardin ». Adolphe Granier de Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. I, p. 72.

2. M. Granier de Cassagnac a réuni ses articles sur le théâtre de Racine dans ses *Œuvres littéraires*, 1 vol. in-12, Paris, 1852, Victor Lecou, éditeur.

3. *Œuvres littéraires de Granier de Cassagnac*, p. 195.

4. *Gazette de France*, 9 octobre 1838.

5. *Gazette de France*, 23 octobre 1838.

il donna pour titre : *Etude littéraire sur Racine*[1], sont parmi les meilleures pages qu'il ait écrites, et on doit regretter qu'il ne les ait pas recueillies dans ses œuvres, comme le fit Granier de Cassagnac pour ses articles de la *Presse*.

Admirable dans les tragédies de Racine, Mlle Rachel était peut-être plus admirable encore dans les tragédies de Corneille. Le jour où, dans *Nicomède*, elle joua le rôle de Laodice, le critique de la *Gazette* traça d'elle ce portrait :

« Mlle Rachel était à l'aise dans ce rôle de fierté royale et de superbe tendresse. Sa voix, sa physionomie, son jeu, qui expriment admirablement les sentiments de noble indignation, de dédaigneuse ironie, de froide colère, se développaient avec tous leurs avantages ; elle a accablé Prusias de son courage, Flaminius de sa fermeté ; elle a animé Nicomède de son ardeur : elle a été grande, noble, elle a été reine. Et où avez-vous donc surpris, jeune fille, le secret de la grandeur royale ? Où avez-vous appris cette dignité de maintien, ce geste qui commande, cette noblesse qui impose, cette voix qui règne ? Chose merveilleuse !

« Mlle Rachel a deviné tout cela : elle sait marcher, parler, s'asseoir, se lever en reine. Elle ressemble, par sa pose, à ces statues antiques que sans doute elle n'a pas étudiées ; elle a le secret de ces intonations qui traduisent à la foule les idées et les sentiments dont les grands hommes de notre littérature ont animé leurs vers. En présence de ce rôle cornélien de Laodice, la jeune fille a disparu, il ne reste plus que la princesse irritée, que la souveraine qui se fait de sa dignité et de son courage un trône plus haut que celui dont Prusias et Flaminius veulent la faire descendre. Ne vous étonnez pas des succès de Mlle Rachel, c'est une traduction vivante de Racine et de Corneille. Par un geste, par une intonation de voix, elle ouvre de rapides échap-

1. *Gazette de France*, 10 novembre 1838.

pées par lesquelles le regard du vulgaire plonge dans les profondeurs du génie de ces grands hommes...

« Mlle Rachel a été belle, simple et parfaite dans tout ce rôle de Laodice. Nous ne lui ferons qu'une observation au sujet d'un passage de la première scène. Voulant décider Nicomède à retourner à son camp, la reine lui dit :

Et ne vous flattez point ni sur votre grand cœur,
Ni sur l'éclat d'un nom cent et cent fois vainqueur.
Quelque haute valeur que puisse être la vôtre,
Vous n'avez en ces lieux que deux bras comme un autre ;
Et fussiez-vous du monde et l'amour et l'effroi,
Quiconque entre au palais porte sa tête au roi.

« La jeune tragédienne a donné à ces vers une teinte d'ironie qu'évidemment ils n'ont point dans la pensée de Corneille. Laodice aime et admire Nicomède ; elle est alarmée pour sa liberté, pour sa vie ; et il n'y a rien d'ironique dans les louanges qu'elle lui adresse. Il les a méritées et il devrait y avoir un accent passionné dans sa voix, car toutes ces grandes qualités sont précisément les titres de Nicomède à son amour...[1] »

Alfred Nettement sera jusqu'à la fin fidèle à son admiration pour l'interprète de Corneille et de Racine. Il arriva qu'en 1842 Jules Janin, après une longue série d'articles en l'honneur de la jeune tragédienne, l'attaqua tout à coup avec violence — ce qui ne l'empêchera pas (souvent Janin varie[2], de lui consacrer plus tard un dithyrambe de quatre cents pages[3]. Le critique de la *Gazette de*

1. *Gazette de France*, 17 avril 1839.

2. On lit dans un recueil du temps, l'*Artiste* : « Mademoiselle Rachel a été mauvaise — dans cent cinquante feuilletons de M. Janin — pour avoir oublié de lui donner des bonbons le jour de sa fête. »

3. *Rachel et la tragédie*, par Jules Janin. Un volume grand in-octavo 1859.

France prit contre son confrère des *Débats* la défense de Rachel[1].

S'il aimait à saluer sa gloire naissante, il ne se croyait pas tenu de lui sacrifier Mlle Mars, pour laquelle cependant allait bientôt sonner l'heure de la retraite. Le 9 avril 1839, dans une représentation au bénéfice du tragédien Lafon[2], la Comédie-Française joua *Nicomède* et le *Misanthrope*. Après avoir parlé, comme on l'a vu tout à l'heure, de Mlle Rachel dans le rôle de Laodice, il ajoute aussitôt :

« Que dire de Célimène? Il semblait que Mlle Mars, encore animée par son dernier succès[3], voulût se surpasser elle-même, dans cette représentation au bénéfice d'un ancien ami. C'était cette coquetterie fine et adorable du dix-septième siècle, ce sourire qui ne sait point perdre sa jeunesse, ces airs de tête inimitables, cette voix pénétrante qui n'est jamais plus puissante et plus belle que lorsqu'elle dit le vers plein et nourri de Molière. Mlle Mars a été plus ravissante, plus harmonieuse, plus Célimène que jamais.

« Elle a été un triomphe dans un rôle qui est un triomphe, Mlle Mars et Lafon ont été couverts d'applaudissements, comme Mlle Rachel et Lafon en avaient été couverts. Encore une fois, c'était une belle soirée que celle-là. On pouvait se croire en plein dix-septième siècle, avec Corneille et Molière, et l'on était

1. *Gazette de France*, du 22 novembre 1842.

2. Pierre Lafon (1775-1846). Il avait débuté à la Comédie-Française, le 8 mai 1800, dans le rôle d'Achille d'*Iphigénie en Aulide*. Il quitta le théâtre en 1828. Bien qu'il fût très loin d'égaler Talma, sa chaleur, sa belle tenue, la noblesse de ses gestes, la pompe même de son jeu et de sa diction, le rendaient très remarquable dans les personnages chevaleresques, dans les rôles qui demandaient surtout l'éclat extérieur, comme Orosmane, Tancrède et Zamore.

3. Dans *Mademoiselle de Belle-Isle*, comédie en cinq actes et en prose, d'Alexandre Dumas, dont la première représentation avait eu lieu quelques jours auparavant, le 2 avril 1839.

tenté de se demander en sortant si l'on n'irait pas faire sa cour à Versailles. Vous savez cet homme de lettres, plus gourmand que millionnaire, qui disait en sortant d'un dîner à trois louis par tête : « En vérité, je ne sais pas pourquoi on ne dîne pas ainsi tous les jours. » Nous aurions dit volontiers après avoir vu *Nicomède* et le *Misanthrope* : « En vérité, nous ne savons pas pourquoi l'on ne fait pas des pièces comme celles-là tous les jours[1]. »

A propos encore de Rachel et de Mlle Mars, je trouve, dans le feuilleton de Nettement du 4 avril 1840, le curieux renseignement qui suit :

« L'engagement de Mlle Rachel a été signé aujourd'hui à la Comédie-Française. Le théâtre accorde à la jeune pensionnaire 27,000 francs d'appointements, une représentation à bénéfice garantie 15,000 francs, et 18,000 francs de feux, répartis en 64 représentations (environ 280 francs par soirée), plus un congé de trois mois.

« Par cet arrangement, la Comédie-Française donne 60,000 fr. par an à Mlle Rachel.

« Mlle Mars, dont l'engagement vient aussi d'être renouvelé, ne recevra que 42,000 francs. »

Mlle Mars prit congé du théâtre le 31 mars 1841[2]. Elle ne devait pas être remplacée. Deux ans avant de quitter la scène, elle avait elle-même présenté au public l'*ingénue* à laquelle elle réservait sa succession. Elle l'avait formée de ses mains, elle lui avait donné les meilleures leçons, et l'élève n'était pas sans en avoir profité. Mlle Doze — c'était le nom de la jeune fille qui avait trouvé dans Mlle Mars

1. *Gazette de France*, du 17 avril 1839.

2. Elle était alors âgée de 62 ans accomplis. Elle avait débuté le 1er janvier 1793 dans un petit opéra du théâtre Montansier.

une si bonne *marraine* — débuta avec succès au mois de novembre 1839. Elle ne devait pas cependant parvenir à recueillir l'héritage de Célimène, et Alfred Nettement semblait bien le prévoir, lorsque, le 22 décembre 1839, à la suite d'une représentation de l'*Ecole des maris*, où elle avait joué le rôle d'*Agnès*, il écrivait cette jolie page :

« C'est toujours une jeune fille gracieuse, dont la voix est singulièrement harmonieuse et aimable, dont le jeu est parfaitement spirituel et fin, dont tous les mouvements sont remplis de grâce, qui a des accentuations parfaitement calculées, des airs de tête et des jeux de physionomie qui surprennent; mais ce n'est pas Mlle Doze, c'est Mlle Mars telle que vous l'avez vue, telle que vous la voyez encore. La grande comédienne a mis tout son écrin sur la tête de cette petite fille, elle lui a donné sa voix, ses gestes, ses mouvements, sa manière de dire, sa manière de s'asseoir, sa manière de marcher. L'illusion est si complète, qu'aux premiers mots on cherche Mlle Mars, et l'on est tout surpris de ne pas la trouver. Sans doute c'est beaucoup d'avoir si bien réussi à copier Mlle Mars, mais ce n'est pas assez.

« Lorsque Mlle Doze aura bien profité de ces utiles et savantes leçons, il faudra qu'elle apprenne à se les approprier, à dominer ses études, à y ajouter ses propres inspirations, à mettre à ses dons naturels ou acquis le dernier cachet du talent, l'originalité : car, il ne faut pas le lui cacher, cette parfaite et si fidèle imitation, qui charme au premier coup d'œil, fatigue au second. On sent trop que ce n'est pas une jeune fille de seize ans qui peut avoir l'initiative de ces coups d'œil si profonds, de ces jeux de physionomie si habilement calculés ; la grande coquette se laisse voir derrière l'Agnès, la grande actrice derrière la jeune débutante Mlle Mars a appris à Mlle Doze à être Mlle Mars : il lui reste un dernier et plus grand service à lui rendre : c'est de lui apprendre à être Mlle Doze. »

La crainte qu'exprimait si discrètement le spirituel critique s'est réalisée. La jeune et jolie comédienne, ne

pouvant parvenir « à être Mlle Doze », quitta un jour le théâtre pour devenir Mme Roger de Beauvoir et se faire auteur. Il restera d'elle un aimable volume, *les Confidences de Mlle Mars*[1].

Si la Comédie-Française avait le privilège d'attirer surtout Alfred Nettement, il ne laissait pas de suivre consciencieusement les représentations des autres théâtres. Ne lui arrivait-il pas d'ailleurs d'y rencontrer, à l'occasion, une autre grande actrice, l'égale par le talent de Rachel et de Mars, Mme Dorval? Elle était au drame romantique ce que Rachel était à la tragédie, tour à tour Adèle Hervey dans *Antony*, la Tisbé dans *Angelo*, Kitty-Bell dans *Chatterton*. Sa vie elle-même était un drame — *Désordre et Génie*. — Elle allait, elle venait de Victor Hugo à Victor Ducange, des plus beaux vers à la plus vile prose, du Théâtre-Français aux scènes du Boulevard, à la Porte-Saint-Martin ou au Gymnase. C'est au Gymnase qu'Alfred Nettement la vit en 1839, dans *la Maitresse et la Fiancée*, vaudeville en deux actes, tiré du roman d'*Indiana*. Le critique de la *Gazette de France* parle d'elle en ces termes dans son feuilleton:

« Malgré tout ce qu'il y avait d'ingrat dans son rôle et tout ce que le génie des vaudevillistes y avait ajouté de faux et de mauvais, Mme Dorval a joué le personnage de la Maîtresse

1. Mlle Doze créa avec succès le rôle d'Abigaïl dans *le Verre d'eau*, de Scribe (7 novembre 1839). — Lorsqu'elle fut devenue Mme Roger de Beauvoir, et qu'elle eut quitté le théâtre, elle fit jouer plusieurs comédies: *L'Une et l'autre* (au Théâtre-Français); *L'Amour à la maréchale* (au Palais-Royal); *Au coin du feu* (aux Variétés). — Les *Confidences et Causeries de Mlle Mars* forment trois volumes, qui parurent en 1855.

avec sa supériorité accoutumée. Il y a dans cette actrice un instinct profond de ces positions exceptionnelles et équivoques qui appartiennent au vice par les actions et qui se rattachent encore à la vertu par les remords, et par de lointains souvenirs. Elle excelle à rendre les émotions de ces natures autrefois élevées, mais tombées de leur piédestal ; fleurs que le soleil des passions a déjà touchées et qui ont vu l'éclat de leurs couleurs terni par une tache de boue ; anges qui ne sont plus des anges, car ils ont cédé à la chaude atmosphère des passions humaines, mais qui entrevoient encore, par de rapides échappées, le ciel qui fut leur premier séjour.

« Il y a dans son jeu, dans sa physionomie, et presque dans le caractère de sa voix un idéal altéré, une réalité ardente et passionnée. Ce qu'elle exprime admirablement, c'est une nature déchue qui a conservé des traces de l'ancienne beauté. Aussi a-t-elle été incomparable dans la Marion de Lorme et dans la Tisbé du drame de M. Hugo. Mais ce talent est à l'étroit dans les petites proportions des vaudevilles du Gymnase, il manque d'air, il étouffe sur cette scène resserrée, il n'a pas ses coudées franches dans les boudoirs. Il lui faut quelque chose à la fois de plus vulgaire, de plus énergique, de plus fort et de plus élevé.

« Le véritable champ de bataille de Mme Dorval c'est le drame moderne avec ses allures vives, ses robes traînantes, son désordre, sa confusion du vrai et du faux, du beau et du laid. Elle est l'interprète des natures déchues, comme Mlle Rachel est l'interprète des natures choisies. Elle est la grande actrice du drame, comme Mlle Rachel est la grande actrice de la tragédie. Elle doit prêter sa voix à M. Dumas et à M. Hugo, comme Mlle Rachel prête la sienne aux deux types du beau idéal, à Racine et à Corneille. Que dirons-nous de plus ? Mlle Rachel est la poésie de la tragédie, et Mme Dorval en est la prose, quelquefois vulgaire, mais énergique, accentuée, ardente, passionnée, telle enfin que personne n'en saurait contester la puissance et l'ampleur[1] ».

1. *Gazette de France*, du 26 mai 1839.

III

Les pièces nouvelles qu'Alfred Nettement avait à juger étaient loin de valoir leurs interprètes. Il est juste pourtant de reconnaître que le théâtre de ce temps-là avait cela pour lui d'être vivant, et c'est bien quelque chose. C'était jadis un commun proverbe de dire : « Ceci est à moi, comme Paris est au roi. » Rien n'était moins exact ; Paris était au bourgeois, le théâtre surtout était son bien propre, sa chose. Il y était véritablement chez lui. On apercevait bien, à certaines places, quelques étrangers ou quelques bonnes gens de province, Picards ou Bretons — *rari nantes*, — mais à peine quatre ou cinq pour cent. Aussi n'était-ce pas pour eux que jouaient les acteurs, mais pour les seuls Parisiens et principalement pour les habitués ; car chaque théâtre possédait les siens. Chaque théâtre avait son public. A ce moment d'ailleurs la grande bataille romantique n'était pas finie. Si les grandes ardeurs de 1830 étaient un peu tombées, si le découragement commençait à gagner la Garde elle-même, les *grognards* d'*Hernani* et du *Roi s'amuse*, la vieille flamme n'était pas entièrement éteinte. Il y avait encore de belles soirées où l'on se passionnait, où l'on applaudissait avec frénésie, où l'on sifflait avec fureur.

De ces batailles d'autrefois il ne reste plus rien sans doute, à peine un peu de poussière. De toutes ces pièces, trois ou quatre exceptées, il reste à peine un souvenir. Oubli certes immérité. Ni l'esprit et le talent, ni l'ingénio-

sité et la vigueur ne manquaient à des auteurs dramatiques qui, sans parler de Victor Hugo (celui-là avait autre chose que du talent), s'appelaient Alexandre Dumas, Frédéric Soulié, Casimir Delavigne, Eugène Scribe. Les feuilletons qu'Alfred Nettement leur a consacrés se lisent encore aujourd'hui avec intérêt. Peut-être même ont-ils moins vieilli que ceux de Jules Janin ou de Théophile Gautier, parce qu'il ne perdait jamais de vue, dans ses jugements, ce qui est l'âme même de sa critique : le respect du goût et de l'honnêteté, la défense de la religion et de la morale. Il n'admet pas que, même au théâtre, il soit loisible d'attaquer les principes sur lesquels repose la société. De tous les écrivains de ce temps, celui qui se montrait alors le plus hardi, le plus violent dans ses attaques contre les idées de hiérarchie sociale et de moralité publique, c'était l'auteur de *Diane de Chivry*, du *Proscrit* et de l'*Ouvrier*, c'était Frédéric Soulié. C'est aussi contre lui qu'Alfred Nettement déploiera surtout ses sévérités. Il lui reproche d'avoir inventé « ce qu'on pourrait appeler le drame vitriolique ». Dans son feuilleton sur le *Proscrit*, après avoir analysé la pièce, dont l'héroïne, Louise Bernard, se suicide au dernier acte, il termine par ces lignes :

« On pourrait croire que M. Soulié considère ses compositions comme des machines électriques, destinées à donner d'effroyables secousses aux spectateurs. Quand il a chargé un drame d'une quantité d'électricité assez considérable pour tuer un bœuf, il pense que tout est fait, et il appelle le public. Mais la vraisemblance ?... Peu importe. — Mais la morale ?... Il ne s'agit point de morale, il s'agit de succès. — Mais le suffrage des esprits éclairés et des intelligences d'élite ?... La grande question n'est point de conquérir ces suffrages peu nombreux, mais d'emporter les applaudissements des masses qui se préci-

pitaient, hier, à la Porte Saint-Martin pour voir dévorer Van-Amburg par ses lions, et qui demain afflueront au Cirque-Olympique pour contempler Carter aux prises avec sa ménagerie rugissant en liberté. — Mais les émotions nobles et généreuses du cœur qu'on éteint, la sensibilité qu'on émousse, le sens littéraire qu'on pervertit ?... L'auteur n'a point à s'en occuper : ce qui lui importe, c'est de terrasser son parterre, c'est de foudroyer le bœuf : le reste est indifférent.

« Nous ne nions pas qu'on ne puisse obtenir de grands succès avec un pareil système, mais nous maintenons que ce système est la perte de l'art et la dégradation de la littérature. Si le drame n'est plus qu'une machine à produire des sensations physiques, électricité pour électricité, j'aime mieux celle qu'on tire de la roue qui tourne ou des bouteilles de Leyde qui se déchargent : elle ne galvanise que le corps ; l'autre étend son influence délétère sur l'âme. Puis, voyez les conséquences de ce système de littérature violent et désordonné. Comme les émotions doivent aller en croissant, il faut qu'après avoir traversé tant d'effroyables péripéties, le drame aille se dénouer dans la sanglante et immorale catastrophe du suicide. S'il avait été conçu dans un autre ordre de sentiments, avec des passions qui, pour être moins furieuses, n'en eussent été que plus touchantes, cette femme, qui ne peut plus aimer personne sur terre, eût mis des larmes dans tous les yeux, en se retirant dans quelque solitude sacrée, afin d'y pleurer sous les regards de Dieu et d'ouvrir vers le ciel un cœur désormais fermé du côté de la terre [1] ».

1. *Gazette de France*, du 17 novembre 1830.

CHAPITRE VIII

Le feuilleton dramatique

(Suite et fin)

LES *Lundistes* DE 1840 AU FOYER DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — LE *feuilleton* D'ALFRED NETTEMENT A LA BARRE DE L'*Univers religieux*. — BALZAC ET L'*Ecole des Ménages*. *Maurice* ET *le Plastron*. — *Pascal et Chambord*. LE BONAPARTISME AU THÉATRE. — *Ruy Blas* ET *les Burgraves*. — RACINE, MOLIÈRE ET CORNEILLE. — L'HISTOIRE AU THÉATRE. *Jeanne Hachette*. — EUGÈNE SUE ET LOUIS XIV. *Latréaumont*. — LES DEUX DUMAS. *Mademoiselle de la Vallière* ET *les Demoiselles de Saint-Cyr*.

I

Un chroniqueur de 1840, rendant compte d'une première représentation à la Comédie-Française, a fait des principaux critiques dramatiques de ce temps-là ce fidèle crayon :

« Dans les entr'actes, si vous voulez voir ces hommes terribles, promenez-vous dans le foyer, et vous verrez qu'ils ne sont pas, à beaucoup près, aussi formidables qu'on vous les a faits... Ce gros homme tout rond [1], tout bouffi, qui salue de

1. Jules Janin.

droite et de gauche, qui parle, en riant aux éclats, de toutes choses, excepté de la pièce nouvelle, c'est le feuilleton du *Journal des Débats* en personne: celui-ci a les cheveux noirs; celui-là a les cheveux blonds, a l'air timide et réservé; il représente *le Courrier Français*[1]. Vous avez rencontré partout ce grand jeune homme[2] aux vastes épaules, au chapeau excentrique, à l'immense chevelure, qui rappelle la chevelure de l'amant de Dalila ; celui-là, qui est un des coryphées du feuilleton, qui a la main légère et la plume facile, c'est le feuilleton à 40 fr., et il était difficile de rencontrer un meilleur prospectus que ces longs cheveux qui descendent au milieu du dos... Voici M. X..., le critique du *National*[3], qui se promène avec M. M..., le critique de la *Quotidienne*[4]. Ce sont deux hommes d'une bonne figure, affables et bienveillants tous les deux, malins et railleurs, mais chacun à sa façon. M. X... cache le sarcasme sous le sourire le plus charmant du monde; M. M..., lui, sourit très naturellement, et s'il est méchant, c'est surtout sans le vouloir. Celui-ci, quand il ne fait pas de la critique, est un grave bibliothécaire, qui commence à connaître la bibliothèque qui lui est confiée; celui-là est un charmant causeur, plein de saillies, de traits excellents, d'anecdotes curieuses, très versé dans l'histoire du théâtre, que lui seul il sait à fond. Passe à côté d'eux M. N.[5], le critique de la *Gazette de France*. Celui-là a plutôt l'air d'un *prédicateur* que d'un critique; il emploie la plus belle période du monde à parler d'une comédie de M. Scribe ou d'un mélodrame de M. V. Hugo. Sa conviction est grande, sa critique sérieuse, son indignation est vraie; nul ne saurait dire, pas même lui, le peu d'estime qu'il porte à cette marchandise dramatique, et pourtant il y porte tout le zèle de son talent, car il sait que par le théâtre on peut corrompre et déshonorer tout un peuple[6]. »

1. Eugène Guinot.
2. Théophile Gautier.
3. Hippolyte Rolle.
4. J.-T. Merle.
5. Alfred Nettement.
6. *La Mode*, 4 janvier 1840.

« Celui-là a plutôt l'air d'un *prédicateur* ». Eloge et critique à la fois, le mot était assez juste. Un peu de tous les côtés, on reprochait à Nettement de transformer en prêche son feuilleton et de mener à l'église son lecteur, qui, ce jour-là, le *lundi*, voulait aller simplement au théâtre. Comédiens, gens de lettres et gens du monde l'accusaient de rigorisme et d'intolérance, et voilà qu'à la même heure les rédacteurs de l'*Univers religieux*[1] lui faisaient un crime de s'occuper des spectacles. Le seul fait d'en parler était, selon eux, chose mauvaise, et qui mettait à la fois en péril la morale et la religion. L'attaque de ce côté fut très vive ; la défense le fut également. Le 9 juillet 1839, Alfred Nettement publia un article sur l'*Utilité de la critique dramatique*. Le 18 septembre, il revient à la charge dans un second article intitulé : *Réponse du feuilleton de la* GAZETTE *à l'*UNIVERS RELIGIEUX. Quelques extraits de ce second article doivent ici trouver place :

« L'*Univers* veut bien en user sans façon avec le feuilleton dramatique. Le premier reproche qu'il lui adresse, c'est tout simplement de vivre. Un feuilleton dramatique dans un journal religieux ! Cette idée seule lui fait monter le rouge au visage ! Fi donc ! une feuille catholique, une feuille morale s'occuper du théâtre ! c'est à scandaliser toute conscience pure et tout esprit sensé !

« Et si les moralistes ne s'occupent point du théâtre, qui s'en

1. Fondé au mois de novembre 1834 par un prêtre auvergnat, l'abbé Migne, si connu depuis par ses immenses publications patrologiques et théologiques, l'*Univers religieux* n'avait pas tardé à passer des mains de M. Migne dans celles de M. Bailly, dont le nom se trouve mêlé à toutes les œuvres d'action catholique de son temps. Il fut cédé par M. Bailly en 1842 à M. Eugène Taconet.

occupera, s'il vous plaît! Les immoraux et les cyniques sans doute... Ainsi, ceux-là seuls doivent agir sur la littérature dramatique qui l'égarent et la corrompent; ceux-là seuls doivent scrupuleusement s'abstenir qui pourraient la redresser et la purifier. La parole doit demeurer aux écrivains corrupteurs du goût, profanateurs de la morale, violateurs des grands principes sociaux; et, de peur de troubler l'harmonie de ce chaos, quiconque a une pensée religieuse au front et un sentiment catholique au cœur, doit garder le silence. Il est tout simple qu'il y ait dix feuilletons dramatiques incrédules, voltairiens, cyniques, athées; il est horrible qu'il y en ait un petit nombre d'autres inspirés par les doctrines sociales et animés de sentiments religieux! »

Voici la fin de l'article:

« Quant à la singulière idée de vouloir interdire à un journal religieux les matières dont tous les autres journaux s'occupent, d'élever entre lui et toutes les avenues de l'intelligence une barrière, de le mener dans un étroit cachot où aucun rayon ne pénètre, c'est créer une nouvelle espèce de censure, mais une censure absurde et fatale destinée à empêcher le bien et qui ne laisserait les voies ouvertes qu'au mal; c'est constituer en faveur des journaux antireligieux un privilège; c'est placer les feuilles catholiques dans une situation d'infériorité évidente. Serait-ce par hasard l'intention de nos adversaires? aurait-il paru habile à quelques esprits de remplacer la censure qui leur manque, en évoquant des scrupules ridicules qui, si on les prenait en considération, rendraient tout journal impossible? Ne se seraient-ils point promis un magnifique résultat de cette merveilleuse imagination? Aujourd'hui, on nous défend de nous occuper du théâtre, parce qu'il est trop profane; demain, on nous interdira la critique littéraire, parce que la littérature est trop licencieuse et trop échevelée; nous devrons aussi bientôt nous tenir en dehors du domaine de l'art, parce que l'art est trop nu. Or, comme on nous a déjà signifié d'avoir à

ne point défendre les principes du droit et de la morale en politique, parce que cela trouble le repos et la quiétude de l'ordre de choses actuel, il ne nous restera plus que la noble liberté de nous taire sur tout et la faculté précieuse de tout admirer.

« S'il en était ainsi, nous demanderions la permission de faire remarquer que ce plan n'est pas nouveau. On vit autrefois, dans l'histoire, quelque chose de plus qu'un journal, un empereur, qui se plaisait à répéter aux chrétiens qu'ils ne pouvaient se mêler, sans perdre de leur sainteté, aux affaires du monde ; qui leur défendait d'apprendre les belles-lettres, parce que, disait-il, leur culte leur ordonnait l'ignorance ; qui ne voulait leur permettre d'être ni éloquents orateurs, ni harmonieux poètes, ni grands écrivains, ni habiles critiques, parce que cette érudition profane, ajoutait-il, s'opposait à leur salut ; qui voulait qu'ils vécussent en dehors de toutes les lumières, de toutes les idées ; qui leur interdisait la lecture d'Homère, de Virgile, de Platon, d'Horace et de Térence, de crainte qu'ils ne se laissassent gagner par la contagion des idées païennes. Cet empereur s'appelait Julien l'Apostat : nous n'avons pas besoin de l'apprendre à l'*Univers religieux*. »

II

Alfred Nettement continuera donc son *feuilleton dramatique*. Il ne se contentera pas d'analyser et de juger les pièces ; il lui arrivera de donner, de temps en temps, des *Nouvelles des théâtres*. Parmi ces nouvelles, vieilles aujourd'hui de plus d'un demi-siècle, il en est quelques-unes dont l'histoire littéraire peut faire son profit. C'est ainsi que, dès 1839, un an avant la représentation de *Vautrin*, il nous apprend que Balzac songe à écrire pour le théâtre :

« Cet écrivain si puissant, malgré ses défauts, écrit-il, à l'imagination mal réglée, mais large et belle, n'a, dit-on, suspendu ses travaux de romancier que pour aborder, à son tour, le théâtre. Nous ignorons si cette nouvelle est vraie, mais nous désirons qu'elle le soit... Si dans ce moment un homme paraissait et s'emparait de la scène en tournant la comédie contre les vices et les ridicules dominants de l'époque, sa tâche serait belle et son œuvre serait grande. Nous souhaitons que cet homme soit M. de Balzac et qu'il agrandisse ainsi sa réputation en réparant les torts qu'il a eus dans plusieurs de ses ouvrages contre la morale et la société[1]... »

Avec Balzac, les choses vont vite, et Nettement nous apprend bientôt que l'auteur du *Père Goriot* a déjà deux pièces entièrement terminées. Je lis dans le feuilleton du 21 février 1839 :

« M. de Balzac a lu, dimanche dernier (17 février), au comité du théâtre de la Renaissance, une comédie en cinq actes et en prose intitulée l'*Ecole des Menages*. Le même auteur, qui veut devenir le plus fécond de nos auteurs dramatiques, après avoir été le plus fécond de nos romanciers, a demandé lecture au Théâtre-Français pour une autre comédie en cinq actes et en prose intitulée *Le Commerce*. »

J'ai raconté ailleurs les circonstances qui avaient empêché, en 1839, la représentation de l'*Ecole des Ménages*. Les affaires de la Renaissance allaient mal. Anténor Joly, son directeur, était à court d'argent; seul un grand succès pouvait le sauver. Avec Balzac, qui abordait pour la première fois la scène, le succès n'était rien moins qu'assuré. Il était, ou du moins il paraissait certain avec Alexandre Dumas. Ce dernier venait justement de faire sa

1. *Gazette de France*, janvier 1839.

paix avec Anténor Joly et lui avait apporté une pièce nouvelle, l'*Alchimiste*, drame en cinq actes et en vers. Entre Balzac et Dumas, le directeur de la Renaissance n'hésita pas : il écarta l'*Ecole des Ménages* et mit sur-le-champ en répétition l'*Alchimiste*, qui fut joué le 10 avril 1839. L'*Ecole des Ménages*, heureusement, n'est pas perdue : Balzac avait fait imprimer sa pièce à trente exemplaires. Dans le premier moment de colère qui suivit le refus, il les jeta au feu. Un seul fut sauvé. Il est aujourd'hui la propriété de M. le vicomte de Lovenjoul, à qui nous devrons sans doute de voir un jour à la scène la « tragédie bourgeoise[1] » de Balzac. Quant à l'autre pièce dont parle Alfred Nettement, *Le Commerce*, elle devait bien être jouée, mais seulement vingt-et-un ans plus tard et sous un autre titre, sous celui de *Mercadet*.

« En attendant que M. de Balzac fasse des pièces, écrivait Alfred Nettement dans son article, on en fait avec ses livres. » Nombreuses, en effet, sont les pièces tirées de ses romans. J'en ai donné la liste dans mon Etude sur le *Théâtre de Balzac*[2]. Si longue qu'elle soit, ma liste est incomplète, et c'est Alfred Nettement qui me l'apprend. Je vois, par ses feuilletons, qu'il y faut ajouter *Maurice*, vaudeville en deux actes, de MM. Mélesville[3] et Charles Duveyrier, joué sur le théâtre du Gymnase le 16 février 1839, et *Le Plastron*, vaudeville en deux actes, de MM.

1. L'exemplaire unique de la pièce porte pour titre : *L'Ecole des Ménages*, tragédie bourgeoise, par M. DE BALZAC.

2. *Honoré de Balzac*, par Edmond Biré. Un volume in-8°, H. Champion, éditeur, Paris, 1894.

3. Le pseudonyme de *Mélesville* cachait le nom de Duveyrier aîné, frère de Charles.

Duvert, Lauzanne et Xavier[1], joué au théâtre du Vaudeville le 27 avril de la même année. *Maurice* est tiré du *Médecin de Campagne ; le Plastron* est emprunté à la *Physiologie du Mariage*. « M. de Balzac, écrivait le critique de la *Gazette de France*, fait tous les soirs des pièces sans le savoir ni le vouloir. Ses œuvres sont en effet une table toujours servie, où les parasites du royaume des lettres vont s'asseoir, et les vaudevilles vivent des miettes qui tombent de cette table opulente[2]. »

On le voit, Alfred Nettement ne dédaignait pas, le lendemain d'une représentation de Rachel dans *Horace* ou dans *Andromaque*, d'aller voir jouer Arnal dans *le Plastron* ou dans *Passé minuit*, et comme il avait parlé de la tragédie, il parlait du vaudeville, mais non cependant avec le même zèle et le même développement : il ne lui arrivait pas, comme à son confrère des *Débats*, de faire aussi bonne mesure à MM. Duvert et Lauzanne qu'à Racine et Corneille. Au besoin, du reste, il savait, comme Jules Janin, tirer d'un piètre vaudeville une page charmante. Le 5 mars 1839, le Palais-Royal donna la première représentation de *Pascal et Chambord*, vaudeville de MM. Anicet Bourgeois et Brisebarre, qui continuait la série, presque ininterrompue depuis 1830, des pièces napoléoniennes. Voici le compte rendu d'Alfred Nettement :

« Commencez par sonner sur la trompe une fanfare militaire. Voilà qui est bien. — Accordez-nous maintenant un roulement de tambour. Est-ce fait ? — Oui. — Eh bien, vous connaissez la pièce comme si vous l'aviez vue.

1. Joseph-Xavier *Boniface*, dit *Saintine*, l'auteur de *Picciola*, qui écrivait pour le théâtre sous son prénom de *Xavier*.

2. *Gazette de France*, du 2 mai 1839.

« Napoléon, lorsqu'il prenait des royaumes, lorsqu'il escaladait des montagnes et qu'il emportait en courant Vienne, Rome et Berlin dans sa capote grise, croyait travailler pour la gloire ; Napoléon se trompait, il travaillait pour le Gymnase, le théâtre du Palais-Royal et le Vaudeville. En levant des conscrits pour aller les répandre, d'une main prodigue, sur tous les champs de bataille de l'Europe, il levait en même temps des personnages pour MM. Scribe et Mélesville, voire pour MM. Anicet Bourgeois et Brisebarre.

.... I nunc et sævas curre per Alpes,
Ut pueris placeas et declamatio fias.

« A vrai dire, l'empereur Napoléon devrait avoir part d'auteur dans tous les vaudevilles militaires dont on nous inonde depuis vingt-cinq ans bientôt ; car la grande armée est devenue pour les écrivains une mine aussi féconde que le Pérou pour les Espagnols. Que de vaudevilles qui ne se composent que de deux chevrons et d'une vieille moustache ! Que de succès emportés à la pointe de l'épée ou de la baïonnette ! Que de colonels (ce sont les colonels surtout qui ont travaillé à la fortune de M. Scribe) que de colonels sont montés à l'assaut d'un succès, en chantant la gloire et la victoire sur des airs connus ! Nous croyions le théâtre délivré de l'Empire et l'Empire délivré du théâtre ; mais voilà MM. Anicet Bourgeois et Brisebarre qui nous obligent à renoncer à cette douce illusion. Grenadiers, cirez vos moustaches ; tambours, prenez vos baguettes ; canonniers, à vos pièces ; nous nageons en pleine gloire ; c'est vous dire que nous ne sommes pas le moins du monde en l'an de grâce 1839 et sous le ministère de M. Molé... »

Puis, après une rapide analyse de la pièce, qui se passe en Allemagne, dans le château de la baronne Wilhelmine, veuve du baron de Ranspach, le critique de la *Gazette* termine ainsi :

« Puisque les auteurs sont décidés à puiser encore dans les souvenirs impériaux, qu'ils s'y prennent plus franchement.

Qu'ils nous donnent des scènes comme à Franconi, avec les tambours d'usage, les trompettes et les charges de cavalerie ; mais, de grâce, qu'ils n'allient plus les blasons des baronnes allemandes avec les pompons de nos grenadiers, et qu'ils ne fassent point un contrat de mariage d'un billet de logement[1] ! »

III

Les *feuilletons dramatiques* d'Alfred Nettement n'ont pas été recueillis en volumes comme ceux de Jules Janin et de Théophile Gautier[2]. Il n'a pas, je l'ai dit, la verve étincelante du premier, sa grâce riante, son style prompt, piquant, pétillant, qui, « servi à la minute, selon le mot de Sainte-Beuve, fait l'effet d'un sorbet mousseux et frais qu'on prendrait en été sous la treille[3] ! » Il n'a pas non plus la virtuosité du second, son luxe de palette, l'art de peindre avec des mots et de réaliser avec la plume des merveilles de couleur et de ciselure. Les qualités d'Alfred Nettement sont d'un autre ordre. La Muse de Jules Janin, c'est la Fantaisie ; la Muse d'Alfred Nettement, c'est la Raison, moins brillante sans doute, mais plus sage et plus sûre. Volontiers, le critique des *Débats* se jette sur *Castor et Pollux* et parle, le plus qu'il peut, à côté, au-dessus, à l'entour de son sujet. Ne faut-il pas que tous ses feuilletons aient le même nombre de colonnes, le même nombre

1. *Gazette de France*, du 9 mars 1839.
2. *Histoire de la littérature dramatique*, par Jules Janin ; six volumes in-18, 1853-1858. — *Histoire de l'Art dramatique en France depuis vingt-cinq ans*, par Théophile Gautier ; six volumes in-18, 1858-1859.
3. *Causeries du lundi*, t. II, p. 105.

de lignes ? Ceux du critique de la *Gazette* sont longs ou courts, suivant l'occurrence. Si la pièce n'en vaut pas la peine, si elle n'offre aucune prise sérieuse ou agréable, il l'expédie rapidement et tient sa tâche pour terminée, estimant que là où il n'y a rien, le feuilleton lui-même perd ses droits. Mais si la pièce, au contraire, est importante, ce n'est pas seulement un article qu'il écrit, mais deux, trois même, s'il le faut. Quand il a, par exemple, affaire à *Ruy Blas*, après un premier feuilleton où le drame est longuement analysé[1], il en donne deux autres sous ce titre : *Du style de M. Victor Hugo dans le drame de Ruy Blas*[2]. Sur *les Burgraves*, il aura de même deux grands feuilletons. Je détache du premier la page suivante :

« On voit que nous en usons franchement avec l'auteur des *Burgraves*. Le motif du peu de façon que nous y mettons, nous allons le dire. Nous avons lu quelque part que le fils très original d'un financier fort riche invita un jour de nombreux convives au plus bizarre de tous les festins. Il avait fait placer autour de la table une vingtaine de thuriféraires qui l'asphyxiaient de leur encens. Comme ses convives ne laissaient pas d'être surpris de cette singularité, il leur dit : « Messieurs, mon père et ma mère ont l'habitude de se faire payer en louanges les dîners qu'ils donnent ; quant à moi, j'ai préféré faire remplacer cet encens banal par un encens de meilleure odeur et de meilleur goût, et j'ai assigné cette corvée de louange à des thuriféraires de profession, au lieu de l'imposer à mes convives. Je vous tiens donc tout à fait quittes de l'encens que je reçois d'ailleurs. » En voyant la manière dont M. Hugo avait composé la salle le jour de la première représentation, nous avons dû

1. *Gazette de France*, du 13 novembre 1838.
2. *Gazette de France*, des 18 novembre et 11 décembre 1838.

croire qu'il cédait à une idée de ce genre. Les bureaux de location ne s'étaient pas même ouverts; les thuriféraires occupaient tout, et, depuis le parterre jusqu'aux combles, les cassolettes fumaient. C'étaient des *hélas* et des *holà!* et des *ah! ah!* et des exclamations, et des interjections, et des petits cris, et des murmures admirateurs, et des trépignements à ne pas s'entendre. On applaudissait avant le lever du rideau, on applaudissait après; c'est à peine si vous étiez en sûreté dans les loges, où des regards furieux vous demandaient compte même de votre silence. Si une marque d'improbation se faisait timidement entendre, c'étaient des cris de fureur, et la meute admiratrice demandait en hurlant qu'on lui donnât à dévorer le profane qui refusait de courber la tête devant la majesté de Dieu. En vérité, M. Victor Hugo s'est trop bien chargé de se faire admirer pour que nous nous en mêlions. En se conduisant comme il s'est conduit, il a voulu sans doute conserver aux esprits indépendants toute leur liberté; nous tâcherons de lui prouver notre reconnaissance de cette attention délicate, en lui disant le plus de vérités que nous pourrons, avec le plus petit nombre de circonlutions possible[1]. »

Si les défauts de la pièce sont énormes, et le critique les met soigneusement en relief, ils sont du moins rachetés en partie par le style. Elle renferme, en effet, de très beaux vers, et en très grand nombre, encore bien que le poète soit demeuré fidèle, en plus d'un endroit, à son goût pour le bizarre et le baroque. « Erasme, écrit à ce propos Nettement, Erasme disait de Luther: « J'aurais cru que le « mariage l'aurait adouci. » Quelques personnes avaient cru, à la manière d'Erasme, que l'Académie aurait un peu tempéré la fougue romantique de M. Hugo; ces personnes s'étaient trompées. » — « En résumé, concluait le critique de la *Gazette de France*, on demandait, avant la repré-

1. *Gazette de France*, des 11 et 12 mars 1843.

sentation des *Burgraves*, si M. Hugo était un écrivain dramatique; on le demande plus que jamais maintenant. »

Alfred Nettement — et il ne s'en cachait pas — mettait bien au-dessus des drames romantiques les chefs-d'œuvre de notre vieux théâtre, et c'est de ceux-là surtout qu'il aime à entretenir ses lecteurs. Sur Racine, sur *Andromaque*, sur *Bajazet*, sur *Iphigénie*, et en particulier — nous l'avons vu — sur *Mithridate* et sur *Athalie*, il a de larges et fortes études. Il prend texte d'une représentation de Rachel pour écrire un feuilleton sur *les trois Phèdre*, celles d'Euripide et de Sénèque, et celle de Racine. Une représentation du *Misanthrope* lui est une occasion de parler tout à son aise d'Alceste, de Célimène et de Philinte ; et, à quelques jours de là, *Don Juan ou le Festin de Pierre* lui fournit matière à d'ingénieuses considérations philosophiques et littéraires sur le type de Don Juan. En 1840 et 1842, je ne trouve pas moins de cinq grands feuilletons sur Corneille. Le 26 mai 1840, Alfred Nettement étudie *les Types de Polyeucte*, et, le 23 septembre, *les Types d'Horace*. La reprise du *Cid* à la Comédie-Française, au mois de janvier 1842, l'amène à écrire trois articles, qui sont particulièrement remarquables. Dans le premier (27 janvier), il explique très bien comment le sujet du drame du vieux Corneille est redevenu neuf. Le second (6 février) met en regard le *Cid* français et le *Romancero* espagnol. Le troisième (18 février) se divise en deux parties : *Le Cid*, Richelieu et le duel ; — *Le Cid* et Napoléon.

Aux alentours de 1840, il était de mode, parmi nos dramaturges, de transporter l'histoire au théâtre. Ce que devenait entre leurs mains la vérité historique, on se

l'imagine aisément. Elle était, chaque soir, outragée, violée, mise en pièces. Nos gens n'en ressentaient d'ailleurs nul remords, et à qui eût essayé de leur reprocher les libertés par trop grandes qu'ils se permettaient vis-à-vis de cette pauvre Vérité, ils auraient volontiers répondu, comme l'Antony d'Alexandre Dumas, au moment où il vient de poignarder Adèle Hervey : *Elle me résistait, je l'ai assassinée!*

Besoin était de rappeler à la pudeur les auteurs de ces honteux travestissements. Mais qui le fera ? Ce ne pouvait être Janin. Il se piquait de ne point connaître l'histoire, ni l'ancienne, ni la moderne, et il écrivait couramment dans ses feuilletons des phrases comme celle-ci : « La ville de Cannes est *doublement célèbre* par la victoire remportée par Annibal sur les Romains et par le débarquement de Bonaparte. » Quant à Théophile Gautier, il avait pour l'histoire le plus parfait mépris. Pour un peu, il eût nié que cela existât, puisqu'aussi bien, à ses yeux, en dehors de la poésie, des lettres et des arts, il n'y avait rien. Si elle avait une ombre de réalité, elle le devait aux seuls poètes, — aux poètes romantiques, bien entendu. Le Moyen Age ? il était tout entier dans *Notre-Dame de Paris*. Le XVIe siècle ? dans *Hernani* et *le Roi s'amuse*. Le XVIIe siècle ? dans *Cromwell* et *Marion de Lorme*. Le XVIIIe siècle ? dans *Ruy Blas*.

Cette tâche que ni Jules Janin ni Théophile Gautier ne peuvent remplir, c'est Alfred Nettement qui s'en acquittera. Toutes les fois que l'histoire sera travestie sur la scène, il sera là pour protester, pour combattre le mensonge, pour rétablir la vérité. Il fera bonne garde autour de nos vieilles gloires. Comme le soldat qui défend la frontière

menacée, il défendra ce patrimoine d'honneur que nous ont laissé nos pères et qui n'est pas moins précieux que l'intégrité du sol. Combien de ses feuilletons de théâtre sont de belles et nobles pages d'histoire ! A propos d'un mélodrame de l'Ambigu sur *Jeanne Hachette*[1], dans lequel les auteurs avaient fait une fille-mère de la pure et courageuse jeune fille qui avait si héroïquement défendu, contre les soldats de Charles-le-Téméraire, la ville de Beauvais, il raconte simplement les faits, et il ajoute :

« Nous avons cru devoir ce récit comme une réparation à la mémoire de Jeanne Hachette, discourtoisement calomniée par les auteurs du drame de l'Ambigu. Vous le voyez, Jeanne Hachette est un reflet plus pâle, comme tous les reflets, de la vierge de Domrémy ; son caractère est un écho affaibli, mais harmonieux cependant, du caractère de Jeanne d'Arc ; ou plutôt c'est Jeanne d'Arc qui nous a donné Jeanne Hachette : quant à Jeanne d'Arc, celui qui nous l'a donnée, c'est Dieu. Vous retrouvez dans le dénoûment de leur vie la même différence. Jeanne d'Arc, à la vertu inspirée, disparut dans la sanglante apothéose qui couronne les grands dévouements, la souffrance et le martyre ; Jeanne Hachette, dont la vertu est plus humaine, qu'on me passe cette expression, obtint aussi un prix moins haut, quoique plus recherché par les cœurs vulgaires, le bonheur. Mais cependant Jeanne Hachette ne saurait être séparée de Jeanne d'Arc. Comme elle, pleine de piété, de pureté et de courage, c'est la femme agrandie par la chrétienne, c'est la force dans la douceur, le courage dans la foi[2]. »

Dans le premier de ses trois feuilletons sur *Ruy Blas*, Alfred Nettement trace le tableau de la cour et des dernières

1. La première représentation avait eu lieu le 5 janvier 1839.
2. *Gazette de France*, du 15 janvier 1839.

années du roi Charles II, d'Espagne[1]. Il analyse ensuite la pièce et termine par cette page éloquente :

« M. Victor Hugo a voulu se donner le plaisir de rapprocher le manteau royal de la livrée. Il faut qu'on voie un soupirant d'antichambre portant ses visées jusqu'à sa souveraine, et qu'à la fin la reine d'Espagne, prosternée devant ce Figaro solennel, baise ses mains avec respect. Il semble que la tour du Temple avait donné récemment au monde des spectacles à la fois plus touchants et plus vrais. Quand Louis XVI, séparé de la reine et de ses enfants, se levait, le matin de cette première journée de séparation, et allait porter à Cléry, à la nourriture duquel la Commune n'avait pas songé, la moitié du pain de son repas, ou que, pendant une courte maladie de ce fidèle serviteur, le roi, la reine, madame Elisabeth, le Dauphin, le servaient de leurs mains, ils enseignaient aux hommes, avec une tout autre éloquence et une tout autre vérité que le poète, l'égalité possible, l'égalité chrétienne des hommes devant Dieu. Il faut convenir que cette sainte égalité qui, plaçant dans le ciel son niveau, élève tout le monde et fait grandir les rois en même temps que les serviteurs, n'était pas pour être acceptée par un niveleur littéraire qui travaille systématiquement à abaisser toutes les cimes sociales. »

Au mois de novembre 1839, Alfred Nettement profita d'une reprise de *Marion de Lorme* pour donner à ses lecteurs un très beau portrait du Louis XIII de l'histoire. En 1840, Eugène Sue fit jouer au Théâtre-Français son drame de *Latréaumont*[2], dans lequel il s'attaquait à

1. *Gazette de France*, du 13 novembre 1838.

2. Drame en cinq actes et en prose, représenté au Théâtre-Français le 28 septembre 1840. Eugène Sue avait écrit ce drame en collaboration avec M. Prosper Goubaux, chef d'une institution privée qui devint le collège Chaptal. M. Goubaux, l'un des auteurs de *Trente ans ou la Vie d'un joueur* (avec Victor Ducange), de *Richard d'Arlington* (avec Alexandre Dumas), de *Louise de Lignerolles* (avec Ernest Legouvé), etc., etc., prenait au théâtre le pseudonyme de *Dinaux*.

Louis XIV avec une âpreté de haine qui n'avait pas encore été égalée, le représentant comme un *bellâtre* niais et rengorgé, un *bellâtre* qui visait en certains moments au *Néron*. Alfred Nettement fit bonne justice de ces puériles et misérables accusations. Ce n'était pas seulement au théâtre, mais aussi dans ses romans, qu'Eugène Sue s'en prenait à Louis XIV. C'était entre eux deux comme une affaire personnelle. D'après l'écrivain, le roi n'avait eu ni une qualité, ni un talent, ni une vertu; tout, dans son siècle, s'était fait sans lui et malgré lui. Alfred Nettement montra qu'avec le système de M. Sue le règne de Louis XIV devenait tout simplement inexplicable. Il dit les qualités du prince et sa grandeur, son sens naturel et droit, son haut sentiment d'honneur et de majesté souveraine. Il fit voir que l'unité territoriale de la France était surtout son œuvre et qu'il l'avait assise sur des bases inébranlables. Lorsque, cent ans plus tard, l'empire de Napoléon s'écroula, quand sonna l'heure où il se fallut demander s'il y aurait encore une France en Europe, on vit reparaître les piliers de cet édifice indestructible, de cette France de granit créée par Loui XIV, et devant la destruction de laquelle l'Europe recula impuissante en rendant un dernier hommage au grand siècle et au grand roi.

Les deux Dumas, le petit et le grand, Adolphe et Alexandre, prirent à tâche d'imiter Eugène Sue et de dénigrer à leur tour Louis XIV, Adolphe Dumas[1] dans son

1. Adolphe *Dumas* (1806-1861). Après avoir publié en 1835 *la Cité des hommes*, poème de quinze mille vers, il se consacra au théâtre et fit jouer à l'Odéon *le Camp des croisés*, drame en cinq actes et en vers (1838); à la Porte-Saint-Martin, *Mademoiselle de la Vallière*, drame en cinq actes et en vers (1842); au Théâtre-Historique, l'*Ecole des familles*, comédie en cinq actes et en vers (1847).

drame sur *Mademoiselle de la Vallière*[1], Alexandre dans sa comédie des *Demoiselles de Saint-Cyr*[2]. Alfred Nettement ne manqua pas, en ces deux rencontres, d'opposer, une fois de plus, la vérité de l'histoire aux fantaisies du romantisme. « Si nous mettons, écrivait-il, tant de sollicitude à protester contre les outrages de ce genre, ce n'est pas seulement dans un intérêt littéraire, c'est avant tout dans un intérêt moral. Le théâtre est, surtout pour les classes les moins instruites de la société, une source d'idées; la critique, sous peine de se déshonorer, ne peut pas souffrir qu'on corrompe les idées populaires à leur source, qu'on trompe les spectateurs sur les époques, sur les hommes et sur les choses; qu'on fausse leur jugement, qu'on altère leur bon sens par des tableaux sans fidélité, pleins d'anachronismes sociaux et politiques, bien plus intolérables que des anachronismes de dates. L'histoire n'appartient à personne, précisément parce qu'elle appartient à tout le monde ; et quant à nous, nous regarderons toujours, non seulement comme un droit, mais comme un devoir de protéger contre toutes les entreprises ce dépôt sacré, et de protester contre de semblables pièces, au nom du bon sens et du goût[3]. »

C'est ainsi qu'Alfred Nettement savait élever le feuilleton dramatique et lui assigner une autre fin que celle d'amuser le public, d'allumer des fusées et de faire étinceler des soleils, ou encore d'exécuter des prodiges et des tours de force, de jouer des mots, de la phrase et du style comme

1. Représenté pour la première fois le 15 mai 1843.
2. *Les Demoiselles de Saint-Cyr*, comédie en cinq actes et en prose, représentée au Théâtre-Français le 25 juillet 1843.
3. *Gazette de France*, 17 mai 1843.

Paganini jouait du violon. Il savait que le critique — même et surtout au théâtre — a des devoirs qu'il ne lui est pas permis d'abdiquer. Et c'est pourquoi, sans outrer le rigorisme, sans cesser d'être indulgent à l'esprit, sans refuser au talent ses franchises légitimes, il s'est efforcé, toutes les fois qu'il l'a pu, de faire servir son *feuilleton* à propager une idée saine, à plaider pour une cause juste, à venger une vérité, à combattre un mensonge.

CHAPITRE IX

Feuilletons littéraires et historiques. — Poésies

FEUILLETONS LITTÉRAIRES ET HISTORIQUES. CARACTÈRES QUI LES DISTINGUENT. — M. DE FONTANES, SAINTE-BEUVE ET ALFRED NETTEMENT. — NOUVELLES LETTRES DE CHATEAUBRIAND. — LETTRES DE L'ABBÉ DE FÉLETZ ET DE M. DE FALLOUX. — UN BAPTÊME A SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE. — LETTRES DE LA DUCHESSE DE BERRY ET DE M. BERRYER. — POÉSIES D'ALFRED NETTEMENT. *Près d'un berceau*. PIÈCES INÉDITES. *L'Ange et l'Enfant*.

I

On pourrait croire qu'en acceptant de faire, à la *Gazette de France*, le feuilleton dramatique, Alfred Nettement avait renoncé à continuer la série de ses feuilletons littéraires. Il n'en était rien. Commencées en 1836[1], les *Variétés* littéraires et historiques de Nettement ne cesseront, pendant douze ans et jusqu'au 24 février 1848, de paraître dans la *Gazette*.

Ces feuilletons — et c'est là ce qui les caractérise tout d'abord — ne sont pas de simples *extraits;* non pas même des articles plus ou moins étudiés, mais rapides, comme en donnent, à l'ordinaire, les journaux quotidiens, qui laissent

1. Voir, plus haut, chapitre v, pages 117 et suiv.

aux Revues les études plus complètes. Alfred Nettement traite presque toujours son sujet avec d'amples développements. Il est rare qu'il ne lui consacre pas plusieurs articles. Voici, par exemple, en 1837 et 1838, trois articles sur la *Révocation de l'Edit de Nantes*[1], à propos d'une leçon de Charles Lacretelle à la Sorbonne; — trois articles sur le *Louis XIV*, de Capefigue[2]; — trois articles sur *Eugène Scribe*[3]; — trois articles sur *Paul-Louis Courier*[4]; — quatre articles sur l'*Histoire de Pie VII*, par le chevalier Artaud de Montor[5]; — cinq articles sur *lord Byron*[6].

Il en sera de même dans les années suivantes. A l'occasion, il fera plus et mieux. Au mois de janvier 1842, la *Gazette de France* reproduisit *in extenso* la belle étude de M. Guizot sur *Monk*. Un grand nombre de lecteurs, frappés de l'importance de cette publication, demandèrent au journal de compléter cet épisode de l'histoire d'Angleterre. Alfred Nettement était toujours prêt. Dès le 22 février, il commençait une suite d'articles qui atteignirent bientôt le chiffre de dix et parurent sous ce titre: *Les dernières années de l'usurpateur Cromwell*[7].

Les feuilletons d'Alfred Nettement se distinguent encore de ceux de presque tous ses confrères par la variété de la forme et par la nouveauté du cadre. Ils ont cela pour eux

1. 5, 8, 15 février 1837.
2. 21 et 28 avril, 4 mai 1837.
3. 24 et 30 juin, 7 juillet 1837.
4. 1er décembre 1837, 9 et 17 février 1838.
5. 22 et 29 décembre 1837, 6 janvier, 10 mars 1838.
6. 1er et 21 juin, 14 et 24 juillet, 4 août 1838.
7. 22 et 25 février; 26 et 31 mars; 1, 3, 4 et 16 avril; 10 et 13 mai 1842.

de n'être pas tous jetés dans le même moule. L'auteur a de l'invention, chose rare en critique.

Un homme de talent, M. J.-V. Le Clerc, publia, en 1838, un excellent travail, *les Journaux chez les Romains*. Plus heureux que le savant professeur de Sorbonne, qui n'avait trouvé que de rares et courts fragments de ces premiers périodiques, le critique de la *Gazette de France* eut la bonne fortune de déterrer un vieil article, un *premier-Rome*, conservé depuis dix-huit cents ans dans toute son intégrité. Il le mit au jour, le 5 octobre 1838, sous ce titre : *Un Article de journal trouvé à Herculanum*. Le 12 janvier 1839, il était en mesure de donner un *Second fragment de Tacite trouvé dans les ruines d'Herculanum*. L'ancien préfet de police Gisquet était alors en assez fâcheuse posture et venait de perdre, devant la Cour d'assises de la Seine, un procès qui avait fait grand bruit. Par un étrange hasard, dans ce fragment de gazette... romaine, il était justement question d'un certain préfet de la Ville Eternelle, dont les mésaventures étaient presque de tous points semblables à celles de M. Gisquet. La trouvaille était des plus heureuses et la gageure des mieux réussies.

Une autre fois, c'est une *Lettre de M. Lerminier de 1836 au M. Lerminier de 1838*. M. Lerminier avait fait au gouvernement de Juillet une opposition très vive. Professeur de Législation comparée au Collège de France, ses idées avancées et la forme éloquente dont il les savait revêtir lui avaient valu, chez les jeunes gens des Ecoles, une bruyante popularité. Tout à coup, par un brusque mouvement de conversion à droite, il était passé du camp libéral dans le camp ministériel, ce qui lui avait valu d'être

bombardé maître des requêtes et chevalier de la Légion d'honneur. Le 15 octobre 1838, dans la *Revue des Deux Mondes*, où il faisait depuis quelque temps la chronique de la quinzaine, il prit hautement parti contre les principes et les opinions qu'il avait jusque-là défendus. Le 19 octobre, paraissait dans la *Gazette de France* le feuilleton de Nettement, la *Lettre de M. Lerminier de l'an 1836*, accompagnée de cette formule : *Pour copie conforme, N.*

Elle débutait ainsi :

« MON CHER HOMONYME,

« Je viens de lire, dans la *Revue des Deux Mondes*, une lettre de vous que je ne dois pas laisser sans réponse ; on pourrait m'attribuer les opinions qui y sont énoncées, les idées qui y sont émises, et ma considération souffrirait cruellement d'une confusion déplorable que tant de circonstances contribuent malheureusement à établir... »

On voit le cadre, et combien il prête à des développements ingénieux et piquants.

Une autre fois, c'est à la forme du dialogue que le critique a recours. M. Pierre Leroux, philosophe nuageux, mais de grand talent, venait de publier dans l'*Encyclopédie nouvelle* un *Dialogue sur le Christianisme*, où un Philosophe et un Chrétien se donnaient la réplique. Naturellement le Philosophe mettait le Chrétieu à quia. Au lieu de relever, sous une forme plus ou moins dogmatique, les erreurs de Pierre Leroux, que fait Alfred Nettemenl ? Il maintient les paroles du Chrétien supposé, pour ne pas déranger l'ordonnance du dialogue, mais il intervient à son tour, et il y a maintenant trois interlocuteurs: le Philosophe, le Chrétien complaisant, le Catho-

lique. On a alors le Dialogue complet. Tandis que le Chrétien complaisant se laissait *rouler* par le philosophe, le champion du catholicisme répond victorieusement à toutes les objections. Ce nouveau *Dialogue sur le Christianisme* ne comprend pas moins de trois grands articles[1]. Ils n'ont rien perdu de leur actualité et mériteraient d'être réimprimés.

Deux ans plus tard, en 1841, la France entière s'occupait du procès de Mme Lafarge. Il parut à Nettement que, sans entrer dans la discussion de l'affaire elle-même, il lui appartenait de rechercher quelle influence avait pu exercer sur l'héroïne du Glandier le roman contemporain. Mais ici encore, pour soutenir sa thèse, il sortit de la voie ordinaire du feuilleton, et il publia ses observations sous la forme d'une *Note à consulter pour la défense de madame Lafarge*[2].

Je viens de signaler deux des principaux caractères qui distinguent la critique d'Alfred Nettement. En voici un troisième. A côté de lui, chacun de ses confrères se renferme en quelque spécialité. Jules Janin ne sort pas du théâtre. Le théâtre et les beaux-arts absorbent Théophile Gautier. Sainte-Beuve, Gustave Planche, Désiré Nisard ne s'occupent que des questions purement littéraires. Philarète Chasles est au département des littératures étrangères. Seul, Saint-Marc Girardin aborde les questions de morale et, de loin en loin, une question d'histoire. Tous d'ailleurs semblent s'être donné le mot pour laisser à l'écart les questions de philosophie et de religion. Alfred Nettement traite et approfondit tous les sujets ; aucun

1. 19 novembre et 13 décembre 1838, 26 janvier 1839.
2. 16 et 27 août, 4 septembre, 3, 5, 7, 19 et 20 octobre 1841.

genre d'études ne lui demeure étranger. Il a des feuilletons de théâtre, comme Jules Janin et Théophile Gautier; un jour viendra, nous le verrons, où, comme ce dernier, il fera, lui aussi, le *Salon*. Comme Sainte-Beuve, Gustave Planche et Nisard, il a des articles sans nombre sur la littérature française; il en a également, à l'exemple de Philarète Chasles, sur les littératures étrangères, et en particulier sur la littérature anglaise. Les questions de morale le préoccupent à l'égal de Saint-Marc Girardin. Il étudie *les Mœurs depuis 1830,* ou encore *la Morale dans les collèges* [1]. Dès 1841, avant que les évêques aient commencé leur campagne contre le monopole universitaire, il se prononce des premiers en faveur de la liberté d'enseignement, et il publie des *Lettres à consulter sur l'état de l'enseignement et de l'éducation* [2].

En histoire, en philosophie et en religion, on lui avait laissé le champ libre; il en usa largement. Ses feuilletons historiques formeraient, à eux seuls, cinq ou six volumes. Pour être moins nombreux, les articles consacrés aux questions philosophiques et religieuses n'en ont pas moins une véritable importance. J'ai déjà cité ses *Dialogues sur le Christianisme*, qui sont de 1838. En 1839 et 1840, il publie des Etudes sur *le Dr Strauss et la Vie de Jésus* [3], sur les *Conférences* du Dr Wiseman [4], sur l'ouvrage de M. l'abbé Maret, *Essai sur le Panthéisme dans les Sociétés modernes* [5].

1. 12 et 14 février 1843.
2. 14 juin et 12 décembre 1841.
3. 11 et 21 juillet 1839.
4. 10 juin et 4 novembre 1839.
5. 24 janvier et 11 mai 1840.

Et ce n'est pas tout. Voilà que nous le trouvons encore sur un autre terrain, celui de l'Économie politique. « Si c'est une science, disait en ce temps-là M. Thiers, c'est à coup sûr la plus ennuyeuse de toutes. » Elle ne l'était pas avec Alfred Nettement ; il y apportait sa clarté habituelle ; il savait y répandre la lumière et la chaleur, et y mettre, au besoin, de l'agrément. Les plus remarquables de ses travaux en ce genre eurent pour objet les *Études* de Louis Reybaud *sur les réformateurs contemporains*[1], sur *les Hôpitaux*[2] et sur *la Colonisation de l'Algérie*[3].

Alfred Nettement, on le voit, ne tient pas seulement un rang éminent parmi les critiques de son époque ; il occupe une place à part, puisque aussi bien il est le seul qui n'ait pas craint d'aborder tous les genres. Dans tous, il avait fait preuve de compétence et de talent. Si c'est souvent un avantage de se spécialiser, c'est aussi une force d'étendre et de varier ses études. Le changement de culture repose. Que les moissons se succèdent sans se ressembler, et la terre les porte gaiement.

Urit enim lini campum seges, urit avenæ,
Urunt lethæo perfusa papavera somno,
Sed tamen alternis facilis labor[4].

Cette variété et cette multiplicité de travaux ne laissaient pas cependant, il le faut reconnaître, d'avoir aussi leurs désavantages. Les feuilletons d'Alfred Nettement se ressentaient souvent de la hâte avec laquelle ils avaient été écrits. Tel développement eût gagné à être resserré,

1. 22 février 1841.
2. 2 mai 1840.
3. 13 août et 4 septembre 1841, 23 janvier 1842.
4. *Géorgiques*, livre I, v. 77-79.

telle période, telle phrase, à être plus dégagée, plus alerte, plus vive. Ces feuilletons sans nombre, auxquels se venaient fréquemment ajouter des articles purement politiques, avaient surtout le tort de ne pas permettre à l'auteur de faire des livres. Il renonçait ainsi, pour mieux servir sa cause, à ses plus légitimes ambitions d'écrivain : sacrifice d'autant plus méritoire, de la part d'Alfred Nettement, qu'il en sentait toute l'étendue. N'était-ce pas un retour qu'il faisait sur lui-même, en 1839, quand il écrivait, dans un de ses articles sur Fontanes[1], la page qu'on va lire?

Après avoir parlé de Fontanes royaliste, de ses campagnes de presse, à l'époque du Directoire, pour restaurer dans les esprits et dans les âmes les principes et les sentiments monarchiques, il ajoutait :

« M. Sainte-Beuve semble presque regarder comme perdues les années que M. de Fontanes consacra à cette honorable tâche, et on dirait qu'il regrette que l'homme de principe ait fait tort de ces années au poète et au littérateur. Quant à nous, nous regardons ces années comme les plus belles et les mieux employées de la vie de M. de Fontanes. Il faut que les écrivains ne l'oublient jamais : leur intelligence appartient à leur pays et à leur siècle. Dieu ne leur a pas mis les dons de l'esprit dans les mains comme un ornement pour s'en décorer eux-mêmes, mais comme une épée pour combattre en faveur des grands principes et des nobles causes. La parole ne doit pas être un objet d'amusement frivole, mais un instrument au service de la vérité et de la morale. *Sans doute, le retentissement des renommées individuelles y perd quelquefois, et la vanité humaine y voit disparaître quelques-uns de ses titres. Mais il faut savoir demeurer sourd à ces considérations d'un orgueil égoïste; il importe de résister à la*

1. *Gazette de France*, des 28 avril, 6 et 16 mai 1839.

tentation de se construire un refuge poétique au milieu des événements d'une époque, et d'y abriter sa paisible indifférence, pour ne songer qu'aux soins de sa réputation et au retentissement littéraire de son nom dans la postérité. Ceux qui naissent dans les siècles des grandes luttes morales et politiques doivent imiter ces ouvriers inconnus de la cathédrale de Cologne, qui nous ont laissé un monument immense, artistes patients à qui chaque détail de l'édifice a coûté des années de travail et dont le génie est resté un secret entre eux et Dieu. Leur nom a péri, mais leur œuvre reste. Sublime exemple à méditer et surtout à imiter! Ouvriers inconnus, apportons chacun notre pierre au grand édifice moral et intellectuel que les générations précédentes ont renversé et qu'il nous faut reconstruire. Qu'importe que notre mémoire s'efface si l'édifice s'élève! Qu'importe encore que la postérité ne lise pas notre nom sur le pan de la muraille que nous aurons relevé? Il y a un œil là-haut qui lit dans l'ombre comme dans la lumière; un juge pour qui les pierres de la cathédrale de Cologne n'ont pas eu de secret, et qui mesurera à chacun sa part dans ces gloires collectives qui sont le patrimoine de toute une génération[1] ».

II

Les articles de critique d'Alfred Nettement lui valaient souvent des lettres de ses justiciables. Il n'est guère de célébrité de ce temps-là dont il n'en ait reçu. Dans sa modestie, il n'y attachait qu'une médiocre importance et s'en laissait volontiers dépouiller par ceux de ses amis qui collectionnaient les autographes. Il lui en resta pourtant encore un assez grand nombre, que sa fille, plus tard, prit soin de recueillir. Quand il la voyait les rassembler, il lui disait en souriant qu'elle sacrifiait à la vanité,

1. *Gazette de France*. 28 avril 1839.

et sa fille lui répondait que cette vanité-là faisait partie de l'amour filial. Parmi les lettres ainsi conservées, j'en ai déjà cité plusieurs, dont quelques-unes de Chateaubriand. En voici d'autres de l'illustre écrivain. Elles joignent à leurs autres mérites celui d'être admirablement datées.

En novembre 1843, à la veille du voyage de Belgrave-Square et de la visite de Chateaubriand au comte de Chambord, Alfred Nettement avait rappelé les titres de l'auteur du *Génie du Christianisme* à l'estime et à l'admiration de tous les Français. Chateaubriand le remercia en ces termes :

« Paris, ce 16 novembre 1843.

« J'ai vu avant-hier votre frère, Monsieur ; nous avons parlé de l'article beaucoup trop flatteur que vous aviez eu la bonté de faire sur moi. Je l'avais lu, non avec l'admiration d'un auteur qui s'enfle en s'entendant louer, mais avec la satisfaction d'un homme qui a quelque connaissance de la manière des grands écrivains.

« Si je ne vous ai pas encore remercié, Monsieur, malgré toute l'envie que j'en avais, c'est que je suis souffrant d'une telle manière, que j'en suis à craindre d'être incapable de me rendre à Londres.

« Quoi qu'il en soit, Monsieur, je vous prie de croire à la reconnaissance du vieil ami de Monsieur votre père et d'agréer, avec mes remerciements très sincères, la nouvelle expression de toute mon admiration.

« CHATEAUBRIAND. »

Dès l'apparition de la *Vie de Rancé*, Alfred Nettement en avait rendu compte dans la *Gazette de France*, le 23 août 1844. Le même jour, Chateaubriand lui écrivait :

« Paris, 23 août 1844.

« Je n'ai pas eu besoin, Monsieur, pour vous reconnaître, de

lire jusqu'au bout votre article; dès la seconde ligne, vous vous étiez décelé. Quand on écrit comme vous, on ne peut se cacher. Vous m'avez vu avant-hier: vous aurez été apparemment touché de mes souffrances, de ma vieillesse, et puis vous vous serez souvenu des rapports d'amitié qui m'ont lié jadis à votre père. Je consens très volontiers à nourrir cette amitié qui a pris naissance pour vous dans un tombeau[1]. Les cendres paternelles m'auront protégé auprès de vous. Votre talent a fait le reste.

« CHATEAUBRIAND. »

En 1845, un nouvel article valait à Nettement cette dernière lettre :

« Mes vieux doigts se redressent pour vous remercier, Monsieur. Vous n'avez vu en moi qu'un ancien serviteur de la monarchie dont vous déplorez la perte avec tant de cœur et d'éloquence. J'ai bien peur que vous soyez le dernier à la pleurer, mais il y a de la gloire à se promener comme vous sur des ruines immortelles.

« Pardonnez à mon écriture. Les morts tiennent mal la plume.

« Vous connaissez, Monsieur, toute mon admiration et toute mon amitié.

« CHATEAUBRIAND.

« 20 septembre 1845. »

L'abbé de Féletz avait été au *Journal des Débats*, sous le Consulat, l'Empire et la Restauration, un excellent critique littéraire, le premier, sans contredit, de tous ceux de son temps. L'Académie française lui avait ouvert ses portes le 14 décembre 1826. Il n'en était pas moins profondément oublié en 1838, quand parurent dans la *Gazette de France* les feuilletons sur le *Journal des Débats* et son

1. Le père d'Alfred Nettement était mort quelques mois auparavant le 1er janvier 1844.

histoire. Alfred Nettement y parlait longuement du très spirituel abbé, qui s'empressa de lui écrire :

« MONSIEUR,

« Je vous dois de très anciens et de nouveaux remerciements, et c'est avec plaisir que je m'acquitte, aujourd'hui, de cette double dette. Il y a déjà plusieurs années qu'en rendant compte dans l'*Universel* de mes *Mélanges*[1], vous fîtes deux articles si bienveillants qu'ils me plurent beaucoup et si spirituels qu'ils ne plurent pas moins à tous vos lecteurs. J'ignorai longtemps que vous fussiez l'auteur de ces articles et ne l'appris que l'année suivante à Périgueux, par Mme la Ctesse de Lestrade, que vous connaissez sûrement. Aujourd'hui vous faites de moi l'éloge le plus flatteur dans la *Gazette*, qui, jusqu'à vous, ne m'avait pas habitué à cette courtoisie. Je vous remercie aussi de l'exagération que d'autres pourront lui reprocher et que j'y reconnais tout le premier. Dans ces intéressants essais historiques sur le *Journal des Débats* et sur la critique de cette époque, vous développez supérieurement des idées que j'ai indiquées dans mon article sur *Dussault*[2], qui va paraître dans le supplément de la *Biographie universelle*, mais vous les exprimez bien plus vivement et bien mieux que moi. Je le dis avec franchise et sans honte, car on peut bien faire encore, sans avoir fait aussi que bien vous.

« Agréez, Monsieur, avec l'expression de ma gratitude, celle de ma considération et de ma haute estime.

« FÉLETZ.

« 11 mai (1838). »

En 1840, M. de Féletz fit paraître, sous le titre de *Jugements historiques et littéraires*, un nouveau volume

1. *Mélanges de philosophie, d'histoire et de littérature*, par Ch.-M. de Féletz, de l'Académie française. Six volumes in-8°, 1828-1830.

2. Jean-Baptiste-François *Dussault*, (1769-1824), avait été, avec Geoffroy, Hoffman et M. de Féletz, un des principaux rédacteurs littéraires du *Journal des Débats*. Il a réuni ses critiques sous le titre d'*Annales littéraires* (1818-1824, 5 vol. in-8°).

de Mélanges. Alfred Nettement en rendit compte, ce qui lui valut, de la part de l'aimable académicien, cette nouvelle lettre :

« Je vous remercie bien tard, Monsieur, des choses aimables et flatteuses que vous avez bien voulu dire de moi dans la *Gazette de France*, mais je ne reçois point cette feuille et j'étais à la campagne lorsque votre charmant article a paru. J'avais la vanité, Monsieur, de croire que je n'avais pas de vanité, mais je me trompais et vous m'avez bien désabusé. J'ai été très sensible et peut-être trop sensible aux éloges que vous voulez bien me donner. J'ai bien voulu me persuader d'abord que c'était le tour aimable et spirituel que vous saviez leur donner qui me charmait, que c'était surtout la forme ingénieuse qui me plaisait ; mais il a bien fallu m'avouer que le fonds m'en plaisait infiniment aussi. Mon amour-propre y était vivement intéressé. Mais après cet aveu et cette sorte de confession, je veux aussi me vanter un peu et me rendre une justice plus favorable. Non, Monsieur, ce ne sont point les éloges que vous avez bien voulu me donner en plus d'une occasion, qui m'ont le plus fait goûter vos écrits ; ce qui m'y a toujours charmé, ce sont les bonnes doctrines et les excellentes opinions que vous y défendez, les sentiments généreux que vous y professez ; ce sont les *haines vigoureuses* qui vous animent contre les *méchants* et ceux qui sont *aux méchants complaisants*. De quelque talent que soient empreintes vos pages éloquentes, je trouve votre cœur et votre âme encore supérieurs à votre esprit, ce qui est bien difficile quand on en a autant que vous. Vous parcourez une belle carrière et vous la parcourez avec honneur ; je vous y suis avec un vif intérêt et je vous prie de me compter au nombre de vos lecteurs qui vous applaudissent le plus.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée, et, permettez-moi de le dire, quoique je n'aie pas l'honneur de vous connaître personnellement, de mon sincère attachement.

« FÉLETZ.

« Paris, 3 juin. »

M. de Falloux publia son premier livre — un volume sur *Louis XVI* — au mois de mai 1840. Alfred Nettement lui consacra un premier article dans la *Gazette* du 11 juin. Le second article tardant à paraître, le critique reçut du jeune historien la lettre suivante :

« MONSIEUR,

« J'ai été si encouragé par votre double bienveillance que j'ose profiter d'une occasion pour vous poursuivre encore du fond de l'Anjou. Je sens mon pauvre *Louis XVI* tellement hors d'état de disputer la moindre part d'attention aux débats de la Chambre que je viens renouveler mes instances auprès de vous, et vous demander d'achever de le présenter au public. Il ne peut être accueilli que sous vos auspices ; c'est à vous qu'il a dû ce dont il peut le plus se vanter, et c'est sur vous qu'il a besoin de s'appuyer encore.

« En me ramenant à Paris, Monsieur, l'hiver me ramènera à votre porte, et je serai bien empressé de vous porter mes plus sincères remerciements. Veuillez agréer de nouveau ceux que je vous dois déjà à tant de titres ; veuillez surtout, Monsieur, me faire l'honneur de prendre le prix que j'attache à votre suffrage pour excuse de mon indiscrétion et pour mesure de ma reconnaissance.

« Si je paraissais plus désintéressé, j'y joindrais certainement, Monsieur, l'expression personnelle de tous les sentiments d'estime et d'admiration de votre très-humble serviteur,

« Alfred DE FALLOUX[1]. »

Le second ouvrage de M. de Falloux, l'*Histoire de saint Pie V*, parut au mois de septembre 1843. Alfred Nettement en rendait compte dès le 9 octobre. Ce n'était encore qu'un premier article, et le critique ne laissait pas de s'y montrer

1. Le second article d'Alfred Nettement sur le *Louis XVI* de M. de Falloux parut seulement le 12 mars 1841.

assez sévère pour Pie V, considéré dans ses rapports avec les hérétiques et le tribunal de l'Inquisition. M. de Falloux lui soumit sans tarder les observations suivantes :

« Je vous avais promis, Monsieur, toute ma reconnaissance pour votre franchise, et j'ai hâte de tenir parole en vous exprimant de nouveau combien je l'apprécie comme une véritable marque d'intérêt et, si je l'osais dire, d'amitié. J'emporte la *Gazette* ce soir dans la malle-poste et je continuerai de la méditer en Bretagne. Je crois que vous n'avez pas assez distingué dans l'Eglise le droit de se défendre et celui d'imposer, et je ne renonce pas à vous soumettre plus tard d'amples observations. Laissez-moi seulement vous dire que, pour saint Pie V en particulier, vous ne l'avez présenté absolument à vos lecteurs que dans le personnage d'Inquisiteur, et vous avez plongé dans l'ombre toute son action Européenne pour la réforme de l'Eglise, toute son action en Orient pour l'extinction de la Barbarie.

« J'avais prévu les points qui vous ont choqué, mais j'avais espéré que ceux qui devaient vous séduire seraient présentés ici comme contre-poids. Le lecteur de la *Gazette* devra croire que toutes les pensées de Pie V se concentraient sur la torche et la hache ; il ignorera, à ce point de vue-là même, et l'anecdote de Sixte-Quint et la délivrance de Sixte de Sienne et celle de Carrouge, et ses efforts en faveur des Américains contre les lieutenants Espagnols. Il ignorera surtout que toutes les grandes questions d'Orient, si étrangement comprises par tous les grands révolutionnaires d'aujourd'hui, étaient envisagées par un pauvre moine du XVIe siècle à un point de vue infiniment plus civilisateur ; il ignorera ce qu'était encore le caractère chrétien dans les Chevaliers de Malte ou les combattants de Lépante.

« Vous m'avez accordé comme écrivain, Monsieur, beaucoup plus de consolation que je n'avais le droit d'y prétendre, et je me plais à y reconnaître votre bienveillance personnelle qui m'est si précieuse ; mais, en jugeant fort sévèrement un point spécial de la carrière de saint Pie V, vous avez oublié le contre-

poids, et c'est en son nom que je réclame auprès de votre conscience de fidèle.

« Quelle que soit la suite de notre débat, Monsieur, veuillez croire surtout que vous vous êtes créé un titre de plus aux sentiments de gratitude et d'attachement que vous a voués depuis longtemps votre très humble serviteur,

« Vte DE FALLOUX. »

III

Peu d'années avaient suffi à Alfred Nettement pour se faire, dans la politique et dans les lettres, une place éminente. Ses adversaires, ceux-là mêmes qu'il avait le plus vivement attaqués, rendaient hommage à son caractère. Les royalistes étaient fiers de lui. Les princes qu'il servait avec un si entier dévouement, tenaient à honneur de lui témoigner publiquement leur gratitude. En 1840, un fils lui était né. Il demanda au duc de Bordeaux de vouloir bien en être le parrain, et à la duchesse de Berry d'en être la marraine. Tous deux acceptèrent avec empressement. La duchesse de Berry lui écrivait, le 24 novembre 1840 :

« Brunsée, 24 novembre.

« Je vous félicite, Monsieur, de la naissance d'un garçon et prends ma part du bonheur que cet événement vous fait éprouver. Je sais que mon fils a répondu à votre désir et j'en suis charmée. Pour moi, je m'applaudis d'avoir un tel filleul, qui héritera, je suis sûre, des nobles sentiments de son père. J'ai écrit à Mme la princesse de Bauffremont[1] pour me remplacer dans la cérémonie du baptême.

1. L'aînée des sœurs d'Anne-Louis-Raoul-Victor de Montmorency, duc de Montmorency. Mme la princesse de Bauffremont est morte en 1860. Son frère, le duc de Montmorency, est mort sans enfants le 18 août 1862.

« Je profite de ce petit mot pour vous témoigner ma satisfaction de vos derniers articles insérés dans *la Mode*. Vous me dites que votre dévouement est depuis longtemps arrivé au degré au delà duquel il ne peut s'accroître. C'est ce que déjà j'avais pensé de votre talent, mais vous parvenez chaque jour à me faire croire à l'impossible.

« Faites à Mme Nettement mes compliments sincères et croyez à toute mon estime et affection.

« MARIE-CAROLINE. »

Le baptême eut lieu, le 14 juin 1841, à Saint-Philippe-du-Roule[1]. L'enfant d'Alfred Nettement fut tenu sur les fonts, au nom de *S. A. R.* Mgr le duc de Bordeaux, par M. le duc de Fitz-James[2], au nom de *S. A. R. MADAME*, duchesse de Berry, par Mme la princesse de Bauffremont. Le célébrant fut l'abbé de Genoude, qui avait voulu donner à son collaborateur cette marque d'affection. L'église était trop petite pour contenir tous les assistants; les équipages descendaient depuis Saint-Philippe-du-Roule jusqu'au bout du faubourg Saint-Honoré. Berryer était alors à Augerville; prévenu trop tard, il avait écrit à Nettement:

« Je reçois ici l'invitation que vous avez bien voulu, Monsieur, m'envoyer pour la cérémonie de demain. Certes, je regretterai beaucoup de ne pouvoir être au nombre de vos amis, heureux de votre joie, heureux de voir, dans cette bienveillance du

1. En 1841, Alfred Nettement habitait avec ses parents une maison avec jardin, au n° 34 de la rue Verte (aujourd'hui rue de Penthièvre), tout près de Saint-Philippe-du-Roule.

2. Jacques, duc de Fitz-James, fils aîné d'Édouard, duc de Fitz-James, successivement pair de France et député, qui avait été, après Berryer, l'orateur le plus éloquent du parti légitimiste. Le duc Édouard de Fitz-James était mort subitement le 20 novembre 1838. — Voir, dans le *Livre des Orateurs*, par M. de Cormenin, t. II, p. 128, le chapitre qui lui est consacré.

jeune roi et de son auguste mère, une noble et juste récompense de vos travaux, de vos services, une justice dignement rendue à votre caractère et à votre talent. Croyez, je vous prie, que je m'unirai, par mes vœux pour vous et pour tout ce qui vous est cher, aux hommes qui vous aiment et vous honorent le plus.

« BERRYER.

« Augerville, 13 juin 1841. »

Tous les journaux royalistes parlèrent du brillant et nombreux concours de personnes réunies, le 14 juin, à Saint-Philippe-du-Roule. La *Gazette de France* terminait son compte rendu par ces réflexions :

« On a beaucoup reproché aux Bourbons et aux royalistes de tenir tout ce qui ne tient pas à la noblesse à distance, et d'avoir surtout pour les existences qui se créent par la pensée un invincible éloignement. On peut voir combien ce reproche est injuste, et dans quelle estime Henri de France et les royalistes tiennent l'intelligence, quand elle est appliquée à la défense des principes auxquels la prospérité, la gloire et l'existence même de la France sont attachées. Voici un baptême qui offre, pour parrain, le petit-fils de Louis XIV ; pour marraine, son héroïque mère ; pour représentants de ces augustes absents, les plus grands noms de la monarchie : ceux du duc de Fitz-James, Montmorency, Bauffremont ; pour témoins, tout ce que la France compte en ce moment à Paris de plus illustre et de plus élevé. Or quel est l'enfant que l'on baptise ? C'est le fils d'un écrivain.

« Il faut donc que cette calomnie, qui avait aliéné bien des esprits à la cause royaliste, tombe devant cet éclatant honneur rendu à toute la presse dans la personne d'un de ses représentants [1]... »

Alfred Nettement avait maintenant un intérêt de plus

1. *Gazette de France*, du 16 juin 1841.

dans sa vie. Il continuera de lutter pour sa cause ; chaque matin le retrouvera sur la brèche ; mais parfois, le soir, aux heures de calme et de silence, il lui arrivera de s'asseoir près d'un berceau. Il oubliera pour un instant la bataille, il sentira son cœur s'apaiser, son front se rafraîchir au souffle de son enfant endormi. Jeune, il avait fait des vers ; il en fera encore : le polémiste n'a pas tué le poète. A demain le Feuilleton et le *premier-Paris !* Ce soir, c'est une Romance qu'il écrira. C'est ainsi que, vers le temps du baptême de Saint-Philippe-du-Roule, il composa cette jolie romance, *Près d'un berceau*, qui, mise en musique par le comte H. Louël, eut un succès de vogue. Elle fut longtemps sur tous les pianos et mérite, je crois, d'être conservée. En voici tous les couplets :

PRÈS D'UN BERCEAU

Comme un pêcheur, quand l'aube est près d'éclore,
Court épier le réveil de l'aurore,
Pour lire au ciel l'espoir d'un jour serein,
Ta mère, enfant, rêve à ton beau destin.
Ange des cieux, que seras-tu sur terre ?
Homme de paix ou bien homme de guerre ?
Prêtre à l'autel ? beau cavalier au bal ?
Brillant poète ? orateur ? général ?.....
En attendant, sur mes genoux,
Ange aux yeux bleus, endormez-vous !

Son œil le dit, il est né pour la guerre ;
De ses lauriers comme je serai fière !
Il est soldat..., le voilà général ;
Il court, il vole, il devient maréchal !
Le voyez-vous, du sein de la bataille,
Le front serein, traverser la mitraille ?

L'ennemi fuit, tout cède à sa valeur ;
Sonnez, clairons ! car mon fils est vainqueur.
En attendant, sur mes genoux,
Beau général, endormez-vous !

Mais non, mon fils ! ta mère, en ses alarmes,
Craindrait pour toi le jeu sanglant des armes.
Coule plutôt tes jours dans le saint lieu,
Loin des périls, sous les regards de Dieu.
Sois cette lampe à l'autel allumée ;
De la prière haleine parfumée,
Sois cet encens qu'offre le séraphin
A l'Eternel, avec l'hymne divin...
En attendant, sur mes genoux,
Mon beau lévite, endormez vous !

Du prêtre, hélas ! la vie est bien austère !
Pour toi, je rêve un destin moins sévère ;
Mon jeune ami, l'orchestre harmonieux
A préludé par ses accords joyeux !...
Comme il est bien !... Quel charme ! quelle aisance !
Mon fils, ce soir, est le roi de la danse !
La valse ardente effeuille bien des fleurs ;
Nymphes du bal, prenez garde à vos cœurs !
En attendant, sur mes genoux,
Mon beau danseur, endormez-vous !

Pardon, mon Dieu ! dans ma folle tendresse,
J'ai de vos lois méconnu la sagesse.
Si j'ai péché, n'en punissez que moi ;
J'ai seule en vous, Seigneur, manqué de foi ;
Près d'un berceau, le rêve d'une mère
Devrait toujours n'être qu'une prière.
Daignez, mon Dieu, choisir pour mon enfant ;
Vous voyez mieux, et vous l'aimez autant...
Et toi, mon ange aux yeux si doux,
Repose en paix sur mes genoux !

De 1841 à 1847, Alfred Nettement a publié quelques autres poésies dont voici les titres : le *Sourire de mon enfant ; Petites filles ! Jeune fille et jeune fleur ; Pater Noster ; Les Trente !* dédiés au vicomte de Chateaubriand ; *Bourse jolie*. Cette dernière romance, mise en musique par Etienne Arnaud, retrouva le succès de *Près d'un berceau*.

Plus d'une de ces pièces, qui faisaient les délices des salons les plus élégants, avait été composée au corps de garde. Comme tout le monde alors, le rédacteur de *la Mode* était garde national. Quand il était de service, au lieu de jouer aux cartes, il faisait des vers. Il en a laissé d'inédits, notamment un *Hymne à la charité*, *la Complainte du Connétable*, *l'Ange et l'Enfant*. Je citerai cette dernière pièce, qui n'est pas indigne de servir de pendant à la belle élégie de Reboul sur le même sujet.

L'ANGE ET L'ENFANT

I

Comme un lys à peine éclos penche
Languissamment sa tête blanche
Sous les ardeurs d'un ciel d'été,
Un enfant se mourait. Pleine d'alarmes,
Sa mère, hélas ! versait des larmes,
Silencieuse à son côté.
Et l'Ange qui, sur le soir de la vie,
Ouvre aux cœurs purs la céleste patrie,
S'inclinait vers l'enfant et lui parlait tout bas ;
Mais l'enfant ne le suivait pas :
« Bon Ange, disait-il, laisse-moi sur la terre.
« Des milliers d'Anges comme toi
« Sont avec Dieu : ma pauvre mère
« Ici pour l'aimer n'a que moi ! »

II

« Viens, au banquet ta place est prête !
« Viens, du Ciel l'éternelle fête
« Va s'ouvrir pour toi, jeune élu.
« Plus de souffrance !
« Dieu couronne l'Innocence,
« Comme il couronne la Vertu.
« Tes yeux verront les divines merveilles
« Que pas un œil ne vit, et tes oreilles
« Entendront nos concerts. Viens, enfant, tu verras ! »
Mais l'enfant murmurait tout bas :
« Mon bon Ange, je vois les larmes de ma mère
« Qui n'a que moi pour la chérir ;
« Par pitié, laisse-moi sur terre :
« Je suis trop aimé pour mourir ! »

III

La fraîche goutte de rosée
Rend à la fleur demi-brisée
L'éclat, la vie et la couleur.
L'Ange attendri pleura. Ces larmes d'ange
Comme un dictame sans mélange
Ranimèrent cette autre fleur.
A sa mère, qui, surprise et ravie,
Sur ce beau front voit refleurir la vie,
L'enfant, déjà guéri, tend, plein d'amour, ses bras.
Et l'Ange murmurait tout bas :
« Ami, Dieu le permet ; reste donc sur la terre :
« Le Ciel est moins beau qu'un devoir.
« C'est aimer Dieu qu'aimer sa mère
« Je repars seul : frère, au revoir ! »

CHAPITRE X

Conférences du Dr Wiseman. — Études sur Bossuet. — Exposition royaliste. — Vie de Suger. — Vie de Marie-Thérèse de France.

La Coalition de 1839. — Les Cendres de Napoléon. — France et Europe. *Lettre de Berryer.* — *Le* Plutarque français. — Conférences sur les doctrines et les pratiques les plus importantes de l'Église catholique. *Lettre au Dr Wiseman. Lettre de Chateaubriand.* — Études sur Bossuet. — Point de vue providentiel de l'histoire de Henri de Bourbon. — L'Exposition royaliste. *Lettres du Mis de Dreux-Brézé et du duc de Fitz-James.* — *Lettres de Chateaubriand et de Hyde de Neuville.* — Vie de Suger. *Lettre à l'abbé de Genoude.* — Vie de Marie-Thérèse de France, fille de Louis XVI.

I

Feuilletons dramatiques, feuilletons littéraires, philosophiques, religieux, historiques, — voilà sans doute de quoi occuper deux ou trois journalistes. Mais Alfred Nettement est de ceux qui ne s'effraient pas de travailler comme quatre. Si d'autres besognes encore le sollicitent, il ne les déclinera pas. L'*occasion*, d'ailleurs, l'*herbe tendre*... L'herbe tendre, pour lui, c'est la politique. A certains

jours, tandis que, renfermé au rez-de-chaussée du Journal, il veut être tout entier à la pièce nouvelle ou au livre paru la veille, il entend une voix d'en haut — celle du *premier-Paris*, — qui lui reproche ses infidélités. Il voudrait résister ; mais le peut-il ? La tentation est trop forte, et plus d'une fois il lui arrivera d'y céder.

Au commencement de 1839, un grand débat s'émeut dans les sphères politiques. Les Chambres viennent de se réunir[1]. Une *Coalition* s'est formée contre le ministère Molé, — le Cabinet du 15 avril, comme on disait alors ; elle comprend toutes les nuances de l'opposition. Dans la discussion de l'Adresse, M. Berryer, M. Garnier-Pagès, M. Guizot, M. Thiers, M. Odilon Barrot, se relèvent à la tribune, n'accordant à l'ennemi commun ni trêve ni repos. M. Molé soutient la lutte avec une admirable énergie. Mais que vouliez-vous qu'il fît contre tous ?... A la suite du vote de l'Adresse[2], la session législative, par ordonnance du 31 janvier, fut prorogée au 15 février. Deux jours après, la dissolution de la Chambre était prononcée, et la convocation des collèges électoraux fixée au 2 mars. Les Chambres devaient se réunir le 26 mars. Alfred Nettement pouvait-il se désintéresser d'une crise qui passionnait le pays ? Du 1er janvier au 13 avril 1839, il fit paraître, dans la *Gazette de France*, toute une suite de grands

1. La session s'était ouverte le 17 décembre 1838. Le projet d'adresse fut présenté à la Chambre des députés le 4 janvier 1839.

2. Elle fut adoptée, dans la séance du 16 janvier, par 221 voix contre 208. C'était le chiffre des votants de l'adresse de 1830. Les 221 étaient cette fois pour le Gouvernement ; mais leur appui ne lui faisait pas illusion. M. Molé sentit sa défaite et résolut d'en appeler aux électeurs.

articles politiques, sans pour cela du reste interrompre sa collaboration littéraire.

Ainsi fera-t-il encore en d'autres rencontres. En 1840, à l'occasion du projet de loi de M. Thiers sur le retour des cendres de Napoléon, la *Gazette* publie de lui, le 1er juin, sous ce titre : *Un rôle et une mission*, un premier-Paris, dans lequel il parle de l'Empereur avec une impartialité et une indépendance de jugement singulièrement rares à cette date. Quelques jours auparavant, le 16 mai, il avait donné, non plus dans la *Gazette de France*, mais dans *la Mode*, un autre article intitulé : *les Cendres de Napoléon*. C'est le 15 décembre 1840 que les restes mortels de l'Empereur firent dans Paris leur entrée triomphale. Ce lui fut l'occasion d'écrire un nouvel article que le Vte E. de Grenville, dans son *Histoire du journal* LA MODE, signale en ces termes : « Il serait difficile d'imaginer un plus magnifique article que celui que publia M. Alfred Nettement dans *la Mode*, sous ce titre : *La nuit du 14 décembre*, la veille du jour de la translation des cendres de Napoléon à Paris. On ne peut lire ces belles pages sans une émotion profonde ; c'est un des morceaux épisodiques qui font le plus honneur au grand talent du nouvel historien de la Restauration[1]. »

Dans les premiers mois de 1838, une revue monarchique, *France et Europe*, avait été fondée, sous le patronage de Berryer. Alfred Nettement avait accepté d'en être le principal rédacteur. Le premier numéro parut le 10 mai. L'*Introduction* était accompagnée de la lettre suivante :

« A M. le Directeur de la Revue : *France et Europe*.

« J'ai lu votre Introduction, mon ami ; les idées générales que

1. *Histoire du journal* La Mode, p. 542. — 1861.

vous y présentez me paraissent parfaitement caractériser votre recueil et tracer le plan que vous vous proposez de développer. L'appel que vous faites à nos amis politiques sera entendu, n'en doutez pas. Pour mon compte, je m'unis à vous avec empressement et bonheur. Oui, vous pouvez être assuré de ma participation active. Oui, je me concerterai assidûment avec vous et vos collaborateurs, pour l'examen et la discussion de toutes les questions qui vous doivent occuper.

« Depuis longtemps je désirais la publication d'une *Revue* où fussent exposées nos doctrines, appliquées avec ensemble et de haut à l'état présent de la société, à la marche des hommes et des choses, à ce mouvement de la *France* et de l'*Europe* qui manifeste si solennellement, aux esprits clairvoyants et réfléchis, quelles sont les conditions de l'avenir. La presse quotidienne est trop souvent emportée dans l'immense et rapide détail des faits de chaque jour, dans la polémique que chaque événement particulier soulève entre les partis opposés. La pensée publique est ainsi détournée du cours imposant de la politique générale ; et cependant tous les éléments de la vie intellectuelle et matérielle des peuples, la religion, le gouvernement, l'administration, les mœurs, les sciences, les lettres, les arts, l'industrie, le commerce, tout doit se concentrer et se distribuer, sous un même aspect, dans les méditations de l'homme qui travaille à faire triompher, au sein de la société, un principe fécond et puissant.

« L'union du pouvoir vrai et des libertés nécessaires est le grand problème livré de nos jours à l'étude des esprits droits et des cœurs généreux. C'est aux victorieux dans la lutte des intelligences, que l'avenir appartiendra. Appelez énergiquement tous les gens de bien à prendre part à ces nobles combats. Le droit est le glaive de tous. Aujourd'hui l'exercice des droits est un devoir sacré pour les hommes de foi et de conviction.

« Tout à vous,

« BERRYER, fils,

« *Député de Marseille.* »

Dans la nouvelle Revue[1], une large place était réservée aux questions religieuses et sociales. Alfred Nettement y publia, outre des articles sur la politique extérieure et sur le Parlement[2], des études sur la Démocratie dans les sociétés modernes, une Réponse à un article de M. Guizot sur l'Harmonie du catholicisme, du protestantisme et de la philosophie, etc. Et voici qu'à la même heure il donnait au *Plutarque Français* d'Edouard Mennechet[3] les biographies d'*Anne de Bretagne*, d'*Henri IV*, de *Richelieu*, de *Bossuet*, de *Louis XIV*, de *Beaumarchais* et de *Mirabeau*. Ce ne sont que des esquisses sans doute, mais rarement, en si peu de pages, on a mieux peint le caractère et la physionomie d'un règne ou d'une époque. La lumière

1. Elle paraissait deux fois par mois, le 10 et le 25. Charles de Bernard y publia, dès les premiers numéros, une de ses plus jolies nouvelles, *le Vieillard amoureux*, et de belles pages sur la mort du prince de Talleyrand. — Les bureaux de la Revue étaient situés rue Jacob, 46. Elle cessa de paraître le 25 avril 1839.

2. *Galerie parlementaire*. I. *Introduction* (livraison du 10 décembre 1838) ; — II. *M. Decazes* (25 février 1839) ; — III. M. Decazes (fin). Livraison du 25 mars 1839.

3. Le *Plutarque français*, publié sous la direction d'Edouard Mennechet, forme huit volumes grand in-octavo, qui ont paru de 1835 à 1841. Les écrivains les plus éminents tinrent à honneur de travailler à l'érection de ce Panthéon vraiment national, élevé, celui-là, non plus aux grands hommes de la Révolution, mais à toutes les gloires de la Patrie. Rappeler quels furent les collaborateurs de Mennechet sera faire connaître l'importance de son œuvre. Voici le nom des principaux : le comte Molé, Prosper Mérimée, de Féletz, Patin, Alexandre Guiraud, Campenon, Brifaut, Viennet, membres de l'Académie française ; — le comte Beugnot, le baron Walckenaër, le marquis de Pastoret, Raoul-Rochette, Langlois, Paulin Paris, de Cherrier, le marquis d'Audiffret, de Longperrier et de Senonnes, membres de l'Institut ; — Bazin, Laurentie, Alfred Nettement, Jules Janin, Philarète Chasles, Audibert, Bignan, Géruzez, Malitourne, F. Barrière, Moreau, Feuillet de Conches, Ad. de Puibusque, etc.

qui s'en dégage est d'autant plus vive, que les rayons sont concentrés dans un plus petit espace. Quatre de ces biographies, en particulier, celles de Richelieu et de Louis XIV, de Bossuet et de Mirabeau, sont des morceaux excellents.

Mais d'autres travaux, à la même époque, occupaient encore Alfred Nettement.

Le directeur de la *Gazette de France*, M. l'abbé de Genoude, ne se contentait pas de défendre tous les jours, dans sa courageuse feuille, les idées religieuses et monarchiques ; il estimait nécessaire d'ajouter à la propagande du journal, celle des livres. Il voulait mettre à la disposition des royalistes et des catholiques toute une bibliothèque, qui fût pour eux comme un arsenal où, dès qu'ils en auraient besoin, ils trouveraient des armes pour soutenir le bon combat. Pour les premiers, il composait ou faisait composer, sous sa direction, une *Histoire de France*, en vingt volumes, ou encore la *Raison monarchique*, recueil contenant les opinions des membres les plus éminents du clergé de France sur les principales questions de la politique[1]. Pour les seconds, il donnait de nouvelles éditions de ses traductions de la *Bible* et de l'*Imitation de Jésus-Christ*. Il faisait traduire les *Pères des deux premiers siècles de l'Eglise*, puis ceux du *troisième siècle*. Il publiait, avec une Introduction et un discours préliminaire, les œuvres de Malebranche[2]. Comme pendant à la *Raison monarchique*, il faisait paraître la *Raison du*

1. M. de Lourdoueix, l'un des auteurs de *la Raison monarchique*, faisait paraître, à la même époque, un livre d'un rare mérite : *la Restauration de la Société Française*.

2. Cette édition de Malebranche était due, pour la plus grande partie, aux bons soins de M. de Lourdoueix.

Christianisme, ou Preuves de la vérité de la Religion tirées des écrits des plus grands hommes de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, précieux recueil, qui ne forme pas moins de quatre volumes. Il faisait tirer, en un volume à part, l'*Introduction à la Raison du Christianisme, ou Exposition du dogme catholique.* Une traduction des discours du Dr Wiseman sur les *Rapports qui existent entre la Science et la Religion révélée,* avec notes explicatives, cartes et planches, complétait cette série de publications.

Alfred Nettement savait admirablement l'anglais. Désirant s'associer à l'œuvre de propagande religieuse entreprise par M. de Genoude, il traduisit un autre ouvrage de Wiseman[1], qui avait eu en Angleterre, comme le précédent, un retentissement considérable. Cette traduction parut au mois de juin 1839, en deux volumes et sous ce titre : *Conférences sur les doctrines et les pratiques les plus importantes de l'Eglise catholique,* par *Nicolas Wiseman,* docteur en théologie, professeur à l'Université de Rome, membre correspondant de la Société Asiatique ; traduites de l'anglais, et précédées d'un *Essai sur les progrès et la situation du Catholicisme en Angleterre,* par *M. Alfred Nettement*[2].

1. Nicolas-Patrice-Etienne *Wiseman,* né à Séville, le 2 août 1802, mort le 16 février 1865. Son nom, illustré par ses écrits et ses Conférences, restera surtout attaché au rétablissement complet de la hiérarchie catholique en Angleterre (1849). Le 30 septembre 1850, il fut élevé par le pape Pie IX aux dignités de cardinal, d'archevêque de Westminster et de primat de l'Eglise catholique d'Angleterre. — Son roman de *Fabiola ou l'Eglise des Catacombes* (1854) a été traduit dans toutes les langues de l'Europe ; une des meilleures traductions françaises est due à Mlle Marie Nettement.

2. Deux volumes in-8° : Beaujouan et Jourdan, éditeurs, 32, place Saint-André-des-Arcs. 1839.

En adressant son livre au Dr Wiseman, Alfred Nettement accompagna son envoi de la lettre suivante :

« Auteuil, rue La Fontaine, près Paris.

« Monsieur,

« Permettez-moi de vous offrir ce livre qui est le vôtre, puisqu'il n'est que la reproduction de vos savantes recherches et de vos puissantes argumentations. En lisant votre ouvrage, j'ai pensé qu'il serait d'une haute utilité en France, où l'on rencontre une nombreuse population protestante, et qu'il serait fâcheux que son influence demeurât renfermée en Angleterre. J'ai donc essayé de le traduire et je soumets le résultat de mes efforts à votre redoutable autorité. Je n'ai point l'honneur d'être connu de vous ; votre pays n'est pas le mien, mais nous sommes tous deux catholiques, nous servons la même cause, vous au premier rang, parmi les membres les plus distingués du sacerdoce, moi au dernier rang, parmi les fidèles. Cette communauté de symbole et de but me suffit, et cette fraternité qui vient d'en haut me rassure sur les distances qui nous séparent. Je vous parlerai donc avec une entière franchise sur le système que j'ai suivi dans cette traduction.

« Vous connaissez trop, Monsieur, le génie des langues et celui des peuples pour ne pas savoir avant moi qu'il y a des tours de langage et des formes de raisonnement qui conviennent dans tel pays et qui conviennent moins dans tel autre, et qu'ainsi la logique, une dans son essence, doit modifier ses formes suivant les nationalités. C'est le principe qui m'a guidé dans le cours de mon travail. Sans altérer vos idées, sans rien ôter à la force de votre argumentation, sans renoncer à aucune des preuves par vous accumulées, j'ai essayé de rendre partout la forme analogue au génie de notre langue et de notre pays. J'ai pensé que, de même que vous aviez cherché dans votre texte original à rendre votre ouvrage éminemment propre à frapper l'esprit d'un auditoire anglais, je devais chercher surtout, dans ma traduction, la forme la plus propre à aller à l'esprit de lecteurs français, afin que votre ouvrage

fût en France ce qu'il est en Angleterre. Telle est, à mon sens, la véritable fidélité d'une traduction.

« Quant à l'Introduction que je me suis permis de placer en tête de l'ouvrage, elle s'explique d'elle-même. C'est une chose si merveilleusement providentielle pour ceux qui ont suivi, dans l'histoire d'Angleterre, les persécutions dont les catholiques ont été l'objet, que de vous avoir vu, vous prêtre de cette religion si longtemps persécutée, monter publiquement dans les chaires de la métropole et démontrer victorieusement la vérité du catholicisme en face des lieux mêmes où on le livrait au bourreau, que la succession des événements qui ont amené ce grand changement méritait d'être montrée.

« Maintenant, Monsieur, j'ai dit tout ce que j'avais à dire et je suis devant mon juge. Heureux me trouverais-je, si je pouvais apprendre qu'il a pensé que je n'ai pas tout à fait échoué dans la tâche que j'ai entreprise ; plus heureux encore, si cette œuvre devenait entre lui et moi l'occasion de rapports personnels auxquels j'attacherai un prix infini.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de tous mes sentiments d'estime et de considération.

« Alfred NETTEMENT.

« 1er juillet 1839. »

II

Les conférences du docteur Wiseman avaient été prêchées publiquement, durant le carême de 1836, dans l'église Sainte-Marie de Moorfields, au milieu d'une nombreuse assistance de catholiques et de protestants. L'effet en avait été prodigieux : des conversions multipliées les avaient suivies, et les adversaires, comme les coreligionnaires du savant professeur, s'étaient accordés à reconnaître et le rare talent qu'il avait déployé et la profonde impression qu'avait produite sa parole.

Ces conférences avaient donc un double intérêt théologique, car elles constataient la position réciproque des doctrines catholiques et protestantes, à la date où elles ont été prononcées ; un intérêt historique, car elles montraient où en était, à cette date, le catholicisme en Angleterre.

Dans une longue *Introduction*, Alfred Nettement rappelle ce qu'il a fallu d'événements dans le monde, pour que le docteur Wiseman pût monter publiquement en chaire et proclamer la vérité du catholicisme dans la métropole même de l'hérésie. Il insiste particulièrement sur l'heureuse et considérable influence exercée par l'émigration ecclésiastique en Angleterre, à l'époque de la Révolution. Il entre à ce sujet dans des détails alors complètement inconnus en France. Quelques-unes de ces pages sont de vraies pages de Mémoires :

« Un des premiers soins de ces exilés, dit l'auteur, fut de se bâtir une chapelle. Si le zèle était ardent, ceux qui l'éprouvaient étaient pauvres. Il n'y a pas bien longtemps encore que la vénérable comtesse douairière de Bourmont [1], conservant, dans un âge avancé, toute la puissance de sa mémoire et tous les dons d'un esprit gracieux et élevé, nous racontait que le premier asile qu'eurent, en Angleterre, les évêques et les prêtres de cette église de France, qui, naguère, possédait tant et de si superbes basiliques, fut une pauvre chambre, espèce de cave où l'on descendait par un escalier de quelques marches, et au bout de laquelle se dressait un autel, dépouillé et nu comme ceux qui l'avaient élevé.

« Un peu après, les Sulpiciens du Canada envoyèrent quelques fonds à un des membres de leur congrégation dont le nom mérite d'être conservé ; M. Bouret commença à bâtir,

1. Mère du maréchal, morte à Londres dans le mois de décembre 1838.

avec les deniers envoyés aux Français de l'exil par des Français transplantés sur la terre étrangère, la chapelle de King's-Street, Little-George-Street, qui existe encore aujourd'hui. L'emplacement était humble comme l'édifice qui allait s'y élever. On avait choisi une de ces ruelles, si communes à Londres, où sont placées les écuries et les remises des hôtels situés dans les rues élégantes du voisinage..... Quand les fonds furent rassemblés, on se mit à l'œuvre. Pour édifier l'église qu'on allait consacrer au Très-Haut sur la terre étrangère, il fallut supprimer deux écuries : qu'importe ? le Christ n'était-il pas né sur une crèche, et n'est-ce pas d'une étable qu'est sortie cette loi qui a sauvé le monde, et qui peut seule encore le conserver aujourd'hui ? La ruelle n'avait pas changé de destination en donnant asile à la chapelle française. Les écuries, les remises, les étables subsistaient autour de la maison de la prière.....

« Nous sommes entrés, avec un pieux respect, dans cette humble église, qui contint tant de grandeurs et tant de vertus. Là, prièrent tous ces saints prêtres, l'orgueil et la force de l'église gallicane. Là, on vit souvent réunis, dans les jours de grandes fêtes, jusqu'à dix évêques assis sur le même banc : M. de la Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, qui le premier avait cherché un asile en Angleterre, M. de Dillon, archevêque de Narbonne, M. de Flamarens, qui occupait le siège de Périgueux, M. du Plessis d'Argentré celui de Séez, M. de Béthizy celui d'Uzès, M. de Colbert celui de Rodez, M. de Belbœuf celui d'Avranches, M. de la Laurencie celui de Nantes, M. de Villedieu celui de Digne, M. Amelot celui de Vannes. Le banc des évêques était, dans les cérémonies, à gauche de l'autel ; à droite, était un autre banc réservé à d'autres grandeurs et à d'autres exils. Là, était placé le fauteuil où s'asseyait Louis XVIIIe du nom, roi de France et de Navarre. Cet héritier d'une race qui avait élevé tant et de si magnifiques églises au Christ, recevait à son tour l'hospitalité dans ce pauvre temple, bâti avec les deniers de ce peuple de bannis qui s'était associé à ses malheurs. Hors d'ici, le petit-fils de Louis XIV n'était qu'un proscrit, aussi faible et aussi impuis-

sant que tous les proscrits qui l'entouraient. Ici il était roi de France, couronné de son droit, à défaut du diadème qui lui manquait, roi aux yeux de Dieu, au trône duquel toute légitimité va se rattacher comme à son origine première ; car la justice divine est la source de la justice humaine, et les lois de la terre, ces ombres passagères, n'ont de stabilité que parce qu'elles sont une image imparfaite des lois éternelles du ciel.

« Derrière le fauteuil du roi était le banc des princes. Là, s'assirent M. le comte d'Artois, plus tard Charles X, roi de France, mort et enseveli dans la terre de l'exil ; M. le duc de Berry, mort d'un coup de poignard ; M. le duc d'Angoulême et la sainte fille de Louis XVI, qui a repris le cours de ses mélancoliques destinées et de ses exils ; M. le duc de Bourbon, mort à Saint-Leu. Ici, l'on vit le duc d'Orléans s'agenouiller et prier. Il y fit célébrer un service funèbre pour MM. les ducs de Montpensier et de Beaujolais, ses frères, qu'il avait perdus [1].

« Ainsi, tout ce qui est grand et puissant dans ce monde a passé par cette petite chapelle de Little-George-Street, la puissance debout comme les puissances tombées, la fortune comme l'adversité....

« Après M. Bouret, fondateur de l'église, M. l'abbé de Latil en fut le chef ; après M. de Latil, M. Chenet ; après M. Chenet, M. de Laporte, qui y est encore aujourd'hui.

« Quand vint la Restauration, la chapelle de George-Street reçut quelques secours des princes qui y avaient si longtemps prié ; elle continua à être l'église des restes de l'émigration, de cette classe de vénérables infortunés qui, renonçant, ici-bas, à toute espérance, avaient fini par s'acclimater dans leurs malheurs et par s'enraciner sur cette terre hospitalière, où au moins ils ne trouvaient pas, pour augmenter l'amertume de leurs souffrances, le souvenir de leurs félicités perdues, ou le tombeau des martyrs qu'ils pleuraient... L'humble chapelle avait pris le nom de Chapelle royale... Le dimanche, on voyait le magnifique carrosse de l'ambassadeur de France entrer dans

1. Le duc de Montpensier mourut à Londres en 1807, et le duc de Beaujolais à Malte en 1808.

la petite ruelle et s'arrêter à la porte de l'église ; cet ambassadeur s'appelait souvent Chateaubriand ou Montmorency... A Londres, comme toutes les chapelles sont obligées de pourvoir à leurs frais, on paye à la porte pour obtenir le droit d'y entrer. Les prêtres de Little-George-Street se servirent de la munificence royale pour supprimer cet impôt mis par la nécessité sur la prière. Aussi, tous les dimanches, on voyait accourir en foule, à la chapelle de France, les pauvres catholiques irlandais, tout joyeux de ce que la libéralité des rois très chrétiens ouvrait, à deux battants, les portes de la maison du Christ à leur indigente piété[1]. »

En 1839, le *Mouvement d'Oxford* était encore à ses débuts; bien peu de personnes en France en soupçonnaient l'existence ; nul ne s'en préoccupait. Alfred Nettement lui consacre toute la seconde partie de son *Introduction*. Ses fréquents voyages à Londres l'avaient mis au courant du travail qui s'opérait au sein de l'église anglicane ; il avait lu les *tracts*[2] du Dr Pusey, de Henry Newman et de leurs amis. Il analyse ces *Traités pour les temps présents* et il en montre toute l'importance. Ce *Mouvement d'Oxford* lui apparaît comme l'aurore d'une véritable renaissance catholique. Il salue l'heure prochaine où les plus nobles esprits de l'Angleterre, dépouillant enfin leurs préjugés antipapistes, proclameront la nécessité d'une église suprême et d'une autorité infaillible en matière de foi.

Cette *Introduction* frappa vivement Chateaubriand. Le

1. *Introduction*, pages 29 et suivantes.

2. Les *Tracts* étaient de petits écrits, très courts, généralement de quatre à huit pages. Le plus grand nombre d'entre eux, et aussi les plus brillants, les plus saisissants, sont de Newman. Voir le beau livre de M. Paul Thureau-Dangin : *Newman et le Mouvement d'Oxford*. 1899.

21 août 1839, l'auteur du *Génie du Christianisme* écrivait au traducteur de Wiseman :

« Un million de pardons, Monsieur; une multitude de petites souffrances et d'ennuyeuses affaires m'ont empêché de vous remercier plus tôt de votre inestimable présent. Je n'ai pu même encore achever que votre Introduction, et suis à peine entré dans les conférences. Votre Introduction m'a paru sérieuse, animée et pleine de faits. Vous sentez combien j'ai dû être touché, moi qui avais assisté, dans la petite chapelle au milieu des écuries, au service funèbre célébré par mes compagnons d'exil, avec monsieur votre père, pour la mort de Marie-Antoinette. Mon admiration pour vos talents, Monsieur, vous est connue, et j'aime à vous en réitérer l'expression. Le rhumatisme fatigant qui m'engage toujours la main droite m'oblige toujours à recourir à la main de Pilorge[1] : je vous en fais bien mes excuses, Monsieur, et je vous prie d'agréer de nouveau, avec tous mes remerciements, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« CHATEAUBRIAND.

« Jeudi, 21 août 1839. »

La publication de cette traduction de Wiseman est une date importante dans la vie d'Alfred Nettement. C'est à partir de ce moment que ses convictions religieuses, désormais pleinement affermies, prennent un caractère, chaque jour plus prononcé, de ferveur et de prosélytisme. Il s'avancera maintenant de plus en plus dans les voies de la piété et de la vertu. Chez lui, le chrétien et l'homme ne feront qu'un, tellement identifiés l'un à l'autre qu'il sera impossible de les séparer.

1. M. Hyacinthe Pilorge, secrétaire de Chateaubriand.

III

En même temps que sa traduction des *Conférences*, Alfred Nettement aurait pu, s'il l'avait voulu, publier un autre livre, commencé depuis longtemps et dont il avait déjà donné des extraits dans la *Gazette de France* de 1836 et de 1837. Je veux parler de ses *Etudes sur Bossuet*. Elles étaient entièrement achevées en 1839. J'ai sous les yeux le manuscrit, préparé pour l'impression et portant cette indication de la main de l'auteur: *405 pages, 24 lignes à la page, 36 lettres à la ligne*. D'autres travaux, d'autres volumes vinrent à la traverse, et l'ouvrage n'a jamais paru.

Les *Etudes sur Bossuet* se divisent en quatre parties.

Dans la première partie, l'auteur considère Bossuet comme controversiste.

Dans la seconde, il l'envisage comme orateur, et, pour sortir des généralités qui sont l'écueil d'un pareil travail, il présente le commentaire de quatre de ses oraisons funèbres, celles de Henriette de France, de Henriette d'Angleterre, de la princesse Palatine et du grand Condé. On peut étudier l'éloquence dans les discours de Bossuet, comme le prince de Condé étudiait la victoire dans les campements de César. Ses oraisons funèbres sont un cours non seulement d'éloquence, mais de philosophie, de morale et de haute politique. Le grand siècle s'y retrouve avec ses splendeurs, à peu près comme sur les sépulcres des morts illustres on voit se dresser leurs statues.

Après l'orateur, le sermonnaire. C'est l'objet de la troisième partie. Le sermon a ses règles à part, son but

particulier, sa mission spéciale. « Nous croyons, écrit Alfred Nettement dans sa Préface, que c'est comme sermonnaire surtout que Bossuet a été méconnu[1]. La justice de notre époque lui doit une réparation à cet égard. Nous essayerons d'accélérer le jour de cette réparation, en indiquant la nature du sermon et les lois qui le régissent, nature trop souvent mise en oubli, lois trop fréquemment mal saisies. Suivant le plan que nous avons adopté pour les oraisons funèbres, nous présenterons le commentaire d'un sermon de Bossuet, et nous choisirons précisément celui de tous qui a suscité les critiques les plus vives, le *Sermon pour la profession de mademoiselle de La Vallière.* »

Dans sa quatrième et dernière partie, il considère Bossuet comme historien ; il fait remarquer combien, sous ce rapport, le génie de l'évêque de Meaux prête aux observations et aux méditations de notre époque, combien il est redevenu *moderne.* Le XVIIIe siècle avait été le siècle de l'analyse ; le XIXe est celui de la synthèse. Or Bossuet est un historien éminemment synthétique. Sortant de cette poussière des détails dont les histoires parti-

1. Imprimés pour la première fois en 1772, soixante-huit ans après la mort de l'auteur, les sermons de Bossuet n'eurent guère de succès dans le public. Le dix-huitième siècle s'en tint jusqu'à la fin au sentiment de La Harpe, disant dans son *Cours de littérature :* « Bossuet est médiocre dans le sermon. » Cette opinion durait encore dans les premières années du dix-neuvième siècle, et le critique Dussault était l'organe de « l'opinion des connaisseurs », lorsqu'il déclarait, dans le *Journal des Débats,* que les *Sermons* ne pouvaient rien ajouter, loin de là, à la gloire de Bossuet : « ouvrages de mauvais goût... matériaux informes, empreints parfois du sceau de son génie, et plus souvent infectés de la rouille d'une époque où le goût n'était pas encore épuré, où l'éloquence française était encore sauvage. »

culières sont comme enveloppées, l'auteur du *Discours sur l'histoire universelle* s'élève jusqu'à la loi première qui domine le mouvement des destinées humaines; il contemple, de cette hauteur, les catastrophes des empires qui tombent, le flux et le reflux des peuples qui arrivent et qui s'en vont, et ne les aperçoit que comme des incidents dans la vie générale de l'univers ; il suit, à vol d'aigle, la marche de l'humanité à travers les âges. Certes, cette manière d'entendre l'histoire est un peu plus noble que celle qui consiste à dénombrer les bourgs et les villes, à compter les batailles perdues ou gagnées, à mesurer les amas d'or et d'argent, et toutes ces grandeurs dont il ne reste plus que le souvenir à demi effacé, un petit nombre de ruines et deux ou trois tombeaux [1].

A propos de *Bossuet controversiste*, Alfred Nettement est appelé à parler de la révocation de l'édit de Nantes. C'est la partie la plus remarquable de son livre. Les circonstances au milieu desquelles elle se produisit, les causes qui lui donnèrent naissance, n'ont été nulle part étudiées avec plus de soin, appréciées avec plus d'équité. L'auteur fait aussi large que possible la part du blâme, de la réprobation même, en ce qui touche les actes de violence et les excès dont fut entachée l'exécution de la mesure prise par le Roi ; mais il établit en même temps, par des preuves irréfutables, que le contre-édit de Louis XIV, rendu nécessaire par la situation de l'Europe

1. Alfred Nettement a publié plus tard, à la librairie Lecoffre, une édition du *Discours sur l'histoire universelle*, avec une préface, des notes et un *Essai sur la philosophie de l'histoire*. Les pages de cet *Essai* sont empruntées au manuscrit des *Etudes de Bossuet*.

et les agissements du protestantisme, fut, à sa date, une mesure nationale et populaire.

De cette étude historique, où tout se tient, où les faits, les documents, les preuves sont étroitement liés, je ne puis rien détacher. Je donnerai seulement ici un court extrait des pages qui la terminent :

« Il y a une Révocation de l'édit de Nantes plus puissante et plus haute, plus durable et plus décisive que celle au bas de laquelle on lit le nom de Louis XIV, une Révocation de l'édit de Nantes qui ne peut pas être révoquée, et sur laquelle les années et les révolutions ont passé en lui donnant une autorité nouvelle ; c'est cette œuvre de génie qui, se composant de tant d'ouvrages, s'est résumée plus tard dans les *Variations*, et au bas de laquelle on lit le nom de Bossuet. Celle-là ne réside point seulement dans une loi écrite, promulguée par les hommes et que les hommes peuvent détruire ; elle réside dans la conscience publique qui l'a reçue, dans l'intelligence humaine qui l'a confirmée. De ce moment date ce que l'on pourrait appeler le licenciement du protestantisme. Bossuet lui avait enlevé tout ce qu'il avait d'élevé, de vivace et de fort, avant que Louis XIV, prêt à entreprendre contre l'Europe coalisée une lutte qui nécessitait le développement de toutes les forces nationales, eût effacé des lois les derniers vestiges de l'anarchie politique...

« Bossuet controversiste désorganise le protestantisme bien plus sûrement et bien plus définitivement que Louis XIV, car il le désorganise dans son essence, dans son esprit, et l'atteint dans son âme même. Et cette révocation de l'édit de Nantes, toute morale et tout intellectuelle, n'entraîne aucun des inconvénients qui accompagnèrent la mesure politique prise par le Conseil du Roi. Il n'y a point là de caractère dur et hautain pour exagérer, dans l'application, le principe de la révocation. Tout au contraire, l'esprit de mansuétude évangélique, de conciliation chrétienne, de ménagement envers les personnes que Bossuet apporte dans la controverse, atténue une partie des incon-

vénients dont nous venons de parler. Ce n'est point tout encore ; la mesure politique prise par Louis XIV aura le sort de toutes les mesures politiques : un temps viendra où les circonstances qui lui avaient servi à la fois de motif et de justification, ayant disparu, la mesure elle-même disparaîtra devant la liberté des cultes dissidents qui, dégagés de leur organisation politique, auront cessé d'être un danger pour l'Etat. Mais lorsque ces temps, ces temps où nous sommes, seront venus, à cette époque même la victoire de Bossuet subsistera dans toute sa force, dans toute sa puissance ; elle survivra à toutes les circonstances et se maintiendra au milieu de toutes les vicissitudes, parce que c'est dans sa partie morale et intellectuelle qu'elle a frappé le protestantisme ; elle empêchera que cette opinion puisse altérer l'unité nationale et elle avancera le jour où le protestantisme doit venir se rejeter dans le sein du catholicisme, comme ces ruisseaux vagabonds qui ont séparé leurs eaux du cours d'un grand fleuve et en ont diminué ainsi le volume et la rapidité, et qui, après avoir serpenté dans des lieux déserts et des plaines infécondes, finissent par ramener leurs flots tributaires dans le lit où ils avaient commencé à couler. »

IV

Le 29 septembre 1840, le duc de Bordeaux entrait dans sa 21e année. Alfred Nettement publia, à cette occasion, une brochure intitulée : *Point de vue providentiel de l'histoire de Henri de Bourbon*. Ce n'était qu'un écrit de circonstance, mais aujourd'hui encore, après plus d'un demi-siècle écoulé, après tant de deuils et de catastrophes, après tant d'espoirs brisés, on ne lit pas sans émotion ces pages où respire une foi si profonde dans l'avenir du prince, dans l'avenir de la France..... *Sunt lacrymæ rerum !*

En 1842, Alfred Nettement publia successivement trois nouveaux volumes : l'*Exposition royaliste*, la *Vie de Suger* et la *Vie de Marie-Thérèse de France*.

L'*Exposition royaliste* parut au mois d'avril. Les circonstances dans lesquelles fut composé cet ouvrage méritent d'être rappelées.

Le 26 mars 1841, on discutait, à la Chambre des pairs, le projet de loi sur les fortifications de Paris. M. Persil, ancien procureur général et ancien ministre du gouvernement de Juillet, accusa le parti royaliste de mettre tout son espoir dans l'intervention et l'appui des étrangers, « au milieu desquels un prétendant (Henri V) pourrait bien un jour se présenter ». A ces mots, le marquis de Dreux-Brézé[1] demanda la parole *pour un fait personnel*. « Messieurs, dit-il, une insinuation produite par l'orateur qui descend de la tribune m'oblige à prendre la parole. Il a parlé d'un prétendant qui pourrait se trouver dans les rangs des étrangers. Il a signalé l'existence d'un parti disposé à se prêter à de pareilles manœuvres. Eh bien ! Messieurs, au nom de ce prince, dont je me fais caution, corps pour corps, je proteste..... » Au milieu

1. Scipion, marquis de *Dreux-Brézé*, né aux Andelys (Eure) le 13 décembre 1793. Après avoir été élève de l'Ecole militaire de la Flèche, il fit les dernières campagnes de l'Empire comme officier de cavalerie. Sous la Restauration, il fut aide de camp du maréchal Soult, puis capitaine dans les cuirassiers de la garde royale, et se retira, en 1827, avec le grade de lieutenant-colonel. En 1829, il succéda à son père dans la charge de grand-maître des cérémonies de France, héréditaire dans sa famille depuis deux cents ans. Il héritait, en même temps, de la pairie. Il ne crut pas devoir se démettre de son titre de pair après les Journées de Juillet, et jusqu'à sa mort, le 21 novembre 1845, il fut à la tribune du Luxembourg un loyal et éloquent défenseur de la cause légitimiste.

des interruptions et des cris : *A l'ordre, à l'ordre !* il ajouta : « Représentant, dans cette Chambre, une fraction considérable de la nation, je proteste de toute la force de mon âme et de ma conviction contre une indigne accusation ! » Rappelé deux fois à l'ordre, forcé enfin de quitter la tribune, sur l'injonction du président, M. Pasquier, l'orateur royaliste jeta ces paroles à M. Persil : « Monsieur, vous êtes le grand accusateur public depuis Juillet 1830 ; mais vous ne permettez jamais la défense. »

A la suite de cette scène et de l'éclat qu'elle avait produit, M. le baron de Brian proposa, par la voie des journaux, « d'ouvrir une souscription dont le but serait d'offrir à M. de Dreux-Brézé un témoignage public et durable de la reconnaissance que lui devaient tous les royalistes de France pour le courage et la fidélité avec lesquels il avait exprimé leurs véritables sentiments. »

Bien que M. de Dreux-Brézé eût cru devoir, par modestie, demander qu'il ne fût pas donné suite à cette proposition, ses amis se tinrent pour obligés de passer outre ; les souscriptions affluèrent, et une commission se forma sous la présidence du duc de Fitz-James. Voici quelle en était la composition :

Berryer, député de Marseille ; le prince Gaston de Montmorency ; le marquis de Puységur ; Béchard, député de Nîmes ; le baron de Brian, directeur de la *Quotidienne ;* le V[te] de Villeneuve-Bargemont, député de Lille ; le V[te] de Saintenac, député de Pamiers ; le V[te] de Ludres ; Fontaine, avocat ; Dugabé, député de Foix ; le V[te] de Baulny ; le V[te] Édouard Walsh, directeur de la *Mode ;* le marquis de Lubersac ; le V[te] de Courcy ; Huteau d'Origny ; le C[te] de Chabrol ; de Surian, député de Marseille ;

le V[te] de Larochefoucauld ; Eugène de Genoude, directeur de la *Gazette de France ;* le baron de Croze ; Meslin ; H. de Lourdoueix ; Alfred Dufougerais, avocat.

Le 5 avril, M. de Dreux-Brézé écrivit au président, M. de Fitz-James :

« Mon cher Duc,

« La Commission qui s'est formée dans le but de recueillir des adhésions à la protestation qu'un incident inattendu m'a conduit à faire à la Chambre des pairs, dans la séance du 26 mars, n'a pas cru devoir accepter mon refus de recevoir, à cette occasion, un témoignage de la bienveillance de mes amis.

« Je crois, avec l'honorable Commission, qui vous a choisi pour son président, que cette manifestation de la répulsion des royalistes contre toute intervention de l'étranger dans nos affaires intérieures, ne saurait être trop complète. Il importe de prouver à nos adversaires qu'en France, le patriotisme est le patrimoine de tous. En détruisant les calomnies propagées, depuis vingt-cinq ans, avec une inconcevable persistance, cette manifestation fortifiera la position des hommes qui, dans le parlement, sont les organes de l'opinion royaliste.

« Toutefois, je viens soumettre à la Commission une pensée, dont la réalisation me semblerait atteindre plus complètement encore le but qu'elle se propose. Ce serait que la souscription, ouverte dans les colonnes des journaux royalistes, fût employée à décerner un prix à l'auteur du meilleur ouvrage tendant à prouver par les faits et les pièces authentiques :

« 1° Que la Restauration, loin d'avoir soulevé les étrangers pour revenir en France, a sauvé deux fois la patrie des plus grands malheurs et, peut-être, d'un partage ;

« 2° Que les seize années de son règne ont été employées sans relâche à replacer la France dans ses conditions de force, de puissance, de grandeur, à rétablir ses finances ruinées par la chute de l'Empire ;

« 3° Que, malheureusement, depuis 1830, tous ces biens se sont évanouis devant les plus tristes réalités.

« En présence de si grands intérêts, le portrait d'un de ceux qui, depuis onze années, emploient leurs efforts à faire triompher ces vérités, occupe, vous le voyez, une bien petite place.

« Recevez, etc.

« Marquis DE DREUX-BRÉZÉ. »

La Commission décida de faire deux parts des fonds de la souscription : l'une servirait à faire exécuter un portrait historique de M. de Dreux-Brézé, et, d'après ce portrait, une gravure qui serait mise à la disposition des souscripteurs ; — l'autre serait employée à récompenser l'ouvrage qui prouverait le mieux combien étaient injustes les doutes jetés sur les sentiments nationaux des royalistes.

Un concours fut donc ouvert. Alfred Nettement y prit part. Au mois de janvier 1842, il recevait du duc de Fitz-James la lettre suivante :

« MONSIEUR,

« Le Comité pour la souscription Brézé me charge de vous annoncer que, dans la séance de ce jour, le prix fondé l'année dernière pour le meilleur ouvrage sur les questions proposées par M. le marquis de Brézé vous a été décerné. Je suis heureux, Monsieur, d'être l'interprète des sentiments du Comité, et je vous félicite de montrer bientôt à la France, par la publication de cet ouvrage si remarquable, que les royalistes n'ont jamais cessé et ne cesseront jamais d'être ses plus dignes enfants, et qu'au jour du danger ils seront toujours prêts à verser leur sang pour elle.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de mon estime et de mes sentiments les plus distingués.

« Duc DE FITZ-JAMES.

« Paris, janvier 1842. »

V

Ce n'était pas un simple *Mémoire* qu'Alfred Nettement avait envoyé au concours, mais un vrai livre, de plus de cinq cents pages. Il parut avec cette dédicace :

Cet ouvrage est consacré à défendre l'honneur de la génération qui a précédé la nôtre; qu'il soit dédié à nos pères dans la personne du mien.

Mars 1842.

Alfred NETTEMENT.

Les royalistes pendant la révolution de 1789 ;

L'appréciation des causes qui amenèrent les invasions de 1814 et de 1815, et l'examen du reproche fait aux royalistes de les avoir provoquées ;

L'histoire des affaires extérieures de la France sous la Restauration ;

L'histoire des affaires extérieures de la France depuis la révolution de juillet ;

Tel est le cadre de l'*Exposition royaliste*, divisée en quatre *livres*, suivant un usage ancien, auquel nous avons eu grand tort de renoncer. C'est un des meilleurs ouvrages d'Alfred Nettement. Je dois signaler comme particulièrement remarquables les chapitres où l'auteur traite de l'émigration et de la part que prit la noblesse émigrée à la lutte armée de l'Europe contre la Révolution. Il montre très bien, en premier lieu, qu'on ne saurait rendre les émigrés responsables des longues guerres qui ensanglantèrent l'Europe. La Révolution, en effet, n'était pas simplement une modification intérieure des institutions d'un État,

modification à laquelle les autres États peuvent demeurer indifférents. Elle s'annonçait elle-même comme devant faire le tour du monde ; ce n'était pas les Droits des Français, c'était les Droits de l'Homme qu'elle proclamait. Elle aspirait à avoir pour empire l'univers, et déclarait avoir pour objet l'humanité. Avec les principes que l'on posait, les conséquences qu'on en tirait, les desseins que l'on avouait, une lutte était inévitable. La guerre éclata, parce qu'il y avait deux intérêts incompatibles en présence, et qu'il fallait forcément qu'ils en vinssent aux mains. Ce fut, d'ailleurs, la Révolution qui la déclara, le 20 avril 1792. Les véritables, les seuls auteurs de cette guerre formidable, qui portait dans ses flancs les hécatombes des champs de bataille de la République et de l'Empire, furent les hommes d'État de la Gironde[1].

Reste le fait de la présence des émigrés dans les armées étrangères. Ce fait, Alfred Nettement l'explique dans des pages dont voici un extrait :

« Quand deux principes contraires sont en lutte dans un pays, le culte du sol s'ébranle, et le patriotisme territorial n'est plus le même. La patrie, c'est alors une idée. Les frontières s'effacent dans l'ordre matériel pour se marquer profondément dans l'ordre moral. On n'est plus de telle nation, on est de telle religion. C'est ce qui arriva quand le protestantisme et le catholicisme se firent la guerre. Dans l'effervescence de la lutte, le catholique Français se croyait plus compatriote de l'Espagnol catholique que du Français huguenot, de même que le Français huguenot se croyait plus compatriote de l'Allemand ou de l'Anglais protestant que du Francais catholique. Cela dura

1. Voir *la Légende des Girondins*, par Edmond Biré, chapitre VIII.

jusqu'au moment où, les haines religieuses mourant de lassitude, et les antipathies qui existaient entre les intérêts territoriaux des peuples divers s'étant manifestées, les partis en vinrent à une transaction et s'accordèrent, l'un à l'autre, des lois plus équitables et plus humaines.

« La lutte des principes politiques produit des effets analogues quoique moins tranchés. C'est là un résultat qu'on peut et qu'on doit déplorer, mais dont il ne faut accuser personne, car il ressort de la nature même des choses. Le patriotisme n'est pas un sentiment aveugle qui trouve sa raison d'être en lui-même ; il est la conséquence raisonnée de certaines causes, indépendamment desquelles il ne peut exister. On aime sa patrie pour sa religion, ses lois, ses mœurs ; pour le bonheur qu'elle donne à ceux qui l'habitent, pour la liberté qu'elle leur assure, pour les nobles idées qui règnent dans son sein, pour la mission qu'elle est appelée à remplir dans le monde, pour le rôle qu'elle donne dans ses affaires intérieures à l'intelligence et à la vertu, ou plutôt, la réunion de tous ces caractères, c'est la patrie même. Comment donc s'étonner que, lorsque la patrie disparaît par l'anéantissement de tous ces caractères, le patriotisme demeure comme suspendu ? Au lieu de s'en prendre aux partis qui, dans ces circonstances, ont subi la condition qu'on leur a faite, ne serait-il pas plus juste et en même temps plus utile d'insister sur le crime de ceux qui, cachant l'image révérée de la patrie derrière un voile sanglant, détruisant les premières conditions de la société humaine elle-même, qui sont la sûreté des personnes et la sécurité des propriétés, contraignent les hommes à substituer au culte de la patrie le culte d'un des principes qu'elle contenait autrefois dans son sein[1]. »

Ces princiqes s'appliquent d'eux-mêmes à la conduite de la noblesse royaliste qui combattit la Révolution de concert avec les armées européennes. Les révolutionnaires avaient divisé la France en deux camps, ils avaient séparé la nation en deux nations. Ils avaient agi avec la

1. *Exposition royaliste*, p. 85.

noblesse française, comme on n'aurait pas agi avec les ennemis les plus cruels : leur convenait-il dès lors de s'étonner que les liens qu'ils avaient brisés eussent cessé d'exister ?

La Révolution avait été la première à proclamer la fraternité de toutes les démocraties européennes contre toutes les anciennes sociétés. Dès l'origine, dès la Constituante, la propagande avait été un de ses dogmes ; elle avait effacé les frontières, déclarant « qu'elle allait changer la face du globe et le sort de l'espèce humaine[1]. » Elle avait accueilli avec enthousiasme les députés du genre humain, les orateurs de toute langue et de toute nation venant lui demander d'aider chez eux, à main armée, à l'établissement de la République. Comment s'étonner que dans un temps où l'on accréditait de telles maximes, où l'on donnait de tels exemples, la noblesse émigrée pensât que les royalistes de tous les pays pouvaient légitimement faire ce qu'on engageait les révolutionnaires de tous les pays à réaliser ?

On a d'ailleurs presque toujours parlé des émigrés. comme s'ils avaient pris part à la lutte de l'Europe contre la Révolution, sans que rien dans la situation intérieure de la France expliquât cette résolution extrême. Or cette explication se trouve précisément dans l'état de la France et dans le caractère même de la Révolution. Dès le début, elle s'était présentée, non comme la destruction de l'ancienne société française, mais comme la destruction de tous les principes sur lesquels repose la société humaine. La lanterne préludant à l'échafaud ; cette justice som-

1. Paroles de Mirabeau et de Barnave.

maire qui prenait dans le ruisseau voisin les juges et l'exécuteur ; ces têtes portées comme des trophées sur des piques sanglantes ; ces projets et ces tentatives d'assassinat contre la Reine ; ces menaces homicides proférées publiquement contre la cour, la noblesse, le clergé, le côté droit de l'Assemblée constituante ; l'insurrection invoquée comme le plus saint des devoirs : tout cela datait des premiers jours de la Révolution. *93* était déjà tout entier dans *89*. En présence d'une telle situation, d'une société désorganisée, d'un présent sinistre, d'un avenir plus sombre encore, des malheurs du Roi et de sa famille, de la triste condition qu'on leur avait faite, des menaces dont ils étaient l'objet ; à la vue des progrès de l'anarchie qui grandissait de jour en jour, de l'abolition de la justice, de la profanation de la Religion, des dernières résistances des amis de l'ordre vaincues, de l'application enfin, en toute rencontre, de cette loi que Danton allait bientôt formuler dans cette phrase : « En révolution, l'autorité appartient au plus scélérat » ; dans de telles et si terribles conjonctures, les émigrés purent ne pas croire faire la guerre à la France en la faisant à la Révolution. Il purent ne pas croire combattre pour l'Europe, mais combattre avec l'Europe pour la cause de la civilisation générale et de l'ordre social même, contre le renversement de toutes les sociétés humaines et contre une barbarie d'un nouveau genre, qui menaçait de faire du monde un sanglant chaos.

La Révolution invoquait sans cesse l'autorité de Rousseau ; elle avait fait du *Contrat social* son Evangile. Or Rousseau avait écrit : « Entre la patrie et les citoyens qui « la composent, le premier devoir est imposé à la patrie. « Ne pouvant commander l'amour, il faut qu'elle l'ins-

« pire. Elle ne serait pas même digne d'être aimée, là où « elle n'accorderait à ses citoyens que ce qu'elle ne peut « refuser à des étrangers. Ce serait bien pis, s'ils ne « jouissaient pas même de la sûreté civile, et que leurs « biens, leur vie ou leur liberté fussent à la discrétion des « hommes puissants, sans qu'il leur fût possible de « réclamer les lois. Alors, soumis aux devoirs de l'état « civil sans jouir même des droits de l'état de nature, « et sans pouvoir employer leur force pour se défendre, « ils seraient dans la pire condition où puissent se trouver « des hommes libres, et le mot de patrie ne pourrait avoir « pour eux qu'un sens ridicule ou odieux. »

Ainsi, Rousseau allait jusqu'à dire qu'en certains cas, la patrie pouvait être *odieuse*. L'excès même de leur malheur ne put jamais amener les émigrés à concevoir contre la terre de France les sentiments que l'on vient de voir excusés, autorisés même par l'auteur du *Contrat social*. Ils aimaient passionnément la France, comme ils aimaient passionnément le Roi. Tous voulaient que la France fût monarchique au lieu d'être révolutionnaire; les plus exagérés auraient souhaité qu'elle fût aristocratique, au lieu d'être démocratique : leur pensée n'allait pas au delà. S'ils faisaient cause commune avec l'Europe, c'est parce qu'ils se trompaient sur ses intentions. Ils croyaient que ce n'était pas à la France, mais à la Révolution seule qu'elle faisait la guerre. Ils supposaient les vues pures et désintéressées d'une croisade à des cabinets dont l'intérêt seul et les calculs de la politique dirigeaient la conduite.

Si forte, si légitime, il faut le dire, que fût leur haine contre la Révolution, plus fort encore était dans leur

cœur le sentiment national, l'amour pour la patrie. C'est Madame de Staël, si peu favorable aux émigrés, qui dit : « Les émigrés ont été souvent fiers des victoires de leurs « compatriotes ; ils étaient battus comme émigrés, mais « ils triomphaient comme Français [1]. » C'est Hoche lui-même qui écrit en 1796 : « J'avais vu des émigrés, plus « Français que royalistes, pleurer de joie au récit de nos « victoires [2]. » C'est le prince de Condé, qui dit au duc d'Enghien : « Ne sommes-nous pas trop malheureux d'avoir à combattre sans relâche ceux que nous voudrions embrasser [3] ? » C'est le duc d'Enghien qui écrit avec orgueil, après la journée d'Oberkamlach : « Il n'y a rien « d'égal à la valeur des Français royalistes, que la valeur « des Français républicains [4]. » C'est encore le duc d'Enghien qui, à Munich, ville demeurée neutre comme tous les Etats de l'électeur de Bavière, rencontrant un détachement de républicains dont le chef s'étonne de le voir si tranquille au milieu d'une troupe ennemie, lui dit vivement : « Il n'y a point d'ennemis ici ; c'est déja trop de « l'être sur un champ de bataille [5]. » C'est la femme de Louis XVIII qui s'écrie, en apprenant la nouvelle de la bataille de Marengo, gagnée par Bonaparte : « Messieurs, « réjouissons-nous de la gloire de la France [6]. »

Je ne fais ici que résumer les chapitres d'Alfred Nettement sur l'émigration :

1. Madame de Staël, *Considérations sur la Révolution française*.
2. Thiers, *Histoire de la Révolution*, t. VIII, p. 366.
3. *Histoire de la Révolution de France*, par M. Félix de Conny.
4. *Mémoires de Mgr le duc d'Enghien*, précédés d'une notice par M. de Choulot.
5. *Ibid*.
6. *Histoire de la Restauration*, par M. Lubis, T. I, p. 366.

« Non, écrit-il en terminant, ces émigrés ne seront jamais flétris du nom odieux de parti de l'étranger. Partout où la voix de la justice pourra se faire entendre, on dira que, dans l'effroyable crise déterminée par la Révolution, une partie de la société française prit les armes pour la défense du territoire : honneur à ceux qui moururent dans cette sainte guerre pour maintenir l'intégrité de notre sol ! On ajoutera qu'une autre partie de cette société, proscrite et bannie par les idées dominantes, prit les armes pour la défense du principe monarchique, qu'elle regardait comme une condition de la gloire, de l'existence du pays ; on ajoutera qu'elle ne voulait pas la France républicaine, mais qu'elle la voulait dans tous les cas française : honneur à ces martyrs d'une croyance politique, qui moururent pour un principe qu'ils croyaient nécessaire à leur pays, dont il faisait depuis tant de siècles la force et la puissance ! Ne repoussons aucune des grandeurs de la patrie, acceptons toutes ses vertus ; en honorant la gloire des défenseurs du sol, ne supportons pas que l'on frappe au visage la gloire des armées de Condé qui appartient aussi à la France. C'est en vain qu'on prétend que ces vaillants gentilshommes, conduits par trois générations héroïques, travaillaient à l'asservissement de leur pays ; non, on n'asservit pas un pays qui produit de pareils hommes, et en combattant comme ils combattaient, les soldats des armées de Condé apprenaient à l'Europe que, monarchique ou républicaine, la France était invincible, et n'appartiendrait jamais à la coalition, car ceux qui savaient mourir pour remplir leur devoir envers leur roi, auraient su mourir aussi pour maintenir l'indépendance de leur patrie contre le joug détesté de l'étranger[1]. »

VI

Après avoir établi que les royalistes n'ont pas été, pendant la Révolution, le parti de l'étranger, Alfred Nette-

1. *Exposition royaliste*, p. 109.

ment s'élève, avec non moins de force, contre la légende qui s'obstine à voir, dans la double Révolution de 1814 et de 1815, un fait imposé par les baïonnettes étrangères. Il ne se borne pas à rappeler les témoignages de Benjamin Constant, de Carnot, du baron Bignon, ou encore celui du général Foy, disant à la tribune : « La Restauration a sauvé deux fois la France ». Les faits, d'ailleurs, parlent ici plus haut encore que les hommes. Il n'y avait chez les Alliés, en 1814, aucun parti pris en faveur des Bourbons ; ils avaient, au contraire, des dispositions peu bienveillantes pour l'ancienne dynastie, qui avait si longtemps régné sur la France et tenu le premier rang en Europe. Ils commencèrent la guerre sans que la restauration du principe monarchique entrât pour rien dans leurs projets ; ils l'achevèrent sans que cette combinaison s'offrît à leur pensée. Ils eurent jusqu'au bout l'intention de traiter avec Napoléon ; même après avoir renoncé à traiter avec lui, ils ne songeaient pas encore à Louis XVIII.

Les coalisés apportant des dispositions peu favorables à la maison de Bourbon, ce furent donc des causes étrangères à leur volonté, et dont l'empire, qu'ils n'avaient en rien prévu, se fit sentir dans le sein de la France même, qui modifièrent ces dispositions et déterminèrent le rétablissement de la race de Louis XIV sur le trône de France. Attribuer ce rétablissement aux intrigues de Talleyrand en 1814, ou à celles de Fouché en 1815, c'est confondre les moyens secondaires qui favorisèrent l'avènement des deux Restaurations, ou, si on l'aime mieux, la manière dont elles se firent, avec les causes réelles qui les produisirent et qui étaient ailleurs et plus haut. Les deux Restaurations ne se firent point parce que Talleyrand travailla à la pre-

mière, Fouché à la seconde ; la vérité est que Talleyrand et Fouché y travaillèrent parce qu'elles se faisaient. Ils jouèrent l'un et l'autre le rôle de l'homme qui annonce au jeu la couleur en faveur de laquelle le sort a prononcé : ils ne firent pas la Restauration, ils la déclarèrent.

Il y a, dans les choses, une logique impérieuse qui subjugue les hommes, et c'est par là que la Providence gouverne les événements. La France et l'Europe, également fatiguées de la guerre, voulaient la paix ; vouloir la paix, c'était vouloir la Restauration qui, seule, pouvait garantir, par son principe, la paix à la France et à l'Europe. Le voir avant tous les autres, ce fut le mérite de M. de Talleyrand en 1814. De même, en 1815, Fouché, malgré ses répugnances pour les Bourbons, comprit qu'il n'y avait qu'eux de possibles. Il ne faisait jamais de romans en politique, il ne s'attardait point aux rêves. La guerre sans Bonaparte et la paix sans les Bourbons, cette combinaison, adoptée par la Chambre des Cent-Jours, n'était qu'un rêve. Tous les expédients révolutionnaires ou militaires, par lesquels on avait vécu, depuis la chute de la royauté, étant épuisés, le principe monarchique arrivait comme la solution au bout d'un problème.

Dès que cette solution leur fut présentée, Paris et la France s'y rallièrent avec un « enthousiasme universel », — le mot est de Carnot. Et, sans doute, ce n'était pas pour obéir aux Etrangers que tous les maréchaux de Napoléon, tous ses généraux, tous les hommes de sa cour, tous ses fonctionnaires, adhérèrent à la déchéance de l'Empereur et au rétablissement des Bourbons. Ils ne firent en cela que suivre le mouvement de la nation tout entière, qui obeissait elle-même à ce sentiment que la

paix était nécessaire, que seule la restauration du principe monarchique pouvait l'assurer, en même temps qu'elle mettrait la France dans les conditions les plus favorables pour traiter avec l'Europe.

Louis XVIII se trouvait, en effet, pour négocier avec elle, dans une position incomparable. Il était lui-même une des victimes de l'ambition de Napoléon ; on ne pouvait donc lui en faire porter la peine. En outre, il était placé, par l'antiquité de sa race et la puissance de son droit, de niveau avec ceux qui traitaient avec lui. Ce n'était pas un trône qu'on lui donnait et que par conséquent on aurait eu le droit de lui faire acheter, c'était un trône qu'il reprenait ! Cela seul mettait une distance incalculable entre la Restauration et les autres combinaisons. Tout autre que Louis XVIII n'eût été sur le trône qu'un lieutenant de l'Europe ; il y montait, lui, non comme l'élu de la coalition, mais comme le successeur d'une longue lignée de rois. Enfin, il pouvait donner à l'Europe la garantie d'un principe politique, et par conséquent elle devait exiger, elle exigea, comme ses représentants l'annoncèrent, moins de garanties matérielles et territoriales. D'un autre côté, Louis XVIII avait un haut sentiment de la prééminence de la maison de France, et ce sentiment *Louis quatorzième* lui donnait, dans ses rapports avec les rois coalisés, une grandeur qui relevait et consolait la dignité nationale affligée par nos désastres militaires. Avec ce Bourbon sur le trône, force était à l'Europe, dans tout l'enivrement de ses récentes victoires, de s'incliner devant la majesté des souvenirs.

Dans le troisième livre de l'*Exposition royaliste*, Alfred Nettement retrace l'histoire des affaires extérieures de la

France, de 1815 à 1830. Il montre la Restauration libérant notre territoire, et par l'expédition d'Espagne, accomplie malgré la malveillance déclarée de l'Angleterre, émancipant notre politique et nous faisant remonter à notre rang militaire parmi les nations. Il montre le gouvernement royal affranchissant la Grèce et plantant son drapeau sur les murs d'Alger. Il le fait voir, enfin, préparant par sa diplomatie l'annexion de nos frontières jusqu'au Rhin. Il avait la bonne fortune de pouvoir publier trois documents, jusqu'alors inédits, et tous les trois d'une importance capitale. Le premier est un Mémoire soumis au Conseil du roi, en septembre 1829, au moment où les armées russes marchaient sur Constantinople; Mémoire où sont indiqués et justifiés les avantages que la France, dans les conditions nouvelles de l'Europe, était en droit et en état de prétendre. Le second est une Note à consulter, approuvée, comme l'avait été le Mémoire, par le Conseil du roi, et dans laquelle sont développées les raisons qui devaient faire préférer, par la France, la Belgique aux provinces Rhénanes. Le troisième est une Dépêche adressée par le dernier ministère de la Restauration à M. le duc de Mortemart, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il résulte de ces trois pièces que la Restauration, étroitement unie avec la Russie, était, en 1830, en situation de demander, et elle l'allait faire, que la Belgique fût ajoutée à notre territoire jusqu'à la Meuse et au Rhin; qu'en Alsace, notre frontière fût rétablie telle qu'elle était en 1815; que les provinces Rhénanes, détachées de la Prusse, qui eût reçu une large et belle compensation, formassent un Etat séparé, dont le voisinage serait pour nous sans péril.

Tel était donc l'espace parcouru en quinze ans. La

Restauration avait trouvé la France ruinée, écrasée de charges énormes, et elle avait porté nos finances à un degré de prospérité qui nous mettait en mesure de tout entreprendre. Elle avait reçu, des mains de l'Empire, la France envahie par l'Europe armée, réduite à subir les traités de 1815, et elle avait porté la puissance politique de notre pays à un tel point, qu'il était, quinze ans après la bataille de Waterloo, l'arbitre de la paix et de la guerre en Europe. Son drapeau brillait sur les remparts d'Alger, après une victoire remportée sur l'Angleterre, avant de l'avoir été contre la barbarie mulsumane. Les traités de 1815 étaient moralement déchirés, et il ne s'agissait plus que de savoir si la plume de nos diplomates en bifferait les dernières clauses, ou si l'épée de nos soldats en jetterait les morceaux aux quatre vents du ciel.

Le quatrième livre de l'*Exposition royaliste* traite des affaires intérieures de la France, de 1830 à 1841. La révolution de juillet avait eu pour effet d'éloigner de nous notre alliée naturelle, la Russie. Besoin était de lui substituer une autre alliance; ce sera celle de l'Angleterre. Malheureusement, il n'est pas donné aux diplomates et à leurs papiers de changer la nature des choses. Ils ne peuvent pas faire que l'Angleterre, par sa situation même, par le caractère de son peuple et par les intérêts de sa politique, ne soit notre constante, notre éternelle ennemie. Gaspard de Saulx, seigneur de Tavannes, écrivait dès 1546 : « Les « Anglais se sont conservés en troublant leurs voisins. Il y « a trente ans qu'ils entretiennent la guerre civile en « France et en Flandre, désirant épuiser l'argent de l'une « et les hommes de l'autre, et meuvent les guerres entre « les Espagnols et les Français, sèment, dilatent, em-

« brasent le feu et le sang en la maison d'autrui pour faire « prospérer la leur. » Trois siècles et demi ont passé sur cette définition de la politique anglaise sans la vieillir.

Cette politique se compose de trois intérêts : une industrie illimitée, un commerce illimité, une puissance maritime illimitée. Pour que ces trois intérêts puissent recevoir satisfaction, il faut que l'industrie, la marine, le commerce français soient empêchés de prendre leur essor ; d'où la nécessité, au point de vue anglais, que la France soit troublée au dedans et menacée sur ses deux frontières principales du Rhin et des Pyrénées. La tendance invariable de la politique anglaise a donc été et sera toujours, dans les guerres comme dans les traités, de maintenir la France dans cette situation de trouble au dedans et de péril au dehors, qui laisse le champ libre à l'industrie, au commerce et à la puissance maritime de l'Angleterre. Le duc de Fitz-James ne faisait qu'énoncer une vérité incontestable, quand à la tribune de la Chambre des Députés, dans la séance du 31 mai 1836, il terminait un de ses discours par ces paroles : « L'alliance anglaise est un mensonge. »

C'est à la lueur de cette vérité qu'Alfred Nettement a étudié l'histoire de la politique extérieure du gouvernement de Juillet. S'il n'a pas toujours rendu une suffisante justice à ses hommes d'Etat, à la constance de leurs efforts pour maintenir la paix, à l'habileté avec laquelle ils ont conduit et résolu la question belge, il est complètement dans le vrai lorsqu'il fait peser la responsabilité de leurs fautes et de leurs échecs, moins sur eux que sur la révolution dont ils étaient issus, lorsqu'il montre cette révolution portant à la grandeur de la France une atteinte irréparable, un coup peut-être mortel.

L'*Exposition royaliste* se fermait sur cette page :

« L'injustice dont les royalistes ont eu souvent à se plaindre ne les rendra pas injustes. Ils ne flétriront pas leurs concitoyens d'un nom qui les révolte et les indigne eux-mêmes ; les sentiments d'amour et de dévouement qu'ils éprouvent pour leur pays, ils ne les dénieront à aucun de ceux qui ont l'honneur de porter le titre de Français ; ils diront, parce qu'ils en sont fermement convaincus, qu'il a pu y avoir des opinions différentes sur les moyens de rendre la patrie commune prospère au dedans et forte au dehors, mais qu'il n'y a pas de parti de l'étranger en France. Ils ajouteront que, s'ils ont été plus heureux que leurs successeurs dans la direction des affaires de leur pays, ils ne l'attribuent ni à la supériorité de leurs lumières, ni au défaut de patriotisme de ceux de leurs concitoyens qui se sont séparés d'eux, mais à la différence des conditions dans lesquelles ils étaient placés, convaincus que si la grandeur de l'Angleterre est dans l'unité aristocratique, la grandeur de la Russie dans l'unité despotique, c'est dans l'unité monarchique, comme cette histoire a peut-être contribué à le prouver, qu'est la grandeur de la France. Ils ne revendiqueront pas pour eux l'œuvre du principe antique qui a si longtemps présidé aux destinées de ce pays ; mais ils demanderont avec instance si, après tant de divisions et tant de fautes, en présence de la fortune de la France qui décroît, de la fortune de toutes les autres nations qui grandit, dans cette crise fatale qui éteint notre génie et énerve notre caractère, et en face d'une situation dont le progrès rapide et continu, après avoir blessé tous nos intérêts, menace notre existence même, il ne serait pas temps enfin de chercher en commun, non pas le succès d'un parti, mais le salut de cette patrie commune que les siècles écoulés avaient élevée si haut, pour laquelle nos pères ont versé le plus pur de leur sang et souffert tant et de si terribles épreuves, et que nous allons tout à l'heure laisser, amoindrie et humiliée, à nos enfants[1] ? »

1. *Exposition royaliste*, p. 513.

Dans son livre III, au chapitre II : *De l'intervention en Espagne*, Alfred Nettement avait rappelé, avec de justes éloges, les services rendus par Chateaubriand, pendant son trop court passage au ministère des Affaires étrangères. L'illustre écrivain le remercia en ces termes, le 26 avril 1842 :

« Vous m'avez fait trop d'honneur, Monsieur, en citant mon nom dans l'*Exposition royaliste* ; vous avez usé envers moi de votre indulgence ordinaire ; je vous en remercie mille fois. Les armes sont maintenant entre vos mains et vous les maniez avec un bras moins fatigué que celui du vieux serviteur des rois, désabusé sans être infidèle. Vous voyez, Monsieur, que le temps ne répare pas les maux qu'il m'a faits ; je ne puis toujours tenir la plume et je suis toujours obligé de dicter à Pilorge; vous voudrez bien m'excuser. Si à mon âge on ne se guérit plus de rien, on se console de tout.

« Je vous revouvelle, Monsieur, mes remerciements et mes félicitations sincères. »

« Chateaubriand.

« 26 avril. »

Parmi les autres lettres écrites à Nettement, à l'occasion de son livre, il en est encore une que je tiens à citer. Elle est du baron Hyde de Neuville, le fidèle ami de Chateaubriand, qui fut ministre de la marine du 3 mars 1828 au 8 août 1829. En voici le texte :

« Il fait un temps affreux; je suis souffrant; puis, je ne pourrai voir que demain ou mercredi la personne en question, car je la sais absente pour quelques jours. Je ne puis donc, Monsieur, vous donner, quant à présent, d'autres renseignements. Seulement, je puis vous dire que les souvenirs de cette même personne paraissent s'accorder avec votre exposé. Quant à moi, j'ai oublié beaucoup de choses, surtout de détails, mais mon âme qu'anime toujours un vrai patriotisme, a bonne mémoire pour tout ce qui se rattache aux grands intérêts du

pays. Je n'oublie donc point que la politique du ministère auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir [1] était ce que devrait toujours être la politique de la France. Nous savions que l'alliance avec la Russie convenait avant tout à notre indépendance, à notre dignité nationale, à notre avenir. Cette politique fut toujours celle de Charles X et celle de son noble fils : ce monarque, ce fils de France, au cœur si éminemment français, ne demandait pas mieux que d'entretenir de bons rapports avec l'Angleterre, mais sans lui céder jamais *d'une ligne* (expression de M. le Dauphin) ; et quant à Charles X, vous savez ce que j'ai eu l'honneur de vous dire, et j'aime à le répéter ; je venais de travailler avec le Roi ; il était question de notre expédition en Grèce. Nous parlions du gouvernement britannique ; je ne dissimulais pas mes défiances, mais mon langage était celui d'un ministre qui sait ce que peut la France et ce qu'elle doit toujours vouloir. « Oui, mon cher « ministre, me dit Charles X avec cette chaleur qui vient de « l'âme, vous avez raison, la France, quand il s'agit d'un noble « dessein, d'un grand service à rendre à un peuple lâchement, « cruellement opprimé, ne prend conseil que d'elle-même. « Ainsi, que l'Angleterre *veuille* ou *ne veuille pas*, nous « délivrerons la Grèce. Allez, continuez avec la même activité « vos armements ; je ne m'arrêterai pas dans une voie d'huma- « nité et d'honneur. Oui, *je délivrerai la Grèce.* » Ces paroles si dignes, si françaises, je m'empressai de les recueillir. Elles se retrouveront dans mes notes [2] avec beaucoup d'autres qui feront connaître à ceux qui viendront après nous ces princes de l'exil, cette royale famille, si bonne, si charitable dans la prospérité, si admirable dans le malheur, et toujours, partout si attachée à la patrie. Que Dieu veille sur ceux qui ne cessent de prier pour nous !

« H. Neuville.

« Paris, 21 mars 1842. »

1. Le ministère Martignac.

2. Cf. *Mémoires et Souvenirs du baron Hyde de Neuville*, t. III, p. 399. Les *Mémoires* de M. de Neuville ont été publiés (1888-1892) par sa nièce, Madame la vicomtesse de Bardonnet.

VII

La *Vie de Suger* suivit de près l'*Exposition Royaliste*. Elle parut au mois d'août 1842. L'auteur l'avait dédiée à l'abbé de Genoude :

« Monsieur et ami,

« Laissez-moi placer ce livre sous vos auspices. L'abbé Suger, dont il contient l'histoire, sera toujours le modèle des hommes d'intelligence et de cœur qui comprennent qu'on peut servir en même temps Dieu et son pays. La solution du problème qu'agitent encore de nos jours ceux qui recherchent si les occupations de la politique sont compatibles avec les devoirs du sacerdoce, est écrite, depuis huit cents ans bientôt, dans la vie du grand homme dont saint Bernard a pu dire : « A la cour, c'est un sage politique ; au cloître, c'est un saint religieux. »

L'abbé Suger est une des plus grandes figures de notre histoire. Né vers l'an 1081, il mourut le 13 janvier 1152. Sa vie fut en contact avec trois règnes : il vit finir Philippe Ier, commencer et finir Louis VI, dit *le Gros*, commencer Louis VII, dit *le Jeune*. Sous le second et surtout sous le troisième de ces princes, il gouverna réellement la France. Richelieu, cinq siècles plus tard, n'aura ni plus de puissance, ni plus de génie. Contemporain et ami de saint Bernard, l'abbé ds Saint-Denis porta surtout l'activité de son esprit dans la sphère politique. Il fut l'homme de la royauté, comme saint Bernard fut l'homme de la papauté ; l'homme de la monarchie, comme l'abbé de Clairvaux fut l'homme de la catholicité. Suger, et c'est là sa plus grande gloire, a été l'un des fondateurs de l'unité française et, par la date, le premier de tous. Nul n'aida

plus puissamment cette action du centre vers la circonférence, qui devait finir, en s'élargissant de siècle en siècle, par s'étendre à tout le royaume. En contribuant, pendant le règne de Louis le Gros et celui de Louis le Jeune, à assurer le pouvoir royal au centre de ses possessions, par la destruction des ennemis puissants qu'il avait jusque dans le duché de France ; en ramenant la France féodale à une sorte d'unité relative par les assemblées d'évêques et les grandes réunions de barons, Suger rendit possible la lutte que Louis le Jeune soutint, dans la seconde partie de son règne, contre Henri Plantagenet, en même temps comte d'Anjou, duc de Normandie, duc de Guyenne et roi d'Angleterre ; c'est à lui que revient l'honneur d'avoir préparé les règnes glorieux de Philippe-Auguste, de saint Louis et toute la suite de notre histoire.

Le temps manquait à Alfred Nettement pour écrire sur un tel sujet un livre complet, entièrement puisé aux sources et qui fût vraiment un livre de première main. Dans sa préface, il avertit loyalement le lecteur que son travail n'est pas un travail d'érudition, et qu'il esquissera seulement les grandes lignes de la vie de Suger, sans entrer dans les détails. Vingt-cinq ans plus tard, le second Empire lui ayant fait des loisirs, il en a profité pour faire une refonte générale de son ouvrage. Cette fois, au lieu d'une simple esquisse, nous aurons un vrai tableau d'histoire.

Presque en même temps que la *Vie de Suger*, au mois de septembre 1842, Alfred Nettement fit paraître la *Vie de Marie-Thérèse de France, fille de Louis XVI.*

La duchesse d'Angoulême vivait encore ; mais, depuis longtemps morte au monde, elle était déjà entrée dans l'histoire.

Commencée dans les splendeurs de Versailles, la vie de la princesse avait traversé les terribles jours d'une révolution sans précédent. Après une résidence forcée aux Tuileries de près de deux ans, sous la garde de l'émeute, Madame Royale avait été prisonnière au Temple pendant plus de trois années. Elle avait vu traîner à l'échafaud son père, sa mère, sa tante, Madame Elisabeth. Elle avait vu son frère livré aux mains du savetier Simon, assassiné comme son père et sa mère ; seulement, l'assassinat du Dauphin avait duré deux ans. A la prison avait succédé l'exil — un exil de dix-huit années. A peine était-elle rentrée en France, que de nouvelles catastrophes la contraignaient à s'en éloigner. Ce second exil avait été court ; elle avait revu bientôt les Tuileries et, cette fois, elle y devait demeurer quinze ans, y vaquant du reste chaque matin aux soins de son appartement et de sa chambre, comme elle l'avait fait au Temple. De nouvelles épreuves l'y attendaient. Son mariage avec le duc d'Angoulême lui avait donné un autre frère, le duc de Berry. Ce second frère, elle le voyait tomber sous le poignard de Louvel, mais elle avait du moins la consolation de pouvoir lui adresser ce suprême adieu : « Courage, mon frère ; « mais si Dieu vous appelle à lui, dites à mon père « qu'il prie pour la France et pour nous. » Plus tard, en juillet 1830, le spectre du 10 août lui était apparu de nouveau ; une autre date se venait ajouter pour elle à ces dates de deuil : les 5 et 6 octobre 1789, le 20 juin et le 10 août 1792, le 21 janvier et le 16 octobre 1793, le 10

mai 1794[1], le 8 juin 1795[2], le 20 mars 1815, le 13 février 1820. Pour la troisième fois, elle avait repris le chemin de l'exil, et ce troisième exil devait durer jusqu'à sa mort.

Une telle vie, dans laquelle se rencontraient, selon le mot de Bossuet, « toutes les extrémités des choses humai-
« nes, tout ce que peuvent donner de plus glorieux la
« naissance et la grandeur accumulées sur une tête, qui
« ensuite est exposée à tous les outrages de la fortune[3] »; — une telle vie aurait ému même l'historien dont la plume indifférente n'eût recherché, dans ces tragiques péripéties, que les éléments d'une histoire propre à toucher les cœurs et à frapper les esprits. Sans négliger ces éléments d'intérêt, Alfred Nettement, on le pense bien, a vu, dans un tel sujet, autre chose qu'un épisode dramatique, prêtant à de beaux développements. C'est avec piété qu'il raconte cette passion royale, qu'il suit les stations de ce long calvaire. Nulle déclamation, d'ailleurs; point de fausse sensibilité, mais partout une émotion profonde, contenue, communicative. Le récit est simple, naturel et tout uni. Pour avoir ainsi parlé, en toute simplicité et en toute vérité, de Madame la duchesse d'Angoulême, Alfred Nettement restera l'historien définitif de cette femme de douleurs et de pardons, un peu rude et brusque d'accueil, mais franche et vraie, incapable d'une feinte et dont on a pu dire : « C'était le plus loyal gentilhomme, et qui n'a
« jamais menti[4]. »

1. Mort de Madame Elisabeth.
2. Mort de Louis XVII.
3. *Oraison funèbre de Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre.*
4. Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, t. v, p. 76.

CHAPITRE XI

Appel aux Royalistes contre la division des opinions. – Dix jours à Londres pendant le voyage de Henri de France.

DIVISIONS DU PARTI ROYALISTE. — LA DIRECTION DE *la Quotidienne* EST OFFERTE A NETTEMENT. SA LETTRE AU Vte DE SAINT-PRIEST. LETTRES AU RÉDACTEUR DE *la France* ET AU DIRECTEUR DE LA *Gazette du Midi*. — *Appel aux Royalistes contre la division des opinions.* LES ROYALISTES DE L'ACTION EXTRA-LÉGALE, DE L'ACTION PARLEMENTAIRE ET DU DROIT COMMUN. BERRYER ET O'CONNELL. — VOYAGE DE BELGRAVE-SQUARE. — *Dix jours à Londres pendant le voyage de Henri de France.*

I

Tandis qu'Alfred Nettement s'efforçait ainsi de détruire les préventions que rencontrait au dehors le parti royaliste, dans l'intérieur même du parti éclataient de déplorables dissensions. Au lieu de faire face à l'ennemi commun, les journaux de la droite se combattaient entre eux. La discorde était au camp des vaincus.

Les députés royalistes, et en particulier M. Berryer, étaient depuis quelque temps déjà violemment pris à partie par la *Gazette de France.* Elle leur reprochait de se maintenir trop exclusivement sur le terrain étroit de l'ac-

tion parlementaire, de laisser dormir les questions qui eussent troublé la quiétude des Chambres, de ne jamais sortir, par une initiative hardie, des ornières parlementaires. Elle ne leur pardonnait point surtout de ne pas réclamer hautement, persévéramment, le changement de la loi d'élection, de ne pas prendre pour plate-forme la revendication des droits généraux.

A ces reproches, la *Quotidienne* et la *France* répondaient en faisant ressortir l'importance des résultats obtenus par la droite parlementaire: les idées royalistes maintenues à la tribune en 1830, 1831 et 1833 ; la défense de ces idées et du passé des hommes de la droite ; la preuve éclatante et publique de leurs sentiments nationaux et de leur dévouement aux intérêts de la France ; la preuve éloquente de leur intelligence des affaires du pays, et par conséquent l'abolition des préjugés qui avaient si longtemps élevé une barrière entre le pays lui-même et les hommes du parti royaliste. Puis, attaquant à leur tour, les défenseurs de M. Berryer et de ses amis faisaient observer que la *Gazette de France*, en réclamant l'extension du droit de vote à tous les citoyens, sacrifiait le principe monarchique au principe populaire, et se plaçait, qu'elle le voulût ou non, sur le terrain révolutionnaire. Ils accusaient M. de Genoude et ses adhérents de s'être trop laissé gouverner par les théories, de ne pas avoir été dans la pratique des choses, d'avoir manqué d'à-propos, de ne pas avoir tenu compte des circonstances, d'avoir tiré le canon hors de portée et d'avoir fatigué les oreilles de tout le monde par le bruit, sans que les boulets vinssent même effleurer les murailles qu'il s'agissait de renverser.

Envenimées par une vive et ardente polémique, les divi-

sions devenaient de jour en jour plus profondes. Au commencement de 1843, elles étaient arrivées à ce point, que tout semblait bien près d'être perdu. C'est à ce momont que les chefs du parti, les membres du Comité royaliste de Paris, — M. Berryer, le duc de Noailles[1], le marquis de Dreux-Brézé, le vicomte de Saint-Priest et le duc de Valmy[2], — firent appel à Alfred Nettement comme à l'homme le plus capable de travailler efficacement à rétablir l'union. Il avait, pendant plusieurs années, rédigé la *Quotidienne* ; il appartenait à la rédaction de la *Gazette de France*, en même temps qu'il était le principal écrivain de *la Mode*. Nul dans la presse n'avait rendu à la cause royaliste de plus signalés services. Par l'ardeur de son dévouement et de ses convictions, par la solidité de son jugement, par son caractère à la fois conciliant et ferme, il inspirait à toutes les fractions du parti une égale confiance. Les membres du Comité mirent à sa disposition la *Quotidienne*, dont il deviendrait le directeur. Plusieurs confé-

1. Paul, duc de *Noailles* (1802-1885). — Admis à siéger à la Chambre des Pairs dès 1827, en remplacement de son grand-oncle, il n'avait pas cru devoir donner sa démission à la suite des journées de Juillet. Auteur d'une remarquable *Histoire de Mme de Maintenon*, il fut élu, le 11 janvier 1849, membre de l'Académie française, où il succéda à Chateaubriand.

2. François-Christophe-Edouard *Kellermann*, duc de *Valmy* (1802-1868). Il était le petit-fils du vainqueur de Valmy et le fils du général Kellermann. Entré dans la diplomatie et chargé de missions en Orient, il renonça, en 1833, au grand avenir qui l'attendait sous le gouvernement de Juillet. Séparé pendant quelques années de son père qui ne lui pardonnait pas cette résolution, il vécut modestement de sa plume et de son crayon jusqu'au jour où le vieux général lui rendit son affection. Elu député à Toulouse en 1838, après la mort du duc de Fitz-James, le duc de Valmy siégea à la Chambre jusqu'en 1846 et fut l'un des meilleurs lieutenants de Berryer.

rences eurent lieu, afin d'arrêter les termes du programme qui servirait de point de départ à une action commune. Le 28 avril 1843, Alfred Nettement écrivait à l'un des membres du Comité, M. le vicomte de Saint-Priest[1] :

« Monsieur le Vicomte,

« Il y a maintenant près de quinze jours que j'ai eu l'honneur de remettre au Comité le programme qu'il m'avait demandé,

1. *Saint-Priest* (Emmanuel-Louis-Marie *Guignard*, vicomte de), né à Paris le 6 décembre 1789, mort au château de Lamotte (Hérault), le 27 octobre 1881. Il suivit sa famille à Saint-Pétersbourg lors de l'émigration, et en 1805 entra dans l'armée russe, où il servit jusqu'à la chute de Napoléon. Colonel en 1814, il fut fait prisonnier ; l'ordre de le fusiller, envoyé par l'Empereur, fut intercepté par les Cosaques. Il s'échappa, servit avec ardeur la cause du gouvernement royal, tenta pendant les Cent-Jours de soulever les populations du Midi, s'embarqua à Marseille à la nouvelle de la capitulation de la Pallud, fut pris par un corsaire de Tunis, et, après quelques semaines de captivité, put gagner l'Espagne et rentrer à la seconde Restauration. Il fut alors nommé maréchal de camp, gentilhomme d'honneur du duc d'Angoulême et inspecteur d'infanterie. En 1823, il prit part à l'expédition d'Espagne, où sa conduite lui valut le grade de lieutenant-général. Ambassadeur à Berlin (1825), puis à Madrid (1827), il négocia le traité par lequel l'Espagne s'engageait à rembourser à la France, par annuités de 4 millions, sa dette de 80 millions. Au mois d'août 1830, il donna sa démission et fut nommé par le roi Ferdinand VII grand d'Espagne et duc d'Almazan. Devenu l'un des conseillers de la duchesse de Berry, il fut l'un des principaux organisateurs de la tentative royaliste de 1832, et s'embarqua avec la princesse sur le *Carlo-Alberto*. Arrêté à la Ciotat, au moment où il débarquait, et traduit devant la cour d'assises de Montbrison, ainsi que les autres prévenus de l'affaire du *Carlo-Alberto* et de la « conspiration de Marseille », il fut acquitté le 15 mars 1833, de même que tous ses co-accusés. A peine libre, il alla rejoindre en Italie la duchesse de Berry. Il fut élu, en 1848, représentant de l'Hérault à l'Assemblée législative, où il fut l'un des chefs de la majorité. Sous le second Empire, il fut l'un des serviteurs les plus zélés et les plus intelligents du comte de Chambord, qui lui écrivit en 1867, sur la situation politique, une lettre qui eut un profond retentissement.

afin de voir si nous pourrions définitivement nous entendre sur le fonds des idées politiques à développer. Je viens vous prier de vouloir bien demander, en mon nom, au Comité une réponse qui, dans un sens ou dans l'autre, mette un terme à mon incertitude qui, pour plusieurs raisons, ne saurait se prolonger sans inconvénients. Il ne m'appartient pas de vous indiquer celles qui concernent le Comité ; mais, quant à celles qui me sont personnelles, vous comprendrez facilement, Monsieur le Vicomte, que les considérations d'estime et d'amitié que j'ai à garder avec M. de Genoude ne me permettent pas de rester plus longtemps dans la position indécise où je me trouve placé. Il y a eu des personnes qui ont moins bien gardé que moi le secret des propositions du Comité. M. de Genoude, averti de plusieurs côtés à la fois, a fait un appel à ma loyauté, et j'ai dû lui dire où nous en étions, c'est-à-dire que j'avais fait un travail actuellement soumis au Comité, afin qu'il pût juger si les idées que je croyais nécessaires étaient conformes aux siennes. M. de Genoude désire naturellement savoir si je demeure avec lui ou si je le quitte, et comme je ne puis lui répondre que lorsque je saurai si le Comité adopte les bases que je lui ai soumises, je vous prie de vouloir bien me mettre à même de faire la réponse qu'on me demande et qui est naturellement subordonnée à celle que j'attends.

« Pour faciliter la réponse du Comité, je résume ici les points essentiels :

« 1° Reconnaissance du droit national, qui consiste dans la participation réelle de la nation à la discussion et à la confection des lois, dans son intervention dans les affaires par le vote et l'établissement libre de tous les impôts ; droit sans cesse réclamé dans notre histoire, droit résultant du travail des siècles, inhérent à la société moderne telle qu'elle est organisée ; droit qu'on ne créa pas et que par conséquent on ne pourrait pas lui retirer par un article 14 ;

« 2° Exercice de ce droit par représentation, au moyen d'assemblées réunies à des époques fixes et régulières, qui, sortant de l'élection à plusieurs degrés, ne seront pas le résultat d'un cens arbitraire, mais l'expression générale de la société moderne

avec les hiérarchies des intérêts qu'elle contient, sans qu'aucune famille de ces intérêts soit exclue ;

« 3° Principe et gouvernement monarchiques ;

« 4° Institutions provinciales et communales;

« 5° Emploi exclusif des moyens nationaux ;

« 6° Union avec les royalistes ; conciliation avec tous.

« Si un programme conçu et écrit dans ce sens peut être publié dans le premier numéro du journal, un programme disant clairement et nettement toutes ces choses, je puis concourir à l'œuvre du Comité. Dans le cas contraire, je devrais, tout en le remerciant sincèrement de la preuve de confiance qu'il a bien voulu me donner, décliner les fonctions qu'il m'a fait offrir.

« Veuillez, Monsieur le Vicomte, communiquer cette lettre à Messieurs les Membres du Comité et me croire votre tout dévoué serviteur,

« Alfred NETTEMENT. »

II

L'entente définitive ne se fit pas. On se mit bien d'accord sur les points essentiels ; seulement, le Comité pensait que le journal devait paraître sans programme ; Nettement, au contraire, estimait qu'avant toute chose il fallait en publier un. Son avis à ce sujet n'ayant pas prévalu, il se retira, renonçant sans hésiter, bien qu'il fût sans fortune, à la situation brillante qui lui était proposée. Alors qu'il ne tenait qu'à lui de devenir directeur de la *Quotidienne*, il se résignait à rester simple rédacteur à la *Gazette de France*. On lui proposait de porter un drapeau qui était le sien ; mais peut-être ne lui permettrait-on pas toujours de le développer d'une manière aussi large qu'il le voudrait ;

cela suffisait pour qu'il renonçât aux avantages, pourtant considérables, qui lui étaient offerts.

Il n'en considéra pas moins que c'était un devoir pour lui de travailler, selon ses forces, en toutes circonstances, au rapprochement des esprits. C'est ainsi que, dès le 8 mai 1843, il écrivait la lettre suivante au journal la *France*, pour rétablir l'exactitude des faits, quant aux rapports qu'il avait eus avec les personnes qui composaient le Comité électoral de Paris.

« *A Monsieur le Rédacteur de* LA FRANCE.

« Paris, 8 mai 1843.

« MONSIEUR,

« J'aurais désiré pouvoir continuer à garder le silence sur l'affaire dont vous avez entretenu vos lecteurs. Si j'ai mérité par quelque côté la marque de confiance que les personnes éminentes de notre parti dont vous parlez avaient bien voulu me donner en m'exprimant le désir de me voir prendre la direction de la *Quotidienne*, c'est par le chagrin profond que m'ont toujours fait éprouver les divisions des royalistes, c'est par la ferme résolution de faire en tout temps ce qui serait en mon pouvoir pour prévenir ces divisions ou les faire cesser. Cette disposition d'esprit, qui explique la démarche qu'on a faite auprès de moi, vous expliquera en même temps la répugnance avec laquelle je romps le silence que je m'étais imposé. Mais il y a, dans l'article où mon nom est prononcé, des paroles que je ne laisserai jamais sans réponse, de quelque part qu'elles viennent, amis ou adversaires, et malgré les circonlocutions dont elles sont entourées. Tout en rendant justice à ma bonne foi, vous parlez d'*un piège tendu, de personnes qui n'ont pas voulu s'y laisser prendre*. Je ne saurais accepter de pareilles expressions, même avec la forme d'induction que vous leur donnez. Je rétablirai les faits aussi brièvement que

possible, en ne disant que ce qu'il est strictement nécessaire de dire.

« Lorsque la *Gazette*, en parlant des personnes qui ont pris part à cette affaire, a dit qu'elles m'avaient *circonvenu*, la *Gazette*, je le reconnais, a été mal informée ; elle s'est servie d'un mot inexact. Ces personnes m'ont fait un loyal appel auquel j'ai loyalement répondu ; elles m'ont engagé à les aider à réaliser l'union du parti royaliste, et comme la réalisation de l'union est une chose essentiellement désirable, je me suis montré disposé à leur prêter mon concours, en sacrifiant non mes liens d'affection, mais mes rapports journaliers de collaboration avec mes amis de la *Gazette*.

« J'ai donc demandé des conférences pour discuter à fond les idées qui devaient réaliser cette union royaliste dont on me parlait, car l'union des hommes sérieux ne saurait exister que sur le terrain des idées. On croit en Dieu, mais on ne croit pas en un homme ; on croit en des idées qui sont la mesure commune des intelligences. Ces conférences ont fortifié la conviction où j'étais, où je suis encore, malgré l'issue de cette affaire, qu'entre la presque unanimité des royalistes il n'y a que des nuances grossies par des discussions irritantes, mais qu'il n'y a pas de divergences sérieuses. Quoique je ne fusse pas plus disposé à craindre des pièges qu'à en tendre, j'ai demandé, dès l'origine, qu'on ne se bornât point à des conversations, mais qu'on fixât par écrit les bases du plan à suivre, du programme à développer, afin que tous les esprits pussent se rencontrer sur un terrain net et bien délimité, et que la France sût d'une manière certaine ce que les royalistes avaient à lui offrir. On a obtempéré à ce vœu : des deux côtés il y a eu des observations, des concessions, non de principes, mais de formes ; car, je le répète, il n'y a, entre la presque unanimité des royalistes, que des questions de nuance et de forme.

« Je n'ai pas besoin de dire que pour les observations que j'ai présentées, pour la manifestation de principes que j'ai indiquée comme nécessaire, je n'ai consulté personne, et que j'ai uniquement eu en vue le désir d'exprimer les idées générales royalistes, de tracer un programme qui pourvût aux nécessités

de leur situation en les rendant possibles en France. Vous parlez, Monsieur, de l'inconvenance qu'il y aurait eue à présenter aux personnes qui s'étaient adressées à moi, le programme de la *Gazette*. Eh ! mon Dieu ! les royalistes, quand on va au fond des choses, ont tous le même programme. Les idées royalistes ne sont la propriété de personne, pas plus celle de la *Gazette* que de tout autre journal. En voulez-vous une preuve? Les idées de l'intervention de la société dans ses affaires, de cette représentation générale des intérêts de la société, au moyen du vote à plusieurs degrés, embrassant, dans son universalité monarchique, toute la hiérachie des intérêts, je les retrouve dans la *Quotidienne* de 1815. Longtemps avant que la *Gazette* eût développé ce système, à l'époque où Napoléon, de retour de l'Ile d'Elbe, allait paraître au Champ-de-Mai, la *Quotidienne,* qui s'appelait alors la *Feuille du Jour*, demandait l'élection hiérarchique des assemblées communales, cantonales, départementales, générales[1] ; elle disait en propres termes : « Que sont nos assemblées électorales ? Des réunions « d'un petit nombre de citoyens choisis presque arbitraire- « ment parmi les plus imposés de l'arrondissement ou du dépar- « tement. L'immense majorité, disons plus, la presque totalité « des citoyens est exclue de ces assemblées, privée, par consé- « quent, du droit d'élire ses représentants, réduite au rang de « prolétaires. Sur trois millions de citoyens, quatre-vingt-dix « mille électeurs forment une véritable aristocratie, qui seule « possède le privilège d'élire ses représentants, c'est-à-dire que « sur cent citoyens, quatre-vingt-dix-sept restent à la porte de « l'assemblée électorale. Voilà ce qu'on appelle un gouverne- « ment représentatif ! Le principe du droit est que tous les « membres de la nation doivent être représentés en raison de « la part qu'ils prennent au maintien de l'État. »

« Croyez-le donc bien, Monsieur, dans tout ce que je demandais au nom des libertés nationales, dont le culte se confond dans mon cœur avec le culte du principe monarchique, je n'avais pas besoin de copier le programme de qui que ce fût au

1. Lisez la première quinzaine de la *Quotidienne*, en mai 1815.

monde, et ce n'était pas seulement avec la *Gazette*, mais, vous venez de le voir, avec la *Quotidienne*, comme avec la *Mode* et tous les journaux de province, comme avec les discours du noble marquis de Brézé, comme avec les personnes qui avaient voulu conférer avec moi, comme avec tous les royalistes, que je me trouvais d'accord sur les bases principales de l'autorité et de la liberté dans ce pays. Quand vous dites qu'il y a eu rupture dès qu'il y a eu explication, vous dites donc une chose complètement inexacte, une chose mauvaise ; car il semble par là qu'il puisse y avoir des abîmes entre les hommes dévoués au même principe et cherchant le bien de leur pays. Pendant six semaines, je n'ai pas cessé de m'expliquer verbalement et par écrit de la manière la plus catégorique, sans qu'il y ait eu rupture entre les personnes qui s'étaient chargées de suivre cette négociation et moi. Tout au contraire, il semblait que plus nous allions, plus les nuances s'effaçaient, plus nous étions près de nous entendre. C'est au bout de ces six semaines, et sur le programme définitif qui devait servir d'entrée au journal, programme soumis, par les honorables négociateurs. à l'ensemble des personnes qu'ils représentaient, que la rupture a eu lieu, parce que, m'a-t-on dit, ces personnes ont pensé que le journal devait paraître sans programme. Or, sans vouloir en rien incriminer ni même discuter leurs motifs, je ne conçois pas plus, en ma qualité d'homme de presse, de journal sans programme que d'armée sans drapeau, attendu que, lorsqu'on n'est pas dans les faits, il faut être dans les idées, et que, lorsqu'on n'est ni dans les faits ni dans les idées, on n'est nulle part, on n'est rien, on aspire au néant ; attendu qu'une nation ne veut et ne peut revenir à un parti qu'en revenant à ses idées clairement définies, hautement proclamées.

« Voilà, Monsieur le rédacteur, toute la vérité sur cette affaire. Je n'attaque personne, je ne me plains de personne. On m'a fait un appel dans l'intérêt de l'union du parti royaliste : j'y ai répondu, comme c'était mon devoir, en indiquant dans quelle mesure je pouvais prêter mon concours. J'ai discuté pendant six semaines les bases d'un programme, en disant, dès le premier jour, que cette manifestation me paraissait indis-

pensable. Au bout de ce temps, il s'est trouvé qu'on n'a pas cru devoir la faire. Je me suis retiré en emportant un bon souvenir de la loyauté parfaite et de la haute intelligence des personnes avec lesquelles j'avais été spécialement en rapport, et en leur laissant, du moins je l'espère, une idée favorable de mon caractère et de mon dévouement profond à la cause monarchique et nationale.

« Veuillez bien, Monsieur le rédacteur, insérer cette lettre, qui contribuera, j'aime à le croire, à mettre fin à une polémique fâcheuse, et agréez l'expression de ma haute considération.

« Alfred NETTEMENT. »

Plus tard, Alfred Nettement intervient encore une fois dans la polémique, et toujours avec le même esprit, c'est-à-dire avec l'intention de relier le faisceau des forces royalistes qui s'éparpillaient de plus en plus. Voici la lettre qu'il écrivit au directeur de la *Gazette du Midi*, à l'occasion d'un article dirigé par cette feuille contre M. de Genoude.

« *A M. le Directeur de la* GAZETTE DU MIDI.

« Paris, 10 juin 1843.

« MONSIEUR,

« Autant j'eusse été touché, dans toute autre circonstance, d'un témoignage de sympathie venant d'un journal aussi honorablement connu et aussi justement estimé que la *Gazette du Midi*, autant j'ai été affligé de me voir louer au détriment d'un royaliste éminent, d'un homme dont j'honore le talent et le courage, d'un collaborateur, d'un ami. J'avais mis une sollicitude toute particulière à me tenir à l'écart des tristes et douloureux débats qui agitent, depuis deux mois, le parti royaliste; j'espérais qu'on me permettrait de conserver cette attitude, et, n'ayant pas réussi à contribuer au rétablissement de l'union par-

mi nos amis, je voulais du moins éviter de contribuer, ne fût-ce que par une parole qui pouvait être mal interprétée, à donner un aliment à des divisions si fâcheuses. Mais après votre article, Monsieur, je ne puis plus garder le silence. J'ai un devoir de justice et d'amitié à remplir envers M. de Genoude, avec lequel vous me mettez en parallèle, en opposition ; un devoir de loyauté et de franchise envers le parti royaliste, devant lequel je dois justifier et motiver, en les développant, les paroles que vous avez citées et que je ne retire point : « Il n'y a que des « nuances entre les hommes de notre opinion » ; je vais m'occuper d'un écrit sur ce sujet, dans lequel j'expliquerai en quoi consiste l'unité du parti royaliste, sur quels points portent les nuances dont j'ai parlé, et sur quel terrain on pourrait se rencontrer ; mais ce travail serait trop long pour être publié dans un journal, et j'y aborderai des matières trop importantes et trop délicates pour ne pas sentir la nécessité de peser avec soin mes expressions.

« Bornons-nous donc ici à ce qui a rapport à M. de Genoude. Vous parlez, Monsieur, de la reconnaissance due à M. Berryer pour les services que son admirable éloquence nous a rendus du haut de la tribune : sur ce point je suis entièrement de votre avis. Mais, Monsieur, si l'on doit se montrer reconnaissant envers la tribune, est-il donc permis de ne pas l'être envers la presse ? N'est-ce donc rien que ce travail de tous les jours, de toutes les heures ; que ce dévouement qui déclare à son propre repos une guerre sans paix ni trêve, que les événements trouvent toujours prêt, qui veille pendant que l'opinion dort, qui puise dans une foi politique profonde assez d'énergie pour résister à la contagion du découragement et pour communiquer à tous son courage ; qui est toujours sur la brèche sans que les échecs et les persécutions l'effrayent, sans que les sacrifices le dégoûtent et le lassent ? Voilà, Monsieur, la vie d'un chef de journal, vous le savez par vous-même ; voilà depuis treize ans la vie de M. de Genoude.

« Ne me comparez pas à lui, je n'ai pas mérité encore de lui être comparé. Il était né avant moi à la vie politique ; il a pu donner après 1830 une direction, tandis que je ne pouvais encore

qu'en suivre une ; et cette direction, vous le reconnaissez vous-même, a été intelligente, bonne et utile, car vous déclarez que la *Gazette de France* a rendu d'éminents services. Or, comment séparer la *Gazette* de M. de Genoude, qui n'a cessé de lui donner l'impulsion et d'y exprimer ses sentiments et ses idées ? Il a pu faire des sacrifices que je n'ai pas été assez heureux pour faire ; il a pu immoler ses intérêts à ses convictions, partout où on lui a offert l'alternative de sacrifier un intérêt de journal à une idée qu'il croyait utile, ou de sacrifier cette idée, et vous savez comment il a vu successivement l'Italie, l'Autriche, la Prusse se fermer devant la *Gazette*. Cela est noble, cela est beau, cela est rare dans tous les siècles, dans le nôtre surtout, et il ne faudrait pas que des nuances d'opinion nous empêchassent de rendre hommage, chez un coreligionnaire politique, à un dévouement et à un désintéressement que nous honorerions même dans un adversaire.

« Eh ! Monsieur, n'enclouons donc pas ainsi nos canons devant l'ennemi. Gardons, avec une sollicitude empressée, un royaliste dévoué, un admirable orateur dans la personne de M. Berryer ; mais gardons aussi, dans la personne de M. de Genoude, un royaliste dévoué, un admirable journaliste. N'oublions pas les services rendus, qu'ils l'aient été par la parole ou par la plume ; n'amoindrissons pas les hommes qui peuvent nous servir, et que nos tristes dissentiments n'aillent pas jusqu'à nous porter à émousser nos armes en les heurtant l'une contre l'autre. Quand on se bat dans les rangs, cela vient toujours de ce que l'armée ne marche pas ; il y a donc un moyen de faire cesser ce discord, et, pour cela, il faut pousser ce cri de : « *En avant !* » qui est si populaire en France. *En avant*, contre le monopole et l'arbitraire doctrinaire, contre la politique de l'abaissement au dehors, des bastilles et de la corruption au dedans. *En avant ! toujours en avant !* C'est dans l'action, je le démontrerai, je l'espère, que nous devons, que nous pouvons nous réunir. Quand nous serons en marche, on ne sera plus occupé que d'une chose, combattre l'ennemi. Sortons donc du *statu quo* de notre opposition ; préparons-nous, hors de la Chambre comme dans la Chambre, à cette lutte à la fois

énergique et légale à laquelle nous serons peut-être bientôt appelés. Etendons dans le pays nos lignes de circonvallations contre ces bastilles qui s'élèvent, et que, le jour où le despotisme sera prêt, la liberté, tenant les tables de la loi à la main et revendiquant les droits de tous, soit prête aussi. C'est votre propre langage que je vous parle, Monsieur ; car je sais que la *Gazette du Midi* a toujours vivement poussé à l'action royaliste ; vous ne prendrez donc pas en mauvaise part mes paroles, et vous leur donnerez dans votre journal une place que je réclame de votre bienveillante impartialité.

« Veuillez agréer l'expression de ma haute considération.

« Alfred NETTEMENT. »

III

L'écrit annoncé par Alfred Nettement dans cette lettre lui demanda de longs mois de travail. Il parut le 10 novembre 1843 sous ce titre : *Appel aux Royalistes contre la division des opinions* [1].

Une question bien posée est bien près d'être résolue. Le premier soin de l'auteur est donc de poser, aussi nettement que possible, celle qu'il va essayer de résoudre. Il y a, dit-il, une grande différence entre les principes d'un parti et les divers moyens d'action qu'emploient les hommes de ce parti pour faire prévaloir ces principes. Cette différence est si grande qu'on peut ne pas recourir aux mêmes moyens d'action et cependant être du même parti, tandis que toutes les divergences qui portent sur les principes établissent des séparations tellement pro-

1. Un volume in-8°, chez Dentu, libraire au Palais-Royal, Galerie d'Orléans, 13.

fondes, que ceux en qui ces divergences se personnifient cessent réellement d'être unis par les liens de la communauté politique, c'est-à-dire de professer le même symbole et de se rallier au même drapeau. Il en résulte que les désaccords sur les moyens d'action ne constituent que des nuances, et que les séparations sur les principes creusent des abîmes.

Y a-t-il véritablement des abîmes entre les diverses fractions du parti royaliste, y a-t-il seulement des nuances? en d'autres termes, diffère-t-on sur les principes, ou seulement sur les moyens d'action? Cette question, Alfred Nettement essaiera de l'éclaircir, non par une discussion, qui pourrait fournir un nouvel aliment à la polémique, mais par des faits positifs et irrécusables.

Quels sont les principes des royalistes? L'auteur ne les formulera pas lui-même : il n'exprimera pas une opinion individuelle. Il ne les exposera pas non plus d'après les déclarations qui ont suivi la révolution de 1830. On pourrait, en effet, soupçonner les hommes de la droite d'avoir composé leur thème pour la circonstance, et d'avoir approprié leur programme aux besoins de la situation particulière qui leur était faite par la chute de la Restauration. Il remontera donc un peu plus haut, il se reportera à la session de 1817, lorsque fut discutée la loi d'élection qui établissait le suffrage direct des électeurs à cent écus. Les divers chefs du parti royaliste, les Villèle, les Bonald, les Corbière, à la Chambre des députés, les Chateaubriand, les Mathieu de Montmorency et leurs adhérents à la Chambre des pairs, marchaient alors réunis et ne formaient qu'un camp. Ni l'autorité de leur parole ne pourra être contestée, ni la sincérité de leurs déclarations mise en

doute. Leur exposition de principes ne pourra être accusée d'être un de ces programmes de circonstance qu'on adopte comme un levier d'opposition contre un pouvoir que l'on veut renverser. Bien loin de songer à détruire le gouvernement, ils en désiraient passionnément le maintien. Les principes qu'ils formulaient étaient donc véritablement les leurs; ils les présentaient au pays, non avec une arrière-pensée de destruction, mais avec une pensée d'organisation politique et de sécurité sociale.

Or, ce qui résulte de tous les discours prononcés dans la discussion de la loi d'élection de 1817, c'est que les royalistes avaient, à cette époque, un symbole commun et qui se résumait en ces termes : royauté héréditaire dans laquelle la légitime transmission du pouvoir est réglée par la loi salique; — gouvernement monarchique; — représentation universelle des intérêts réalisée par le vote gradué et à plusieurs degrés. Chateaubriand comme Bonald, Villèle comme Mathieu de Montmorency s'accordaient à demander des droits pour tous, des droits mesurés par les intérêts et formant une magnifique échelle de libertés, aboutissant à la représentation générale. Et s'il en était ainsi, il n'était plus possible de présenter ce symbole comme exceptionnel, puisqu'on le trouvait professé par les hommes de la droite, antérieurement à toutes les discussions qui s'étaient élevées au sein de l'opinion monarchique. Il n'était pas permis non plus de le repousser comme un programme de circonstance et une machine de guerre contre le régime de Juillet, puisque les hommes de la droite réclamaient la réalisation de toutes ces idées sous la Restauration, que certes ils ne voulaient pas renverser.

Après 1830, des dissidences se produisent, mais elles portent sur la diversité des moyens d'action à employer. On se trouve alors en présence de trois genres d'actions royalistes : une action extra-légale, l'action armée ; deux actions légales, l'action parlementaire s'exerçant sur les faits, une seconde action légale sans être parlementaire et s'exerçant sur les idées par la revendication des droits généraux.

On se divise sur les moyens d'action, mais se sépare-t-on sur les principes ? En aucune façon. L'accord persiste sur ce dernier point. Les trois actions royalistes que nous venons de signaler se rencontrent sur le terrain des principes communs proclamés en 1817.

La *Quotidienne* était l'organe des royalistes qui voulaient recourir à l'action extra-légale. Sa rédaction armée en guerre poursuivait le pouvoir d'articles qui semblaient écrits à la pointe de l'épée, et sa polémique ardente, impétueuse, impitoyable, était déjà une bataille. Eh bien ! la *Quotidienne* développait publiquement, sur l'organisation de la liberté en France, des idées analogues à celles que les chefs de la droite avaient défendues dans les Chambres de la Restauration. Elle disait, le 2 mars 1831 : « *La participation de tous les citoyens aux droits électoraux*, qui trouvait son application naturelle dans le système des assemblées primaires, défendu, dans tous les temps, par les hommes de la monarchie, de l'ordre et de la liberté, repoussé une première fois sous la Restauration par les doctrinaires, a subi, dans la loi électorale, un nouvel affront de la part du libéralisme vainqueur. » — La duchesse de Berry, le chef des royalistes de l'action armée — *dux fœmina facti*, — ne tenait pas un autre

langage. Avant de rentrer en France et de se jeter en Vendée, la duchesse et le conseil dont elle s'était entourée avaient songé à préparer, en cas de succès, les bases d'un gouvernement. Le passage suivant est textuellement tiré du manifeste délibéré et adopté par la princesse et par son conseil :

« Le libre vote de l'impôt par les états généraux et leur libre concours à la création des nouvelles lois sont les premières des vieilles franchises que nos pères crurent toujours impliquées dans leur ancien et moderne nom de Francs ou Français. Ces franchises, qu'ils commirent à la garde de leurs rois légitimes, j'en garderai fidèlement le dépôt. J'aurai soin que *tous les citoyens concourent par des gradations convenables à la formation des états généraux*. Je veux en outre donner aux provinces toutes les satisfactions qui seront compatibles avec le maintien du lien commun qui demeurera toujours nécessaire à la conservation de la grandeur et de la gloire de la France. Des états provinciaux pourvoiront facilement aux vœux dans l'étendue et les limites qui leur seront conférées. La liberté dont jouiront les provinces de faire, chacune pour ses arrangements intérieurs, ce qui pourra le mieux la satisfaire, tournera, par l'effet de cette satisfaction même, à l'avantage de leur bonne intelligence pour les grands intérêts de l'Etat, auxquels toutes concourront avec le même zèle. »

Les hommes de l'action parlementaire étaient, de leur côté, restés fidèles aux convictions des royalistes de 1817. Lors de la discussion de la loi électorale de 1831, ils proclamèrent les mêmes idées, développèrent le même système. Voici les paroles que M. Berryer prononça, à cette occasion, en soutenant un amendement destiné à introduire dans la loi le principe des deux degrés :

« La fixation du cens est une injustice monstrueuse, et je n'ai jamais compris l'énorme intervalle politique entre l'homme

qui paie 200 fr. et celui qui paie 199 fr. 95 c. Quand on s'interroge pour savoir quelle sera la fixation du cens, il se fait un calcul pour savoir combien de gens on appellera à l'élection, et quel nombre de ses amis on appellera, on pourra faire participer à ce droit. Mais qu'en résulte-t-il? ce que nous avons vu depuis quinze ans : c'est qu'avec ce système qui se prête à des calculs de telle ou telle opinion, tour à tour triomphante, les partis font tour à tour leurs combinaisons. Je ne vois là que la représentation des passions dans le moment où elles triomphent, et non la représentation des intérêts. Tel a été, à mon avis, le vice de notre système représentatif pendant quinze ans. Je voudrais donc que *les communes*, *cette aggrégation de familles politiques, pussent nommer des mandataires pour concourir à l'élection des députés*. Je demanderais donc que *la France fût convoquée en assemblées primaires, et que tous ceux qui sont inscrits au rôle de la contribution foncière fissent partie de ces assemblées*[1]. »

La troisième action royaliste — l'action légale exercée par et pour la revendication du droit commun — avait son point d'appui dans une école politique dont la *Gazette de France* était l'expression la plus puissante. Il est à peine besoin de dire que les publicistes de cette école adhéraient pleinement aux doctrines et aux idées des royalistes de 1815 et de 1817, puisque la *Gazette* et son rédacteur en chef M. de Genoude obéissaient à la direction de M. de Villèle, le chef le plus influent des royalistes à ces deux époques. En 1832, ils résumaient les principes qui leur apparaissaient comme ayant été fondamentaux en France, dans une Déclaration qui débutait ainsi :

1. Séance du 27 février 1831. — Berryer, *Discours parlementaires*, t. I, p. 92. — Voir également la lettre de Berryer à la *Gazette de France*, en date du 2 août 1832.

« Nous proclamons le vote libre de l'impôt et des lois par les représentants de la nation, convoqués en assemblées des communes et des provinces. Nous appelons aux assemblées des communes *tous les Français ou naturalisés Français âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions directes*, conformément à la déclaration du 24 janvier 1789. »

L'action armée, l'action parlementaire, l'action du droit commun se rencontraient donc toutes les trois sur le même terrain. Elles avaient mêmes répulsions, mêmes sympathies, mêmes principes. Partout, dans les rangs des royalistes, l'horreur de l'étranger; partout la volonté de tout faire en France et par la France; partout le sentiment de la grandeur du pays et de la nécessité d'une politique en harmonie avec cette grandeur; partout l'amour de la liberté; partout la confiance la plus absolue dans l'efficacité nationale de l'alliance du principe monarchique et du principe de la liberté politique assurée par des assemblées sortant du vote général à plusieurs degrés.

IV

L'unité de principes existait parmi les royalistes, et cependant il y avait des divisions. D'où venaient-elles? Quelles causes les avaient enfantées? Puisque ces divisions ne provenaient point des principes, les mêmes chez tous les hommes de la droite, malgré la différence des genres d'action qu'ils avaient adoptés, il était indiqué qu'elles ne pouvaient provenir que de la diversité même de ces genres d'action. C'est, en effet, ce qui avait lieu. Chaque fraction royaliste, engagée dans une voie qui lui

était particulière, avait été conduite à attribuer aux autres fractions les revers qu'elle avait essuyés ou le peu de succès qu'elle avait obtenu. Comment les partisans de l'action extra-légale n'auraient-ils pas élevé de vives récriminations contre les partisans de l'action parlementaire? Hommes d'épée, comment ne se seraient-ils pas plaint des hommes de tribune et des hommes de plume ? Comment ces derniers, de leur côté, auraient-ils pu longtemps marcher ensemble, lorsqu'ils se trouvaient placés, les uns et les autres, dans des conditions si différentes? Les hommes de presse, qui sont plus près des idées que des faits, et qui d'ailleurs s'adressent directement à un certain nombre d'esprits en communauté de conviction avec eux, peuvent braver l'inattention et l'indifférence des esprits qui marchent dans d'autres voies, et continuer leur mission morale, en attendant que l'expérience leur ramène le gros des intelligences et leur permette d'aspirer à des résultats pratiques. Il n'en va pas de même pour les hommes de tribune. Quand on est près du mouvement des affaires et de la marche des faits, comme cela arrive dans les assemblées politiques, on éprouve naturellement une vive répugnance à renoncer à la part d'influence qu'on croit pouvoir exercer sur cette marche et ce mouvement; on ne la veut pas sacrifier au lointain espoir d'acquérir cette action morale dont le levier est en dehors de la sphère où l'on se trouve, et qui s'exerce à longue échéance sur les idées. Et c'est ainsi que peu à peu le fossé s'était creusé entre les hommes de tribune et les hommes de presse, et avait fini par devenir aussi profond que celui qui avait séparé d'eux, dès l'origine, les hommes de l'action armée.

Si profond qu'il fût, ce fossé, nous le savons, n'était pas

un abîme, puisque les principes étaient les mêmes. Que fallait-il donc pour rétablir l'union si fâcheusement brisée, pour relier le faisceau si déplorablement rompu ? Il suffisait pour cela de revenir aux principes communs, de se replacer sur le terrain où s'étaient déjà rencontrées toutes les fractions du parti royaliste. Ce terrain était celui de la réforme électorale. Députés, publicistes, simples citoyens, dans le parlement, dans la presse ou dans le pays, les royalistes ne devaient plus avoir qu'un but unique, une seule action. Comme leurs aînés de 1815 et de 1817, comme eux-mêmes l'avaient fait, d'un commun accord, au lendemain de 1830, il leur fallait unir leurs efforts pour faire triompher le principe royaliste en matière d'élection, c'est-à-dire la représentation générale des intérêts à l'aide du vote à deux degrés ; ce résultat obtenu, ils demanderaient alors à ce parlement perfectionné ou réformé la réforme de tous les abus.

Que cette ligne de conduite fût adoptée, et aussitôt la situation changerait de face. Les hommes de l'action extra-légale, qui d'ailleurs avaient depuis longtemps renoncé à recourir aux armes, trouveraient, dans cette lutte nouvelle, l'emploi de leur ardeur. D'autre part, les hommes de l'action parlementaire rentreraient dans le courant créé part les hommes de l'action du droit commun : l'unité monarchique serait rétablie.

A la fin de son écrit, rencontrant encore une fois le nom de Berryer, Alfred Nettement écrivait ces lignes :

« Nous venons de prononcer un nom qui ne nous permet pas de terminer ici notre appel... Que manque-t-il aux idées royalistes pour s'emparer de cette société ? Rien de ce que peut faire le raisonnement n'a été omis ; on a parlé aux esprits autant

qu'on pouvait leur parler; on a employé tous les moyens pour les convaincre. Les voies sont préparées, mais où trouver cette puissance d'impulsion qui fait passer le mouvement des idées dans les faits; cette influence irrésistible qui passionne toute une société pour la question de salut; cette parole inspirée qui, conduisant l'étincelle électrique, allume dans tous les cœurs un foyer d'inspirations, d'activité et de dévouement, et entraîne toutes les volontés vers un même but? Dieu a placé dans nos rangs un de ces hommes si merveilleusement doués; si nous le rappelons, ce n'est point pour en faire le sujet d'une vaine et stérile louange, mais pour répéter au contraire que tous ces dons de Dieu sont autant de dettes envers la patrie, et que de si beaux talents donnent encore moins de droits que de devoirs. La Providence, qui ne fait rien en vain, n'a pas en vain allumé dans ce cœur et cette pensée ce magnifique foyer d'éloquence, et c'est à celui qu'elle a traité avec tant de libéralité qu'il appartient de couronner les services qu'il a rendus, en passionnant les esprits pour ces idées de réforme électorale, de revendication des droits généraux, qui peuvent seules préserver cette société, et entraîner l'opposition royaliste tout entière dans les voies qui conduisent à l'avenir. Pour agir désormais dans la Chambre elle-même, telle que les circonstances et le désenchantement l'ont faite, ce n'est plus dans la Chambre qu'on peut trouver un point d'appui. Le sol parlementaire, semblable à ces terrains tout trempés de pluie, fléchit sous le pied qui le presse. Toute action a cessé dans cette sphère, toute vie s'y est éteinte, et ce n'est que par l'influence irrésistible d'un mouvement national, qu'on peut faire violence à la torpeur des corps politiques, galvaniser les morts du pays légal, et ressusciter le mouvement parlementaire.

« Qu'il se rappelle, le grand orateur, ces journées toutes chaudes d'enthousiasme et toutes pleines d'émotions, où, sous le ciel ardent du Midi, en face de cette Méditerranée destinée par la Providence à être un lac français, il sentait le cœur de toute une ville battre contre son cœur; où il voyait les partis s'éteindre et se confondre dans l'unité du patriotisme et dans une admiration commune, et toutes les pensées, semblables au métal

ardent en fusion dans le moule qui lui donne la forme, bouillonner dans sa pensée.

« Nobles triomphes que le passé a vus et que l'avenir peut voir renaître : que les succès parlementaires obtenus dans des Chambres sans grandeur et sans élévation, sont peu de chose quand on les compare à la gloire et aux joies si pures que vous donnez ! Admirable ascendant de la parole humaine, s'exerçant sur les passions les plus élevées de notre nature, qui pourrait rapprocher des satisfactions que vous assurez à la conscience, l'influence qu'il faut acheter aujourd'hui dans la Chambre, surtout en ménageant ses faiblesses et en sacrifiant quelques-unes de ses propres pensées ! Au moment même où nous écrivons, les vents qui soufflent d'Irlande nous apportent le bruit des pas de tout un peuple marchant à la suite d'un homme, suspendu à ses lèvres quand il parle, et lui donnant les beaux noms de père et de libérateur. Cet homme porte l'âme de sa patrie dans son sein ; son bras a la force de plusieurs millions de bras ; les cris de toute une nation retentissent dans sa parole ; son éloquence est la voix d'un peuple. Il regarde sans peur cette orgueilleuse Angleterre qui a vaincu l'Océan et Napoléon. Quand on lui demande son nom, il répond : « Je m'appelle l'Irlande. » Et l'Angleterre, la main pleine de soldats, hésite et se trouble devant ce peuple qui, conduit par son orateur, se montre si digne de la liberté qu'il réclame et mérite tous les droits avant de les obtenir. Ne se présentera-t-il personne pour remplir envers la France le grand et magnifique devoir qu'O' Connell remplit envers l'Irlande, pour délivrer, non pas un peuple de la domination d'un peuple, une religion de l'oppression d'un culte contraire, mais pour délivrer un peuple de la domination des partis, pour rendre à la France ses droits en Europe en rendant à chacun ses droits en France ? N'y a-t-il personne qui ait vu la mission d'O' Connell lui apparaître dans ses rêves, et les lauriers de Miltiade n'empêchent-ils plus Thémistocle de dormir ? »

V

Par une heureuse coïncidence, en même temps que paraissait la brochure d'Alfred Nettement, avait lieu le voyage de Henri de France en Angleterre, voyage qui était luimême comme un « appel aux royalistes contre la division des opinions ».

Le 28 novembre 1843, le duc de Bordeaux — ou plutôt le comte de Chambord : il venait de reprendre, pour ne plus le quitter, ce titre qu'il avait déjà porté à Rome en 1839 — arrivait à Londres, et s'installait dans l'hôtel qu'on lui avait loué, à Belgrave-Square. Il y était attendu par un grand nombre de légitimistes français, ayant à leur tête Chateaubriand et Berryer. Alfred Nettement n'était pas pour manquer à ce rendez-vous de la fidélité. Le 3 décembre, il passait à son tour le détroit.

Cinq ans auparavant, il était venu à Londres pour assister aux fêtes du couronnement de la reine Victoria[1], et il en avait rendu compte dans une série de lettres adressées aux lecteurs de *la Mode*. Cette fois encore, il parlera à ses lecteurs de son voyage, mais ce n'est plus de l'Angleterre qu'il les entretiendra. Aussi bien, pendant ces dix jours passés à Londres, il n'a pas vu Londres ; jamais il n'a moins pensé à l'Angleterre qu'en Angleterre. Il n'a vu que la France, il n'a entendu que des Français, et le premier de tous, Henri de Bourbon. Le flot des pèlerins de Belgrave-Square grossissait chaque jour. Toutes les auberges

1. Elle avait été proclamée reine d'Angleterre le 21 juin 1837, le lendemain de la mort de son oncle Guillaume IV. Le couronnement eut lieu le 20 juin 1838.

de Londres appartenaient à quelques provinces françaises. Ici, la Normandie, là, le Languedoc ; plus loin, le Boulonnais, à côté la Provence, puis l'Orléanais, puis la Picardie, puis la Vendée. Un soir, Alfred Nettement dîna en pleine Bretagne, à l'hôtel de la Sablonnière. Il y avait près de soixante-dix convives à table, et la Bretagne, qui aime à avoir ses coudées franches, avait fait abattre deux ou trois cloisons qui gênaient le développement de son banquet. Si le prince avait prolongé son séjour à Londres, la maison y passait après les cloisons, et la table bretonne allait finir sur le trottoir dans la rue.

Alfred Nettement obtint du prince une audience particulière ; il en rend compte à son père dans une lettre du 10 décembre :

« Dès les premières paroles, je vis que j'avais affaire à un homme. C'était de la liberté, des droits nationaux, de l'impossibilité des privilèges, de la nécessité pour les hommes de la droite de devenir en tout les hommes de la France, de se fondre avec elle, de défendre les intérêts des classes populaires abandonnés, de conquérir par des services rendus au pays, dans toutes les sphères des intérêts généraux, une influence légitime, que j'entretenais le prince. Non seulement j'étais écouté, mais compris ; non seulement j'étais compris, mais approuvé ; non seulement j'étais approuvé, mais interrompu par Henri de France, dont la pensée devançait la mienne, qui me disait ce que j'allais lui dire, qui s'exprimait d'une manière si claire, si précise sur ces questions principales qui divisent notre époque, que je demeurais à la fois confondu et ravi de ce qu'il me disait et de la manière dont il écoutait les paroles sérieuses que je lui adressais. Jamais je n'avais parlé avec plus de liberté et plus de franchise : pas un mot de flatterie, pas même un de ces mots de dévoûment qui viennent du cœur aux lèvres quand on se trouve en présence d'un Bourbon ; une conversation toute de

raisonnement, où la respectueuse affection du Français ne se décelait que par l'entière franchise de ses paroles, que par son empressement à faire tenir le plus de vérités possibles dans les courts instants qu'il avait à passer auprès du petit-fils de Henri IV. Cependant le prince paraissait content de moi, et j'étais surtout heureux de sa satisfaction comme Français; je remerciai Dieu dans mon cœur de ce qu'il avait exaucé tant de ferventes prières qui sont montées vers son trône en faveur du dernier rejeton de la race des saints et des martyrs. »

Le comte de Chambord resta en Angleterre jusqu'au 13 janvier 1844. Alfred Nettement avait dû rentrer à Paris dès le 15 décembre. A peine de retour, sous ce titre : *Dix jours à Londres pendant le voyage de Henri de France*[1], il publia les lettres qu'il avait écrites à l'occasion de ce voyage.

En toute rencontre, le prince avait parlé à propos et agi avec discernement; il n'avait dit que ce qu'il voulait dire et comme il fallait le dire[2]. Il avait prononcé le grand mot de *libertés nationales*, et indiqué ainsi qu'à ses yeux les droits de la nation étaient aussi sacrés que ceux de la royauté. De tout ce qu'il avait vu, de tout ce qu'il avait entendu, Alfred Nettement avait ressenti une joie profonde, une des plus grandes joies de sa vie. Entre les luttes de la veille et celles du lendemain, ces dix jours

1. In-octavo, chez Dentu, janvier 1844. La brochure porte ce sous-titre: *Pour servir d'Introduction à la deuxième édition de l'Appel aux Royalistes contre la division des opinions.*

2. Chateaubriand écrivait, de Londres, le 28 novembre 1843, à Mme Récamier : « Le prince s'est montré admirablement, il n'a pas commis une seule faute. » — Et dans sa dernière lettre, au moment de rentrer en France, il disait encore : « Vous aurez la déclaration de mon prince dans les journaux; je m'en vais ravi et plein d'espoir, si, à mon âge, on pouvait encore être à l'espérance. »

passés à Londres avaient été pour lui comme *la trève du Roi*. Et maintenant il allait reprendre, avec de nouvelles forces et une ardeur nouvelle, le combat un instant interrompu. « Maintenant, disait-il lui-même en terminant le récit de son voyage, notre place est sur le champ de bataille où l'on se bat pour la France. »

CHAPITRE XII

Études critiques sur le feuilleton-roman. — Histoire de quinze ans d'exil

Mort du père d'Alfred Nettement. — La presse a 40 francs. H. de Balzac et l'abbé de Genoude. Sainte-Beuve et la *Revue Suisse*. — Les *Mystères de Paris* et les *Lettres à une femme du monde*. — Le *Constitutionnel* et le Dr Véron. Comment il arriva qu'Alfred Nettement collabora au *Juif Errant*. — Première série des *Etudes critiques sur le feuilleton-roman*. Lettre du comte de Chambord. — Les derniers volumes du *Juif Errant*. Alexandre Dumas et le *Comte de Monte-Cristo*. M. Michelet et son livre *du Prêtre, de la femme et de la Famille*. Seconde série des *Etudes critiques*. — *Histoire de quinze ans d'exil*, Walter Scott et Robert Paterson. — *La Presse parisienne*.

I

Le 10 décembre 1842, au sortir de l'audience que lui avait accordée le comte de Chambord, Alfred Nettement avait écrit à son père une longue lettre, dont j'ai donné un court extrait dans le précédent chapitre. M. Philippe-François Nettement était âgé de 82 ans. La vieillesse ne lui avait rien enlevé de son esprit et de son amabilité. Elle ne lui avait rien fait perdre non plus de la vivacité de ses sentiments royalistes. Il était fier des succès et de la

renommée grandissante de son fils. Lorsqu'il avait reçu la lettre du 10 décembre, il s'était évanoui de bonheur. A quelques semaines de là, le 1er janvier 1844, il s'était endormi dans le Seigneur, plein de jours et de vertus, entouré de sa femme, de ses fils, de ses belles-filles et de ses petits-enfants. Dieu lui avait accordé la bénédiction qu'il a promise au juste, celle de mourir au milieu de tous les siens.

On imprimait alors la brochure de *Dix jours à Londres*: Alfred Nettement la déposa, comme un pieux hommage, sur la tombe de son père; puis, l'âme en deuil, mais le front haut, il rentra dans la mêlée.

Il était engagé, à cette date, dans une campagne, purement littéraire en apparence, mais qui, plus encore que les incidents de la politique, touchait de près aux intérêts vitaux de la société ; je veux parler de sa longue et brillante campagne contre le Feuilleton-Roman.

Le roman, dans les premières années qui suivirent la révolution de 1830, était toujours publié en volumes, ou du moins par fragments étendus dans les Revues. En 1836, lorsque la presse à quarante francs, créée par Emile de Girardin, commença à remplacer le journalisme ancien, le roman subit l'influence de cette situation nouvelle. Du moment que les journaux diminuaient leurs prix sans diminuer leurs frais, il leur fallait avoir beaucoup d'annonces ; pour avoir beaucoup d'annonces, il fallait avoir beaucoup d'abonnés ; pour avoir beaucoup d'abonnés, il fallait trouver une amorce qui s'adressât aux lecteurs de toutes les opinions, qui les retînt, non plus par l'intérêt politique, mais par un intérêt de curiosité générale. Cette amorce, ce sera le roman, mais le roman découpé en

petits morceaux, servi chaque matin à l'abonné en petites tranches. Le tirage monta, mais du même coup le niveau littéraire du roman s'abaissait. Ce qui se lit si vite n'a pas besoin d'être correctement écrit, ni savamment composé. Les auteurs ne songèrent plus à faire des livres ayant un commencement, un milieu et une fin, et dont les diverses parties seraient harmonieusement équilibrées ; ils ne firent plus que des chapitres. Comme on lisait au jour le jour, on écrivit de même. Il ne s'agissait plus de faire œuvre d'art, mais d'en user avec l'abonné comme la sultane des *Mille et une Nuits* en usait avec le Commandeur des croyants. Que le récit fût coupé de façon à laisser, chaque jour, l'intérêt en suspens, à faire désirer *la suite au prochain numéro*, et la partie était gagnée, le but était atteint. De même que le sultan Schariar attendait, pour faire tomber la tête de Scheherazade, qu'elle eût fini le récit interrompu la veille, de même le lecteur attendait, pour se désabonner, la fin du roman... et la fin ne venait jamais... ou du moins le plus tard possible.

Et en même temps que le niveau littéraire, le niveau moral du roman s'abaissait aussi. A mesure qu'ils s'adressaient à des lecteurs plus nombreux et moins choisis, les auteurs étaient conduits à flatter leurs goûts et leurs passions, à leur offrir de grossières peintures, auxquelles se mêlaient des attaques contre la religion et la morale, contre les lois mêmes de la société établie. Le roman-feuilleton n'avait pas tardé à devenir le roman immoral, en attendant le jour prochain où il deviendrait le roman révolutionnaire.

La critique pourtant ne disait rien, et il y avait bien à

cela quelques raisons. C'est dans les journaux que se fait la critique, et presque tous les journaux s'étaient mis à donner des romans-feuilletons. Comment dès lors les auraient-ils censurés? Ils ne pouvaient pas, en bonne conscience, critiquer le roman qu'ils avaient eux-mêmes publié, et ils ne pouvaient pas davantage critiquer celui qui se publiait en dehors de leur maison. Chacun d'eux avait trop besoin d'indulgence pour se montrer sévère, trop besoin du silence de son voisin pour parler. Dans *les Animaux malades de la peste,* le renard se garde bien de reprocher au lion ses appétits carnassiers ; il trouve, au contraire, qu'en croquant les moutons, Sire lion leur a fait beaucoup d'honneur. C'était là précisément la situation des journaux :

Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.

La *Gazette de France* elle-même avait songé un moment à demander un roman-feuilleton à Balzac. Il avait paru à M. de Genoude que l'auteur des *Scènes de la vie parisienne* pourrait consacrer à la *Gazette* son talent réglé et épuré par les idées générales du journal dont il deviendrait le collaborateur. Alfred Nettement fut chargé de la négociation. Balzac accueillit avec empressement la proposition qui lui était faite, et se déclara prêt à fournir un roman qui ferait trente feuilletons. Quelques jours plus tard, il recevait de Nettement la lettre suivante :

« *A M. de Balzac, en sa maison* : LES JARDIES, *à Sèvres.*

« Dimanche, [24 mai 1840.]

« Mon cher BALZAC,

« J'ai vu M. de Genoude qui a peur d'un roman en trente feuil-

letons. Il m'a paru cependant comprendre tout-à-fait l'avantage qu'il y aurait pour la *Gazette* à avoir votre talent et votre nom, et je lui ai promis de vous conduire chez lui lundi, c'est-à-dire demain, de midi à deux heures. Voulez-vous me venir prendre à midi, rue Roquépine, nº 12? C'est tout près de la descente du chemin de fer.

« Tout à vous,

« Alfred Nettement. »

Balzac fut exact au rendez-vous. Lorsqu'on arriva, rue du Doyenné, aux bureaux de la *Gazette*, Nettement avertit le romancier, au bas de l'escalier, de la nécessité de veiller sur ses paroles. « Soyez tranquille », répondit Balzac ; mais le naturel l'emporta, et, à la seconde phrase, il dit à l'abbé de Genoude qu'il mettait à sa disposition sa *ménagerie*. A la troisième, il déclara qu'il était fort disposé à croire aux miracles, attendu qu'il en avait fait lui-même par l'imposition des mains ; il voulut bien avouer d'ailleurs qu'il ne lui était pas encore arrivé de ressusciter des morts. Si l'imagination, chez Balzac, tenait du prodige, elle aboutissait parfois, chez cet homme de génie. à une sorte de folie relative. Un des hommes d'esprit qui l'ont le mieux écouté a dit de lui : « Bien souvent, au bout de ses projets, ou plutôt de ses rêves, il semblait devenu fou, et ceux qui l'écoutaient, complètement imbéciles. »

L'affaire en resta là, et Balzac ne devint pas le collaborateur de la *Gazette*. La feuille de M. de Genoude fut bientôt la seule qui eût échappé à la contagion. Le *Journal des Débats*, qui jusqu'alors avait le mieux gardé la tradition de la grande critique littéraire, avait été atteint à son tour : il lui était donc interdit désormais de signaler le mal et de combattre. Force lui était de passer *Mathilde*

à *la Presse* et le *Juif Errant* au *Constitutionnel*, pour que le *Constitutionnel* et *la Presse* lui passassent les *Mystères de Paris*[1].

Il y avait bien, il est vrai, Sainte-Beuve, qui, s'il donnait parfois, à cette époque, des articles aux *Débats*, écrivait surtout dans la *Revue des Deux Mondes*; mais Sainte-Beuve n'était pas brave, et s'il s'enhardissait par moments jusqu'à dire : *Midas, le roi Midas a des oreilles d'âne*, il le disait aux roseaux du rivage — à la *Revue Suisse*, qui paraissait à Lausanne, et où ses malices, sous le double incognito de la distance et de l'anonyme, passaient inaperçues. — « Les deux feuilletons des *Débats* sur Cécily des *Mystères de Paris*, écrivait-il le 3 juin 1843, ont révolté unanimement la morale publique. » Et à quelques semaines de là, le 28 juillet : « On se demande où tout cela va. Habile et assez spirituellement hypocrite qu'il est, M. Sue a très bien compris qu'après les chapitres d'*appât* et d'*ordure*, il fallait se faire pardonner ce qui avait alléché ; aussi s'est-il jeté aussitôt sur la philanthropie si à la mode aujourd'hui... » — Le 14 août 1843 : « La mystification des *Mystères de Paris* continue ; hier, dans les *Débats*, un avocat du roi, M..., invoque ce livre comme autorité. Aujourd'hui, Sue discute la question d'humanité relativement aux médecins dans les hôpitaux. Parti du *Rétif de la Bretonne* et du *de Sade*, il est en voie d'aboutir au saint Vincent-de-Paul en passant par le Ducray-Duminil. » — Et encore, le 6 octobre : « On l'a dit, on est toujours le *jaco-*

1. La publication des *Mystères de Paris* dans le *Journal des Débats* avait commencé le 19 juin 1842. Des suspensions savamment graduées la firent durer près d'un an et demi. Le dernier feuilleton parut seulement le 15 octobre 1843.

bin de quelqu'un. — On est toujours le moraliste de quelqu'un. Tout est relatif : peut-être, après tout, que les *Mystères de Paris* sont un livre de morale pour les personnes de la *Cité* et de la *rue aux Fèves*. Rien n'est burlesque pourtant comme ces élancements à *saint Eugène* Sue, quand on sait le dessous des cartes. » — Enfin, le 3 janvier 1844 : « Oui, nous le répétons aujourd'hui avec toute l'autorité de la réflexion, oui, l'inspiration essentielle des *Mystères de Paris*, c'est un fond de *crapule* : l'odeur en circule partout, même quand l'auteur la masque dans de prétendus parfums. Et chose honteuse, ce qui a fait le principal attrait, si étrange, de ce *livre impur*, ç'a été cette odeur même de crapule déguisée en parfums[1]. »

Tout cela était parfait, mais de tout cela Sainte-Beuve ne disait rien à Paris, se contentant de le murmurer, sous le masque, à Lausanne. Pendant ce temps, le succès des *Mystères de Paris* allait croissant de jour en jour. Dans les passages et sur les boulevards, on exposait des gravures représentant les principales scènes du livre. Il y avait des romances de *la Goualeuse* et on les chantait au piano. Le *Chourineur*, l'*Ogresse*, le *Maître d'école*, la *Chouette* donnaient leurs noms à des quadrilles. Dans les cafés, dès le matin, à la première heure, on s'arrachait les *Débats* ; on louait le numéro jusqu'à dix sous pour le temps de le lire. On dévorait le feuilleton au faubourg Saint-Germain,

1. Sainte-Beuve, *Chroniques parisiennes*, p. 63, 80, 97,131, 169. — La collaboration de Sainte-Beuve à la *Revue Suisse* dura trois ans, 1843, 1844 et 1845. Il faisait d'ailleurs mystère de cette collaboration, et ne réunit jamais ses *Chroniques*, qui furent publiées seulement en 1876 par son ancien secrétaire M. Jules Troubat. « Sainte-Beuve, dit ce dernier dans sa préface, n'avait d'autre souci en les écrivant *que de garder l'anonyme.* »

on le lisait à haute voix dans les ateliers. Quand l'auteur retardait d'un jour, les belles dames et les femmes de chambre étaient en émoi, et M. Sue était obligé d'écrire dans les *Débats* un petit mot sur sa santé pour rassurer le salon et l'antichambre.

II

Alfred Nettement ne connaissait pas les timidités de Sainte-Beuve. Il protesta au nom des mœurs, de la vérité et du goût, contre un succès qui était un scandale littéraire et un danger social. Sous ce titre : *Lettres à une femme du monde*[1], il publia dans la *Gazette de France* six articles, dans lesquels il examine successivement la conception et le plan des *Mystères de Paris*, les types des principaux personnages, et enfin la valeur littéraire et la moralité du livre. Il ne méconnaît ni la puissante imagination du romancier, ni son talent d'exposition dramatique ;

1. Ces lettres ont été commencées à la fin de l'année 1843 et terminées au commencement de l'année 1844. La première est du 19 novembre 1843 ; la sixième et dernière est du 6 avril 1844. Entre la seconde et la troisième, il y eut une interruption de deux mois et demi, due à deux circonstances bien différentes : le voyage de l'auteur à Londres et la mort de son père. Il écrivait, au début de sa troisième Lettre : « Aujourd'hui je reprends ma tâche. Tant que la journée dure, il faut porter son fardeau : ouvriers de la pensée, nous sommes un peu, dans nos douleurs et dans nos joies, comme les artisans, nos humbles frères. A nous aussi le travail, ce compagnon fidèle, mais sévère, vient nous mettre la main sur l'épaule, le lendemain des grandes joies et des grandes douleurs, en nous disant : Debout ! » (*Gazette de France* du 15 février.)

mais ces qualités, si grandes soient-elles, ne peuvent racheter l'énormité des défauts.

Un prince de la Confédération germanique, qui fait à Paris le métier d'un agent de la police de sûreté, et qui retrouve sa fille, également princesse de la Confédération germanique, dans un bouge de la Cité, où elle exerce un métier beaucoup moins relevé que le sien, telle est la donnée de l'ouvrage, à la fois cynique et puérile, banale et fausse. — Nulle part la trace d'un plan. Ce ne sont qu'épisodes décousus qui s'enchevêtrent, intrigues impossibles qui se coudoient, histoires qui commencent sans raison pour s'arrêter sans motif. *Fleur-de-Marie* ou *la Goualeuse* — c'est le double nom de l'héroïne de M. Sue, de la princesse de la Confédération germanique — semble une monstrueuse gageure. A la façon de certaines héroïnes de Victor Hugo, elle allie la pureté à la corruption, la candeur à l'infamie. Elle donne la réplique aux galériens et aux voleurs, elle vit dans la boue et de la boue, elle sourit aux grossiers propos des scélérats avec lesquels elle s'attable; mais cela ne l'empêche pas d'avoir du vague à l'âme, de s'attendrir à la vue des charmes innocents de la nature, de pleurer la mort d'un rosier avec une naïveté d'enfant. Elle mène de front la poésie et l'argot, l'idylle et la prostitution. Les autres types ne sont pas moins faux. Dans cette étrange épopée, le crime cesse d'être criminel, le vice d'être vicieux, la vertu d'être vertueuse. De même que chez *la Goualeuse* la prostitution est chaste, chez *la Louve* elle est involontaire et pleine de bonnes qualités. Chez *le Chourineur*, l'assassinat est généreux et honnête; chez la duchesse de Lucenay, l'inconduite a toutes sortes d'excuses; chez le comte de Saint-Rémy, les actions les

plus basses sont le tort de la société ; chez la marquise d'Harville, la vertu accepte des rendez-vous dans les petites maisons ; chez le marquis d'Harville, elle se brûle la cervelle.

L'immoralité du livre d'Eugène Sue ne réside donc pas seulement dans la complaisance avec laquelle l'auteur retrace des scènes hideuses, comme celles où figure la famille de Martial le guillotiné ; des tableaux grossiers et cyniques, comme ceux du tapis-franc de la rue-aux-Fèves ; des peintures obscènes, comme celles de la vie et de la mort du notaire Ferrand ; elle se retrouve encore, et c'est peut-être là qu'elle est le plus odieuse, dans le parti-pris avec lequel l'auteur ôte au crime, au vice et à la vertu leur véritable caractère. Crimes, vices et vertus sont également le produit d'une fatalité commune, qui, plus forte que la volonté, la domine et la subjugue. Les bonnes actions deviennent sans mérite, les crimes sans scélératesse, puisque ceux-ci comme celles-là sont involontaires. Dès lors, la plus grande barrière qui s'oppose au débordement du mal, l'horreur morale qu'il inspire, est renversée. De circonstance atténuanté en circonstance atténuante, on en arrive à conclure que le vice pourrait bien après tout n'être pas si méprisable que certains moralistes outrés veulent bien le dire, et qu'il y a telle situation où les actions sont nécessaires, ce qui détruit le dogme de la liberté, et par conséquent de la dignité humaine.

III

Tandis que les *Débats* triomphaient avec les *Mystères de Paris*, déchu de son ancienne gloire, le *Constitu-*

tionnel agonisait. De 17.000 abonnés qu'il avait eus en 1830, il était tombé à 3.600[1]. On était au mois de mars 1844, et la fièvre du désabonnement était plus aiguë que jamais. Les plus célèbres médecins furent appelés au chevet du malade, et à leur tête le docteur Véron, devenu le principal propriétaire du journal de la rue de Valois. Le malin docteur eut vite fait de trouver le remède. « M. Eugène Sue, dit-il, dans ses *Mémoires*, venait d'émouvoir Paris et la province par les récits entraînants des *Mystères de Paris*. Je lui offris cent mille francs, dix mille francs par volume, d'un nouveau roman dont il avait déjà trouvé le titre : *le Juif Errant* ; mais il n'y avait que le titre de trouvé : point de *scenario*, point de plan arrêté... Le grand désir de redonner de la popularité au *Constitutionnel* par l'éclat d'un grand nom ne me rendit exigeant *ni sur le sujet ni sur le but moral de l'ouvrage*. J'apportai certainement dans cette affaire autant d'imprévoyance que de légèreté. Que ceux qui n'ont jamais commis de fautes dans la vie me jettent la première pierre[2] ».

Remorqué par le *Juif Errant*, le *Constitutionnel* passa de 3.600 abonnés à plus de 20.000[3].

Plus encore que dans son œuvre précédente, le romancier, dans son œuvre nouvelle, attisait les passions populaires, envenimait les haines de parti, déversait l'injure sur tout ce qui méritait le respect, livrait à la risée publique les dernières garanties de l'ordre et du pouvoir.

1. *Mémoires d'un Bourgeois de Paris*, par le docteur Véron, t. III, p. 293.
2. *Mémoires*, t. III, p. 294.
3. *Ibidem*, p. 297.

La critique laissait faire et laissait passer. Sainte-Beuve, cette fois encore, se bornait à gémir tout bas et à dire en catimini aux bonnes gens de Lausanne : « Le *Juif Errant* achève de révolter[1] ».

Alfred Nettement cria bien haut sa révolte. Il ne consacra pas moins de vingt articles à l'œuvre d'Eugène Sue. Les dix premiers parurent du 8 novembre 1844 au 15 décembre de la même année, alors que le romancier n'avait encore publié que ses quatre premiers volumes.

« Il faut, écrivait-il, que je vous raconte une petite histoire que les amis de M. Sue commencent à faire circuler dans les salons, pour excuser l'esprit de son livre. A les entendre, l'auteur aurait d'abord proposé son sujet à la *Gazette de France*, en promettant, bien entendu, de donner à son roman une couleur sociale, morale, religieuse. Sur le refus de la *Gazette*, qui n'aurait pas compris le prix inestimable du présent que M. Sue voulait lui faire, il se serait adressé à la *Quotidienne*, qui n'aurait pas été mieux inspirée. Alors, il aurait fait des offres aux *Débats* ; il n'aurait pas été plus heureux, soi-disant parce que les *Débats* craignaient les fâcheuses plaisanteries que ce nom de *Juif* pouvait inspirer à la mauvaise presse... Ce n'est donc qu'en désespoir de cause et faute d'avoir trouvé ailleurs des hommes d'assez bon goût pour offrir cent mille francs du *Juif Errant*, que M. Sue s'est résigné, par pis-aller, à demander au *Constitutionnel* un asile pour son éternel voyageur. Qu'y faire ? M. Véron est le seul qui ait eu l'esprit de mettre le prix à ce trésor; il a donc bien fallu écrire le *Juif Errant* dans les idées du *Constitutionnel*, et en faire un partisan déclaré de M. Thiers et de M. Cousin.

« Voilà l'historiette, je vous la livre pour ce qu'elle vaut[2],

1. *Chroniques parisiennes*, p. 263. — Lettre du 6 octobre 1844.

2. Alfred Nettement mettait ici en note : « Est-il nécessaire de dire que nous n'ajoutons aucune foi à ce petit conte que nous attribuons à l'imagination officieuse des personnes qui ont voulu atténuer les torts du *Juif Errant*. »

en vous priant de remarquer cependant qu'avec cette belle explication, c'est la *Gazette* qui se trouve avoir la responsabilité du *Juif Errant*, ce qui ne l'empêchera pas sans doute d'accepter aussi la responsabilité de mes critiques sans aucune espèce de remords [1]. »

La lettre par laquelle Eugène Sue protesta contre l'*historiette*, est très courtoise, très digne, et lui fait vraiment honneur. Il écrivit à Alfred Nettement :

« MONSIEUR,

« Malgré la vivacité, la sévérité de votre critique, j'y ai toujours vu un caractère de loyauté généreuse. Permettez-moi donc d'espérer que vous reconnaîtrez l'invraisemblance, l'impossibilité du fait que vous signalez, du bruit qui aurait couru, et d'après lequel *j'aurais proposé le Juif Errant à la Gazette de France.* Je connais et j'estime trop la rigidité des principes politiques et religieux de M. de Genoude pour avoir songé à lui demander l'insertion d'une œuvre complètement opposée à ses doctrines. Mais par cela même, Monsieur, que je rends un juste hommage aux convictions de M. de Genoude, je suis, je le crois, en droit d'attendre que les miennes (bonnes ou mauvaises, je les abandonne absolument à la critique) soient aussi regardées comme sincères, ce qui, à mon grand regret, ne serait pas, si, ainsi que vous semblez le dire, Monsieur, vous me croyiez capable d'avoir successivement modifié l'esprit de mon œuvre en la soumettant à toutes les nuances politiques et religieuses qui séparent la *Gazette* du *Constitutionnel*, en passant par la *Quotidienne*, etc. Encore une fois, Monsieur, personne plus que moi n'est pénétré des devoirs de la critique ; personne plus que moi ne la veut large et indépendante. Je sais combien mes livres prêtent à vos accusations sous le rapport du style, de l'art, de la composition. J'admets parfaitement que l'on attaque les idées sociales que j'émets ; mais ce qu'il me serait pénible de voir mettre en doute par un homme de votre fran-

1. *Gazette de France*, du 8 novembre 1844.

chise et de votre caractère, Monsieur, ce serait la sincérité de mes convictions. Peut-être, du reste, Monsieur, ai-je mal interprété vos paroles ; en ce cas, excusez l'importunité de cette lettre.

« Un mot encore, Monsieur. Ne voyez dans ceci, je vous en prie, aucune idée de *réclamation publique*. Cette lettre est absolument *confidentielle*. C'est à vous seul que je l'adresse, Monsieur, parce que j'ai une profonde estime pour votre caractère.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« Eugène SUE. »

Ces premiers articles d'Alfred Nettement sur le livre d'Eugène Sue obtinrent un résultat dont on chercherait peut-être vainement un autre exemple dans les annales de la critique.

On sait quel est le sujet du *Juif Errant*.

Sous Louis XIV, aux environs de 1680, un protestant, M. de Rennepont, se fit catholique ; mais sa conversion, paraît-il, n'était point parfaitement sincère. Les Jésuites ne s'y trompèrent pas ; ils le dénoncèrent et obtinrent d'être envoyés en possession de ses biens. M. de Rennepont avait pu cependant mettre à l'abri une somme de 150.000 francs, au sujet de laquelle, par un testament en date du 13 février 1682, il prit les dispositions suivantes. Le capital et les intérêts devaient s'accumuler d'année en année, à partir de l'année 1683, jusqu'au 13 février 1832. Les 212 millions produits, à cette date, par la puissance des intérêts composés, seraient distribués à celui ou à ceux de ses héritiers qui, le 13 février 1832, ni la veille ni le lendemain, mais dans cette journée même, se présen-

teraient au n° 3 de la rue Saint-François, à Paris, où se ferait l'ouverture du testament.

En 1832, les héritiers Rennepont sont au nombre de six: par la descendance maternelle, Rose et Blanche Simon, filles d'un maréchal de l'Empire, qui a gagné son bâton et son titre de duc sur le champ de bataille de Ligny; François Hardy, manufacturier au Plessis, près Paris, et le prince Djalma, fils de Kadja-Sing, roi de Mondi; — par la descendance paternelle, le sieur Jacques Rennepont, dit *Couche-Tout-Nu*, artisan débauché et ivrogne; Adrienne de Cardoville, fille du comte de Rennepont, duc de Cardoville, et Gabriel Rennepont, prêtre des Missions-Etrangères.

Il y a un héritage, il y a des héritiers pour le recueillir; tout s'arrange donc à merveille. Sans doute, tout irait à souhait sans les Jésuites. Leur général, celui de 1682, n'a pas manqué, on le pense bien, de recommander en mourant à tous les membres de son ordre, à ceux qui vivent et à leurs successeurs jusqu'en 1832, de « surveiller *furieusement* la famille Rennepont et de rentrer *per fas aut nefas* dans le bien qui a été traîtreusement dérobé à la Société. »

La recommandation du P. de Noyelle[1] a été fidèlement suivie. Il est bien arrivé aux Jésuites, de 1682 à 1832, quelques aventures qui auraient pu leur faire oublier cette affaire. Ils ont été exclus, pendant le dix-huitième siècle, du Portugal, de l'Espagne et de la France; ils ont même été supprimés en 1773 par un bref de Clément XIV. Mais ils ne sont pas gens, on le sait de reste, à se troubler

1. Le P. Ch. de Noyelle, général de l'ordre des Jésuites de 1682 à 1697.

pour si peu. Pas un seul jour, ils n'ont perdu la trace des héritiers Rennepont, si bien qu'au 1er janvier 1832, la Compagnie de Jésus, grâce à ses merveilleux registres, sait exactement où se trouvent tous les personnages qui doivent se rencontrer rue Saint-François, le 13 février.

Des six héritiers, l'un, Gabriel Rennepont, le missionnaire, est en Amérique, dans les montagnes Rocheuses. Celui-là, on l'a enrôlé en temps utile dans la Compagnie, et on lui a fait faire, à son entrée dans l'ordre, une donation générale et spéciale de ses biens présents et à venir. On veille sur lui, et il sera de retour le 13 février. Les cinq autres sont en Sibérie, dans l'Inde ou à Paris, mais la Société a les yeux sur eux, et sans doute il ne lui sera pas malaisé de les empêcher d'être, à la date fatale, au rendez-vous marqué. Les Jésuites ont gagné des parties plus difficiles.

Les choses iraient toutes seules, s'ils n'étaient gênés que par le gouvernement et la magistrature, par la police et les gendarmes. Ils n'ont pas à les craindre, puisque ce sont eux qui les font marcher. Mais voilà qu'ils trouvent devant eux un adversaire bien autrement redoutable, et celui-là, certes, bien inattendu.

Le Juif Errant, qu'ils n'avaient jamais fait entrer dans leurs calculs (on ne peut pas penser à tout), avait eu une sœur, objet de sa plus tendre affection. Cette sœur, honnêtement mariée, avait laissé des descendants, et le Rennepont de 1682 était son héritier direct. Les Rennepont de 1832 sont donc les arrière-petits-neveux du Juif Errant, et celui-ci leur doit de les défendre. C'est un devoir auquel il ne manque pas. Seulement, comme il sait avoir affaire à forte partie, il se fait assister par une de ses bonnes amies,

Salomé, fille d'Hérodiade, celle qui se fit apporter sur un plat d'argent la tête de Jean-Baptiste, et qui, elle aussi, est condamnée, comme Ahasvérus, à marcher jusqu'à la fin du monde.

Ahasvérus et la fille d'Hérodiade n'épargnent ni leurs soins ni leurs pas, — et on comprend que les pas ne leur coûtent guère, — pour détruire l'effet des machinations des Jésuites. Le roman, dans ses quatre premiers volumes, est donc tout simplement le récit d'une partie d'échecs, que le Juif Errant, avec Salomé pour partenaire, joue, sous le ministère de M. Casimir-Perier, contre la Compagnie de Jésus, représentée, à Paris, par l'abbé marquis d'Aigrigny et l'abbé Rodin.

Quand finit le quatrième volume, la partie semble perdue pour les Jésuites. Ils n'ont commis que des maladresses ; ils ont joué comme des enfants, ou, pour dire le vrai mot, comme des *innocents*.

Eugène Sue les représente, en toute rencontre, comme des hommes doués d'un pouvoir formidable et d'une infernale habileté, d'autant plus redoutables que rien ne les arrête, non pas même le crime, dès qu'il s'agit d'assurer à la Compagnie un avantage politique ou pécuniaire, d'une certaine importance. Or, il s'agit ici d'une affaire colossale, d'une fortune immense, telle, qu'elle sera entre leurs mains un instrument de domination comme ils n'en ont jamais possédé. Si donc les Jésuites sont tels que les dépeint le romancier, les filles du maréchal Simon et le prince Djalma, qui ont des milliers de lieues à faire et des contrées désertes à traverser pour se rendre en France, n'y arriveront jamais. A Paris même, Couche-Tout-Nu sera assommé, dans un des bouges qu'il fréquente, par les

malfaiteurs dont il fait sa compagnie et avec lesquels les Jésuites sont en rapports. Mademoiselle de Cardoville sera empoisonnée, s'il le faut, par le docteur Baleinier ou par une des espionnes que la Société entretient autour d'elle. Plus aisément encore se défera-t-on de François Hardy, le manufacturier du Plessis. Rien de tout cela n'a lieu. Ces hommes si forts, si peu gênés par leur conscience, ne trouvent pas autre chose, pour empêcher les filles du maréchal de venir en France, que de faire dévorer un vieux cheval blanc par une panthère noire. Pour se débarrasser du prince Djalma, ils n'imaginent rien de mieux que de lui faire tatouer sur le bras le nom de la déesse Bohwanie. Ils emploieront des moyens de même force pour écarter mademoiselle de Cardoville, François Hardy et Couche-Tout-Nu. Selon le mot d'Alfred Nettement, ils s'amuseront à créer des embarras de voitures dans les rues, pour arrêter des gens qui peuvent leur enlever 212 millions.

Alfred Nettement fit ressortir, avec une force singulière, dans ses premiers feuilletons, la contradiction qui existait entre la manière dont Eugène Sue peignait les Jésuites, et la manière dont il les faisait agir. « Que tout soit permis contre les Jésuites, disait-il, à la bonne heure ! Mais, tout Jésuites qu'ils soient, ils ne peuvent être à la fois habiles et maladroits, puissants et impuissants, audacieux et timides. Il peut sans doute être consolant pour le *Constitutionnel* de leur prêter ainsi des vices et des défauts contraires ; mais cette contradiction est choquante, et c'est une faute grave contre l'art, qui demande de la conséquence, de la suite et de la concordance dans les caractères comme dans les faits. Pour qu'il y ait de la concordance, il faut que j'aie peur des Jésuites. Or, quand je les

vois si faibles, si timides, si impuissants, tranchons le mot, si bêtes, je ne les crains plus[1]. »

La critique portait si juste, qu'Eugène Sue lui-même marqua le coup. Et c'est ici que se place l'incident dont je disais tout à l'heure qu'il est peut-être unique dans les annales de la critique littéraire.

Eugène Sue était homme d'esprit. Il eut recours, pour se dégager, à un coup de quarte qui ne manquait pas d'habileté. C'était l'abbé marquis d'Aigrigny qui avait dirigé toute la campagne contre les héritiers Rennepont. Le romancier en fit le bouc émissaire chargé de tous les péchés qu'il avait lui-même commis, de toutes les fautes contre l'art signalées par Alfred Nettement. Il chassa le malheureux abbé de son roman, non sans lui avoir auparavant fait entendre, par la bouche de Rodin, les vérités les plus désagréables. Rodin, qui a lu les feuilletons de la *Gazette de France*, se sert, pour confondre son maître, des arguments et, au besoin, des expressions mêmes d'Alfred Nettement. L'abbé marquis n'a, selon Rodin, commis que des fautes : « Quelle pauvreté d'invention ! Quelle grossièreté dans les moyens employés ! Faut-il donc des « prodiges d'habileté pour enfermer quelqu'un dans une « chambre et fermer la porte à double tour ? Non. Eh « bien, avez-vous fait autre chose ? Les filles du maréchal « Simon ? à Leipsick, emprisonnées ; à Paris, enfermées « au couvent ! Adrienne de Cardoville ? enfermée ! Couche-Tout-Nu ? en prison ! Djalma ? un narcotique !... « Quant à vos autres procédés... allons donc ! mauvais, « incertains, dangereux... Ce n'est plus une lutte d'hom-

1. *Gazette de France*, du 13 novembre 1844.

« mes fins, habiles, opiniâtres, voyant dans l'ombre où « ils marchent toujours... C'est un combat de crocheteurs « au grand soleil... Pour plus de mystère, c'est la garde, « c'est le commissaire de police, ce sont des geôliers que « vous prenez pour complices... Mais *cela fait pitié*, « Monsieur[1]. »

C'était précisément ce qu'Alfred Nettement avait dit à l'auteur. Le romancier donnait donc raison à son critique; seulement, pour sauver les apparences, il criait haro sur le pauvre abbé d'Aigrigny. Ainsi fait l'écolier qui, se voyant en faute, cherche à tout rejeter sur son voisin. Dans les volumes qui suivront, Rodin, succédant à l'abbé marquis, reprendra la campagne manquée et se servira de moyens d'un autre ordre. Nous verrons tout à l'heure s'il a mieux réussi.

Le succès de cette première série de feuilletons sur le *Juif Errant* avait été très vif. Il parut à l'auteur qu'il les pouvait réunir à ceux qu'il avait publiés, en 1843 et 1844, sur les *Mystères de Paris*, et en 1841 sur le roman en cour d'assises, à l'occasion du procès de madame Lafarge, et sur les *Mémoires du Diable*, de Frédéric Soulié[2]. Le tout forma un volume, auquel il donna pour titre : *Études critiques sur le Feuilleton-Roman*[3].

En adressant au comte de Chambord un exemplaire de son livre, Alfred Nettement lui écrivait :

« Monseigneur,

« Je sais que Votre Altesse Royale ne reste indifférente à au-

1. Le *Juif Errant*.
2. Voir ci-dessus le chapitre IX, p. 218.
3. Un volume in-8°, librairie de Perrodil, éditeur, 241, place du Palais-Royal. Avril 1845.

cun des efforts qui sont tentés dans l'intérêt de la cause du vrai et du bien, quelle que soit d'ailleurs la forme sous laquelle ces efforts se présentent; c'est ce qui m'a encouragé à lui faire hommage des *Etudes critiques sur le feuilleton-roman*. Sans parler de la relation intime qui existe, comme j'ai essayé de le faire voir dans l'introduction de cet ouvrage, entre la corruption littéraire et la corruption politique, tout ce que j'ai vu et tout ce qu'on raconte ne me permet point de douter que Votre Altesse Royale ne soit vivement touchée de la dégradation de cette magnifique langue et de cette grande littérature qui fut une des gloires du règne de son aïeul Louis XIV, à tel point qu'on ne saurait dire si cette époque fut plus honorée par les victoires de Condé et de Turenne que par les travaux de Bossuet, de Corneille, de Racine et de Boileau. Cette considération vous fera peut-être accepter avec quelque indulgence cet ouvrage, où les traditions du grand siècle sont défendues, et Monseigneur me permettra de saisir cette occasion de lui renouveler l'expression d'un dévouement d'autant plus sincère qu'il se confond dans le cœur de celui qui le lui exprime avec l'amour qu'il porte à la France. »

A cette lettre, le prince répondit, de Goritz, le 15 avril 1845 :

« Goritz, le 15 avril 1845.

« Je viens de recevoir, Monsieur, vos *Etudes critiques sur le feuilleton-roman*. Les extraits qu'en ont publiés les journaux m'avaient inspiré le désir de connaître dans son ensemble ce remarquable travail, et je vous remercie de me l'avoir envoyé. Vous avez consacré votre beau talent à la défense des saines doctrines, et vous remplissez dignement la noble mission que votre zèle vous a imposée. J'aime qu'un homme tel que vous rappelle à la France tout ce qu'elle doit de véritable gloire aux génies si élevés et si purs qui ont tant contribué à illustrer le siècle de Louis XIV.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de mon estime et de mon affection.

« HENRI. »

IV

Cependant, le *Juif Errant* avait repris sa marche, un instant suspendue. L'auteur des *Etudes critiques* n'avait pas, lui non plus, le droit de s'arrêter en chemin. N'avait-il pas, d'ailleurs, accepté contre M. Sue une gageure littéraire et ne lui fallait-il pas la soutenir jusqu'au bout ?

Par un revirement subit et imprévu, comme ces généraux qui sentent qu'ils ont fait une fausse manœuvre, le romancier avait opéré un changement de front sous le feu de l'ennemi. Il s'était flatté de déconcerter la critique, il avait cru lui donner tort en se rangeant à son avis, et il avait alors abaissé le brillant abbé d'Aigrigny, autant qu'il l'avait d'abord élevé, il avait élevé le hideux Rodin, autant qu'il l'avait autrefois abaissé. A ce moment, le critique de la *Gazette de France* avait loyalement averti M. Sue. « Prenez garde ! lui disait-il, vous vous posez à vous-même un problème que vous ne résoudrez pas aisément. » Le programme de Rodin, en effet, au moment où il ouvrait la seconde campagne de cette nouvelle *guerre de succession*, était celui-ci : substituer l'emploi des moyens moraux à l'emploi des moyens matériels ; parvenir à mettre les Jésuites en possession de l'héritage Rennepont, en agissant uniquement sur les passions des adversaires de la Société de Jésus.

Ce programme, Rodin, même avec l'aide de M. Sue, fut impuissant à le réaliser. Alfred Nettement n'eut pas de peine à le faire voir.

Rodin s'est engagé à ne jamais recourir à ces moyens matériels et brutaux qui ont si mal réussi à l'abbé d'Aigrigny, et qu'il tient pour misérables et absurdes, pour puérils et révoltants. Son action sera toute morale; il emploiera seulement « les ressources d'anéantissement général ou partiel que peut offrir le jeu des passions humaines, habilement combinées, opposées, contrariées, surexcitées. » Or voici comment il tient sa promesse.

Il fait incendier la fabrique de M. Hardy — ce qui ne laisse pas d'être assez brutal — et, pour hâter la mort du malheureux fabricant, que cet incendie a réduit au dernier degré du désespoir, il lui fait administrer par le docteur Baleinier des doses immodérées d'opium, — ce qui n'est pas précisément un moyen moral.

Il attache à la personne de Couche-Tout-Nu Morok, le dompteur de bêtes, qui, après l'avoir épuisé par des débauches continuelles, le tue dans « un duel au cognac », c'est-à-dire en le défiant de boire une bouteille d'eau-de-vie d'un seul coup.

Il arrange les choses de façon à amener un autre duel — à l'épée celui-là — entre le maréchal Simon et l'abbé marquis d'Aigrigny, qui a été soldat, bretteur et coureur de filles, avant d'être Jésuite. Il les enferme à clef tous les deux, revient seulement lorsque les deux adversaires, après s'être entre-percés, ont perdu la parole et le mouvement et ne les quitte que lorsqu'ils sont morts.

Faringhea *l'étrangleur* est, à ce titre, dévoué corps et âme aux Jésuites. Rodin le charge de jouer auprès du

prince Djalma le rôle du lieutenant Iago auprès d'Othello. L'étrangleur persuade au prince qu'il est trompé par Adrienne de Cardoville, lui remet un poignard et un flacon de poison, et l'introduit dans une chambre obscure, remplie par une vapeur qui s'exhale d'une plante exhilarante de l'Inde et qui le jette dans une ivresse pleine d'hallucinations. A travers le double nuage produit devant ses yeux par la vapeur et dans sa tête par l'ivresse, Djalma voit paraître une femme qui a les cheveux de la même couleur que ceux d'Adrienne et une mante semblable à la sienne; elle est suivie bientôt d'un ami de Mlle de Cardoville, Agricol Dagobert, envoyé là, comme la femme, par Rodin. L'Othello indien tue la fausse Adrienne, blesse Agricol, se précipite à l'hôtel de Cardoville et s'y empoisonne. Survient Adrienne, qui, naturellement, boit le reste du poison. Moyens moraux ! moyens moraux !!

Restent Rose et Blanche, les deux filles du maréchal Simon. C'est avec elles surtout que Rodin est bien décidé à n'employer qu'un moyen purement moral. Leur gouvernante, frappée d'une attaque de choléra, vient d'être transportée dans un hospice. Il leur dépêche aussitôt la princesse de Saint-Dizier — jésuitesse parce que princesse, comme Faringhea est jésuite parce qu'étrangleur. La princesse insinue aux deux jeunes filles que leur devoir est d'aller soigner la malade. Elles n'hésitent pas un instant. Bien entendu qu'en se rendant à l'hospice, elles sont atteintes toutes les deux du choléra, et qu'elles en meurent.

Voilà donc, grâce à l'emploi de moyens qui n'ont rien de matériel, on le voit, et qui sont, au contraire, éminemment moraux, voilà tous les héritiers Rennepont hors de

combat — Gabriel excepté; mais celui-là, les Jésuites n'ont pas intérêt à le tuer; au contraire. Il paraît cependant que ces meurtres variés n'ont pas suffisamment déblayé la scène. Tel est du moins l'avis de M. Sue, qui se charge d'ajouter, pour son compte personnel, quelques tueries aux tueries de Rodin. Il fait mordre par ses molosses le dompteur Morok, qui meurt enragé; il fait dévorer Goliath, le *socius* de Morok, par la multitude hurlante qui assiège le parvis Notre-Dame au temps du choléra; il fait précipiter par les croisées la reine Bacchanal, l'amie de Couche-Tout-Nu; il fait tuer par la Ciboule, dans l'incendie de la fabrique de M. Hardy, le père du maréchal Simon. Quant à Rodin, c'est encore M. Sue qui se charge de lui régler son compte.

Le 13 février 1832, au moment où, dans la maison de la rue Saint-François, l'abbé d'Aigrigny et Rodin allaient, faute des héritiers présents, autres que Gabriel, s'emparer de la cassette aux 212 milions, un coup de théâtre s'était produit. Salomé, entrée mystérieusement dans la salle, avait poussé un ressort, et tiré d'un tiroir secret un paquet scellé, qu'elle avait remis au notaire. C'était un codicille de M. de Rennepont qui ajournait au 1er juin 1832 le partage de la succession. — Donc, le 1er juin, Rodin se dispose à se rendre au n° 3 de la rue Saint-François, et cette fois il est bien tranquille : aucun Rennepont ne s'y trouvera. Le saint homme commence sa journée en célébrant une messe d'actions de grâces. Faringhea, qui s'est décidément fait affilier à la Compagnie de Jésus, se trouve, lui aussi, dans la chapelle et, à la sortie, sur un ordre venu la veille de Rome, il empoisonne Rodin en lui donnant de l'eau bénite. Les effets du poison ne se font pas immé-

diatement sentir, et l'ancien *socius* de l'abbé d'Aigrigny gagne sans trop de peine la maison de la rue Saint-François, où le gardien, le juif Samuel, un homme qui prend de temps à autre sa place au théâtre de la Porte-Saint-Martin, et qui a vu jouer *Lucrèce Borgia*, lui a menagé ce qu'on appelle, en style de mélodrame, un tableau.

Six cercueils, contenant Couche-Tout-Nu, M. Hardy, Rose et Blanche, Adrienne de Cardoville et Djalma, s'offrent aux regards du jésuite, qui ne s'en émeut pas autrement : il se borne à faire remarquer que ces six cadavres le dispensent d'avoir à produire les extraits mortuaires des six cohéritiers de Gabriel. Samuel s'incline et compte alors, sous les yeux de Rodin, les valeurs successorales, presque toutes en papier : tant en billets de la Banque de France, tant en annuités de la ville de Paris. Rodin cependant éprouve des troubles étranges, qu'il attribue à l'enivrement du succès, à la vue de ces 212 millions qui ne peuvent plus lui échapper. Il va les saisir, quand le malin juif, qui a reçu à cet effet, de Gabriel, des ordres formels, met le feu aux papiers. Rodin, devant cet incendie de millions, se tord dans les convulsions du désespoir et dans les tortures du poison. Rodin mort, tout n'est pas encore fini. M. Sue, avant de déposer la plume, tue le Juif Errant et la Juive Errante, qui ne devaient pourtant, selon la légende, mourir qu'au Jugement dernier,

Et le combat finit faute de combattants.

V

De même qu'il avait consacré dix feuilletons à la première partie du *Juif Errant*, de même Alfred Nettement en consacra dix à la seconde [1], celle qui retrace la campagne de Rodin, après la campagne de l'abbé d'Aigrigny.

Cette seconde partie lui parut encore inférieure à la première. Le talent du romancier ne s'y montre plus que par de rares et rapides échappées, et elles deviennent de moins en moins fréquentes, à mesure qu'on approche de la fin. C'est une décadence continue qui aboutit enfin à une espèce de débâcle : on ne peut guère donner un autre nom à cet abatis de tous les personnages qui ont joué un rôle dans le roman, à cette exécution en masse que l'auteur a pris pour un dénoûment. L'auteur en a usé avec eux comme les enfants avec les jouets, qu'ils brisent quand ils ne savent pas s'en servir. Ce n'est pas par l'habileté de Rodin qu'ils meurent, c'est par l'inhabileté de M. Sue.

La question d'art, du reste, n'arrête pas longtemps Alfred Nettement. Eugène Sue, dans la seconde partie de son livre surtout, avait eu la prétention de faire une œuvre morale, religieuse et sociale. Son ambition n'allait à rien moins qu'à détruire l'Evangile et la morale des chrétiens. Comme on ne détruit que ce qu'on remplace, le romancier, sans se mettre autrement en frais d'imagination, prêchait à ses lecteurs la doctrine fouriériste.

1. Cette seconde série de feuilletons, commencée le 3 avril 1845, se termina le 15 septembre de la même année.

La beauté physique, la puissance matérielle, la satisfaction des sens, voilà, selon lui, le culte nouveau, le nouvel Évangile. C'est également à l'inventeur du phalanstère qu'il emprunte sa morale. Tout le monde est coupable d'une action, excepté celui qui la commet ; tout le monde est responsable des mauvaises actions, excepté celui qui s'y livre. L'homme du peuple, d'après Fourier et son disciple, est presque toujours fatalement débauché, fainéant, ivrogne ; la fille du peuple est fatalement amenée au vice par la misère et par la faim : la société n'a pas le droit de l'en blâmer, puisque c'est elle qui l'a réduite à cette extrémité. « On est robuste, on est vivace, écrit Eugène Sue... Dieu vous a faite belle, il vous a douée d'un caractère remuant, expansif, amoureux des plaisirs... Dieu n'a donc pas voulu que vous passiez votre jeunesse au fond d'une mansarde glacée, sans jamais voir le soleil, clouée sur votre chaise, travaillant sans cesse et sans espoir. La jeunesse n'a-t-elle pas besoin de plaisirs et de gaieté ?... On a cédé, il est vrai, mais à une nécessité *irrésistible* ».

L'auteur place ces enseignements dans la bouche de la Mayeux, cette jeune fille difforme dont il fait l'exemplaire de toutes les vertus, — et qui n'est restée vertueuse que parce qu'elle est difforme. Le roman d'Eugène Sue fournit ainsi à la faiblesse le prétexte qui lui manquait. Il aplanit la route du vice. Tandis que la corruption rôde sans cesse auprès de ces pauvres filles du peuple, protégées par leur seule honnêteté naturelle, par les bonnes pensées et les bons sentiments qui leur viennent de Dieu, il diminue l'ascendant du devoir qui les retient, et fortifie l'influence du penchant qui les entraîne.

Ce qu'il fait pour les femmes et pour les filles, il le fait

également pour les pères et pour les frères. Comme il a proclamé, pour les premières, le droit au plaisir, il réclame, pour les seconds, le droit au travail. Dans son système, ces deux droits sont corrélatifs et doivent recevoir, l'un et l'autre, leur complète satisfaction. La société a le devoir de donner au problème de l'organisation du travail une solution qui permette aux classes ouvrières, non plus seulement de « vivre aisément », mais de donner une libre expansion à toutes leurs facultés, à toutes leurs passions, à tous leurs désirs et à tous leurs besoins de jouissances.

Ainsi, d'un côté, dans le roman d'Eugène Sue, un tableau, singulièrement poussé au noir, des imperfections et des injustices de la société existante, une satire violente de ses vices et de ses abus ; — d'un autre côté, la peinture, séduisante comme une idylle, d'une société imaginaire, où l'immense besoin de bonheur qu'éprouve le cœur de l'homme sera satisfait. Rien n'était donc oublié de ce qui pouvait envenimer les haines, surexciter les espoirs, troubler les esprits et les cœurs, pousser les jeunes filles à la débauche, les jeunes hommes à l'émeute. Sans doute, le livre était mal fait, mélodramatique, vulgaire. Mais ces défauts, s'ils étaient pour déplaire à l'élite, n'étaient pas pour éloigner les lecteurs appartenant à la classe populaire. Alfred Nettement faisait œuvre de bon citoyen en signalant le danger moral et social d'une pareille publication. On lui reprochait de trop s'échauffer, d'accorder trop d'importance à une œuvre d'imagination, à un conte qui ne tenait pas debout. — Ce n'est rien, disait-on autour de lui, c'est un roman qui se noie. — Et Alfred Nettement répétait, avec une insistance prophétique : C'est un roman d'où sortira une révolution. — Moins de trois ans après,

la révolution de février lui donnait raison. Moins de cinq ans après, le 28 avril 1850, les électeurs socialistes de la Seine, les lecteurs du *Juif Errant*, envoyaient Eugène Sue à l'Assemblée législative et réunissaient sur son nom 128,074 suffrages.

VI

Un trône est trop étroit pour être partagé.

En 1845, cependant, Alexandre Dumas partageait avec Eugène Sue le trône du feuilleton-roman. Il publiait dans le *Journal des Débats*, avec un énorme succès, *le Comte de Monte-Cristo*. Il lui arrivait même de détenir à ce moment le record de la longueur. *Monte-Cristo* n'avait pas moins de dix-huit volumes, tandis que le *Juif Errant* — le pauvre ! — n'en avait que dix.

A la différence d'Eugène Sue, Alexandre Dumas n'a point de système ; il ne soutient pas de thèses dans ses romans, et de cela sans doute il convient de le louer. Il n'a point de haines, comme son rival, et ce n'est pas lui qu'on verra jamais couvrir la religion d'injures furieuses et d'invectives passionnées. Seulement, il ne manque guère de la sacrifier, quand l'occasion se présente, aux préjugés de ses lecteurs, et il ne lui déplaît pas alors de la livrer à leurs railleries. Ce n'est point une colère à la Caïphe, mais une indifférence et un égoïsme à la Pilate. Avant tout, il faut que Pilate prouve qu'il est l'ami de César ; avant tout, il faut que le livre ou le feuilleton d'Alexandre Dumas réussisse.

S'il n'est pas systématiquement irréligieux, il n'est pas non plus systématiquement immoral ; il ne laisse pas ce-

pendant d'avoir quelque complaisance pour les mauvaises mœurs. Et c'est pourquoi sans doute il choisit volontiers, pour servir de cadre à ses romans, le seizième et le dix-huitième siècle, la cour corrompue des derniers Valois et l'époque de la Régence.

Au tort de donner parfois place, dans ses tableaux, à la peinture de cette corruption qui pénètre dans le cœur par les sens, il joint celui de flatter cette corruption de l'esprit qui s'appelle l'orgueil. Il flatte outre mesure la puissance de la personnalité humaine. Les dix-huit volumes de *Monte-Cristo* sont consacrés à glorifier l'esprit et la volonté de l'homme mis au-dessus des règles qui doivent les contenir, au-dessus des lois et de la société même obligées de plier devant eux.

C'est un fait assez remarquable que nos romanciers les plus en renom aient ainsi, par trois fois, fait l'apothéose de la puissance individuelle, irrésistible, selon eux, du moment qu'elle a pour levier — non le génie, c'était bon pour Napoléon, — mais l'argent. Le Lugarto d'Eugène Sue dans *Mathilde*, son Rodolphe dans les *Mystères de Paris*, le comte de Monte-Cristo, d'Alexandre Dumas, dans le roman de ce nom, sont trois variétés du même type. Il se retrouve encore, à un certain degré, dans le *Juif Errant*; Rodin apparaît au lecteur comme un personnage de la même famille, puisque aussi bien il cherche à se donner, en conquérant les 212 millions de l'héritage Rennepont, ce tout-puissant levier de l'argent dont Rodolphe, Dantès et Lugarto se trouvent armés.

Les articles d'Alfred Nettement sur *Alexandre Dumas dans le roman-feuilleton* sont au nombre de huit, parus du 4 décembre 1845 au 24 février 1846. Quelques mois

auparavant, du 9 janvier au 24 février 1845, il avait publié, dans la *Gazette de France*, six lettres *aux Lecteurs des feuilletons-romans*. Il y étudiait l'influence du feuilleton-roman sur la famille. Ce n'est plus ici le critique littéraire qui tient la plume, c'est le moraliste, — un moraliste ingénieux et délicat, plein de bon sens et d'esprit. Certaines pages de ces Lettres de 1845 méritent de survivre aux circonstances qui les ont provoquées, aux romans, jadis fameux, qui en furent l'occasion. Au moment où elles parurent, ces pages ont fait du bien ; elles peuvent en faire encore. De combien de feuilletons en pourrait-on dire autant ?

En 1844, M. Michelet avait publié un livre intitulé : *Du Prêtre, de la Femme et de la Famille.* L'ouvrage du célèbre historien était en réalité un roman, — le roman de la confession. Alfred Nettement lui avait consacré une de ses Etudes critiques. Il lui parut avec raison que cette Etude pouvait prendre place, avec ses Lettres *aux Lecteurs des feuilletons-romans*, à côté de ses articles sur la seconde partie du *Juif Errant* et sur *le Comte de Monte-Cristo*. Réunissant ces divers travaux, il en forma un volume — le deuxième des *Etudes critiques sur le Feuilleton-Roman* — qui parut au mois d'avril 1846.

VII

Entre la première et la deuxième série des *Etudes critiques*, Alfred Nettement avait publié deux autres volumes, *Henri de France ou Histoire des Bourbons de la branche aînée pendant quinze ans d'exil (1830-1845* [1]*)*. On a dit

1. Deux volumes in-8°, de Signy et Dubey, éditeurs, 25, rue Guénégaud. 1845.

que le bonheur n'avait pas d'histoire, et cela n'est point tout à fait exact. Ce qui est plus vrai, c'est que le malheur et l'exil ne trouvent point d'historien. Mais Alfred Nettement, nous le savons de reste, n'était point de ceux qui « vaguent le train commun. » L'infortune l'attirait; il allait à la défaite aussi naturellement que les autres vont au succès et à la victoire.

Retracer les destinées des Bourbons depuis le jour où ils avaient quitté le port de Cherbourg, *emportant avec eux*, selon le mot de Balzac, *la fortune de la France ;* faire vivre les princes exilés devant leurs amis et leurs ennemis, — vivre et mourir, hélas ! car, sur les trois générations royales sorties de France en 1830, deux déjà dormaient dans les caveaux des Franciscains de Goritz ; faire grandir Henri de France devant son pays, le montrer enfant, adolescent, puis homme ; initier les royalistes à toutes les émotions, à toutes les douleurs, à tous les deuils des proscrits, et aussi aux joies trop rares qui avaient éclairé parfois d'une lueur affaiblie les jours décolorés de l'exil ; conduire le lecteur à Lulworth, Holy-Rood, Prague, Goritz, Kirchberg, Froshdorf, ou encore dans le Midi et dans la Vendée, en 1832, et, plus tard, à Gratz et à Brunsée ; mettre la France à portée de suivre sur la terre étrangère ceux qui avaient vécu à l'étranger les yeux toujours fixés sur la France : telle était la tâche que l'auteur s'était marquée. Pour la remplir, il s'était entouré des documents les plus complets, des renseignements les plus sûrs, s'attachant, en toute rencontre, à être exact et véridique, se tenant partout en garde contre la plus excusable de toutes les flatteries, celle qui courtise, non le succès, mais le malheur.

L'*Histoire de quinze ans d'exil* est le complément de la *Vie de Marie-Thérèse de France* et des *Mémoires sur son* A. R. MADAME, *duchesse de Berry*. Ces trois ouvrages découlent de la même inspiration et ne se doivent pas séparer.

Walter Scott, dans ses *Puritains d'Ecosse*, célèbre à bon droit ce Robert Paterson, qui avait reçu de ses compatriotes le surnom d'*Old Mortality* (Vieillard de la mort ou Vieillard des tombeaux). « Durant une quarantaine d'années, dit-il, notre pieux enthousiaste régla ses courses de manière à visiter, chaque année, une partie des tombeaux des malheureux presbytériens, ses coreligionnaires... Ces tombes sont souvent éloignées de toute habitation humaine, et éparpillées dans les landes et les solitudes les plus sauvages. Partout où elles existaient, Robert Paterson ne manquait jamais de les visiter, lorsque sa tournée annuelle l'amenait dans leurs parages. Il nettoyait les dates funéraires de la mousse qui les avait envahies et rétablissait avec son ciseau les inscriptions à demi effacées. » Ainsi faisait Alfred Nettement. Il rétablissait, lui aussi, « les inscriptions à demi effacées ». Noble et pieuse tâche que pouvait seul se donner un homme de cœur.

La fin de l'année 1845 fut marquée, pour Alfred Nettement, par la publication d'un nouvel écrit, d'un petit volume ayant pour titre : LA PRESSE PARISIENNE[1]. *Tableaux contemporains*. Cette monographie de la presse était

1. LA PRESSE PARISIENNE. *Mœurs, mystères, intérêts, passions, caractères, luttes et variations des journaux de Paris. Tableaux contemporains.* — Un volume in-32. Aux bureaux de *la Lecture et la Censure* et chez Dentu, au Palais-Royal. Décembre 1845.

accompagnée de la *Revue politique et religieuse de l'année 1845*, d'une Lettre à *Madame la duchesse d'Orléans*[1] et d'une *Notice historique sur Louis-Antoine de France, duc d'Angoulême*[2].

Les morceaux dont se compose le volume sur *la Presse parisienne* avaient tous été publiés par une Revue fondée en 1841 sous ce titre : *La Lecture et la Censure*, et qui revêtait une double forme : *la Lecture*, paraissant le 1er de chaque mois, et *la Censure*, paraissant le 15. Elle avait pour directeurs le comte Lepelletier d'Aunay et le marquis de Méry de Montferrand, ancien magistrat, et pour rédacteur en chef M. Eugène Blanc[3]. Alfred Nettement y collaborait d'une façon assez active, sans que ce surcroît de besogne diminuât en rien sa double collaboration à la *Gazette de France* et à la *Mode*.

1. Cette lettre, écrite au mois d'août 1842, avait été publiée à cette époque par la revue *La Lecture*.

2. Le duc d'Angoulême était mort à Goritz, le 3 juin 1844.

3. Les bureaux de *la Lecture et la Censure* étaient rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 30.

CHAPITRE XIII

Études sur la Semaine Sainte. — Études critiques sur les Girondins.

LITTÉRATURE ET POLITIQUE MÊLÉES. — *Etudes sur la Semaine Sainte à l'usage des gens du monde.* — LES NOUVEAUX HISTORIENS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. M. DE LAMARTINE. *Etudes critiques sur les Girondins.* — LES CONSTITUANTS, LES GIRONDINS ET LES JACOBINS. *La Révolution*, DE M. TAINE. *Le Crocodile sacré.*

I

De 1846 à 1848, Alfred Nettement continua de donner, chaque semaine, à la *Gazette de France*, en même temps que son feuilleton de théâtre, un ou deux articles de critique littéraire, historique et religieuse. Je signalerai, parmi ses articles de cette époque, ceux qu'il consacra aux poésies de Robert Burns[1], aux romans de Jules Sandeau[2], aux *Voisins* de M[lle] Frédérika Bremer, la romancière suédoise[3]. En 1847, il retrouva une fois de plus M. Michelet, qui venait de publier le premier volume de son *Histoire de la Révolution*, et il n'eut pas de peine à montrer que, dans ce nouveau livre, pour éloquent qu'il fût, l'auteur avait

1. *Gazette de France* des 27 octobre, 2, 8, 20 et 29 novembre 1846.
2. *Gazette de France* des 11, 17, 25 et 27 juin 1846.
3. *Gazette de France* des 29 décembre 1846, 16 et 18 février 1847.

fait œuvre, non d'historien, mais de polémiste, de sectaire et d'homme de parti[1]. Le critique de la *Gazette de France* semble du reste, en ces dernières années de la monarchie de Juillet, s'attacher de préférence aux questions qui touchent à l'économie politique et sociale. C'est ainsi qu'il étudie, avec un soin particulier, la *Situation des classes laborieuses*[2], la question des *Enfants trouvés*[3], celle de l'*Origine et la Réparation du mal*[4], et qu'il a toute une suite d'articles, à l'occasion de l'ouvrage de MM. Mounier et Rubichon, sur l'*Economie politique de l'agriculture en France*[5].

A la même heure, il donne à *la Lecture* des *Etudes* sur la position et les devoirs respectifs du clergé, de l'aristocratie nobiliaire, de l'aristocratie terrienne et financière, des classes moyennes et des classes ouvrières, considérées dans leurs rapports mutuels.

Rédacteur en chef de *la Mode*, il ne cesse, pendant ces deux années 1846-1847, de faire au gouvernement du roi Louis-Philippe une guerre implacable. Pas un seul jour il ne désarme, non pas même quand Louis-Philippe et M. Guizot — ce qui leur arrivait bien quelquefois — font de la bonne politique. Aussi bien, en ce temps-là, à droite comme à gauche, on ne connaissait guère, en fait d'opposition, que l'opposition systématique[6].

1. *Gazette de France* des 9 et 13 avril 1847.
2. *Gazette de France* des 17 avril, 30 et 31 mai 1847.
3. *Gazette de France* des 20 et 26 septembre 1847.
4. *Gazette de France* des 26 octobre et 31 décembre 1847.
5. Cinq articles. Septembre et octobre 1846.
6. Voy., sur cette question de l'opposition systématique, Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. IV, p. 289, et Cormenin, *Livre des Orateurs*, t. I, p. 64.

On ne peut pas être toujours sur la brèche, besoin est parfois, entre deux assauts, de reprendre haleine, de mettre entre deux combats un intervalle de repos.

Dans la pensée d'Alfred Nettement, la religion et la monarchie étaient deux choses inséparables, *res indissociabiles*. Volontiers il eût signé des deux mains ce que Balzac venait d'écrire dans l'*Avant-Propos* de sa *Comédie Humaine* : « Le Catholicisme et la Royauté sont deux principes jumeaux... J'écris à la lueur de ces deux vérités éternelles : la Religion, la Monarchie, deux nécessités que les événements contemporains proclament, et vers lesquelles tout écrivain de bon sens doit essayer de ramener notre pays. » Il avait traduit les *Conférences* du docteur Wiseman. Ses Etudes sur le Dr Strauss et la *Vie de Jésus,* d'autres articles encore, en grand nombre, avaient été des essais d'apologétique. Ses lecteurs habituels n'eurent donc pas lieu d'être surpris, lorsqu'il publia, au mois de décembre 1847, ses *Etudes sur la Semaine Sainte à l'usage des gens du monde*[1].

Le Carême. — Dimanche des Rameaux. — Lundi Saint. — Mardi Saint. — Mercredi Saint. — Jeudi Saint. — Vendredi Saint. — Samedi Saint. — Pâques. — Conclusion : *Influence morale des cérémonies de la Semaine Sainte :* telles sont les divisions de ce petit volume. C'est un livre de foi et de piété, d'où la polémique est bannie ; où la politique, cette fois, n'a pas eu accès.

Dans ces romans de chevalerie que le critique de la *Gazette de France* préférait, je le crois bien, aux romans-

1. volume in-32 de 204 pages. Julien Lanier et Cie, éditeurs, rue de Bussy, 6.

feuilletons, on rencontre quelquefois, en un coin de forêt ou de paysage, un chevalier se reposant à l'ombre, près d'une source, entr'ouvrant sa visière et son casque, et déposant sur l'herbe son épée. Le guerrier puise un peu d'eau dans le creux de sa main et la porte à ses lèvres. Ainsi venait de faire Alfred Nettement. Comme le chevalier du vieux temps, il s'était désaltéré au clair ruisseau, à la source vive de la piété et de l'amour, prêt d'ailleurs à se relever pour un nouveau combat. Celui qu'il va livrer montrera bien qu'il ne recule pas devant les entreprises les plus difficiles. L'adversaire auquel il va s'attaquer cette fois ne sera rien moins qu'un des écrivains les plus illustres du siècle, M. de Lamartine lui-même.

Les *Etudes sur la Semaine Sainte* avaient paru à la fin de 1847. Le 15 janvier 1848, paraissaient les *Etudes critiques sur les Girondins.*

II

Jusqu'aux dernières années de la monarchie de Juillet, les livres de MM. Thiers et Mignet[1] avaient été en possession de former les idées de la plus grande partie des générations nouvelles sur la Révolution française. Ces deux historiens n'avaient pas été sans déplorer les crimes et les malheurs de cette terrible époque, mais ils en avaient diminué l'horreur, en les représentant comme les conséquences inévitables d'une situation plus forte que les

1. L'*Histoire de la Révolution*, de M. Thiers, avait paru de 1823 à 1827 ; celle de M. Mignet fut publiée au printemps de 1824.

hommes. Ils avaient ouvert la voie ; d'autres allaient venir qui iraient plus loin qu'eux.

En 1847, la France s'ennuyait ; les esprits, fatigués du présent et avides d'avenir, aspiraient à sortir du cercle des faits et des idées où ils étaient enfermés. C'est à ce moment que se présentèrent, pour achever l'œuvre commencée par MM. Mignet et Thiers, trois écrivains différents d'origine, inégaux en talent, mais célèbres à divers titres, MM. de Lamartine, Louis Blanc et Michelet[1]. Cette fois, il ne s'agissait plus seulement, comme l'avaient fait les chefs de l'école fataliste, d'excuser et d'expliquer les hommes, les événements, les idées des plus mauvais jours de la Révolution ; il ne s'agissait de rien moins que de la réhabilitation systématique et de l'apothéose romanesque des exterminateurs de 93. Les ouvrages de MM. Thiers et Mignet avaient préparé la déchéance de la royauté légitime, l'avènement d'une royauté nouvelle, le triomphe de la bourgeoisie. Les nouveaux historiens estimaient l'heure venue de faire faire à la Révolution une dernière étape. Ils voulaient substituer à la royauté instituée, à la pairie viagère, à la chambre élue par des électeurs censitaires, le gouvernement de la démocratie, l'avènement pur et simple de la souveraineté populaire, la République. Mais la République ne pouvait passer que si l'horreur et la ter-

1. Louis Blanc publia le premier volume de son *Histoire de la Révolution* le 6 février, et le second le 31 octobre 1847 ; l'ouvrage, qui ne comprend pas moins de douze volumes, ne sera complet qu'en 1862. — Les deux premiers volumes de Michelet parurent le 13 février et le 20 novembre 1847 ; l'ensemble de l'ouvrage, comprenant sept volumes, fut terminé en 1853. La publication des huit volumes de l'*Histoire des Girondins*, de Lamartine, eut lieu de mars à juillet 1847.

reur que ce nom excitait depuis 1793, et qui l'avaient empêchée en 1830, étaient diminuées. Besoin était donc de faire tomber l'obstacle qui l'avait arrêtée dix-sept ans auparavant; c'est à le faire disparaître que s'employèrent MM. de Lamartine, Louis Blanc et Michelet.

Les deux premiers volumes de l'*Histoire des Girondins* avaient paru le 20 mars 1847; moins de trois mois après, paraissait le huitième et dernier. Le succès fut prodigieux; il est resté le plus grand que le siècle ait connu[1]. Deux causes suffisaient à l'expliquer : l'intérêt du sujet et le génie de l'écrivain. Les récits de Lamartine allaient d'avril 1791 à juillet 1794, de la mort de Mirabeau à l'exécution de Robespierre. Jamais, en un si petit nombre d'années, ne furent réunis des événements aussi tragiques; jamais ne s'étaient à ce point accumulées de si douloureuses catastrophes. Et il se trouvait que, pour les faire revivre, s'était rencontré un merveilleux artiste, à la fois grand poète et grand prosateur. Jamais peintre n'avait déployé sur une toile des couleurs plus éclatantes. Ces deuils, ces larmes, ces grandes funérailles, le poète les avait traduits en un magnifique langage. Il y avait, dans ces pages, de quoi séduire, et l'élite des lecteurs, et la foule elle-même, incapables, d'ailleurs, de discerner les erreurs sans nombre dont le livre était plein. Selon le très juste jugement d'un

1. Le soir même du jour où les deux premiers volumes furent lancés, Lamartine écrivait à un ami : « J'ai joué ma fortune, ma renommée littéraire et mon avenir politique sur une carte, cette nuit. J'ai gagné. Les éditeurs m'ont écrit, à minuit, que jamais, en librairie, que jamais un succès pareil n'avait été vu... c'est surtout le peuple qui m'aime et qui m'achète... J'ai vu des prodiges de passion pour les *Girondins*... Des femmes les plus élégantes ont passé la nuit pour attendre leur exemplaire. C'est un incendie. »

contemporain [1], « cette légende harmonieuse de la Terreur était surtout, et avant tout, une attaque à l'imagination populaire. » Le danger par suite était considérable. Il fallait essayer de le conjurer. Alfred Nettement estima que ce serait trop peu, en cette occasion, de quelques articles de journaux. A cette épopée révolutionnaire, à cet ouvrage entre l'histoire et le roman, entre la vérité et la fable, il fallait répondre par un autre livre, qui serait, celui-là, un vrai livre d'histoire. Nettement écrivit ses *Etudes critiques sur les Girondins* [2].

On peut commettre deux sortes d'erreurs en histoire; des erreurs de faits et des erreurs d'appréciations sur les hommes et sur les choses. Les premières sont peut-être encore plus graves et plus dangereuses que les secondes, parce que le lecteur est presque toujours dans l'impossibilité de redresser les erreurs de faits, tandis qu'avec de la réflexion et du bon sens, il lui est souvent possible de rectifier les erreurs d'appréciations.

Le catalogue des erreurs de faits commises par l'auteur des *Girondins* ne remplit pas moins de 113 pages dans les *Etudes critiques*. Dans cette première partie de son livre, Nettement a rassemblé un grand nombre de lettres et de documents qui éclairent d'une manière nouvelle plusieurs points de détails de l'histoire de la Révolution.

Les appréciations de Lamartine portent sur la révolution française tout entière. C'est donc toute la Révolution, et non plus seulement les hommes de la Gironde, qu'Alfred Nettement aura à juger. Voici le plan qu'il a suivi. La

1. M. Desmousseaux de Givré, membre de la Chambre des députés.
2. Un volume in-8°. De Signy et Dubey, éditeurs, 25, rue Guénégaud. Janvier 1848.

Révolution française est un drame à quatre personnages principaux : les Constituants, qui allaient devenir les Constitutionnels, la Gironde, la Montagne, la Royauté. Les trois premiers personnages, soit simultanément, soit successivement, conduisent l'action du drame contre le quatrième. Le critique, ou plutôt l'historien, soumettra donc à un examen attentif l'action de ces quatre personnages historiques dans les différentes phases de la Révolution.

Il y avait, en 1789, de grandes et utiles réformes à faire, et le principe des assemblées nationales à consacrer définitivement, en rendant ces assemblées périodiques. Ni les deux premiers ordres de l'Etat, le Clergé et la Noblesse, n'étaient hostiles à ces réformes, ni le roi n'en était l'ennemi. Nul, au contraire, plus que ce dernier, n'était désireux de les voir s'accomplir. Seulement, comme cela était inévitable dans un temps où tout était remis en question et où l'on voulait résoudre tous les problèmes à la fois, les deux premiers ordres commirent des fautes, et ils donnèrent un aliment à la passion révolutionnaire. D'autre part, le défaut d'initiative chez Louis XVI et l'absence, chez ce prince, d'une volonté résolue, firent que la direction ne vint pas du côté où elle aurait dû venir. Cette direction que la Royauté ne prenait pas, l'Assemblée constituante voulut la prendre, mais pour l'exercer seule, dans le sens des idées exclusives et des passions qui l'agitaient.

L'erreur capitale des Constituants fut d'appliquer, dans l'ordre politique, les idées et les méthodes que Voltaire et Rousseau avaient inaugurées dans l'ordre philosophique. Ils voulurent tout régler dans les faits, d'après les principes de la raison pure. Ils proclamèrent la

souveraineté absolue de la raison, c'est-à-dire de leur raison. Ils entreprirent de constituer à nouveau la société française, en réalisant l'idéal qu'ils portaient dans leur esprit, sans tenir compte des principes qui, pendant tant de siècles, avaient été l'âme de ce grand corps. Ils puisèrent, en un mot, la raison de leur politique dans les abstractions de la philosophie, au lieu de la chercher dans l'histoire. C'est ainsi qu'ils furent conduits à déchirer les Cahiers, qui étaient à la fois la charte de leurs droits et celle de leurs devoirs [1], à substituer au droit national un prétendu droit rationnel, à réduire la royauté à n'être plus qu'un pouvoir délégué et subalterne, au lieu d'être un pouvoir fondamental et libre.

Tout cela, Nettement l'expose et le démontre avec une grande force de logique. Taine, à son tour, trente ans plus tard [2], fera la même démonstration, on sait avec quelle vigueur, avec quelle abondance de preuves ! Il dira des Constituants, presque dans les mêmes termes que l'auteur des *Etudes critiques sur les Girondins* : « C'est qu'ils ont une théorie, et qu'à leur avis cette théorie les dispense

1. Chateaubriand, dans un de ses discours sur la liberté de la presse, s'exprime ainsi au sujet des Cahiers de 89 : « Il existe, Messieurs, un monument précieux de la raison de la France ; ce sont les Cahiers des députés des trois ordres aux Etats-Généraux de la France en 1789. Ces cahiers forment un recueil de soixante-six volumes in-folio, dont l'impression serait bien à désirer pour l'honneur de notre pays. Là se trouvent consignés, avec une profonde connaissance des choses, tous les besoins de la France : de sorte que, si l'on avait exactement suivi les instructions des Cahiers, on aurait obtenu ce que nous avons acquis par la Révolution, moins les crimes des révolutionnaires. »

2. Le premier volume de *la Révolution*, par H. Taine, a paru en 1878.

des connaissances spéciales... Tout cela est arriéré; le temps de la *raison* est venu et l'Assemblée est trop éclairée pour se traîner dans la routine. Conformément aux habitudes du temps, elle procède *par déduction*, à la manière de Rousseau, *d'après une notion abstraite du droit de l'Etat* et du contrat social... Ils supposent que la société humaine n'existe pas et qu'ils *sont chargés de la faire, comme si rien d'antérieur n'avait existé.* Nulle hésitation : ils sont persuadés que la chose est facile, et qu'avec deux ou trois axiomes de philosophie politique le premier venu peut en venir à bout[1]. »

La Constituante avait été nommée pour concourir avec la royauté à établir la constitution. Infidèle à son mandat, elle fit une constitution à elle seule, non seulement sans le concours du roi, mais contre lui; elle persista à rester assemblée, malgré le droit que le roi avait de la dissoudre; elle prolongea d'elle-même ses pouvoirs, qu'elle ne tenait pas d'elle-même, mais des électeurs. Une autorité arbitraire dans son principe est condamnée à être arbitraire dans ses moyens. L'Assemblée fut donc obligée de recourir à la force populaire contre la force régulière restée aux mains du roi. Ce fut la seconde faute de la Constituante. Cette seconde faute était la conséquence forcée de la première. Du moment qu'elle voulait tout soumettre à l'omnipotence de sa raison, sans tenir aucun compte de la tradition nationale, il lui fallait, de toute nécessité, affaiblir, menacer, détruire toutes les forces sociales, toutes les institutions anciennes. Comme la royauté, qui demeurait investie, nominalement au moins, du pouvoir exécu-

1. Taine, t. I, p. 160, 165.

tif, pouvait être tentée de s'en servir pour résister, l'Assemblée était condamnée à énerver le pouvoir exécutif, et en même temps à se ménager une puissance à l'aide de laquelle elle pût dompter les résistances royales. Elle était logiquement conduite à désorganiser la force régulière de la société et à accepter pour auxiliaires les forces irrégulières que la société contenait dans son sein. Elle appela la force révolutionnaire à jouer le rôle d'arbitre entre elle et la royauté. Elle reconnut ainsi ce terrible droit de l'insurrection, qui devait exercer une action si fatale sous les deux autres Assemblées. Sa main avait ouvert une brèche dans la digue qui préservait la société : cette brèche ne put être fermée, et l'Océan y passa.

Alfred Nettement termine ainsi son étude sur les Constituants : « Obtenant des résultats au rebours de leurs désirs, ils préparèrent, en fait, le renversement de la royauté qu'ils voulaient maintenir, et l'avènement de la république qu'ils voulaient empêcher. La Constituante ne laissa point, il est vrai, en se retirant, la locomotive renversée ; mais, conductrice imprudente, elle la laissa sortie des rails, et courant à toute vapeur vers les abîmes. »

III

Tous les historiens qui avaient précédé Lamartine, même les historiens royalistes, avaient travaillé à dresser un piédestal aux hommes de la Gironde. Le grand poète ne fit guère qu'ajouter quelques coups de pinceau, les plus éclatants, il est vrai, à la *légende* dont ils bénéficiaient déjà depuis longtemps. Le premier — et cela seul suffirait

à lui assigner un rang éminent parmi les écrivains qui se sont occupés de la Révolution — le premier, Alfred Nettement a dit la vérité sur les Girondins.

Des hommes de la Gironde, la *légende* avait fait des héros et des martyrs, des amis de la vertu, de la justice et de la liberté. La vérité est qu'ils ont été, à l'Assemblée législative, les émules des plus ardents Jacobins. Ils ont applaudi au 10 juin, ils ont revendiqué l'honneur d'avoir été les seuls auteurs du 10 août. Au mois d'avril 1792, ils ont précipité la France dans la guerre, avec l'espoir d'en voir sortir la défaite de notre armée, et d'asseoir, sur le désastre de nos soldats, le triomphe de leurs ambitions; ils ont voulu, autant que les Montagnards et avant eux, la guerre révolutionnaire. Jusqu'à la fin, ils se sont complu à étendre le cercle de nos ennemis, à provoquer contre nous la plus formidable des coalitions.

Maîtres de l'Assemblée, du Conseil exécutif et de la Mairie de Paris pendant l'interrègne qui va du 10 août au 20 septembre, ils ont institué le Tribunal criminel du 17 août, avant-coureur du Tribunal révolutionnaire; ils ont laissé s'accomplir sous leurs yeux les massacres de septembre; pendant cinq jours, ils ont laissé les égorgements suivre librement leur cours, alors qu'ils avaient en mains le pouvoir et la force de les arrêter.

A peine entrés à la Convention, ils ont proclamé la république. Dans le sol de la France, d'où la royauté était sortie comme un produit naturel, en harmonie avec le génie de notre nation, avec ses qualités et ses défauts, ses grandeurs et ses faiblesses, ils ont implanté une forme nouvelle de gouvernement, sans précédents, sans racines dans le passé. La France était — sous Louis XVI comme

sous Louis XIV — à la tête des nations de l'Europe. Cette situation incontestée, elle la devait au principe monarchique, à cette admirable unité de sentiments qui faisait que tous — nobles, prêtres, bourgeois, ouvriers, paysans — tous, nous étions royalistes. Nous pouvions avoir des griefs les uns contre les autres; nous pouvions avoir entre nous, à l'intérieur, plus d'une question à débattre; mais, au dehors, en face de l'étranger, nous n'avions tous qu'un seul cœur, une seule foi, un seul roi : sans unité, point de grandeur possible pour un peuple. Or c'est cette unité, le plus grand de nos biens, que, dès le premier jour, sans discussion, sans délibération, la Gironde a détruite.

Sans doute, — et c'est là surtout le grand argument que font valoir leurs panégyristes, — il leur est arrivé plus d'une fois, à la tribune de la Convention, de s'élever contre les égorgements de Septembre, qu'ils avaient tout d'abord amnistiés, d'attaquer Marat, dont ils avaient à l'origine approuvé les violences. Mais à quoi était dû ce changement d'attitude, sinon à un changement d'intérêts? Violemment combattus par les hommes de la Commune, qui veulent, au nom de Paris, imposer leur dictature aux députés des départements, ils étaient bien obligés de repousser les assauts de leurs ennemis et de les attaquer à leur tour. C'était à la fois la condition de leur puissance et de leur vie : il y allait de leur tête. Il leur fallait détrôner la Commune, sous peine d'être détrônés eux-mêmes et de périr. Ils crurent trouver une arme contre elle dans le souvenir des massacres de Septembre, et ils se plurent à l'évoquer. Leur indignation n'était donc pas vertu, mais nécessité; c'était, de leur part, une simple tactique de guerre. Et ce qui le montre bien, ce qui prouve, jusqu'à la

dernière évidence, que leur haine allait seulement aux hommes, et non au crime, c'est qu'à la même heure, ils ne reculaient pas eux-mêmes devant le « Grand Crime[1] », devant le régicide. De même, dans les hommes de la Commune, ils ne poursuivent pas les sectateurs de la démagogie et de l'anarchisme, puisque la Constitution, rédigée par leurs soins, la Constitution girondine, est plus anarchique encore que celle des Montagnards. Ils n'ont nul dessein de défendre contre ces derniers la cause de l'humanité et de la justice, puisqu'ils ne cesseront de multiplier les lois de mort. Lorsqu'ils tomberont, la Terreur sera pourvue par eux de tous ses organes, depuis le comité de salut public, en haut, jusqu'au comité de surveillance, en bas.

Les Girondins sont vaincus à leur tour. Le 31 mai 1793 est leur 20 juin ; le 2 juin est leur 10 août. Ils tombent victimes d'un pouvoir qu'ils avaient créé, celui de l'insurrection, et ils tombent lâchement. La plupart eurent la faiblesse de se suspendre eux-mêmes, épargnant à leurs ennemis jusqu'à la peine de les chasser. Plusieurs n'osèrent même pas se montrer. L'heure de la lutte avait sonné : on les chercha en vain sur leurs bancs déshonorés. Vergniaud parut un instant, mais ce fut pour faire cette motion incroyable, inouïe : « Les sections de Paris — les sections

1. Au mois de février 1793, Joseph de Maistre, envoyant à Mallet du Pan le manuscrit de son *Adresse à la Convention nationale*, lui écrivait : « Combien il m'en a coûté d'adresser la parole à cette Convention française ! A chaque instant, je croyais me souiller en lui parlant et je l'ai perdue de vue autant qu'il m'a été possible, vous l'apercevrez en me lisant. *Depuis le grand crime*, toute ma philosophie m'abandonne. » — *Lettre inédite*, publiée par M. François Descotes, dans son livre sur *Joseph de Maistre pendant la Révolution*.

qui avaient envahi l'Assemblée et qui demandaient la mise hors la loi de Vergniaud et de ses amis — les sections de Paris ont bien mérité de la patrie ! » Un homme, ce jour-là, fut héroïque. Tous les historiens ont fait honneur au parti de la Gironde de l'attitude si courageuse de Lanjuinais. Là encore ils se sont trompés, et c'est encore Nettement qui a eu le mérite de discerner le premier la vérité sur ce point et de dire : « Lanjuinais n'était pas Girondin[1]. »

Mis en état d'arrestation, il ne restait plus aux Girondins qu'à être traduits devant ce tribunal révolutionnaire qu'ils avaient contribué à instituer, à se voir poursuivis, à leur tour, en vertu d'une de ces lois de mort qu'ils avaient votées. C'est ici surtout, on le sait, que l'imagination de nos historiens s'est donnée libre carrière. Tous ont montré Vergniaud et ses amis, à la barre du tribunal, crachant leur mépris à la face de leurs juges, n'essayant pas même de défendre leur vie, fermes, fiers, héroïques. Il s'en faut bien qu'il en ait été ainsi, et Nettement, sur ce point encore, a substitué la vérité à la légende, lorsqu'il a dit : « Les Girondins sacrifièrent la dignité de leur défense à l'espoir de se sauver[2]. »

IV

Les Girondins ont disparu de la scène. Les Jacobins y restent seuls. C'est leur tour d'être jugés par l'historien.

1. Voir *la Légende des Girondins*, par *Edmond Biré*, p. 178 et suiv.

2. Voir, pour les détails de leur procès, *la Légende des Girondins*, par *Edmond Biré*, chapitre XI.

Alfred Nettement jusqu'ici s'est complètement séparé de ses devanciers. Il se rapprochera d'eux, maintenant qu'il s'agit des Jacobins. Plusieurs, en effet, parmi les historiens de la Révolution, soit qu'ils eussent senti la nécessité de faire la part du feu, soit qu'ils eussent épuisé en faveur des Constituants et des Girondins leurs trésors d'indulgence, de sympathie et d'admiration, avaient parlé des Jacobins et des Montagnards avec une juste sévérité. Nettement les suivra donc. Sur plus d'un point cependant, il aura encore des vues neuves et qui lui seront personnelles.

Sur la Terreur, sur Robespierre et les causes de sa chute, il y a, dans son livre, des pages particulièrement remarquables. J'aurais aimé, si l'espace ne me faisait pas défaut, à les mettre en regard des pages de Taine sur les mêmes sujets. Je me contenterai de signaler, chez les deux historiens, une rencontre qui ne laisse pas, on va le voir, d'être assez curieuse.

Taine, en tête de son tome III, sur *le Gouvernement révolutionnaire*, écrit ceci :

« En Egypte, dit Clément d'Alexandrie, les sanctuaires des « temples sont ombragés par des voiles tissus d'or ; mais, si « vous allez vers le fond de l'édifice et que vous cherchiez la « statue, un prêtre s'avance d'un air grave et soulève un peu « le voile, comme pour vous montrer le dieu. Que voyez-vous « alors ? un *crocodile*, un *serpent* indigène, ou quelque autre « animal dangereux... » — Il n'est pas besoin d'aller en Egypte et de remonter si haut en histoire pour rencontrer *le culte du crocodile* : on l'a vu en France à la fin du siècle dernier... Une fois adoptés, les principes de 1789 ont, d'eux-mêmes, déroulé leurs conséquences pratiques ; au bout de trois ans, ils ont amené le crocodile dans le sanctuaire et l'ont installé

derrière le voile d'or, sur le tapis de pourpre ; en effet, par l'énergie de ses mâchoires et par la capacité de son estomac, il était désigné d'avance pour cette place ; c'est en sa qualité de bête malfaisante et de mangeur d'hommes qu'il est devenu dieu... Des livres de cuisine authentiques et assez bien tenus nous renseignent sur les frais du culte : on peut évaluer à peu près ce que les *crocodiles sacrés* ont mangé en dix ans, dire leur menu ordinaire, leurs morceaux préférés. Naturellement, le dieu choisissait les victimes grasses ; mais sa voracité était si grande, que, par surcroît, à l'aveugle, il engloutissait aussi les maigres, et en plus grand nombre que les grasses ; d'ailleurs, en vertu de ses instincts et par un effet immanquable de la situation, une ou deux fois chaque année, il mangeait ses pareils, à moins qu'il ne fût mangé par eux[1]. »

Or, voici ce que, trente-sept ans plus tôt, Alfred Nettement écrivait : «... De cette peur immense, qui pesait sur toutes les âmes, combinée avec l'horreur de tant de souffrances et avec le spectacle de tant de crimes, était née une sorte de démence publique. On était revenu à l'état de ces sauvages, qui adorent le *crocodile sacré* ou le grand *serpent* qui les mangent[2]. »

A côté des admirables volumes de Taine, le volume d'Alfred Nettement est comme la barque modeste auprès du vaisseau de haut bord. Seulement ici la petite barque, au lieu de suivre le grand navire et de marcher dans son sillage, le précède et l'éclaire. C'est à elle que revient l'honneur d'avoir, la première, abordé le rivage et d'avoir

1. Taine, *la Révolution*, t. III, p. 1. — 1885.

2. *Études critiques sur les Girondins*, p. 496. — En 1861, Lamartine a publié lui-même, sous ce titre : *Critique de l'Histoire des Girondins*, un volume dans lequel il fait son *meâ-culpâ*, et où il donne raison, sur la plupart des points essentiels, aux *Etudes critiques* d'Alfred Nettement.

planté le drapeau. La gloire même de Taine, si grande et si légitime soit-elle, ne doit pas faire oublier que le premier livre qui ait dit l'entière vérité sur la Révolution et en particulier sur les Girondins, c'est Alfred Nettement qui l'a signé.

CHAPITRE XIV

La Révolution de 1848. — L'Opinion publique.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER. — FONDATION DE L'*Opinion publique*. — VOILLET DE SAINT-PHILBERT. — COMMENT SE FAISAIT UN JOURNAL EN L'AN DE GRACE 1848. — ARMAND DE PONTMARTIN ET THÉODORE MURET. — H. DE LOURDOUEIX, ALBERT DE CIRCOURT ET ALPHONSE DE CALONNE. — L'ÉLECTION DU 10 DÉCEMBRE. LETTRE DU DUC DE LÉVIS. — LES ÉLECTIONS DE 1849. ALFRED NETTEMENT EST NOMMÉ REPRÉSENTANT DU PEUPLE PAR LES ÉLECTEURS DU MORBIHAN.

I

L'*Histoire des Girondins* avait paru le 20 mars 1847. Le 24 février 1848, la royauté de Juillet avait son 10 août. La République était proclamée. Lamartine devenait chef du Gouvernement provisoire. Si pour beaucoup cette révolution fut une surprise, elle n'en fut pas une pour Alfred Nettement. Depuis un an il n'avait cessé de l'annoncer[1].

Dès les premiers jours de mars, Alfred Nettement publia une brochure sur *la Révolution de Février*[2]. Les répu-

1. Voy., dans *la Mode* de 1847, ses articles du 6 février *(Caveant Consules !)* — du 16 février *(Nous allons à l'anarchie)* ; — du 6 juin *(la Décadence)* ; — du 25 juin *(Nous marchons à des catastrophes)*; — du 5 août *(Prenez garde à vous !)*

2. In-8° de 66 pages ; Dentu, Palais-National, galerie vitrée.

blicains pullulaient à ce moment. Hier encore une pincée, ils étaient légion maintenant. Royaliste de la veille, Alfred Nettement entendait bien, pour son compte, rester un royaliste du lendemain. Sa brochure était une nouvelle affirmation de ses sentiments et de ses convictions monarchiques. C'était en même temps un appel à l'action.

Il estimait en effet, à bon droit, que la situation des royalistes, au lendemain de la chute du gouvernement de Juillet, n'était pas celle de vaincus. Leur devoir lui paraissait dès lors tout tracé. Des élections générales allaient avoir lieu, c'était surtout de ce côté qu'ils devaient porter leur action. Le monopole électoral qu'ils avaient si longtemps combattu venait de succomber. Le suffrage universel, en faveur duquel M. de Genoude et, avec lui, Alfred Nettement, avaient fait une si vigoureuse campagne, venait d'être proclamé, mais non pas tel cependant qu'ils le demandaient. Ce qu'ils voulaient, c'était bien sans doute le suffrage universel, mais avec l'élection à plusieurs degrés, élection assise sur la double base de la richesse et de la population, partant de lafamille et admettant le concours de toutes les familles d'intérêts qui existent dans la société à l'état collectif, de manière à faire entrer dans le vote électoral la société réelle, telle qu'elle est faite, avec la hiérarchie de ses intérêts, avec toutes les natures d'influences qu'elle renferme[1]. Au lieu de cela, le Gouvernement provisoire avait décrété le suffrage universel *direct*, qui égalisait tous les votes, et qui, au lieu d'assurer la représentation générale des intérêts, les sacrifiait, au contraire, et les écrasait tous sous la loi aveugle du

1. Voir plus haut, chapitre XI, pages 295 et suivantes.

nombre. Alfred Nettement, au cours de sa brochure, n'avait pas manqué de signaler les défectuosités et les périls de la loi nouvelle. « S'agit-il de faire une loi d'élection, écrivait-il, au lieu de chercher la plus propre à assurer la manifestation sincère et complète de la volonté nationale, on cherche la plus propre à assurer la domination des commissaires du gouvernement et des clubs.... Les républicains constituants cherchent la république dans la loi d'élection, au lieu d'y chercher la France. »

Cette loi d'élection, si imparfaite qu'elle fût, n'en avait pas moins l'avantage d'abaisser les barrières qui avaient jusqu'à ce moment arrêté un grand nombre de royalistes. Il importait que tous prissent part hardiment et résolument à la lutte électorale. « L'abstention des honnêtes gens, disait Alfred Nettement, a été, dans tous les temps de notre histoire, une calamité publique. Qu'ils comprennent donc qu'aujourd'hui plus que jamais l'action est un devoir pour eux. Que les honnêtes gens emploient tous leurs efforts à triompher des défectuosités de la loi, et à assurer la sincérité et la liberté des élections ; que partout ils se présentent, qu'ils se montrent, qu'ils agissent, qu'ils révèlent à la France les trésors d'amour qu'ils ont pour elle au fond de leur cœur, la ferme résolution où ils sont de se soumettre à sa volonté réellement consultée, librement exprimée. »

Aussi bien, il s'agissait de quelque chose de plus important encore que l'établissement d'un gouvernement. « Il s'agit, écrivait-il, d'organiser sur des bases inébranlables les libertés essentielles de la France : il faut qu'elle s'administre librement dans ses municipalités affranchies d'odieuses entraves, qu'elle soit assurée d'une représenta-

tion universelle de ses intérêts dans les assemblées générales nommées par tous les citoyens ; que le droit d'association, la liberté individuelle, la liberté de la pensée, la liberté religieuse, soient non seulement des théories proclamées dans la préface de la constitution, mais des biens pratiques dont la nation jouisse d'une manière effective. »

La liberté ne le préoccupait pas seule, et il ajoutait aussitôt : « Faisons quelque chose de plus que d'écrire la fraternité sur les murailles de nos monuments, écrivons-la dans nos lois, et surtout ouvrons-lui nos cœurs. C'est alors qu'elle deviendra vraiment féconde. Pour nous autres chrétiens, la fraternité est plus qu'un dogme politique ; c'est un devoir religieux, c'est le penchant naturel de nos âmes. Tout l'Evangile est dans ce mot : « Aimez-vous comme des frères ». Et dans cet autre : « Le premier d'entre vous sera le serviteur de ses frères ». La république est là, la véritable république c'est le christianisme appliqué. Ne disputons pas sur les mots, assurons les choses. Que les riches et les puissants disent qu'ils sont les serviteurs des pauvres et des faibles ; que le gouvernement se regarde comme le serviteur de la société ; alors nous serons en république, quelque forme de pouvoir que la France adopte ; dans le cas contraire, la république n'existerait jamais que de nom, ce ne serait qu'un vain titre et une enseigne menteuse, car, si elle existait dans les lois, elle n'existerait pas dans les cœurs. »

Dans sa conclusion, Alfred Nettement relevait les menaces des hommes du 24 février : « La France, disait-il, ne doit craindre aucun parti, le parti républicain pas plus qu'un autre. Il y a quelqu'un de plus fort que le parti le plus puissant, c'est tout le monde. » Et il finissait par ce

mot : « L'avenir n'appartient à aucun parti, il appartient à la France. »

II

Le Gouvernement provisoire avait supprimé le timbre et le cautionnement des journaux. Ces décrets ne restèrent pas lettre morte. Pas de semaine, que dis-je ? pas de jour qui ne vît paraître quelques feuilles nouvelles. Elles poussaient de tous côtés, comme poussent aux arbres les feuilles en avril[1]. Les légitimistes pouvaient-ils négliger cette facilité donnée à toutes les opinions de plaider leur cause et d'élargir de plus en plus leur auditoire ? Alfred Nettement ne le crut pas. Il habitait alors rue de Monceau-du-Roule. Deux mois s'étaient écoulés depuis le 24 février; on était en avril ; un soir, il réunit chez lui trois de ses amis, Armand de Pontmartin[2], Théodore Muret[3], l'un des plus anciens rédacteurs de *la Mode*, Adolphe Sala, ex-officier de la garde royale, démissionaire en 1830, compromis en 1832 dans l'affaire du *Carlo-Alberto*, et qui depuis s'était occupé d'affaires, sans quitter la politique. On tint conseil. Entre les deux principaux organes du parti légitimiste, il y avait évidemment une place à

1. Du 24 février au 4 mai 1848, il y eut jusqu'à 200 journaux. Daniel Stern en a donné la liste dans l'*Appendice* du tome I de son *Histoire de la Révolution de 1848*.

2. Armand *de Pontmartin*, à cette date, n'avait encore publié qu'un recueil de Nouvelles, *Contes et Rêveries d'un planteur de choux* (1846).

3. Théodore *Muret* (1808-1866), auteur de l'*Histoire de l'Armée de Condé*, de l'*Histoire des Guerres de l'Ouest*, de l'*Histoire par le Théâtre*, etc.

prendre, pour un journal plus jeune d'idées, plus vif d'allures que l'*Union*[1], moins absorbé que la *Gazette de France* par l'étude abstraite des théories philosophiques et politiques. De cela nos quatre amis tombèrent aisément d'accord, et ils se dirent aussitôt : « Faisons un journal ».

Aussi bien, rien n'était plus facile. Il ne s'agissait que d'aller chez un imprimeur, — avec de l'argent toutefois. Mais il en fallait si peu ! assez seulement pour payer les frais de composition et de tirage du premier numéro, et, en mettant les choses au pis, des cinq ou six suivants. Ce serait affaire aux abonnés — ils ne pouvaient manquer de venir — de faire le reste.

Les premiers fonds furent fournis par des amis de Nettement, le duc des Cars, le comte Louis de Saint-Priest, M. d'Escuns. Un imprimeur royaliste, M. Brière, rue Sainte-Anne, très lié avec Théodore Muret, offrit ses presses. Il fallait un bureau. Pour n'avoir pas de loyer à payer, on accepta l'hospitalité de *la Mode*, qui occupait, au numéro 25 de la rue du Helder, un petit local dans le fond de la cour, au rez-de-chaussée, avec une pièce fort étroite à l'entresol. Entre temps, on s'était mis d'accord sur le titre : le journal s'appellerait l'*Opinion publique*. Restait à trouver un gérant, c'est-à-dire un brave homme prêt à faire de la prison, toutes les fois qu'il le faudrait. Pour le trouver, pas n'était besoin de sortir des bureaux de *la Mode*, où les hommes de dévouement n'étaient pas plus rares que les hommes d'esprit.

1. Née de la fusion de la *France* et de l'*Echo français* avec la *Quotidienne*, l'*Union* avait commencé de paraître le 7 février 1847, sous le titre de l'*Union monarchique*. L'adjectif avait dû être sacrifié aux circonstances après le 24 février 1848.

A la suite des événements de 1832, un combattant de la Vendée, un fils de paysan, né à Saint-Philbert-de-Grand-lieu (Loire-Inférieure) et portant le nom modeste de *Voillet*, était entré à *la Mode* comme garçon du bureau. En 1835, M. Edouard Walsh l'avait promu à la dignité de gérant et, du même coup, ajoutant à son nom patronymique celui de sa commune natale, l'avait bombardé : *M. Voillet de Saint-Philbert*, ce qui ne faisait pas mal à la dernière page de chaque livraison de la Revue aristocratique. Après tout, *Voillet de Saint-Philbert* n'était pas plus drôle que *Français de Nantes*, *François de Neufchâteau*, *Regnaud de Saint-Jean-d'Angély*, *Pelet de la Lozère*, *Girod de l'Ain*, et autres doubles noms, dont les porteurs, supprimant la virgule ou la parenthèse, s'étaient fait un fief de leur ville ou de leur département. L'excellent Voillet avait d'ailleurs sur ces derniers cet avantage, qu'il possédait la foi, le dévouement, la noblesse de cœur d'un vrai Vendéen. Toutes les fois qu'il lui avait fallu aller en prison — et cela lui était arrivé souvent avant 1848, à la suite des nombreuses condamnations de *la Mode*, — il avait fait avec joie *au parti* le sacrifice de sa liberté. Passant ainsi de longs baux avec Sainte-Pélagie, il avait pris ses habitudes dans la *maison* ; il y mangeait, buvait, fumait, dormait, et cette vie de cocagne lui avait valu un embonpoint à faire craindre que, comme la belette de la fable, il ne pût sortir par la porte trop étroite[1].

Voillet de Saint-Philbert, qui s'était réjoui, on le pense bien, de la révolution de Février, avait accueilli avec une philosophie parfaite le décret du Gouvernement provisoire

1. Théodore Muret, *Souvenirs et Causeries d'un journaliste*, t. I, p. 18. — 1862.

supprimant la noblesse. A l'*Opinion publique*, il signera démocratiquement : *le gérant : P. Voillet.*

On avait un titre, un imprimeur, un bureau, un gérant: on pouvait donc commencer. Le 2 mai 1848, deux jours avant la réunion de l'Assemblée nationale, le premier numéro parut avec cet en-tête :

Rédacteurs en Chef :

Politique : M. ALFRED NETTEMENT.
Littérature : M. A. DE PONTMARTIN.

Au milieu des feuilles sans nombre qui sollicitaient de toutes parts l'acheteur et l'abonné, il n'était pas facile de percer, surtout quand on n'arborait pas un titre flamboyant et excentrique. On avait compté, pour couvrir les premiers frais, sur la vente au numéro, mais elle ne marchait guère. Un jour, la plus forte tête du journal — c'était, je crois, l'administrateur — crut avoir trouvé un moyen de publicité superbe : on inonderait les boulevards de vendeurs coiffés d'un chapeau bleu. — « Autre chose ! trouvons autre chose ! s'exclama-t-on ; c'est vieux ! c'est usé ! Le chapeau bleu rentrerait trop dans les guêtres chamois de feu l'*Epoque !* »

Heureusement, à défaut de la vente sur la voie publique, l'abonnement commença bientôt à donner. La province en particulier témoigna très vite au journal de Nettement une sympathie, qui ne laissait pas d'être, de sa part, vraiment méritoire. C'est elle, en effet, qui souffre surtout du défaut d'ordre et de régularité dans le service, et sous ce rapport, au moins dans les premiers temps, l'*Opinion publique* laissait singulièrement à désirer.

Le journal paraissant le matin, on se réunissait le soir

à l'imprimerie. La petite salle ne tardait pas à se remplir d'amis, de députés de la droite, qui venaient aux nouvelles, ou qui en apportaient. On fumait beaucoup, on causait davantage encore. Cependant dix heures et demie, onze heures sonnaient à la pendule. « Voyons, messieurs, disait gravement Théodore Muret, il faut laisser Nettement faire son grand article. »

De quart d'heure en quart d'heure, le sage Muret reproduisait sa motion. Enfin, sur le coup de minuit, on se retirait. Resté seul, Nettement se mettait à la besogne. Il couvrait de sa grande écriture de nombreux feuillets, dont le metteur en pages s'emparait vite au fur et à mesure de leur achèvement. Après son grand article, il en composait un second, puis quelquefois un troisième. On finissait toujours par paraître, mais on manquait souvent le chemin de fer. L'accident du reste ne causait pas grande émotion. « Ah çà, messieurs, se bornait-on à dire, le journal n'est pas encore parti ce matin ; il faudrait pourtant s'arranger différemment. » Et les choses n'en continuaient pas moins d'aller comme d'habitude.

Les lettres des abonnés de province se succédaient alors, toutes conçues à peu près dans les mêmes termes : « Monsieur le rédacteur, je me suis abonné à votre excellent journal, et je vous avoue que c'est dans l'intention de le recevoir. S'il ne me manquait qu'une fois de temps en temps, passe ; mais il me manque deux ou trois fois par semaine. C'est un accident, je le veux bien ; mais, comment se fait-il qu'il soit si fréquent[1] ? »

Eh bien ! le journal, malgré tout, prospérait. S'il arrivait parfois en retard, ses abonnés avaient vite fait de lui

1. Théodore Muret, *op. cit.*, t. I, p. 198.

pardonner, tant il était intéressant ! Les lecteurs tenaient surtout à suivre les débats de l'Assemblée nationale. L'*Opinion publique* ne pouvait pas encore se payer un rédacteur parlementaire : Alfred Nettement le remplacera. Outre ses grands articles, il donnait chaque jour sous ce titre : *Impressions à la Chambre*, la physionomie de la séance. Armand de Pontmartin publiait des *Chroniques de Paris*, qui étaient les plus spirituelles du monde. La politique, à ce moment, n'était pas renfermée tout entière dans l'enceinte du Palais-Bourbon ; elle était partout, dans les cafés, sur la place publique, à la Bourse et sur les boulevards. Théodore Muret et Adolphe Sala avaient charge de recueillir tous les bruits, de multiplier les *échos*, et, à côté de la physionomie de la Chambre, de peindre la physionomie de la rue. Et ainsi l'*Opinion publique* avait les allures d'un petit journal autant que d'une feuille sérieuse. C'était une *Gazette de France* en pleine jeunesse, une *Quotidienne* de vingt ans. Et cela n'était pas apparemment pour déplaire à la province : les abonnements venaient en grand nombre, surtout de l'Ouest et du Midi.

Au début, le format était des plus modestes, mais en tête du second numéro se lisait cet *Avis :*

« Dès que l'Assemblée nationale siègera et que l'importance des débats demandera plus d'espace, nous publierons des suppléments ou nous agrandirons le format du journal. »

Fidèle à sa promesse, l'*Opinion publique*, dès le 16 juin 1848, agrandissait son format. Au lendemain des journées de juin, le 13 juillet, voulant opposer la propagande du bien à celle du mal, elle établissait des abonnements dits « de propagande » et réduisait ses prix, déjà très modiques,

en faveur des curés et vicaires des villes et des communes rurales, des chefs d'institutions, des cercles, cabinets de lecture, hôtels garnis, cafés et restaurants.

Précisément à l'heure où elle abaissait ses prix, elle voyait augmenter ses charges. L'Assemblée nationale, à la suite de l'insurrection de juin, avait jugé nécessaire de prendre des mesures contre la presse. Elle rétablit successivement le timbre, puis le cautionnement, qui fut fixé à 24.000 francs. L'*Opinion publique* put fournir le sien sans trop de peine, et le journal fut alors constitué régulièrement en une société par actions, où Alfred Nettement fut en nom.

La rédaction, d'ailleurs, se complétait. Trois écrivains de réelle valeur, MM. de Lourdoueix, Albert de Circourt et Alphonse de Calonne, entraient à ce moment au journal de la rue du Helder.

Esprit élevé et profond, lucide, grave, dogmatique, M. de Lourdoueix avait été, pendant vingt ans, à la *Gazette de France*, le principal lieutenant de M. de Genoude. Ses écrits sur *la Philosophie du Verbe* et sur la *Restauration de la Société française* l'avaient mis en un rang éminent parmi les publicistes de l'école monarchique et catholique. Ce logicien vigoureux, ce disciple de Joseph de Maistre et de Bonald, était par surcroît un homme d'infiniment d'esprit. Rien de plus ingénieux et de plus piquant que le rarissime volume par lequel il avait débuté en 1817, *les Folies du siècle*[1].

1. Jacques-Honoré *Lelarge*, baron *de Lourdoueix*, né au château de Beaufort (Creuse) en 1787, mort en octobre 1860. Il avait été directeur des Beaux-Arts, Sciences et Lettres sous la Restauration, qui le fit baron. Après la mort de M. de Genoude (avril 1849), il quitta l'*Opinion publique* pour devenir propriétaire et directeur de la *Gazette de France*.

Très érudit, auteur d'une bonne *Histoire des Mores Mudejares et des Morisques, ou des Arabes d'Espagne sous la domination des Chrétiens*[1], ayant beaucoup voyagé, connaissant presque toutes les langues de l'Europe, M. Albert de Circourt[2] se trouvait tout désigné pour tenir, à l'*Opinion publique*, le département des Affaires étrangères. Celui des Beaux-Arts échut à M. Alphonse de Calonne[3], déjà connu par de savantes études sur l'archéologie du moyen âge.

III

A la fin de 1848, après huit mois seulement d'existence,

1. Trois volumes in-8°, 1845-1848.

2. Anne-Marie-Joseph-Albert, comte de *Circourt*, né en 1809, avait donné, à la suite de la révolution de 1830, sa démission d'officier de marine. Le 25 juillet 1872, il fut élu par l'Assemblée nationale membre du Conseil d'État. Outre sa grande *Histoire des Arabes d'Espagne sous la domination des Chrétiens*, il a publié, en 1852, *Décentralisation et Monarchie représentative*, et, en 1858, la *Bataille d'Hastings*.

3. Alphonse *Bernard*, vicomte *de Calonne*, né à Béthune en 1818. En 1848, avant d'entrer à l'*Opinion publique*, il avait publié des brochures de circonstance, *les Trois journées de Février*, et *le Gouvernement provisoire, histoire anecdotique et politique de ses membres*, et il avait été un des rédacteurs du *Lampion*, journal suspendu par le général Cavaignac (21 août 1848). Il essaya, avec le concours de MM. de Montépin et de Villemessant, de le remplacer par *la Bouche de fer*, dont le premier numéro fut saisi le jour de son apparition. En 1850, il fonda une feuille hebdomadaire, *le Henri IV, journal de la réconciliation*. Il devint, en 1855, après la retraite du marquis de Belleval, directeur de la *Revue contemporaine*. Sous le semi-pseudonyme de *A. de Bernard*, il a publié un assez grand nombre de romans, dont les principaux sont : *Pauvre Mathieu, les Frais de la Guerre, le Portrait de la Marquise*, etc. L'ancien rédacteur de l'*Opinion publique* est aujourd'hui le doyen de la presse quotidienne. A 83 ans, il donne encore au *Soleil*, sur les questions artistiques, de très remarquables articles.

l'*Opinion publique* avait six mille abonnés. Alfred Nettement ne vit dans ce succès qu'un encouragement à faire mieux encore, — et pour lui, faire mieux, c'était faire de nouveaux sacrifices.

L'élection du 10 décembre avait été, pour l'Assemblée nationale, le coup de cloche qui annonce les prochaines funérailles. Vainement elle s'obstinait à ne pas vouloir mourir. Force lui avait bien été, le 7 février 1849, de voter une proposition de M. Lanjuinais, portant qu'immédiatement après le vote de la loi électorale et la clôture des listes dans les départements, les élections législatives auraient lieu et que l'Assemblée nouvelle se réunirait quinze jours plus tard [1]. Les élections générales ne pouvaient dès lors beaucoup tarder. Il importait de s'y préparer. Alfred Nettement proposa à ses amis d'adopter toute une série de mesures, qui permettraient de faire, à Paris et dans les départements, une nouvelle et plus active propagande. Ces mesures étaient les suivantes :

On publierait toutes les semaines, le jeudi, afin qu'il pût parvenir le dimanche sur tous les points de la France, un supplément destiné aux habitants des campagnes. — Le prix des abonnements de propagande serait encore abaissé. — On ferait vendre à 5 centimes, dans les rues de la capitale, le numéro de l'*Opinion publique*, afin de lutter contre l'influence des feuilles démagogiques. — Pour neutraliser l'effet des mauvaises doctrines du journal *le Peuple* [2], qui proposait de donner gratuitement cent exemplaires par jour « à ses frères de l'armée », qui viendraient les cher-

1. La proposition Lanjuinais fut votée par 494 voix contre 387.

2. Le journal *le Peuple*, dirigé par Proudhon, avait alors un succès considérable.

cher dans ses bureaux, l'*Opinion publique* s'engagerait à donner le double de ce que donnerait le citoyen Proudhon. — Enfin, toutes les fois que les circonstances le demanderaient, on publirait « de ces petits écrits que les Anglais et les Américains appellent des *tracts*. »

Ces diverses mesures furent adoptées, et, le 22 mars 1849, l'*Opinion publique* annonça que, pour subvenir aux frais qu'elles entraîneraient, il était créé 500 actions dites de propagande, de cent francs chacune ; elles furent souscrites sur le champ.

A cette date du 22 mars, on pouvait considérer la période électorale comme ouverte. La loi électorale, en effet, avait été votée le 15 mars ; publiée le 19, elle devenait immédiatement exécutoire. Les délais exigés par les formalités à remplir formaient une période de rigueur de quarante-huit jours, que la loi avait portée à cinquante. Ce délai expirait le 8 mai ; les élections devant avoir lieu le dimanche qui suivait la clôture des listes, c'est au 13 mai que se trouvait, dès ce moment, fixée la réunion des comices électoraux.

En ce temps-là, les électeurs (ils en ont bien rappelé depuis) se préoccupaient d'envoyer à la Chambre des hommes de talent, et ils ne se faisaient pas faute, au besoin, de les prendre hors de leur département. Alfred Nettement était complètement étranger à la Bretagne ; il n'y avait jamais mis les pieds ; mais il avait du talent, il avait rendu, il rendait encore tous les jours d'éminents services à la cause royaliste : les électeurs du Morbihan tinrent à honneur de l'inscrire sur la liste de leurs représentants, qui comprenait, en même temps que le directeur de l'*Opinion publique*, MM. Dahirel, Paul de Saint-

Georges, Crespel de la Touche, Parisis, évêque de Langres, Monnier, l'abbé Le Crom, de Kéridec, de Pioger et de la Rochejaquelein.

Le dimanche 13 mai, la liste passa tout entière. Alfred Nettement avait eu 53,065 voix.

CHAPITRE XV

L'Assemblée Législative. — L' « Opinion publique » (suite).

L'Assemblée législative. — Les *Jeunes* a l'*Opinion publique*. Ponson du Terrail et Barbey d'Aurevilly. — La motion d'Adolphe Sala. — L'indemnité des représentants et la loi sur la presse. — Lettre du comte Molé. *Lettres politiques sur les moyens de rétablir l'union*. — Alfred Nettement et Louis-Napoléon. L'*Opinion publique* annonce le coup d'État, le rétablissement de l'empire et la guerre de 1870. — La loi du 31 mai 1850. — L'Amendement Tinguy. — La commission de permanence. Voyage dans le Morbihan.

I

Dans la vie de chaque écrivain, de chaque homme politique, il y a presque toujours un moment où son talent et sa fortune ont atteint leur apogée ; où ses facultés se sont déployées à l'aise ; où, porté à demi par les circonstances, à demi par l'heureux emploi de ses dons, il a donné toute sa mesure et brillé de tout son éclat ; où il a été vraiment, selon le mot d'un ancien, sous le rayon. Ce moment a été, pour Alfred Nettement, celui où nous sommes maintenant arrivés. Il est le directeur de l'un des journaux les plus importants de Paris. M. de Genoude, dont il a été si longtemps le principal lieutenant, vient de

mourir[1], et nul désormais, dans la presse royaliste, ne lui peut disputer le premier rang. Le comte de Chambord, ce prince exilé qui est pour lui le Roi, l'honore de son entière confiance. Le département le plus royaliste de France l'a choisi pour le représenter dans l'Assemblée où vont se débattre les destinées du pays. L'immense majorité de cette assemblée est conservatrice, et, dans cette majorité, les légitimistes forment la fraction la plus considérable. Après avoir été, pendant plus de vingt ans, un *vaincu*, Alfred Nettement est aujourd'hui parmi les vainqueurs.

Représentant du peuple et rédacteur en chef de l'*Opinion publique*, il s'acquittera de sa double tâche avec une égale conscience ; à la Chambre, comme à son journal, il fera tout son devoir.

L'Assemblée législative siégeait tous les jours. Ses séances duraient de 1 heure à 6 heures du soir, et souvent beaucoup plus tard. Nul ne pouvait voter par procuration. Qui s'absentait pendant trois séances consécutives voyait son nom inscrit au *Moniteur* et signalé comme celui d'un mauvais citoyen. *Tempi passati !*

Alfred Nettement assistait à toutes les séances, prenait une part active aux discussions de son bureau et faisait souvent partie des grandes commissions.

Le soir, prenant à peine le temps de dîner, il descendait à son journal, voisin de sa demeure. Il demeurait, à cette époque, au numéro 36 de la rue Saint-Lazare, dans un grand immeuble qu'on appelait le *Square des Trois-*

1. M. de Genoude était mort à Hyères, le 19 avril 1849, âgé de 57 ans.

Frères ; l'*Opinion publique*, depuis le 28 mai 1849, avait transporté ses bureaux rue Taitbout, N° 10.

Tous les jours, sans jamais y manquer, il faisait son « grand article » de deux, trois ou quatre colonnes, sans préjudice quelquefois de deux ou trois autres moins importants. Son journal offrait alors, plus encore qu'au début, ce double caractère de joindre à de larges exposés de principes une grande abondance d'informations. Des amis de plus en plus nombreux l'alimentent de nouvelles, le fournissent d'entrefilets. Les *Jeunes* sont sûrs d'y trouver toujours bon accueil. Un jour, c'est un jeune homme de dix-neuf ans qui apporte rue Taitbout une nouvelle intitulée : *la Vraie Icarie* et signée *Pierre du Terrail*[1]. Elle est aussitôt insérée, et il se trouve que, ce jour-là, l'auteur des *Etudes critiques sur le Feuilleton-roman* a, sans le savoir, présenté au public le futur auteur des *Exploits de Rocambole* et de tant d'autres romans-feuilletons. Une autre fois, c'est J. Barbey d'Aurevilly qui fait paraître dans l'*Opinion publique* ses articles sur *les Prophètes du passé*, sur Joseph de Maistre et M. de Bonald[2]. Un peu plus tard, nous le verrons, c'est aussi dans la feuille d'Alfred Nettement qu'Henri de Pène fera ses débuts.

Il ne suffit pas, pour qu'un journal vive et prospère, qu'il ait des écrivains de talent, des abonnés, un public ; besoin est qu'il ait aussi un financier, — et l'*Opinion publique* n'en avait pas. Si la rédaction était brillante, l'administration n'était rien moins que sage. On avait agrandi le format et on avait abaissé le prix de l'abon-

1. L'*Opinion publique* des 2, 4, 8 et 15 mars 1849.
2. L'*Opinion publique* des 19 décembre 1849 et 17 janvier 1850.

nement. On avait multiplié, au delà de toute prudence, les *abonnements de propagande*. Le Supplément *populaire* du jeudi était très onéreux. Un jour vint où il fallut bien s'avouer que les recettes et les dépenses ne s'équilibraient plus. Que faire ? Suspendre le journal au moment où son influence était en progrès, alors qu'il rendait de véritables services ? Il n'y fallait pas songer. Relever le prix d'abonnement ? C'était bien périlleux ; c'était, dans tous les cas, aller contre le but auquel tendaient les fondateurs, qui avaient surtout voulu faire œuvre de propagande.

Adolphe Sala proposa de recourir à un moyen héroïque. « Nous ne pouvons, dit-il, ni supprimer ni réduire les dépenses matérielles, les frais d'employés. Impossible également de ne pas payer les feuilletons et les articles en dehors. Reste la rédaction habituelle. Décidons qu'elle sera désormais gratuite. Supprimons la feuille d'émargement. Que l'honneur de servir notre cause soit notre seul salaire, et travaillons gratis tant qu'il plaira à Dieu. » La motion fut votée à l'unanimité. Alfred Nettement et Pontmartin restèrent rédacteurs en chef.... sans appointements[1]. Et jamais ils n'apportèrent plus de zèle, jamais ils ne fournirent plus de *copie*.

II

Alfred Nettement n'a plus pour vivre, lui et les siens, que ses appointements de représentant du peuple ; il

1. Théodore Muret, *Souvenirs et Causeries d'un journaliste*, t. I, p. 201.

n'hésite pas à en demander la réduction. Au mois de juillet 1849, de concert avec M. Pidoux[1], M. Alfred de Neuville[2] et quelques autres membres de la droite, il dépose la proposition suivante :

« L'indemnité allouée aux représentants par la Constitution et qui a été fixée à 9.000 francs par l'article 96 de la loi électorale, est réduite à 6.000 francs par an. »

M. Pidoux, dans la séance du 12 juillet, défendit la proposition, qui fut combattue par le général Cavaignac. Après le discours de ce dernier, un formidable cri de : *La clôture ! la clôture !* retentit de banc en banc. En vain Alfred Nettement et deux de ses collègues, MM. Léo de Laborde[3] et Larrabure[4] réclamèrent la parole. Un vote par assis et levé enterra définitivement cette motion malsonnante.

Le 11 août 1849, l'Assemblée législative, après avoir nommé une commission de permanence, se prorogea jusqu'au 1er octobre.

Tandis que ses collègues allaient aux champs, Alfred Nettement prit ses vacances rue Taitbout, profitant des loisirs que lui créait la prorogation pour collaborer plus activement que jamais à l'*Opinion publique*.

Peu de jours après la séparation de l'Assemblée, les

1. *Pidoux* (Marie-Louis-Victor). 1807-1879, avocat à Besançon, représentant du Doubs à l'Assemblée législative.

2. *Rioult de Neuville* (Alfred-Léon, comte), né à Livarot (Calvados), le 22 août 1802 ; représentant du Calvados de 1849 à 1851.

3. *Laborde* (Léo de), 1805-1874, représentant de Vaucluse.

4. *Larrabure* (Augustin-Raymond, 1799-1875), représentant des Basses-Pyrénées à l'Assemblée législative, député au Corps législatif de 1857 à 1869, appelé au Sénat impérial le 6 mai 1869.

journaux annoncèrent que MM. Berryer, Thiers et Montalembert étaient allés à Champlâtreux, chez M. Molé, *pour y régler*, avec ce dernier, *la marche à suivre pendant la prochaine session.*

En se faisant, à son tour, l'écho de ce bruit, l'*Opinion publique*, dans son numéro du 21 août, y joignit ce commentaire :

« La réunion de Champlâtreux continue à occuper les journaux. Quelques organes de la presse parlent de cette réunion comme si elle devait et comme si elle pouvait décider du sort de la France, et à plus forte raison de la ligne suivie par les différentes nuances de l'Assemblée.

« Les journaux qui expriment cette idée oublient que la France est un peu grande pour tenir dans le château de Champlâtreux, et que les personnes dont ils parlent, quelque haut placées qu'elles soient dans le Parlement, n'ont pas reçu le blanc-seing de leurs collègues pour engager leurs consciences et leurs votes. »

M. le comte Molé écrivit aussitôt à l'*Opinion publique* la lettre suivante :

« *A Monsieur le Rédacteur en chef de l'*Opinion publique.

« Champlâtreux, 22 août 1849.

« MONSIEUR,

« Me permettrez-vous de vous donner un bref éclaircissement sur ces réunions à Champlâtreux d'hommes politiques importants, dont vos colonnes ne cessent d'entretenir le public ? Vous faites mentir le proverbe, Monsieur, qu'*il n'y a jamais de fumée sans un peu de feu*, et je puis vous rassurer complètement sur les progrès qu'aurait faits ici la fusion ou cette

conciliation entre tous les partis, qui vous paraît le plus grand mal dont la France soit encore menacée. Depuis que je suis à Champlâtreux, seul avec mes enfants, je n'ai reçu ni un hôte ni une visite. Est-ce clair ?... A la vérité je n'y suis pas depuis longtemps, et je ne réponds pas de l'avenir. Mais voyez que d'émotions vous auriez épargnées à vous-même et à vos lecteurs en daignant prendre la moindre information. Vous avez sonné l'alarme bien avant le péril. La confiance qu'on vous accorde pourrait en être ébranlée. *Rien, rien,* c'est trop peu pour fournir à une polémique si soutenue, si enflammée !

« Veuillez, Monsieur, insérer cette simple et courte lettre dans votre plus prochain numéro. Ce n'est pas à la loi, mais à votre parfaite obligeance que je m'adresse pour l'obtenir.

« Agréez d'avance mes remerciements, auxquels je joins les assurances de ma considération la plus distinguée.

« MOLÉ. »

Loin de craindre l'union, Alfred Nettement l'appelait de tous ses vœux ; loin d'être opposé à la conciliation, il était disposé à faire tout ce qui pouvait être honorablement fait pour l'amener. L'occasion se présentait de manifester les sentiments dont la droite était animée à cet égard, et d'indiquer les moyens par lesquels l'union pouvait être établie. Il crut qu'il fallait mettre cette occasion à profit. Dès le 28 août, il adressa à M. Molé, par la voie de l'*Opinion publique*, une première lettre sur la marche à suivre pour relier d'une manière plus étroite les éléments dont se composait la majorité et pour élever leur union jusqu'à l'unité des idées et des sentiments, des moyens et du but. D'autres lettres suivirent, au nombre de onze, jusqu'au 28 septembre. Le 30 octobre, Alfred Nettement les compléta, en y ajoutant une douzième lettre, et les réunit en une brochure, qui parut, au commencement de novembre,

sous ce titre : *Des moyens d'établir l'union. Lettres politiques à M. le comte Molé*[1].

III

La session s'était rouverte le 1er octobre. Peu de jours après, M. de Falloux, que l'état de sa santé éloignait de l'Assemblée, remit sa démission au Président de la République. Louis-Napoléon profita de la vacance pour renvoyer tout son ministère.

Le 31 octobre, un message de l'Elysée annonça à l'Assemblée qu'un nouveau Cabinet était ainsi formé : MM. le général d'Hautpoul à la Guerre, Ferdinand Barrot à l'Intérieur, Rouher à la Justice, de Parieu à l'Instruction publique, Fould aux Finances, Romain-Desfossés à la Marine, Bineau aux Travaux publics, Dumas au Commerce et à l'Agriculture. Sur le refus de M. de Rayneval, le général de la Hitte prit le portefeuille des Affaires étrangères.

C'était l'inauguration du gouvernement personnel. « Nous venons de faire un pas de plus vers un but inconnu », écrivait, à ce moment, M. de Barante[2]. Ce but, Alfred Nettement le dénonça sans tarder à ses lecteurs dans une suite d'articles, où la clairvoyance allait jusqu'à la prophétie. Le 9 novembre, suppliant l'Assemblée de ne

1. Un volume in-16, de 108 pages. Giraud, libraire-éditeur, rue Guénégaud, 24 ; Dentu, libraire, Palais-National.

2. Lettre du 6 novembre 1849 au comte d'Houdetot. — *Souvenirs du baron de Barante*, publiés par son petit-fils, *Claude de Barante*, t. VII, p. 482.

pas s'endormir dans une dangereuse sécurité, il montrait le Prince-Président engagé dans une route qui menait au coup d'État, et du coup d'État à l'Empire. « L'Empire, ajoutait-il, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ce serait la guerre, nous promettons de le démontrer ; la guerre, ce serait une nouvelle et plus redoutable explosion révolutionnaire, qui nous conduirait au démembrement de notre territoire. *Point d'Empire sans guerre, point de guerre sans révolution, point de guerre révolutionnaire sans invasion : voilà les trois termes de la progression fatale contenue dans ce seul mot, l'Empire.* »

Que cette « progression » fût « fatale », il l'établissait avec une force de logique singulière, dans ses articles des 10, 12, 14 et 15 novembre. Dans celui du 15 novembre, il annonçait, il racontait, comme s'il les avait eus sous les yeux, les événements de 1870 et de 1871 :

« Ne l'oublions pas, écrivait-il, nous n'en sommes plus à la guerre de 92, avec ses campements, ses marches et ses contremarches, ses sièges, et toutes les temporisations de l'ancienne tactique. L'Empereur, ce terrible jouteur, a appris à l'Europe, à force de victoires, comment on pouvait le vaincre, en lançant des masses sur un point, et en marchant toujours en avant vers l'endroit où se décide la destinée des empires. L'Europe a montré en 1814 et en 1815 qu'elle avait retenu la leçon, et soyez sûrs qu'elle ne l'a pas oubliée. *Une bataille perdue sur la frontière, c'est la France perdue.* N'y a-t-il point là de quoi faire réfléchir profondément les hommes qui sont sérieusement dévoués au pays ? D'un côté, la révolution est dans de moins bonnes conditions pour résister qu'en 1792 ; de l'autre, l'Europe dans de meilleures conditions pour attaquer.

« Comprenez-vous maintenant pourquoi nous sommes opposés à toute combinaison qui ressemblerait à l'Empire, à tout expédient destiné à ressusciter le système napoléonien, qui verserait

bientôt dans une crise révolutionnaire ? C'est que *nous voyons notre territoire menacé, notre indépendance nationale compromise, la France perdue;* c'est que nous voyons l'Empire qui essaierait de renaître commençant par où l'autre finit; c'est qu'au bas de sa première page *nous lisons Waterloo au lieu d'Austerlitz*[1] *!* »

L'Assemblée cependant poursuivait ses travaux. La loi sur la liberté d'enseignement fut mise en discussion le 15 janvier 1850. Cette loi, qu'adversaires et partisans ont appelée « la loi Falloux », du nom du ministre qui en fut le promoteur, n'était et ne pouvait être qu'une œuvre de transaction. Un grand nombre de catholiques, et à leur tête Louis Veuillot, virent dans cette transaction nécessaire et qui devait être si profitable à la cause religieuse, un abandon des droits de l'Eglise, une sorte de *concordat* sans dignité ni avantages. Du moment qu'elle n'était pas la liberté absolue, ils préféraient le *statu quo*, avec ses misères et ses dangers. C'était la politique du *Tout* ou *Rien*. Ce ne fut pas celle d'Alfred Nettement, qui se rangea résolument, dès le premier jour, parmi les défenseurs du projet déposé par M. de Falloux.

La discussion de la loi du 31 mai sur le suffrage universel suivit de près le vote de la loi sur l'enseignement. Le rapport de la Commission fut déposé le 18 mai 1850, et la discussion commença le 21.

Tout en maintenant le principe du suffrage universel, le projet de la commission y apportait dans la pratique de nombreuses et graves restrictions. Alfred Nettement et un certain nombre de ses amis de la droite ne crurent pas pouvoir les accepter toutes. Sans doute ils tenaient la loi

1. *L'Opinion publique* du 15 novembre 1849.

proposée pour légitime quant à son objet, qui était de réglementer le suffrage universel, mais ils estimaient qu'elle entraînerait des résultats fâcheux dans plusieurs de ses applications. Elle leur semblait exclure mal à propos des catégories d'électeurs sédentaires, honorables, utiles, nécessaires peut-être, et créer ainsi des mécontentements dangereux. En restreignant l'universalité du vote qui donne une si grande autorité morale à la majorité et au pouvoir, on ôtait au gouvernement de sa force ; en autorisant l'opposition à revendiquer cette universalité amoindrie, on lui fournissait le terrain qui lui manquait.

Plusieurs amendements qui auraient enlevé à la loi son caractère de réaction, qui l'auraient diminué tout au moins, furent présentés par MM. Raudot, de Tinguy, Vesin, de Vaujuas, de Larcy. Alfred Nettement les défendit dans son journal. Tous furent rejetés. A la dernière heure cependant, dans la séance du 31 mai, Alfred Nettement eut l'heureuse fortune de faire adopter, malgré l'opposition du rapporteur, du ministère et de la commission, un amendement dont il était l'auteur et qui était ainsi conçu :

« Sera rayé de la liste électorale, à la requête du ministère public, pour un laps de temps qui ne pourra être moindre de cinq ans, ni excéder dix ans, et dont la durée sera fixée par le tribunal, quiconque aura encouru une condamnation pour les délits prévus par les articles 338 et 339 du Code pénal (complicité d'adultères, entretien d'une concubine dans le domicile conjugal). »

Lors du scrutin sur l'ensemble de la loi, Alfred Nettement, et, avec lui, quinze membres de la droite, votèrent pour le rejet.

Au mois de juillet 1849, l'Assemblée avait voté, mais seulement à titre provisoire, une loi sur les journaux. La loi organique sur la presse, présentée un an plus tard, vint en discussion le 8 juillet 1850.

En 1849, Alfred Nettement s'était efforcé d'introduire dans la loi proposée par M. Dufaure des dispositions plus libérales. En 1850, son attitude fut la même.

L'article 1er de la nouvelle loi portait une augmentation du chiffre de cautionnement pour les journaux publiés dans les départements. Alfred Nettement, dans la séance du 9 juillet, rappela les services qu'avait rendus et que rendait encore la presse départementale. C'était lui porter un coup funeste que d'élever pour elle le taux du cautionnement, alors qu'elle avait déjà tant de peine à trouver les capitaux dont elle avait besoin. Il insistait donc pour le maintien du *statu quo*. L'*Opinion publique* avait presque tous ses abonnés en province. En plaidant pour la presse des départements, son directeur allait contre son propre intérêt ; mais n'était-ce pas chez lui chose habituelle ?

Combattu par M. Rouher, l'amendement fut rejeté.

Le 11 juillet, à la suite d'un éloquent discours de M. de Laboulie[1], l'Assemblée, par 322 voix contre 280, adopta l'*amendement Tinguy*[2], ainsi conçu :

1. *Laboulie* (Joseph-Balthazar-Gustave de), 1800-1867, avocat au barreau d'Aix, député de Marseille de 1834 à 1837, représentant des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative. Doué d'un rare talent de parole, il obtint, dans ces deux Assemblées, de grands succès de tribune. Il insérait assez fréquemment dans l'*Opinion publique* des lettres politiques, et, jusqu'à sa mort, il resta l'un des meilleurs amis d'Alfred Nettement.

2. *Tinguy* (Charles-Louis, marquis de), 1813-1881, représentant de la Vendée de 1848 à 1851.

« Tout article de discussion politique, philosophique ou religieuse inséré dans un journal devra être signé par son auteur, sous peine d'une amende de 500 francs pour la première contravention, et de 1,000 francs en cas de récidive. »

La plupart des journaux s'étaient élevés, avec une extrême vivacité, contre cet amendement. Les *Débats*, le *National*, la *Patrie*, l'*Assemblée nationale*, le *Constitutionnel* avaient ensemble fait campagne pour amener le rejet d'une disposition qui, selon eux, « blessait la presse au cœur ». Mieux inspirée, l'*Opinion publique* l'avait chaleureusement défendue :

« Pour nous, écrivait Nettement, malgré les difficultés d'application, nous l'acceptons de grand cœur. Il y a longtemps que nous comprenons ainsi la presse. « Droit en avant et le front découvert », cette belle devise de notre noble duc de Fitz-James est aussi la nôtre. Quand on juge toutes les vies, il faut livrer la sienne ; le journaliste n'est pas un homme privé, c'est un homme public. Il faut qu'on juge ce que pèse sa responsabilité morale, pour apprécier ce que pèse ce qui tombe de sa plume. Il faut qu'on sache s'il est un homme de talent vénal ou un homme de bien, un homme de dévouement qui sert son pays avec sa plume, comme il le servirait avec sa fortune, avec sa vie. Pour cela, la première de toutes les conditions, c'est qu'il se nomme[1]. »

Le 25 juillet 1850, Alfred Nettement signa, pour la première fois, son premier-Paris. Et maintenant il ne se passera pas un jour sans que son nom reparaisse dans l'*Opinion publique*, et souvent plusieurs fois dans le même numéro.

A quelques jours de là, le 11 août, la Législative entrait

1. L'*Opinion publique* du 11 juillet 1850.

en vacances pour trois mois. Avant de se séparer, elle nomma une commission permanente de vingt-cinq membres, chargée de veiller, pendant la prorogation, à la sauvegarde des droits de l'Assemblée. Alfred Nettement fut désigné pour en faire partie, le huitième sur vingt-cinq, par 306 voix. Il arrivait, certes, en bon rang et dans une place de choix, entre Berryer, élu le septième (375 voix), et le comte Molé, élu le neuvième (297 voix).

Retenu à Paris comme membre de la Commission de permanence, il prit cependant quelques jours de vacances. Il eût aimé sans doute à les aller passer à Wiesbaden où se trouvait alors le comte de Chambord[1]; mais il avait un devoir à remplir envers ceux qui, sans jamais l'avoir vu, l'avaient choisi comme un de leurs représentants et que lui-même n'avait pas encore visités depuis son élection.

Le 7 septembre, il partit pour le Morbihan. En compagnie de son ami l'abbé Le Crom[2], Alfred Nettement fit un pèlerinage à Sainte-Anne-d'Auray et au Champ-des-Martyrs. Une visite le lendemain à Kerléano, chez le général Joseph de Cadoudal, le frère de Georges; de rapides excursions à Locminé, un jour de marché; à Auray, où il rencontra Frédéric Ozanam[3], qu'il voyait pour la première fois; à Lorient, où l'attendait son

1. Le comte de Chambord était arrivé le 10 août à Wiesbaden; il y resta jusqu'au 30 août.

2. *Le Crom* (Marie-Mathurin), 1800-1876; professeur de théologie au grand séminaire de Vannes, représentant du Morbihan de 1849 à 1851.

3. Sur ce voyage de Frédéric Ozanam en Bretagne au mois de septembre 1850, voir sa *Vie*, par *C.-A. Ozanam*, son frère, missionnaire apostolique, pages 407 et suivantes. — 1882.

collègue M. Dahirel[1], à Baud, à Josselin et à Pontivy. — et déjà les courtes vacances du député-journaliste touchaient à leur fin.

Le 26 septembre, Alfred Nettement était de retour à Paris.

1. *Dahirel* (François-Marie-Hyacinthe), né à Ploërmel le 15 octobre 1804, mort à Cannes le 6 février 1875 ; représentant du Morbihan aux Assemblées constituante et législative de 1848-49 et à l'Assemblée nationale de 1871.

CHAPITRE XVI

L'Assemblée législative. — L' « Opinion publique » (suite et fin). — Le coup d'État du deux décembre.

Le Coup d'État du 18 Brumaire. — Alfred Nettement renouvelle ses pronostics sur le coup d'État du Prince-Président et sur ses conséquences. — L'*Opinion publique* en 1851. Le marquis de Belleval et Henry de Pène. — Les *Courriers de Paris*, les *Causeries musicales* et les *Causeries littéraires* d'Armand de Pontmartin. — L'*Opinion publique* racontée par un de ses rédacteurs. — La révision. M. de Falloux et l'*Opinion publique*. — Lettre du général Changarnier. — Second voyage dans le Morbihan. — Dernière session de l'Assemblée législative. *Le Coup d'État du 18 Fructidor.* — La journée du 2 décembre. — A Mazas et a Vincennes. — Suppression de l'*Opinion publique*.

I

La Législative reprit ses séances le 12 novembre. Un an auparavant, au mois de novembre 1849, Alfred Nettement avait signalé à ses collègues les dangers qui les menaçaient, et la France avec eux. S'ils ne savaient pas s'unir pour refaire la monarchie, ils n'échapperaient pas au coup d'État, dont les suites fatales seraient le rétablissement de l'Empire et, dans un avenir plus ou moins prochain, la guerre et l'invasion. Ses avertissements n'avaient pas été écoutés. Il les renouvela avec plus de force, dès que l'As-

semblée fut rentrée. Comme l'histoire, selon le mot de Bossuet, est « une maîtresse d'enseignements », il publia et réunit en brochure cinq articles sur *le Coup d'État du 18 Brumaire*.

Ces suggestives évocations du passé, ces courageuses prévisions de l'avenir causaient une vive irritation au Prince-Président et à ses ministres. Faute de pouvoir atteindre Alfred Nettement, que couvrait l'immunité parlementaire, on se rabattit sur son journal. L'*Opinion publique* avait publié quelques lignes du *Corsaire* sur l'*Ère des Césars*[1]. Des poursuites furent ordonnées contre son gérant, en même temps que contre l'auteur de l'article du *Corsaire*, M. Courtois, fils du conventionnel, devenu, malgré ses traditions de famille, un des plus ardents champions de la cour royaliste. Le procès fut appelé, le 22 novembre, devant la Cour d'assises de la Seine. Malgré une très spirituelle plaidoirie de M. Alfred Dufougerais, ancien directeur de la *Mode* et représentant de la Mayenne, le gérant de l'*Opinion publique* fut condamné à 1,000 fr. d'amende et à trois mois de prison. M. Courtois se voyait condamné, de son côté, à une amende de 2,000 fr. et à un emprisonnement d'un an.

On entrait bientôt dans l'année 1851, et de graves

1. L'*Ère des Césars* était une brutale apologie de la dictature militaire. Cette brochure, qui fit alors grand bruit, avait pour auteur M. Auguste Romieu, ancien préfet de la monarchie de Juillet, fort connu, mais non comme écrivain. Au mois d'août 1851, il publia le *Spectre rouge*. Le titre seul de cet ouvrage en indiquait assez l'objet. Les périls étaient assez réels pour émouvoir la société : on les grossissait au point de l'affoler. Après le coup d'État, M. Romieu fut nommé directeur général des Beaux-Arts et inspecteur général des bibliothèques. Il mourut le 20 novembre 1855.

événements en marquaient le commencement, préludes de ceux qui devaient en signaler la fin. Le 10 janvier, le ministère était remanié. Tandis que MM. Rouher, Baroche, Fould et de Parieu conservaient leurs portefeuilles, MM. Dumas, de la Hitte, de Schramm, Bineau, Romain-Desfossés étaient remplacés par MM. Bonjean, Drouyn de l'Huys, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Magne et Ducos. Le même jour, paraissait un décret qui destituait le général Changarnier et distribuait son double commandement entre le général Baraguey d'Hilliers, pour les troupes de toutes armes de la 1re division militaire, et le général Perrot, pour la garde nationale.

L'émotion fut grande à l'Assemblée. Elle se réunit aussitôt, dans ses bureaux, pour nommer une commission qui proposerait les résolutions à adopter dans les circonstances graves où se trouvait le pays. Alfred Nettement prit la parole dans son bureau. Le commissaire qui serait choisi devrait, selon lui, demander qu'un ordre du jour motivé exprimât le manque de confiance absolu de l'Assemblée à l'égard du nouveau ministère, et que *des forces suffisantes fussent chargées de protéger l'Assemblée*, sérieusement menacée par les entreprises du Prince-Président. Il fut nommé commissaire par 26 voix contre 17, données à M. Quentin Bauchart, futur conseiller d'État et sénateur de l'Empire [1].

Jusqu'au jour où s'accomplira le coup d'État du

1. Les quinze membres de la Commission étaient MM. Bixio, Baze, général Cavaignac, de Montebello, Flandin, Passy, duc de Broglie, Gustave de Beaumont, Daru, Lanjuinais, Alfred Nettement, Morellet, de Mornay, Lamartine, Buffet. Elle nomma pour président le duc de Broglie et pour secrétaire M. Lanjuinais.

2 décembre, Louis-Napoléon n'aura pas d'adversaire plus vigilant, plus persévérant, et, en même temps, plus perspicace. Ne semble-t-il pas qu'il lisait dans l'avenir comme dans un livre, lorsque dans son premier-Paris du 27 janvier 1851, renouvelant et précisant davantage encore ses pronostics de 1849[1], il déroulait en ces termes la suite des événements, une fois le coup d'État consommé :

« Il est dans la fatalité de M. Louis-Napoléon Bonaparte de commettre au dehors une faute dont les conséquences seraient incalculables. Son prestige lui vient de la gloire napoléonienne ; une fois maître, il tournera autour de la gloire, comme les papillons de nos salons autour de la bougie à la flamme de laquelle ils finissent par venir se faire consumer. Cela est inévitable, d'autant plus inévitable qu'un régime napoléonien sans gloire périrait par l'intérieur, comme on l'a vu quand la victoire abandonna les drapeaux de l'empereur. M. Louis Bonaparte a l'instinct de cette vérité ; cet instinct a transpiré dans sa lettre à M. Edgard Ney, et dans ses tendances à nouer dernièrement une alliance avec la Prusse. Elle éclatera s'il arrive au but. *Il voudra faire un coup de gloire du côté du Rhin*, et, ce jour-là, il trouvera l'Europe mettant huit cent mille hommes en ligne contre ces deux noms, la Révolution et Bonaparte.

« Le césarisme, c'est donc la guerre, et *la guerre, c'est une nouvelle révolution en France*. Si l'éruption révolutionnaire n'a pas encore éclaté, *elle éclatera ce jour-là...* Après quoi, on fera la guerre révolutionnaire avec le courage du désespoir, mais, selon nous, *sans aucune chance de succès*, car l'Europe *sait maintenant le secret de ces grandes marches qui mènent rapidement les masses militaires à travers les nations démoralisées vers les points d'où l'on domine un pays conquis*.

« Vous connaissez, maintenant, la raison de notre fermeté...

1. Voir ci-dessus, chapitre xv, page 384.

Par la brèche que le césarisme ouvrirait, l'étranger passera. La fermeté dans une pareille situation n'est donc que de la prudence. Nous faisons comme les Hollandais qui bouchent la première fissure qui se manifeste dans leurs digues ; ceux qui nous blâment tiennent le langage de ceux qui diraient aux surveillants des digues : « Ne contrariez pas ce flot qui veut passer », sans réfléchir que derrière ce flot se presse l'Océan ! »

Cet article, nous l'avons dit, est du 27 janvier 1851 ; vingt ans après, jour pour jour, le 27 janvier 1871, à Versailles, le comte de Bismarck et M. Jules Favre arrêtaient ensemble les termes de la capitulation, qui devait être signée le lendemain : Remise immédiate était faite à l'armée allemande de tous les forts de la capitale, ainsi que de leur matériel de guerre ; — l'enceinte était désarmée de ses canons dont les affûts devaient être transportés dans les forts à désigner par un commissaire de l'armée allemande ; — les garnisons (armée de ligne, garde mobile et marins) des forts de Paris étaient prisonnières de guerre et devaient déposer leurs armes ; — l'armée allemande entrerait dans Paris ; les conditions de cette entrée seraient fixées, le jour où l'on débattrait les clauses de la paix définitive.

De toutes les prévisions d'Alfred Nettement, pas une qui ne se fût entièrement réalisée.

II

Le 2 mai 1851, l'*Opinion publique* entrait dans sa quatrième année. Trois ans lui avaient suffi pour conquérir une des premières places dans la presse de Paris. Ce résultat sans doute était dû surtout au rédacteur en

chef, à Alfred Nettement ; mais il n'est que juste de rappeler que ses collaborateurs, presque tous des jeunes gens, contribuèrent pour une large part au succès obtenu.

Au mois de mars 1851, le journal de la rue Taitbout fit une précieuse recrue dans la personne de M. L.-C. de de Belleval[1]. C'était encore un de ces originaux dont l'espèce, j'en ai peur, est pour longtemps perdue. Très érudit, travailleur acharné, le marquis de Belleval s'engageait à fournir autant de copie qu'on le voudrait, à une condition cependant, c'est qu'on ne le paierait point. Et cela, sous le prétexte bizarre qu'il n'avait pas besoin pour vivre qu'on lui payât ses articles, — ce qui d'ailleurs était vrai. A partir de son entrée au journal, avec une régularité qui ne se devait jamais démentir, il donna, trois fois par mois, sous le titre beaucoup trop modeste de *Bulletin bibliographique*, de copieux feuilletons, où il rendait compte de presque tous les ouvrages qui paraissaient, principalement de ceux qui avaient un caractère historique.

Un peu avant la venue du marquis de Belleval, l'*Opinion publique* avait vu arriver dans ses bureaux un tout jeune homme, presque un enfant, qui, lui, demandait à être payé, mais pour des motifs particulièrement honorables. Henry de Pène — c'était son nom — avait à peine dix-neuf ans[2], lorsque, au mois d'octobre 1849, il se présenta au bureau du journal de la rue Taitbout. Après de brillantes études au collège Rollin et d'éclatants succès au concours général, il venait de commencer son droit et se

1. Louis-Charles de Belleval, marquis de Belleval, né à Abbeville (Somme), le 16 mars 1814 ; mort à Paris le 6 juin 1875.

2. Il était né à Paris le 25 avril 1830.

livrait en même temps à son goût pour la peinture, en attendant de se choisir une carrière, quand soudain la fortune de son père, atteinte par le contre-coup de la révolution de février, s'effondra. Son père mourut, tué par le chagrin ; il resta le seul soutien de sa mère. C'est alors qu'il vint frapper à la porte d'Alfred Nettement et lui dire : « Mon père était royaliste ; je suis royaliste comme lui. Je veux payer les dettes qu'il a laissées ; pour cela je travaillerai bien, employez-moi. » Alfred Nettement l'embrassa, lui dit d'avoir confiance ; le lendemain, il le mettait à la besogne.

Henry de Pène fit d'abord du reportage, recueillant les bruits et les nouvelles, multipliant les échos, sachant donner un tour piquant au moindre entrefilet. Il était né chroniqueur, et il eut vite fait d'en fournir la preuve. On lui confia bientôt les petits théâtres, puis l'*intérim* des grands, quand Alphonse de Calonne[1] se trouvait d'aventure empêché. Le premier de chaque mois, il rédigeait les *Tablettes du mois* qui venait de finir, et jamais on ne mit tant d'esprit dans un Almanach :

Dans le calendrier lisez-vous quelquefois ?

Au besoin il faisait l'article politique, et le premier-Paris ne l'effrayait pas. Mais il se sentait surtout à l'aise dans le feuilleton. L'*Opinion publique* donnait quelquefois, entre deux romans, un proverbe dramatique. Après Pontmartin et Alphonse de Calonne, il s'essaya, lui aussi, dans ce genre, et y réussit à merveille. Il y avait

1. Depuis la fin de 1849, Alphonse de Calonne avait succédé, comme critique dramatique, à Théodore Muret, qui s'était à ce moment séparé du journal.

déjà bien de la finesse et de la distinction dans *Il y a de la fumée sans feu et du feu sans fumée*[1], proverbe en un acte, et dans *Jeunesse ne sait plus*[2], proverbe en deux actes.

Ces années de l'*Opinion publique* devaient rester chères entre toutes à Henry de Pène. Ce lui avait été une heureuse fortune d'avoir pour premier maître Alfred Nettement, et sans doute son image lui était encore présente, et aussi ses conseils et ses exemples, lorsque, trente ans plus tard, il écrivait le meilleur de ses ouvrages, son livre sur *Henri de France.*

Armand de Pontmartin, qui eut avec Nettement le mérite d'ouvrir l'*Opinion publique* aux dix-neuf ans d'Henry de Pène, a été le plus brillant rédacteur littéraire de la feuille de la rue Taitbout. Lui aussi multipliait ses articles, *Courriers de Paris*, *Causeries musicales*, *Causeries littéraires*.

« Pour rencontrer heureusement sur les petits sujets, a dit la Bruyère, il faut trop de fécondité, c'est créer que de railler ainsi et faire quelque chose de rien. » C'est avec des riens que Pontmartin trouve moyen de composer ses plus jolies chroniques. Il prend, par exemple, l'*Almanach national* de MM. Guyot et Scribe, et avec cet almanach il fait un article qui renferme les traits les plus piquants et, à côté des anecdotes les plus drôles, les leçons les plus sages[3]. Un autre jour — c'était le 1er janvier 1850 — assisté de son collègue et ami maître Calixte Ermel[4], il publia, après l'avoir préalablement

1. L'*Opinion publique* des 17 et 18 décembre 1850.
2. L'*Opinion publique* des 13, 14, 16 et 17 mai 1851.
3. L'*Opinion publique* du 20 janvier 1850.
4. Pseudonyme sous lequel Pontmartin avait autrefois débuté dans la *Mode*.

rédigé lui-même, le *Testament d'une défunte*, feu l'année 1849. Jamais, depuis le *Légataire universel* de Regnard, on n'a eu tant d'esprit par devant notaire. Et la *Lettre d'un représentant de province à un de ses amis*, et les *Bulletins de la République...* des lettres ! Comme tout cela est vif, léger, aimable, et comme, à la lecture de ces pages écrites de verve, le mot de Mme de Sévigné vous revient vite à la mémoire : « Mes pensées, mon encre, ma plume, tout vole ! »

En 1849 et en 1850, la salle Ventadour et la vieille salle de la rue Le Peletier comptaient encore d'admirables chanteurs. Pontmartin était un ardent mélomane ; il se réserva, dans l'*Opinion publique*, le département de la musique, et il écrivit, sous le titre de *Causeries musicales*, de délicieuses pages, gaies, fraîches et jeunes. Qui relira ces vieux feuilletons y retrouvera comme un écho, affaibli sans doute, mais encore charmant, de ces merveilleux opéras bouffes qu'interprétaient alors, au Théâtre-Italien, Lablache et Mario, Ronconi et Mlle Véra.

C'est le 1er octobre 1849 que Sainte-Beuve entreprit sa campagne des *Lundis* au *Constitutionnel*. Le 11 février précédent, Pontmartin avait inauguré, à l'*Opinion publique*, ses *Causeries littéraires*. J'avoue — cela tient peut-être à ce qu'elles sont enfouies au fond d'un journal depuis longtemps disparu et joignent ainsi à leur valeur propre l'attrait des choses rares — j'avoue que j'ai un faible pour ces premières causeries.

Armand de Pontmartin avait, à cette époque, 37 ou 38 ans. Venu tard à Paris, il était à peine connu en 1848, et c'était l'*Opinion publique* qui avait tout à coup mis son

nom en pleine lumière. Sous la caresse de ces premiers rayons de la renommée, plus doux que les premiers feux de l'aurore, il était redevenu plus jeune que jamais ; il sentait enfin qu'il était autre chose et mieux qu'un « amateur » richement doué. Il avait foi maintenant dans l'avenir, foi dans son talent qu'il sentait grandir, foi dans sa cause dont il espérait le prochain triomphe. En même temps qu'à l'*Opinion publique*, il écrivait alors à la *Revue des Deux Mondes*. A la *Revue*, il était spirituel, élégant, correct ; à M. Buloz, qui le payait, il en donnait pour son argent. A l'*Opinion publique*, il se dépensait tout entier ; tout ce qu'il y avait en lui d'ardeur, de flamme, de passion, il le donnait à ce journal qui ne le payait pas.

Mais de tous les lieutenants d'Alfred Nettement, le plus actif, le plus dévoué, le plus utile, fut peut-être Albert de Circourt. J'ai déjà parlé de ce galant homme ; une lettre qu'il m'écrivait il y a longtemps déjà et où, sans le vouloir, sans le savoir, il s'est peint tout entier, achèvera de le faire connaître. Cette lettre se lie si intimement à l'histoire de l'*Opinion publique*, elle renferme, sur Alfred Nettement, un témoignage d'une si particulière valeur, que je la dois reproduire en entier :

« Paris, 6 mars 1883.

« Monsieur,

« Il y a de cela trente-deux ans juste, et je n'étais plus alors un enfant. C'est vous dire que vous relancez un vieillard qui risquerait d'être prolixe s'il se mettait à causer du temps passé ; mais, tout en caressant complaisamment mes souvenirs de l'*Opinion publique*, dont je puis dire : C'est une belle chose que la guerre quand on en est revenu, je ne saurais guère y retrouver des anecdotes à vous raconter. Pontmartin en a dit

quelques-unes dans un de ses articles ; il a fait des bureaux et de la vie du journal, où nous le voyons une fois par semaine, un tableau, assez exact au demeurant, malgré son ton légèrement épigrammatique. Il a expliqué ce tour de force, rédiger et publier sans un sou de capital un journal à 6,000 abonnés, qui était fréquemment dans l'embarras pour faire timbrer le matin le papier sur lequel il se tirerait le soir. Dans les jours de grande presse, Adolphe Sala vendait quelque pièce de son mobilier, et son industrieux dévouement triompha des difficultés renaissantes jusqu'au jour où la suppression du journal y mit fin. Alfred Nettement était seul capable d'inspirer à des collaborateurs, tous pauvres comme lui, ce dévouement qui se traduisait par le jeûne du Bénédictin et le travail de la machine à vapeur, car ce n'était pas œuvre de Bénédictin que cette production fiévreuse. A neuf heures du matin on était au bureau qui, de 2 à 5 heures, ne désemplissait pas. On lisait, traduisait, rédigeait, on faisait la conversation avec les nouvellistes, les politiqueurs de tous bords, avec les flâneurs de qui l'on tirait quelque chose en y mettant de la patience et de la verve. Heureux les jours où l'on pouvait aller dîner à 7 heures ! on revenait à huit. Alfred Nettement avait passé l'après-midi à l'Assemblée. Il apportait son article, et pendant qu'on l'imprimait toute la rédaction se mettait aux entrefilets qui, à cette époque, étaient la partie vivante d'un journal. Ce travail s'exécutait au milieu d'un nuage formé par la fumée de dix ou douze cigares, cigares des rédacteurs, cigares des visiteurs qui affluaient le soir ; et le pauvre Nettement qui ne fumait pas ne s'est jamais plaint. Lorsque toutes les épreuves étaient sur la table, on en faisait la lecture à haute voix, visiteurs admis à donner leur coup de langue, sans voix délibérative. C'est là que se révélait le secret de Nettement pour diriger, lui-même acceptant la critique et l'exerçant avec une sûreté, une douceur, une fermeté, une sincérité qui auraient anéanti tous les amours-propres et les oppositions, si l'amour-propre avait eu la moindre part dans cette œuvre de convaincus. A minuit, l'on partait de la rue Taitbout et l'on faisait une promenade sur le boulevard avec les causeurs que l'on rencontrait. Les événements de

la journée, la situation du moment se récapitulaient dans cette promenade. On trouvait un mot, une formule, et le travail du lendemain, tracé d'avance en se quittant, était couvé pendant le sommeil. L'*Opinion publique* justifiait ainsi son titre. Elle se rédigeait avec des convictions arrêtées, des principes fixes et un but constant, mais dans un frottement incessant avec les esprits les plus vifs de tous les partis et la patiente investigation des impressions vulgaires que les gens à idées ne peuvent trouver en eux-mêmes, tandis que pour agir sur le public il est indispensable de les connaître et d'en faire la trame de son tissu.

« Un métier pareil, dans le dénuement incroyable de toutes ressources où était l'*Opinion publique*, ne se pourrait continuer longtemps, mais il forme puissamment ceux qui s'y livrent. Alfred Nettement y a gagné les qualités de tous genres qu'il a déployées plus tard dans ses beaux livres, l'*Histoire de la littérature sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet*, de *la Conquête d'Alger*, de *la Restauration*. Il avait réussi à faire, sans même assez d'argent pour s'abonner aux feuilles Havas, le journal le mieux renseigné, où des ministères on envoyait prendre des informations, et avec 6,000 abonnés un journal qui exerça une influence quelquefois décisive sur l'action de son parti, quelquefois, pas toujours malheureusement, car si c'eût été toujours, j'ai la conviction que la restauration serait faite depuis trente ans. Il ne me convient point d'entrer dans le détail à ce sujet. De 1848 à 1852, la direction du parti royaliste a été disputée entre des personnages de tempéraments divers plus que de vues opposées, et finalement n'a pas abouti à bien. Tout ce que je veux dire est qu'Alfred Nettement, sans prétendre à la donner, a toujours cherché à la faire prendre par des hommes qui y apporteraient les dispositions qui lui réussissaient dans sa sphère de journaliste. Il avait acquis dans la direction de l'*Opinion publique* le sens des choses réelles, il faisait de la politique pratique, tendant chaque jour à avancer d'un pas vers la restauration, les regards toujours fixés vers ce but, n'éprouvant point de satisfaction en dehors de ce qui l'en pouvait rapprocher, cherchant des adhérents par-

tout, s'informant des idées et des intérêts qui amenaient des hommes vers son but et faisant leur place aux hommes en même temps qu'aux idées et aux intérêts, parce qu'il portait le dévouement à sa cause jusqu'à la plus entière abnégation personnelle. Ceci est le grand point. Alfred Nettement était le meilleur chrétien, le plus parfait royaliste, le plus grand citoyen, l'esprit le plus clairvoyant, parce qu'il était le cœur le plus dévoué. Mais si je me mets à vous parler de l'homme, je n'en finirai pas, et je termine cette trop longue lettre qui ne vous apprend rien, en vous priant, Monsieur, de préciser les points sur lesquels mes souvenirs pourraient vous servir.

« Veuillez agréer, etc.

« Albert DE CIRCOURT. »

III

Une année seulement séparait maintenant le pays de l'échéance de mai 1852, date à laquelle la Constitution avait fixé l'élection d'un nouveau président et la réélection de l'Assemblée. Devait-on se laisser surprendre par cette échéance ? Ne convenait-il pas, au contraire, de prendre les devants et de conjurer, en révisant la Constitution, les périls que ne pouvait manquer de créer le renouvellement simultané des deux pouvoirs ? Les chefs de la majorité résolurent de demander la révision immédiate. Alfred Nettement ne crut pas pouvoir les suivre dans cette voie, qui devait, selon lui, conduire fatalement à la prorogation des pouvoirs de Louis Bonaparte.

Le 8 juillet 1851, M. de Tocqueville, au nom de la com-

mission, à laquelle avaient été renvoyées les pétitions concernant la révision, déposa son rapport, qui se terminait par la proposition suivante : « L'Assemblée nationale, vu l'article III de la Constitution, émet le vœu que la constitution soit révisée en totalité, conformément au dit article. »

La discussion, commencée le lundi 14 juillet, occupa la semaine entière. Le samedi 19, on vota à la tribune au scrutin public, et par appel nominal. A huit heures moins quelques minutes, le président[1] prononça le résultat du scrutin :

Nombre des votants	724
Majorité constitutionnelle des trois quarts exigée par l'article III de la Constitution	543
Bulletins blancs pour l'adoption	446
Bulletins bleus	278

La proposition de révision n'était pas adoptée.

Une quinzaine de membres de la droite avaient voté contre : MM. Barchou de Penhoen, Betting de Lancastel, Bouhier de l'Ecluse, Caillel du Tertre, de Castillon, Chauvin, Failly, Favreau, Laimé, Léo de Laborde, de Neuville, Ernest de la Rochette, Raudot, de la Rochejaquelein, Thomine-Desmazures. Alfred Nettement est porté au *Moniteur* comme *absent au moment du vote*. Il n'était point de ceux qui reculent devant les responsabilités et se réfugient dans l'abstention. L'*Opinion publique* publia sur le champ cette note :

« D'impérieux devoirs de famille ont empêché M. Nettement de prendre part aujourd'hui aux travaux de l'Assemblée, que

1. M. Dupin aîné.

personne ne prévoyait devoir se terminer si brusquement par un vote. L'absence de notre honorable ami a seule fait que son nom figure sur la liste des abstentions[1] ».

A peine rentré à Paris, il insérait en tête de son journal la déclaration suivante :

« En arrivant à Paris, je veux d'abord remercier mes amis et collaborateurs de l'*Opinion publique* d'avoir expliqué mon absence au moment du vote de la révision. Malgré le devoir qui m'appelait pour quelques heures hors Paris, samedi dernier, si j'avais pu prévoir que la discussion serait si brusquement fermée, je serais resté afin de voter contre la révision.

« Si je fais cette déclaration, ce n'est point pour faire montre de ma persistance dans mon avis, c'est parce qu'il est du devoir de ceux qui sont mêlés aux luttes de la politique, de mettre leurs actes d'accord avec leurs paroles. Dans cette question de révision, plein de respect pour les intentions de nos nombreux amis dont le vote a été différent du nôtre, nous sommes unis de pensée comme de cœur avec eux sur le terrain des principes si magnifiquement développés par M. Berryer.

« Notre dissidence porte sur la question d'opportunité. Persuadé que, dans les circonstances actuelles, en présence des divisions qui séparent encore les anciens partis monarchiques et de l'incertitude que ces divisions jettent dans le pays, comme en présence des prétentions présidentielles et des manœuvres administratives, la révision ne pourrait amener actuellement un changement de mal en mieux, nous avons cru devoir voter contre elle, parce que le moment de réviser la Constitution utilement pour le pays ne nous a pas paru arrivé.

« Alfred NETTEMENT[2]. »

Les chefs de la majorité en voulurent beaucoup à Nettement de s'être séparé d'eux en cette circonstance.

1. L'*Opinion publique* du 20 juillet 1851.
2. L'*Opinion publique* du 22 juillet 1851.

Berryer, il est vrai, ne lui tiendra pas rigueur longtemps, mais le ressentiment de M. de Falloux ne s'éteindra pas aussi vite. En 1882, — treize ans après la mort d'Alfred Nettement, — l'ancien ministre de l'instruction publique publia le recueil de ses discours. Celui du 14 juillet 1851 sur la révision[1], était précédé d'une note ainsi conçue :

« Cette controverse (sur la proposition relative à la révision de la Constitution) dura assez longtemps et prit assez de portée pour que l'extrême droite voulût, c'était peut-être la première fois, fonder un journal qui lui appartînt pleinement. Il eut pour titre : l'*Opinion publique.* La rédaction en fut confiée à M. Alfred Nettement qui s'inspirait tour à tour ou tout ensemble de M. de Saint-Priest et de M. Thiers ».

J'étais l'ami de M. de Falloux ; je lui écrivis aussitôt, pour lui faire remarquer que ses souvenirs le trompaient ; que l'*Opinion publique* n'avait point été fondée en 1851, en vue de combattre la révision de la Constitution ; qu'elle avait commencé de paraître le 2 mai 1848, alors que la Constitution n'était pas encore née, alors que la Constituante elle-même n'était pas encore réunie. Dans ses *Mémoires*, publiés en 1888, M. de Falloux, laissant de côté cette fois la date de la fondation de l'*Opinion publique*, s'exprime ainsi, toujours à propos de la révision, sur le compte d'Alfred Nettement et de son journal :

« Alfred Nettement était un écrivain d'un véritable talent ; on lui confia la direction d'un journal créé sous ce titre, l'*Opinion publique,* et ce journal prit ouvertement ses inspirations, et disait-on, sans que j'aie pu le vérifier, une partie de ses fonds *chez M. Thiers*[2]. »

1. *Discours et Mélanges politiques*, par le comte de Falloux.
1. *Mémoires d'un royaliste*, t. II, p. 73.

Ces lignes sont encore singulièrement inexactes. Personne n'avait *confié* à Nettement la direction de l'*Opinion publique*, puisque c'était lui-même et lui seul qui l'avait fondée. Le peu d'argent dont il avait eu besoin pour la créer, il l'avait demandé à ses amis personnels, qui étaient en même temps ses amis politiques, M. des Cars, M. de Saint-Priest et M. d'Escuns. Comment eût-il pu songer à demander l'aide pécuniaire de M. Thiers, dont il avait été pendant dix-huit ans l'adversaire irréconciliable, qui lui-même était resté, après comme avant le 24 février, l'irréconciliable adversaire des Bourbons de la branche aînée, et qui se fût bien gardé de contribuer, pour si peu que ce fût, à la création d'une feuille *henri quinquiste ?* Faire de M. Thiers le bailleur de fonds et l'*inspirateur* du journal d'Alfred Nettement, c'est, à coup sûr, l'une des plus étranges imaginations qui aient jamais hanté le cerveau d'un homme d'esprit !

IV

Le 9 août 1851, l'Assemblée clôtura sa deuxième session; sa rentrée était fixée au 4 novembre.

Le temps avait manqué à Alfred Nettement, l'année précédente, pour visiter ses électeurs de l'arrondissement de Ploërmel. Il s'était promis de les aller voir aux vacances prochaines. Les vacances étaient arrivées ; il ne voulut partir cependant qu'après avoir étudié, dans une suite d'articles, *la Situation en 1851 et les Questions de conduite.*

Puisque l'heure de la monarchie se trouvait ainsi for-

cément retardée, puisque la fusion n'était pas faite et que l'hostilité de M. Thiers la rendait, pour le moment du moins, impossible, la conduite que les légitimistes avaient à tenir se trouvait toute tracée. Ils ne pouvaient voter ni pour la réélection de Louis-Napoléon qui mènerait à l'empire, ni pour le prince de Joinville, dont la candidature, si elle était posée, serait un acheminement à un second 1830. Ils ne pouvaient pas davantage s'effacer, s'abstenir. S'effacer ne peut convenir à un grand parti ; s'abstenir, c'est abdiquer. Ils devaient donc avoir un candidat, choisi parmi les défenseurs de l'ordre, digne des sympathies du pays. Ce candidat, il n'y avait pas de temps à perdre pour le trouver et pour le présenter au pays.

La nécessité d'une candidature constitutionnelle une fois établie, et aussi la nécessité de ne pas trop différer le choix du candidat, restait à faire ce choix. Alfred Nettement ne prononçait encore aucun nom ; son choix pourtant était fait. Dans son opinion, les royalistes devaient se rallier autour de la candidature du général Changarnier. Le général, qui voulait éviter de faire partie de la commission de permanence, avait quitté Paris et regagné Autun dès le 25 juillet. C'est là qu'Alfred Nettement lui avait écrit, dans les premiers jours d'août, afin de s'assurer qu'il ne se refuserait pas à laisser poser sa candidature. Changarnier lui répondit le 7 août, et sa réponse n'était pas, on va le voir, pour détourner le directeur de l'*Opinion publique* d'entamer sa campagne.

« Cher collègue,

« Deux mots seulement, car le temps me manque et je tiens à vous remercier sans délai de la très bonne et charmante lettre

qui me donne un aperçu si piquant et si net des manœuvres, dont le résultat, si elles réussissaient, sera de conduire la France à une perte certaine et prochaine.

« Votre *fusionniste important a menti* sur tous les points. Je n'ai pas émis une opinion quelconque sur la candidature du prince de Joinville, dont pas une lettre, excepté la vôtre, ne m'a parlé. Quant à ma candidature, loin de la croire *impossible*, je lui aurais cru et lui croirais encore d'excellentes chances, si les Burgraves qui s'abritaient si volontiers derrière moi aux jours du péril pouvaient sacrifier au salut du pays leurs vieilles rancunes et leurs ambitions personnelles. Maintenant que je vous ai dit ceci simplement, loyalement, comme un honnête homme à un honnête homme, à un homme de foi et de désintéressement, à un ami, croyez-vous que je pourrais trouver en faveur de ma candidature les paroles pénétrantes, irrésistibles, que je trouverais si facilement en faveur d'un autre candidat que je croirais digne de la confiance de la France ? Non, sans doute. Après avoir donné une douzaine de jours encore à ma famille et à mes affaires depuis longtemps sacrifiées à mes devoirs publics, je retournerai à Paris et vous me reverrez tel que vous m'avez toujours connu, inébranlable dans la ligne de conduite que ma conscience m'a tracée et toujours prêt, sans irritation, sans mauvaise humeur, à me rendre utile, même au dernier rang.

« Une lettre de Montpellier m'annonce que des émissaires, se disant accrédités par les plus hautes notabilités fusionistes, préparent la candidature du maréchal Soult, en disant que le général Changarnier s'éloigne de plus en plus des légitimistes et que, si le maréchal Soult ne peut passer, il faudra continuer Louis Bonaparte. Chapot[1] reste-t-il à Paris ? Je lui écrirai bientôt. S'il part, il doit laisser son adresse.

« Je vous serre affectueusement la main.

« CHANGARNIER.

« 7 août 1851. »

1. François Chapot (1811-1856), représentant royaliste du Gard et l'un des meilleurs amis de Nettement. Il mourut à Venise, le 8 février 1856, dans les bras du comte de Chambord.

« Ne me croyez pas découragé par l'intrigue des poltrons et des traîtres ».

Alfred Nettement avait indiqué à ses amis la voie qu'il lui paraissait sage et politique de suivre. Ce devoir rempli, il crut qu'il lui était enfin loisible de prendre quelques jours de repos. Au milieu de septembre, il partit pour le Morbihan.

Après une course rapide à travers l'arrondissement de Ploërmel, il visita cette fois le golfe du Morbihan, la petite mer, comme l'appellent les Bretons, à cause du voisinage de la grande. A l'île aux Moines, il fut l'hôte de M. du Bodan[1], ancien membre de la Constituante et alors procureur général à Rennes. Dans sa promenade à la presqu'île de Sarzeau, il eut la joie de retrouver, au joli château de Truscat, qui se dessine au milieu d'un bois, à peu de distance du rivage, un ami de sa jeunesse, un poète qui envoyait quelquefois des vers à l'*Opinion publique*, M. Jules de Francheville. Le 29 septembre, une messe était dite à Sainte-Anne d'Auray pour l'anniversaire de la naissance du comte de Chambord. Alfred Nettement y assistait, et, au sortir de la chapelle, il reprenait le chemin de Paris.

V

A peine de retour, il multiplia les avertissements, répétant aux membres de la Commission de perma-

1. *Du Bodan* (François-Marie *Guillo*), 1794-1872. Après avoir été représentant du Morbihan à la Constituante de 1848, il ne fit partie d'aucune autre Assemblée. — Son fils, Charles-Marie-Christophe Guillo *du Bodan* (1827-1898), élu représentant du Morbihan à l'Assemblée nationale le 27 avril 1873, est mort sénateur.

nence: *Prenez garde!* les conjurant de rappeler sur le champ l'Assemblée[1]. Le 19 octobre, dans un article intitulé: *la Présidence de M. Louis Bonaparte devant le pays,* il dresse contre le Président un vigoureux réquisitoire; il le montre marchant résolûment vers le but qu'il s'est fixé, à la veille de faire, par une alliance avec les socialistes, un nouveau pas vers ce but si patiemment poursuivi, « sauf à reculer, mais à reculer pour faire un pas encore en avant, *un dernier pas, car, malgré tout, contre tout, on veut arriver*[2]. »

L'Assemblée reprit ses séances le 4 novembre. En entrant dans la salle, chacun des représentants trouva sur son pupitre une brochure intitulée: *Histoire du coup d'Etat du 18 fructidor*, par Alfred Nettement. C'était, dans la pensée de l'auteur, une histoire anticipée du coup d'État qui se préparait et dont la date seule lui était cachée.

Un bien averti en vaut deux. Malheureusement, beaucoup de députés se refusèrent à entendre l'*Avertissement* que leur donnait leur collègue. Ce même jour, 4 novembre, l'Assemblée recevait un message du Président de la République, l'invitant à abroger d'urgence la loi du 31 mai. Qu'elle se déjugeât, comme on le lui demandait, qu'elle déchirât de ses mains une loi qu'elle avait votée, l'année précédente, à une énorme majorité, elle se discréditait elle-même. Qu'elle confirmât, au contraire, par un nouveau vote, une loi qui avait soulevé tant de colères, elle portait à son comble l'impopularité qui déjà pesait sur

1. Voir, en particulier, les articles de l'*Opinion publique* du 14 et du 16 octobre.

2. L'*Opinion publique* du 19 octobre 1851.

elle. De la part de Louis-Napoléon, mettre l'Assemblée dans une telle alternative, c'était un coup de maître.

Alfred Nettement ne fut pas de ceux que surprit le Message du 4 novembre. Depuis quelque temps déjà, il ne cessait, dans son journal, de réclamer la mise à l'ordre du jour de la loi électorale communale, qui eût permis de modifier la loi du 31 mai. Il suppliait ses collègues de ne pás se laisser devancer, les avertissant qu'un jour ou l'autre le Président de la République, dans l'intérêt de sa popularité, proposerait l'abolition totale de cette loi.

Le dénouement maintenant était proche. Le 6 novembre, les questeurs de l'Assemblée, MM. Baze, Le Flô et de Panat, déposèrent une proposition aux termes de laquelle l'article 6 du décret du 11 mai 1848, attribuant au président de l'Assemblée le droit de requérir *directement* les troupes qu'il jugerait nécessaires à la protection de la Chambre, devait être promulgué comme loi, mis à l'ordre du jour de l'armée et affiché dans les casernes. La discussion fut fixée au 17 novembre. Défendue par le général Le Flô, le colonel Charras et M. Thiers, combattue par le général de Saint-Arnaud, ministre de la Guerre, et par MM. Crémieux, Michel de Bourges et Jules Favre, la proposition fut repoussée par 403 voix contre 300. Alfred Nettement et, avec lui, tous les royalistes, avaient voté pour.

Il n'y avait plus de majorité : le Président restait maître du champ de bataille. Le vote du 17 novembre lui assurait l'armée, dont il brisait les hésitations ; l'abrogation de la loi du 31 mai lui conciliait le peuple. Désormais, il était libre de choisir le jour et l'heure, soit qu'il laissât languir ses adversaires dans l'énervement de l'attente.

soit qu'il préférât les surprendre à l'improviste. Il choisit ce dernier parti.

Le 2 décembre, Paris en s'éveillant apprit le coup d'État. Des crieurs annonçaient la dissolution de l'Assemblée; des proclamations *Au Peuple* et *A l'Armée* couvraient les murailles; le bruit se répandait que les généraux d'Afrique, les trois questeurs et plusieurs représentants avaient été saisis à leur domicile et mis en prison. Paris était en état de siège et les troupes en mouvement sur tous les points.

Avant six heures du matin, Léo de Laborde, l'énergique député de Vaucluse, sonnait à la porte d'Alfred Nettement, rue Saint-Lazare, n° 36, et lui annonçait la nouvelle. Tous deux sortirent immédiatement. A sept heures, bien que le Palais-Bourbon fût entouré de troupes, ils réussirent à s'introduire dans l'intérieur du palais par la petite porte de la rue de Bourgogne, dite Porte-Noire. Une soixantaine de représentants étant parvenus également à entrer, on voulut tenir séance. Des soldats de gendarmerie mobile, précédés d'un capitaine le sabre nu, entrèrent dans la salle, prirent au collet les représentants et les jetèrent sur la place Bourgogne.

Apprenant qu'on se rassemble, rue de Lille, n° 79, chez M. Daru, Léo de Laborde et Alfred Nettement s'y transportent, avec ceux de leurs collègues qui viennent, comme eux, d'être chassés du Palais-Bourbon. On annonce que la mairie du 10e arrondissement vient d'être mise, par le maire, M. Augustin Cochin, à la disposition des représentants. Tous s'y rendent, et bientôt près de deux cent cinquante membres, appartenant plus spécialement à la droite, s'y trouvent réunis, sous la présidence de

M. Benoist d'Azy. Berryer fut, dès le début, l'âme de cette séance tumultueuse et inquiète. C'est lui qui, écartant toute protestation inutile, fait décréter que le Président est déchu et que le pouvoir passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Adopté à l'unanimité, le décret est immédiatement transcrit sur des feuilles que signent tous les représentants[1]. Puis, toujours à la voix de Berryer, l'Assemblée prend une série de décisions : mise en liberté des représentants arrêtés ; ordre au général Magnan, à peine de forfaiture, de mettre l'armée à la disposition de l'Assemblée nationale ; nomination du général Oudinot au commandement en chef des troupes, et de M. Tamisier, comme chef d'état-major.

Ce dernier décret venait d'être rendu, lorsque des soldats, des commissaires de police et des agents entrent dans la salle, et en expulsent les représentants. Ceux-ci sont rangés dans la rue de Grenelle, entre deux haies de soldats, et conduits à la caserne du 7e lanciers, au quai d'Orsay. Il était trois heures vingt minutes.

Dans la cour de la caserne, un des secrétaires, M. Grimault[2], et ensuite M. Antony Thouret[3], firent l'appel des 750 membres de la Législative. A chaque nom on répondait *absent* ou *présent*, et le secrétaire notait au crayon les présents. On constata la présence de 220 représentants. Alfred Nettement était l'un des 220.

Vers dix heures du soir, commença dans la caserne un

1. M. Charles de Lacombe a publié le *fac-simile* d'une de ces feuilles, conservée par Berryer, dans le recueil de ses *Œuvres*, t. v, p. 191. — Alfred Nettement fut l'un des signataires.

2. Grimault, de la droite, représentant de la Sarthe.

3. Antony Thouret (1807-1871), de la gauche, représentant du Nord.

mouvement de chevaux et de voitures ; c'étaient les voitures cellulaires et les omnibus de la poste qu'on avait été chercher pour le transport des prisonniers. Il y eut trois convois. Le premier partit vers une heure du matin et fut conduit au Mont-Valérien ; le second, vers cinq heures, à Mazas ; le troisième, vers six heures et demie, à Vincennes.

Alfred Nettement fit partie du second convoi. Une voiture cellulaire, escortée par des lanciers, le déposa à Mazas, où on lui attribua la cellule n° 37. Dès son arrivée, il pria son gardien, qui lui paraissait et qui était un brave homme, de lui procurer quelques livres de la bibliothèque. Celui-ci revint bientôt avec des ouvrages de philosophie transcendante ; et comme le prisonnier lui demandait, en souriant, la raison de son choix : « Vous avez la figure d'un philosophe ! » répondit le porte-clefs. Quand vint l'heure du repas, on lui apporta une écuelle remplie de lentilles, avec un couvert de bois tout mâchonné par les hôtes habituels de Mazas. Comme Alfred Nettement était *philosophe*, il mangea avec ses doigts. Il fit son lit avec des draps d'un seul lé de toile jaune, et le releva avec la sangle qui le maintenait. Puis il se mit à la table, et il commença d'écrire l'Histoire du coup d'État. Ce fut seulement le 5 décembre que madame Alfred Nettement fut admise à voir son mari, au parloir de la prison. Elle le trouva bouffi et congestionné. La cellule qu'il occupait était glaciale ; on ne pouvait fermer le carreau qui aérait le n° 37 et la fosse d'aisances qui en faisait partie. Le parloir, en revanche, était brûlant. Cette congestion du froid, puis cette chaleur déterminèrent chez le prisonnier une cataracte qui lui fit perdre l'œil droit.

« Cette glorieuse blessure, reçue au service de la liberté et de la justice, écrira plus tard Victor de Laprade, Alfred Nettement l'avait si bien pardonnée à ses adversaires, qu'une foule de ses amis ignoraient la cause de sa demi cécité : nous avons été de ce nombre jusqu'à ses derniers jours ».

Le 8 décembre, il fut transféré à Vincennes. La vie y était beaucoup plus douce. On avait rouvert pour les prisonniers les appartements du duc de Montpensier ; ils pouvaient se faire apporter leurs repas du dehors et ils dînaient en commun ; ils avaient des bougies et du feu.

Dans la nuit du 13 au 14 décembre, on vint réveiller Alfred Nettement, et on le fit s'habiller, sans vouloir lui apprendre ce qu'on allait faire ; puis, on le conduisit dehors, en lui disant: Vous êtes libre. Il était à ce moment deux heures du matin. Trouver une voiture n'était pas chose facile. Il était cinq heures lorsqu'il sonna à sa porte. Ce fut madame Nettement, toujours sur le qui-vive, qui entendit le premier coup de sonnette et qui vint lui ouvrir.

VI

Pendant ce temps, qu'était devenue l'*Opinion publique ?*

Le 2 décembre, à la première heure, les scellés avaient été mis sur les presses. Il furent levés seulement le jeudi 11 décembre. Le vendredi 12, le journal reparaissait, mais sans qu'il lui fût possible d'insérer autre chose que des notes et des documents officiels sur les événements qui

venaient de s'accomplir ; il lui était interdit de les commenter. En tête du numéro se lisait cet *avis :*

« En l'absence de M. Nettement, l'Administration de l'*Opinion publique* fera paraître le journal dans les conditions qui lui sont imposées par l'état de siège. — Guelle, co-gérant ».

Jusqu'au 30 décembre inclusivement, l'*Opinion publique* se borna à reproduire les actes officiels. Plus de premier-Paris. Pour retrouver le nom d'Alfred Nettement, il le fallait aller chercher en troisième page, sous la rubrique *Variétés*, au bas d'Études, déjà anciennes, sur *Richelieu* et *Louis XIV*, sur *Beaumarchais* et *Mirabeau*[1].

Le 31 décembre, en première page cette fois, il publia un grand article, où il disait :

« Qu'avons-nous besoin de le dire à nos amis ? Nous sommes ce que nous avons toujours été, fidèles aux convictions et aux affections de toute notre vie. Nous ajouterons qu'il y a deux choses que nous n'avons jamais séparées, que nous ne séparerons jamais dans nos vœux pour la France : une autorité forte, une liberté sagement réglée, et le sentiment chrétien servant de lien entre les deux. C'est tout ce qu'il nous convient d'écrire relativement à la politique proprement dite dans les circonstances actuelles, et jusqu'à ce que la situation nouvelle faite à la presse, sous le présent régime, soit définitivement réglée. Mais il est un point de vue auquel nous pouvons nous placer avec utilité pour nos lecteurs, avec dignité pour nous-même, afin d'étudier la situation, c'est le point de vue religieux, c'est la philosophie de l'histoire ».

Il était bien difficile à Alfred Nettement, ou plutôt il lui était impossible de ne pas faire de politique. Le 1er janvier

1. Sur ces Études, qui avaient paru, de 1837 à 1840, dans le *Plutarque Français*, voir plus haut, chapitre x, page 240.

vier 1852, il donna des étrennes à ses lecteurs, — des étrennes royalistes. En tête même de son numéro, il inséra une très belle lettre du comte de Chambord, écrite à la date du 1er décembre 1851 — la veille du coup d'État — sur *les Intérêts catholiques et français en Orient*.

Louis Bonaparte se disposait à donner au pays une nouvelle Constitution, à demander au peuple de reconnaître en lui le légitime héritier d'une dynastie nouvelle. Le 6 janvier, l'*Opinion publique* publiait — et c'était là son premier-Paris — une page de Joseph de Maistre sur les Constitutions faites de main d'homme[1] et, en même temps, une page — non moins belle — du Père Lacordaire sur la grandeur incomparable de la Maison de France[2].

Le numéro du 7 janvier commençait par un article d'Albert de Circourt sur la situation politique... *en Autriche !* L'article se composait de quelques lignes suivies de deux colonnes de blanc. Un peu plus loin venaient les *Tablettes du mois*. Ici encore, sous la date du *2 décembre*, plusieurs lignes de blanc.

Le jour même, l'*Opinion publique* était supprimée.

1. Cette belle page était extraite de l'*Essai sur les principes générateurs des Constitutions politiques et des autres institutions humaines*.

2. Voir la 73e *Conférence de Notre-Dame de Paris*.

CHAPITRE XVII

La Revue contemporaine. — Histoire de la littérature française sous la Restauration et sous le Gouvernement de Juillet.

UN HOMME D'AUTREFOIS. FONDATION DE LA *Revue contemporaine*. — LES *Grands règnes de 'Histoire de France*. ÉTUDES SUR *le Consulat et l'Empire*. LETTRE D'AUGUSTIN THIERRY. — ALFRED NETTEMENT ROMANCIER. *Deux Mésalliances*. — IL QUITTE LA *Revue contemporaine*. — AVENTURES DE L'*Histoire du coup d'État*. M. BIXIO. - *Variétés* LITTÉRAIRES DE L'*Union*. — *Histoire de la littérature française sous la Restauration*. LETTRES DE GUIZOT ET DE MONTALEMBERT. — *Histoire de la littérature française sous le Gouvernement de Juillet*. LETTRE DE MONTALEMBERT.

I

J'ai dit, au précédent chapitre, que l'*Opinion publique* avait eu la bonne fortune de compter au nombre de ses rédacteurs le marquis de Belleval, lequel était un rare et précieux *original*. On le vit bien au lendemain du coup d'État. La première pensée de ce galant homme fut pour les écrivains dont il avait été, pendant un an, le collaborateur bénévole. Il se dit que bien des plumes allaient rester oisives, qui, la veille encore, faisaient tant bien que mal vivre leur maître. En même temps, l'union entre les

deux grandes fractions du parti monarchique lui apparaissait comme plus nécessaire que jamais. En attendant que la *fusion* devînt un fait accompli, ne convenait-il pas de travailler à un rapprochement entre les orléanistes *centre-droit* et les légitimistes purs? Et le meilleur moyen d'y arriver, ne serait-il pas de créer une publication périodique, hospitalière, indépendante, qui suppléerait aux journaux silencieux ou disparus, et qui recueillerait les naufragés du 24 février et les épaves du 2 décembre ?

Créer une revue n'est pas une petite affaire. Réunir des actionnaires en nombre suffisant n'est pas chose commode. Il y faut beaucoup de temps, et M. de Belleval estimait qu'il n'avait pas de temps à perdre. Donc, point d'actionnaires, il s'en passera ; il puisera dans sa bourse, sans inviter ses amis politiques à y déposer leur obole. Il tentera la fortune sans engager d'autre responsabilité que la sienne.

Les fonds ainsi faits, le titre trouvé : *Revue contemporaine*, restait la question des rédacteurs. Nature exquise et élevée, aussi distinguée que modeste, type de gentilhomme et de lettré, le marquis de Belleval était l'homme le plus aimable qui se pût voir, le plus poli, le plus sympathique, le plus généreux. Il eut vite fait de grouper autour de lui des écrivains de talent, dont plusieurs étaient célèbres, dont quelques-uns étaient illustres. Voici la liste de ceux qui, dès le premier moment, lui promirent leur concours : Guizot, Vitet, Salvandy, Berryer, Prosper Mérimée, Viennet, duc de Noailles, Villemain, de l'Académie française ; — Adolphe Adam, de Saulcy, Raoul-Rochette, baron Taylor, de l'Institut ; — Alfred Nettement, Paul Féval, Xavier Marmier, Léon

Gozlan, Paulin Paris, Desmousseaux de Givré, Jean Reboul, Gustave de la Landelle, comte Beugnot, marquis de Pastoret, H. Rolle, Emile Augier, Méry, Hippolyte Castille, comte de Marcellus, Francis Wey, Edmond Texier, Charles Louandre, Eugène Guinot, Philarète Chasles, le Père Ventura. Les anciens collaborateurs de M. de Belleval à l'*Opinion publique* n'avaient pas, on le pense bien, été oubliés. Figuraient donc aussi, parmi les rédacteurs de la nouvelle Revue, à côté d'Alfred Nettement, Armand de Pontmartin, Albert de Circourt, Alphonse de Calonne, le Dr André Boucard, Léon Kreutzer et Henry de Pène.

Le premier numéro de la *Revue contemporaine* parut le 15 avril 1852. C'est Alfred Nettement qui avait été chargé d'en écrire l'*Introduction*.

II

Tant que la *Revue* resta la propriété du marquis de Belleval, Nettement y collabora de façon très active. Il y publia, tout d'abord, les premiers chapitres d'un important travail sur *les Grands règnes de l'histoire de France*. Deux articles sont consacrés au règne de Philippe-Auguste[1], quatre articles au règne de saint Louis[2]. Devaient venir ensuite les règnes de Charles VII, de Louis XI, de Henri IV,

1. *Revue contemporaine*, 15 mai et 15 juin 1852.
2. *Revue contemporaine*, 15 juillet, 1er octobre et 15 décembre 1852, 1er février 1853.

de Richelieu et de Louis XIV. L'œuvre malheureusement est restée inachevée.

Sur le règne de Louis XIV, Alfred Nettement voulait faire plus qu'une simple Étude. Depuis longtemps déjà, il avait formé le projet d'écrire l'Histoire du grand roi et de ses soixante-douze ans de règne. S'il n'a pu, ici encore, remplir tout son dessein, plusieurs chapitres de cette *Histoire de Louis XIV* ont été cependant menés à bien. Ils ont paru, à des dates diverses, dans l'*Opinion publique* et dans l'*Union*[1].

De même que les Études sur les *Grands règnes de l'Histoire de France*, les autres articles publiés par Alfred Nettement, de 1852 à 1855, dans la *Revue contemporaine*, auraient mérité d'être réunis en volumes.

Pour la première fois, il avait des loisirs. Ses articles en bénéficiaient. Il pouvait leur donner plus de temps et de soins, se préoccuper davantage de la question d'art, de la forme et du style. Quelque chose de plus, les écrivains dont il jugeait les livres s'appelaient Guizot, Augustin Thierry, Villemain, Cousin, Thiers[2], tous pour le moins

1. A la fin de 1849 et dans les premiers mois de 1850, l'*Opinion publique* avait publié neuf longs extraits de cette *Histoire inédite de Louis XIV : Mort de Mazarin* (25 novembre 1849) ; — *Etudes sur la Fronde* (27 et 28 février, 3 mars 1850) ; — *Début du règne de Louis XIV. Chute de Fouquet* (15 et 24 avril) ; — *Réformes des finances. Colbert* (9 mai) ; — *Affaires intérieures* (10 et 16 juin). — En 1855 et 1856, l'*Union* publia, de son côté, les chapitres suivants : *Mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse* (15 août 1855) ; — *Politique intérieure de Louis XIV à l'époque de la paix de Nimègue* (2 mars 1856) ; — *Grandeur personnelle de Louis XIV* (6 mai) ; — *Louis XIV dans la seconde phase de la guerre de Hollande* (16 octobre).

2. Voici la liste des articles publiés par Alfred Nettement dans la

consuls dans la république des lettres. Il mit quelque coquetterie à faire que ses pages nouvelles fussent dignes de ceux à qui elles étaient consacrées : *sint consule dignæ.*

Familiarisé dès longtemps avec les historiens anglais, qu'il lisait couramment dans l'original, il s'était senti de bonne heure attiré vers cette période de l'histoire d'Angleterre qui avait vu la chute de Charles Ier, la République et le Protectorat de Cromwell et la restauration des Stuarts. En 1842, il avait donné, à la *Gazette de France*, une suite de dix articles sur *les Dernières années de l'usurpateur Cromwell*[1]. Ce fut donc avec une pleine connaissance du sujet, qu'il aborda les deux volumes de M. Guizot sur Olivier Cromwell, et il en parla[2] avec une

Revue contemporaine sur MM. Guizot, Augustin Thierry, Villemain, Cousin et Thiers : *M. Guizot. Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell* (1er et 15 mars 1854) ; — *Augustin Thierry. Lettres sur l'Histoire de France. Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands* (1er septembre 1853) ; — *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du tiers-état* (1er octobre 1853) ; — *Récits mérovingiens* et *Considérations sur l'Histoire de France* (15 octobre 1853). — *Villemain. Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature : les Cent-Jours* (15 mars 1855). — *Victor Cousin. Mme de Longueville et Mme de Sablé* (1er février 1855). — *M. Thiers étudié comme historien. Histoire du Consulat et de l'Empire* (15 août, 1er septembre, 15 octobre 1854). — A ces articles, il convient d'ajouter les suivants, d'une importance presque égale : *La politique de la France en 1822 et 1823*, par M. de Marcellus (31 décembre 1852). — *Histoire de la Restauration, par M. de Lamartine* (31 août 1852 et 15 juin 1853). — *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*, par Macaulay (15 juillet 1853). — *Essai d'une Philosophie de l'histoire*, par M. Barchou de Penhoën (1er janvier 1854). — *Deux Ecoles en présence* (15 mai 1855).

1. Voir plus haut, chapitre IX, page 215.

2. *Revue contemporaine*, 1er et 15 mars 1854.

supériorité à laquelle l'ancien ministre de la monarchie de Juillet fut le premier à rendre hommage.

Les douze premiers volumes de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* furent à Nettement une occasion de tracer une esquisse du Consulat et des sept premières années de l'Empire jusqu'en 1811, date à laquelle s'arrêtait alors l'ouvrage de M. Thiers. Cette esquisse est bien près d'être parfaite. Sur cette prodigieuse époque de notre histoire, sur Napoléon lui-même, nous n'avons rien de plus judicieux, de plus ferme et de plus impartial. Et pourtant, au-dessus de ces belles études sur le Consulat et l'Empire, je n'hésite pas à placer celles que Nettement consacra aux œuvres d'Augustin Thierry et, en particulier, à son *Histoire du Tiers-État*. Elles obtinrent un résultat singulièrement rare, et qui fait également honneur à l'historien et à son critique.

C'est, je crois, lord Palmerston qui disait un jour, après une longue et brillante discussion à la Chambre des Communes : « Les discours de mes adversaires ont pu quelquefois modifier mon opinion ; ils n'ont jamais changé mon vote ». De même, la critique, si elle trouble quelquefois un auteur, ne l'amène jamais à changer son texte. C'est pourtant ce qui eut lieu en cette circonstance. A la suite des articles d'Alfred Nettement, Augustin Thierry lui adressa, le 16 novembre 1853, la longue et très curieuse lettre que l'on va lire :

« Monsieur,

« J'ai lu avec reconnaissance l'important travail de critique dont vous venez d'honorer mes œuvres, et je ne peux assez vous dire combien je suis touché de votre esprit de bienveil-

lance, de justice et de courtoisie à mon égard. Je ne me crois pas digne des éloges que vous avez la bonté de m'accorder, et parmi les fautes que vous mentionnez, avec indulgence, *je suis prêt à en reconnaître beaucoup et à corriger celles qui peuvent encore disparaître.* La plus grave de toutes est mon ancienne complaisance pour les sectes dissidentes, un certain penchant à leur trouver des droits contre l'Eglise catholique ; je suis revenu de cela aujourd'hui, et je me prépare à faire, pour une édition ultérieure, des corrections, qui, je l'espère, ramèneront mes jugements à l'exacte mesure du vrai. Pour ce qui est de mes sentiments politiques, vous faites très bien voir ce qui est du temps et de l'homme. Le temps de 1820 n'est plus, l'homme vit encore, il a changé avec les années et, Dieu aidant, il se proposera toujours de chercher le mieux. Je vous remercie, monsieur, de l'avoir montré avec une approbation toute sympathique. Peut-être n'avez-vous pas donné la mesure exacte et la vraie formule de ces divers changements, car mes écrits imprimés ne suffisaient pas à tout expliquer là-dessus ; il aurait fallu des communications verbales qui, je le regrette beaucoup, n'ont pu avoir lieu entre nous.

« Vos articles, Monsieur, contiennent un grand nombre d'observations vraies, de remarques justes et sensées dont je ferai mon profit. Vous avez une véritable intelligence du fond de notre histoire, et vous en jugez les parties principales avec une grande liberté d'esprit. Je vous dois l'analyse la plus exacte qui ait été faite de mes *Considérations sur l'histoire de France.* Jusqu'ici je me plaignais d'avoir été peu compris dans ce que j'ai dit des antécédents et du caractère de la révolution communale. Quand vous jugez par vous-même, sauf des préoccupations particulières dont nul n'est exempt, vous voyez d'une manière large et ferme ; pourquoi, monsieur, vous êtes-vous engagé, sur la foi d'autrui, dans des critiques de détails sur quelques points d'histoire concrète étrangère à vos études ? Vous avez eu trop de confiance dans une érudition novice[1],

1. Augustin Thierry fait ici allusion au volume de M. Léon Aubineau, publié en 1851 sous ce titre : *Critique générale et réfutations.*

armée contre moi de textes regardés en courant et d'un esprit de système bien autrement absolu que le mien. Je pourrais discuter victorieusement presque tous les faits sur lesquels je semble ici pris en faute. Je me bornerai à deux, l'un de l'histoire d'Angleterre, et l'autre de l'histoire de France.

« Vous affirmez, monsieur, que le seul témoignage digne de foi comme contemporain, celui d'Ingulf, est contraire à la prétendue désignation, faite par le roi Edouard, de Harold comme son successeur ; mais il y a là-dessus un témoignage tout aussi contemporain et bien plus présent que celui d'Ingulf, c'est une complainte composée entre la mort d'Edouard et le couronnement de Harold, qui se trouve dans la Chronique Saxonne à l'année 1065 ; de plus, en 1065, Ingulf était à Jérusalem, d'où il ne revint qu'en 1066, au moment du départ de la flotte normande. C'est alors qu'il trouva en Normandie toutes les fables répandues dans le pays depuis le serment de Harold et auxquelles ce fatal serment donnait une pleine vraisemblance. Quant au second fait, qui est le point triomphant de la critique de M. Aubineau contre mes *Récits des temps mérovingiens*, c'est-à-dire la lettre de saint Germain[1] et sa date, M. Aubineau n'a pas lu le texte de cette lettre, il n'a pas lu davantage le récit d'Adrien de Valois[2] qui en fait mention, il s'est contenté d'ouvrir le quatrième volume de

M. Augustin Thierry. Ce volume faisait partie de la *Bibliothèque nouvelle (Religion, Histoire, Sciences, Littérature)*, par une *Société d'écrivains catholiques*, sous la direction de *M. Louis Veuillot*, rédacteur en chef de l'*Univers*.

1. Saint Germain, dit *de Paris* (496-576). Il fut élu évêque de Paris en 554. Il s'agit ici d'une lettre de saint Germain à la reine Brunehaut.

2. Adrien *de Valois* (1607-1692), auteur du savant ouvrage : *Gesta Francorum, seu rerum francicarum* (Paris, 1646-1658, 3 vol. in-fol.). C'est la plus complète et la meilleure histoire des temps mérovingiens que nous ayons. Adrien de Valois a conduit son récit jusqu'à la déposition de Childéric III.

dom Bouquet[1] ; il a vu en marge de la pièce la date de 574, et il s'en est tenu là. Or cette date est fausse, et la lecture des cinquante premières lignes de la lettre le prouve manifestement. Saint Germain s'y excuse de n'être pas venu en personne au-devant de la reine. C'est d'après ses propres paroles et d'après le récit d'Adrien de Valois que j'ai construit le mien.

« Si M. Aubineau, qui me juge, non avec des études approfondies, mais avec des recherches faites *ad hoc* et sur l'heure, connaissait de l'ouvrage d'Adrien de Valois autre chose que le titre et la page où il est question de la ruse de Frédégonde, il aurait vu que la plupart de mes additions au texte de Grégoire de Tours ont leurs racines dans la narration donnée par le savant du XVII[e] siècle, et que ses inductions très abondantes m'ont fourni ou suggéré les miennes. Il aurait vu, en outre, qu'Adrien de Valois, lorsqu'il met en scène quelque personnage nouveau, ne manque jamais ou presque jamais de dire s'il était franc ou gaulois d'origine, et cela sur la seule physionomie du nom, lorsqu'il n'existe aucune autre preuve. Il aurait su que ce commentaire des noms propres est une des conditions naturelles de l'histoire du sixième siècle, que je ne suis nullement l'inventeur de cette pratique observée il y a deux cents ans, et que, pour s'y conformer aujourd'hui, il n'est pas besoin de s'être entêté du système de la distinction des races. Enfin, monsieur, vous-même vous n'auriez pas été exposé à en faire, sur sa parole, une grave leçon que le moins systématique des historiens devait recevoir de vous en même temps que moi.

« Pour ce qui est de mon *Essai sur l'histoire du Tiers-État*, vous le dirai-je, monsieur, j'attendais avec impatience votre examen, espérant que, cette fois, quant aux vues politiques, il y aurait une sorte de communion entre nous ; car je ne crois pas qu'on puisse trouver quelque chose de plus monarchique au fond que cette théorie de l'histoire de France, qui est en

1. Dom Martin *Bouquet* (1685-1754), bénédictin de Saint-Maur et bibliothécaire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Il donna les huit premiers volumes du grand recueil : *Rerum gallicarum francicarum scriptores*. (Paris, 1738-1752).

même temps conforme aux idées libérales les plus raffinées et les plus exigeantes. C'est ce que j'ai dit aussi clairement que je l'ai pu dans ma préface. Pourquoi semblez-vous regarder avec ironie mon étonnement et ma tristesse de la catastrophe de 1848, comme si j'étais tombé alors des hauteurs d'une grande utopie ? Mon utopie était bien simple ; des femmes et des enfants auraient pu la comprendre ; elle n'était ni vaporeuse, ni extrême en principe, ni contraire à la tradition ; elle consistait en ceci : « Un prince de la maison de France avec la liberté constitutionnelle ». Je voyais là, en effet, le dernier mot de notre histoire, et, malgré tout, je persiste à l'y voir encore. Mon étonnement actuel, qui ne manque pas non plus de tristesse, est de voir que nous ne soyons pas tous tombés en plein accord sur ce point. J'espérais de votre part quelques mots d'adhésion, et je trouve au contraire un nouveau point de divergence auquel j'étais loin de m'attendre. Vous attaquez le fait légal et constaté par tout ce qu'il y a de preuves authentiques, de l'unité du Tiers-État, c'est-à-dire que vous embrassez la théorie de l'histoire de France créée par M. Buchez et développée par M. Louis Blanc. Vous faites remonter à six siècles en arrière de nous le prétendu antagonisme d'aujourd'hui entre la bourgeoisie et le peuple. Ainsi, vous adoptez le système de vos ennemis les plus déclarés, pour en faire une arme contre ceux qui ne sont que des dissidents à votre égard ; n'est-ce pas renouveler ce que je faisais moi-même en ressuscitant, il y a trente-quatre ans, contre les ministres de Louis XVIII, le système de Boulainvilliers ? N'est-ce pas jouer avec le feu, et cela dans des circonstances bien autrement graves que celles d'alors et avec une maturité d'années, de jugement et d'esprit que je n'avais pas en 1820 ? Pardon, monsieur, je m'aperçois que cette longue lettre, commencée avec l'intention de vous exprimer des sentiments de pure gratitude, tourne à la controverse, qui est une des plaies de ce temps-ci. Je m'arrête en vous priant de vouloir bien agréer, avec mes remerciements, que je ne puis vous faire de vive voix, l'assurance de ma haute considération.

« 16 novembre 1853. « Augustin THIERRY.

« Paris, rue du Mont-Parnasse, nº 28. »

« P.-S. Pardon, encore ; en blâmant la polémique politique faite en 1820 avec la conquête franque et l'antagonisme des deux races, vous laissez croire que j'ai été seul coupable de cette faute ; vous ne dites rien de la part qu'y a prise M. Guizot, circonstance très atténuante pour moi que votre équité devrait mentionner.

« *Note 1.* Extrait de la Complainte Saxonne, traduction d'Ingram :

Best the prudent thing
Had settled the realm
On high born men,
On Harold himself,
The noble earl.

« *Note 2.* Lettre de saint Germain : « Si nos istæ non conteruissent amaritudines et tribulationes, et corpori exhibuissent infirmitatem, per nosmetipsos vestræ debuimus occurrere pietati.

« *Note 3.* Récit d'Adrien de Valois : « Quare Luteciam adventantem Reginam, cùm opidami obviam egressi pro se quisque salutare properarent, Germanus, Parisiacæ ecclesiæ Episcopus, vir sanctissimus, adventoriam excepit. »

Dans ses numéros des 1er et 15 août, 30 septembre et 15 octobre 1853, la *Revue contemporaine* publia un roman intitulé : *Deux Mésalliances*. C'était un roman de mœurs, simple, agréable, honnête. Il n'offrait pas, il est vrai, le développement des grandes passions, ni le fracas des coups de théâtre ; mais on y trouvait des caractères bien étudiés, des observations délicates, de la sensibilité, du bon sens et de l'esprit. Il était signé *Nathaniel*, et les lecteurs de la *Revue* ne se doutèrent pas qu'il avait pour auteur ce même Alfred Nettement, dont ils admiraient alors, presque chaque mois, les belles Études historiques.

III

Au mois d'août 1855, Alfred Nettement quitta la *Revue contemporaine*. Que s'était-il donc passé ?

La Revue du marquis de Belleval avait très vite marqué sa place à côté de la *Revue des Deux Mondes*. Elle avait eu, et en grand nombre, des articles brillants, solides, spirituels, des romans de Paul Féval, de Méry et de Léon Gozlan, des articles littéraires de Philarète Chasles et d'Armand de Pontmartin. Des *vétérans* comme Villemain, Salvandy et Vitet y donnaient la main à des *nouveaux* tels que Caro, Guillaume Guizot, Edmond About. De temps à autre, un article à sensation venait réveiller la curiosité publique, qui ne demandait qu'à s'endormir. C'était, un jour, un article de M. Guizot : *Nos mécomptes et nos espérances*. Une autre fois, c'était *le Louvre*, un chef-d'œuvre de M. Vitet.

Malheureusement, à côté de ces rédacteurs, il y en avait d'autres. Un jour que Pontmartin sortait des bureaux de la *Revue contemporaine*, rue de Choiseul, nº 21, il rencontra Henry Murger, qui lui dit, au cours de leur conversation : « Pour bien diriger un théâtre, il faut être un peu canaille ; pour bien diriger une *Revue*, il ne faut pas être trop poli ». M. de Belleval était un émule de M. de Coislin : c'était l'homme le plus poli de France. Faire de la peine à quelqu'un, refuser à un galant homme d'insérer sa *copie*, fût-elle la plus ennuyeuse du monde, il n'en avait pas le courage. Il se laissa ainsi aller à insérer des

articles de M. Viennet (si encore ce dernier ne lui eût apporté que des *Fables !*), puis, ce qui fut plus désastreux encore, une certaine *Histoire des Conseils du Roi*, dont la publication dura plus d'une année. Le résultat fut que M. de Belleval, en réglant ses comptes, s'aperçut qu'il avait, en moins de trois ans et demi, perdu plus de quatre-vingt mille francs et — ce qui pour lui était plus grave — qu'il avait gagné une névrose. Sa famille le supplia de s'arrêter sur cette pente ; il dut s'y résigner ; seulement, il quitta sa chère Revue, comme il l'avait créée, — en grand seigneur. Il la céda *pour rien* à un de ses collaborateurs, qui était en même temps un de ses compatriotes, M. Alphonse de Calonne.

Au bout de peu de temps, il devint visible que la Revue, depuis le départ de M. de Belleval, si elle n'était pas passée au gouvernement, du jour au lendemain, préparait cependant une évolution dans ce sens. Alfred Nettement n'eut pas une minute d'hésitation ; malgré les instances du nouveau directeur, il se retira.

IV

Après la disparition de l'*Opinion publique*, Alfred Nettement avait dû renoncer à écrire des articles politiques. Sa signature au bas d'un premier-Paris eût entraîné sur-le-champ la suppression du journal assez osé pour l'accueillir. Le nouvel Empire voyait en lui — et en cela il ne se trompait pas — un adversaire irréconciliable. Un jour même, l'ancien représentant du Morbihan put se

croire à la veille d'être arrêté. On se rappelle qu'au cours de son emprisonnement à Mazas et à Vincennes, il avait écrit une *Histoire du coup d'Etat*. Un de ses compagnons de captivité, M. Bixio[1], en avait obtenu de lui une copie. Au commencement de 1853, Nettement apprit que sa brochure s'imprimait à Bruxelles ; c'était l'imprimeur lui-même qui l'en informait, et l'honnête Belge l'avertissait charitablement que la publication de ces pages séditieuses pourrait bien valoir à leur auteur, sinon la déportation, à tout le moins l'exil. Alfred Nettement remboursa les frais d'impression et ne revit plus M. Bixio[2].

Sa collaboration à la *Revue contemporaine* lui laissait assez de loisirs pour qu'il pût songer à entreprendre un travail de longue haleine. Au mois de mai 1853, paraissait son *Histoire de la littérature française sous la Restauration*[3].

Le choix du sujet était particulièrement heureux.

Sous Napoléon, le canon seul avait eu la parole. Sous Louis XVIII et Charles X vint le tour de parole de l'intelligence[4]. Après quinze années de compression et d'étouffement, il y eut dans toutes les poitrines comme une respiration immense. La France assista à une vérita-

1. *Bixio* (Jacques-Alexandre), 1808-1865, représentant du Doubs aux Assemblées de 1848 et de 1849. Lors des journées de Juin, il avait été frappé d'une balle qui lui traversa la poitrine. Après le coup d'État, il rentra dans la vie privée, et ne s'occupa plus que de science et d'entreprises industrielles, et notamment de la direction d'une librairie agricole.

2. Ni le manuscrit, ni la copie de cette *Histoire du coup d'État* n'ont pu être retrouvés ; elle n'a donc jamais paru.

3. Deux volumes in-8° ; Jacques Lecoffre et Cie, rue du Vieux-Colombier, 29.

4. *Les Misérables*, IVe partie, livre I, chapitre I.

ble renaissance politique et littéraire. Au lendemain de ses défaites, elle triomphait sur un nouveau champ de bataille. La poésie, hier encore décrépite, l'histoire décolorée, l'éloquence proscrite semblaient avoir retrouvé toutes à la fois, à l'ombre du vieux trône, leur force, leur éclat, leur jeunesse. Selon le mot de Lamartine, ce renouveau de paix, de liberté, de poésie, ce réveil des âmes, cette mêlée des esprits fut « le plus beau comme le plus hardi mouvement intellectuel qu'aucun de nos siècles eût encore vu[1] ».

Il parut à Nettement que, pour faire revivre ce glorieux moment de notre histoire littéraire, il ne suffisait pas de dénombrer les écrivains, de caractériser leur talent et d'analyser leurs œuvres, mais qu'il fallait, en même temps, les replacer dans le milieu où ils avaient vécu. L'histoire de la littérature d'une époque ne saurait, sans de graves inconvénients, être séparée de l'histoire même du mouvement général des idées. La littérature, en effet, est l'expression de deux actions combinées, celle des écrivains sur la société, celle de la société sur les écrivains. Les œuvres littéraires doivent donc être étudiées à un double point de vue : le point de vue individuel, c'est-à-dire le génie propre des écrivains, leurs qualités natives et l'influence qu'ils ont exercée sur leur temps ; — le point de vue général, c'est-à-dire l'impulsion qu'ils ont reçue des idées dominantes, et l'effet qu'a exercé sur leur talent, et par suite sur leurs œuvres, l'atmosphère dans laquelle ils ont été plongés, puisque aussi bien il y a une respiration intellectuelle pour les esprits, comme il y a une respiration physique pour les corps.

1. *Des destinées de la poésie.*

Telle est la pensée philosophique qui a présidé au livre d'Alfred Nettement. Sainte-Beuve, Gustave Planche, Armand de Pontmartin, Nisard lui-même s'attachent exclusivement aux écrivains « littéraires » et à leurs ouvrages. La littérature, pour eux, c'est la poésie, la critique, le roman, et peut-être encore l'histoire. Le reste ne les préoccupe pas. Ils laissent de côté la religion, la philosophie, la politique, la tribune, la presse, le théâtre. Alfred Nettement, au contraire, leur donne place dans son livre. Il élargit son cadre, de façon à y faire entrer toutes les manifestations de l'intelligence, toutes les productions du talent. Il ne se tiendra même pour satisfait que s'il a pu, en terminant son ouvrage, signaler, au moins sommairement, l'essor que prirent les arts et les progrès que firent les sciences pendant les nobles loisirs que leur donna cette période de quinze ans.

Le succès de ces deux volumes fut très vif. Parmi les lettres que l'auteur reçut à cette occasion, quelques-unes doivent ici trouver place.

M. Guizot lui écrivait, à la date du 15 juin 1853 :

« Je n'ai pas voulu vous remercier, Monsieur, avant de vous avoir lu, et après vous avoir lu, je ne vous dirai pas tout ce que j'aurais à vous dire ; ce serait trop long et je suis trop loin. Vous avez fait un excellent livre, plein d'idées et de sentiments nobles ingénieusement exprimés. Et votre livre sera aussi utile que bon, car il met la sympathie à la place de la controverse. Pour mon compte, j'ai trop à m'en louer pour avoir le droit de le louer. Si nous causions, je vous dirais pourquoi je pense que vous auriez pu aller encore plus loin dans la voie où vous êtes entré ; je serais tenté de vous reprocher de n'avoir pas été toujours jusqu'au bout de votre propre pensée. Ce sera, si vous le permettez, pour l'hiver prochain,

car, après vous avoir lu, j'espère bien avoir le plaisir de vous voir. Recevez en attendant, je vous prie, avec tous mes remerciements, l'assurance de ma considération la plus distinguée. »

Quelques jours auparavant, il avait reçu de Montalembert la lettre suivante :

« Je voulais, Monsieur, vous lire en entier avant de vous remercier de l'extrême bonté que vous avez eue de m'envoyer votre *Histoire de la littérature sous la Restauration*. Mais vous n'êtes pas de ceux qu'on peut ou qu'on doit lire en courant, et je me vois forcé de partir pour la campagne au moment où je viens d'achever votre premier volume. Laissez moi donc vous dire, dès à présent, combien j'ai été sensible à cette marque de votre bienveillance, et surtout combien j'ai été charmé de l'impartialité, de la modération, de l'élévation qui règne dans tout le cours de votre récit. On a souvent dit que l'époque que nous ignorons le plus est celle qui nous précède immédiatement. Je l'ai éprouvé en vous lisant, car vous m'avez appris une foule de choses que j'ignorais, mais vous m'avez surtout appris à croire et à espérer que des travaux comme les vôtres amèneront enfin ce rapprochement de tous les esprits droits et indépendants qui doit être la grande œuvre de notre époque et qui sera l'honneur et la consolation des tristes jours qu'il nous reste à traverser. Vous l'avez dit avec beaucoup de raison : *les opinions ne montent pas, elles descendent*. En voyant tous les hommes de cœur et de talent se réunir pour rendre justice au passé, on se prend, malgré tant de mécomptes et de symptômes fâcheux, à espérer en l'avenir.

« Recevez, Monsieur, avec mes remerciements les plus sincères, l'assurance de ma haute considération.

« Ch. de Montalembert.

« 10 juin 1853. »

V

La critique n'avait guère adressé qu'un reproche à l'ouvrage d'Alfred Nettement, et ce reproche portait, non

sur le livre même, mais sur l'intention présumée de l'auteur de renfermer l'histoire de la littérature contemporaine dans les limites de la Restauration, d'arrêter cette histoire à la révolution de Juillet, et de laisser ainsi à mi-chemin de leur renommée la plupart des écrivains qu'il avait rencontrés de 1814 à 1830. Il allait prouver, mieux que par des paroles, que l'on s'était mépris sur son intention. Au mois de janvier 1855, paraissaient ses deux nouveaux volumes, l'*Histoire de la Littérature française sous le gouvernement de Juillet*[1]. Le livre de 1855 était la suite et le complément du livre de 1853. L'auteur ne pouvait concevoir et il n'avait pas conçu l'un sans l'autre; seulement, il avait cru possible et convenable de les publier successivement, parce qu'une révolution, survenue entre les deux époques, les avait séparées en deux tableaux.

Mêlé, comme il l'avait été, de 1830 à 1848, aux luttes les plus vives, aux polémiques les plus ardentes, on pouvait craindre qu'il n'eût pas dépouillé complètement l'homme de parti et ne se fût laissé aller, en quelques rencontres, à trop de sévérité pour ses adversaires d'autrefois. Bien loin qu'il en soit ainsi, il se montre partout juste envers le talent. S'il lui arrive parfois d'être trop indulgent, c'est presque toujours lorsqu'il a en face de lui un écrivain d'une école opposée à la sienne.

Son impartialité, sa bienveillance même, n'étaient pas de l'indifférence. S'il ne lui en coûtait pas de faire des concessions sur le terrain des personnes, il ne croyait pas

1. Deux volumes in-8°, Jacques Lecoffre et Cie, 29, rue du Vieux-Colombier.

pouvoir en faire sur le terrain des principes. Il jugeait les écrivains et les livres du haut des idées religieuses et sociales qui étaient le fond même de son intelligence. Sur tous les points où la vérité lui paraissait menacée, il se portait à sa défense. Il disait volontiers : « Paix aux hommes ! » mais c'était à la condition de ne jamais cesser de dire : « Guerre à l'erreur ! »

Ainsi comprise, l'histoire de la littérature n'est plus simplement un cours de belles-lettres, un recueil piquant, un *trésor*, si l'on veut, d'anecdotes rares et d'appréciations délicates. Elle est autre chose et mieux qu'une récréation de l'intelligence, un amusement de l'esprit. Elle mérite de participer à l'éloge que Bossuet a fait de l'histoire proprement dite, lorsqu'il l'a appelée « une maîtresse d'enseignements. »

Des lettres reçues par Alfred Nettement à l'occasion de ses deux nouveaux volumes, je citerai seulement celle que lui écrivit Montalembert :

« Dans le beau livre que vous m'avez envoyé, Monsieur, vous dites de moi trop de bien pour me laisser libre de vous adresser tous les éloges que mérite cette œuvre si remarquable et si utilement conciliante. J'ai lu avec une émotion profonde ce récit de ma carrière publique [1], tracé avec une faveur que je n'avais point encore rencontrée. Je ne veux ni accepter ni contester vos éloges, je ne puis que vous en remercier. Mais je dois vous dire que j'ai particulièrement été touché des pages où vous expliquez, en l'excusant, mon apparente injustice envers le parti légitimiste, mon indifférence à l'égard de son principe, et cette sécurité, si cruellement démentie, en la force et en l'avenir de la liberté. Aujourd'hui que rien, ce me semble,

1. Tome I, livre v (*Religion*), pages 314-339 et 404-423.

ne nous sépare plus l'un de l'autre, il m'est infiniment doux de vous rendre grâces de l'affectueuse impartialité qui a dicté vos jugements sur ma conduite dans un temps où nous combattions sous des drapeaux différents, sinon opposés.

« Mme de Montalembert voudrait bien associer ses remerciements aux miens. Elle n'a pas encore l'honneur de vous connaître. Nous vous serions l'un et l'autre bien reconnaissants si vous vouliez bien venir dîner avec nous en tout petit comité jeudi prochain, 25 janvier, à 6 heures et demie.

« J'augure un très grand bien de la publication de votre livre qui me paraît destiné, au moins autant que votre précédent ouvrage, à éclairer et à rapprocher les esprits, à préparer les chances de l'avenir en rendant pleine justice au passé. Mais je sens que je suis trop intéressé à votre succès pour pouvoir en juger froidement. Croyez aux sentiments de haute considération avec lesquels je suis votre tout dévoué et très obligé serviteur,

« Ch. DE MONTALEMBERT.

« 18 janvier 1855. »

CHAPITRE XVIII

Histoire de la conquête d'Alger. — Souvenirs de la Restauration.

Histoire de la Conquête d'Alger. — Lettres du duc d'Aumale, du duc de Nemours et du comte de Chambord. — *Variétés* littéraires a l'*Union*. Lettre de M. Guizot. — Correspondances politiques au *Journal de Bruxelles*. La lettre *G*. Lettre de M. Adolphe Dechamps. — La *Vie de Madame de la Rochejaquelein*. — *Souvenirs de la Restauration.*

I

Le succès de son *Histoire de la Littérature sous la Restauration* et *sous le gouvernement de Juillet* détermina Nettement à se consacrer de plus en plus aux travaux historiques. Les travaux de ce genre, il ne l'ignorait pas, apportent d'ordinaire à leurs auteurs plus d'honneur que de profit. Il ne vivait que de sa plume, et ses charges de famille, à mesure que ses enfants grandissaient, devenaient de plus en plus lourdes. Il accepta donc d'entrer à l'*Union*, non pour y faire des articles politiques, mais pour y donner deux fois par mois des *Variétés* littéraires. La première parut le 1er mars 1855 ; elle avait pour titre : *De la mission nouvelle de la critique*. Cette collaboration

à l'*Union* durera jusqu'à la mort d'Alfred Nettement. Nous aurons à y revenir.

Il avait été très lié avec le baron d'Haussez, le dernier ministre de la marine de la Restauration, mort le 10 novembre 1854. Au commencement de 1855, la petite-fille de l'ancien ministre, Mme la duchesse d'Almazan, lui fit proposer la communication des papiers politiques laissés par son grand-père. Ils renfermaient sur l'expédition d'Alger des documents si nombreux et d'un si grand intérêt qu'Alfred Nettement résolut aussitôt de les mettre en œuvre. Il ne voulut pas cependant se contenter des documents qui venaient de lui être si obligeamment confiés; il puisa aussi à d'autres sources et s'entoura de toutes sortes d'informations.

Son premier soin fut de se mettre en rapports avec l'amiral Dupetit-Thouars, capitaine de frégate sous la Restauration, et qui, consulté par tous les ministères qui songèrent à l'expédition d'Alger, avait eu, si jeune encore, le mérite d'en apercevoir, d'en soutenir, d'en démontrer la possibilité, contrairement à l'avis des officiers généraux de mer. M. Dupetit-Thouars mit à sa disposition des copies certifiées des rapports qu'il avait présentés en 1827, sur la fin du ministère Villèle, au comte de Chabrol; en 1830, sous le ministère Polignac, au baron d'Haussez. L'amiral lui donna, en outre, de vive voix les détails les plus précis sur les discussions qu'il avait eu à soutenir dans le conseil de l'Amirauté et dans les commissions où il avait été appelé, avec son collègue, M. Gay de Taradel, par MM. de Chabrol et d'Haussez.

Le duc de Clermont-Tonnerre, successivement ministre de la Marine et ministre de la Guerre pendant l'adminis-

tration de M. de Villèle, avait présenté au Roi en son conseil, au mois d'octobre 1827, un rapport dans lequel il lui proposait, dès cette époque, d'attaquer Alger par terre avec une armée de débarquement. Il remit à l'historien une copie de ce rapport.

Le baron Hyde de Neuville, ministre de la Marine pendant l'administration de M. de Martignac, lui fournit, de son côté, toutes les lumières désirables sur la conduite suivie dans la question d'Alger par le ministère dont il avait fait partie, ainsi que sur les divers incidents du blocus de 1827[1]. Il mit Alfred Nettement à même de résoudre un problème historique jusque-là impénétrable, et qui avait occupé les Chambres et la presse, celui de la mission du commandant La Bretonnière à Alger, en 1829.

En 1841, le duc de Valmy avait publié, sur les engagements diplomatiques pris par la Restauration au sujet d'Alger, des extraits des documents originaux. Alfred Nettement eut recours, pour compléter et contrôler ces extraits, au diplomate distingué qui, en 1829 et 1830, était directeur de la division politique des Affaires étrangères, M. de Bois-le-Comte.

L'ancien préfet maritime de Toulon, le contre-amiral de Martineng, lui communiqua des états qui fixaient d'une manière certaine l'étendue des préparatifs maritimes.

1. Le 5 avril 1827, le Dey avait frappé au visage notre consul général, M. Deval, avec le chasse-mouches formé de plumes de paon qu'il portait à la main selon l'usage du pays. Les satisfactions demandées n'ayant pas été obtenues, la France, le 16 juin suivant, mit le blocus devant Alger. Ce blocus ne se termina que le 14 juin 1830, le jour où nos navires furent relevés de leur faction obstinée sur cette mer dangereuse par le débarquement de l'armée française.

Pour tout ce qui regarde la campagne de 1830, il eut également les lumières les plus abondantes.

Le comte Louis de Bourmont, fils du maréchal, lui ouvrit les archives de sa famille. L'historien eut ainsi sous les yeux tous les renseignements administratifs, tous les documents, tous les rapports dont le général en chef s'était entouré, pour ne rien laisser au hasard dans cette difficile entreprise ; sa correspondance avec les émissaires chargés de missions secrètes en Afrique et les rapports de ces agents ; sa correspondance autographe avec le commandant en chef de la flotte et les réponses également autographes de l'amiral Duperré ; ses correspondances et celles du général Després, son chef d'état-major général, avec les généraux de division pendant la campagne ; sa correspondance officielle et secrète avec le gouvernement français, avec M. le Dauphin, avec le baron d'Haussez, et jusqu'aux rapports de police après la prise d'Alger.

Le journal militaire du duc des Cars, qui commandait l'une des divisions de l'armée expéditionnaire ; les lettres et rapports du général Loverdo ; la correspondance, également inédite, des généraux Damrémont et Valazé ; enfin, les détails que voulurent bien lui communiquer le général Colomb d'Arcines et quelques autres officiers, parmi lesquels M. Barchou de Penhoën, l'ancien collègue de Nettement à l'Assemblée législative, achevèrent de compléter cet admirable dossier.

Plus étaient riches et abondants les matériaux dont il disposait, plus il était tenu de donner à son livre toute l'ampleur et tous les développements que le sujet comportait. Afin que le lecteur pût mesurer l'étendue du service

rendu par la France à la chrétienté et à l'humanité tout entière, besoin était de mettre sous ses yeux les antécédents de la question. Alfred Nettement fut donc amené à esquisser tout d'abord un tableau de la domination turque à Alger, de la piraterie dont cette ville fut le centre, de l'esclavage que tant de milliers de chrétiens y subirent pendant trois siècles, des entreprises faites pour renverser cette puissance monstrueuse et des raisons qui la firent durer.

De même qu'il n'avait pu se résoudre à commencer son livre avec l'expédition de 1830, de même il n'a pas voulu le fermer sur la prise d'Alger. Le tableau de la conquête de l'Algérie se reliait si étroitement à l'histoire de la conquête d'Alger, il y avait entre les deux entreprises une telle solidarité d'efforts et de gloire que, pour ne pas la rompre, l'historien a cru devoir retracer, au moins sommairement, dans les derniers chapitres de son ouvrage, les événements de la guerre d'Afrique, de 1830 à 1847, jusqu'à la soumission de l'émir Abd-el-Kader. Avant d'écrire ces derniers chapitres, il s'était rendu en Belgique auprès des généraux Changarnier, Lamoricière et Bedeau, qui avaient évoqué devant lui les réalités mêmes de cette guerre à laquelle ils avaient pris une si grande part.

La conquête d'Alger n'était pas pour Alfred Nettement un sujet comme un autre, que l'on prend parce qu'il faut faire un livre, parce qu'on a trouvé des documents et qu'on en veut tirer parti ; il y voyait autre chose que la matière d'un récit diplomatique et militaire, qui viendrait à son heure et qui lui vaudrait un succès. La gloire de l'expédition de 1830 avait disparu dans les préoccupations soulevées par la Révolution qui l'avait suivie de si près.

La victoire de l'armée expéditionnaire était demeurée sans récompense, presque sans retentissement. Il y avait donc là une dette de justice nationale à payer à nos généraux et à nos soldats. En écrivant son ouvrage, Alfred Nettement a le sentiment qu'il paie cette dette, et c'est pour cela qu'il le dédie *à l'armée française*. Mais, dans le fond de son cœur, il le dédie aussi à la Restauration et à la royauté, — à la Restauration dont cette belle conquête a été le testament, à la royauté qui a répondu par la prise d'Alger à toutes les calomnies sous le poids desquelles elle vient de succomber. On n'a cessé de la combattre au nom de nos souvenirs de gloire militaire, de lui jeter à la face notre armée *licenciée* et détruite, et l'expédition d'Alger témoigne qu'elle a su refaire notre marine anéantie et créer une armée qui, par sa discipline et son courage, est à la hauteur des plus difficiles missions. On a représenté les Bourbons comme imposés par l'étranger et prêts à subir ses exigences, et la preuve se trouve faite que c'est en dépit de l'étranger, malgré l'opposition et les menaces de l'Angleterre, qu'ils ont entrepris cette expédition, et que cette expédition même n'était qu'une partie d'un large plan national qui eût remanié la carte de l'Europe et rétabli notre prépondérance. C'est au nom du progrès, au nom de la bourgeoisie industrielle et commerçante, effrayée de je ne sais quels fantômes d'ancien régime, qu'on a renversé la monarchie, et il se trouve que la conquête d'Alger, héritage de cette monarchie proscrite, crée au commerce et à l'industrie de nouveaux débouchés, vivifie le littoral de la Méditerranée et ouvre un nouveau champ, un champ magnifique, à la civilisation et au progrès. Et puis comment l'historien, comment Alfred Nette-

ment n'aurait-il pas été saisi, remué par la pathétique grandeur des dernières scènes qu'il lui fallait raconter : cette race royale, qui avait fait la France, tombant au lendemain même d'une éclatante victoire, ensevelie dans ce suprême et dernier triomphe ; — le drapeau blanc, le vieux témoin de tant de journées héroïques, qui, depuis Jeanne d'Arc jusqu'à Suffren, avait abrité tant de glorieux faits d'armes, tant de dévouements sublimes, cédant la place au drapeau tricolore, ce nouveau venu de notre histoire, et disparaissant dans une journée de victoire ; — le maréchal de Bourmont, qui, hier encore, traversait la mer à la tête d'une armée puissante et sur une des plus belles flottes qu'ait équipées la France, s'éloignant, avec le cercueil de son fils[1], sur un brick autrichien, de cette terre d'Afrique, théâtre de sa gloire et d'une inconsolable douleur, et se rencontrant à Palma avec les débris de la milice qu'il vient d'expulser d'Alger ; — le baron d'Haussez, qui a préparé cette grande expédition, se dérobant sous un déguisement à la mort qui le menace et passant la mer sur une barque ; — enfin, presque le même jour où le Dey vaincu, abordant à Naples, déclarait à l'ambassadeur de France qu'il se mettait sous la protection du roi Charles X, son vainqueur, Charles X, lui-même errant et fugitif, s'embarquant à Cherbourg et faisant voile pour l'Angleterre.

C'est parce qu'Alfred Nettement a ressenti ces émotions, parce qu'il les ressent encore, que son livre ne sera pas seulement un récit historique, clair, méthodique, complet, fruit d'une information considérable et précise :

1. Amédée de Bourmont.

il sera en même temps, un livre éloquent. Il nous dira, comme aucun autre que lui ne l'aurait su faire, et les scènes que je viens de rappeler, et aussi les jours de joie et d'espérance, cette journée du 5 mai 1830, par exemple, où le duc d'Angoulême passa, dans la rade de Toulon, la revue de la flotte prête à mettre à la voile. Elle s'élevait à 675 bâtiments de guerre ou de commerce, et ne comptait pas moins de 11 vaisseaux, 24 frégates et 70 navires de guerre de moindre force. Le spectacle que présentait la rade était magnifique. Les navires de guerre et les bâtiments de transport, entre lesquels circulaient des milliers de barques, occupaient le centre du tableau, dont le cadre était formé par les collines qu'occupait une innombrable population. Tous les navires étaient pavoisés ; les équipages, montés dans les vergues et dans les hunes, faisaient retentir l'air des cris de *Vive le Roi !* Journée de soleil et de fête à la veille des jours de deuil, dernier rayon à l'heure où les ombres du soir vont envahir le ciel, dernier sourire de la fortune à cette maison de Bourbon, qui avait trouvé la France épuisée, appauvrie, écrasée sous le poids d'inénarrables désastres, et qui allait la laisser libre, prospère et forte, avec des finances admirables et une flotte superbe, — qui l'avait trouvée vaincue, humiliée, foulée aux pieds par quatre cent mille envahisseurs, et qui allait lui léguer la plus pure et la plus belle de toutes les conquêtes.

II

L'*Histoire de la Conquête d'Alger*[1] fut publiée au mois

1. Histoire de la conquête d'Alger, *écrite sur des documents*

de mars 1856. L'auteur, en même temps qu'il envoyait son livre au comte de Chambord, en avait adressé des exemplaires au duc d'Aumale et au duc de Nemours, qui avaient l'un et l'autre si vaillamment combattu en Afrique.

Alfred Nettement reçut du duc d'Aumale les deux lettres suivantes :

« Richmond, 27 avril 1856.

« Je viens, Monsieur, vous remercier de votre aimable lettre ; quant à l'ouvrage qu'elle devait accompagner, il ne m'est pas encore parvenu ; mais vous ne doutez pas de l'intérêt avec lequel je le lirai et que réclament le sujet et votre talent... »

De Twickenham, le surlendemain 29 avril :

« Je viens de parcourir, Monsieur, le livre que vous m'avez envoyé ; j'y reviendrai certainement, car ce rapide examen m'a convaincu qu'il méritait une étude approfondie et que j'avais sous les yeux une œuvre loyale, sérieuse et pleine de talent. Le sujet était digne de vous, car c'est une grande page de l'Histoire de France, et je crois que chaque jour davantage la patrie honorera d'une commune reconnaissance les gouvernements qui ont su accomplir ces deux grands faits solidaires l'un de l'autre, comme vous le dites : la conquête d'Alger et celle de l'Algérie.

« Pour moi, Monsieur, qui ai passé sur cette terre d'Afrique les meilleures années de ma vie, je ne puis que vous féliciter d'avoir entrepris et mené à fin ce beau travail, et vous remercier de la manière honorable dont vous avez rappelé le nom de mes frères et le mien, en les mêlant à tant de noms chers à la France et à mon cœur.

inédits et authentiques ; suivie du Tableau de la conquête de l'Algérie. Un volume in-8° de 667 pages. Jacques Lecoffre et Cie, 29, rue du Vieux-Colombier.

« Recevez, Monsieur, l'assurance des sentiments avec lesquels je demeure

« Votre affectionné,

« H. d'Orléans. »

La lettre du duc de Nemours est datée de Gênes, 12 mai 1856.

« Monsieur,

« On vient de me remettre à mon passage ici votre ouvrage sur la Conquête d'Alger, et je veux dès à présent vous remercier. Votre livre en effet m'intéresse à bien des titres, pour les suffrages qu'il a déjà obtenus, pour la patriotique pensée qui l'a inspiré, pour la grandeur du sujet qu'il traite.

« J'apprécie bien aussi, croyez-le, le sentiment qui vous a dicté votre lettre, sans pouvoir toutefois accepter, ni surtout recevoir pour moi seul les expressions d'éloge qu'elle contient.

« N'en croyez pas moins pour cela, Monsieur, à l'assurance sincère de tous mes sentiments pour vous.

« Louis d'Orléans. »

Dès le 31 mars, le comte de Chambord avait écrit à Nettement :

« Venise, 31 mars 1856.

« Je veux vous dire moi-même, mon cher Nettement, combien je suis satisfait de votre histoire de la conquête d'Alger. Cet ouvrage consciencieux, écrit sur des documents authentiques, dans un esprit d'impartialité, de justice et de conciliation, est un service de plus rendu par vous à la cause de la vérité. Le lecteur suit avec un vif intérêt dans vos récits, toujours puisés aux sources les plus pures, la marche de cette grande entreprise, si glorieusement inaugurée en 1830 par la chute d'Alger et non moins glorieusement terminée, après dix-sept ans d'efforts, par la chute définitive de la puissance musulmane

dans cette contrée : dernière page militaire des annales de la monarchie, noble conquête qui, en donnant à la France un nouveau royaume sur cette terre d'Afrique où saint Louis est venu mourir, ouvre un nouveau champ à l'activité nationale et de nouvelles routes à la civilisation chrétienne. C'est à cette école que se sont formés tant d'illustres généraux qui ont été l'épée de la France contre les ennemis du dehors et son bouclier contre ceux du dedans ; c'est de là qu'est sortie cette brave armée qui, dans une lutte récente[1], si lointaine et si périlleuse, a étonné le monde par des prodiges de constance, de discipline et d'héroïsme, et ajouté encore à la gloire du nom français. Puisse votre livre, en mettant ainsi la vérité dans tout son jour, contribuer à éclairer les esprits, à rapprocher les cœurs et à préparer les voies à cette œuvre de régénération et de salut, objet de nos vœux les plus ardents comme de nos plus douces espérances. Croyez à toute ma gratitude et à ma bien sincère et constante affection.

« HENRI. »

III

Après l'*Histoire de la Conquête d'Alger*, Alfred Nettement resta deux ans sans publier un nouvel ouvrage. Ces deux années ne laissèrent pas cependant d'être par lui bien employées. Cédant aux conseils de ses amis, il s'était décidé, après de longues hésitations, à entreprendre un travail considérable, cette Histoire de la Restauration, qui l'occupera maintenant jusqu'à la fin de sa vie. C'est en 1856 et en 1857 qu'il commença d'en réunir les matériaux. A cette époque, et depuis le 1er mars 1855, il donnait, tous les quinze jours, au journal l'*Union*, une *Variété*

1. La guerre de Crimée et le siège de Sébastopol.

historique ou littéraire. Comme autrefois à la *Gazette de France,* il lui arrivait souvent de consacrer plusieurs articles au même sujet. C'est ainsi qu'en 1856 il en donna trois sur l'*Histoire de France pendant le Consulat et l'Empire,* par M. Laurentie[1]; trois également sur les *Œuvres complètes* de Frédéric Ozanam[2]; quatre sur l'*Histoire du Protectorat de Richard Cromwell et du rétablissement des Stuarts*, par M. Guizot[3].

Après la publication de son troisième article sur l'ouvrage de M. Guizot, il reçut de ce dernier la lettre suivante:

« Je ne veux pas attendre, Monsieur, la fin de vos articles sur *Richard Cromwell* pour vous en remercier. C'est un grand plaisir que d'être bien compris, et je vous dois pleinement ce plaisir-là. Vous avez merveilleusement saisi et résumé la disposition intérieure des partis, leur jeu mêlé, leurs craintes et leurs espérances suivant leur déclin ou leurs progrès cachés, la vie des hommes sous le bruit des événements. J'ai un profond mépris pour l'histoire mélodramatique, pour cette manie d'enluminer les faits, d'enfler les paroles, de draper les personnages, pour les décorations d'Opéra à la place des tableaux d'histoire. Mais le goût des lecteurs se gâte et s'émousse à cette école théâtrale et j'ai craint quelquefois que l'histoire, ramenée à ses justes proportions et à ses vraies couleurs, n'eût plus tout son sens et tout son effet. Vous me rassurez contre cette crainte, et c'est surtout de cela que je vous remercie Il n'appartient qu'à des juges très compétents de voir toute la vérité quand elle n'a eu recours à aucune charlatanerie.

« Je défends un peu contre vous mon indulgence pour les républicains sincères, Milton, Vane, Ludlow. J'ai fort mal-

1. 16 mars, 2 et 17 avril 1856.
2. 16 mai, 1er et 16 juin 1856.
3. 1er et 20 août, 2 et 18 septembre 1856.

traité leur politique, mais j'apprendrais, chaque jour un peu mieux, si j'en avais besoin, à faire grand cas de la sincérité et de la constance. Et quelques-uns d'entre eux, Vane entre autres, ont été traités plus tard si cruellement que je me suis plu à leur rendre justice d'avance. Soyez sûr qu'on n'obtient le crédit dont on a besoin pour la bonne cause qu'à condition d'être équitable et même généreux envers ses adversaires.

« J'attends avec impatience votre compte rendu des dernières scènes, et je vous prie de recevoir, en attendant, avec mes remerciements, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« GUIZOT.

« 4 septembre 1856. »

Alfred Nettement avait peine à se consoler de ne plus pouvoir écrire d'articles politiques dans les journaux de Paris. Il en écrira dans un journal étranger. Un jour, dans les derniers mois de 1856, la plus importante des feuilles catholiques et monarchiques de la Belgique, le *Journal de Bruxelles*, lui demanda de devenir l'un de ses correspondants. Il accepta. Sa première lettre parut le 10 janvier 1857. Elle était signée G, et il en fut de même des suivantes, ce qui faisait dire à Pontmartin : « Le paon est paré des plumes du *G*. »

Les lettres d'Alfred Nettement continuèrent sans interruption pendant douze ans et demi, jusqu'au 19 août 1869. Elles furent insérées d'abord sous la rubrique :

Correspondance du Journal de Bruxelles.
Paris, le.....

Cette rubrique, au bout de quelque temps, fut ainsi modifiée :

Nouvelles étrangères.
France (Correspondance particulière)
Paris, le.....

Ce qu'étaient ces lettres de Paris, quel succès les accueillit dès le premier jour, un bon juge va nous le dire. Au mois de janvier 1858, le président du comité de rédaction du *Journal de Bruxelles*, M. Adolphe Dechamps[1], ministre d'État, le principal orateur et le chef du parti catholique, écrivait à Alfred Nettement :

« MONSIEUR ET AMI,

« J'irai à Paris au premier jour et mon premier soin sera d'aller causer avec vous de la réorganisation de nos journaux, vous dire combien vos correspondances ont de succès, vous remercier de cet excellent concours et vous prier de le continuer dans les conditions actuelles. Les arrangements pris avec vous par M. Nève finissent, je crois, le 11 courant. Le Comité me charge de vous demander de les continuer et de les proroger pendant l'année qui va s'ouvrir. Vous nous enverriez une lettre chaque semaine, comme vous le faites actuellement, en ayant soin de nous transmettre exceptionnellement quelques lettres supplémentaires, quand les événements vous le conseillent. Je crois que c'est l'arrangement pris avec vous.

« Plusieurs membres de notre comité qui désirent que l'édition internationale de nos journaux puisse entrer en France à la faveur de certains ménagements de style et de forme pris à l'égard de l'Empire, voudraient que vous missiez une sourdine à vos charmantes lettres, au point de vue de l'opposition à la politique impériale.

« Je partage peu cette appréciation, et je crains qu'en craignant d'être assommés à la frontière, nous ne risquions d'être

1. Adolphe *Dechamps* (1807-1875), représentant du district d'Ath, (1834), gouverneur du Luxembourg belge (1841), ministre des Travaux publics (1843-1845), ministre des Affaires étrangères (1845-1847), etc. — Il était le frère de Mgr *Dechamps*, archevêque de Malines et primat de Belgique, qui fut élevé à la dignité de cardinal, de l'ordre des prêtres, le 5 mars 1875.

assommants. Il est vrai que vous n'avez nullement ce risque à courir. Pour moi, j'aime mieux m'en rapporter à vous.

« Veuillez agréer, Monsieur et ami, l'expression de mes sentiments les plus affectueux et les plus distingués.

« DECHAMPS. »

L'arrangement se fit, tel que le désirait M. Adolphe Dechamps. Alfred Nettement continua d'envoyer ses correspondances, — sans y mettre la moindre *sourdine*, — et le *Journal de Bruxelles* continua d'être très régulièrement arrêté à la frontière, lorsqu'il s'y présentait paré de la séditieuse initiale.

Au mois de septembre 1858, Alfred Nettement publia la *Vie de Madame de la Rochejaquelein*, et il y avait peut-être lieu de s'étonner qu'au moment d'entreprendre son Histoire de la Restauration, il lui fit ainsi infidélité dès le premier jour. C'est que le pauvre grand travailleur n'était pas toujours maître de son travail. Pour obliger un ami qui, devant quelque argent à un éditeur, lui avait signé un billet, il s'était porté caution. L'échéance venue, l'ami n'avait pas payé. Nettement offrit aussitôt d'acquitter la dette, bien que cela le gênât un peu ; mais il ne cacha pas à l'éditeur qu'il lui serait plus agréable de le payer en monnaie d'écrivain, c'est-à-dire de lui remettre, à trois mois de date, le manuscrit d'un volume in-18 de 400 pages. L'éditeur ayant accepté, il se mit aussitôt à la besogne. Avant l'expiration des trois mois, le volume était prêt : c'était la *Vie de madame la marquise de la Rochejaquelein*[1].

1. Un volume in-18. J. Vermot, libraire-éditeur, successeur de M. Hivert, quai des Augustins, 33. — 1858.

Ce volume devait faire partie d'une collection destinée à la Jeunesse, et, sauf sur un petit nombre de points, et en particulier sur la dernière partie de la vie de l'héroïne, il ne pouvait être que la reproduction des célèbres *Mémoires*. La copie forcément devait rester très loin du modèle. Cette copie pourtant a sa valeur propre. Madame de la Rochejaquelein, c'était la Vendée avec ses deuils et ses gloires, et la Vendée, pour Alfred Nettement, c'était plus qu'un grand souvenir et une merveilleuse épopée, c'était une religion. Il a donc mis, dans cette œuvre hâtive, quelque chose de sa foi, de son ardente conviction, de sa flamme royaliste, et ce sont de belles pages que celles où, après avoir montré comment madame de la Rochejaquelein, à l'exemple de la femme forte des Livres Saints, a mis durant plusieurs années sa main aux grandes entreprises et s'est appliquée ensuite à toutes les industries de la charité, il raconte la mort et les funérailles de celle qu'il appelle, en terminant, la veuve des héros et « la mère des pauvres », titre plus précieux devant Dieu que celui de marquise de Lescure et de marquise de la Rochejaquelein.

Après cette excursion — un peu forcée — en dehors de son époque préférée, de celle où il voulait désormais se cantonner, Alfred Nettement s'empressa d'y revenir. Au mois de décembre 1858, il publiait les *Souvenirs de la Restauration*[1].

Il n'a pas seul la parole dans ces *Souvenirs*. Le plus

1. Un volume in-18. Jacques Lecoffre et Cie, libraires-éditeurs, rue du Vieux-Colombier, 29.

souvent, se sont les contemporains eux-mêmes, témoins ou acteurs, qui lui fournissent les éléments de ses récits. C'est ainsi qu'il a pu donner, sur la situation de Paris à la veille du 20 mars 1815 et sur les dispositions de l'armée alors réunie à Orléans, une longue et très curieuse note, spécialement rédigée pour lui par madame la comtesse Dupont, dont le mari avait été ministre de la Guerre du 13 mai au 3 décembre 1814.

Le général d'Andigné avait commandé pour le Roi, pendant les Cent Jours, sur la rive droite de la Loire. Un soir, dans son salon de la rue de Verneuil, il raconta, devant Alfred Nettement, les principaux épisodes de sa campagne de 1815. L'auteur des *Souvenirs* a reproduit ces épisodes avec une fidélité dont témoignent aujourd'hui les *Mémoires* mêmes du général, récemment publiés[1].

Les chapitres les plus importants du livre sont consacrés à la *réaction de 1815* dans le midi, à ce que les ennemis de la Restauration appellent la *Terreur blanche*. Sur cette douloureuse question, si odieusement envenimée par l'esprit de parti, Nettement a fait la lumière, et il a pu la faire complète, grâce aux papiers du baron d'Haussez, qui, avant de devenir un excellent ministre de la Marine, avait été préfet de Nîmes.

A ses mérites propres, ce volume des *Souvenirs* en joignait un autre, celui d'annoncer l'œuvre maîtresse d'Alfred Nettement, sa grande *Histoire de la Restauration :* il en était l'heureux prélude.

1. *Mémoires du général d'Andigné*, publiés avec Introduction et Notes par *Edmond Biré*. Deux volumes in-8°, librairie Plon, 1900.

CHAPITRE XIX

La Semaine des Familles. — La Question romaine.

M. Jacques Lecoffre. — La *Semaine des Familles. Nathaniel, Félix-Henri* et *René*. Les *Causeries sur l'histoire de France*. Louis Veuillot. M. Charles Bouglé et les *Leçons de Neuilly*. Mlle Zénaïde Fleuriot. — Les vrais *Jeudis de Mme Charbonneau*. — Le voyage de Venise. — Nouvelle édition de la *Vie de Marie-Thérèse de France*, Lettre de la comtesse de Chambord. — La Question romaine. *Appel au bon sens, au droit et à l'histoire.*

I

Depuis 1852, à l'exception de la *Vie de madame de la Rochejaquelein*, tous les ouvrages d'Alfred Nettement avaient paru à la librairie Lecoffre.

M. Jacques Lecoffre a été l'un des plus chers amis de l'historien royaliste, son conseil et son soutien aux heures difficiles, et c'est à lui surtout, à ses encouragements et à son généreux appui que Nettement a dû de pouvoir se consacrer presque tout entier, pendant les dix-sept dernières années de sa vie, à ses grands travaux sur la Restauration. L'écrivain et son éditeur ne se doivent donc pas séparer, et aussi bien c'est au premier que j'emprunterai les traits qui vont me servir à peindre le second.

Né en 1802, à Lyon, de parents catholiques et royalistes,

Jacques Lecoffre, qui se trouvait sans fortune, entra de bonne heure dans la librairie. Son jugement sûr, son esprit sagace et pénétrant, son énergique nature, l'appelaient au succès. Il s'appuya sur deux forces pour obtenir et ennoblir ce succès : le travail et la religion. C'était un travailleur austère, infatigable, prolongeant le labeur des jours par celui des nuits, étudiant dans tous leurs détails les affaires et les saisissant, avec une rare clairvoyance, dans leur ensemble ; mais c'était aussi un chrétien convaincu et fervent, qui se défendait contre l'endurcissement que causent ordinairement les affaires par la noble préoccupation des choses spirituelles, intellectuelles et morales[1].

Il était établi depuis peu de temps à Paris, mais déjà à la tête d'une maison de librairie importante, lorsque commencèrent les luttes pour la liberté de l'enseignement et la liberté de l'Église. Il y prit dès le premier jour une grande part. « On ne saurait — et c'est M. de Montalembert qui lui rend ce témoignage — on ne saurait apprécier assez haut les services qu'il a rendus à la liberté religieuse et à la liberté d'enseignement pendant le règne de Louis-Philippe et la République. Sa maison était le centre de toutes nos publications, et, sans lui, nous n'aurions point atteint les résultats, incomplets et prématurés, mais aussi salutaires qu'imprévus, de la lutte qui s'est terminée par le vote de la loi Falloux[2]. »

C'est seulement en 1852 qu'Alfred Nettement fut mis en

1. *Notice sur Jacques Lecoffre*, par M. Alfred Nettement, suivie d'une *Lettre de M. le comte de Montalembert*, 1866.

2. Lettre de Montalembert à Alfred Nettement, en date du 16 janvier 1866.

rapports avec lui. Ils avaient mêmes sentiments, mêmes convictions politiques et religieuses, même élévation d'âme, même noblesse de cœur. Leurs relations ne tardèrent pas à devenir affectueuses, puis tout à fait intimes.

M. Lecoffre, au commencement de 1858, s'ouvrit à Nettement de son désir de créer pour la jeunesse une petite revue, qui paraîtrait tous les huit jours et s'appellerait la *Semaine des Familles*. Alfred Nettement accepta d'en être le directeur, avec toutes les charges qu'entraîne ce titre. Il ne lui faudrait pas seulement fournir lui-même les principaux articles, il aurait encore à lire les manuscrits, à les rejeter ou à les admettre, à les corriger au besoin. Et, parmi ces manuscrits, il y aurait par monceaux des poésies, des contes, des nouvelles, des romans, — surtout les romans de ces dames qui écrivent, je le veux bien, pour le bon motif, mais qui, sous prétexte de faire de la littérature pieuse, cultivent principalement la littérature ennuyeuse. C'est à cette besogne que s'attellera, pendant plusieurs années, le noble écrivain, pour augmenter les ressources de sa famille, et aussi parce qu'il voit, dans cette Revue, qui s'adresse aux jeunes gens et aux jeunes filles, un instrument puissant pour le bien. Il ne négligera rien pour intéresser ses abonnés, pour les amuser même, mais il s'efforcera surtout de faire œuvre moralisatrice, de mettre ses jeunes lecteurs en garde contre l'erreur et le mensonge, de leur inspirer le goût du beau et celui du bien, de leur faire aimer ces deux grandes choses que, dans sa vie comme dans ses écrits, il n'a jamais séparées : la Religion et la Patrie.

Quelques-uns de ses meilleurs amis ont souvent regretté qu'Alfred Nettement, à l'époque même où il composait

son *Histoire de la Restauration*, ait donné une si grande part de sa vie à la direction et à la rédaction d'un petit journal à images. A se faire ainsi, comme feu Berquin, l'*ami des enfants*, ne perdait-il pas son temps et sa peine ? Etait-il sage, de sa part, de sacrifier à ce dur métier, à cette tâche ingrate, des heures qu'il aurait pu, qu'il aurait dû réserver toutes à des œuvres plus dignes de son talent, et qui eussent achevé de consacrer son nom ?

Il est bien vrai qu'en travaillant assidûment, comme il l'a fait pendant les onze dernières années de sa vie, à la *Semaine des Familles*, Alfred Nettement n'a pas servi les intérêts de sa renommée. Il a fait mieux, puisqu'il a servi d'autres et plus grands intérêts ; puisqu'il a été, sous une forme aimable et souriante, modeste sans doute, mais à coup sûr efficace, l'apôtre de la jeunesse.

II

Le premier numéro de la *Semaine des Familles* a paru le samedi 2 octobre 1858. Comme autrefois à l'*Opinion publique*, à la *Semaine* aussi l'infatigable écrivain se prodigua jusqu'à la fin. Chaque numéro s'ouvrait par un grand article signé *Alfred Nettement* et se fermait par une *Chronique* signée *Nathaniel* ; mais Nathaniel, c'était encore Alfred Nettement. Ce pseudonyme ne lui suffisait pas ; il en avait encore deux autres, *Félix-Henri* et *René*, si bien qu'il y avait souvent dans la même livraison, sous trois ou quatre noms différents, trois ou quatre articles du directeur.

A côté de ces articles dont le sujet varie chaque semaine. Alfred Nettement a des séries complètes, assez importantes pour que plusieurs aient mérité de survivre à l'éphémère publicité du journal. Ici, quatre articles sur *Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI ;* là, huit articles sur *Bossuet ;* ailleurs, des articles sur Paul Delaroche. sur Ary Scheffer et sur les Salons de peinture, qui reparaîtront dans *Poètes et Artistes contemporains.* C'est encore un *Voyage dans le Morbihan*, devenu plus tard le livre intitulé *Quiberon* ; des Études sur *la Seconde Éducation des filles,* qui formeront, à leur tour un volume, des *Causeries sur l'histoire de France*[1], qui n'en formeront pas moins de deux.

Le directeur de la jeune Revue avait eu vite fait de grouper autour d'elle des écrivains d'un vrai talent, Alfred des Essarts, François Lenormant, Georges de Cadoudal, Gustave de la Landelle, Attale du Courneau, H. de Barthélemy, Achille Millien, Ernest Daudet, qui fit là ses débuts, avec deux petites Nouvelles, l'*Évasion*[2] et *Octave*[3]. M. Emile Desdouits, savant et philosophe distingué, l'auteur des *Soirées de Montlhéry*, écrivait de piquantes chroniques scientifiques, sous le pseudonyme de *Pomponius*. Celui de *Curtius* cachait le véritable nom d'un sous-directeur du Timbre, M. Charles Bouglé, l'un des plus

1. Les *Causeries sur l'histoire de France* n'ont paru en volumes qu'en 1879, dix ans après la mort d'Alfred Nettement. Ces Causeries, au nombre de sept, ont pour titres : *les Croisades, la Féodalité, le Moyen âge, la Ligue, la Fronde, le Règne de Louis XIV, la Révolution*, La septième et dernière est de Mlle Marie-Alfred Nettement.

2. *Semaine des Familles* du 6 novembre 1858.

3. *Semaine des Familles* du 30 avril 1859.

hommes d'esprit de Paris. qui avait publié autrefois dans *la Mode*[1], d'abord sous le titre des *Leçons de Neuilly*, puis sous celui de *l'Enfant terrible*, des dialogues qui avaient eu leur heure de célébrité. Le 27 août 1859, la *Semaine des Familles* donnait le premier chapitre d'un roman intitulé : *Un projet d'avenir*. Il était signé : *Anna Edianez*. Anna Edianez, c'était Mlle Zénaïde Fleuriot, qui ne cessera maintenant, jusqu'à sa mort en 1890, de multiplier dans la *Semaine* ces récits sans nombre, qui ont fait d'elle un de nos plus féconds et de nos meilleurs romanciers[2].

Les *illustres* eux-mêmes ne dédaignaient pas d'écrire dans le modeste *Magazine*. En 1859, Louis Veuillot y publia, sous ce titre : *Une partie de chasse et de philosophie*, trois articles comme il les savait faire, et qu'il devait réimprimer, l'année suivante, dans *Çà et là*[3]. Outre ces beaux chapitres de prose, le grand écrivain donna aussi à la Revue d'Alfred Nettement une longue pièce de vers, tout un petit poème cueilli sur les grèves bretonnes, *Jean-Paul-Marie Kéréon, premier-maître de manœuvre en retraite*[4].

Après Louis Veuillot, Armand de Pontmartin. C'est dans la *Semaine des Familles* qu'il a fait paraître *les Jeudis de madame Charbonneau, Journal d'un Parisien*

1. En 1846 et 1847.

2. Sur les débuts de Mlle Z. Fleuriot à la *Semaine des Familles* et sur ses rapports avec Alfred Nettement, voir *Zénaïde Fleuriot, sa vie, ses œuvres, sa correspondance*, par *F. Fleuriot-Kerinou*.

3. *Semaine des Familles*, 22 et 29 janvier 1859. — *Çà et là*, tome I, livre VI.

4. *Semaine des Familles*, 26 novembre 1859. — *Çà et là*, tome II, livre XI.

en retraite. Ils n'y forment pas moins de dix-huit articles; le premier est du 1er janvier 1859; le dernier, du 15 décembre 1860.

Lorsqu'ils parurent en volume, au mois d'avril 1862, — au milieu de quel tapage ! on se le rappelle encore après quarante ans bientôt, — personne ne fit remarquer qu'entre ces articles et le livre, il y avait de nombreuses et considérables différences.

Indépendamment des suppressions de détails, dont plusieurs sont importantes, trois chapitres ont entièrement disparu, et ce ne sont ni les moins longs, ni les moins curieux. Supprimé, un chapitre sur le *Figaro*, sur *Gorgias* (M. de Villemessant), sur *Mâchefer* (B. Jouvin) et sur quelques autres. Figaro, ce jour-là[1], avait été battu sur son propre terrain et avec ses propres armes : le spirituel barbier avait été rasé... gratis. De ces lignes étincelantes, pas une page n'est restée dans le volume. — Supprimé également le chapitre[2] où Georges de Vernay (*aliàs* Armand de Pontmartin) raconte avec humour l'odyssée électorale, dans le département de Vaucluse, du directeur d'une Revue célèbre, de *Strabiros*, celui dont Louis Veuillot disait :

Buloz, dont un seul œil éclaire les *Deux Mondes*.

Supprimé enfin le chapitre[3] sur la mort d'un jeune écrivain, *Raoul de Maguelonne* (Jules de la Madelène), l'auteur du *Marquis des Saffras*[4].

1. *Semaine des Familles* du 10 décembre 1859.
2. *Semaine des Familles* du 2 juin 1860.
3. *Semaine des Familles* du 16 juin 1860.
4. *La Madelène* (Jules-François-Elzéar de), né en 1820, à Versailles, d'une famille originaire de Carpentras, mort à Paris en 1859. Il a

Regretables en eux-mêmes, les retranchements que je viens de signaler avaient, en outre, cet inconvénient de créer, dans le livre, assez de vides pour que l'auteur n'eût plus la matière de ce que les Anciens appelaient un juste volume — *justum volumen*. Ces vides, il les fallait combler. Pontmartin se trouva ainsi conduit à intercaler dans son volume de véritables hors-d'œuvre, comme l'*Homme bien informé* et comme l'*Invalide de Lettres*, et aussi certaine histoire qui n'avait rien à faire avec les *Jeudis*, l'*Histoire d'Harpagona et de Plombagène*.

Il reste pourtant que *les Jeudis de madame Charbonneau* sont le plus spirituel pamphlet de la seconde moitié de ce siècle. Le jour où, débarrassé des additions de 1862, accru par contre de tous les passages supprimés, le livre de Pontmartin paraîtra en librairie tel qu'il a été publié, en 1859 et en 1860, dans la *Semaine des Familles*, ce jour-là, notre littérature possèdera un chef-d'œuvre de plus.

III

Jacques Lecoffre, nous le savons, était profondément royaliste. En 1859, alors que la *Semaine des Familles*, malgré sa date récente, était déjà en voie de prospérité, il voulut aller présenter ses hommages à celui qui était pour lui, comme pour Alfred Nettement, le Roi. Il pria son ami de l'accompagner. Par une belle matinée d'avril, joyeux comme des écoliers en vacances, ils partirent

laissé quelques romans, parmi lesquels *le Marquis des Saffras*, qui est une œuvre de premier ordre.

ensemble pour Venise, où était alors le comte de Chambord. Les deux voyageurs trouvèrent auprès du prince l'accueil dû à leur dévouement et à leurs services. A peine rentrés à Paris, l'écrivain et son fidèle éditeur reprenaient avec une ardeur nouvelle leur travail accoutumé[1].

En 1842, Alfred Nettement avait publié la Vie de *Marie-Thérèse de France, fille de Louis XVI*[2]. Quand les premières éditions avaient paru, l'auguste princesse dont il retraçait la vie n'avait pas achevé sa carrière : son histoire devait donc rester naturellement incomplète. En 1859, alors que depuis huit ans déjà la duchesse d'Angoulême était morte en exil, à Frohsdorf[3], Alfred Nettement crut devoir, dans une édition nouvelle, conduire jusqu'à son dernier terme cette sainte existence qui s'était fermée en 1851 sur une sainte mort. Il consulta tous les documents, interrogea tous les témoins qui pouvaient l'aider à rectifier les inexactitudes et à combler les lacunes de son premier travail. Considérablement augmentée dans quelques parties, entièrement inédite pour les années 1843 à 1851, la nouvelle édition de la *Vie de Marie-Thérèse de France* est en quelque sorte un livre nouveau ; elle parut au mois de novembre 1859.

La comtesse de Chambord, à laquelle Nettement avait fait hommage de son ouvrage, lui adressa la lettre suivante :

1. Dix ans plus tard, Alfred Nettement a publié le récit de son voyage à Venise dans une suite d'articles intitulés : *Souvenirs d'un voyage en Italie*, et insérés dans la *Semaine des Familles* (29 août, 5, 12, 19 et 26 septembre 1868).

2. Voir ci-dessus chapitre x, page 277.

3. Le 19 octobre 1851.

« Frohsdorf, le 5 décembre 1859.

« Je lis avec le plus grand intérêt, Monsieur, votre belle Vie de ma chère tante, l'auguste fille de Louis XVI, mais je ne veux pas différer davantage à vous remercier de me l'avoir envoyée. C'était assurément à vous, dont la plume et le cœur sont voués de tout temps à la cause de la vérité, de la justice et du droit, qu'il appartenait de retracer l'histoire de cette âme royale et sainte qui, à l'exemple de son divin modèle, a passé sur la terre en souffrant et en faisant le bien. Vous rappelez dans vos touchants récits la tendresse maternelle que cet ange de vertu et de douleur a eue pour moi, et dont jusqu'à son dernier soupir elle n'a cessé de me donner des preuves. Ces souvenirs m'ont vivement émue, et j'éprouve le besoin de vous en exprimer ici particulièrement toute ma gratitude. Je tiens aussi à vous redire combien j'ai été charmée de vous voir à Venise avec votre excellent compagnon de voyage. Soyez mon interprète auprès de lui et croyez vous-même à tous mes sentiments bien sincères.

« Marie-Thérèse. »

Au mois de novembre 1859, précisément à l'heure où Nettement publiait sa nouvelle édition de la *Vie de Marie-Thérèse de France,* il n'était bruit en France et en Europe, que de la prochaine réunion d'un Congrès appelé à régler la question d'Italie. Les amis de Pie IX, les partisans du Saint-Siège se reprenaient à espérer ; il leur paraissait impossible que l'Europe assemblée sanctionnât la violation du droit européen et laissât le champ libre à la politique révolutionnaire du Piémont. Tout à coup, le 22 décembre 1859, paraissait une brochure anonyme, *le Pape et le Congrès...* et le Congrès avait vécu ! La haute origine de la brochure, en effet, n'était un secret pour personne : M. de la Guéronnière avait tenu la plume, mais c'était Napoléon III qui avait dicté.

De tous côtés aussitôt s'élevèrent d'énergiques protestations. La première fut la *Lettre de Mgr l'Évêque d'Orléans à un Catholique*, publiée le 27 décembre[1] ; la seconde fut l'*Appel* au *bon sens, au droit et à l'histoire*[2]. par Alfred Nettement, publié le 5 janvier 1860. Dès la première page, à l'adversaire masqué du Souverain Pontife le courageux écrivain ne craignait pas de dire, tête haute et visière levée :

« Au moment marqué pour la réunion du Congrès, une voix s'élève pour citer le Souverain Pontife à sa barre, et elle se charge d'indiquer à l'avance la solution de la question romaine. Quelle est cette voix ? Je l'ignore. L'auteur de la brochure *le Pape et le Congrès* ne se nomme pas. — « C'est, dit-il, la voix « d'un catholique sincère. » — Qu'en sais-je ? — « Une voix « respectueuse pour les droits du peuple comme pour les inté« rêts de la religion. » — Qu'en sais-je encore ? L'incognito n'est pas de mise pour qui vient émettre une opinion dans un si grand débat. On aime à savoir qui parle et à qui l'on parle. Un homme de cœur se plait d'ailleurs à mettre sa vie tout entière derrière ses paroles afin de leur donner du poids. La presse aussi est une tribune où les orateurs masqués font une étrange figure. Grand ami des droits du peuple, dites-nous votre nom pour que nous sachions si vous les avez toujours défendus et comment vous les avez défendus. Catholique sincère, dites-nous votre nom pour que nous sachions si vous avez servi ou combattu l'Eglise. La première chose qu'on demande à un témoin quand il paraît devant un tribunal, c'est de se découvrir le front et de dire son nom ; devant le grand tribunal de l'opinion publique, vous cachez l'un, vous taisez

1. Elle porte la date du 25 décembre 1859. Elle fut en effet rédigée en trois jours. M. Jacques Lecoffre eut l'honneur de l'éditer.

2. *Appel au bon sens, au droit et à l'histoire, en réponse à la brochure* LE PAPE ET LE CONGRÈS ; in-18 de 70 pages. Librairie Jacques Lecoffre et Cie.

l'autre. Pourquoi ? Que craignez-vous ? Est-ce votre passé ? est-ce le présent ? est-ce l'avenir ? est-ce votre nom lui-même ? »

Après avoir réfuté tous les arguments de l'anonyme, dénoncé toutes ses contradictions, dévoilé tous ses sophismes, Alfred Nettement terminait ainsi :

« Cette brochure est un scandale ; l'adoption des conclusions de cette brochure par le Congrès serait une calamité. C'est alors qu'il faudrait se souvenir de la belle parole que Pie VII, partant pour sa captivité, laissa comme un mot d'ordre aux catholiques de Rome prosternés sur son passage : *Courage et prière* ! »

CHAPITRE XX

Histoire de la Restauration. — Poètes et artistes contemporains.

Les premiers historiens de la Restauration. Capefigue, Lubis, Achille de Vaulabelle et Lamartine. — Les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration*. La première Restauration et les Cent-Jours. Lettres de Montalembert et du comte de Chambord. — Nouveau voyage en Bretagne. — La Question romaine. *Le général Lamoricière. — Notre Saint-Père le Pape, les scribes, les orateurs et les politiques.* Lettre de Berryer. — *Poètes et artistes contemporains.* Paul Delaroche, Victor Hugo et la *Légende des Siècles.*

I

L'heure était enfin venue pour Alfred Nettement de commencer la publication du grand ouvrage qui était, depuis plusieurs années déjà, son travail de prédilection. Les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration*[1] parurent au mois de mai 1860.

L'histoire de la Restauration est assurément l'un des plus beaux sujets qui puissent tenter un écrivain. Cette

1. Histoire de la Restauration, tomes I et II, *Restauration de 1814. Cent-Jours.* — Librairie Jacques Lecoffre.

période de seize années, de 1814 à 1830, est assez courte pour qu'il soit possible de bien l'étudier et de la connaître à fond ; elle est assez remplie d'événements pour que le lecteur y trouve un vif et puissant attrait. La chute de l'Empire, le rétablissement de la maison de Bourbon, le retour de l'île d'Elbe, les Cent-Jours, Waterloo ; le régime constitutionnel sérieusement inauguré en France, les luttes de la tribune et de la presse remplaçant le bruit du champ de bataille et le tumulte des camps ; la prospérité matérielle reparaissant avec la paix et avec la liberté, l'industrie et le commerce reprenant leur essor arrêté par le blocus continental ; le réveil de la poésie, l'éclat du romantisme à son aurore, la grandeur et la nouveauté du mouvement historique ; la gloire des armes mêlée à la gloiredes lettres, trois brillantes et rapides campagnes, en Espagne, en Morée et en Afrique ; puis, soudain, une tempête de quelques heures qui balaie toutes ces nobles et grandes choses et qui emporte vers les rivages de l'exil la Royauté, à l'ombre de laquelle elles s'étaient faites : voilà, sommairement indiqués, les événements que l'historien doit dérouler devant nous, et qui lui offrent, à coup sûr, tous les éléments d'un livre du plus haut et du plus dramatique intérêt.

Ce livre, plusieurs écrivains, l'un illustre, les autres distingués par des mérites divers, avaient déjà essayé de l'écrire. M. Capefigue [1], M. Lubis [2], M. de Vaula-

1. *Histoire de la Restauration et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons*, par *M. Capefigue*. Dix volumes in-8° (1831-1833).

2. *Histoire de la Restauration*, par *M. Lubis*. Six volumes in-8° (1836-1840).

belle[1], Lamartine[2] enfin, avaient successivement publié, sur cette époque de notre histoire, d'importants ouvrages. Le dernier paru, celui de Lamartine, était particulière ment remarquable. Et cependant, même après Lamartine, l'histoire de la Restauration, l'histoire définitive et en dernier ressort, si je puis ainsi parler, était encore à faire.

Cette histoire définitive, le moment semblait venu de nous la donner[3]. Pour apprécier une époque, comme pour juger un paysage, il faut être placé à une certaine distance; sans cela, les détails vous gênent et vous empêchent de saisir l'ensemble; les lignes de la perspective se croisent et se confondent, et votre œil est trompé sur la proportion des objets. Ni trop près, ni trop loin : voilà, de toutes les situations, la meilleure pour l'historien. Trop de proximité le fait participer aux passions, aux intérêts, aux préjugés, aux entraînements du temps; au lieu d'être juge, il est partie au procès. Trop d'éloignement lui fait voir les choses d'une manière confuse, indéterminée; les couleurs s'effacent dans ce lointain; les lignes deviennent elles-mêmes indécises, et l'esprit de système prend sou-

1. *Histoire des deux Restaurations jusqu'à l'avènement de Louis-Philippe*, par *Achille de Vaulabelle*. Huit volumes in-8° (1844-1854).

2. *Histoire de la Restauration*, par *Alphonse de Lamartine*. Huit volumes in-8°. (1851-1853).

3. En même temps qu'Alfred Nettement, M. Louis de Viel-Castel entreprenait d'écrire l'histoire de la Restauration. Son ouvrage ne forme pas moins de vingt volumes, qui ont paru de 1860 à 1878. — De son côté, M. Duvergier de Hauranne a publié, de 1857 à 1873, une *Histoire du gouvernement parlementaire en France* (10 volumes in-8°), qui n'est en réalité qu'une histoire de la Restauration écrite à un point de vue un peu spécial.

vent la place de l'esprit d'observation. Au lieu de raconter une époque, l'historien l'imagine.

En 1860, trente ans après la chute des Bourbons de la branche aînée, on n'était ni trop près ni trop loin des événements. Restait à trouver l'historien qui remplirait les conditions nécessaires pour mener à bien une aussi lourde entreprise. Il fallait un écrivain qui, trop jeune pour avoir pris la moindre part aux événements, aurait été pourtant, à cette époque, assez âgé pour ressentir déjà quelques-unes de ces émotions qui passent plus tard de l'âme de l'enfant et du jeune homme dans le style de l'historien ; — qui aurait eu avec les hommes qui avaient dirigé les affaires de 1814 à 1830, ou avec leurs familles, des relations assez intimes pour pouvoir obtenir la communication de leurs papiers et de leurs correspondances politiques ; — qui voudrait et qui saurait dire la vérité sur tout et à tous, même à ses amis ; qui serait impartial sans être indifférent ; qui aimerait passionnément la liberté, le droit et la justice ; — qui, en écrivant, serait soutenu bien moins encore par l'espérance de voir le succès couronner ses efforts que par la pensée de remplir un devoir et par le désir de faire du bien.

Ces conditions, si nombreuses pourtant et si diverses, Alfred Nettement les réunissait. On le vit bien, dès que parurent les deux premiers volumes de son *Histoire*.

II

Ces deux volumes, de près de sept cent pages chacun, comprennent la période, si courte mais si remplie de péri-

péties, qui va du mois de janvier 1814 au mois d'août 1815. Ils renferment la chute de l'Empire, la première Restauration, la discussion et la promulgation de la Charte, les premiers essais du Gouvernement représentatif, le traité de Paris et le congrès de Vienne, le retour de l'île d'Elbe, les Cent-Jours, la campagne de 1815, Waterloo, la seconde abdication de Napoléon et son départ pour Sainte-Hélène.

Ce qui frappe tout d'abord le lecteur, c'est la belle ordonnance de l'ouvrage, le soin avec lequel l'auteur met chaque chose à sa place et à son rang, donnant à chaque fait le développement qu'il doit avoir, n'accordant qu'une page à l'événement qui n'en comporte qu'une, quitte à en accorder cent, s'il le faut, à celui qui en comporte cent.

M. de Vaulabelle et Lamartine, après lui, avaient gravement manqué l'un et l'autre à cette loi des proportions, aussi fondamentale en histoire qu'en architecture. Ils avaient raconté, par exemple, dans tous ses détails la campagne de France, oubliant qu'ils écrivaient une histoire de la Restauration et non une histoire de l'Empire.

Alfred Nettement résume en quelques pages les événements militaires de 1814 et s'attache surtout à montrer les vraies causes de la chute de l'Empire. Il ne les faut chercher ni dans la trahison de quelques généraux, ni dans de louches combinaisons tramées à l'hôtel de Saint-Florentin, dans les salons du prince Talleyrand, ni dans les manifestations royalistes du 31 mars. Napoléon n'est point tombé victime de tel ou tel incident imprévu, de tel ou tel abandon particulier : « L'empereur Napoléon, dit très bien ici l'historien, n'a point péri par tel ou tel abandon ; il a péri par l'abandon universel. Il éprouva l'inconvénient d'un gouvernement fondé exclusivement sur le

génie et la fortune d'un homme. Quand la fortune manque à ce génie et, disons-le aussi, quand ce génie se manque à lui-même, tout lui manque à la fois[1]. »

De même, ce sont des causes générales, et non des intrigues particulières, qui ont amené le rétablissement de l'autorité royale. Les dispositions des coalisés n'étaient rien moins que favorables aux Bourbons, et ceux-ci, bien loin d'avoir été imposés à la France par les Alliés, ont été en réalité imposés aux Alliés par la force de la situation[2]. Les Bourbons étaient la paix, comme les Bonapartes étaient la guerre. La nécessité de la paix ramenait Louis XVIII, comme elle excluait Napoléon. Ce n'était point la force des hommes qui poussait le problème vers cette solution ; c'était ce que les politiques appellent la force des choses, et les chrétiens la Providence.

Le second volume est rempli tout entier par les Cent-Jours. Il y a de tout dans cet étrange et prodigieux épisode, de l'épopée, du drame et de la comédie, — du drame surtout ; c'est le dernier acte de cette pièce à grand spectacle qui se pourrait appeler : *Quinze ans ou la Vie d'un joueur*. Napoléon, avec l'Europe pour adversaire, joue sa suprême partie, dont l'enjeu n'est rien moins que le sang, la puissance, peut-être même la nationalité de la France. Il jette sa dernière carte, sa dernière pièce d'or sur le tapis vert de Waterloo. Comment, par suite de quels hasards ou de quelles fautes cette formidable partie a-t-elle été perdue ? Les historiens disputent encore à ce sujet. Le désastre de Waterloo est dû, selon les uns, au maréchal

1. *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 117.
2. Voir ci-dessus, chapitre X, les pages sur l'*Exposition royaliste*.

Ney, qui négligea d'occuper à temps la position des Quatre-Bras; selon les autres, à Napoléon lui-même, qui commença la bataille deux heures trop tard, donnant ainsi à Blücher le temps d'arriver. D'autres encore attribuent la défaite à l'insuffisance du maréchal Soult comme chef d'état-major général, à de fausses manœuvres, à des méprises, à des fautes dans l'exécution, enfin et surtout aux retards et à l'absence de Grouchy. En l'attribuant à des causes d'un autre ordre, Alfred Nettement me semble avoir vu beaucoup plus juste.

Le matin de Waterloo, vers huit heures, déjeunant à la ferme du Caillou avec Soult, le duc de Bassano, Drouot et plusieurs officiers généraux, l'Empereur dit : « Nous avons quatre-vingt-dix chances pour nous, et point dix contre ». Peut-être même eût-il pu aller plus loin et dire : « Nous avons quatre-vingt-dix-neuf chances pour nous et à peine une seule contre ».

Si, il y en avait une, une seule, mais telle, que celle-là suffisait à contrebalancer, à renverser, à mettre à néant toutes les autres.

Militairement, Napoléon devait gagner la partie. Dans aucune de ses campagnes, sur aucun de ses champs de bataille, il n'avait eu autant d'atouts dans son jeu. Mais, cette fois, la partie se jouait dans des sphères plus hautes. Ce n'était plus seulement contre des armées que le formidable joueur avait à lutter; il avait contre lui, bien plus encore qu'en 1814, la force des choses, qui est une des lois de Dieu. Le retour de l'île d'Elbe était une aventure[1]

1. Mme de Staël avait eu, au lendemain du 20 mars et de la rentrée de l'Empereur aux Tuileries, un bien joli mot : « Jusqu'ici, s'était-

qui ne se pouvait terminer que par un effroyable désastre. A l'heure où la France commençait à peine à cicatriser ses blessures, alors qu'elle était affamée de paix et de repos, il était revenu, lui apportant, pour don de nouvel avènement, une guerre nouvelle, plus menaçante encore, plus terrible que toutes les autres. Cette guerre, la nation n'en voulait pas. L'armée seule la voulait ; mais cette armée, si elle lui est un soutien, lui est en même temps un péril. Elle n'a pu le replacer sur le trône qu'en manquant au devoir, à la discipline, à l'honneur. Officiers et généraux ont foulé aux pieds leurs serments ; les soldats les ont suivis, sans doute ; mais ils viennent d'assister en si peu de mois à de tels changements, à de telles palinodies, que maintenant ils se défient de leurs chefs et croient voir partout la trahison. Il arrivera donc que les généraux seront inquiets, mal à l'aise vis-à-vis d'eux-mêmes, qu'ils se défieront eux aussi les uns des autres. Le courage, certes, à aucun moment ne leur fera défaut ; mais il y aura dans leur courage, dans leur héroïsme, quelque chose de sombre et de désespéré. Dans le feu de la bataille, le maréchal Ney criera à Drouet d'Erlon : « D'Erlon, si nous en réchappons, toi et moi, nous serons pendus ! » Vienne un échec, vienne un revers, et que les soldats jetteront leurs armes, eux qui tout à l'heure se battaient comme des héros ; ils feront entendre ce cri qu'aucun de nos champs de bataille n'avait encore entendu : « Sauve qui peut !... sauve qui peut !... Nous sommes trahis ! » Ce cri, Napoléon le leur jettera à la face dans

elle écriée, on a dit : *l'Histoire de Napoléon* ; désormais, il faudra dire : *les aventures de M. Bonaparte.* »

son Bulletin; il leur imputera sa défaite. De cette défaite pourtant, de ce cri lui-même, lui seul était responsable. Ils n'étaient que la conséquence fatale de la situation impossible que lui seul avait créée. Comme la conclusion d'un syllogisme découle forcément de ses prémisses, de même la logique des événements voulait que le retour de l'île d'Elbe eût fatalement pour conclusion le « Sauve qui peut » de Waterloo.

Aussitôt après avoir reçu les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration*, Montalembert écrivit à l'auteur :

« Mon cher ancien collègue,

« Je vous remercie cordialement d'avoir bien voulu songer à m'envoyer vos deux premiers volumes sur l'histoire de la Restauration. Je vais les emporter à la campagne, où je les lirai avec l'attention sympathique que mérite tout ce que vous écrivez et qui s'attache tout spécialement à cette belle et grande époque de notre histoire dont vous vous êtes fait le narrateur. Il me semble qu'elle commence à être généralement, je ne dirai pas mieux appréciée, mais moins méconnue. Pourquoi faut-il que, comme cela arrive presque toujours dans ce triste temps, on ne rende justice aux personnes et aux choses qu'après leur ruine ? Pourquoi faut-il qu'on ne sache guère s'entendre, même quand on est le plus naturellement d'accord, que lorsque l'union devient stérile et dérisoire ? Quoi qu'il en soit, mieux vaut tard que jamais. Consolons et honorons notre défaite par l'union dans la justice réciproque. Vous aurez largement contribué, mon cher ancien collègue, à cette œuvre méritoire. Recevez de nouveau toutes mes félicitations, avec mes sincères remerciements et l'assurance de ma haute et affectueuse considération.

« CH. DE MONTALEMBERT. »

Le comte de Chambord, écrivait, de son côté, à Nettement :

« Justement persuadé, mon cher Nettement, que l'heure était venue de faire l'histoire de la Restauration, et qu'un récit impartial des événements de cette époque servirait la cause de la vérité, votre infatigable dévouement n'a pas hésité à s'imposer cette nouvelle tâche, et vos deux premiers volumes suffisent à prouver que personne ne pouvait la mieux remplir que vous. Ce qui résulte avant tout du simple exposé des faits, c'est que le rétablissement de la monarchie traditionnelle n'a été l'effet ni d'aucune intrigue de parti ni d'aucune pression étrangère, mais l'œuvre de la France elle-même, ou plutôt de la Providence qui lui a montré que c'était là son unique port de salut. Après tant de cruelles alternatives d'anarchie et, de despotisme, de licence et de servitude, après les désastres récents d'un immense naufrage, on voit la Royauté, à travers des difficultés et des obstacles presque insurmontables. relever les finances épuisées, rendre la sécurité à tous les intérêts, garantir les libertés publiques, faire succéder à de longues et sanglantes guerres les heureux fruits d'une longue paix, maintenir la France au rang qui lui appartient, sans avoir besoin pour cela de troubler ou de menacer à chaque instant le repos de l'Europe, et tirant l'épée, quand il le faut, ajouter un nouvel éclat à la gloire de nos armes : voilà ce qu'un gouvernement sage, honnête, économe, fidèle à ses engagements, a pu faire en peu d'années, fort de son droit, de sa loyauté et de la confiance qu'il inspirait. Noble et précieux souvenir ! Douce et consolante espérance !

« Remerciez pour moi M. Lecoffre du magnifique exemplaire qu'il m'a envoyé et de la bonne lettre qu'il m'a écrite à cette occasion. Je me réjouis d'apprendre que cet excellent ami, dont le zèle, bien digne du vôtre, vous prête un si utile concours, est maintenant tout à fait guéri[1]. Je l'en félicite du fond

1. Au retour de son voyage de Venise, en 1859, M. Lecoffre avait été atteint d'une fièvre typhoïde qui l'avait conduit aux portes de la mort.

de mon âme. Recevez vous-même, avec l'assurance de ma vive gratitude, celle de ma sincère et constante affection.

« HENRI. »

III

Au lendemain de la publication de ses deux volumes, Alfred Nettement avait besoin de quelques jours de repos. Il voulut les passer en Bretagne, dans son cher Morbihan, qu'il n'avait pas visité depuis 1851. Il quitta Paris dans la seconde quinzaine de juillet 1860, afin de faire coïncider son voyage avec le grand pèlerinage de Sainte-Anne d'Auray[1]. Après un court arrêt au Mans, où il fut l'hôte du P. Moreau, au monastère de Sainte-Croix, il arriva le 25 juillet à Vannes, où l'attendait un de ses anciens collègues de 1849, l'abbé Le Crom. Ils se rendirent ensemble à Sainte-Anne, puis au château de Keronick, à peu de distance d'Auray, chez M. Harscouët de Saint-Georges[2], qui avait siégé, comme eux, à la Législative. Quelques autres visites, à Kerléano, chez Mlle Virginie de Cadoudal, au château de Kerantré, chez Mme Henriette de Gouvello; quelques excursions à Sarzeau, où naquit Le Sage, à Saint-Gildas, d'où l'on voit la baie de Quiberon et les rivages inhospitaliers que battent ses flots ; enfin, un second et dernier pélerinage à Sainte-Anne d'Auray, ache-

1. La fête de sainte Anne, qui tombe le 25 juillet, attire chaque année à Sainte-Anne d'Auray plusieurs milliers de pèlerins.

2. Voir, au chapitre xv, le récit du premier voyage d'Alfred Nettement dans le Morbihan.

vèrent de remplir les courtes semaines de vacances que s'était accordées le directeur de la *Semaine des Familles*. Vers le milieu d'août, il rentrait à Paris pour y reprendre sa tâche quotidienne.

Il en allait être bientôt distrait par les événements qui se précipitaient en Italie, par les nouveaux attentats dirigés contre le Saint-Siège. Le 11 septembre 1860, les généraux Fanti et Cialdini envahissaient les Marches et l'Ombrie; le 18, avait lieu la bataille de Castelfidardo; le 29, la capitulation d'Ancône. Lamoricière, et avec lui les zouaves du Pape, Français pour la plupart, étaient glorieusement vaincus.

Je serai du parti qu'affligera le sort !

C'est le cri d'un des personnages de Corneille. Une fois de plus, Alfred Nettement le répéta après lui. Il publia sur *le général de Lamoricière*[1] et sur ses compagnons d'armes une éloquente brochure.

Les scribes, pendant ce temps-là, continuaient de venir en aide aux soudards et de leur préparer les voies. Dans les derniers mois de 1860 et dans les premiers mois de 1861, le feu des brochures recommençait. Le Gouvernement, de son côté, en vue de la session qui allait s'ouvrir le 4 février 1861, faisait distribuer aux Chambres une série de documents diplomatiques, où la politique de Pie IX, critiquée, dénaturée, travestie, était traduite à la barre de toutes les cours européennes.

Après les *scribes* et les *politiques*, ce fut le tour des

1. *Le général de Lamoricière*, par Alfred Nettement. Brochure in-8°. Librairie Jacques Lecoffre.

orateurs. Tandis que M. Billault, ministre de la parole, et M. Baroche, président du Conseil d'Etat, portaient de nouveaux coups à la souveraineté temporelle du Saint-Siège, un prince de la famille impériale, le cousin-germain de l'Empereur, dans la séance du Sénat du 1er mars, instruisait publiquement le procès de la Papauté.

Alfred Nettement voulut embrasser d'un regard d'ensemble toute cette grande discussion. La tâche n'était pas commode. Brochures, dépêches diplomatiques, discours des ministres et du prince Napoléon, tous ces réquisitoires contre Pie IX n'étaient, au fond, que des plaidoyers en faveur de Napoléon III. Si donc l'examen des documents et des faits l'amenait à donner raison à la politique du Pape, il se trouverait avoir donné tort à la politique de l'Empereur. « Je ne recule pas, écrivait-il, devant cette nécessité. Les choses sont ce qu'elles sont, et la vérité et la justice sont au-dessus de tout. »

Son travail parut le 5 avril 1861, avec ce titre : *Notre Saint-Père le Pape, les scribes, les orateurs et les politiques*[1]. Ce n'est plus une simple brochure, mais un livre, un exposé complet de la question romaine. C'est une œuvre de polémique sans doute, mais c'est plus qu'un ouvrage de circonstance, car il se trouve que l'auteur, s'il écrit au milieu même des événements et à l'heure où ils se produisent, en parle déjà comme en parlera l'histoire.

Berryer lui écrivait le 10 avril :

« Mon cher ancien collégue et ami,

« Je ne vous ai pas encore remercié de l'important écrit que vous avez bien voulu m'envoyer. Voici tout un mois que je

1. Un volume in-8° de 204 pages. Librairie Jacques Lecoffre.

suis cruellement souffrant et ne pouvant écrire qu'avec peine; du moins, j'ai pu prendre le délassement de vous lire. Vous avez eu une heureuse idée en rassemblant ainsi les traits principaux et des événements et des nombreux écrits qui ont été publiés sur les déplorables affaires d'Italie. Votre travail si judicieux résume admirablement ces tristes et honteuses pages de la politique du gouvernement français. Ce livre sera un précieux monument.

« Voici que je reçois de Mlle Marie Nettement l'avis d'une quête pour les œuvres de la paroisse Saint-Eloi. Veuillez lui faire accepter mon offrande et mes remerciements de la part qu'elle me permet de prendre à ses soins charitables.

« Recevez, mon cher ancien collègue et ami, mes bien sincères et bien affectueux compliments.

« BERRYER. »

IV

Ni l'importance des événements politiques, ni la préparation du troisième volume de l'*Histoire de la Restauration* n'empêchaient Nettement de donner, chaque semaine, plusieurs articles à la Revue de M. Lecoffre et, chaque mois, deux ou trois *Variétés* littéraires à l'*Union*. Dans ce dernier journal, il avait eu souvent occasion de parler de la poésie et des poètes. Souvent aussi, dans la *Semaine des Familles,* il avait parlé de l'art et des artistes. Il fit un choix de ces articles, et, au mois de mars 1862, il publiait son volume *Poètes et Artistes contemporains*.

L'art aussi est une poésie. Le pinceau rivalise avec la lyre. Un paysage du Poussin fait rêver comme une page

des *Géorgiques* de Virgile. C'est donc à bon droit qu'Alfred Nettement s'est cru autorisé à réunir dans le même cadre ses études sur les artistes et les poètes de son temps. Afin de mieux marquer la fraternité d'origine et de but qui les rattache les uns aux autres, il n'a point divisé son volume en deux parties distinctes, consacrées celle-ci aux poètes, celle-là aux artistes. Il a, au contraire, distribué ses articles de façon à faire alterner un chapitre sur l'art avec un chapitre sur la poésie. Après s'être arrêté devant les dernières toiles de Paul Delaroche, *le Retour du Golgotha* et *la Vierge en contemplation devant la couronne d'épines*, il s'arrête non moins longuement devant la *Légende des Siècles*, de Victor Hugo. Il en parle tout à son aise.

La critique et l'éloge — la critique la plus sévère et l'éloge le plus enthousiaste — sont également à leur place lorsqu'il s'agit de juger ce livre où tout va à l'excès : l'idée, le mot, le sentiment, l'image, la description, mais qui n'en renferme pas moins, et en grand nombre, des morceaux superbes, d'un grand souffle, d'une facture merveilleuse. Alfred Nettement n'a pas été trop loin dans la critique ; il n'a pas été assez loin dans l'éloge. Il est dans le vrai quand il signale chez le poète, qui se piquait pourtant d'être un penseur, l'absence de pensée. Combien de vers de la *Légende* où il n'y a rien ! Seulement, à côté de cette constatation, il eût été juste d'en faire une autre : telle est, dans la *Légende des Siècles*, la sûreté de main de l'exécutant, la maîtrise de l'ouvrier, que ces vers creux et vides se tiennent admirablement debout, aussi droits, aussi solides que s'ils étaient pleins, pareils à ces armures de chevaliers si bien décrites dans *Eviradnus* :

Chevaux et chevaliers sont des armures vides,
Mais debout. Ils ont tous encor le geste fier,
L'air fauve, et, quoique étant de l'ombre, ils sont du fer[1].

Malgré tout ce qui les séparait, malgré ses sévérités parfois excessives, Alfred Nettement gardait encore pour Victor Hugo un reste de faiblesse. Si le poète oublie qu'il a été royaliste, le critique, lui, ne veut pas l'oublier. Après avoir lu les vers où le Mendiant du pont Crassus compare les Pyrénées à sa vieille souquenille et les rois qui se promènent dans la montagne aux poux qui grouillent sur son manteau [2], sans colère, mais avec un sourire attristé, il rouvre les *Odes et Ballades*, il relit ces vers qui ravirent son enfance :

O joie ! ô triomphe ! ô mystère !
Il est né, l'enfant glorieux,
L'ange que promit à la terre
Un martyr partant pour les cieux !
L'avenir voilé se révèle :
Salut à la flamme nouvelle

1. *La Légende des Siècles*, t. I, p. 189. — On lit, au tome Ier du *Journal* des Goncourt, à la date du 4 mars 1860 : « Nous causions avec Flaubert des *Légendes des Siècles* de Hugo. Ce qui le frappe surtout dans Hugo, qui a l'ambition de passer pour un penseur, c'est l'absence de pensée. Hugo n'est pas un penseur ; c'est, selon son expression, un naturaliste. Il a de la séve des arbres dans le sang. » — Au tome II, page 123 (22 juin 1863), les Goncourt rapportent ces paroles de Théophile Gautier : « Des mots rayonnants, des mots de lumière, avec un rhythme et une musique, voilà ce que c'est que la poésie. Ça ne prouve rien. Ainsi le commencement de *Ratbert* (un des poèmes de la *Légende*). Il n'y a pas de poésie au monde comme cela. C'est le plateau de l'Hymalaya. Toute l'Italie blasonnée est là... et RIEN QUE DES MOTS ! »

2. *Le Jour des Rois*, dans la *Légende des Siècles*, t. I, p. 113.

Qui rallume l'ancien flambeau !
Honneur à ta première aurore,
O jeune lis qui viens d'éclore,
Tendre fleur qui sors d'un tombeau[1] !

Cette strophe, celles qui suivent, il tient à les citer presque en entier, et c'est sur les lignes suivantes que se ferme son travail :

« J'espère que le souvenir de mes jeunes admirations et celui d'une émotion restée toujours si vive, quoique déjà bien lointaine, ne m'abuse pas. J'essaye de ne pas songer à celui à qui ces vers ont été adressés... Je ne vois que la poésie, l'élévation des idées, la beauté des sentiments, l'harmonie du rhythme, l'émotion de l'accent, la clarté mélodieuse de ces vers qui s'échappent du cœur du poète comme des cantilènes jaillissent des cordes de la lyre. Que c'est simple ! que c'est naturel ! que c'est vif ! que c'est noble ! que c'est beau ! que c'est grand ! Comme tout cela est facile à comprendre, à sentir, à admirer ! L'admiration en présence d'une pareille poésie est un bonheur ; en présence de celle que j'ai dû juger aujourd'hui, elle se heurte souvent contre un scrupule ou laisse après elle un remords. »

1. *La Naissance du duc de Bordeaux. Odes et Ballades*, livre I, VIII.

CHAPITRE XXI

Histoire de la Restauration (*suite*). — **Le Roman contemporain.**

Situation de l'Europe en 1862. — LE TOME III DE L'*Histoire de la Restauration*. LA CHAMBRE DE 1815. — *Notice sur la duchesse de Parme*. LETTRE DE LA DUCHESSE DE BERRY. — *Le Roman contemporain*. LES *Misérables* DE VICTOR HUGO. PAUL FÉVAL ET LE *Drame de la Jeunesse*. LETTRE DE PAUL FÉVAL. LA *Sorcière* DE MICHELET. LETTRE DE MONTALEMBERT. — LES TOMES IV ET V DE L'*Histoire de la Restauration*. — M. DE SERRE ET M. DE VILLÈLE. — LE SALON DE LA RUE DU VIEUX-COLOMBIER ET LE SALON DE LA RUE DE BELLECHASSE.

I

Au commencement de 1863, parut, sans nom d'auteur, à Bruxelles, une brochure intitulée : *Situation de l'Europe en 1862* (Extrait du *Journal de Bruxelles*). Elle était d'Alfred Nettement, qui, depuis le 10 janvier 1857, envoyait à ce journal une correspondance hebdomadaire[1]. Seulement, ses lettres, d'abord signées *G*, étaient, depuis le 4 juin 1860, signées *O. O.* « La politique *est ce qu'on ne dit pas.* » Le mot est joli ; il est, je crois, de Joseph Fiévée.

1. Voir, chapitre XVIII, page 451.

Les Lettres d'Alfred Nettement disaient précisément... à Bruxelles ce qu'on ne disait pas ou du moins ce qu'on n'imprimait pas à Paris. Les anecdotes piquantes, les bruits de la cour et de la ville, les nouvelles de la littérature et des arts y avaient leur place à côté d'informations politiques presque toujours exactes, et souvent de prévisions d'une singulière justesse. Si ces Lettres étaient réunies en volumes, nous aurions là, sur le second Empire, de véritables *Mémoires*, d'autant plus précieux qu'au lieu d'avoir été composés après coup, à longue distance des faits qu'ils racontent, ils ont été écrits au jour le jour, sous la dictée même des événements.

Les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration* étaient de 1860. Alfred Nettement publia le tome troisième[1] au mois de janvier 1863.

Il va de la rentrée du Roi (8 juillet 1815) à la clôture de la première et unique session de la Chambre introuvable (29 avril 1816).

Singulièrement graves étaient les difficultés qui attendaient Louis XVIII à son retour. Les révolutionnaires, ses ennemis de tout temps, étaient plus que jamais irréconciliables. Les constitutionnels qui, après l'avoir acclamé en 1814, l'avaient abandonné pendant les Cent-Jours, lui étaient devenus hostiles. L'armée impériale se sentait impossible sous son règne et lui était par conséquent contraire. La nécessité s'imposait d'ailleurs de diminuer ses cadres, de mettre en demi-solde un nombre considérable d'officiers. De là des ressentiments amers, profonds;

1. *Histoire de la Restauration*. Tome troisième. *Règne de Louis XVIII. — Chambre de 1815*. Un volume in-8°, Jacques Lecoffre, éditeur, 1863.

de là bientôt ces conspirations militaires, qui seront, pendant plusieurs années, pour le gouvernement royal, un véritable danger. Ses amis eux-mêmes étaient pour Louis XVIII un péril. La chute de la maison royale, succédant de si près à son retour, avait surexcité les passions de ses partisans. Ils demandaient que les fauteurs et les complices de la révolution du 20 mars reçussent un châtiment exemplaire. L'état de souffrance et d'humiliation auquel la France était réduite par suite du coup de main des Cent-Jours ajoutait à leur indignation et à leurs sévères exigences. Ces sentiments prenaient un caractère d'exaspération redoutable dans plusieurs départements sur lesquels le joug des autorités révolutionnaires avait lourdement pesé pendant l'interrègne. Le sang royaliste avait coulé à Toulouse, à Nîmes, à Uzès et dans plusieurs autres villes; des passions inexorables, profitant de l'impuissance du gouvernement, se préparaient à rendre violence pour violence, exactions pour exactions, meurtre pour meurtre, crime pour crime. La réaction du Midi commençait.

Et à tous ces périls venant de l'intérieur, d'autres s'ajoutaient encore, venus du dehors. Les étrangers occupaient notre territoire, de tous côtés envahi. Ils croyaient pouvoir tout exiger de la France affaiblie, presque épuisée. Ils voulaient tout exiger d'elle, puisque aussi bien elle semblait avoir perdu ses titres à la confiance de l'Europe depuis qu'un gouvernement accueilli avec tant d'enthousiasme avait été si facilement renversé, et que la paix du monde à peine rétablie avait été de nouveau si déplorablement troublée.

Comment Louis XVIII, à force de sagesse, d'habileté,

de prudence, parvint à triompher, dans la mesure du possible, des difficultés de tout genre qui l'entouraient, c'est ce qu'Alfred Nettement fait très bien voir dans ce troisième volume.

Il n'a pas apporté moins de soin à étudier la Chambre de 1815, à mettre en une égale lumière ses qualités et ses défauts. Elle eut des passions, des préjugés, des torts ; en présence des victimes politiques de ce coup de démence qu'on appelle les Cent-Jours, un beau et noble sentiment manqua à plusieurs de ses membres, celui de la pitié. Préoccupée de la faute, effrayée du péril, elle n'apprécia pas assez l'entraînement, elle ne vit pas le malheur. Elle-même, à son tour, a été trop sévèrement jugée. On ne lui a fait grâce d'aucun de ses torts ; on a méconnu ses rares et grandes qualités. Ce fut une assemblée honnête, indépendante, économe des deniers des contribuables, éclairée sur les grands intérêts publics et résolue à les faire prévaloir ; une Chambre profondément dévouée à la monarchie et à la religion, et en même temps une Chambre déterminée à ne pas sacrifier aux ministres la liberté politique, c'est-à-dire l'intervention légitime des véritables élus du pays dans les affaires publiques. Là même où l'expérience lui manqua, ses intentions furent toujours droites et pures. Si la mesure lui fit quelquefois défaut, elle eut un sentiment élevé des conditions du gouvernement représentatif, servant le gouvernement sans le flatter et défendant le trône sans lui rien demander.

II

J'ai connu, dans mon enfance, un de ces bourgeois de

1815 qui étaient souvent plus royalistes que le roi. Celui que je veux dire, et dont l'image m'est toujours présente — c'était mon grand-père — vivait au fond de sa province et n'avait jamais vu les Bourbons ; il n'avait jamais reçu d'eux aucune faveur. Et pourtant ces princes qu'il ne devait jamais connaître, il les aimait à l'égal de ses parents les plus proches ; il ne séparait pas, dans ses affections, la famille royale de sa propre famille. Si modeste que fût sa condition, les joies trop rares qui éclairaient parfois les lambris dorés des Tuileries projetaient leur reflet jusque sur son humble toit, comme aussi les douleurs qui assombrissaient, hélas ! trop souvent le vieux palais mettaient sa maison en deuil. Alfred Nettement était, lui aussi, un de ces bourgeois d'autrefois. Tous les coups qui frappaient la maison de Bourbon, tous ses deuils, étaient pour lui des deuils de famille. Ce fut donc une date douloureuse dans sa vie que celle du 1er février 1864, jour où mourut à Venise la fille du duc de Berry, la sœur du duc de Bordeaux, Madame la Duchesse de Parme.

Louise de France avait été dans l'exil la consolation des adversités de M. le comte de Chambord ; la mort de cette sœur incomparable fut pour le prince une adversité de plus. Surmontant sa propre douleur, Alfred Nettement voulut ajouter un dernier chapitre à son Histoire des *Bourbons en exil*[1]. Il composa en quelques semaines sa *Notice sur Madame la Duchesse de Parme*[2], qui parut dès les premiers jours de mars 1864. Le 8 mars, M. Guizot

1. Voir ci-dessus, chapitre XII, page 339.

2. *Notice sur Madame la duchesse de Parme* ; in-8°, Jacques Lecoffre, éditeur, 1864.

lui écrivait : « Je vous remercie, Monsieur. Je viens de lire votre Notice sur Mme la Duchesse de Parme avec une véritable émotion. Vous avez parlé tendrement et dignement de cette triste destinée d'une belle âme. Triste pour ce monde, qui heureusement n'est pas le dernier mot des destinées humaines. »

La mère de la duchesse de Parme, Mme la duchesse de Berry, lui écrivit de son côté :

« Château de Brunsée, 27 avril 1864.

« Mon cher M. Nettement,

« Vos sentiments m'étaient trop bien connus pour ne pas être assurée d'avance de la vive part que vous prendriez à ma profonde douleur. Je vous remercie des témoignages de l'admiration montrée dans votre histoire et des regrets donnés à la mémoire de ma bien-aimée fille. Malheureusement cette cruelle épreuve n'était pas pour moi la dernière, puisque le ciel vient de m'enlever le duc della Grazia [1], que vous connaissiez. Priez pour moi qui suis bien accablée.

« Je viens de parcourir votre ouvrage ; je ne puis assez vous remercier de me l'avoir envoyé ; cela a été une grande consolation pour moi.

« Croyez bien à mon estime et à mon affection.

« Marie-Caroline.

« Je vous prie de parler de moi à M. Lecoffre. »

III

Sous la monarchie de Juillet, quand Eugène Sue, Frédéric Soulié, George Sand, et le moins coupable de tous,

1. Hector Lucchesi-Palli, duc della Grazia, second mari de la duchesse de Berry, était mort à Venise le 1er avril 1864.

Alexandre Dumas, avaient multiplié les feuilletons et les romans où ils dirigeaient de vives attaques, les trois premiers surtout, contre la morale et les principes sociaux, Alfred Nettement avait protesté, presque seul dans la presse. Dans ses *Études critiques sur le feuilleton-roman*, il avait averti la société du grave péril que lui faisaient courir son aveuglement, ses lâches et folles complaisances pour ces dangereuses fictions.

Quand Lamartine, en 1847, avait publié cet autre feuilleton-roman sur la Révolution française, qu'il avait intitulé : *Histoire des Girondins*, Alfred Nettement avait fait paraître les *Études critiques sur les Girondins*. Le livre du poète diminuait la sympathie pour la vertu, l'horreur pour le crime; par de scandaleuses réhabilitations il altérait les jugements de l'histoire et troublait la conscience de la postérité. Il y avait là un nouveau péril, plus grand encore que le premier. Alfred Nettement le signalait; il annonçait que les digues sociales avaient une brèche, et que la mer allait passer. Une année ne s'écoula point sans que ce cri d'alarme fût justifié par la révolution de février 1848.

Au mois d'avril 1862, Victor Hugo commença de publier son roman des *Misérables*. Les deux derniers volumes parurent le 30 juin suivant.

Cette fois encore, le vigilant critique est à son poste. Il ne consacre pas moins de huit articles à l'œuvre nouvelle. Ces articles parurent dans l'*Union*, du 2 juillet au 2 décembre 1862[1]. M. Guizot en fut très frappé. « Vous

1. 2, 8 et 15 juillet ; 16 et 25 septembre ; 6 et 17 novembre ; 2 décembre.

avez fait dans l'*Union*, écrivait-il à Nettement, sur les *Misérables* et leur auteur, une série d'excellents articles, aussi spirituels que sensés et justes sans amertume. Je les ai lus avec un vif plaisir[1]. »

Ce fut seulement en 1864 qu'Alfred Nettement réunit en volume ses articles sur les *Misérables*. Il y avait joint d'autres études, de façon à présenter le tableau du roman en France pendant la période écoulée de 1848 à 1864. Refondus, complétés et mis au point, ses articles formaient vraiment un livre, auquel il donna pour titre *le Roman contemporain*[2], et qui parut au mois de mai 1864.

L'auteur, nous le savons, affectionnait la division en Livres ; ils sont, dans ce nouveau volume, au nombre de sept et portent les titres suivants :

Livre I. *Éclipse momentanée du roman après la révolution de Février.* — II. *Renaissance du roman.* — III. *Le sensualisme et le réalisme dans le roman.* — IV. *Réaction contre le roman réaliste. Octave Feuillet.* — V. *La propagande dans le roman. Victor Hugo :* LES MISÉRABLES. — VI. *M. Michelet :* LA SORCIÈRE. — VII. *L'idée catholique dans le roman.* — *Conclusion. Influence du roman contemporain.*

Si l'Étude sur les *Misérables* est le morceau capital du volume d'Alfred Nettement, bien d'autres pages de son livre ont conservé leur intérêt, particulièrement celles qu'il consacre à Gustave Flaubert, à Octave Feuillet et à Paul Féval.

1. Lettre du 23 juillet 1862.

2. *Le Roman contemporain ; ses vicissitudes, ses divers aspects, son influence.* Un volume in-8° ; Jacques Lecoffre, libraire-éditeur, 1864.

En 1864, Paul Féval avait déjà écrit près de cent volumes ; ces choses-là, en France, ne se pardonnent pas. La critique affectait de ne pas le connaître ; elle ne prononçait jamais son nom. Ces hauts dédains sont le propre des impuissants ; Alfred Nettement ne les connaissait pas. Il rompit le silence que gardaient si soigneusement ses confrères à l'endroit du pauvre grand romancier. Que l'auteur des *Mystères de Londres* et des *Habits noirs*, de *Jean Diable*, du *Bossu* et de tant d'autres romans à grand spectacle perdît beaucoup d'esprit, d'imagination et de temps à monter ces grandes machines mélodramatiques, à brosser ces décorations hâtives, à peindre ces toiles d'un jour, Nettement n'en disconvenait pas ; mais il disait en même temps bien haut qu'il y avait, chez cet auteur de romans-feuilletons, un conteur merveilleux, un romancier puissant, capable de faire de beaux livres, et qui déjà en avait fait quelques-uns, dont l'un au moins, *le Drame de la Jeunesse*, était hors de pair. « Si on trouve chez lui, écrivait-il, l'homme du métier, on trouve aussi chez lui l'homme de l'art. Il peut, il l'a prouvé, laisser de côté la brosse pour prendre le pinceau. Il est, à ses heures, peintre de mœurs, observateur curieux et pénétrant du cœur humain, poète ; il a étudié ces mystères de l'âme, plus intéressants que ceux de Londres et de Paris, et ces drames intimes qui ont un retentissement plus profond dans la conscience humaine que les drames extérieurs. Je suis loin de vouloir dire que ses œuvres, même celles qui appartiennent à ce second genre, soient irréprochables ; mais le sentiment général qui les anime est honnête ; on sent battre le cœur d'un homme de bien dans ses livres, d'un homme qui vénère la morale tout en peignant l'im-

moralité, et qui, en mettant en scène les vices contemporains, conserve un culte pour la vertu. La religion, l'esprit de famille, la tradition du passé, l'antique honneur, sont demeurés pour lui au nombre des choses respectables et respectées. Enfin, parmi des bijoux de strass, il compte des perles dans son écrin. Au milieu de ces perles, *le Drame de la Jeunesse* est celle qui est de la plus belle eau... »

Paul Féval lui écrivit la lettre suivante :

« Monsieur,

« J'aurais bien voulu vous appeler mon cher confrère, mais je n'ose pas. Je vous écris parce que je viens de lire avec une très grande émotion une page de vous sur moi, *poor thing!* C'est moi que je nomme ainsi, non la page, car la page est belle et généreuse aussi dans son apparente sévérité. Elle dit, dans un style meilleur, ce que je répondrais si quelqu'un prenait la peine de me demander des renseignements sur moi-même. Il n'y a dedans qu'un châtiment qui soit trop cruel, c'est la *comparaison*[1] ; mais vous, Monsieur, esprit si profondément fin, vous savez bien que la comparaison est le fouet, le plomb du bout du fouet, le vinaigre qu'on met sur le plomb, quoi enfin ? Dernier résultat de l'analyse chimique de ce sentiment amer et triste : idiotisme de l'orgueil !

« Nous consentons à ce qu'on nous dise : Vous êtes pêcheur ; nous nous révoltons contre quiconque nous dit : Vous pêchez de la même façon que M. un tel, ou bien : Vous pêchez un peu moins niaisement que lui. C'est spécialement pour les crimes de plume que Dieu juste créa la comparaison.

1. Dans le volume d'Alfred Nettement, les pages sur Paul Féval venaient immédiatement après un chapitre sur Ponson du Terrail. Le critique se gardait bien d'ailleurs de mettre sur la même ligne les deux romanciers.

« Toute débauche a son entraînement je ne vous apprends pas cela. Ces machines absurdes que je fais ne m'apparaissent ainsi qu'à la fin. Je passe ma vie entière à me dire : Sois simple, et tout à coup une idée de mélodrame me prend au collet. Je la raille, mais je l'exécute. Mais ce n'était pas pour vous raconter cela, Monsieur, que je prenais la plume, c'était pour vous remercier. Votre appréciation d'une œuvre aussi lamentablement *mêlée* que l'est la mienne en général est, je le répète, généreuse et même sympathique. J'en suis flatté et reconnaissant plus que je ne puis le dire, car vous ne pouvez ignorer que toutes mes tendances de cœur vont vers vous. Mes croyances sont nettes, et si ma plume trébuche, je n'ai jamais levé les yeux vers vous qu'avec amitié et respect. Vous m'avez traité comme on traite « un *ami* qui a de grands torts ». Encore une fois, merci.

« Je me permets de vous adresser le second tableau du Drame de la jeunesse, qui vient de paraître sous le titre d'*Annette Laïs*. Ce sont les mêmes fautes.

« Votre bien ancien et dévoué admirateur,

« Paul FÉVAL. »

En 1846, quand il avait publié la seconde série de ses *Études critiques sur le Feuilleton-roman*, Alfred Nettement y avait fait entrer M. Michelet, à cause de son livre *Du Prêtre, de la Femme et de la Famille*, — livre qui avait la prétention de s'élever jusqu'à la hauteur d'un traité de philosophie sociale et n'était, au fond, qu'une composition romanesque écrite avec les visions d'une imagination malade. Dans le *Roman contemporain*, il retrouvait de nouveau le célèbre historien avec son livre sur la *Sorcière*. M. Michelet a vu la sorcière, il la montre, il la suit dans toutes les phases de sa destinée, il la personnifie dans une figure qu'il crée et qu'il fait mouvoir

dans un cadre d'événements imaginaires. Ne sont-ce pas là tous les caractères du roman?

Les deux chapitres de Nettement sur l'ouvrage de Michelet avaient d'abord paru dans l'*Union*, les 16 et 24 décembre 1862. Au lendemain du second de ces articles, Montalembert lui avait écrit :

« La Roche-en-Brény, ce 25 décembre 1862.

« Mon cher ancien collègue,

« Je ne puis m'empêcher de vous écrire deux mots pour vous remercier de votre admirable article, dans l'*Union* d'hier, sur la *Sorcière* de Michelet. Il est impossible de mieux rendre ce que les honnêtes gens de mon âge doivent éprouver en voyant la déchéance successive des hommes qui ont été les idoles de notre jeune admiration. Hélas ! vous auriez pu ajouter le pauvre abbé de la Mennais à ce trio d'anges déchus[1] dont vous parlez en termes si émus et si éloquents.

« Ne vous donnez pas la peine de me répondre, je ne veux pas vous faire perdre un temps si bien employé. Mais, connaissant par expérience le bien que fait une voix amie et un cordial serrement de main quand on consacre sa vie au métier ingrat d'écrivain chrétien et consciencieux, j'ai voulu profiter de cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma profonde estime et de mon affectueuse admiration.

« MONTALEMBERT.

« Seriez-vous assez bon pour dire à M. Laurentie, s'il attache le moindre prix à mon suffrage, que j'ai été charmé de sa vigoureuse sortie contre M. de la Guéronnière. Cette variété de l'espèce césarienne est à coup sûr la plus répugnante de toutes, — et il appartenait à l'historien des Césars de la montrer sous son véritable jour. »

1. Victor Hugo, Lamartine et Michelet.

Ce volume sur le *Roman contemporain* est un des bons livres de Nettement et l'un des plus agréables. M. Guizot n'hésitait pas à le tenir pour excellent. Il écrivait à l'auteur, le 26 mai 1864 : « Je trouve votre livre excellent. Vous avez raison avec énergie et sans amertume ; vous êtes équitable sans transiger. Je n'ai lu presque aucun des romans dont vous parlez ; j'en ai commencé quelques-uns, et je ne suis pas allé jusqu'au bout, même des plus distingués. Ma longue vie m'a rendu indulgent pour les personnes et très difficile pour les livres. Le mélange du talent et du mal est ce qui me déplaît le plus ».

IV

Au mois de février 1866, Alfred Nettement fit paraître les tomes IV et V de l'*Histoire de la Restauration*[1].

Ils comprennent la période qui s'étend du 29 avril 1816 au 12 décembre 1821, de la prorogation de la Chambre introuvable à l'avènement du ministère Villèle.

La tribune française ne fut peut-être jamais plus brillante qu'à cette époque, restée mémorable par les grandes discussions de 1817, de 1818, de 1819 et de 1820, sur la loi du recrutement, sur les lois de la presse et sur la loi

1. *Histoire de la Restauration*, tome IV : *Règne de Louis XVIII. — Ministère Richelieu-Decazes.* — Tome V : *Règne de Louis XVIII. — Ministère Dessoles et Decazes. — Decazes président du Conseil. — Second ministère Richelieu.* — Deux volumes in-8°. Jacques Lecoffre et Cie, 90, rue Bonaparte. 1866.

d'élection. Royer-Collard disait un jour à M. de Barante : « Si on voulait rendre la vie aux discours politiques, il faudrait les encadrer dans un récit historique, dire quelle était la situation politique, la direction du gouvernement, l'état des partis, leurs opinions et leurs principes ; il faudrait décrire le cours de la discussion, analyser les discours des orateurs et rappeler l'effet qu'ils avaient produit[1]. » Ce programme tracé par Royer-Collard, Alfred Nettement l'a pleinement rempli. Il relève pour nous la tribune, il fait revivre ces luttes où les combattants s'appelaient Royer-Collard, Camille Jordan, Lainé, de Serre, Benjamin Constant, Manuel, La Fayette, Pasquier, général Foy, duc de Fitz-James, Chateaubriand, Decazes, Casimir Perier, Laffitte, Villèle, La Bourdonnaye, Martignac.

Le plus éloquent de tous fut M. de Serre, le plus habile fut M. de Villèle. Rien n'est plus curieux que de suivre, dans les deux volumes de Nettement, la marche patiente, les progrès incessants, l'ascension constante du petit député de Gascogne. Au moment où s'ouvre le tome IV, au lendemain des élections de 1816, M. de Villèle n'a plus sous ses ordres qu'un bataillon affaibli et découragé, que diminueront encore, en 1817, en 1818 et en 1819, les renouvellements partiels de la Chambre. Ce qui, en 1815, était une armée n'est plus, en 1819, qu'une poignée d'adhérents, une simple compagnie. Mais quel parti M. de Villèle n'en sait-il pas tirer ? Ses manœuvres sont si habiles, son coup d'œil est si sûr, il sait inspirer aux siens tant de confiance et à ses adversaires tant d'estime, qu'à mesure que ses

1. *La Vie politique de Royer-Collard, ses discours et ses écrits*, par M. de Barante, t. I, p. 1.

forces diminuent, son prestige augmente. Après les élections de 1820, ses amis sont loin encore d'être en majorité, et cependant il est à peu près le maître et l'arbitre de la situation ; à la fin de 1821, il est le chef du ministère.

Dans ces deux volumes, comme dans les précédents, quand il se trouve en présence d'un grand événement, s'il lui faut, par exemple, parler du procès et de la mort du maréchal Ney, de l'assassinat du duc de Berry, de la naissance du duc de Bordeaux ou de la mort de Napoléon, le ton de l'auteur s'élève, un souffle d'éloquence traverse ses pages ; il lui plaît de se rappeler que l'Histoire aussi est une Muse.

V

M. Jacques Lecoffre n'eut pas la joie d'assister à la publication des deux nouveaux volumes de cette *Histoire de la Restauration*, qu'il considérait presque comme sienne et dont il aimait à relire les épreuves. Il était mort le 13 janvier 1866, dans les sentiments de la piété la plus vive, n'oubliant dans ses suprêmes adieux aucun de ses amis, aucun des employés de sa maison, recommandant particulièrement à son fils, arrivé à l'âge d'homme, de ne mettre jamais dans les affaires la question d'argent qu'au second rang. Ce vrai chrétien, élevé à l'école de l'Évangile, savait que l'argent peut être un bon serviteur, mais qu'il est un mauvais maître, et, dans ces derniers mots, il léguait à son fils la règle de sa vie.

La mort du grand éditeur fermait un des salons les plus

intéressants du Paris d'alors et qui était, depuis la fondation de la *Semaine des Familles,* comme le salon d'Alfred Nettement lui-même. Chaque semaine, M. Lecoffre recevait ses amis dans sa maison de la rue du Vieux-Colombier. Au fond de la cour s'ouvrait le grand salon, qui était de plain-pied avec le jardin. Les vieilles boiseries, l'ameublement austère donnaient à cette pièce un aspect claustral. C'était bien le cadre qui convenait à ces réceptions du jeudi, où la soutane du prêtre se mêlait à l'habit noir. Comme autrefois la Chambre des pairs, le salon de la rue du Vieux-Colombier avait son banc des Évêques. Mgr Dupanloup y faisait de rapides apparitions ; plus fréquemment y voyait-on le cardinal Gousset[1], archevêque de Reims. Mgr Parisis[2] ne manquait jamais d'y venir, à chacun de ses voyages à Paris. Il aimait à se rappeler qu'à l'époque des grandes luttes pour la liberté d'enseignement, il avait trouvé dans M. Lecoffre un aide précieux, un éditeur dont le zèle et le dévouement étaient à toute épreuve. Il lui était doux aussi de causer avec Nettement de ce cher pays de Bretagne, de ce département du Morbihan qui, sans les connaître autrement que par leurs écrits, était venu les chercher, l'un à Langres, l'autre à Paris, pour leur confier le soin de le représenter.

Après la mort de Jacques Lecoffre, Alfred Nettement rouvrit chez lui, au 51 de la rue de Bellechasse, le salon

1. Thomas-Marie-Joseph *Gousset* (1792-1866), évêque de Périgueux le 6 octobre 1835, archevêque de Reims le 20 mai 1840, cardinal le 30 septembre 1850.

2. Pierre-Louis *Parisis* (1795-1866), évêque de Langres de 1834 à 1851 ; représentant du Morbihan à la Constituante et à la Législative ; évêque d'Arras le 12 août 1851.

qui venait de se fermer rue du Vieux-Colombier. Il choisit pour son jour de réception le vendredi. On n'était plus, cette fois, entre cour et jardin, dans un grand et bel hôtel, mais dans un modeste entresol. Les pièces étaient étroites ; nombreux pourtant étaient les amis qui s'y pressaient. Le salon de M. Lecoffre était surtout un salon religieux ; tout en continuant à recevoir des ecclésiastiques, le salon de la rue de Bellechasse fut surtout un salon politique, et il ne se pouvait guère qu'il en fût autrement. Les anciens collègues de Nettement à l'Assemblée législative se faisaient une fête de le venir voir et d'évoquer avec lui leurs communs souvenirs. C'était, pour ne citer que les principaux, M. de Larcy, M. Léo de Laborde, M. Poujoulat, M. Ferdinand Béchard, M Vitet, M. Henry de Riancey, le marquis de Sauvaire-Barthélemy, M. de Neuville, le vicomte de Saint-Priest, M. Duvergier de Hauranne, et quelquefois, quand sa santé le lui permettait, M. de Montalembert. D'anciens ministres de la monarchie de Juillet, qu'il avait connus à la *Revue contemporaine*, M. Guizot et M. Villemain, ne se faisaient pas faute de fréquenter chez lui. A côté de M. Laurentie, le rédacteur de l'*Union*, M. Albert de Circourt était un témoin des lointaines années de l'*Opinion publique*. De tous les habitués, le plus jeune était le marquis de Beaucourt, le futur historien de *Charles VII* : c'est le seul qui soit encore vivant. Le plus fidèle était Alcide de Beauchesne, l'historien de *Louis XVII*, l'auteur des *Souvenirs poétiques* et du *Livre des jeunes mères*. Un autre poète, Victor de Laprade, qui ne venait guère à Paris que pour les élections de l'Académie, était parmi les *intermittents*. Il ne se faisait pas trop prier pour réciter quelques-unes de ses *Satires*, et comme il les

disait avec de grands gestes et de grands éclats de voix, on était obligé par prudence, même au plus fort des chaleurs de l'été, de fermer les fenêtres qui donnaient sur la rue... Hélas ! depuis longtemps, ces belles ardeurs se sont éteintes, ces nobles voix se sont tues, ces beaux et charmants esprits ne sont plus que des ombres. La maison elle-même a été démolie.

Toutes ces choses sont passées,
Comme l'onde et comme le vent.

CHAPITRE XXII

La seconde Éducation des filles. — Suger et son temps. — Histoire de la Restauration (*suite*). — Quiberon.

La seconde Éducation des Filles. — Suger et son temps. — Les Ruines morales et intellectuelles. LETTRES DE M[gr] PIE ET DE M[gr] DUPANLOUP. — LE TOME VI DE L'*Histoire de la Restauration*. LES PAPIERS DE M. DE VILLÈLE, DU DUC DE MONTMORENCY ET DU PRINCE DE POLIGNAC. M. DE VILLÈLE ET CASIMIR PERIER. LETTRE DE MONTALEMBERT. — QUATRIÈME VOYAGE DE BRETAGNE. — *Berryer au barreau et à la tribune. — Quiberon.*

I

Deux ans devaient s'écouler entre la publication des tomes IV et V de l'*Histoire de la Restauration* (février 1866) et celle du tome VI (mars 1868).

Dans cet intervalle, Alfred Nettement fit paraître un nouveau livre, *De la Seconde Éducation des Filles*, et de nouvelles éditions de deux de ses premiers ouvrages, la *Vie de Suger* et *les Ruines*.

Le volume de la *Seconde Éducation des filles*[1], dont les divers chapitres avaient d'abord paru dans la *Semaine*

1. *De la Seconde Éducation des filles*. Un volume in-18, Lecoffre et C[ie], 90, rue Bonaparte, 1867.

des Familles, fut publié au mois de juin 1867. Ce n'est pas, on le pense bien, un livre de pédagogie ; c'est encore un livre d'histoire, non sans doute l'histoire des événements, mais celle des idées, des principes et des systèmes qui, au dix-septième et au dix-huitième siècle et dans les premières années du dix-neuvième, ont présidé à l'éducation des femmes. Livre à la fois instructif et charmant; après avoir écrit pour le public tant de milliers de pages, Alfred Nettement avait écrit celles-là pour sa fille. L'Académie française, dans sa séance du 20 août 1868, lui décerna une de ses couronnes, un des prix Montyon destinés aux ouvrages les plus utiles aux mœurs. M. Villemain, dans son Rapport, après avoir parlé du livre de M. Alfred Bonneau sur *Madame de Beauharnais de Miramion*, ajoutait :

« D'autres études, qui touchent aux mêmes influences, dictaient à M. Alfred Nettement ce qu'il appelle la *Seconde Education des filles*, et ramenaient sous ses yeux bien des images du XVIIe siècle et du siècle suivant : le caractère polémique du talent n'en détruit pas l'intérêt, et on remarquera dans cet écrit une critique habile de Rousseau et d'heureux souvenirs de Saint-Cyr, à toutes les époques. Une médaille comme la précédente[1] est offerte à l'auteur. »

En 1842, Alfred Nettement avait publié chez l'éditeur Debécourt une *Vie de Suger,* dont nous avons parlé en son temps[2]. Dans ce petit volume, destiné surtout à la jeunesse, il s'était contenté, nous l'avons vu, d'esquisser à grands traits la vie de l'illustre abbé de Saint-Denys.

1. Un prix de 1500 francs.
2. Voir ci-dessus chapitre x, page 276.

Sauf sur un petit nombre de points, son travail était un travail de seconde main. Amené en 1867 à en donner une nouvelle édition, il n'hésita pas à le refondre en entier, ne négligeant, cette fois, aucune des sources auxquelles il pouvait puiser. Quoiqu'il lui en coutât, il laissa dormir pour quelque temps son Histoire de la Restauration. Il oublia Louis XVIII pour Louis le Gros, la Charte de 1814 pour les chartes du XII[e] siècle, les papiers de M. de Villèle pour les papiers de l'abbé Suger. A l'aide des documents originaux, il a pu replacer dans son vrai cadre la grande figure de l'abbé de Saint-Denys, du ministre de Louis le Gros et de Louis le Jeune, du régent du royaume[1], de ce fils du peuple qui avait mérité d'être appelé le *Père de la patrie*. Il ranime autour de lui le mouvement des faits et des idées, des passions, des vertus et des vices du XII[e] siècle; il évoque à ses côtés les hommes illustres qui furent ses contemporains, saint Bernard, l'abbé Adam, Pierre le Vénérable, Abélard. Ayant ainsi transformé son livre dans plusieurs de ses parties, Alfred Nettement crut avoir acquis le droit de lui donner un titre qui résumât mieux l'ensemble de ses études, et, bien qu'il n'eût jamais eu d'ambition d'aucune sorte, non pas même celle des titres, il intitula sa nouvelle édition : *Suger et son Temps*[2].

La nouvelle édition de la *Vie de Suger* est du mois de

1. Suger fut régent du royaume, lors de la seconde croisade, pendant l'absence de Louis le Jeune (1147-1149).

2. SUGER ET SON TEMPS, *nouvelle édition, revue, corrigée et considérablement augmentée*. Un volume in-8°. Librairie Jacques Lecoffre, 1867.

décembre 1867. Au mois de mars 1868, paraissait la nouvelle édition des *Ruines*[1].

En relisant, avant de le publier de nouveau, ce livre de sa jeunesse, il avait paru à Nettement que le regret et le découragement y dominaient trop; on n'y voyait pas assez luire le rayon de cette invincible et immortelle espérance, dont l'Église a fait une vertu, parce qu'il faut espérer pour combattre, et que le combat est la loi de notre existence. Il écrivit donc une nouvelle Méditation, celle qui sert de conclusion à l'ouvrage. Les *Ruines*, qui se fermaient autrefois sur un cri de douleur et d'angoisse arraché à l'auteur par les spectacles de la terre, finissent maintenant par un *Sursum corda* et un cri d'espérance jeté vers le ciel.

Mgr Pie écrivit à l'auteur, le 24 mars 1868:

« Monsieur,

« Votre livre des *Ruines morales et intellectuelles* est semé de vérités de premier ordre et montre d'une façon saisissante l'enchaînement des erreurs sous le poids desquelles la société européenne succombe, condamnée à ne se relever qu'autant qu'elle réagira contre ces éléments de désorganisation et de destruction. C'est un service de plus rendu par vous aux lettres et aussi à la bonne doctrine et à la vraie morale sociale.

« Agréez, je vous prie, l'assurance de mon particulier dévouement.

« H., *évêque de Poitiers.* »

1. Les Ruines morales et intellectuelles. *Méditations sur la philosophie et sur l'histoire*. Nouvelle édition, corrigée, augmentée et précédée d'une préface. — Un volume in-18. Librairie Lecoffre, 1868. — Sur la première édition, voy. chapitre vi, page 151.

L'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, lui écrivait de son côté, le 25 mars :

« Monsieur et cher ami,

« J'ai reçu votre charmant volume des *Ruines*... Votre pensée fondamentale est parfaitement vraie. Les trois générations de démolisseurs que vous nommez sont solidaires et continuent la même œuvre. Il n'y a que l'Église qui puisse jeter au milieu de ces ruines la semence de vie. La forme poétique de l'ouvrage sera aussi un attrait de plus pour la jeunesse, qui comprend par l'imagination encore plus que par la raison...

« Vous savez tous mes fidèles et dévoués sentiments de respect et d'affection.

« FÉLIX, *évêque d'Orléans*. »

II

Peu de semaines après la nouvelle édition des *Ruines*, à la fin de mars 1868, Alfred Nettement publiait le tome VI de l'*Histoire de la Restauration*[1].

Ce volume, qui ne compte pas moins de 800 pages, est consacré tout entier à la première phase du ministère Villèle, celle qui va du 14 décembre 1821 au 16 septembre 1824.

Pour l'écrire, l'historien a eu à sa disposition tous les papiers de M. de Villèle, ses carnets, ses notes politiques, sa correspondance officielle et privée.

1. HISTOIRE DE LA RESTAURATION. Tome sixième : *Règne de Louis XVIII. Ministère de M. de Villèle. Première phase : décembre 1821-septembre 1824.* Un volume in-8°. Librairie Jacques Lecoffre, 1868.

Tous ces documents, Alfred Nettement avait pu les consulter à l'aise, grâce à l'amitié du gendre de M. de Villèle, M. le comte de Neuville, son ancien collègue à l'Assemblée législative.

Après avoir quitté le ministère, où il fut remplacé par Chateaubriand (1er janvier 1822), le duc Mathieu de Montmorency écrivit un récit complet de tous les événements auxquels il avait pris part comme ministre des Affaires étrangères, et principalement comme représentant de la France au Congrès de Vérone. Avant de livrer son ouvrage au public, il crut devoir le mettre sous les yeux de MONSIEUR, frère du roi. Quelques jours après, le prince remit le manuscrit au duc Mathieu et lui en demanda le sacrifice, au nom de l'union du parti royaliste qu'il importait si essentiellement de maintenir dans les circonstances où l'on se trouvait. M. de Montmorency jeta son manuscrit au feu. Heureusement il existait une copie de ce précieux document, qui emprunte à la situation de son auteur et à son inattaquable sincérité une importance considérable. Nettement en dut la communication au duc de la Bisaccia et au vicomte de la Rochefoucauld-Doudeauville, petits-fils de Mathieu de Montmorency.

Au mois de février 1823, le prince de Polignac fut nommé ambassadeur à Londres. Il entretint avec Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères, une correspondance presque quotidienne. Cette correspondance, ainsi que les autres papiers politiques du prince, furent remis par son fils aîné à l'historien de la Restauration.

Ces documents, d'autres encore, d'une importance moindre, lui ont permis d'éclairer plus d'un point obscur et de donner un récit définitif du Congrès de Vérone et

de la guerre d'Espagne. Dans ses précédents volumes, il n'avait pu qu'esquisser la figure de M. de Villèle. Nous avons, cette fois, au lieu d'une simple esquisse, le portrait en pied, ou plutôt nous avons M. de Villèle lui-même vivant, agissant, parlant. Nous le voyons à l'œuvre dans son cabinet, dans la salle du Conseil, à la Chambre ; homme d'État moins énergique que Casimir Perier, orateur bièn moins éloquent que M. Guizot, mais financier incomparable, tacticien parlementaire de premier ordre et, comme ses deux glorieux successeurs, honnête, probe et désintéressé.

Les questions de finances tiennent naturellement une grande place dans ce volume, où M. de Villèle est presque toujours au premier rang. Elles prennent ici, sous la plume de l'historien, un intérêt vif, puissant, presque dramatique.

La discussion sur le projet de loi relatif à la conversion des rentes dura vingt-trois jours[1]. Jamais bataille ne fut plus acharnée. D'un côté, Casimir Perier, Roy, Humann, La Bourdonnaye, Pasquier, Mollien, Talleyrand, le général Foy, le duc de Broglie ; de l'autre, abandonné des siens dont la phalange commencait à se rompre, mal servi par ses collègues, seul ou presque seul, Villèle. Il fit tête à tous. Un jour, dans la même séance, il monta onze fois à la tribune.

Le plus impétueux, le plus opiniâtre et le plus redoutable de ses adversaires était Casimir Perier, qui aimait — le mot est de lui — à *croiser le fer* sur le terrain

1. Du 24 avril au 5 mai 1824 à la Chambre des députés, du 24 mai au 3 juin à la Chambre des pairs.

parlementaire. Les discussions de tribune étaient pour lui de véritables duels dans lesquels il s'engageait à fond, poussant droit à son ennemi, avançant toujours au risque de s'enferrer, ne rompant jamais d'une semelle. Le public suivait avec un intérêt passionné les péripéties de ce long duel qui ne cessait un jour que pour reprendre le lendemain. Ce qui ajoutait encore à l'intérêt et au piquant de la lutte, c'était le contraste que formaient entre eux les deux combattants. L'un, Casimir Périer, de haute taille, de forte carrure, à la mine impérieuse et fière, au verbe sonore; l'autre, Joseph de Villèle, de stature grêle et mesquine, à la mine un peu chafouine, à la voix nasillarde; — l'un, ardent, agressif, emporté, dominé par sa passion, se précipitant tête baissée au-devant de l'adversaire; l'autre, calme, pétri de sang-froid et de prudence, toujours maître de lui, n'avançant qu'à pas comptés et à coup sûr, ne dépassant jamais le but et l'atteignant presque toujours.

Ce sixième volume achevait de mettre Alfred Nettement au premier rang de nos historiens. Montalembert lui écrivait, le 4 avril 1868 :

« Mon cher ancien collègue,

« J'ai reçu avec la plus sincère reconnaissance le tome VI de votre grande et belle Histoire de la Restauration. Ce volume me paraît en tout parfaitement digne de ses aînés. Je n'ai pu encore le parcourir que très rapidement. Je vois qu'il est plein de faits curieux et inconnus, et j'y retrouve à chaque page cette calme et généreuse impartialité qui vous distingue. Vous aurez contribué pour votre grande part à cette réhabilitation de la Restauration qui ressort de toutes les discussions comme

de tous les récits historiques qui se publient aujourd'hui. Mais quelle tristesse de penser que cette réhabilitation arrive si tard et alors que ce pauvre pays est déjà hors d'état de réparer son injustice et sa révoltante ingratitude envers les princes qui lui avaient rendu la liberté ! Entré moi-même dans la vie à cette époque, je demeure consterné au souvenir de l'impopularité dont ce noble régime était entouré et des préjugés dont j'ai été moi-même plus ou moins atteint.

« Je commence maintenant à sortir en voiture, mais suis presque toujours rentré avant cinq heures, et de cinq à sept, excepté le mardi, je suis chez moi et je serai trop heureux de vous répéter de vive voix mes remerciements, avec l'assurance de mes sentiments de haute et affectueuse considération.

« CH. DE MONTALEMBERT. »

III

Dans l'été de 1868, Alfred Nettement, que la grande chaleur avait un peu fatigué et qui avait besoin de respirer l'air de la mer, décida d'aller avec sa famille passer quelques semaines chez un de ses amis, M. Yan' Dargent, le peintre de la cathédrale de Quimper, qui avait un chalet dans le Finistère, au bord du golfe creusé entre la côte de Morlaix et Roscoff. Nos voyageurs partirent de Paris le 8 août, s'arrêtèrent quelques heures à Saint-Brieuc chez Mlle Zénaïde Fleuriot, visitèrent Morlaix et, après une courte station à Saint-Pol-de-Léon, arrivèrent au chalet de Creach'André, où les attendait l'aimable hospitalité de M. et Mme Yan' Dargent.

Creach'André est à mi-côte d'une plage magnifique, au bas de laquelle s'étend une nappe d'eau immense. Quand

on est sur la terrasse qui forme une promenade de plus de 300 mètres, dont les deux extrémités descendent vers la mer, à gauche dans la direction de Roscoff, à droite dans celle de Saint-Pol-de-Léon, on voit devant soi une baie qui a plusieurs lieues de profondeur; directement en face, l'île de Calot et le château du Taureau; plus loin, l'embouchure de la rivière de Morlaix; à droite, au delà de la mer, on aperçoit, quand le temps est beau, la ligne des montagnes d'Arré, à gauche, les perspectives sans limites du grand Océan.

Quand Alfred Nettement se pouvait arracher aux enchantements de cet admirable spectacle, quand il rentrait à la maison, c'était pour y trouver de nouvelles jouissances. Il aimait passionnément la peinture et la musique; il passait donc des heures charmantes dans l'atelier de son hôte, et surtout dans le salon au-dessous de l'atelier, où l'on faisait de délicieuse musique, où un châtelain du voisinage, de première force sur le violon, M. de Kermoysan, ancien officier de la garde royale, accompagnait avec un vrai talent Mme Yan' Dargent, elle-même musicienne accomplie. La fête, certes, était complète d'entendre les chefs-d'œuvre de Beethoven, de Haydn, de Mozart interprétés avec un charme, une suavité d'exécution qu'on rencontre rarement dans les meilleurs concerts de la capitale, — et de les entendre, non plus dans une salle étouffante, à la lumière du gaz, mais au bord de l'Océan, quand on voit, par la fenêtre ouverte, la lune qui se mire sur les flots et les barques voilées qui rentrent au port.

C'était trop beau pour durer. Un jour, après un bain trop prolongé, pris de grand matin par un temps très

froid, il sortit de la mer avec un rhumatisme dans les reins. On devait aller ce matin même déjeuner dans le voisinage, au château de Kerouseré. Malgré tout ce qu'on put lui dire, il ne voulut pas renoncer à cette partie. C'était quatre lieues à faire, dans un break, par de mauvais chemins; quand il arriva dans la cour du manoir, il était au moment de s'évanouir. Il tremblait la fièvre, mais sa gaieté naturelle ne l'avait pas abandonné. Il adressa de gracieuses excuses à la châtelaine, et fit lui-même les honneurs de sa physionomie de chevalier de la triste figure, venant comme don Quichotte frapper à la porte d'un château enchanté. Sa femme et sa fille durent demander un lit pour lui et veiller à son chevet. Le soir, on le ramena à grand'peine à Creach'André, où sa maladie se prolongea pendant plusieurs jours. Enfin il se rétablit, ne gardant, semblait-il, de cette rude atteinte qu'un peu de faiblesse. Malheureusement ce n'était qu'une fausse apparence; en réalité, il venait de contracter là le germe de la maladie qui l'emportera quelques mois plus tard. Quarante ans d'un travail sans relâche l'avaient laissé debout : il tombera victime d'une semaine de vacances.

Après un court repos à Creach'André, il se crut assez fort pour pouvoir continuer son voyage. En quittant M. et Mme Yan' Dargent, qu'il devait retrouver à Paris l'hiver suivant, il visita Brest et ses environs et gagna le Morbihan, où l'attendaient ses amis Cadoudal. Ce fut chez eux, à Kerléano, qu'il établit son quartier général, rayonnant de là dans le voisinage, montrant à sa fille Auray, Carnac, Sainte-Anne, la Chartreuse et le Champ des Martyrs. Comme il projetait d'écrire l'histoire du désastre de Quiberon, il voulut revoir les lieux où s'étaient passées

les premières scènes de cette lamentable tragédie. Cette excursion fut la dernière. Nos voyageurs revinrent par Nantes et la Normandie, et passèrent quelques jours au château de Neuville, près de Livarot[1], chez son ancien collègue, M. Alfred de Neuville. Le 17 septembre, ils rentraient à Paris.

IV

A quelques semaines de là, Berryer mourait à Augerville. C'était le dimanche 29 novembre 1868. Le 16 décembre, paraissait la Notice de Nettement sur *Berryer au barreau et à la tribune*[2].

Alfred Nettement était entré dans le journalisme précisément à l'heure où Berryer arrivait à la Chambre. Pendant près de quarante ans, avec un éclat inégal sans doute, mais avec un dévouement pareil, ils avaient tous les deux, l'un par la parole, l'autre par la plume, défendu les mêmes principes, servi la même cause. Il eût donc été naturel que Nettement vît surtout dans Berryer l'orateur politique. Celui-ci pourtant ne lui a pas fait oublier l'avocat. Et c'était justice; car si Berryer a été incomparable à la tribune[3], il a été également le premier au barreau.

1. Chef-lieu de canton du Calvados, arrondissement de Lisieux.

2. *Berryer au barreau et à la tribune* (janvier 1790-novembre 1868); un volume in-18. Librairie Jacques Lecoffre, 1868.

3. J'extrais de la brochure de Nettement ce curieux témoignage, qu'il tenait de première main : « M. Royer-Collard disait à un de ses neveux, M. Genty de Bussy, par qui nous l'avons entendu répéter : « J'ai entendu souvent Mirabeau dans sa gloire, j'ai entendu « M. de Serre et M. Lainé. Aucun n'égalait Berryer dans les qualités « principales qui font l'orateur. »

Il possédait tous les dons, tous les talents qui font les grands avocats, cette puissance de logique qui force les convictions, cette chaleur d'âme qui émeut les esprits, ce souffle d'éloquence qui incline les volontés, cette décence qui, suivant Guillaume du Vair[1], « est la plus grande et la plus difficile partie de l'oraison » ; et avec tout cela, et au-dessus de tout cela, ce je ne sais quoi qui n'appartient qu'au génie et qui fait les grands orateurs comme les grands poètes.

C'est le cœur, dit l'aphorisme de l'Antiquité, qui fait l'homme éloquent. Cela était vrai surtout de Berryer. Or, bien plus encore qu'à la tribune, c'était à la barre, lorsqu'il défendait une grande cause, quand il plaidait pour un noble client, pour son prince ou pour un ami, que se présentait pour lui — combien souvent ne l'a-t-on pas vu ? — l'occasion de se livrer à toutes les inspirations de son cœur.

L'écrit d'Alfred Nettement se termine ainsi : « Berryer est mort doucement et sans agonie, après avoir traversé des crises terribles. Il est mort fidèle à toutes ses croyances comme à toutes ses amitiés, en laissant un nom qui ne périra pas dans la mémoire de ceux qui ont un culte pour la religion, l'honneur, la patrie et la liberté. » Ces paroles, ne pourra-t-on pas les appliquer à l'écrivain lui-même, lorsqu'il mourra, un an presque jour pour jour après Berryer, le 15 novembre 1869?

Si Nettement n'a plus qu'une année à vivre, du moins

1. Guillaume du Vair, premier président du Parlement de Provence, garde des sceaux sous Louis XIII, auteur du *Traité de l'éloquence française* (1595).

sera-t-elle, comme celles qui l'ont précédée, consacrée tout entière au travail. Aussi ardent, après quarante ans de combat, aussi intrépide, aussi jeune que le premier jour, il est aux plus vaillants eux-mêmes un exemple et un réconfort. « Laissez-moi vous dire, lui écrit Montalembert dans les derniers mois de 1868, laissez-moi vous dire que, quand la tristesse me domine, ma pensée se reporte souvent sur vous en songeant à l'intrépide sérénité que vous déployez dans l'accomplissement de votre tâche si ingrate et si laborieuse... »

Alfred Nettement avait rapporté de son récent voyage de Bretagne un volume presque entièrement composé ; il le publia au mois d'avril 1869.

En 1849, il avait reçu de la Bretagne une marque de confiance et un titre qui équivalaient à des lettres de grande naturalisation. Depuis vingt ans, il n'avait négligé aucune occasion de s'acquitter envers elle. En publiant son livre sur *Quiberon*[1], il achevait de payer sa dette.

L'ouvrage est divisé en trois parties : *Sainte-Anne d'Auray*, l'*Expédition de Quiberon*, le *Champ des Martyrs*.

Sainte-Anne d'Auray est la partie descriptive du volume. L'auteur y retrace ses impressions de voyage en Bretagne au cours des années 1850 et 1851, 1860 et 1868.

La seconde partie — la plus importante du livre — est tout historique ; elle est consacrée à l'expédition de 1795. Appuyé sur des documents inédits et authentiques, Alfred

1. QUIBERON, *Souvenirs du Morbihan*, par M. Alfred Nettement, ancien représentant du Morbihan. Un volume in-18, librairie Jacques Lecoffre, 1869.

Nettement a pu raconter d'une manière complète ce tragique épisode. Il a fourni des lumières nouvelles sur un problème jusque-là resté obscur, celui de la capitulation de Quiberon, offerte par les soldats républicains, accordée verbalement par Hoche[1], acceptée par Sombreuil.

Après le récit de la lutte, vient le récit du martyre, le détail des exécutions qui eurent lieu à Vannes, à Kergroix, à Quiberon, à Kerbonnec et dans la vallée d'Auray, au lieu où se dresse maintenant la Chapelle expiatoire et que la voix populaire a nommé le *Champ des Martyrs*. Si, comme le prétendent les défenseurs de Hoche, il n'y a pas eu de capitulation le 21 juillet 1795, les massacres qui ont suivi restent encore un des forfaits les plus odieux de la Révolution. Mais s'il y a eu une capitulation — et il paraît bien difficile d'en douter, — ces massacres sont un crime inouï, l'un des plus lâches qu'ait jamais enregistrés l'histoire.

La dernière page du volume d'Alfred Nettement est aussi l'une des dernières qu'il ait écrites :

« Je n'ai pas caché, dit-il, les fautes des hommes de mon opinion ; heureusement je n'ai eu, de ce côté, que des fautes à signaler, et elles sont couvertes par l'héroïsme chrétien d'une mort digne des premiers martyrs. Je n'ai pas eu à exagérer les crimes de la Révolution et des révolutionnaires, il a suffi de les raconter. Toutes les fois que j'ai trouvé dans les rangs des républicains des cœurs généreux et ouverts au noble sentiment de la pitié, ç'a été pour moi une consolation de les désigner à la reconnaissance publique. Je ne suis pas au nombre de ceux qui aiment à haïr. Le devoir de l'historien est d'entretenir dans le cœur des hommes l'admiration de la vertu et

1. Voir, dans mes *Causeries historiques*, tome I, le chapitre sur *Quiberon*.

l'horreur du crime, sous quelque drapeau que l'un et l'autre se trouvent. Que ce livre soit dédié au Morbihan, qui me l'a inspiré, et puisse-t-il rester comme un témoignage de mon respect et de mon affection pour cette contrée aux convictions fortes et aux nobles vertus ! »

CHAPITRE XXIII

Histoire de la Restauration (*suite et fin*). — La mort d'Alfred Nettement.

Le tome VII de l'*Histoire de la Restauration*. Ministère de M. de Villèle : seconde phase. — Le tome VIII[e] et dernier. Ministères de M. de Martignac et du prince de Polignac. La révolution de Juillet. — Les sources de l'Histoire de la Restauration. Jugement sur l'ensemble de l'ouvrage. — Le grand prix Gobert. Alfred Nettement et l'Académie française. — Alfred Nettement intime. Sa famille et ses amis. Ses habitudes de travail. La musique et la campagne. Sa foi religieuse. — Mort d'Alfred Nettement. Lettres du comte de Chambord, de M. de Montalembert et de M[lle] Zénaïde Fleuriot. — Conclusion.

I

Peu de mois après le volume sur *Quiberon*, en septembre 1869, paraissait le tome VII de l'*Histoire de la Restauration*[1]. Il va de la mort de Louis XVIII (16 septembre 1824) à la chute de M. de Villèle (4 janvier 1828.)

Dans cette seconde phase de son ministère, M. de Villèle a commis des fautes, et Alfred Nettement ne cherche aucunement à les dissimuler. Tant que le règne

1. Histoire de la Restauration. Tome septième : *Règne de Charles X. Ministère de M. de Villèle : Seconde phase : septembre 1824-janvier 1828.* — Un volume in-8°, librairie Jacques Lecoffre.

de Louis XVIII a duré, les actes du président du Conseil ne vont pas plus loin que ses idées. Avec le règne de Charles X, la situation change; le ministre, en plus d'une circonstance, est obligé de subordonner ses idées à celles du roi, qui, sur les questions religieuses en particulier, consulte plus son cœur que la raison politique.

Le parti *libéral*, sous couleur de défendre la société civile contre les *Jésuites*, menait contre la religion une ardente campagne, qui menaçait à la fois l'Église et la monarchie. Le roi, le clergé, la majorité royaliste crurent que le péril pourrait être conjuré par des « lois religieuses ». Une loi sur le sacrilège fut envoyée aux Chambres, à la session de 1825. Elle avait le double défaut d'être irritante et inefficace. M. de Villèle y était opposé; il eut le tort de la laisser présenter par le garde des sceaux, M. de Peyronnet.

Même faute de sa part à la session de 1826. Il céda encore aux instances de son parti, à propos de la loi sur les successions, dite du droit d'aînesse. L'objet qu'on avait en vue dans cette loi pouvait sans doute être utile, car il s'agissait d'empêcher le morcellement progressif de la propriété foncière et d'assurer, par le rétablissement de la liberté testamentaire, la formation d'une classe politique et stable, dont l'absence, préjudiciable au pouvoir, ne l'était pas moins à la liberté. Mais ni les mœurs ni les idées de la France ne comportaient une telle loi, et M. de Villèle le reconnaissait lui-même dans sa correspondance. Sans portée, sans efficacité réelle, la loi sur le sacrilège et la loi sur les successions ne devaient avoir d'autre résultat que de dépopulariser le ministère et de permettre à l'opposition de crier bien haut, à la tribune et dans la presse, que

« les flammes des bûchers » étaient prêtes à s'allumer et que « l'odieux droit d'aînesse allait bientôt s'asseoir à chaque foyer ».

Mais qu'étaient ces fautes auprès des immenses services rendus au pays par M. de Villèle, auprès de ces deux grandes mesures, la conversion des rentes et l'indemnité aux victimes des confiscations révolutionnaires?

Dans la question de la conversion des rentes, il avait vu, selon le mot de M. Laffitte, plus vite et plus loin que tout le monde. Un autre de ses adversaires, M. Humann[1], tout en présentant un contre-projet, ne faisait pas difficulté de dire que, si la loi de M. de Villèle était votée, « elle prendrait place parmi les faits illustres de la monarchie ».

La loi d'indemnité lui fait plus d'honneur encore. La confiscation et la vente des biens nationaux avaient été un coup terrible porté au principe de la propriété et, par suite, à la société elle-même. Elles avaient enraciné dans la terre même les haines civiles. Une fortune patrimoniale de plusieurs milliards avait cessé de participer dès lors à l'activité des transactions ordinaires ainsi qu'à la progression croissante de la valeur des autres immeubles ; elle avait été frappée dans les mains des acquéreurs d'une dépréciation ruineuse pour le trésor et pour le propriétaire. C'est à ce déplorable état de choses que M. de Villèle mit fin par la loi la plus habile et la plus féconde. Il fit inscrire en 3 °/₀ sur le grand livre de la dette de l'État, à titre d'indemnités accordées aux propriétaires dépossédés

1. M. Humann sera plus tard un des meilleurs ministres des finances de la monarchie de Juillet.

révolutionnairement, une rente de 26 millions de francs au cours de 75 francs, qui représentait au pair un capital de 625 millions de francs, inférieur de 375 millions à celui de l'inscription légalement autorisée jusqu'à concurrence de 1 milliard.

625 millions, voilà ce qu'a coûté cette mesure réparatrice. On se trompe donc lorsqu'on parle du *milliard des émigrés*. Ce qui est vrai, c'est que la loi d'indemnité a levé l'interdit moral et financier qui pesait sur des milliers de domaines; elle les a fait rentrer dans la circulation des biens patrimoniaux avec une augmentation, au profit des acquéreurs, de plus d'un milliard dont s'est immédiatement accrue la fortune territoriale de la France. Au lieu de faire tant de bruit au sujet du prétendu *milliard des émigrés*, on eût été beaucoup plus dans le vrai en parlant du *milliard des acquéreurs de biens nationaux*, car ce sont ces acquéreurs qui ont bénéficié, dans la plus large mesure, de la loi du 25 avril 1825.

M. Canning, après avoir eu à Paris avec M. de Villèle de longues et fréquentes entrevues, disait de lui : « C'est une grande lumière et qui brille à peu de frais ». Jamais mot ne fut plus juste.

Lorsqu'il remit son portefeuille à son successeur, le 4 janvier 1828, il était parvenu à réaliser plus de trente millions d'économie annuelle dans le seul ministère des finances; il avait simplifié les rouages de son mécanisme, à ce point qu'il avait pu réduire les frais du personnel de ses bureaux de la somme de 13.423.245 francs à celle de 6.055.750 francs et ramener le nombre de ses employés de 4.502 à 2.137.

La dette flottante avait été ramenée au chiffre de

167 millions de capital, chiffre en grande partie nominal, puisqu'elle possédait un gage de plus de 100 millions sur le gouvernement espagnol. Le poids des engagements du passé, si lourdement aggravés par les gouvernements antérieurs à 1814 et qui s'étaient élevés jusqu'à 193 millions d'arrérages, avait été allégé de 31 millions d'arrérages, et se trouvait réduit à 162 millions de rentes. Enfin le budget annuel n'atteignait pas le chiffre de 900 millions, et chaque exercice présentait un excédent de recettes, ce qui n'empêchait pas un amortissement progressif de plus de 90 millions d'être consacré, chaque année, au rachat de la dette inscrite.

Malgré les fautes qu'il commit ou laissa commettre, et qui ont été singulièrement exagérées par la passion politique, la France, lui tenant compte des difficultés du temps et du milieu où il opéra, placera M. de Villèle au rang des ministres les plus honnêtes, les plus sages et les plus habiles qui aient conduit les affaires de notre pays. Cette justice, il la devra surtout au livre d'Alfred Nettement.

II

Restait encore à raconter le ministère Martignac, le ministère Polignac et les journées de juillet 1830. Ce devait être la matière d'un huitième et dernier volume : il a été publié seulement au mois de mai 1872, deux ans et demi après la mort de l'historien. Il avait, dans les derniers temps de sa vie, tracé le plan de ce volume, classé avec soin les matériaux, exprimé dans

des notes les jugements d'ensemble ; mais la rédaction n'était pas faite. L'œuvre capitale d'Alfred Nettement ne pouvait cependant rester incomplète. Une main pieuse et qui lui était chère entre toutes, une main filiale, a repris son travail au point précis où il l'avait abandonné et l'a conduit à sa fin avec un plein succès : le noble historien se serait reconnu tout entier dans ce dernier volume écrit par une jeune fille de vingt ans.

L'*Histoire de la Restauration* a été entièrement écrite sur pièces. L'auteur a consulté les documents originaux anglais et allemands aussi bien que les documents français ; il a eu en mains les Mémoires, alors inédits, du baron de Vitrolles, du général d'Andigné, du baron d'Haussez, du comte de Puymaigre et du prince d'Eckmülh. Les correspondances et les papiers politiques des principaux hommes d'État de la période qu'il avait à raconter ont été mis à sa disposition, non seulement ceux de M. de Villèle, du prince de Polignac et du duc Mathieu de Montmorency, mais beaucoup d'autres : les papiers et les correspondances du duc de Blacas ; la correspondance du comte de Marcellus sur le Concordat de 1817 ; les papiers de M. d'Haussez, qui embrassent toute la Restauration ; des notes communiquées par M. le duc des Cars ; la correspondance du comte de la Ferronnays ; les papiers de M. de Guernon-Ranville, etc., etc. Et comme si ce n'était pas assez de tant et de si précieux documents, l'historien a mis de plus à profit ses entretiens avec des hommes considérables, témoins et quelquefois acteurs des événements, tels que M. Berryer et M. Laurentie.

Réunir des documents copieux, intéressants, neufs, authentiques, c'est la première tâche de l'historien. La

seconde n'est pas moins importante. Ces documents, en effet, il faut que le talent les coordonne, que l'art les caresse de son rayon et les anime de son souffle. Or rien n'est plus frappant dans le livre d'Alfred Nettement — et j'en ai déjà fait la remarque — que l'art de la composition, la savante ordonnance de l'œuvre, l'harmonie et la proportion de ses diverses parties.

Le style de l'historien est élevé, abondant, sagement imagé. Ses qualités cependant ne vont pas toujours sans un défaut, dû à l'extrême facilité de plume de l'auteur et à ses anciennes habitudes d'improvisation. La phrase parfois est trop développée ; elle veut contenir à la fois trop de choses, trop de faits et d'idées, et il lui arrive alors d'être trop ample et d'un poids trop lourd. Si le fond est toujours excellent, les sentiments toujours nobles, les vues toujours judicieuses, les appréciations toujours équitables, il manque quelquefois à la forme, pour être parfaitement appropriée à son objet, d'avoir plus de nerf et de concision.

Ces réserves faites, j'ajoute qu'Alfred Nettement est peut-être, de tous les historiens de ce siècle, celui qui a mis dans son œuvre le plus de passion généreuse, de conviction ardente, d'émotion sincère, le plus d'âme et d'éloquence. L'éloquence, je le sais, est tenue aujourd'hui pour fâcheuse. Nous sommes gens *positifs* ; nous ne voulons plus que des faits, encore des faits, toujours des faits. Soit ; exigez de l'historien des informations nombreuses et précises, mais n'oubliez pas que les faits, réduits à eux-mêmes, sont au demeurant peu de chose ; qu'ils s'affaisseront bientôt sur le sol comme une masse inerte, s'ils ne sont pas agités, soulevés par un souffle

puissant, par cet esprit de moralité et de grandeur qui est l'âme même de l'Histoire : *Mens agitat molem*. Nul historien ne peut prétendre au premier rang, s'il ne sait pas juger de haut les événements qu'il raconte et si, dans certaines rencontres, il n'est pas éloquent.

III

A la fin de 1868, alors que les six premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration* avaient déjà paru, Alfred Nettement crut pouvoir demander pour eux le prix Gobert. « Vous avez bien fait, lui écrivait M. Guizot le 3 mars 1869, de présenter l'ouvrage à l'Académie pour le grand prix Gobert... Je serai heureux de contribuer à lui faire rendre justice. Je ne sais pas quels sont vos concurrents. La Commission ne s'est pas encore réunie... »

L'Académie crut devoir maintenir le premier prix Gobert à l'*Histoire de France* de M. Rodolphe Dareste, qui déjà l'avait eu l'année précédente. La commission se réservait d'ailleurs de couronner l'ouvrage d'Alfred Nettement aussitôt qu'il serait terminé. En attendant, comme il venait de publier une nouvelle édition de son *Histoire de la Conquête d'Alger*, elle lui attribua le second prix Gobert. On lit dans le Rapport de Villemain sur les concours de l'année 1869 :

« Le second prix de la fondation Gobert, la médaille attribuée depuis quelques années au même travail, est seul transféré. C'est un événement de notre époque, habilement raconté, qui obtient cet honneur. La conquête de l'Algérie, écrite sur documents officiels et privés, méritait l'attention : c'était une

guerre d'humanité et de progrès social ; c'était une œuvre de patriotisme et de prévoyance. La date de l'événement disparaît dans sa grandeur ; l'événement lui-même reste une conséquence de l'histoire nationale.

« La France du XVII[e] siècle avait foudroyé Alger sans détruire la piraterie, sans interdire l'esclavage, dont Vincent de Paul sauvait quelques victimes en se livrant lui-même à la servitude. La France du XIX[e] siècle a pris Alger, supprimé la piraterie, occupé un vaste pays qu'elle civilise. Sa conquête a été pour elle un champ de manœuvre, où se fortifiaient ses soldats, où s'exerçaient encore ses généraux, et elle en est revenue plus puissante pour des épreuves soudaines et des guerres inopinées. A ce titre et pour des motifs toujours présents, l'expédition, l'assaut et la première bataille d'Alger, puis l'occupation des territoires aussitôt commencée, demeuraient mémorables. Toute cette part de récits fortement retracés, ce prélude de l'agrandissement français sur la côte d'Afrique, cette annonce d'une succession assurée à l'ancien génie romain contre la barbarie, ne peut qu'intéresser vivement les lecteurs français. Le narrateur est mieux qu'impartial pour la gloire des armes dont il salue le triomphe ; il en montre la force et la durée, et il honore dignement une entreprise dont il reconnaît le résultat comme précieux à la France et respecté par l'Europe.

« C'est à ce titre que le second prix de la fondation Gobert est décerné à l'ouvrage sur la conquête de l'Algérie, par M. Alfred Nettement.

« Le nom de l'auteur, tout récemment frappé d'une mort prématurée, restera protégé par la sincérité de son caractère et de ses travaux. Fidèle à un premier dévouement dont il est fier, il fut également fidèle à l'intérêt français en lui reconnaissant des titres de gloire dans l'Algérie. Son livre, accueilli par le lecteur impartial, attachera de nouveaux regrets à sa mémoire. »

En 1870, le grand prix Gobert fut transféré de l'*Histoire de France*, de M. Dareste, à l'*Histoire de la Terreur*, de

M. Mortimer-Ternaux. L'*Histoire de la Conquête d'Alger* conservait le second prix. La guerre et le siège de Paris n'ayant pas permis à l'Académie de tenir, au mois de novembre 1870, sa séance publique annuelle, ce fut seulement le 23 novembre 1871 que les prix purent être décernés. Après avoir parlé de l'ouvrage de M. Mortimer-Ternaux, M. Patin, le nouveau secrétaire perpétuel[1], ajoutait :

« Un intérêt de nature bien différente s'attache aux souvenirs glorieux qu'a rappelés avec sympathie, exactitude et talent, dans son Histoire de la Conquête de l'Algérie, M. Alfred Nettement. L'Académie, qui en 1869 avait décerné à cette Histoire le second prix de la fondation Gobert, a cru devoir, en 1870, le lui maintenir, couronnant ainsi de nouveau, non sans tristesse, avec un bon livre, une carrière littéraire prématurément interrompue par la mort et digne d'être longtemps honorée. »

L'Académie cependant sentait bien qu'elle n'avait pas payé toute sa dette au noble écrivain. Après l'apparition du huitième et dernier volume de l'*Histoire de la Restauration*, elle décida de partager le grand prix Gobert entre l'ouvrage d'Alfred Nettement et l'*Histoire des États généraux de 1355 à 1614*, par M. Georges Picot. M. Patin s'exprime ainsi dans son Rapport du 28 août 1873 :

« L'Académie a associé au livre de M. Picot un autre ouvrage, lui-même de grande étendue et de longue haleine, dont les parties successives ont été, lors de leur apparition, soumises à son jugement, et auxquelles la publication d'un huitième et dernier volume, hélas ! posthume, permet d'attri-

1. M. Villemain, qui remplissait depuis 1834 les fonctions de secrétaire perpétuel, était mort le 8 mai 1870. M. Patin l'avait remplacé le 29 juin 1871.

buer enfin la récompense longtemps attendue. C'est l'*Histoire de la Restauration*, de feu Nettement, histoire maintenant complète, écrite d'après les précieuses confidences, les communications d'un des premiers hommes d'État du temps, avec impartialité autant qu'avec talent, et où se marquent dans une juste mesure, sans rien retirer à l'équité des jugements, les préférences politiques de l'auteur. L'Académie, qui en 1870, quelque temps après sa mort, a maintenu son intéressante et patriotique *Histoire de la Conquête d'Alger* dans la possession du second prix Gobert, achève de s'acquitter envers sa mémoire, très digne d'être honorée, et de témoigner en même temps d'un légitime intérêt pour sa famille, par la distinction suprême accordée aujourd'hui à son œuvre capitale. »

L'historien de la Conquête d'Alger et de la Restauration avait peut-être mérité une récompense plus haute encore. Il aurait dû être depuis longtemps, non parmi ceux qui reçoivent des couronnes, mais parmi ceux qui les distribuent. Plus d'une fois les amis qu'il comptait parmi les Quarante[1] l'avaient engagé à se présenter; mais il lui eût

1. L'illustre évêque d'Orléans était de ceux-là. Je trouve au tome II, page 233, des *Lettres choisies de Mgr Dupanloup*, la lettre suivante, écrite à l'occasion de la candidature de M. Claude Bernard ; adressée au P. Gratry, qui était favorable à cette candidature, elle est du 24 décembre 1867 (et non 1868, ainsi que l'a indiqué par erreur l'éditeur des *Lettres*, M. l'abbé F. Lagrange).

« Orléans, le 24 décembre 1867.

« Cher ami,

« Ce monsieur est-il chrétien à un degré quelconque ?

« Je vous avoue que je suis frappé par dessus tout de la nécessité d'avoir des chrétiens, ou au moins des hommes qui respectent la religion.

« M. de Champagny, M. Wallon, *M. Nettement*, M. de Lavergne, M. Caro, voilà des hommes pour lesquels mon inclination est déjà faite.

« Tout à vous en Notre-Seigneur. »

fallu alors faire des démarches, des visites, des courses, et il n'en avait ni le goût ni le temps. Il estimait d'ailleurs que son confrère M. Laurentie, de beaucoup son ancien[1], devait passer avant lui, et M. Laurentie ne montrait nul empressement à briguer les suffrages académiques. Un jour vint cependant où Alfred Nettement crut devoir se mettre sur les rangs. Le 16 mars 1869, il adressait au secrétaire perpétuel la lettre suivante :

« Monsieur le Secrétaire perpétuel,

« Je vous prie de vouloir bien communiquer à l'Académie française l'intention où je suis de me porter candidat au fauteuil qu'occupait M. Berryer.

« J'espère que personne ne verra dans cette résolution la présomptueuse pensée de réparer ainsi la perte irréparable que l'Académie a faite. Le motif qui me détermine est tout autre. Je crois que le public comprendrait mal que l'opinion à laquelle appartenait M. Berryer, dont la gloire appartient à la France, ne réclamât pas l'honneur de présenter celui qui doit prononcer l'éloge de cet homme illustre devant l'Académie française. J'espère que l'Académie aura cette idée présente à l'esprit en jugeant la démarche que je fais auprès d'elle. Quoi qu'elle décide, j'aurai du moins éloigné de l'opinion à laquelle M. Berryer était si fidèlement attaché l'accusation d'avoir signé par cet aveu d'impuissance un acte d'abdication morale et intellectuelle.

« Il est toujours difficile de parler de soi, plus difficile en présence d'une si grande mémoire.

« Heureusement que, n'ayant jamais été orateur, j'échappe ainsi à un parallèle impossible.

« Je rappellerai donc seulement qu'entre la vie de tribune si éclatante de M. Berryer et ma modeste vie d'écrivain, il y eut cette ressemblance que, pendant trente-huit ans, nous avons

1. M. Laurentie avait douze ans et demi de plus qu'Alfred Nettement ; il était né le 21 janvier 1793.

défendu les mêmes principes, lui avec son incomparable éloquence, moi selon la mesure de mes forces, et qu'au milieu des ardeurs d'une lutte qui eut ses entraînements, nous n'avons jamais séparé ces quatre choses : la religion, l'honneur du pays, la liberté politique et les traditions nationales.

« C'est tout ce que je dirai de ma carrière de journaliste qui trouva son couronnement dans l'honneur spontané que me fit, en 1849, un département où je n'avais aucune relation, de me choisir pour le représenter à l'Assemblée législative.

« A partir de l'année 1852 commencent les travaux que je crois pouvoir signaler à l'Académie française, parce qu'ils portent la trace de ce rassérènement d'esprit qu'amène l'expérience des hommes et des choses. C'est d'abord une *Histoire de la littérature sous la Restauration et sous le Gouvernement de Juillet* en quatre volumes, où est exposé le mouvement des idées dans toute la première moitié du dix-neuvième siècle. Ce sont ensuite les six premiers volumes d'une *Histoire de la Restauration*, qui sont maintenant sous les yeux d'une commission de l'Académie, car je les avais envoyés, au mois de décembre dernier, pour concourir au prix Gobert ; le septième volume est sous presse. Je pourrais citer encore, parmi mes travaux historiques, l'*Histoire de la Conquête d'Alger* écrite sur des documents authentiques, les *Souvenirs de la Restauration*, la *Vie de Marie-Thérèse de France, fille de Louis XVI*, un volume sur *Suger et son temps*, etc., etc. Enfin, je ne dois pas oublier la *Seconde Éducation des filles*, puisque l'Académie a bien voulu lui décerner, l'an passé, une de ses récompenses. Presque tous ces ouvrages ont eu plusieurs éditions.

« Il ne me reste plus, Monsieur le Secrétaire perpétuel, qu'à prier l'Académie d'excuser la longueur de ma lettre et à lui dire que, si elle accueillait ma candidature, elle accorderait cet honneur à une vie vouée tout entière au culte des idées et à un homme qui a eu, toute sa vie, à cœur la dignité des lettres.

« Veuillez agréer l'expression de ma haute considération.

« Alfred Nettement,

« 51, rue Bellechasse. »

C'était s'y prendre bien tard. On était presque à la veille du jour fixé pour l'élection[1]. Les positions étaient occupées, les promesses faites ; il n'y avait plus de place pour une candidature nouvelle. Force était à Nettement de se retirer ; il le fit, le 15 avril, par cette seconde lettre :

« Paris, 15 avril 1869.

« Monsieur le Secrétaire perpétuel,

« Uniquement occupé de mes travaux et de mes études, j'ignorais, en posant dernièrement ma candidature, combien ma démarche était tardive. Mieux informé aujourd'hui, je viens vous prier de vouloir bien annoncer à l'Académie que, sans cesser d'attacher le plus haut prix à ses suffrages, je lui demande de ne pas me compter aujourd'hui parmi ceux qui briguent l'honneur d'occuper un fauteuil si malheureusement vacant.

« Veuillez bien agréer, Monsieur le Secrétaire perpétuel, l'hommage personnel et bien sincère de ma plus haute considération. »

Alfred Nettement n'a donc été, à aucun moment, réellement candidat. Il semble bien d'ailleurs que ses amis n'ont point à regretter pour lui qu'il n'ait pas fait partie de l'Académie. A cette vie tout entière d'abnégation, de désintéressement et de sacrifices, il eût manqué quelque chose, si elle eût connu les récompenses. Selon le mot de ce Bossuet qu'Alfred Nettement aimait tant, on le *vit accompli par ce dernier trait* que, dans un siècle d'ambition, de lucre et de vanité, il n'a jamais recherché, jamais recueilli ni profit, ni honneur. De tous les écri-

1. Elle eut lieu le 29 avril 1869. Le comte Franz de Champagny, l'historien des *Césars*, fut élu en remplacement de Berryer.

vains de son temps, il a été, avec son compagnon de luttes Laurentie, celui qui est resté le plus invariablement fidèle à la vieille devise : *Esse quam videri*.

IV

Chez l'historien de la Restauration, l'homme, en effet, valait l'écrivain. Ses qualités morales égalaient ses aptitudes intellectuelles ; sa vertu égalait son talent. Dans sa conduite, on ne put jamais découvrir la moindre tache. Il était cette créature rare et bénie : *anima naturaliter christiana*.

D'abord et par dessus tout, il fut bon. « La bonté — c'est encore un mot de Bossuet — n'était pas seulement une de ses vertus ; c'était son fond ; c'était lui-même. » Dès qu'il s'agissait de faire du bien, d'être utile aux autres, il donnait sans compter son temps et son argent, — lui qui ne fut jamais riche et qui n'eut jamais de temps à lui. Toujours accessible, toujours accueillant, toujours affable, il se prodiguait à tous, même lorsqu'il était accablé de travail ; il abrégeait alors le repos de ses nuits pour retrouver les heures sacrifiées à ceux qui étaient venus lui demander des conseils ou des services. Un jour — pour ne citer que ce seul trait — il quitta le chevet de son père malade, afin de courir à la recherche d'un prêtre pour le mariage *in extremis* d'un camarade de collège qui, après avoir gaspillé sa fortune, allait mourir, laissant pour tout héritage deux pauvres petites filles. Le lendemain, son camarade mourait, et Nettement prenait à sa

charge les deux orphelines. Il pourvut aux frais de leur éducation ; quand l'argent lui manquait, il demandait pour elles, ce qui lui coûtait plus que de donner.

Dans cette nature exquise, le cœur était aussi tendre que l'intelligence était ferme et haute. Il adorait ses parents. Aussitôt qu'il eut commencé à gagner un peu d'argent, il voulut le partager avec eux. Tant que vécurent son père et sa mère, il les entoura des soins les plus attentifs ; quand il les eut perdus, il garda fidèlement leur mémoire. Sa mère était morte le 15 avril 1851. Il l'ensevelit et la veilla. Après l'enterrement, il s'installa dans la chambre de la morte ; il y fit transporter son bureau, et c'est là qu'il voulut désormais travailler, comme pour se rapprocher de l'âme si chère qui l'avait quitté dans ce lieu. Jusqu'à la fin de sa vie, le 15 avril, il sortait de bonne heure pour aller assister à une messe qu'il faisait dire à l'intention de la défunte ; mais il y allait seul, ne permettant même pas à sa fille de l'accompagner. On aurait dit que, ce jour-là, il voulait être tout à Dieu et à sa mère, qui avait été très jalouse de sa tendresse.

Comme il était bon, il était modeste. Il avait été l'un des jeunes hommes les plus brillants de sa génération ; publiciste, critique, historien, il avait eu de grands succès : jamais il n'en avait ressenti aucun orgueil. S'il lui arrivait de s'en réjouir, c'était surtout parce qu'ils profitaient à la cause qu'il servait. Il avait du reste à peine conscience de sa modestie, tant elle lui était naturelle ; mais tous ceux qui le connaissaient en étaient frappés. Ils s'en émerveillaient entre eux. Désiré Nisard, son ancien camarade de Sainte-Barbe, l'avait surnommé « la Violette ».

D'un désintéressement absolu, et en toute rencontre

l'homme du sacrifice, Alfred Nettement se montrait indulgent pour ceux que la nécessité obligeait à mettre en oubli leurs anciennes opinions et à les troquer contre une place. Ceux-là seuls ne trouvaient pas grâce devant lui, que la vanité poussait à acheter le bien-être au prix de l'honneur. Aussi bienveillant et cordial dans ses relations du monde qu'il était inflexible dans ses principes politiques et religieux, il ne comptait que des amis. Quelques-uns de ses camarades de collège avaient suivi des voies bien différentes des siennes. L'un d'eux, M. Nisard, après avoir été le collaborateur d'Armand Carrel, avait servi la monarchie de Juillet et était devenu, sous Napoléon III, membre du sénat impérial. Un autre, M. Albert des Etangs, était républicain et libre-penseur. Tous deux restèrent jusqu'à la fin au nombre de ses meilleurs amis. M. des Etangs était très lié avec Littré. Il se plaisait à l'avoir à sa table les jours où il invitait Nettement; on disputait fort sur la religion, mais ni l'affection des deux Barbistes ne souffrait de ces escarmouches ni la profonde estime que Littré et Nettement éprouvaient l'un pour l'autre.

Comme on le pense bien, c'était surtout parmi ceux qui partageaient ses convictions politiques et religieuses qu'il comptait le plus d'amis. Longue est la liste — je ne dis pas de ceux qui entretenaient avec lui d'affectueuses relations — mais de ceux qui lui étaient attachés par les liens d'une étroite et véritable intimité. Je nommerai parmi ces derniers : de 1830 à 1848, l'abbé de Genoude, M. Félix de Conny, Jacques de Fitz-James, le vicomte Edouard Walsh et Charles de Bourmont, fils du maréchal ; après 1848, sous la seconde République et le second Empire, Alcide

de Beauchesne, l'historien de *Louis XVII* et de *Madame Élisabeth*, Albert de Circourt, qui, en souvenir de l'*Opinion publique*, l'appelait toujours *le Chef*, l'abbé Le Crom, M. Harscoüet de Saint-Georges et son fils M. Paul de Saint-Georges, le comte Alfred de Neuville, Léo de Laborde, le vicomte de Saint-Priest, M. de Larcy, M. de Laboulie, Alfred Dufougerais, Jacques Lecoffre, le marquis de Sauvaire-Barthélemy, petit-neveu de l'auteur du *Jeune Anacharsis*, M. Chapot, son ancien collègue à la Législative, qui mourut à Venise entre les bras du comte de Chambord, le 8 février 1856, Henry de Riancey, Georges de Cadoudal, le marquis de Beaucourt. Tous appréciaient la sérénité de son caractère, la chaleur de son âme, l'élévation de ses sentiments, la fermeté de son bon sens. Tous admiraient chez lui l'accord absolu entre les principes et les actes, et que l'ardeur de ses convictions se conciliât si bien avec une inaltérable courtoisie et avec la recherche constante de tout ce qui pouvait rapprocher les esprits. « Si Nettement était là, disait M. de Larcy après 1870, il servirait de trait d'union entre nous tous par sa modération, sa clairvoyance politique ; il nous mettrait tous d'accord. »

Il ne voyait pas ses amis autant qu'il l'eût désiré. Ses articles sans nombre, la direction de la *Semaine des Familles*, la préparation et la rédaction de ses livres ne lui laissaient guère de loisirs. Il sortait peu, sinon pour des courses ou des visites indispensables, le dimanche pour assister aux offices et aller voir ses fils au collège. Il travaillait toute la journée, et le soir, à dix heures, après les trop courts instants consacrés à sa famille, il rentrait dans son cabinet et reprenait la tâche interrompue. Sa

distraction préférée, et c'était presque la seule qu'il s'accordât, était la musique. Mme Alfred Nettement avait une voix charmante. Dans les premières années de leur mariage, elle chantait chaque soir des mélodies italiennes ou françaises, qu'il écoutait plongé dans une profonde rêverie. Malgré son goût très vif pour la musique instrumentale, il mettait le chant au-dessus de tout. « La voix humaine, disait-il, est l'instrument divin. » Dans ses dernières années, ce fut à Mlle Nettement qu'échut la douce mission d'interpréter pour son père ses auteurs de prédilection, Mozart, Beethoven et Chopin. Quand il avait de la peine à travailler, il demandait à sa fille de se mettre au piano. Il se comparait alors plaisamment à Saül et il comparait sa fille à David.

Il avait l'humeur douce, égale, enjouée. Les âmes qui n'ont vécu que de sentiments purs et vrais conservent longtemps leur jeunesse et leur fraîcheur. Alfred Nettement garda jusqu'au dernier jour la gaieté de ses jeunes années. A la campagne surtout, qu'il avait toujours passionnément aimée, il redevenait vite l'*Alfred* d'autrefois. Chaque année, il passait quelques semaines chez sa cousine-germaine, Mme de Chaumont[1], en premières noces baronne de Gerdy. Elle avait été attachée à la duchesse de Berry. C'était une femme charmante, spirituelle et jolie, d'un royalisme exalté. Elle avait épousé en secondes noces M. Le Ray de Chaumont, dont le père avait été, sous le premier Empire, propriétaire du château de Chaumont-sur-Loire, qu'il avait mis en 1810 à la disposition de Mme de Staël, pendant que lui-même faisait un séjour

1. A Draveil (Seine-et-Oise). La propriété de Mme de Chaumont était située entre Juvisy et la forêt de Senart.

en Amérique, où il possédait des biens considérables[1]. Lorsqu'elle n'était encore que Mlle de Granet, Mme de Chaumont avait entretenu et développé chez Alfred Nettement le sentiment royaliste. Il lui en était reconnaissant et il aimait à revivre auprès d'elle les années de sa jeunesse. Il lui semblait alors être revenu aux jours bénis d'Astrée, au temps du bon roi Charles X.

Après les douces semaines passées à Draveil, Alfred Nettement et sa famille allaient s'installer pour les mois d'été dans la modeste maison de son beau-père, M. Babault, située à Angerville au delà d'Etampes, sur la route d'Orléans, en pleine Beauce. La Beauce n'est guère la campagne. Ce pays plat, sans eau ni arbres, n'est agréable à voir qu'avant la moisson ; quand les blés sont coupés, c'est le désert sans oasis, et pour but de promenade les routes encadrées de chaumes. Mais l'imagination poétise et transforme tout ce qu'elle touche. Parfois, montrant à sa fille le grand horizon dénudé : « Figure-toi, lui disait-il, que la mer est là-bas ! » Pour lui, il se le figurait ; il sentait la brise caresser son front ; il apercevait là-bas, là-bas, au delà des champs arides qu'il avait devant lui, les landes de Bretagne et les grèves de l'Océan. Toujours avec sa fille, il faisait de longues promenades dans le petit jardin, et si les murs arrêtaient leurs regards, ils les élevaient vers le ciel dont l'infinie grandeur et la sérénité les attiraient. Puis, le soir, quand les étoiles apparaissaient, ils parlaient du vrai ciel dont le ciel visible est l'image. Sa fille l'interrogeait sur ces au-delà et quand ses

1. Le château de Chaumont-sur-Loire est actuellement la propriété de M. le prince Amédée de Broglie, arrière-petit-fils de Mme de Staël.

questions devenaient curieuses, il lui répondait : « Souviens-toi de cette parole : *L'œil n'a pas vu, l'oreille n'a pas entendu, l'esprit n'a pas conçu le bonheur que Dieu réserve à ses élus*. Nous n'avons pas besoin d'en savoir davantage. » Plus il approchait du terme, plus sa piété semblait grandir. Quand il priait, son visage se transfigurait. Dans les derniers temps de sa vie, son regard s'éclairait souvent d'une flamme intérieure, et quand sa fille lui demandait ce qu'il avait, il répondait : « Je vais voir mon Dieu ! »

Encore un peu de temps, et la mort l'abattra en plein talent, en pleine maturité, et, en apparence du moins, encore en pleine vigueur.

V

Au mois d'août 1868, pendant son dernier voyage en Bretagne, il avait été pris, on se le rappelle, d'un refroidissement suivi de rhumatisme et de fièvre, qui avait un instant mis ses jours en danger. Grâce à la force de sa constitution, il avait paru bientôt prendre le dessus. Si lui-même ne se fit pas illusion sur son retour à la santé, autour de lui on s'y trompa. Les inquiétudes de sa famille ne tardèrent pas à se dissiper. Comment aurait-elle pu en conserver, quand elle le voyait se livrer comme par le passé, sans fatigue apparente, à cet énorme labeur dont, toute sa vie, il avait été coutumier ?

Il consacrait, chaque jour, plusieurs heures à dépouiller les papiers sans nombre qui devaient servir à l'achève-

ment de son Histoire de la Restauration, les étudiant, les classant, prenant des milliers de notes. Il écrivait, chaque quinzaine, pour l'*Union*, une *Variété* littéraire ; chaque semaine, il envoyait au *Journal de Bruxelles* deux et quelquefois trois Lettres politiques. Mais c'était surtout à la *Semaine des Familles* qu'il donnait le meilleur de son temps, sans doute parce que c'était là qu'il croyait pouvoir faire le plus de bien. Il semble qu'ayant le pressentiment de sa fin prochaine, il veuille réserver à la jeunesse ses dernières leçons et dépenser à son service ses dernières forces. En ces derniers jours, comme au début, pas une livraison qui ne renferme un grand article signé *Alfred Nettement*, une Chronique signée *Nathaniel* et un récit de voyage ou une esquisse de mœurs sous la signature de *Félix-Henri* ou de *René*. Dans les dix premiers mois de 1869, l'infatigable écrivain donna à sa chère Revue cinq *Causeries* sur *le Siècle de Louis XIV*, six articles sur le *Salon* ; à de graves études sur le *Concile de Trente*, sur *Jean Sans-Peur*, sur *Marie Stuart* et *Jane Grey*, sur le *Roi Lear* de Shakespeare et sur *Calderon*, sur les *comtes d'Egmont et de Horn*, sur *Bernard Palissy* et *Nicolas Poussin*, sur *Godefroy de Bouillon* et *Pierre le Grand*, sur le *Château de Pau* et le *Château de Chaumont*, sur *la Bastille*, sur *La Bourdonnais*, sur *Ozanam et Dante*, etc., etc., il mêle de jolis coins de paysage, sans préjudice d'une Nouvelle, *les Deux Jumelles*[1], aimable et touchant récit d'où se dégage encore une leçon.

1. 24 et 31 juillet 1869. — Dans la *Semaine des Familles* du 19 octobre 1867, je trouve une autre Nouvelle d'Alfred Nettement, signée *Nathaniel* comme *les Deux Jumelles*, et intitulée : *Un Pressentiment*. Dans cette même année 1867 (25 novembre et 21 décem-

Le 25 septembre 1869, la *Semaine des Familles* était à la veille d'entrer dans sa douzième année[1]. Après un rapide coup d'œil sur le passé, *Nathaniel*, dans sa *Chronique*, parlait ainsi de l'avenir et des travaux en préparation :

« Les *Causeries sur l'histoire de France* continueront et s'achèveront peut-être cette année, sans parler des études biographiques que M. Alfred Nettement mêlera aux travaux de pure imagination que nous avons annoncés, et de ses études critiques sur les ouvrages importants qui paraîtront dans l'année...

« Je ne vous dis rien de votre serviteur Nathaniel et de ses fidèles compagnons René et Félix-Henri, trois têtes dans un même bonnet, parce que la modestie et le savoir-vivre m'obligent à baisser un peu ce bonnet sur leurs yeux, mais il n'auront garde de déserter la lice... Et maintenant vous savez tout, aussi bien que moi. Je m'arrête le 25 septembre précisément, parce que le 2 octobre il faudra recommencer. *Dieu vous garde et nous aussi, amis lecteurs.* »

Le 2 octobre, en effet, Alfred Nettement *recommence*. Il ouvre la douzième année de la *Semaine* avec deux articles sur *Rubens* et sur *Fernand Cortez* et avec sa Chronique habituelle. Le 9 octobre, il reprend ses *Causeries sur l'histoire de France*.

Pendant ses vacances, de 1869, Alfred Nettement avait suspendu ses Lettres de Paris au *Journal de Bruxelles*[2]; mais il avait continué de donner à l'*Union*, chaque

bre), il a encore publié, *les Récits du grand-père* et *Frère et sœur*. Joints à son roman des *Deux Mésalliances*, ces récits et nouvelles formeraient un agréable volume.

1. Le premier numéro de la *Semaine* avait paru le 2 octobre 1858. — Voir chapitre XIX, page 459.

2. La dernière est en date du 16 août 1869. Elle parut dans le *Journal de Bruxelles* le jeudi 19 août.

quinzaine, une *Variété* littéraire. Il en publia encore une le 26 octobre ; elle était consacrée à l'*Histoire de la Terreur*, de M. Mortimer-Ternaux.

Le samedi 13 novembre, la *Semaine des Familles* paraissait avec une Chronique de *Nathaniel* et, en tête, un article d'Alfred Nettement sur *Charles-Quint*. Le lendemain, il était mort.

Il était rentré à Paris le mardi 9 novembre, après quelques semaines passées à Draveil. Le vendredi 12, comme il se remettait à sa table de travail, un engourdissement subit envahit tout son corps. Il se coucha, et presque aussitôt il perdit connaissance. Il entendait à peine, ne reconnaissait pas ses proches et paraissait insensible au traitement révulsif que les médecins avaient prescrit. Le dimanche 14, il s'endormit dans le Seigneur. Il avait à peine soixante quatre ans.

Ses obsèques furent célébrées, le mercredi 17 novembre, dans l'église de Sainte-Clotilde. Tous les rangs et, ce qui est un privilège bien rare, toutes les opinions s'y étaient donné rendez-vous pour faire cortège à la dépouille du généreux écrivain. Dans le concert d'éloges qui s'éleva sur sa tombe, pas une note discordante ne se fit entendre. Les journaux qu'il avait le plus vivement combattus furent les premiers à lui rendre hommage, à honorer en lui la fixité des opinions, l'indépendance du caractère et le dévouement à sa foi.

Dès qu'il apprit la douloureuse nouvelle, le comte de Chambord écrivit à Mme Alfred Nettement :

« Frohsdorf, le 19 novembre 1869.

« J'apprends, Madame, le cruel malheur qui vient de vous

frapper, et je ne veux pas tarder un instant à vous dire toute la part que ma femme et moi nous prenons à votre profonde affliction. Je perds en celui que vous pleurez un de mes meilleurs et de mes plus utiles amis, qui n'a cessé de donner à la grande cause de la religion et du droit des preuves du plus admirable dévouement. Je n'oublierai jamais, croyez-le bien, son noble caractère, son beau talent, et les nombreux services qu'il a rendus à l'Église, à la France et à moi. Il est mort comme il a vécu, en chrétien fervent et en Français fidèle. Élevés par lui et par vous, ses enfants se font gloire, je le sais, de marcher toujours sur ses traces. Soyez auprès d'eux l'interprète de ma douloureuse sympathie et recevez vous-même l'assurance de tous mes sentiments sincères.

« HENRI ».

Éloigné à ce moment de Paris, cloué sur un lit de souffrance par le mal cruel qui allait bientôt l'emporter à son tour[1], Montalembert adressa, de son côté, à Mlle Nettement la lettre suivante :

« La Roche-en-Brény (Côte d'Or), 23 novembre 1869.

« Mademoiselle,

« Lorsque la désolante nouvelle de la mort de monsieur votre père m'est arrivée, j'étais précisément occupé à lire le septième volume de son *Histoire de la Restauration*. Je me disposais à lui écrire pour le remercier de nouveau du plaisir que je devais à cet ouvrage, et surtout à ce dernier volume qui signale d'une façon si lumineuse et si impartiale les véritables conditions du gouvernement parlementaire, en même temps que les funestes conséquences de ces exagérations religieuses si fatales à la Restauration et que notre grand et cher évêque d'Orléans vient de noter pour toujours dans le passage, qu'on

1. M. de Montalembert mourut le 13 mars 1870.

dirait emprunté au livre de M. Nettement, où il rappelle l'odieux dilemne posé par La Mennais : *ou ultramontain ou athée !*

« Jugez donc de ma consternation en apprenant que l'homme envers qui je me sentais chaque jour de plus en plus attiré avait tout à coup disparu de ce monde. Tout en lui enviant le bonheur d'être déjà arrivé au terme de sa tâche et de ses épreuves, je ne puis que prendre la plus vive part au chagrin domestique dont vous avez daigné m'entretenir avec une si filiale émotion. Mais je dois surtout m'affliger pour les honnêtes gens, qui perdent en monsieur votre père un de leurs chefs et de leurs modèles les plus accomplis.

« Dans cette société moderne, où les plus grandes questions se décident par la plume bien plus que par l'épée, et par le journal encore plus que par le livre, il a été le type de l'écrivain et du journaliste sans peur comme sans reproche. Il a lutté pendant quaranse ans avec un dévouement infatigable, avec un désintéressement complet, pour une cause vaincue. Il n'a jamais changé de drapeau, jamais renié ses premières affections, jamais courtisé la force ou la fortune.

« Il est mort comme il avait vécu, en travaillant. Il a porté au tribunal du souverain Juge le fruit de ses labeurs si rudement prolongés. Il y aura trouvé la miséricorde dont nous avons tous tant besoin et qui lui était plus assurée qu'à personne.

« Il a dû certes souvent connaître les mécomptes, les découragements, les amertumes inséparables de toute vie militante ici-bas. Il ne leur a jamais permis de déteindre sur sa polémique ; et je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un au monde qui puisse se plaindre d'avoir été sciemment maltraité ou méconnu par lui.

« L'unanimité des éloges que lui ont décernés tous ses confrères de la presse est un témoignage bien honorable pour le nom qu'il vous laisse ; c'est aussi le signe de l'unanimité bien plus consolante encore des suffrages que tous ses amis et tous les chrétiens qui l'ont connu apporteront à son âme devant Dieu.

« Agréez aussi, Mademoiselle, l'hommage de mon regret personnel et sincère, bien qu'il ne soit pas désintéressé, car monsieur votre père m'a souvent prodigué les marques de son estime avec d'autant plus de générosité que nous n'avions pas toujours été du même avis. Lorsque j'avais l'honneur d'être son collègue à l'Assemblée nationale, nous étions sur certains points en lutte ouverte. C'est à ce temps lointain que je me reporte surtout pour me demander s'il y avait quelque reproche à lui faire. Et là, pas plus qu'ailleurs, je ne trouve aucun nuage qui vienne voiler dans ma mémoire la dignité de son attitude, la loyauté de son caractère, l'énergie toujours courtoise de son langage.

« J'ai l'honneur d'être, Mademoiselle, avec une respectueuse condoléance,

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

« Charles DE MONTALEMBERT. »

Au témoignage de Montalembert je joindrai celui d'une personne, bien faite pour apprécier Alfred Nettement, qui s'était assise souvent à son foyer et qui avait vu de près sa bonté et sa vertu. Le 24 novembre 1869, Mlle Zénaïde Fleuriot écrivait à son amie la princesse de Sayn Wittgenstein :

« Chère Princesse,

« Les journaux vous ont appris le grand chagrin que je viens d'éprouver par la mort de mon excellent ami Nettement. Il avait été un père pour moi. *Je n'ai jamais rencontré de plus belle âme d'homme.* C'est vraiment un deuil général. *Je ne me rappelle pas lui avoir trouvé l'ombre d'une imperfection.* Je me dévoue un peu à sa fille, et passe près d'elle le plus de temps possible[1]... »

1. ZÉNAÏDE FLEURIOT, *sa vie, ses œuvres et sa correspondance* page 263.

Le jour des obsèques de M. Laurentie, comme son fils arrivait à la maison mortuaire, il entendit un ouvrier, qui chargeait des tonneaux sur un haquet, dire à son camarade en lui montrant le cercueil de l'écrivain exposé sous la porte : « Cet homme-là, on doit le respecter, car il n'a pas varié une minute dans sa vie ». Cela aussi, on l'aurait pu dire d'Alfred Nettement, le jour de ses funérailles. Certes, dans un temps qui a vu tant de révolutions, c'est un bel exemple que celui de la fidélité ; mais Alfred Nettement n'a pas donné que celui-là. Il a été, pendant toute sa vie, l'homme du travail, du dévouement et de la générosité, l'homme du devoir. Il a publié quarante volumes, il a écrit des articles et des feuilletons sans nombre, et dans ces milliers de pages il n'en est pas une seule qui ne soit noble, élevée, généreuse, pas une qui ne respire l'amour du bien et le culte du vrai, pas une qu'il n'eût pu mettre sous les yeux de sa fille. Au-dessus du talent il y a l'âme, et l'âme, chez Alfred Nettement, était exquise, si modeste avec ses admirables dons, si droite au milieu des déviations et des défaillances de ce siècle, si pure à travers les corruptions contemporaines. C'est pourquoi sa vie a été pour nous *un cher entretien*. Jeune, il s'était appelé lui-même *le Vaincu* ; ce titre, il l'a porté fièrement jusqu'à la fin ; il est mort sans avoir vu se lever l'aurore de la victoire. Qu'importe, puisqu'il a, pendant quarante ans, combattu pour une cause sainte, celle de la Religion, puisqu'il est demeuré fidèle à une grande cause, celle de la monarchie. C'est une modeste vie que j'ai racontée ; mais il me semble bien, en terminant, que cette existence d'honneur et de sacrifice n'a rien à envier à d'autres destinées : elle garde un caractère de beauté qui tient aux sentiments les plus élevés de l'âme humaine.

Il m'a été doux — on l'a bien vu au cours de ce long volume — de rappeler ce que fut Alfred Nettement. Que ne m'a-t-il été donné de rencontrer parfois, pour le mieux faire connaître, cet accent qui pénètre, ce langage qui émeut! Homère, dans l'*Iliade,* nous montre les princes des Troyens, les plus sages d'entre les vieillards, assis sur les murs de la ville, au-dessus des portes Scées, et ne pouvant se défendre de louer Hélène au moment où elle passe devant eux, couverte de voiles blancs. « Et ils étaient pareils à des cigales qui, dans les bois, posées sur un arbre, exhalent leur voix *de lis*[1]. » Heureux serais-je si, dans ce livre consacré au noble écrivain royaliste, le lecteur avait retrouvé çà et là, ne fût-ce que dans une seule page, un écho de cette voix dont parle le divin Homère et qui rappelle la *blancheur du lis !*

1. *Iliade*, III, 151-152.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS PROPRES CITÉS

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

T

V

W

Z

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'Enfance et les années de Collège

CHAPITRE II

Les débuts du journaliste

CHAPITRE III

La Quotidienne

CHAPITRE IV

L'Echo de la Jeune France et le Nouveau Conservateur

CHAPITRE V

La Gazette de France

CHAPITRE VI

La Mode. — Les Ruines morales et intellectuelles. — Mémoires de la duchesse de Berry. — Le mariage d'Alfred Nettement.

CHAPITRE VII

Histoire du « Journal des Débats » — Le feuilleton dramatique

CHAPITRE VIII

Le feuilleton dramatique
(Suite et fin)

CHAPITRE IX

Feuilletons littéraires et historiques. — Poésies

CHAPITRE X

Conférences du Dr Wiseman. — Etudes sur Bossuet. — Exposition royaliste. — Vie de Suger. — Vie de Marie-Thérèse de France.

CHAPITRE XI

Appel aux Royalistes contre la division des opinions. — Dix jours à Londres pendant le voyage de Henri de France.

CHAPITRE XII

Etudes critiques sur le feuilleton-roman. — Histoire de quinze ans d'exil

